

Advanced Economic History
(Master PPD & APE)
(EHESS & Paris School of Economics)
Thomas Piketty
Academic year 2023-2024

**Lectures 9-10: Party Systems and Socioeconomic
Inequality in Electoral Democracies**

(check [on line](#) for updated versions)

Key question: who votes for whom and why?

What do we know about the interaction between political cleavages and socioeconomic inequality and its evolution over time?

On-going research program using post-electoral surveys:

See [World Political Cleavages and Inequality Database](https://www.wpid.world/), WPID.world

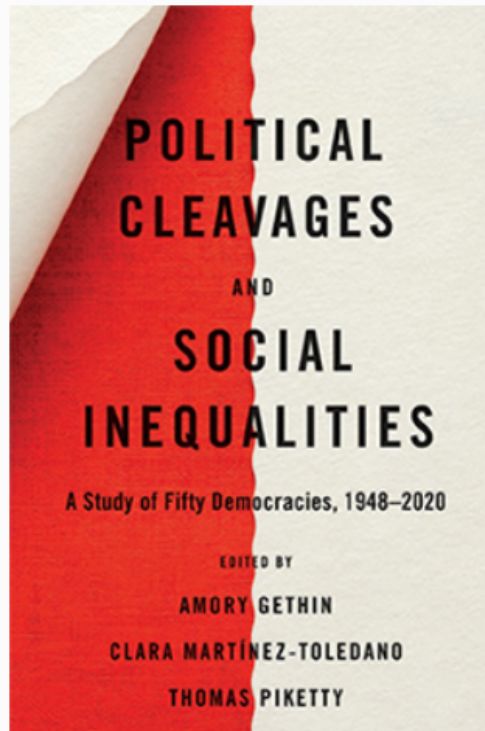
See also [Brahmin Left vs Merchant Right: Changing Political Cleavages in 21 Western Electoral Democracies, 1948-2020](#) (with A. Gethin, C. Martinez-Toledano, QJE 2022)

→ this research program offers interesting comparative perspectives on the changing effects of income, wealth, education, gender, etc., on political attitudes, but unfortunately with a limited time span (post-WW2) and limited sample sizes

WORLD POLITICAL CLEAVAGES AND INEQUALITY DATABASE

[HOME](#)[TEAM](#)[RESOURCES](#)[EXPLORE](#)

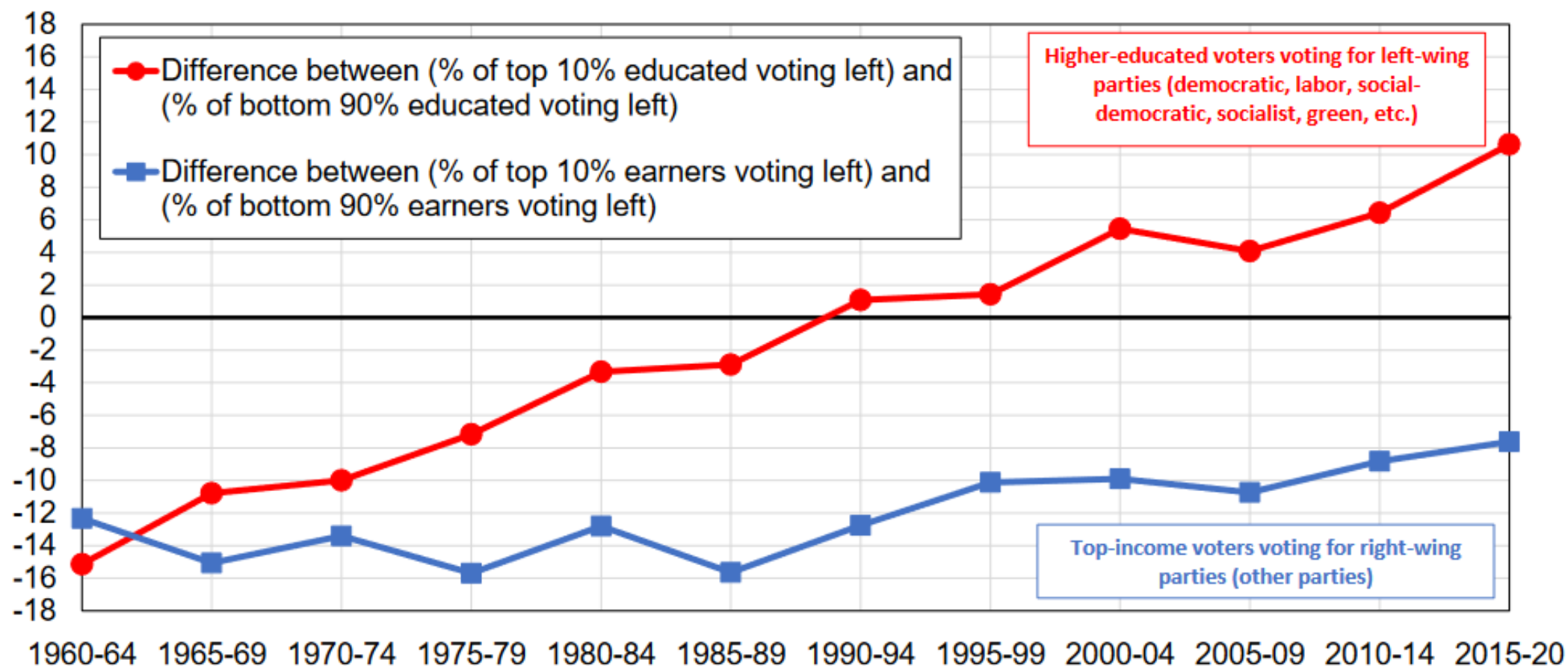
THE BOOK



Who votes for whom and why? Why has growing inequality in many parts of the world not led to renewed class-based conflicts, and seems instead to have come with the emergence of new divides over identity and integration? News analysts, scholars, and citizens interested in exploring those questions inevitably lack relevant data, in particular the kinds of data that establish historical and international context. *Political Cleavages and Social Inequalities* provides the missing empirical background, collecting and examining a treasure trove of information on the dynamics of polarization in modern democracies.

The chapters draw on a unique set of surveys conducted between 1948 and 2020 in fifty countries on five continents, analyzing the links between voters' political preferences and socioeconomic characteristics, such as income, education, wealth, occupation, religion, ethnicity, age, and gender. This analysis sheds new light on how political movements succeed in coalescing multiple interests and identities in contemporary democracies. It also helps us understand the conditions under which conflicts over inequality become politically salient, as well as the

Figure 1 - The emergence of multi-elite party systems in Western democracies



Source: authors' computations using the World Political Cleavages and Inequality Database.

Note: in the 1960s, both higher-educated and high-income voters were less likely to vote for left-wing (democratic / labor / social-democratic / socialist / green) parties than lower-educated and low-income voters by more than 10 percentage points. The left vote has gradually become associated with higher education voters, giving rising to a "multi-elite party system". Figures correspond to five-year averages for Australia, Britain, Canada, Denmark, France, Germany, Italy, the Netherlands, Norway, Sweden, Switzerland, and the US. Estimates control for income/education, age, gender, religion, church attendance, rural/urban, region, race/ethnicity, employment status, and marital status (in country-years for which these variables are available).

- Unfortunately, these post-electoral surveys have limited sample size. In addition, there exists no survey at all before the 1940s-1950s
- In order to study longer time periods, and also in order to provide more detailed decompositions of socioeconomic cleavages vs territorial cleavages, one needs to use other data sources: local-level election results matched with local-level census & fiscal data
- In these lectures, I will focus upon the presentation of the new research presented in « **A History of Political Conflict – Elections and Social Inequalities in France 1789-2022** » (Seuil 2023, forthcoming Harvard University Press 2024)

JULIA CAGÉ
THOMAS PIKETTY

UNE
HISTOIRE
DU CONFLIT
POLITIQUE

ÉCOHISTOIRES

Élections et inégalités sociales en France
1789-2022



French version: Seuil 2023

English version:
**A History of Political Conflict.
Elections and Social Inequalities in
France 1789-2022**

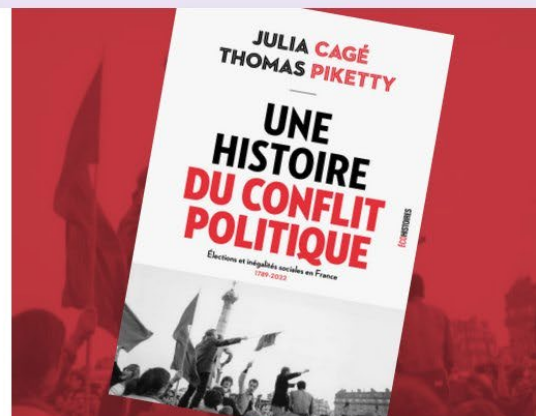
Harvard University Press
forthcoming, 2024

Une histoire du conflit politique

Élections et inégalités sociales en France,
1789-2022

[En savoir plus sur le livre](#) →

[Commander le livre](#) ↗



Visualiser toutes les données du livre

CARTOGRAPHIE

**Comment se
répartissent les
votes et les
richesses**



PORTRAIT

**Comment vote
votre commune
depuis deux
siècles,**



CONFLIT

**Qui a le vote le
plus populaire
et le plus
bourgeois ?**



Qui vote pour qui et pourquoi ?

- Travail inédit de **numérisation des données électorales et socio-économiques** couvrant plus de deux siècles au niveau des 36 000 communes
 - **Données électorales :**
 - Toutes les élections législatives de 1848 à 2022.
 - Toutes les élections présidentielles de 1848 à 2022.
 - Référendums de 1793, 1795, 1946, 1992 & 2005.
 - **Données socio-économiques :**
 - Taille d'agglomération et de commune.
 - Secteur d'activité et profession.
 - Niveau de propriété et de revenu, etc.
- Comparaison de la **structure des électorats** sur longue période.

Matériaux bruts utilisés : les procès-verbaux électoraux

Elections législatives de 1849 : Canton de Cambrai-Est (Nord)

NOMS DES CANDIDATS.	PRÉNOMS.	QUALIFICATIONS.	NOMBRE DE SUFRAGES RESPECTIVEMENT OBTENUS.		NOMS DES CANDIDATS.	PRÉNOMS.	QUALIFICATIONS.	NOMBRE DE SUFRAGES RESPECTIVEMENT OBTENUS.	
			EN CHIFFRES.	EN TOUTES LETTRES.				EN CHIFFRES.	EN TOUTES LETTRES.
Delavoye		Prêtre	371	Cinq cent soixante onze	Legrand		Agriculteur	286	deux cent quatre vingt six
Delettre		Propriétaire	368	trois cent soixante huit	Rogier, ex. not.		avocat	189	deux cent quatre vingt dix
E. Delavaux		Propriétaire	732	Sept cent trente deux	Cherrier		maître Tailleur	377	trois cent quatre vingt sept
Delbecq		Propriétaire	904	neuf cent quatre	Lezard		Agriculteur	233	deux cent trente trois
Delbault		Agriculteur	70	soixante dix	Lezard		Agriculteur	2251	deux mille deux cent un
Delmas	Vicard	Agriculteur	873	trois cent quatre vingt trois	Lezard		Agriculteur	760	sept cent soixante
Delmont	Vicard	Agriculteur	137	cent trente sept	Cosse, v. p. p.		Agriculteur	844	huit cent quatre vingt quatre
Desnoes		Agriculteur	672	soixante sept deux	Coste	abbé	Agriculteur	883	huit cent quatre vingt trois
De Malpas		Agriculteur	1630	seize cent trente	Chiron, maître		Agriculteur	934	neuf cent trente quatre
De Marais		Agriculteur	2171	deux mille cent soixante onze	Hammermuth		Agriculteur	341	trois cent quarante et un
De Parigny		Agriculteur	2327	deux mille deux cent vingt sept	Nordet		Agriculteur	1116	onze cent seize
Debas		Agriculteur	1570	deux mille sept cent dix	Wallon		Agriculteur	1866	deux mille huit cent soixante six
Debrun		Agriculteur	290	deux cent quatre vingt	Lagron		Agriculteur	2	deux
Debrun		Agriculteur	1831	deux mille huit cent trente et un	Lezard		Agriculteur	3	trois
Debrun	avoué	Agriculteur	2163	deux mille cent quatre vingt trois	Lezard		Agriculteur	17	deux
Debrun		Agriculteur	338	trois cent trente huit	Noy	Agri	Agriculteur	429	quatre cent vingt neuf
Debrun		Agriculteur	2391	deux mille cent quatre vingt un	Debrun, ex. not.		Agriculteur	36	trois cent six
Debrun		Agriculteur	1839	deux mille cent quatre vingt neuf	Dolle, av.		Agriculteur	2	deux
Debrun		Agriculteur	147	cent quarante sept	Charlier		Agriculteur	24	vingt quatre
Debrun		Agriculteur	392	trois cent quatre vingt deux	Debrun		Agriculteur	18	deux
Debrun		Agriculteur	804	huit cent quatre	Bruel		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	1316	treize cent seize	Castelain		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	2195	deux mille cent quatre vingt cinq	Malo		Agriculteur	16	seize
Debrun		Agriculteur	389	trois cent quatre vingt neuf	Dufour		Agriculteur	7	sept
Debrun		Agriculteur	1578	quinze cent quatre vingt huit	Guillaudon		Agriculteur	6	six
Debrun		Agriculteur	826	huit cent vingt six	Noy		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	1397	treize cent quatre vingt sept	Johy		Agriculteur	2	deux
Debrun		Agriculteur	413	quatre cent treize	Lezard		Agriculteur	2	deux
Debrun		Agriculteur	383	trois cent quatre vingt trois	Lezard		Agriculteur	16	seize
Debrun		Agriculteur	1887	deux mille quatre vingt sept	Douay		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	869	huit cent quatre vingt neuf	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	892	huit cent quatre vingt deux	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	1814	deux mille quatre vingt quatorze	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	1674	seize cent quatre vingt quatre	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	189	cent quatre vingt neuf	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	326	trois cent vingt six	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	2288	deux mille deux cent quatre vingt huit	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	1834	deux mille quatre vingt quatre	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	263	deux cent quatre vingt trois	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	261	deux cent quatre vingt un	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	1786	deux mille quatre vingt six	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	838	huit cent trente huit	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	333	trois cent trente trois	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	582	deux cent quatre vingt deux	Lezard		Agriculteur	1	un
Debrun		Agriculteur	809	huit cent neuf	Lezard		Agriculteur	1	un

Matériaux bruts utilisés : les procès-verbaux électoraux

Elections législatives de 1910 : Canton de Cambrai-Est (Nord)

RECENSEMENT								MODÈLE N° 4 BIS																
Extraits des procès-verbaux des								GÉNÉRAL DES VOTES.																
								Opérations électorales de chaque commune.																
CANTONS.	COMMUNES.	NOMBRE D'ÉLECTEURS		NOMBRE de BULLETINS trouvés dans l'urne.	NOMBRE de BULLETINS en sus en moins		BULLETINS n'entrant pas en compte dans le calcul de la majorité. (1)	BULLETINS sans valeur en compte dans le calcul de la majorité.	NOMBRE DES SUFRAGES OBTENUS PAR (2)										OBSERVATIONS.					
		INSCRITS.	TOTALS le feuille d'arrondissement.		en sus	en moins			M. Clément de Roy	M. Fernand Delpech	M. Hubert Commenge	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.		M.	M.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21				
Cambrai. Est	Arvinge	155	144	144			1		91	65	7													
	Cagnoncelles	260	227	227				1	83	120	22													
	Cambrai	2633	2269	2269		1	54		841	1138	238													
	Cambrai	238	196	196					82	76	38													
	Escandourpes	813	692	692					259	209	233													
	Ermas	123	102	102				1	56	36	9													
	Etun	192	161	161					93	60	8													
	Ferrièreville	30	19	19					10	9														
	Lemy	1215	1037	1037					151	294	154													
	Navel	259	224	224					90	57	5													
	Thiergnies	165	150	150					84	62	1													
	Hamillies	198	178	178				1	83	55	36													
	Etun l'évêque	240	204	204					88	89	28													
	Etun St Martin	214	180	180					87	72	20													
		6215	5293	5292		1	94	3106	2428	1160														
							86	2102	2430	1163														

(1) Doivent être comptés dans cette catégorie les bulletins portant les noms des citoyens qui ne se sont pas conformés aux prescriptions de la loi du 17 juillet 1889.

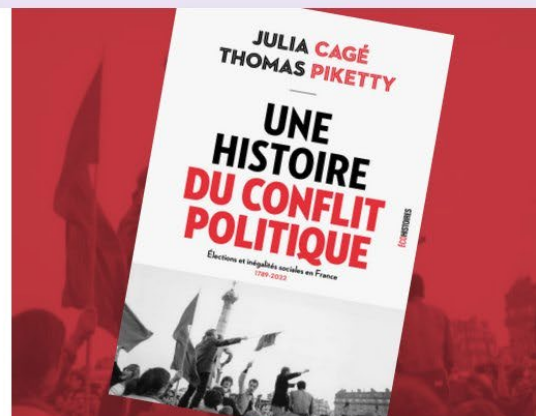
(2) Ne peuvent figurer dans cette nomenclature que les candidats ayant régulièrement fait leur déclaration de candidature. (Loi du 17 juillet 1889.)

Une histoire du conflit politique

Élections et inégalités sociales en France,
1789-2022

[En savoir plus sur le livre](#) →

[Commander le livre](#) ↗



Visualiser toutes les données du livre

CARTOGRAPHIE

**Comment se
répartissent les
votes et les
richesses**



PORTRAIT

**Comment vote
votre commune
depuis deux
siècles,**



CONFLIT

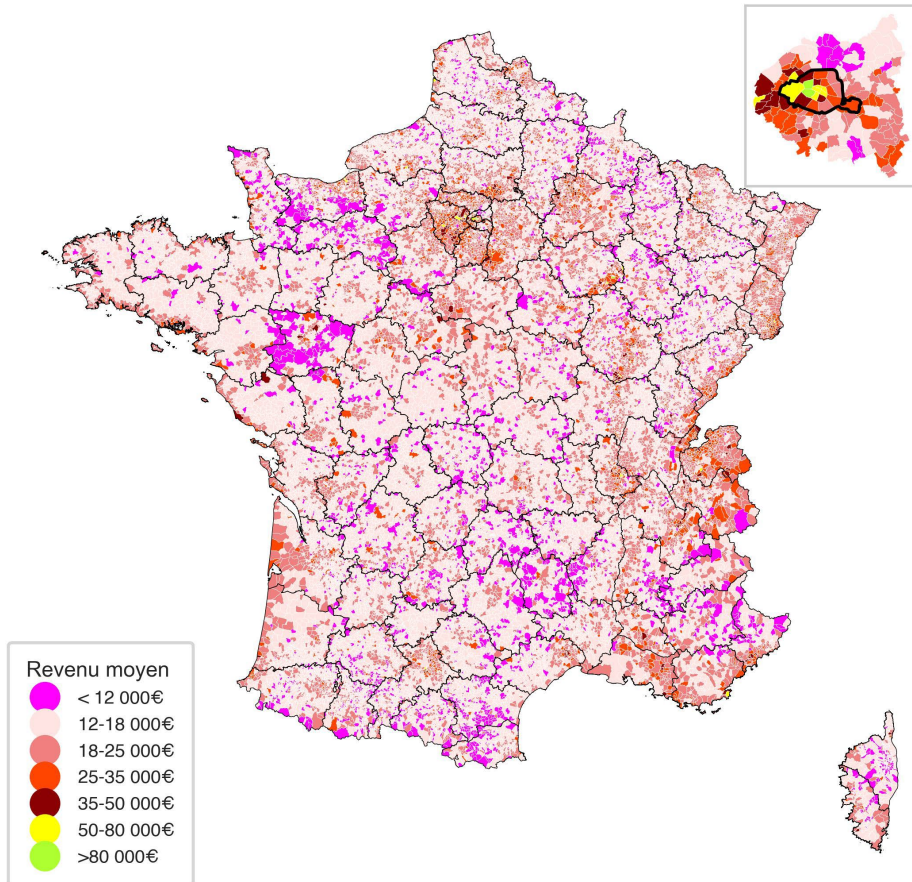
**Qui a le vote le
plus populaire
et le plus
bourgeois ?**



Utilisation des variations entre communes

L'exemple du revenu

Carte 2.6. La géographie du revenu par habitant (2022)



Lecture. La carte représente le revenu moyen par habitant de chacune des communes (revenu fiscal total avant toute déduction divisé par le nombre d'habitants, y compris les enfants) (moyenne nationale: 19 200 euros).

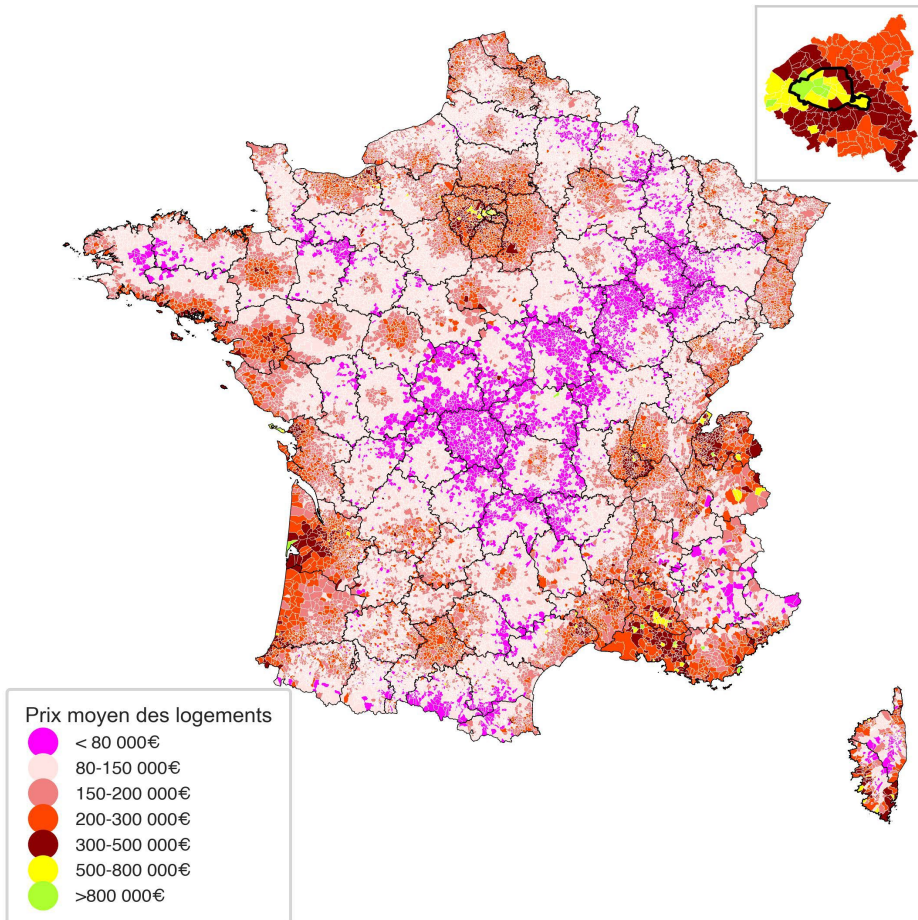
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

- En 2022, le revenu moyen annuel par habitant est de 19 200 euros.
- Cette moyenne est de seulement 8 900 à Roubaix (Nord).
- Elle atteint 60 700 euros au Touquet (Pas-de-Calais),
- Et 107 600 euros dans le 7^e arrondissement de Paris.

Utilisation des variations entre communes

L'exemple du capital immobilier

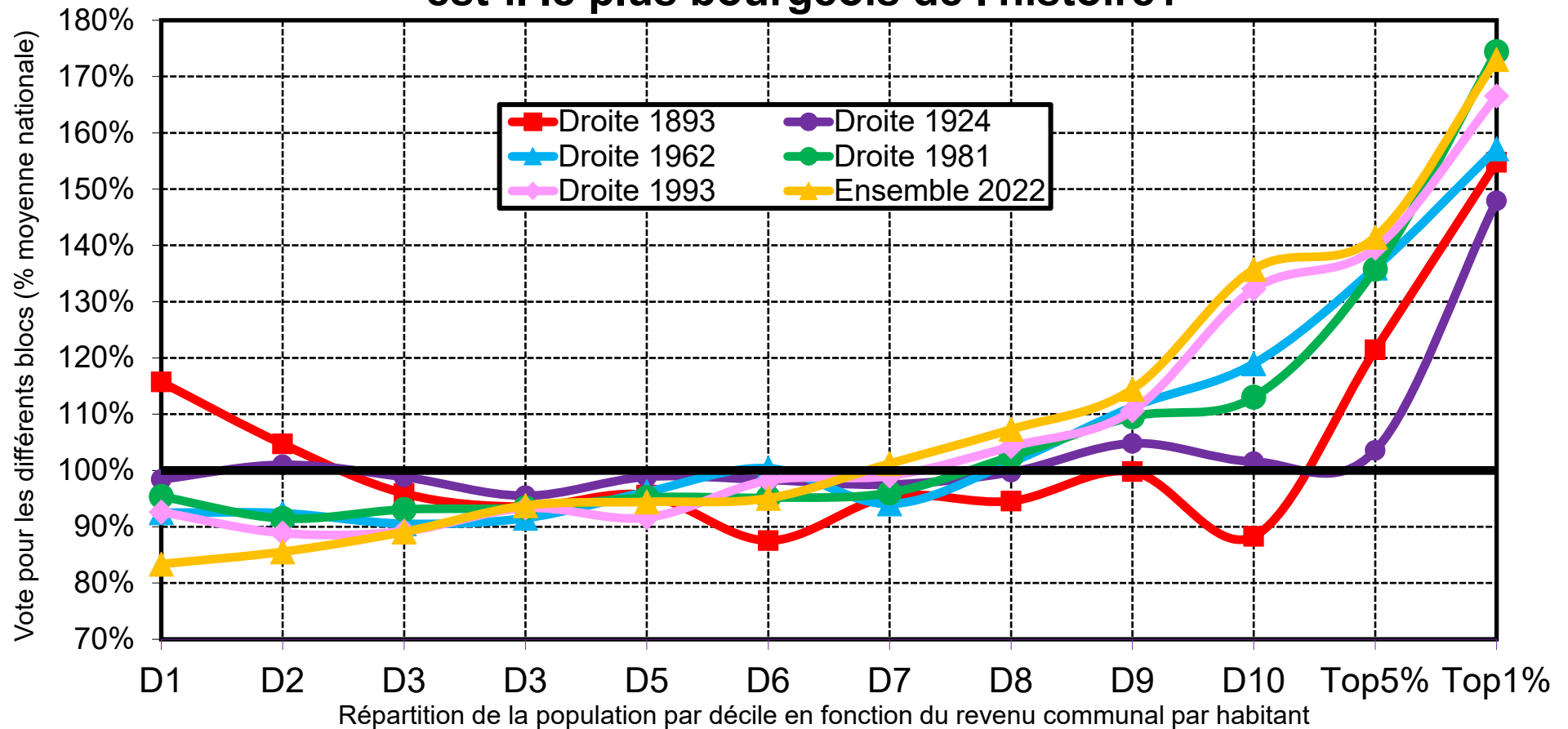
Carte 2.5. La géographie du capital immobilier (2022)



Lecture. La carte représente le prix moyen des logements observé lors des transactions immobilières dans les différentes communes (moyenne nationale: 219 500 euros). **Sources et séries :** voir unehistoireduconfitpolitique.fr.

- En 2022, le capital immobilier moyen (valeur moyenne des logements) est de 219 500 euros.
- Cette moyenne est de seulement 65 400 euros à Vierzon (Cher).
- Elle atteint 819 300 euros à Saint-Marc-Jaumegarde (Bouches-du-Rhône),
- Et 1 268 500 euros dans le 7^e arrondissement de Paris.

Graph. 0.1. Le vote Ensemble est-il le plus bourgeois de l'histoire?

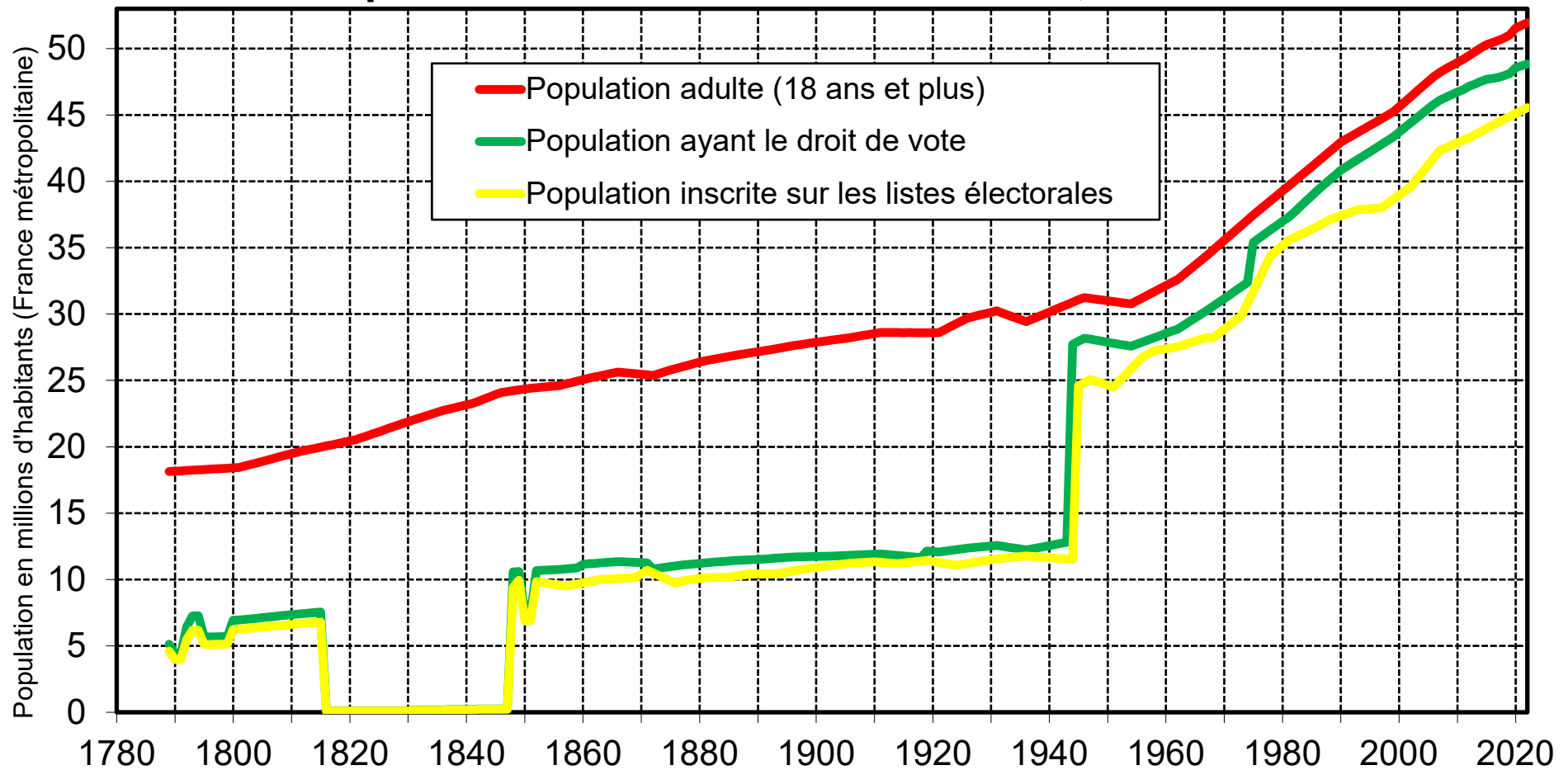


Lecture. Le vote pour le bloc Ensemble-UDI en 2022 est fortement croissant avec le revenu. La pente est globalement comparable avec les profils de vote de droite observés dans le passé, à la différence que ces derniers réalisaient généralement de meilleurs scores dans les communes les plus pauvres (notamment dans les communes rurales les plus pauvres, mais pas uniquement).
Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Roadmap of the lectures

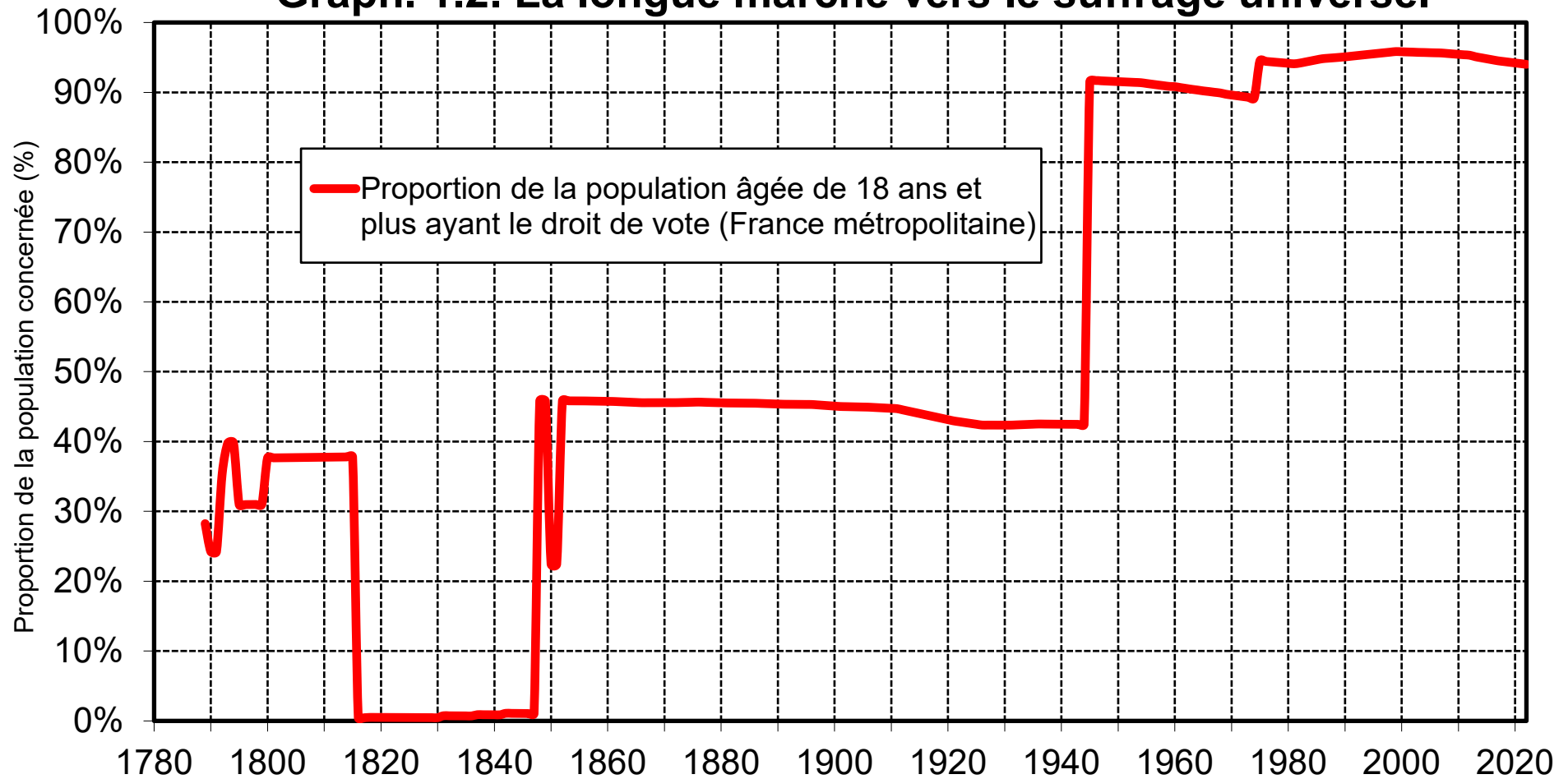
1. Classes et territoires : Les **inégalités socio-spatiales** en France depuis la Révolution.
2. Essor et déclin de la mobilisation démocratique : La **participation électorale** en France, 1789-2022.
3. Entre bipolarisation et tripartition : Deux siècles d'**élections législatives** en France.
4. Entre démocratie représentative et démocratie directe : Les clivages politiques dans les **scrutins présidentiels et référendaires**.

Graph. 1.1. Le droit de vote en France, 1789-2022



Lecture. La population ayant le droit de vote se situe autour de 5-6 millions de personnes en France sous la Révolution (pour une population adulte de 18-19 millions), avant de chuter à 0,1-0,2 million sous la Restauration (suffrage censitaire), puis de passer à plus de 10 millions en 1848 (suffrage universel masculin), près de 28 millions en 1944 (suffrage universel féminin) et 48 millions de personnes en 2022 (pour une population adulte de 52 millions). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

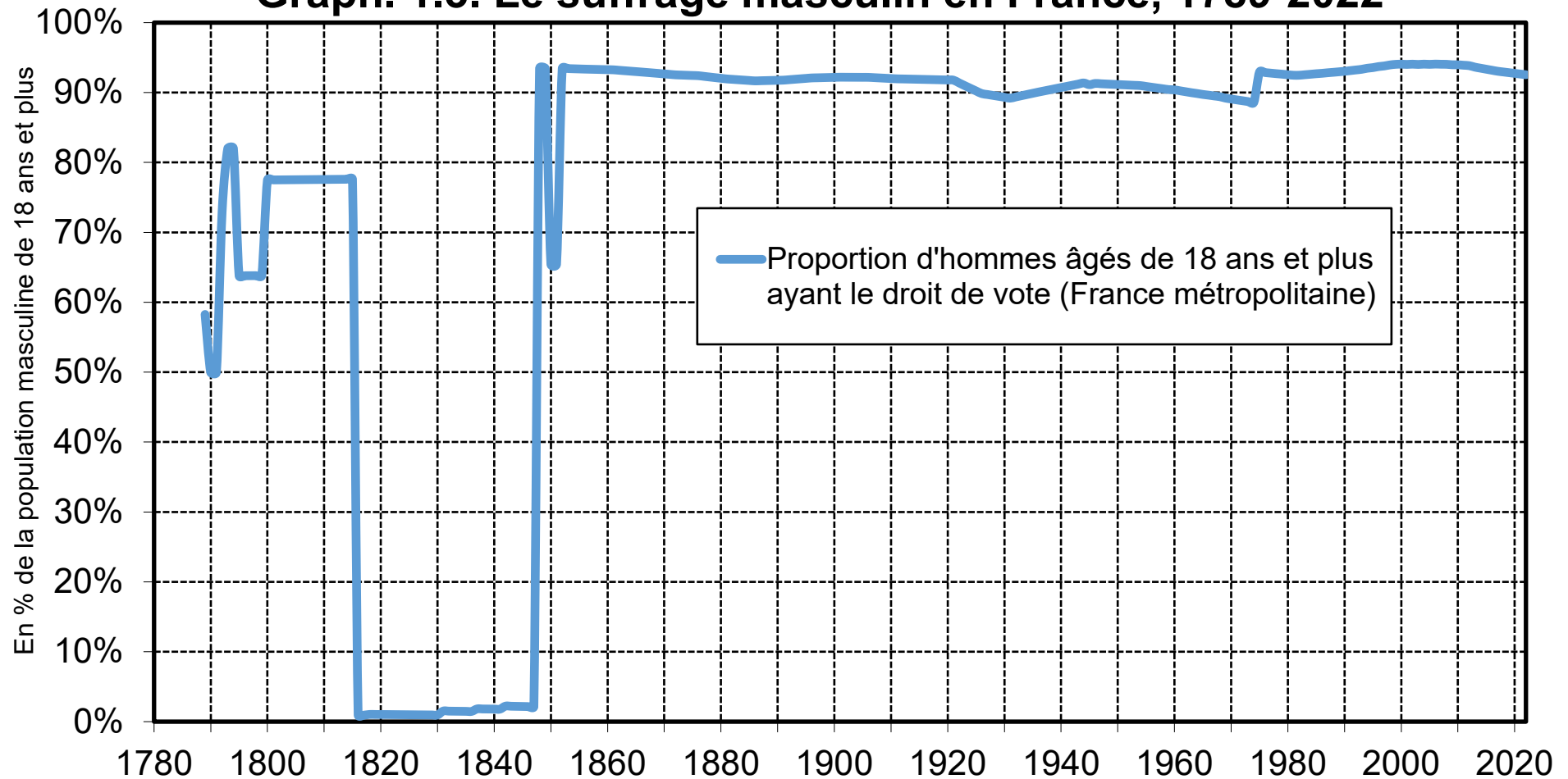
Graph. 1.2. La longue marche vers le suffrage universel



Lecture. La proportion de la population adulte (âgée de 18 ans et plus) disposant du droit de vote se situe autour de 30-40% en France pendant la Révolution, avant de chuter à 0,5-1% entre 1815 et 1848 (suffrage censitaire), puis de passer à environ 45% en 1848 avec la mise en place du du suffrage universel masculin et à plus de 90% en 1944 avec le suffrage universel féminin.

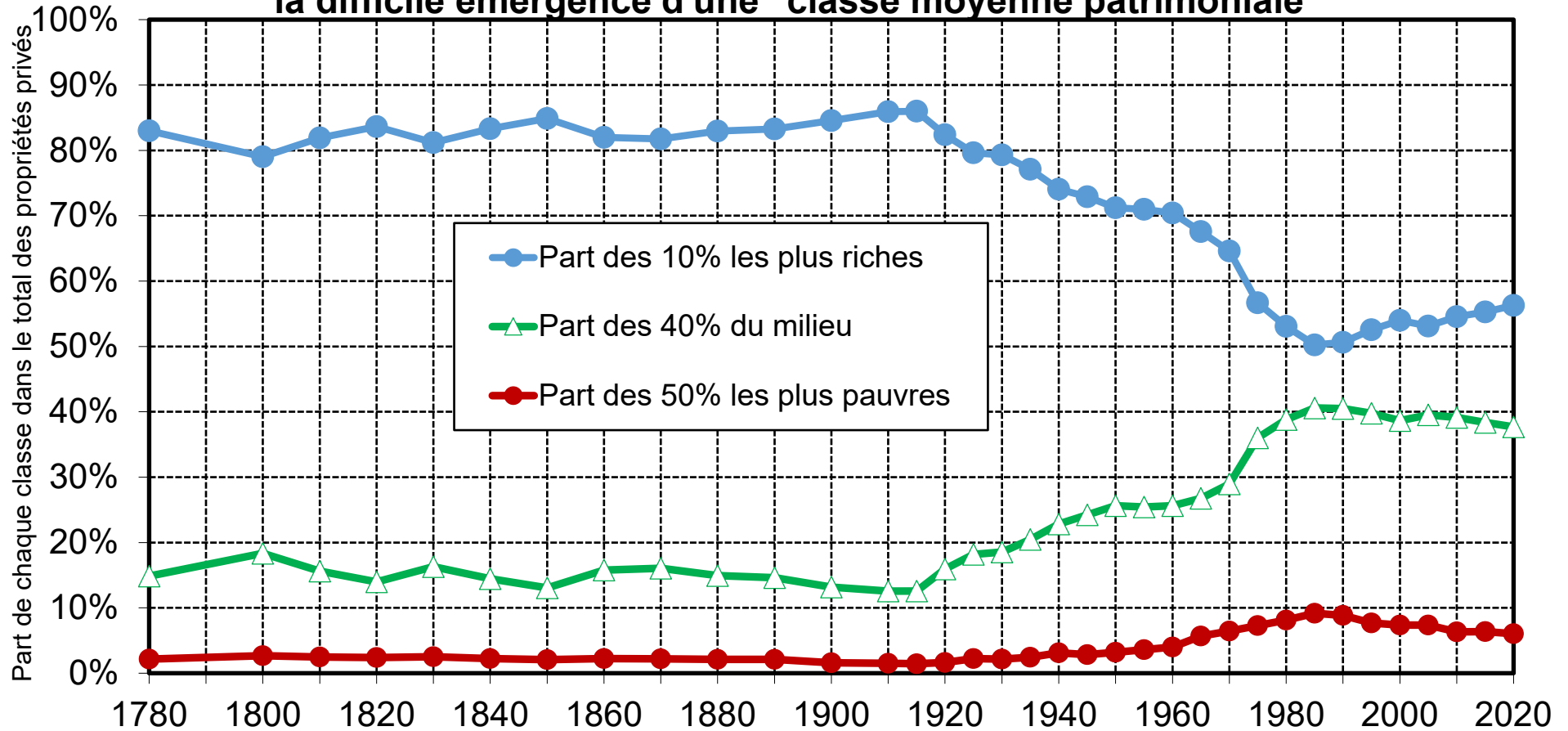
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 1.3. Le suffrage masculin en France, 1789-2022



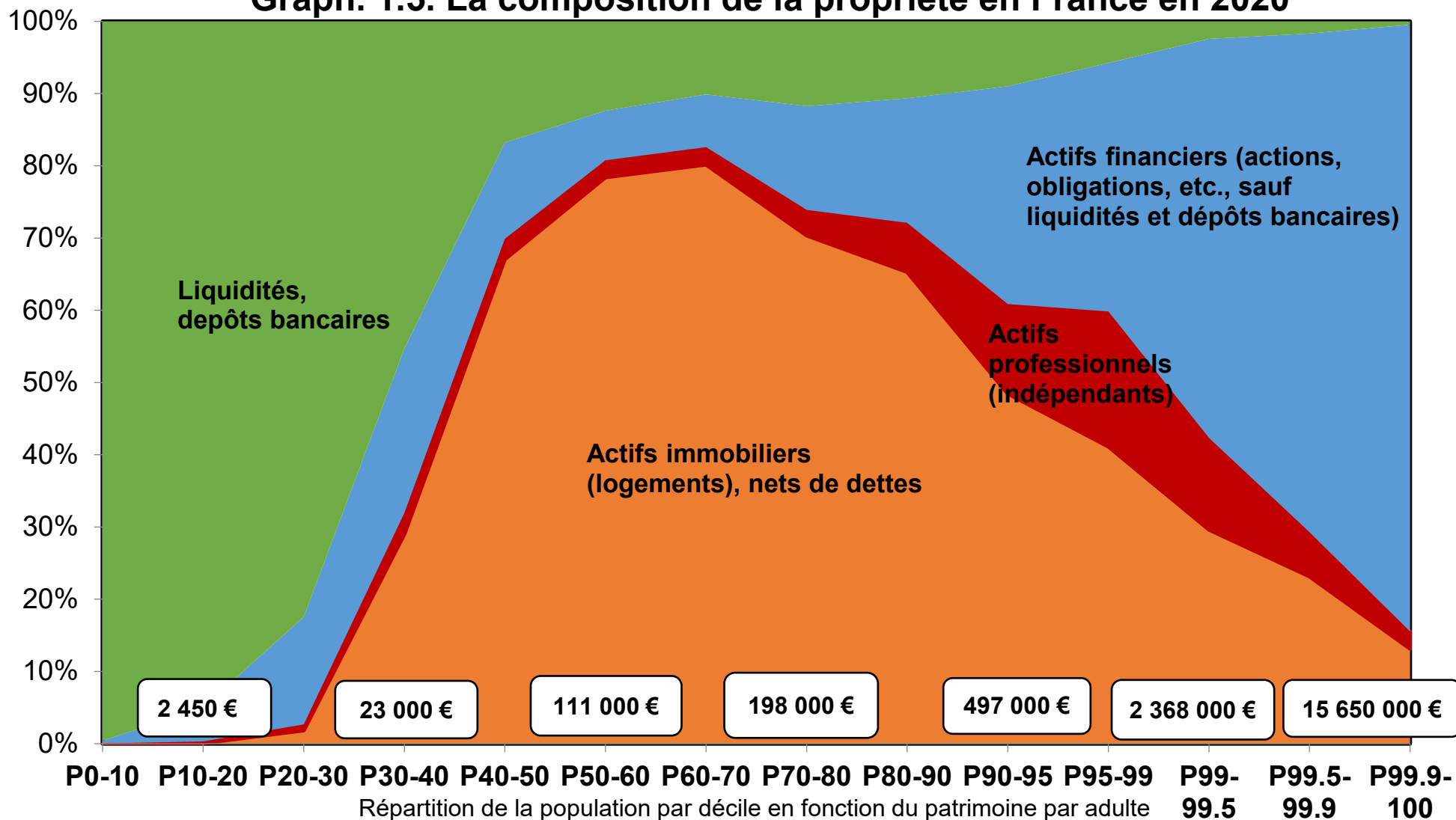
Lecture. La proportion de la population masculine adulte (âgée de 18 ans et plus) disposant du droit de vote se situait autour de 60-80% en France pendant la Révolution, avant de chuter à 1-2% entre 1815 et 1848 (suffrage censitaire), puis de passer à 90% en 1848 avec la mise en place du du suffrage universel masculin. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 1.4. La répartition de la propriété en France, 1780-2020 :
la difficile émergence d'une "classe moyenne patrimoniale"**



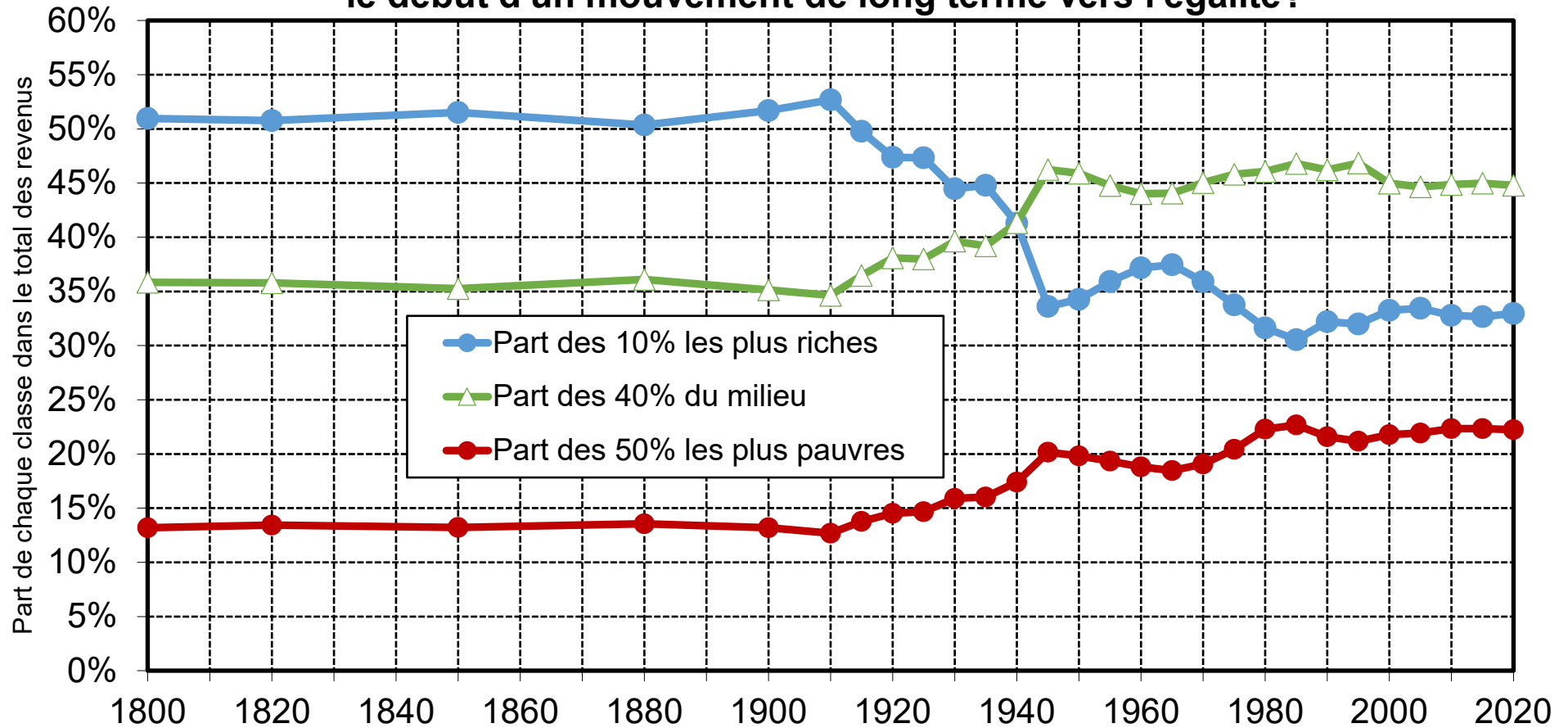
Lecture. La part des 10% les plus riches dans le total des propriétés privées (actifs immobiliers, professionnels et financiers, nets de dettes) était comprise entre 80 et 90% en France entre les années 1780 et 1914. La déconcentration des patrimoines commence à la suite de la Première guerre mondiale et s'interrompt au début des années 1980. Elle s'est faite principalement au bénéfice des "classes moyennes patrimoniales" (les 40% du milieu), ici définies comme les groupes intermédiaires entre les "classes populaires" (les 50% les plus pauvres) et les "classes supérieures" (les 10% les plus riches). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 1.5. La composition de la propriété en France en 2020



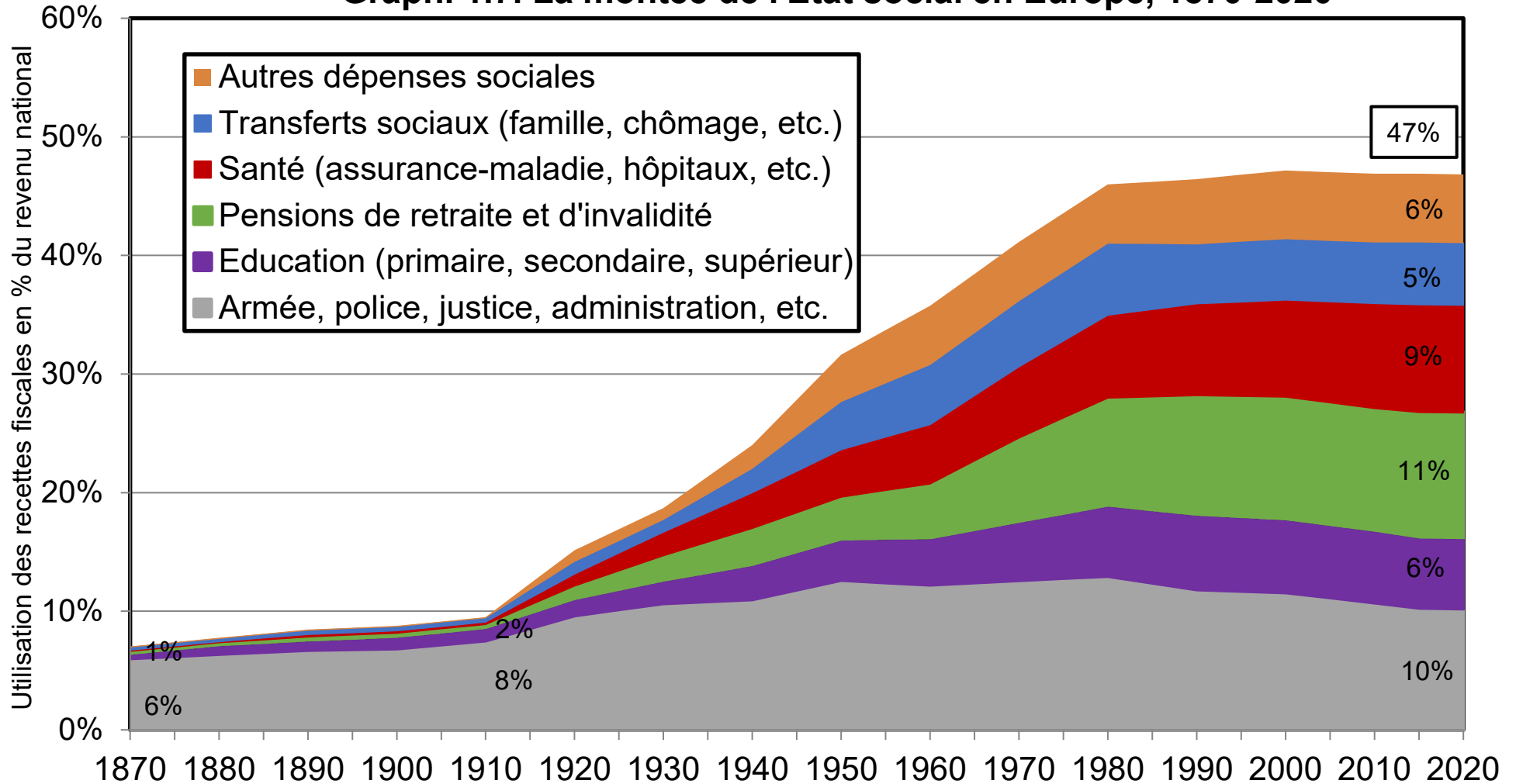
Lecture. Les bas patrimoines en 2020 sont composés principalement de liquidités et dépôts bancaires (par exemple ceux compris entre le 10^e et le 20^e percentile, d'un montant moyen de 2450€), les patrimoines moyens d'actifs immobiliers, et les hauts patrimoines d'actifs financiers.
Note : la distribution indiquée est celle du patrimoine par adulte (patrimoine des couples divisé par 2). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 1.6. La répartition des revenus en France, 1800-2020:
le début d'un mouvement de long terme vers l'égalité?**



Lecture. La part des 10% des revenus les plus élevés dans le total des revenus, y compris revenus du travail (salaires, revenus d'activité non salariée, retraites, allocations chômage) et revenus du capital (profits, dividendes, intérêts, loyers, plus-values, etc.), se situait autour de 50% en France entre 1800 et 1914. La déconcentration des revenus commence à la suite des deux guerres mondiales et s'est faite à la fois au bénéfice des "classes populaires" (les 50% des revenus les plus bas) et des "classes moyennes" (les 40% du milieu), et au détriment des "classes supérieures" (les 10% les plus élevés). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

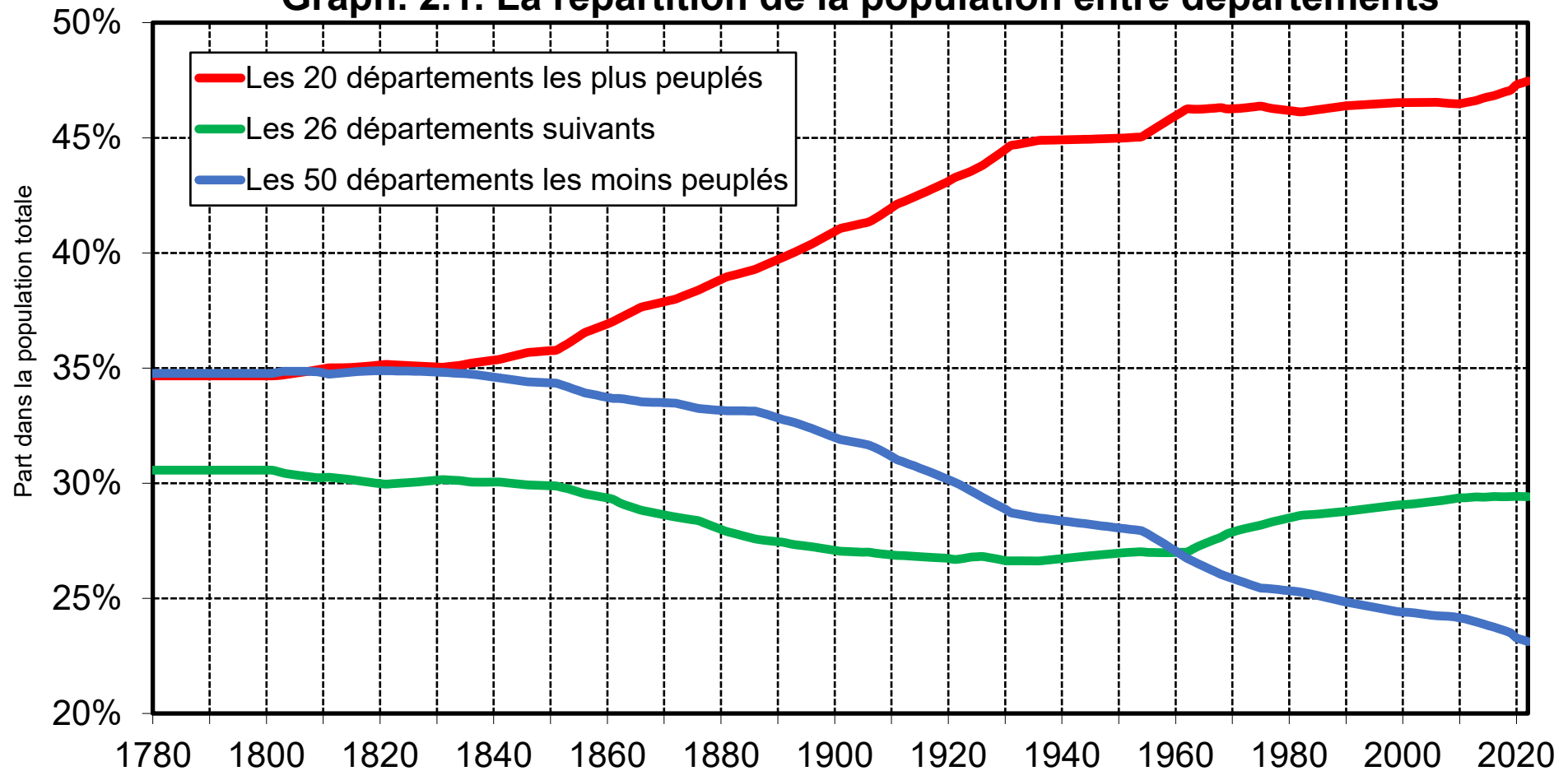
Graph. 1.7. La montée de l'Etat social en Europe, 1870-2020



Lecture. En 2020, les recettes fiscales représentent 47% du revenu national en moyenne en Europe occidentale et sont dépensées comme suit : 10% du revenu national pour les dépenses régaliennes (armée, police, justice, administration générale, infrastructures de base : routes, etc.) ; 6% pour l'éducation ; 11% pour les retraites ; 9% pour la santé ; 5% pour les transferts sociaux (hors retraites) ; 6% pour les autres dépenses sociales (logement, etc.). Avant 1914, les dépenses régaliennes absorbent la quasi-totalité des recettes fiscales.

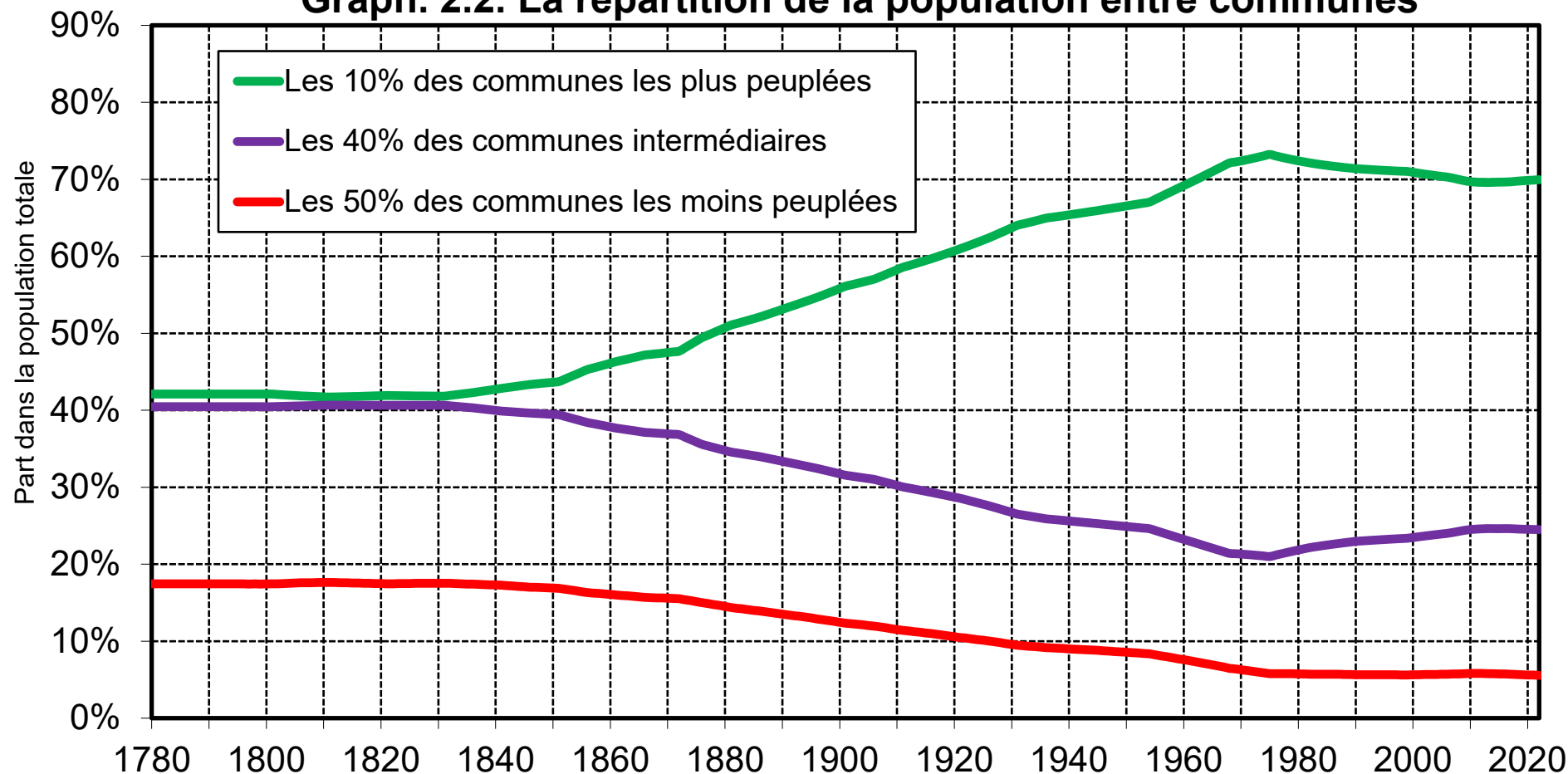
Note. L'évolution indiquée ici est la moyenne quinquennale Allemagne-France-Royaume-Uni-Suède. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.1. La répartition de la population entre départements



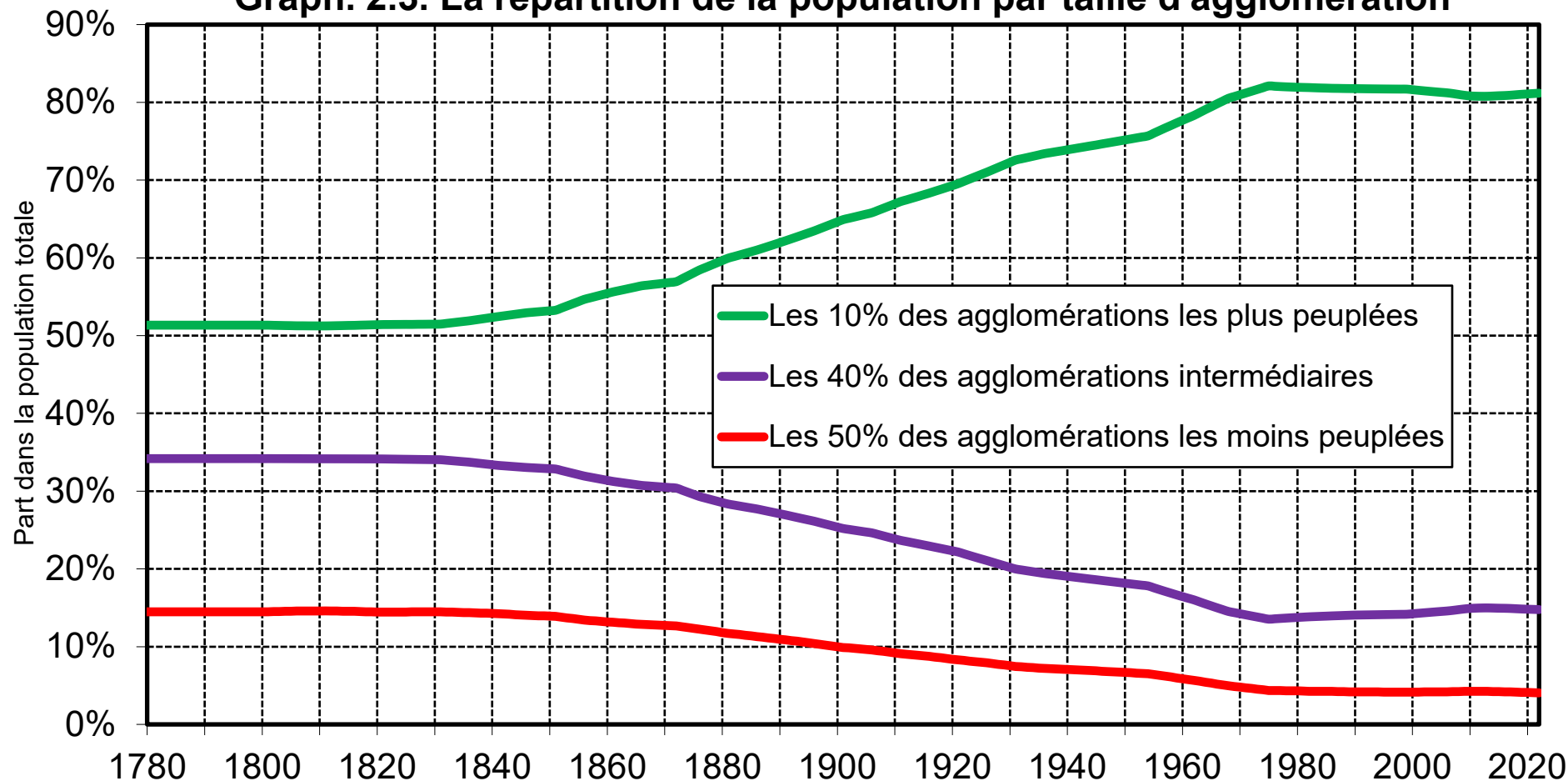
Lecture. La part des 20 départements les plus peuplés est passée de 35% de la population totale de France métropolitaine en 1800 à 47% en 2022; celle des 26 départements suivants est de 30% à ces deux dates, et celle des 50 départements les moins peuplés est passée de 35 à 23%. **Note.** La répartition de la population a été calculée pour l'ensemble de la période sur le base des 96 départements de 2022 et du territoire actuel de France métropolitaine. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.2. La répartition de la population entre communes



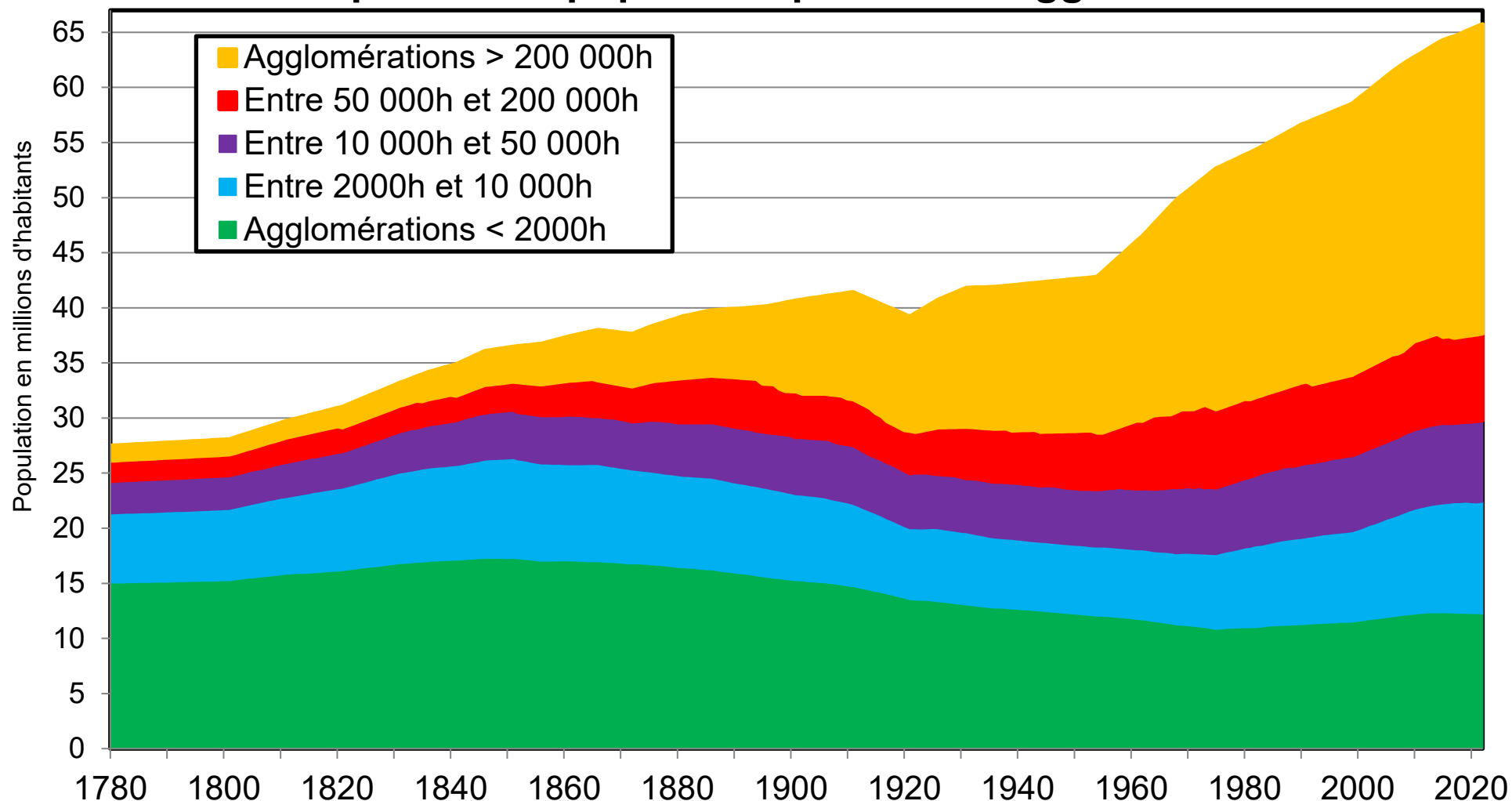
Lecture. La part des 10% des communes ayant la plus forte population dans la population totale de France métropolitaine est passée de 42% en 1800 à 73% en 1975, avant de s'abaisser à 70% en 2022. Celle des 50% des communes ayant la plus faible population est passée de 17% de la population totale en 1800 à 6% en 2022. **Note.** La répartition a été calculée pour l'ensemble de la période sur la base du territoire actuel de France métropolitaine. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.3. La répartition de la population par taille d'agglomération



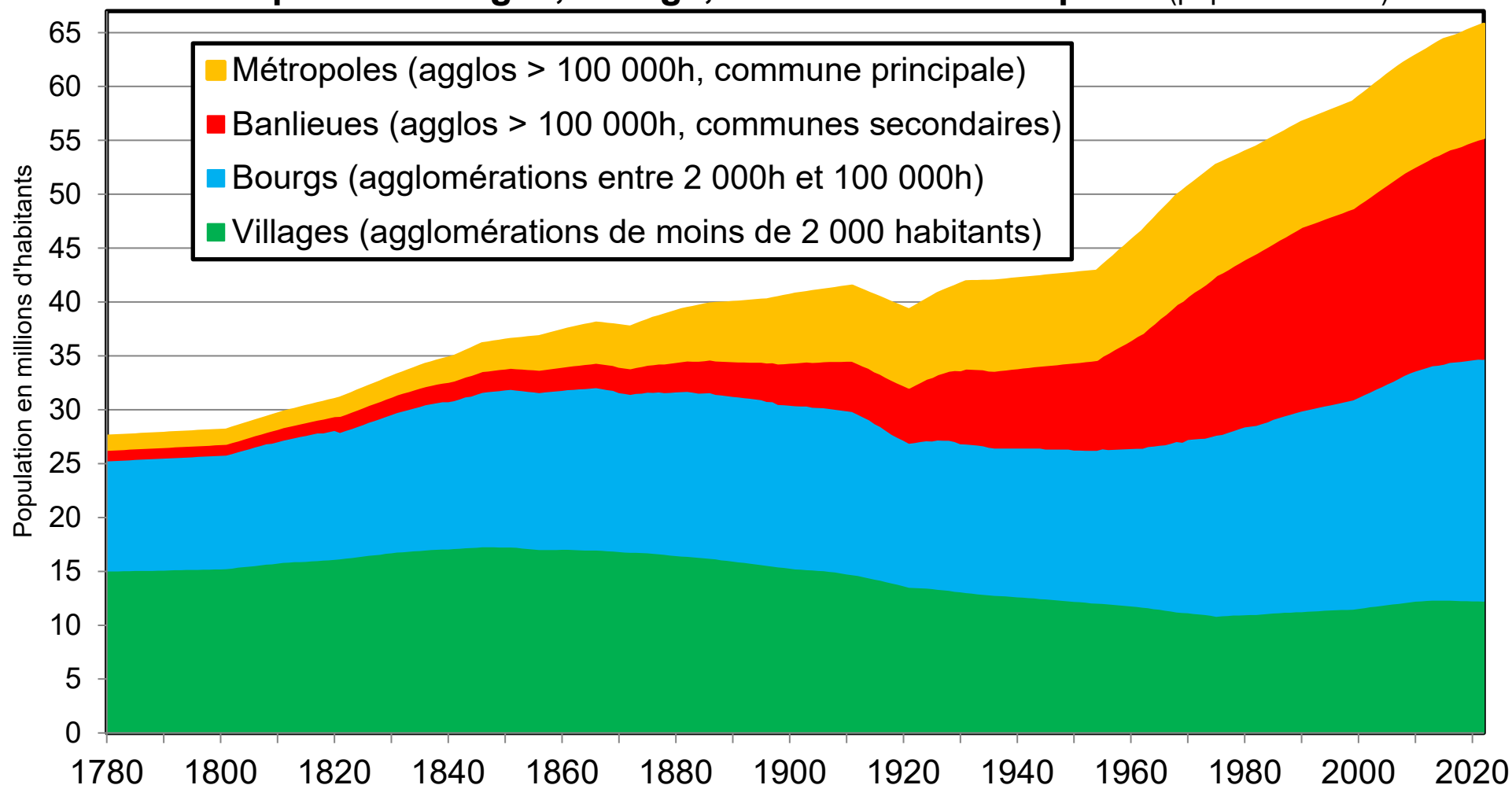
Lecture. La part des 10% des agglomérations ayant la plus forte population est passée de 51% de la population totale en 1800 à 82% en 1975, avant de s'abaisser légèrement à 81% en 2022. Celle des 50% les moins peuplées est passée de 14% de la population en 1800 à 4% en 2022. **Note.** La répartition a été calculée pour l'ensemble de la période sur la base du territoire actuel de la France métropolitaine. Les agglomérations sont définies comme les communes adjacentes sans rupture du bâti de plus de 200m (définition INSEE 2020). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.4. La population par taille d'agglomération



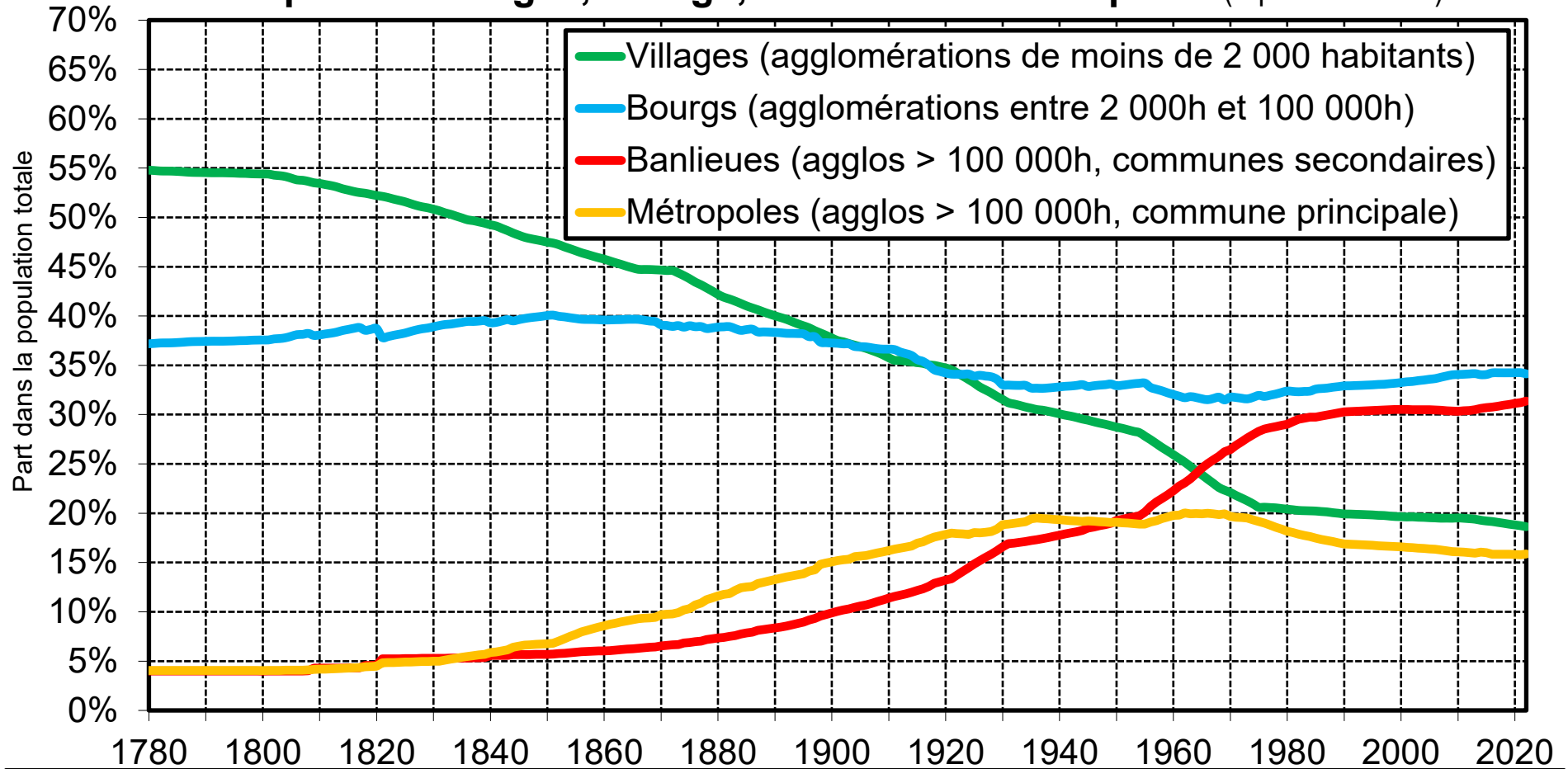
Lecture. Entre 1800 et 2022, la population totale de la France métropolitaine (territoire actuel) est passée d'environ 28 millions à 66 millions d'habitants. La population des agglomérations de moins de 10 000 habitants est restée quasiment stable autour de 22 millions d'habitants. Toute la croissance démographique s'est faite dans les agglomérations plus importantes, et pour l'essentiel au sein des agglomérations de plus de 200 000 habitants. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.5. Villages, bourgs, banlieues et métropoles (pop. en millions)



Lecture. En 2022, sur une population métropolitaine totale de 66 millions d'habitants, environ 12 millions vivent dans des villages (définis ici comme les agglomérations de moins de 2 000h), 22 dans des bourgs (agglomérations comprises entre 2 000 et 100 000h), 21 dans des banlieues (communes secondaires des agglomérations de plus de 100 000h) et 11 dans des métropoles (communes principales des agglomérations de plus de 100 000h). En 1800, la population totale de 28 millions se partageait entre 15 millions d'habitants dans les villages, 11 dans les bourgs, 1 dans les banlieues et 1 dans les métropoles (avec les mêmes définitions). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

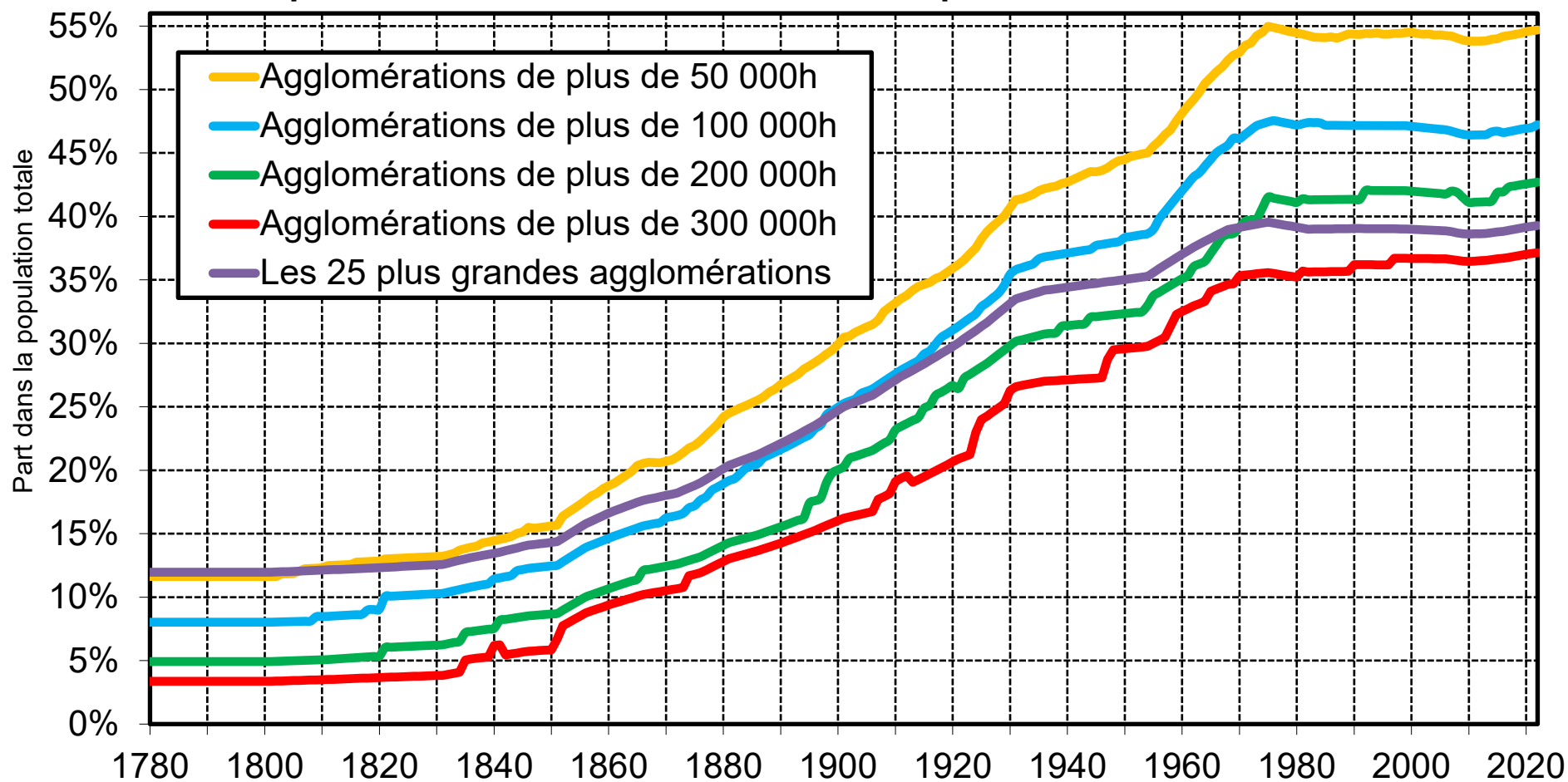
Graph. 2.6. Villages, bourgs, banlieues et métropoles (répartition en %)



Lecture. La part de la population vivant dans les villages (définis ici comme les agglomérations de moins de 2 000h) est passée de 54% en 1800 à 19% en 2022, celle vivant dans les bourgs (agglomérations entre 2 000h et 100 000h) de 38 à 34%, celle vivant dans les banlieues (communes secondaires des agglomérations de plus de 100 000h) de 4 à 31%, et celle vivant dans les métropoles (communes principales des agglomérations de plus de 100 000h) de 4 à 16%.

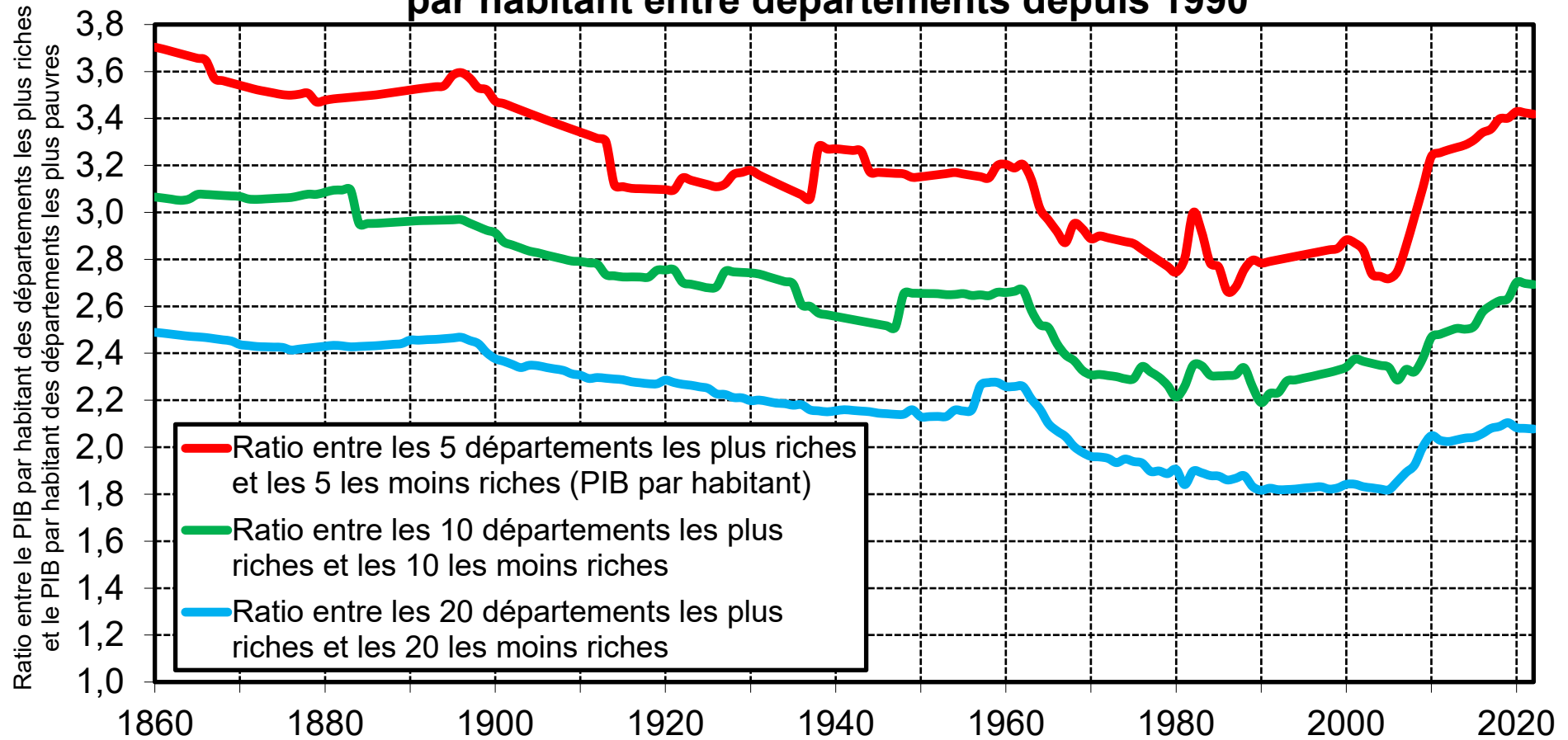
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.7. L'essor des banlieues et métropoles: définitions alternatives



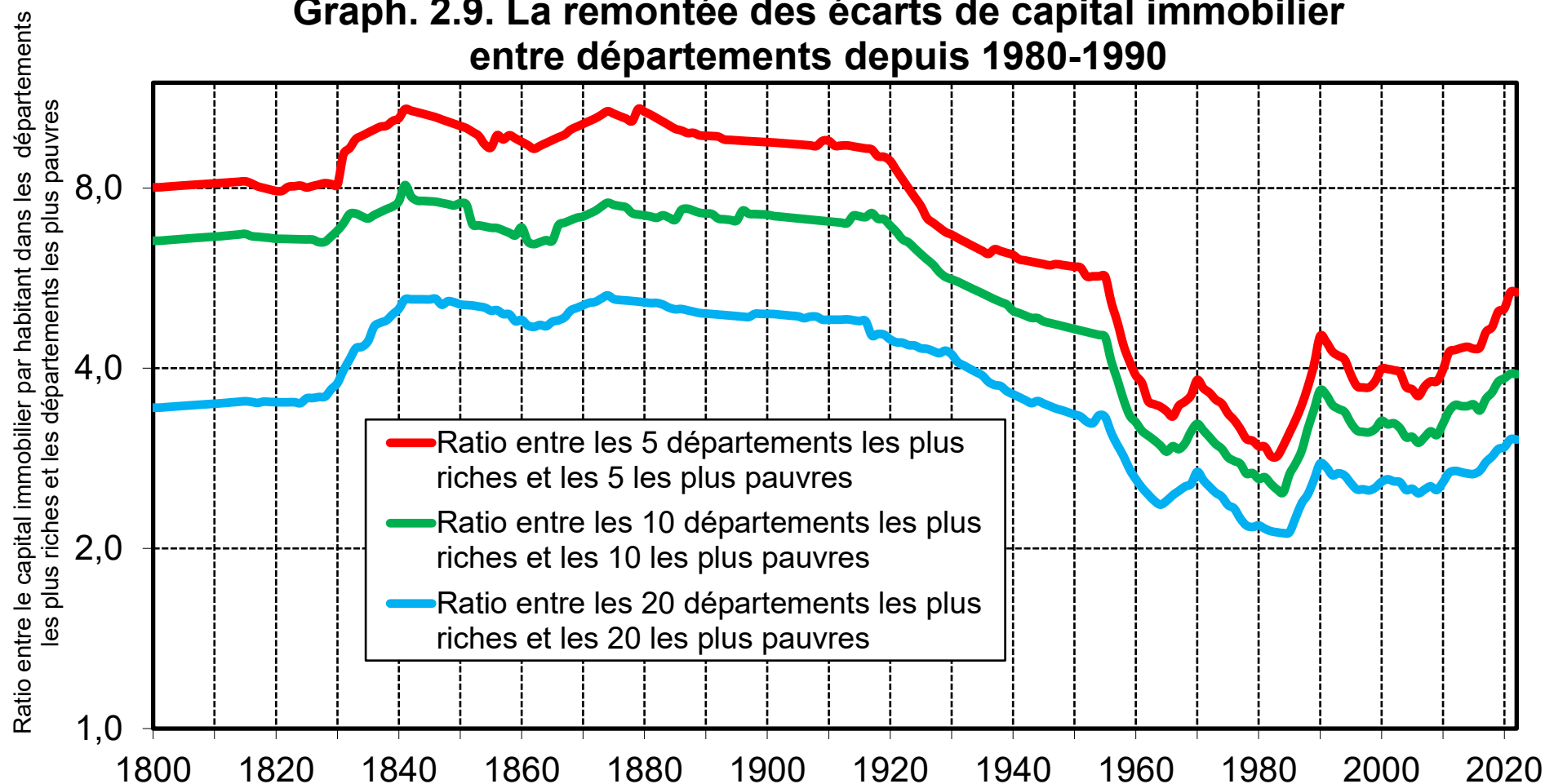
Lecture. Quelle que soit la définition adoptée pour les métropoles et leurs banlieues (agglomérations de plus de 50 000h, 100 000h, 200 000h, 300 000h, ou bien les 25 plus grandes agglomérations de chaque année), l'évolution de leur part dans la population totale a suivi la même allure générale sur longue période : autour de 5-10% de la population totale en 1800 et autour de 35-55% de la population totale en 2022. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.8. La remontée des écarts de PIB par habitant entre départements depuis 1990



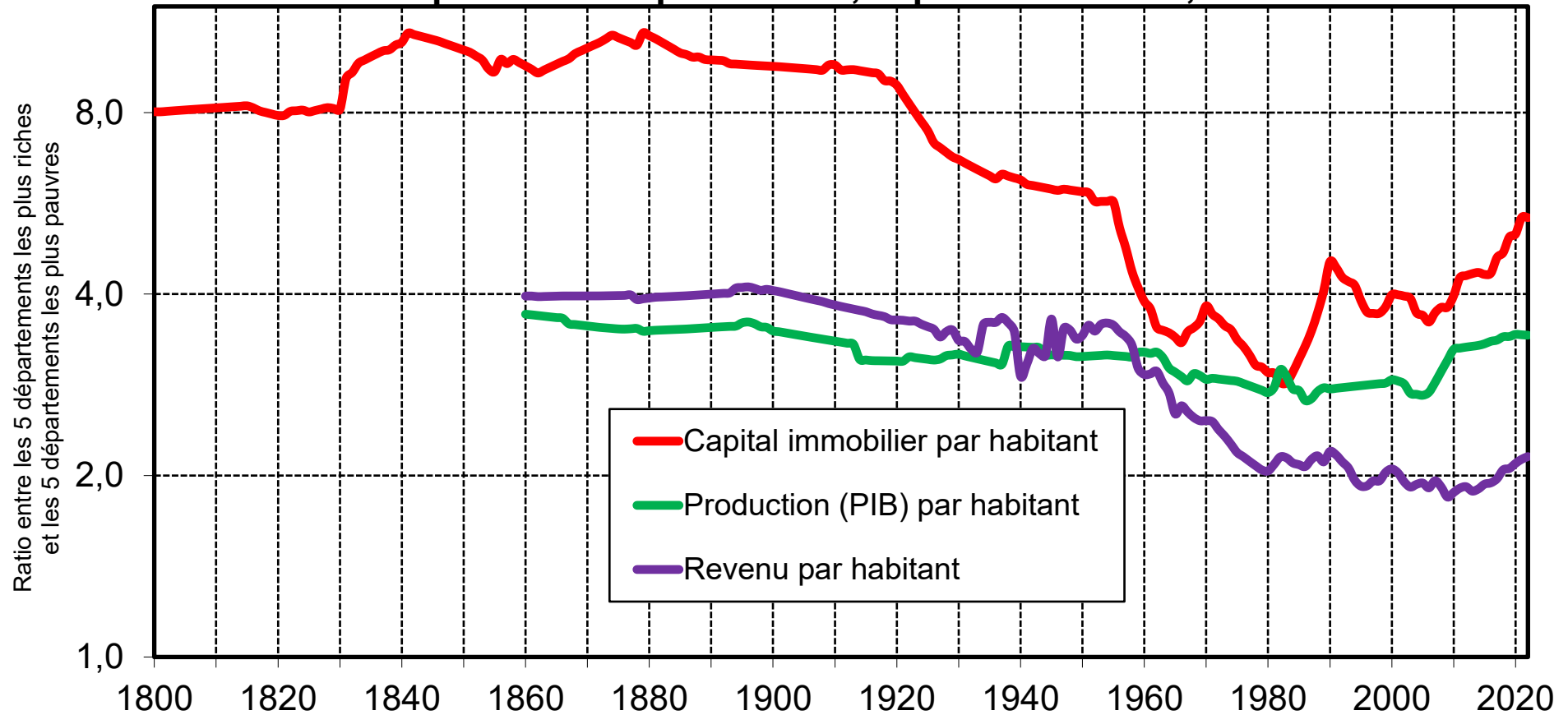
Lecture. En 1860, le PIB moyen par habitant des 5 départements les plus riches (en termes de PIB par habitant) était 3,7 fois plus élevé que celui des 5 départements les plus pauvres ; ce ratio est passé à 2,7 en 1985 avant de remonter à 3,4 en 2022. Le ratio entre le PIB moyen par habitant des 10 départements les plus riches et des 10 départements les plus pauvres est quant à lui passé de 3,1 en 1860 à 2,2 en 1990 puis 2,7 en 2022. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.9. La remontée des écarts de capital immobilier entre départements depuis 1980-1990



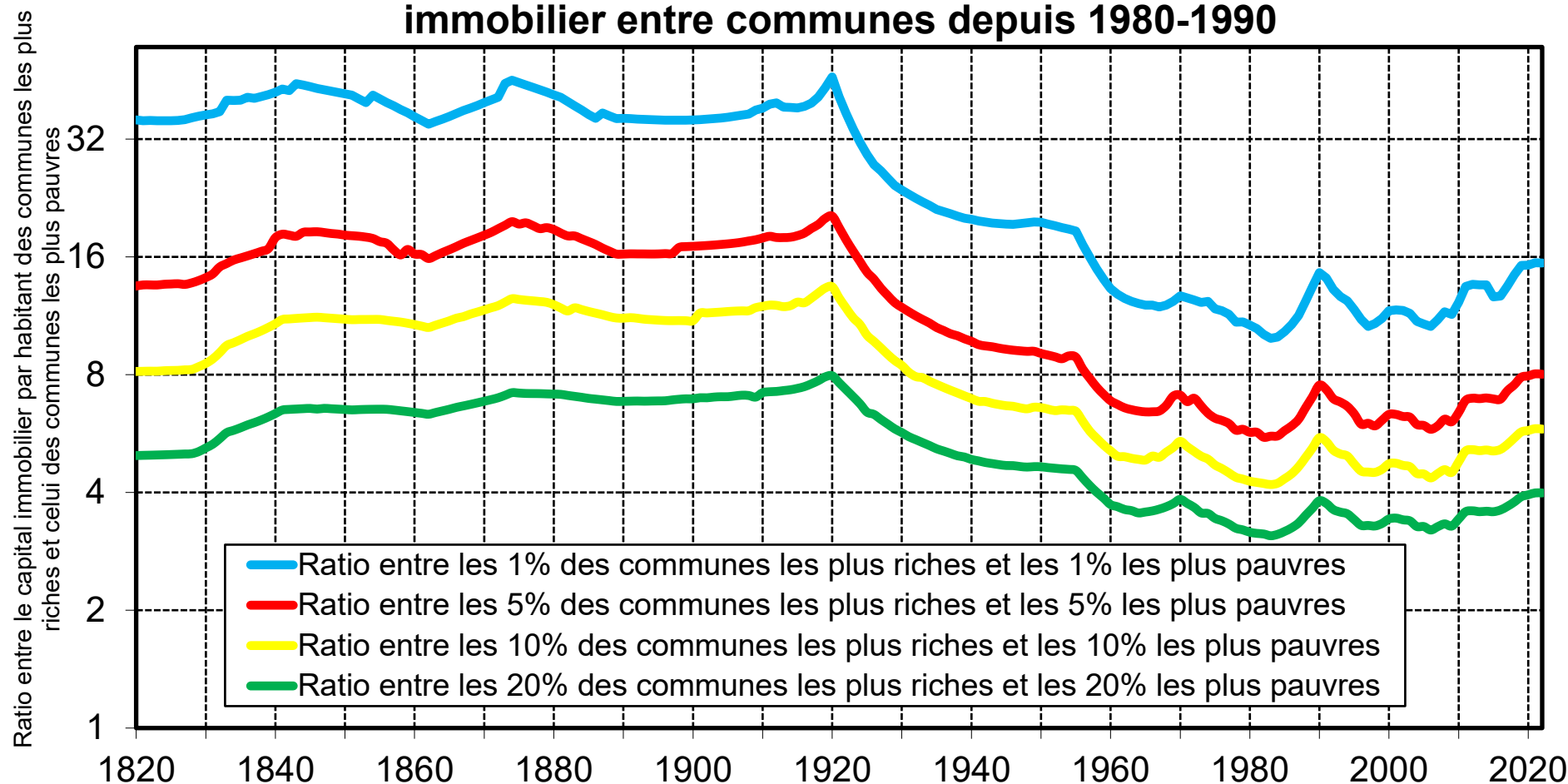
Lecture. Le ratio entre le capital immobilier (valeur totale des logements) par habitant des 5 départements les plus riches et des 5 départements les plus pauvres est passé de 8,0 en 1800 à 9,5 en 1900 à 2,8 en 1985 puis 5,4 en 2022. Le ratio entre les 10 les plus riches et les 10 les plus pauvres est passé de 6,5 en 1800 à 7,2 en 1900 et 2,5 en 1985 puis 3,9 en 2022 ; celui entre les 20 les plus riches et les 20 les plus pauvres de 3,4 en 1800 à 4,9 en 1900 et 2,1 en 1985 puis 3,0 en 2022. **Note :** la répartition a été calculée pour toute la période à partir des territoires des 96 départements de 2022. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.10. Mesurer la remontée des écarts de richesse entre départements: production, capital immobilier, revenu



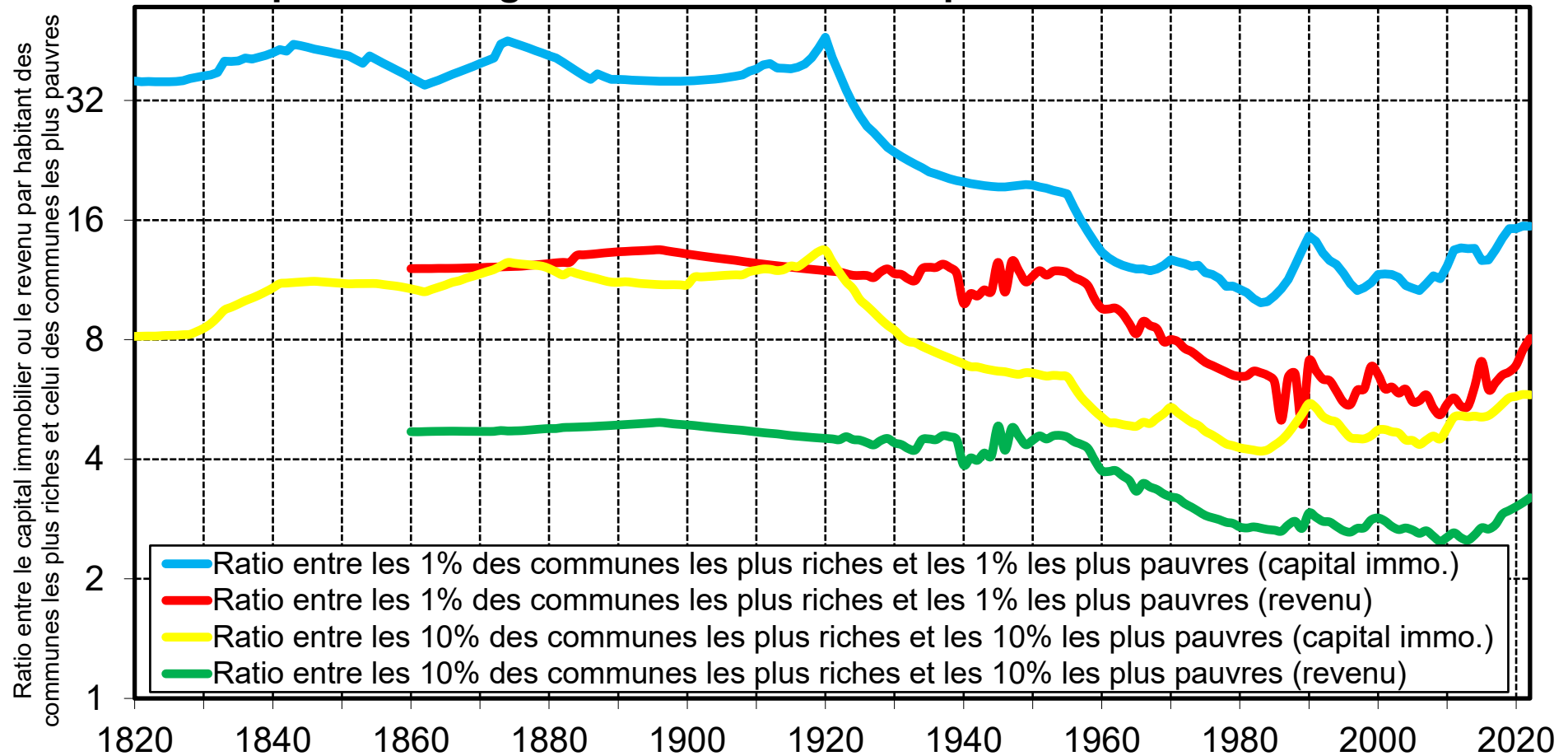
Lecture. Le ratio entre le capital immobilier (valeur totale des logements) par habitant des 5 départements les plus riches et celui des 5 départements les plus pauvres est passé de 9,5 en 1900 à 2,8 en 1985 puis 5,4 en 2022. Le même ratio défini avec la production (PIB) par habitant est passé de 3,5 en 1900 à 2,8 en 1990 puis 3,4 en 2022. Celui défini avec le revenu par habitant est passé de 4,1 en 1900 à 1,8 en 2010 puis 2,2 en 2022. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.11. La remontée des écarts de capital immobilier entre communes depuis 1980-1990



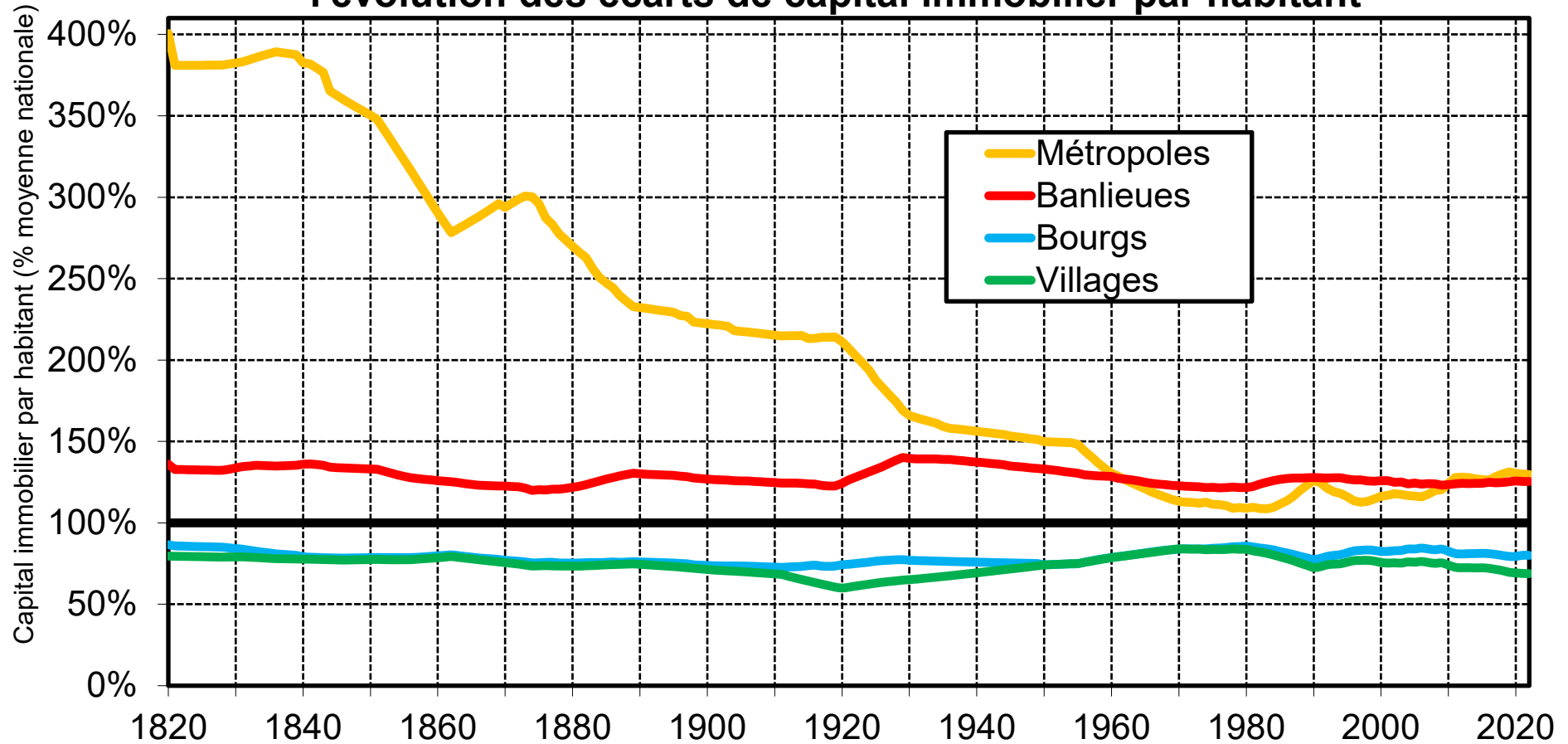
Lecture. De 1820 à 1920, le capital immobilier (valeur totale des logements) par habitant des 1% des communes les plus riches (en termes de capital immobilier par habitant) était plus de 30 fois plus élevé que celui des 1% des communes les plus pauvres ; ce ratio est passé au-dessous de 10 au début des années 1980, avant de remonter autour de 16 en 2022. On observe des évolutions similaires pour les autres ratios. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.12. Inégalités communales: capital immobilier vs revenu



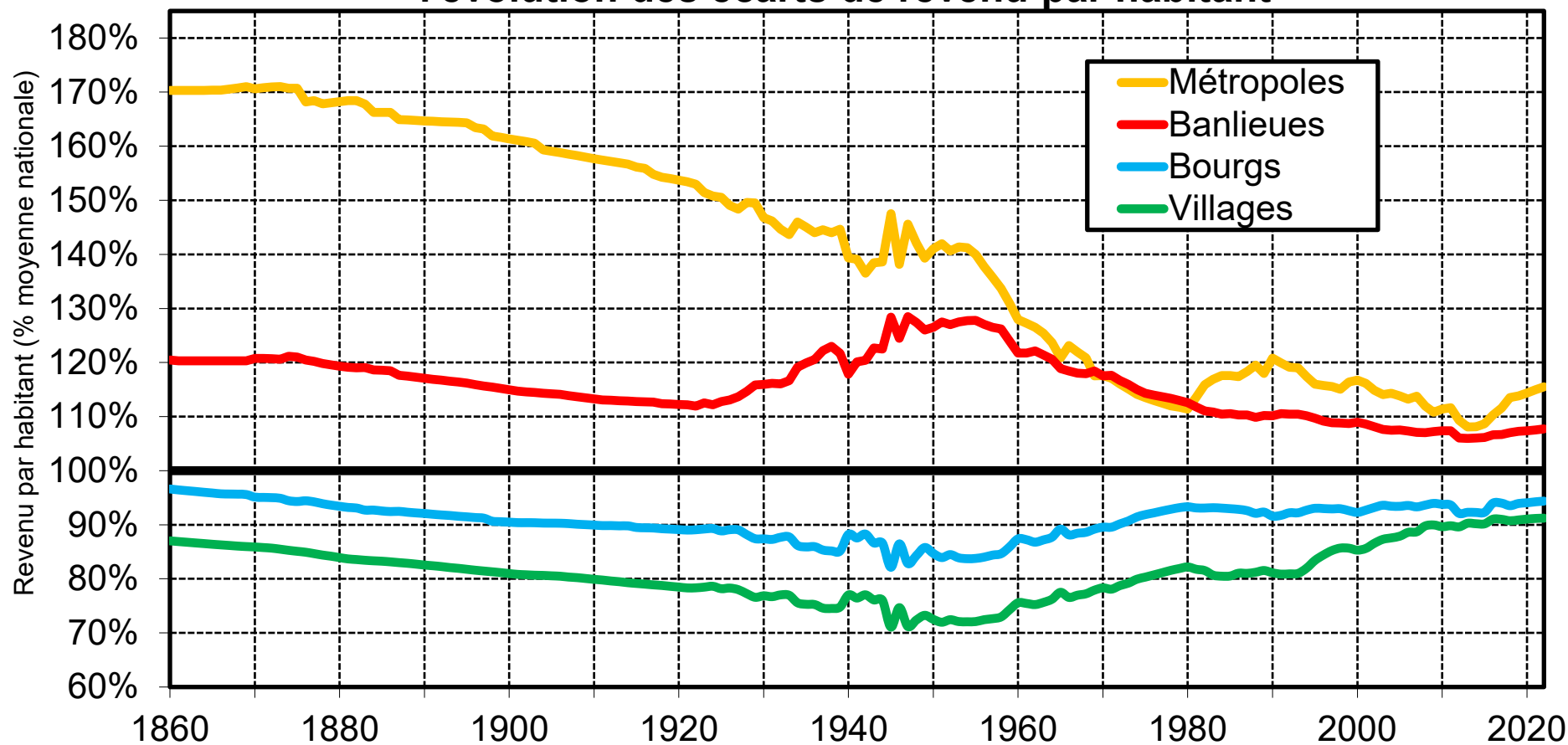
Lecture. De 1820 à 1920, le capital immobilier par habitant des 1% des communes (pondérées par la taille) les plus riches (en termes de capital immobilier par habitant) était plus de 30 fois plus élevé que celui des 1% des communes les plus pauvres. Ce ratio est passé au-dessous de 10 au début des années 1980, avant de remonter autour de 16 en 2022. On observe des évolutions similaires pour les autres ratios. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 2.13. Villages, bourgs, banlieues et métropoles:
l'évolution des écarts de capital immobilier par habitant**



Lecture. De 1820 à 2022, le capital immobilier (valeur totale des logements) par habitant a généralement été plus élevé dans les métropoles (communes principales des agglomérations de plus de 100 000h), suivies des banlieues (communes secondaires des agglomérations de plus de 100 000h), des bourgs (agglomérations entre 2 000 et 100 000h) et des villages (agglomérations de moins de 2000h), avec toutefois un net resserrement des écarts sur longue période. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

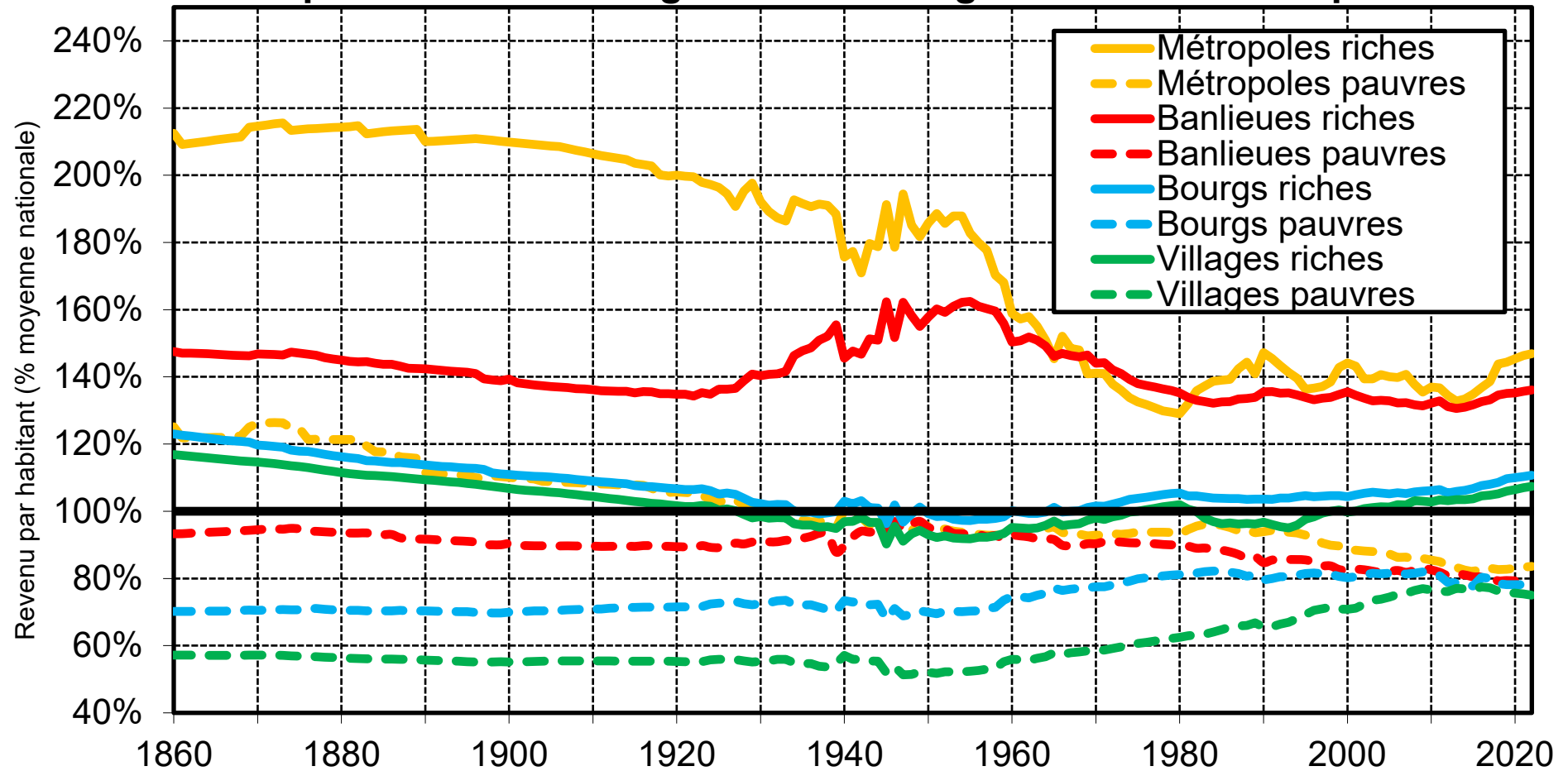
**Graph. 2.14. Villages, bourgs, banlieues et métropoles:
l'évolution des écarts de revenu par habitant**



Lecture. De 1860 à 2022, le revenu par habitant a généralement été plus élevé dans les métropoles, suivies des banlieues, des bourgs et des villages, avec toutefois un resserrement des écarts sur longue période. En 2022, le revenu moyen est égal à 115% de la moyenne nationale dans les métropoles, 108% dans les banlieues, 94% dans les bourgs et 91% dans les villages.

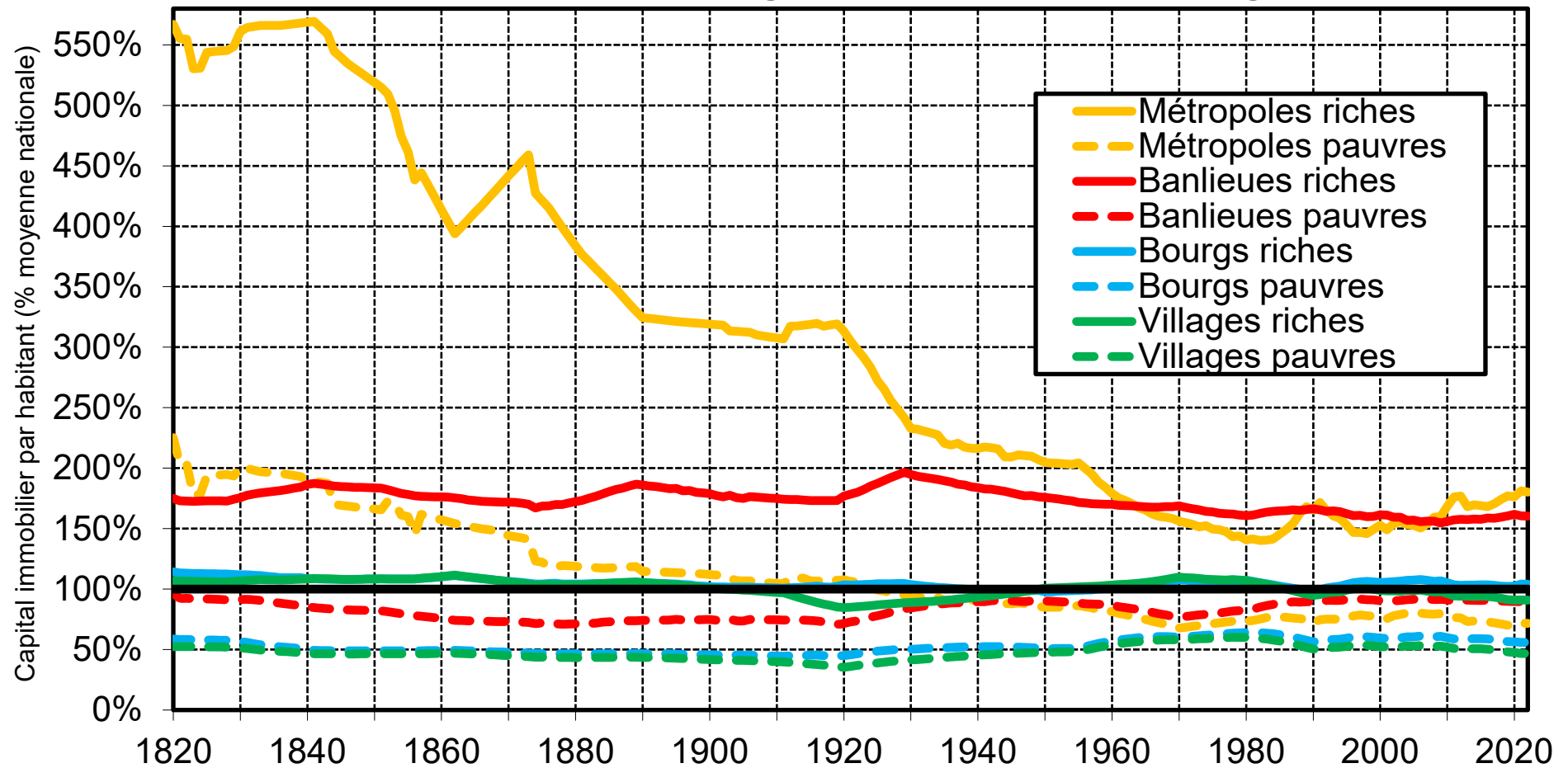
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.15. La convergence des bourgs et des banlieues pauvres



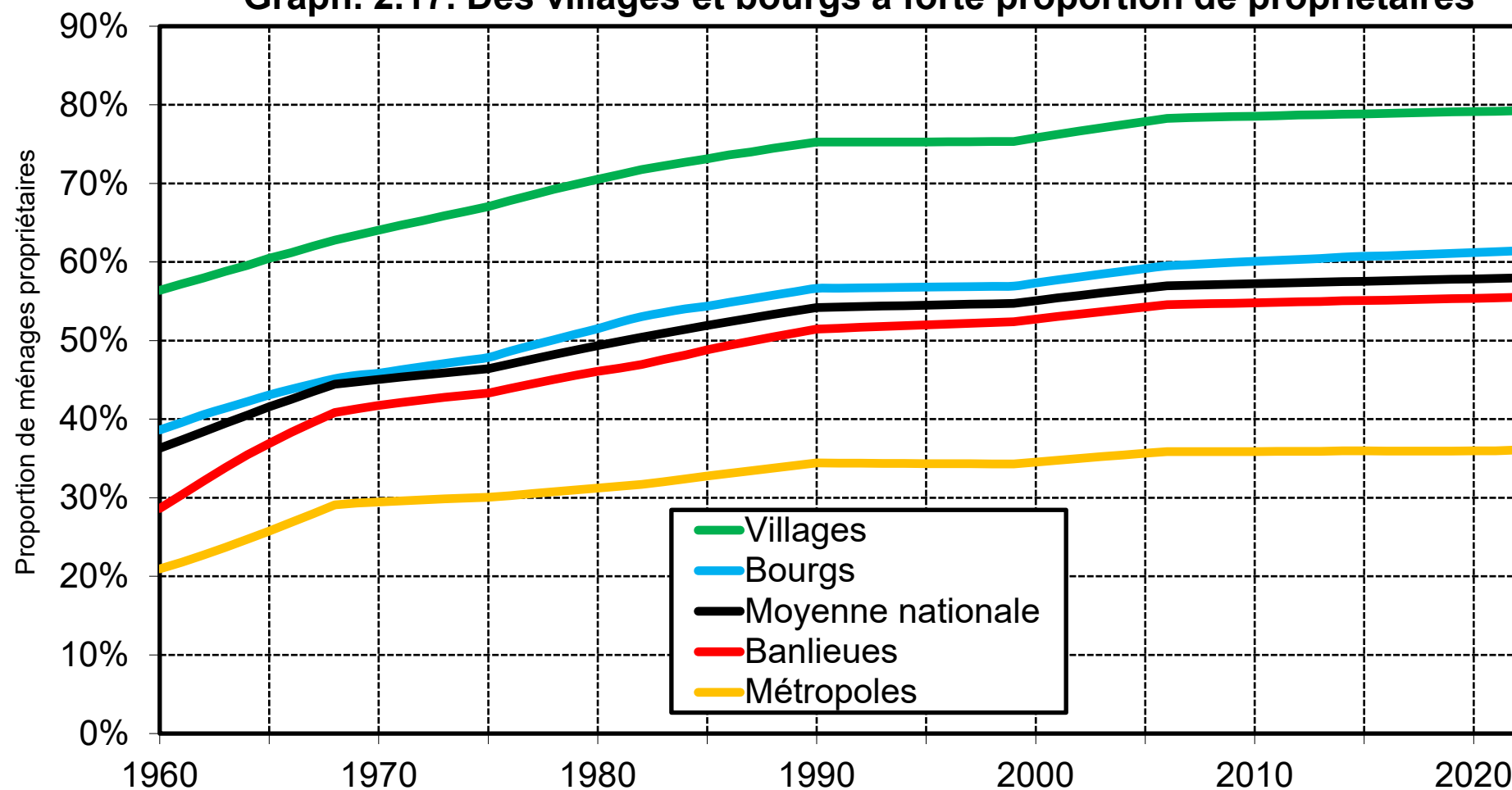
Lecture. Les métropoles riches et banlieues riches (définies comme la moitié des métropoles et des banlieues ayant le plus haut revenu par habitant) ont toujours été nettement plus riches que la moyenne nationale. Les bourgs et villages riches sont devenus depuis 1980 sensiblement plus riches que les banlieues et métropoles pauvres, qui à l'inverse sont devenues aussi pauvres que les bourgs et villages pauvres. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.16. De fortes inégalités face au prix des logements



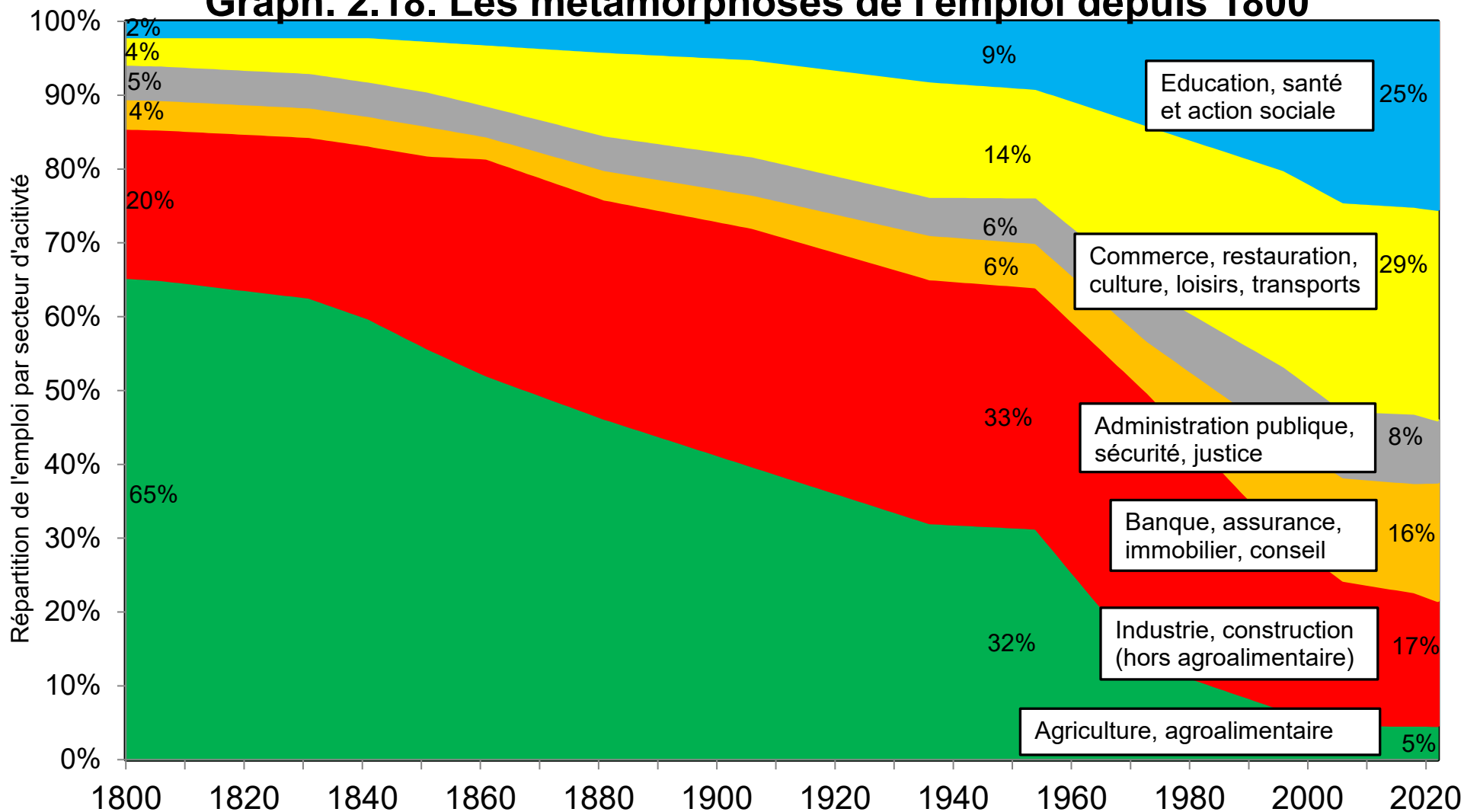
Lecture. La valeur des logements a toujours été beaucoup plus élevée dans les métropoles et banlieues riches (définies comme la moitié des métropoles et des banlieues ayant le plus haut capital immobilier par habitant) que dans le reste du pays. On notera que la valeur des logements dans les banlieues pauvres est proche de la moyenne nationale et près de deux fois plus élevée que dans les bourgs et villages pauvres. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.17. Des villages et bourgs à forte proportion de propriétaires



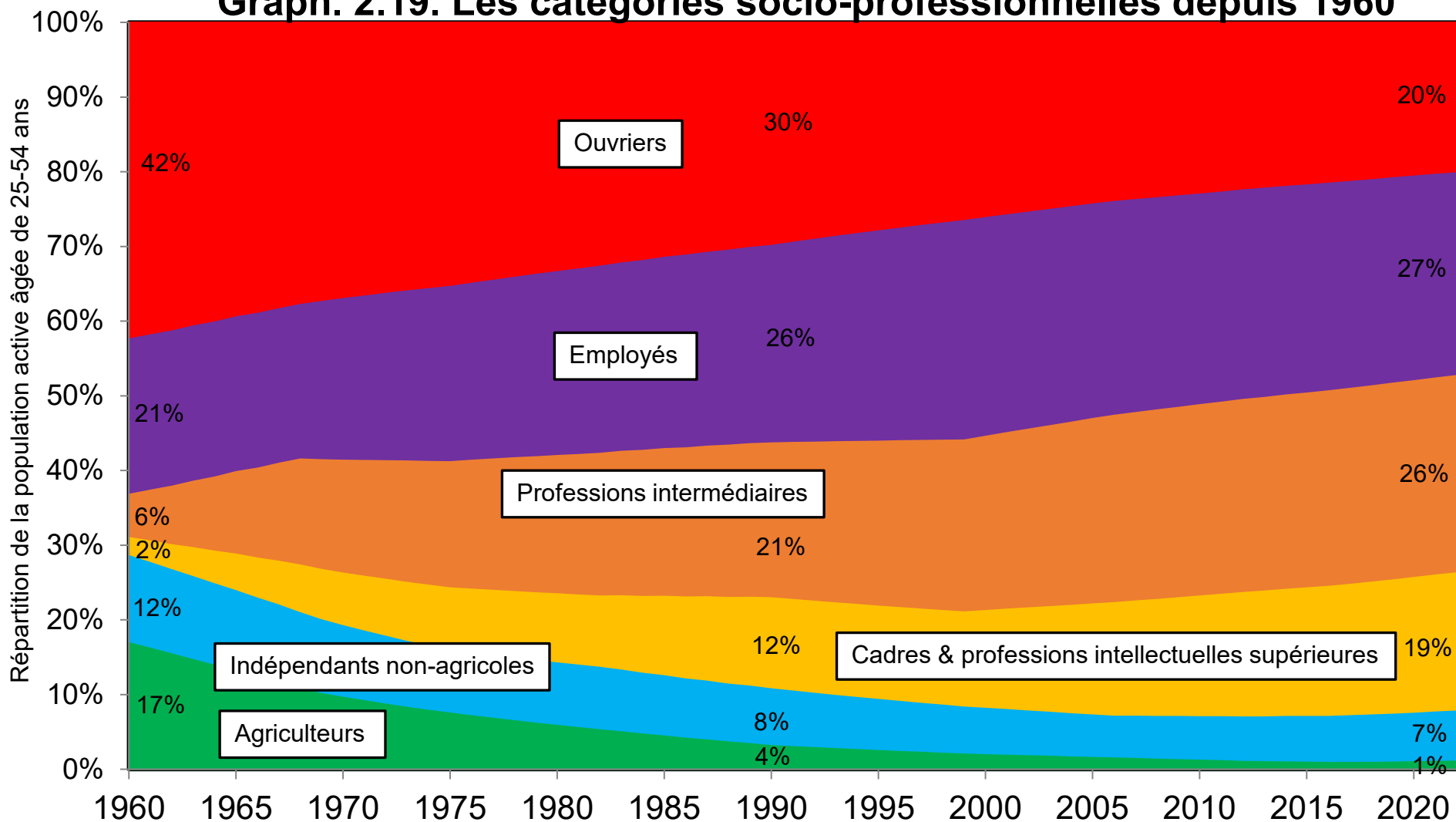
Lecture. La proportion de ménages propriétaires de leur logement est passée de 37% à 58% en France entre 1960 et 2022. Cette proportion a toujours été plus élevée dans les villages, suivis des bourgs, des banlieues et des métropoles.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.18. Les métamorphoses de l'emploi depuis 1800



Lecture. Entre 1800 et 2022, la part de l'agriculture et de l'agroalimentaire est passée de 65% à 5% de l'emploi total, celle de l'industrie et de la construction (hors agroalimentaire) de 20% à 17%, celle de la banque, assurance, immobilier, conseil de 4% à 16%, celle de l'administration publique de 5% à 8%, celle du commerce, restauration, culture, loisirs, transports de 4% à 29%, et celle de l'éducation, santé et action sociale de 2% à 25%. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

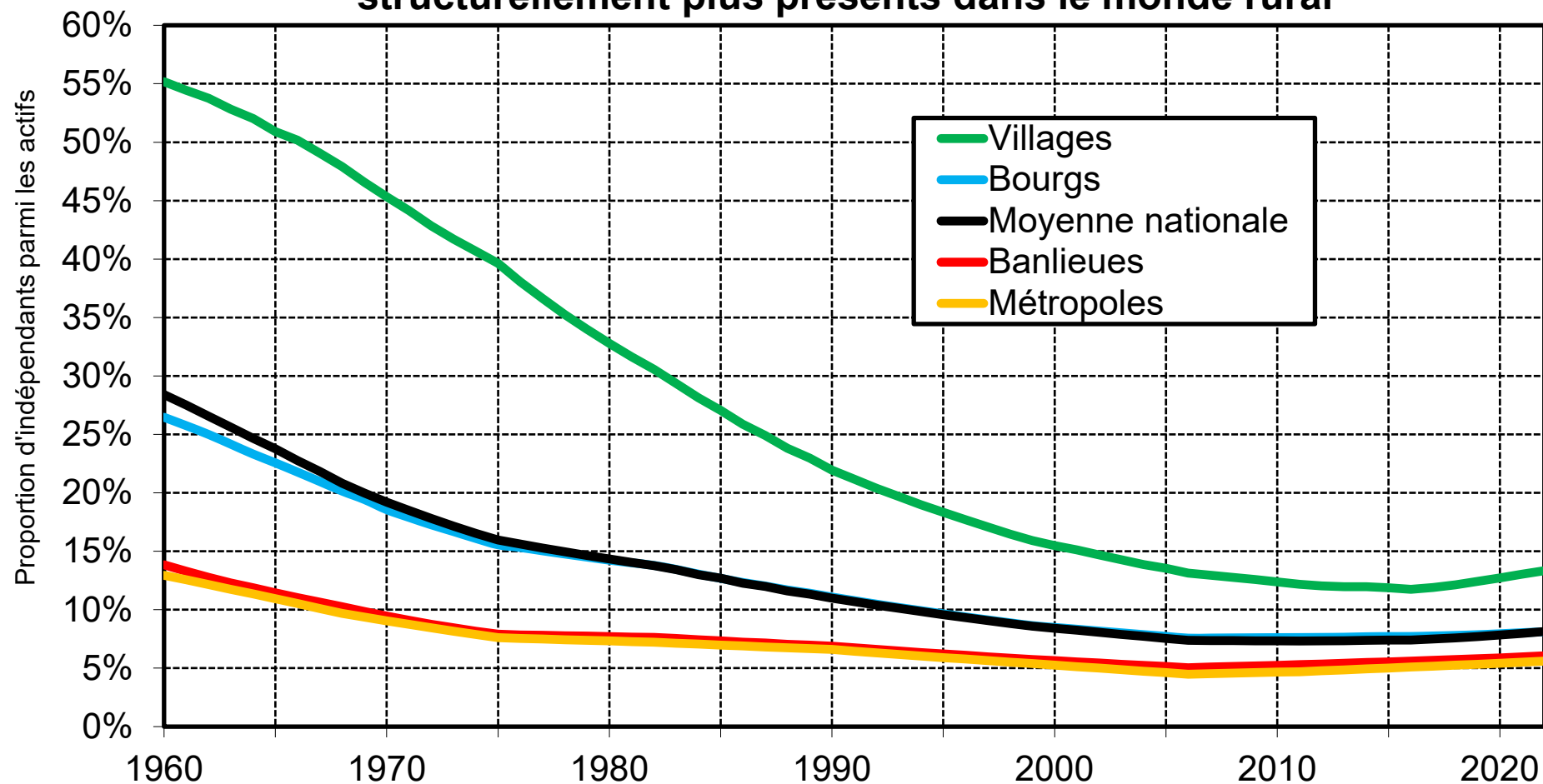
Graph. 2.19. Les catégories socio-professionnelles depuis 1960



Lecture. Entre 1960 et 2022, la part des ouvriers dans la population active âgée de 25 à 54 ans est passée de 42% à 20% ; celle des employés de 21% à 27%, celle des professions intermédiaires de 6% à 26%, celle des cadres et professions intellectuelles supérieures de 2% à 19%, celle des indépendants non agricoles de 12% à 7%, et celle des agriculteurs de 17% à 1%.

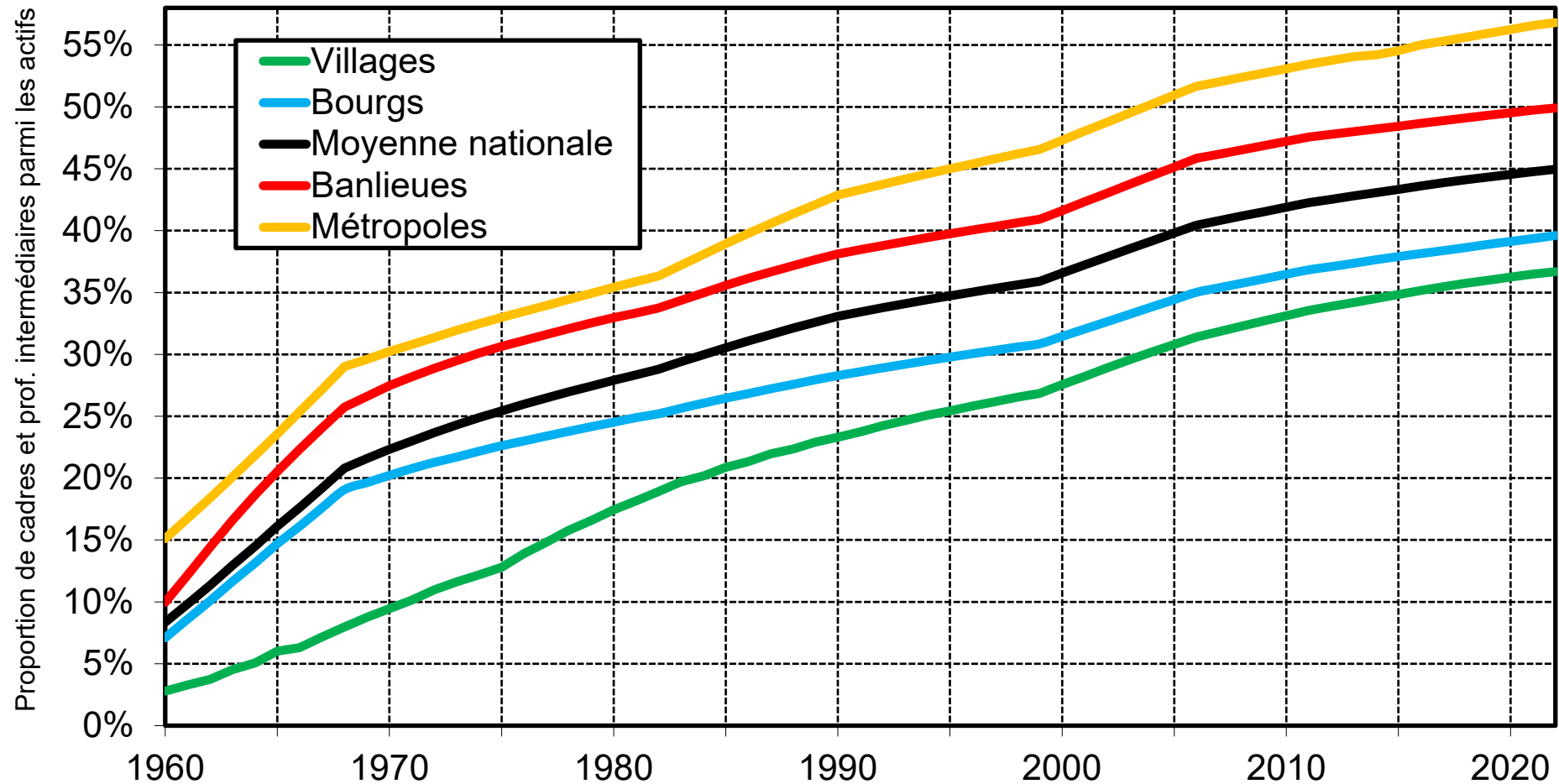
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.20. Des indépendants agricoles et non-agricoles structurellement plus présents dans le monde rural



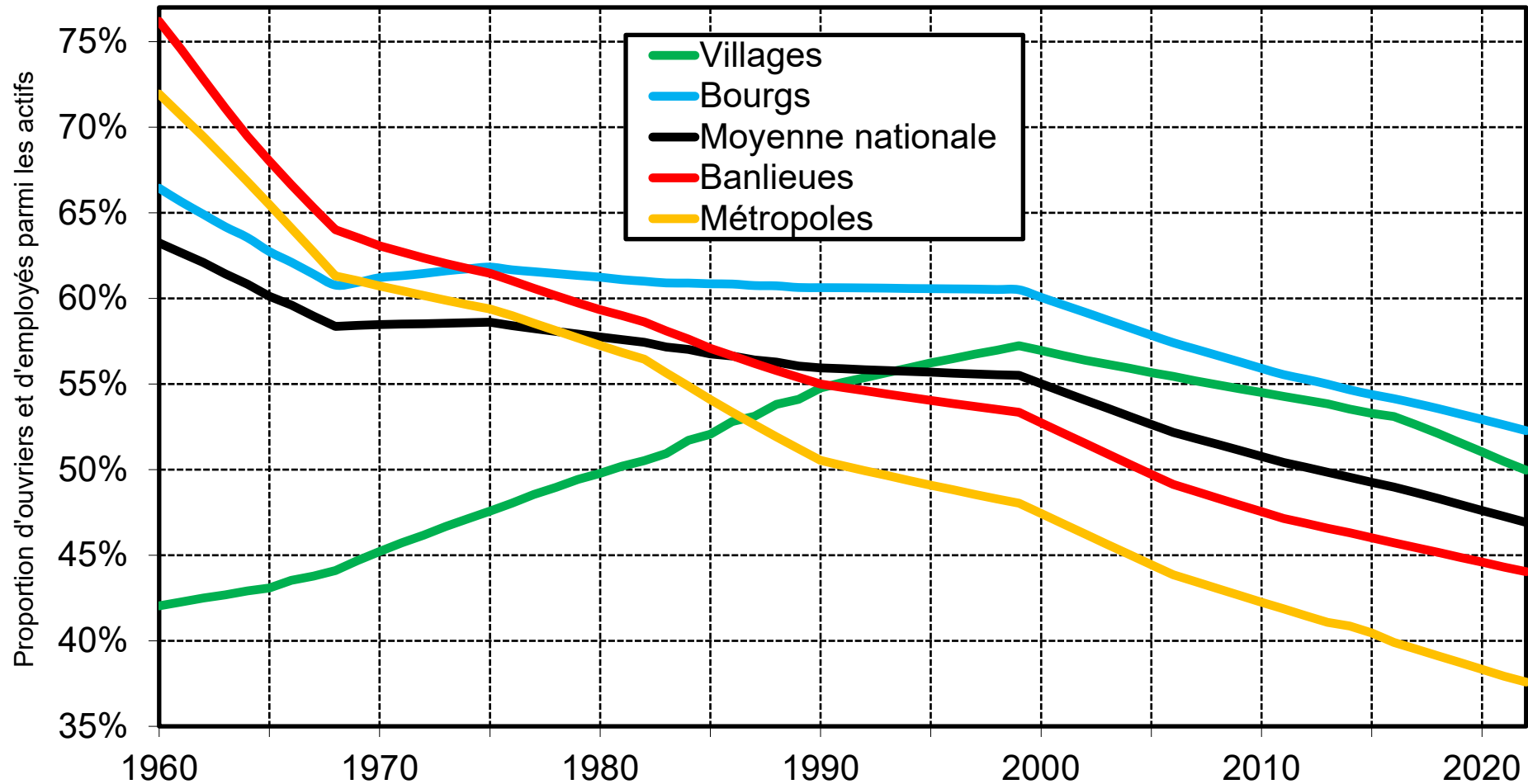
Lecture. La proportion d'indépendants (agricoles et non agricoles) parmi les actifs est passée de 29% à 8% entre 1960 et 2022. Cette proportion a toujours été maximale dans les villages, suivies des bourgs, puis des banlieues et des métropoles.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.21. Des cadres et professions intermédiaires structurellement plus présents dans le monde urbain



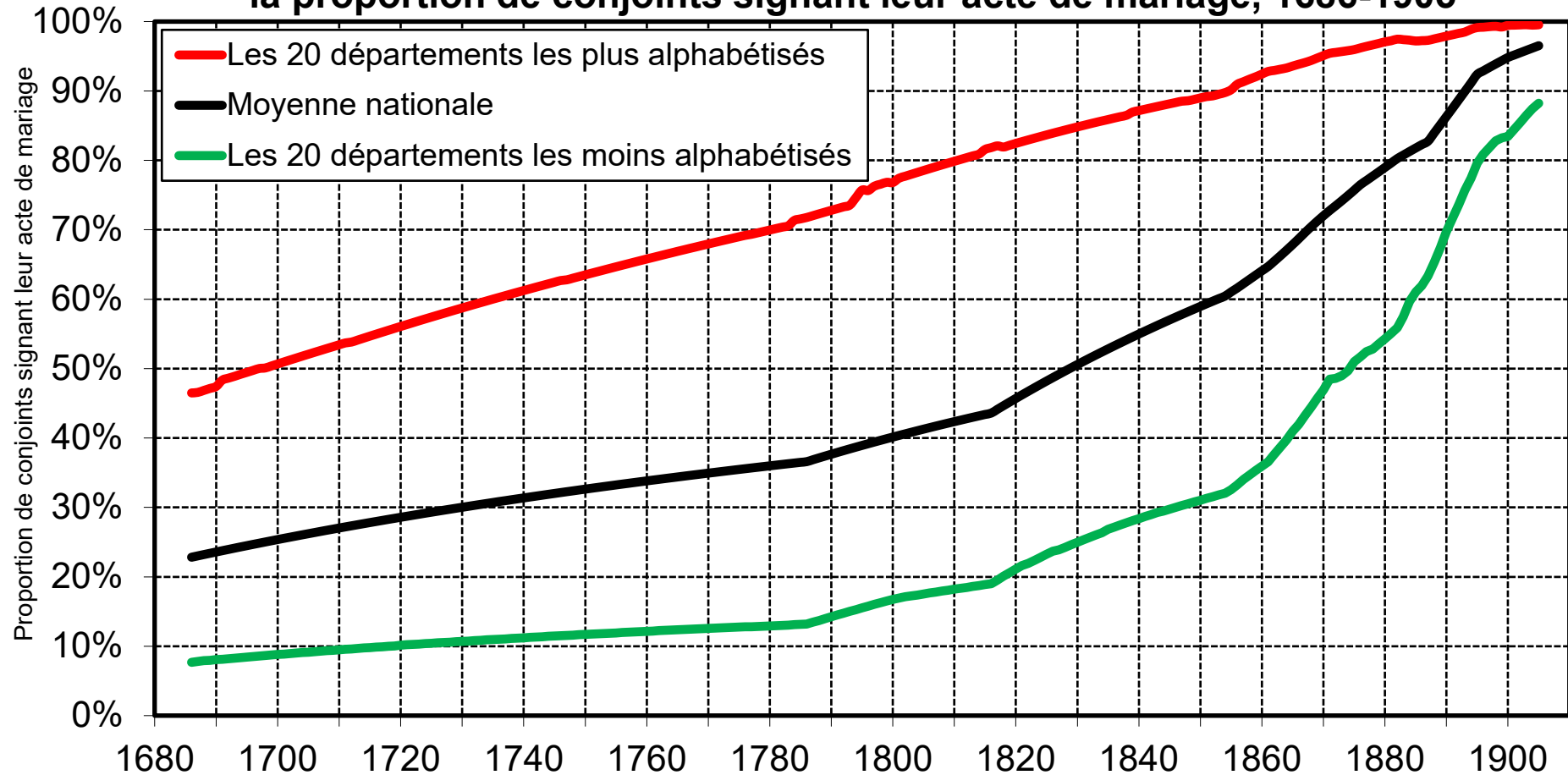
Lecture. La proportion de cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires parmi les actifs est passée de 8% à 45% entre 1960 et 2022. Cette proportion a toujours été maximale dans les métropoles, suivies des banlieues, des bourgs et des villages. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 2.22. Des ouvriers et employés en mutation socio-spatiale



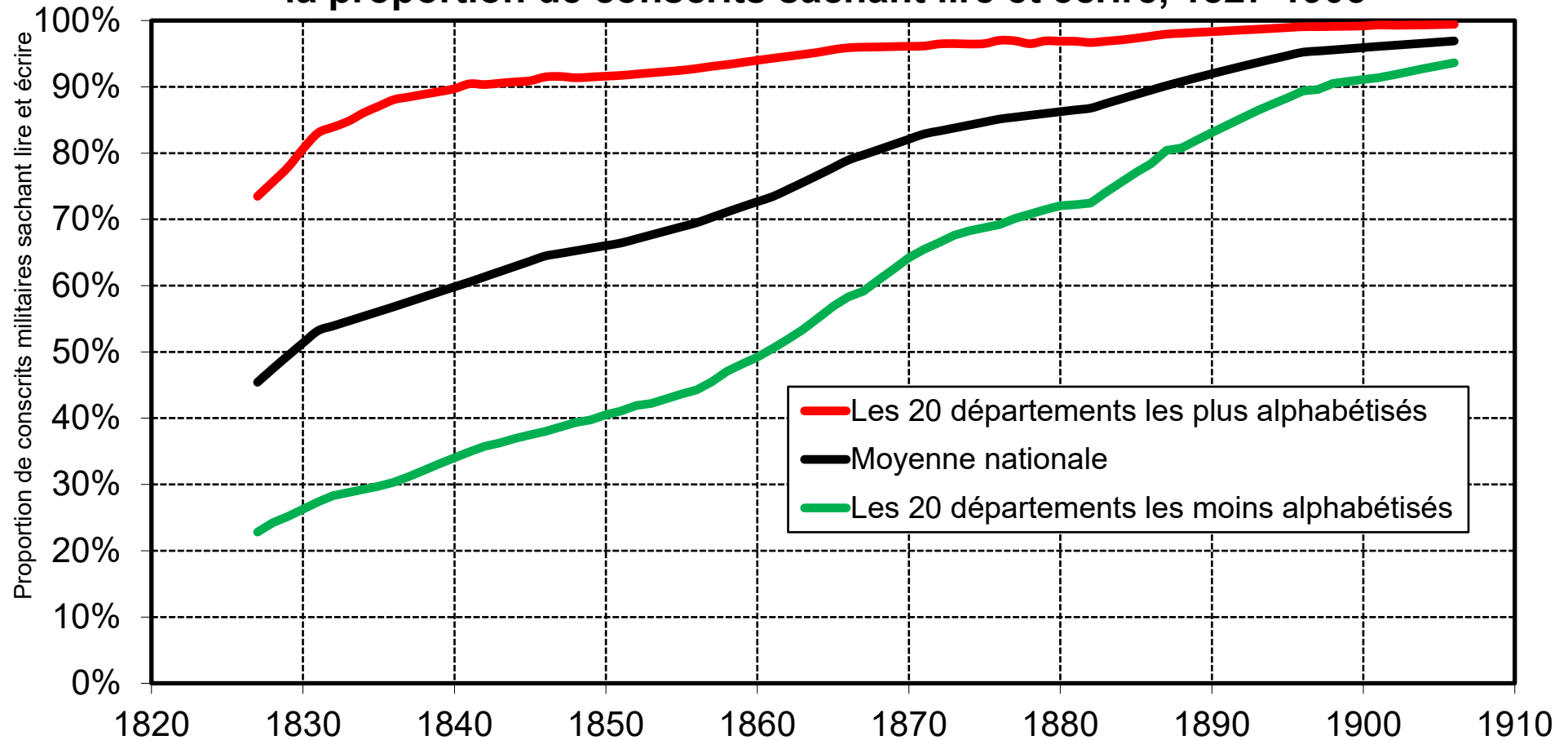
Lecture. La proportion d'ouvriers et d'employés parmi les actifs est passée de 63% à 47% entre 1960 et 2022. En 1960, cette proportion était maximale dans les banlieues, suivies des métropoles, des bourgs et des villages. En 2022, elle est maximale dans les bourgs, suivis des villages, des banlieues et des métropoles. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 3.1. La longue marche vers l'alphabétisation:
la proportion de conjoints signant leur acte de mariage, 1686-1905**



Lecture. La proportion de conjoints signant leur acte de mariage est passée en moyenne en France de 23% en 1686 à 37% en 1786 puis 97% en 1905. Au sein des 20 départements les plus alphabétisés (au sens des actes de mariage), elle est passée de 46% en 1686 à 71% en 1786 puis 99% en 1905. Au sein des 20 départements les moins alphabétisés, elle est passée de 8% en 1686 à 13% en 1786 puis 88% en 1905. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

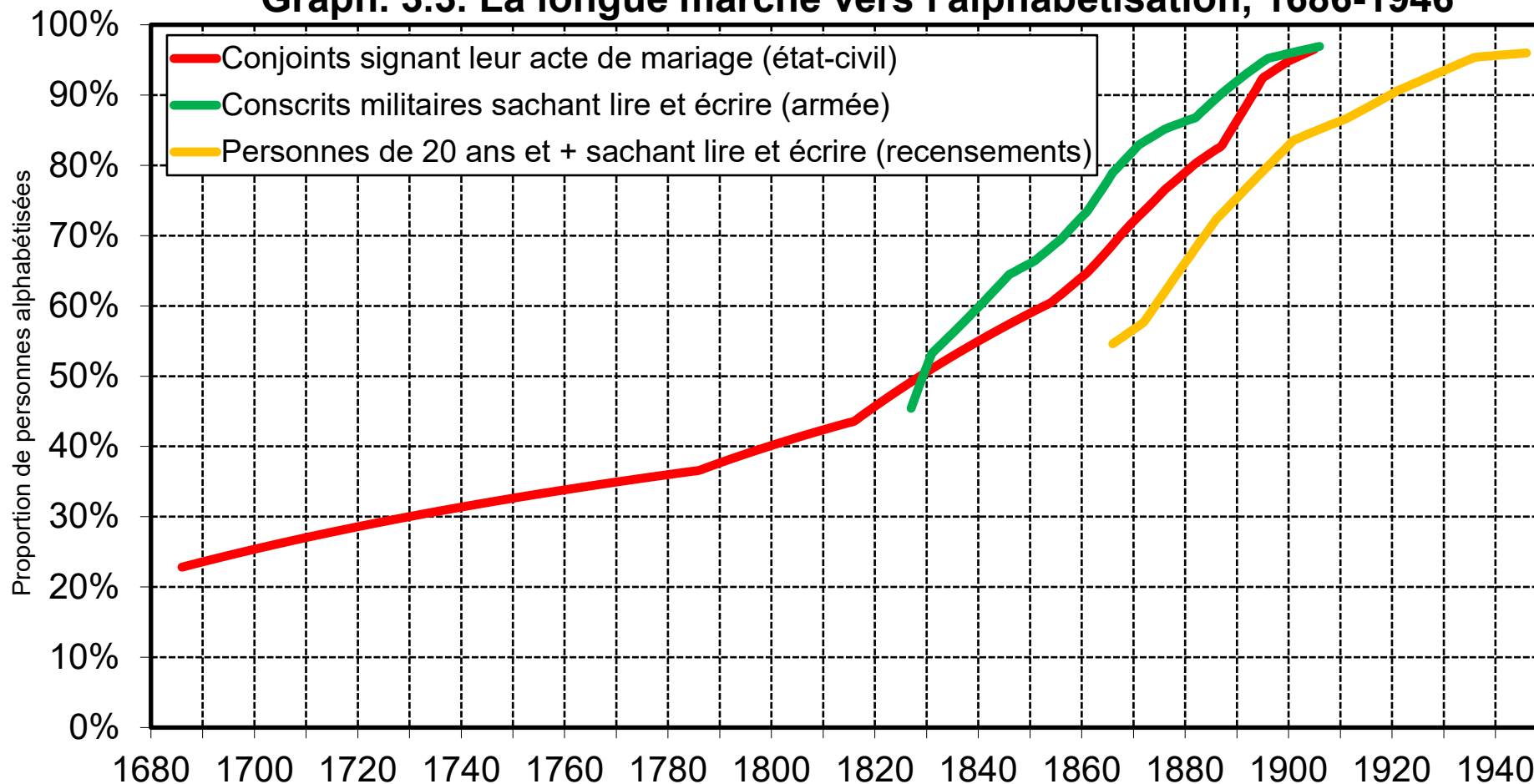
**Graph. 3.2. La longue marche vers l'alphabétisation:
la proportion de conscrits sachant lire et écrire, 1827-1905**



Lecture. La proportion de conscrits militaires sachant lire et écrire est passée en moyenne en France de 45% en 1827 à 97% en 1906. Au sein des 20 départements les plus alphabétisés (au sens des conscrits militaires), elle est passée de 73% en 1827 à 99% en 1906. Au sein des 20 départements les moins alphabétisés, elle est passée de 23% en 1827 à 94% en 1906.

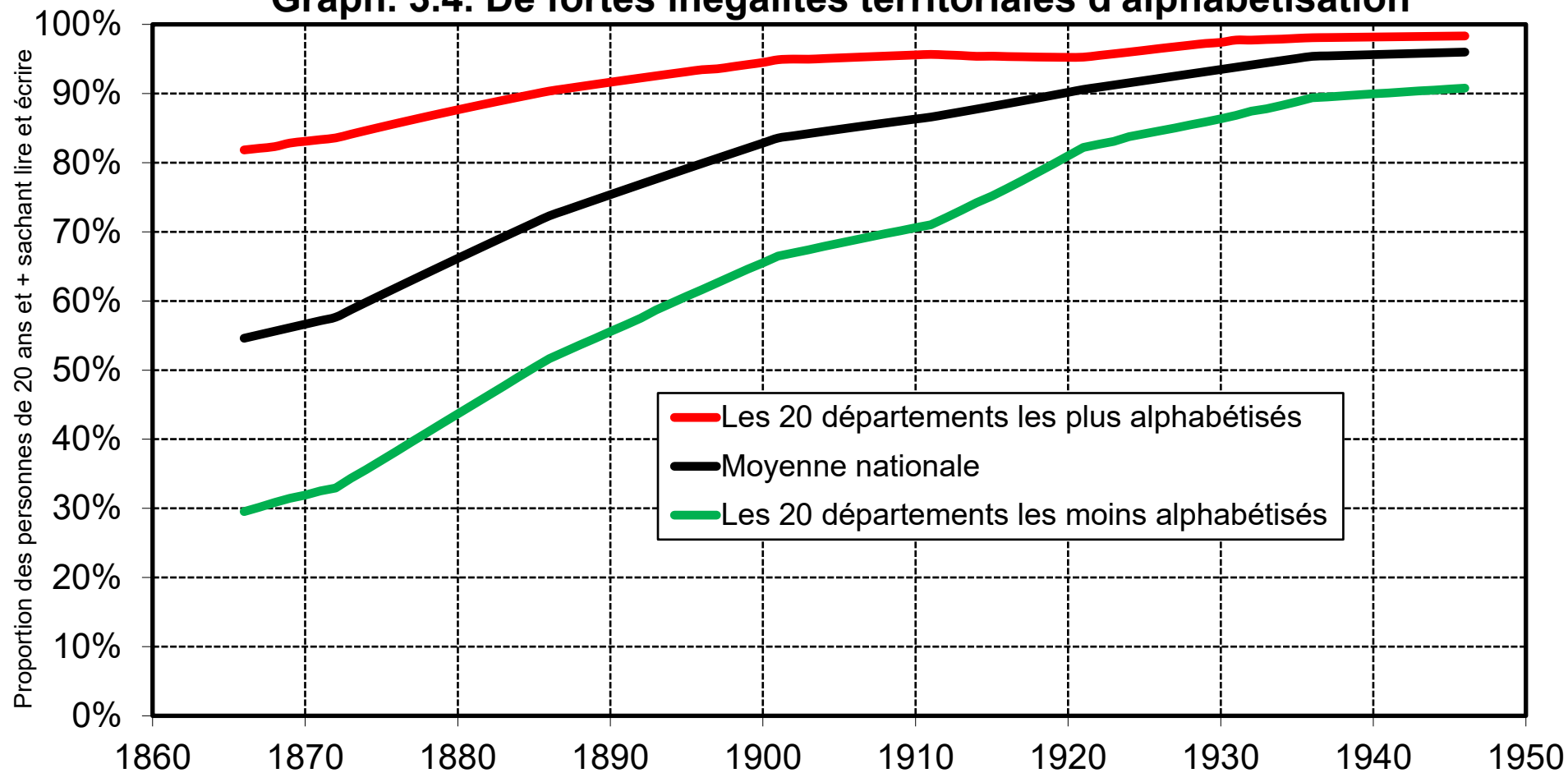
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 3.3. La longue marche vers l'alphabétisation, 1686-1946



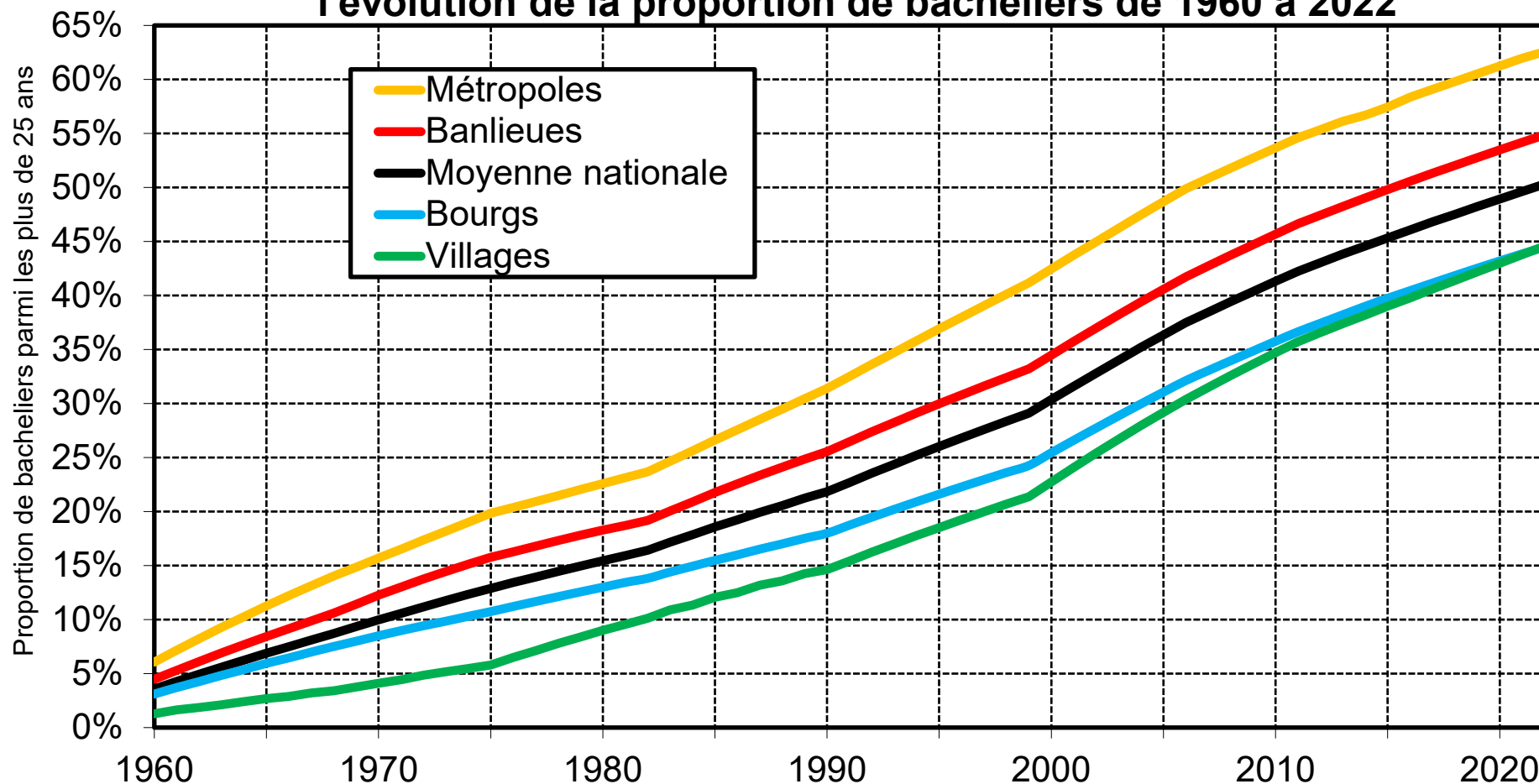
Lecture. Les trois mesures disponibles pour mesurer l'alphabétisation dans le long terme (conjoints signant leur acte de mariage, conscrits militaires sachant lire et écrire, personnes de 20 ans et + sachant lire et écrire d'après les recensements) donnent des résultats cohérents. Pour résumer, l'alphabétisation dépasse 90% pour les nouvelles générations à partir de 1890-1900, et pour l'ensemble de la population adulte à partir de 1920-1930. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 3.4. De fortes inégalités territoriales d'alphabétisation



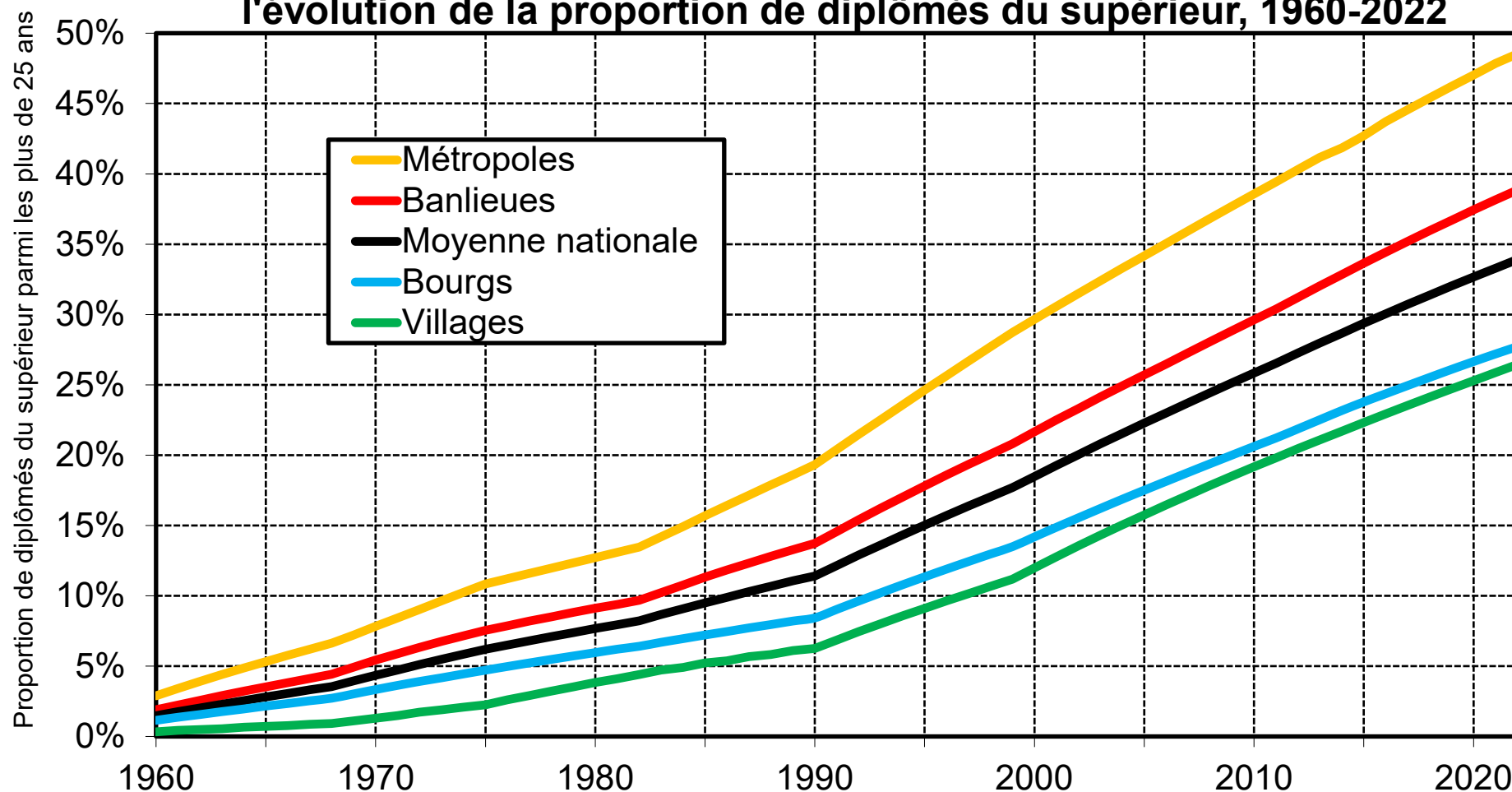
Lecture. La proportion de personnes de 20 ans et + sachant lire et écrire (telle que mesurée par les recensements) est passée en moyenne en France de 55% en 1866 à 96% en 1946. Au sein des 20 départements les plus alphabétisés (au sens des recensements), elle est passée de 82% en 1866 à 98% en 1946. Au sein des 20 départements les moins alphabétisés, elle est passée de 30% en 1866 à 91% en 1946. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 3.5. Villages, bourgs, banlieues et métropoles:
l'évolution de la proportion de bacheliers de 1960 à 2022**



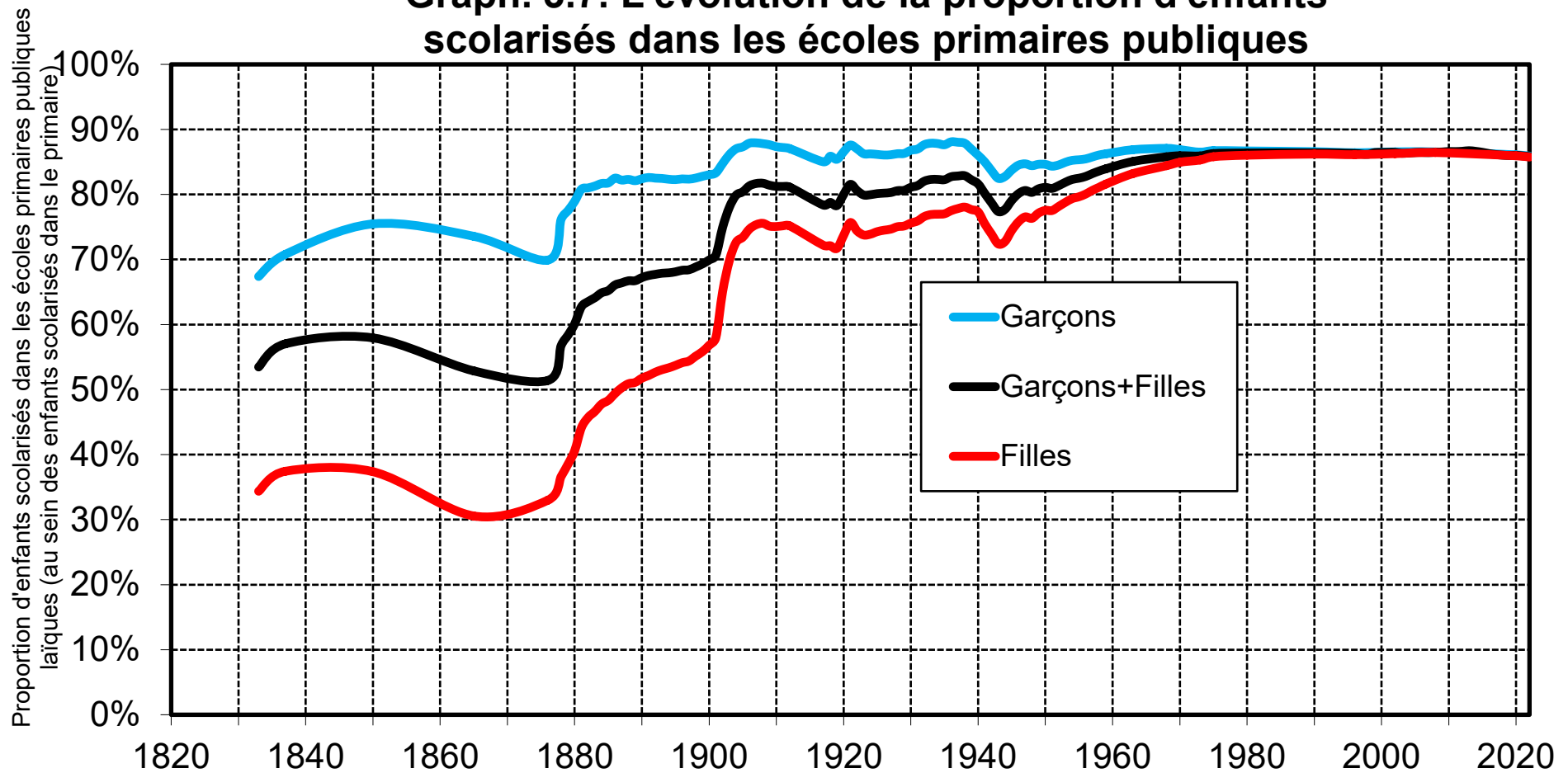
Lecture. La proportion de bacheliers parmi les plus de 25 ans (telle que mesurée par les recensements) est passée au niveau national de 4% à 50% entre 1960 et 2022. Elle a toujours été maximale dans les métropoles, suivies des banlieues, des bourgs et des villages. **Note.** La définition des villages, bourgs, banlieues et métropoles est celle introduite dans le chapitre 2 (agglomérations de moins de 2 000 habitants, agglomérations entre 2 000 et 100 000 habitants, communes secondaires et principales des agglomérations de plus de 100 000 habitants). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 3.6. Villages, bourgs, banlieues et métropoles:
l'évolution de la proportion de diplômés du supérieur, 1960-2022**



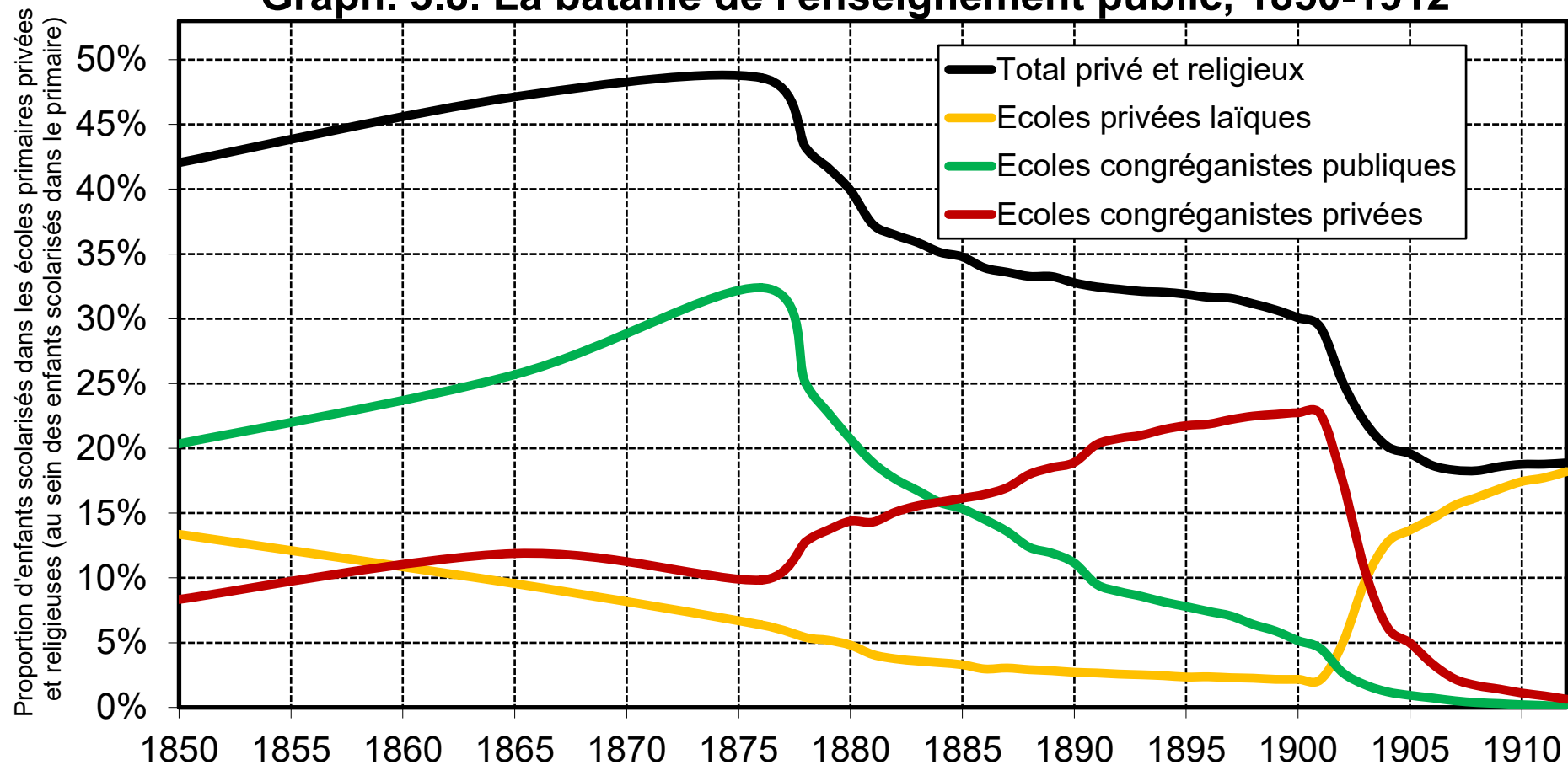
Lecture. La proportion de diplômés du supérieur dans la population âgée de plus de 25 ans (telle que mesurée par les recensements) est passée de 2 à 34% au niveau national entre 1960 et 2022. Elle a toujours été maximale dans les métropoles, suivies des banlieues, des bourgs et des villages. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 3.7. L'évolution de la proportion d'enfants scolarisés dans les écoles primaires publiques



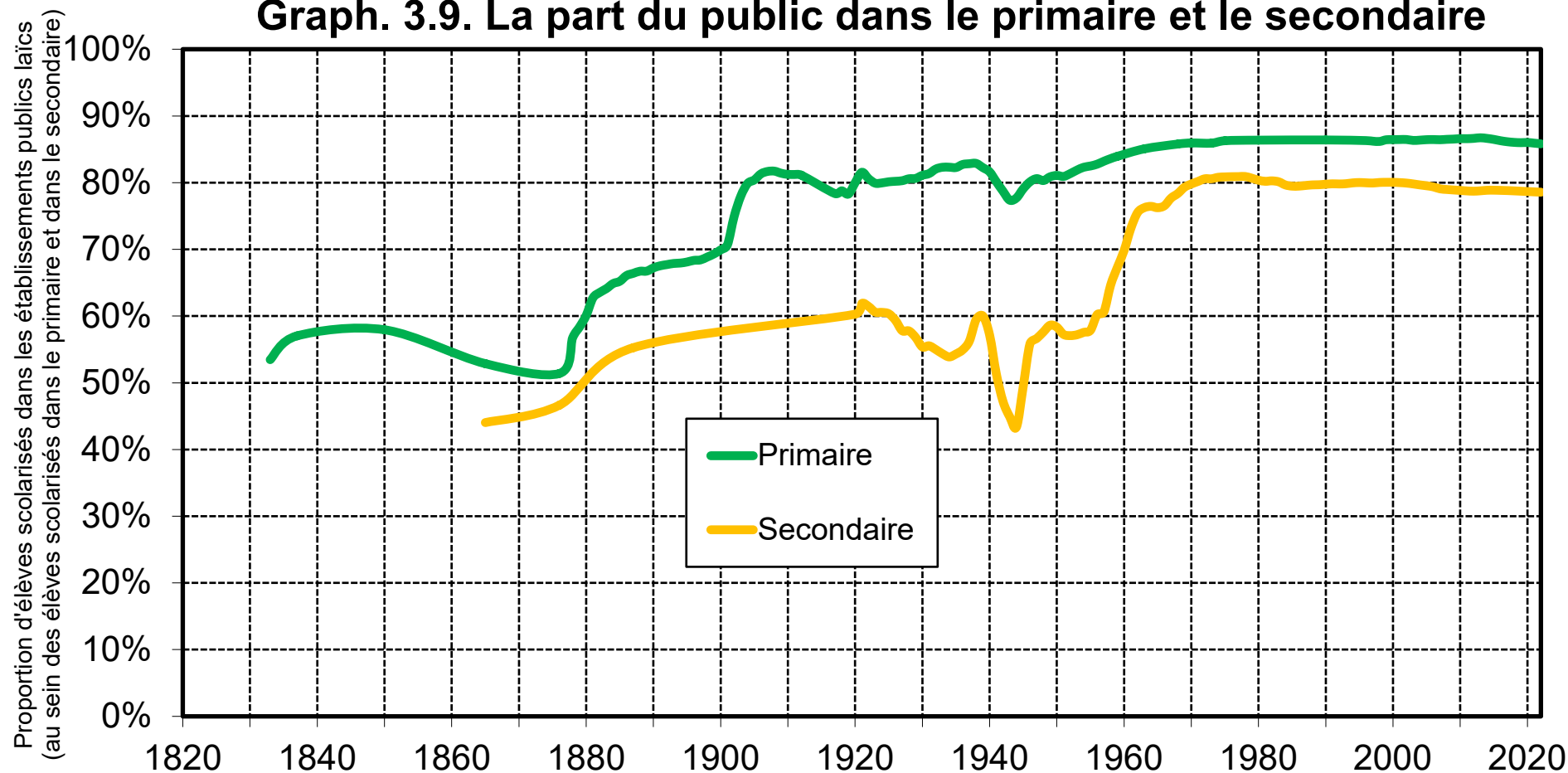
Lecture. La proportion d'enfants scolarisés dans les écoles primaires publiques laïques (parmi les enfants scolarisés dans le primaire) baisse sous la Second empire et se situe autour de 50% au début de la III^e République (30% pour les filles, 70% pour les garçons), avant de passer à plus de 80% en 1910 (75% pour les filles, 85% pour les garçons). Après une baisse du public au cours du régime de Vichy, la mise en place du privé sous contrat en 1959 conduit à une stabilisation du partage public-privé depuis les années 1960, avec une légère baisse du public au cours de la période récente. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 3.8. La bataille de l'enseignement public, 1850-1912



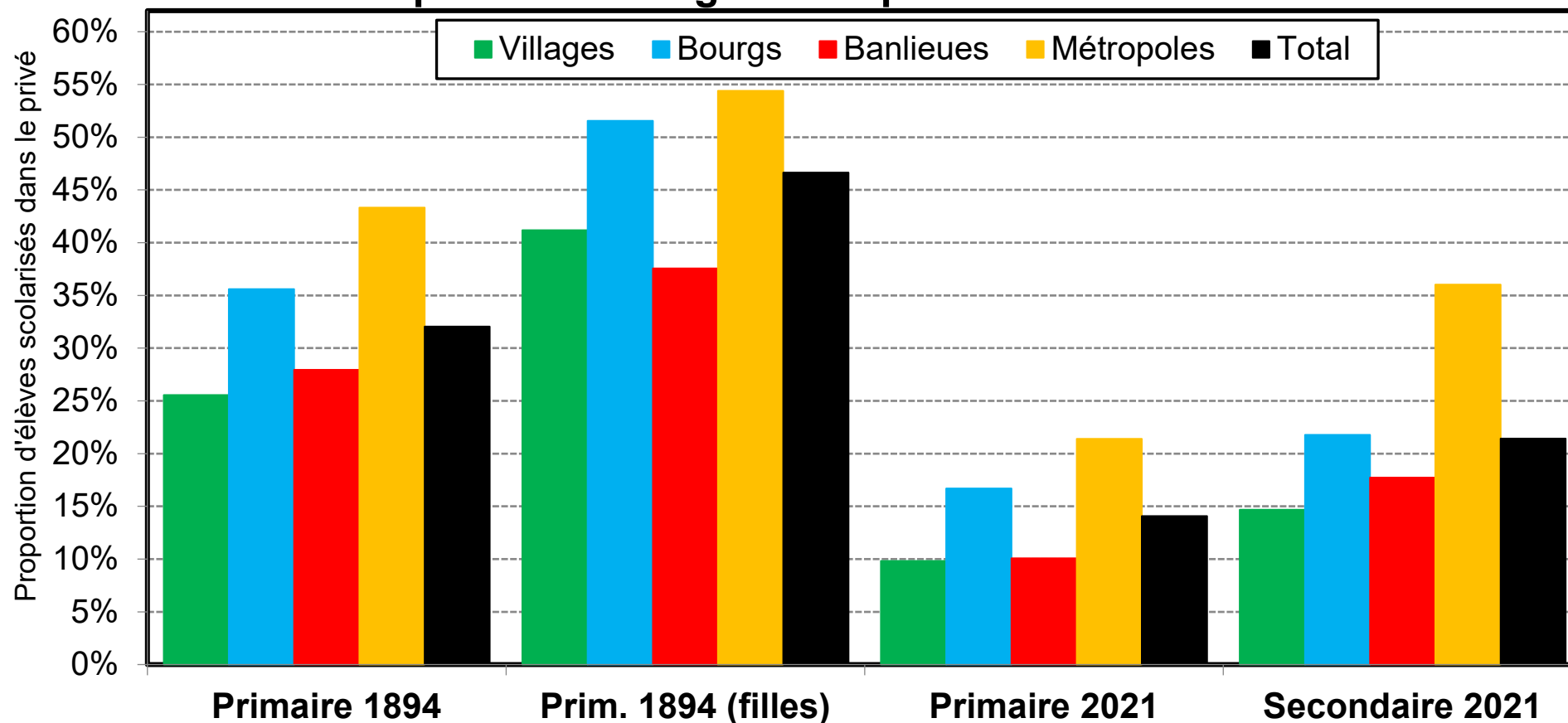
Lecture. Plusieurs catégories d'écoles privées et religieuses coexistent avant 1914 : les écoles privées laïques, les écoles congréganistes publiques (c'est-à-dire opérées par des congrégations religieuses mais bénéficiant de subventions publiques) et les écoles congréganistes privées. Dans un premier temps, à la fin des années 1870 et dans les années 1880, ces subventions cessent et les écoles congréganistes publiques deviennent privées. Puis entre 1900 et 1910, les écoles congréganistes sont fermées et deviennent privées au sens actuel du terme. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 3.9. La part du public dans le primaire et le secondaire



Lecture. La proportion d'élèves scolarisés dans le public a toujours été plus faible dans le secondaire (collèges et lycées) que dans le primaire. Après une baisse du public durant le régime de Vichy et plusieurs épisodes de hausses liées à la mise en place de la gratuité dans le secondaire public dans les années 1930 et 1950, le développement du privé sous contrat après le vote de la loi Debré en 1959 va conduire à une stabilisation du partage public-privé depuis les années 1960, avec une légère baisse du public au cours de la période récente. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

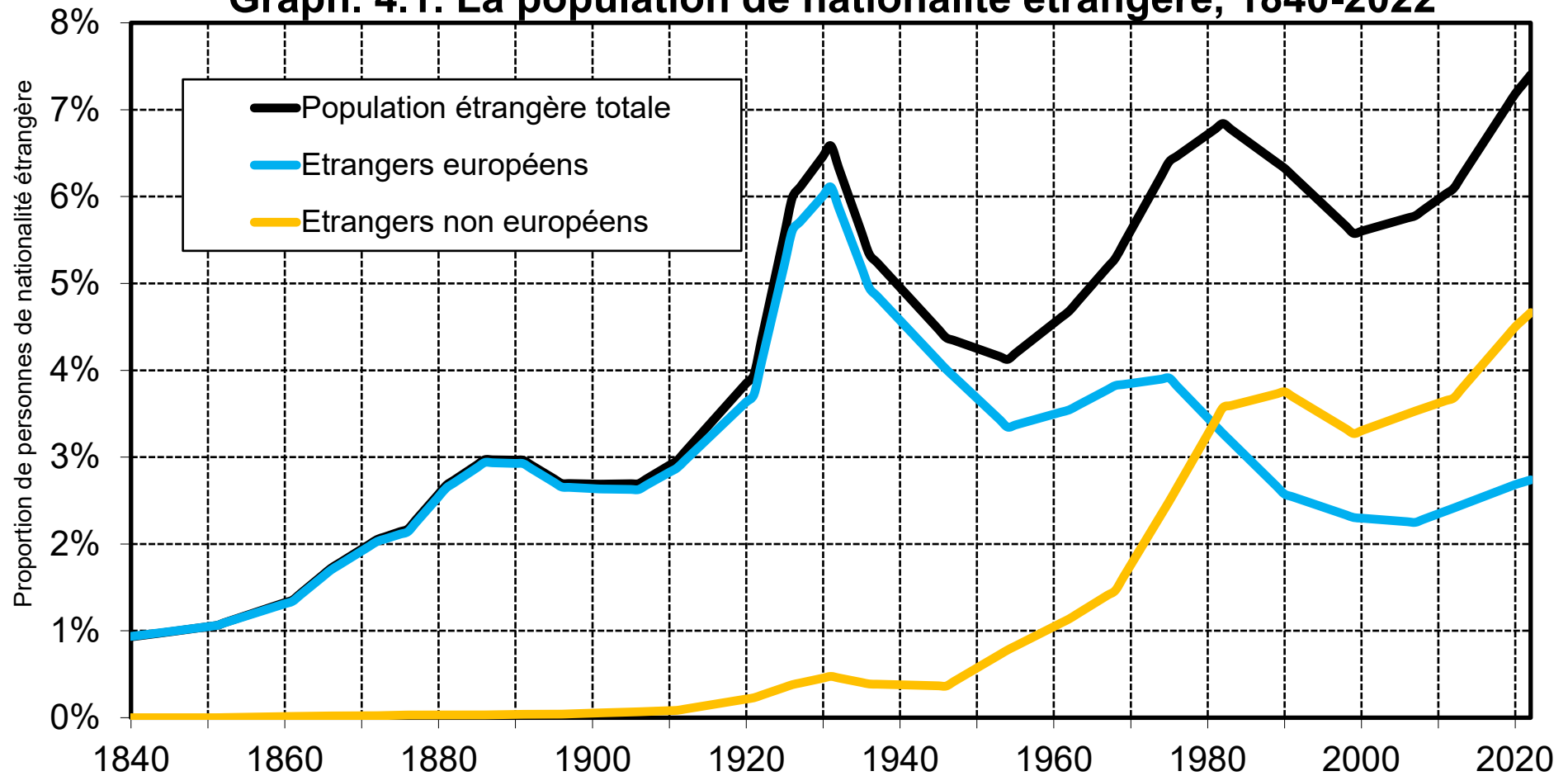
**Graph. 3.10. Villages, bourgs, banlieues, métropoles:
la part de l'enseignement privé en 1894 et 2021**



Lecture. En 1894 comme en 2021, la proportion d'élèves scolarisés dans les établissements privés (observée au niveau des cantons) est plus forte dans les métropoles et les bourgs que dans les villages et les banlieues. L'écart entre les métropoles et les bourgs est particulièrement important pour le secondaire en 2021 (par comparaison au primaire) et pour les garçons au primaire en 1894 (par comparaison aux filles).

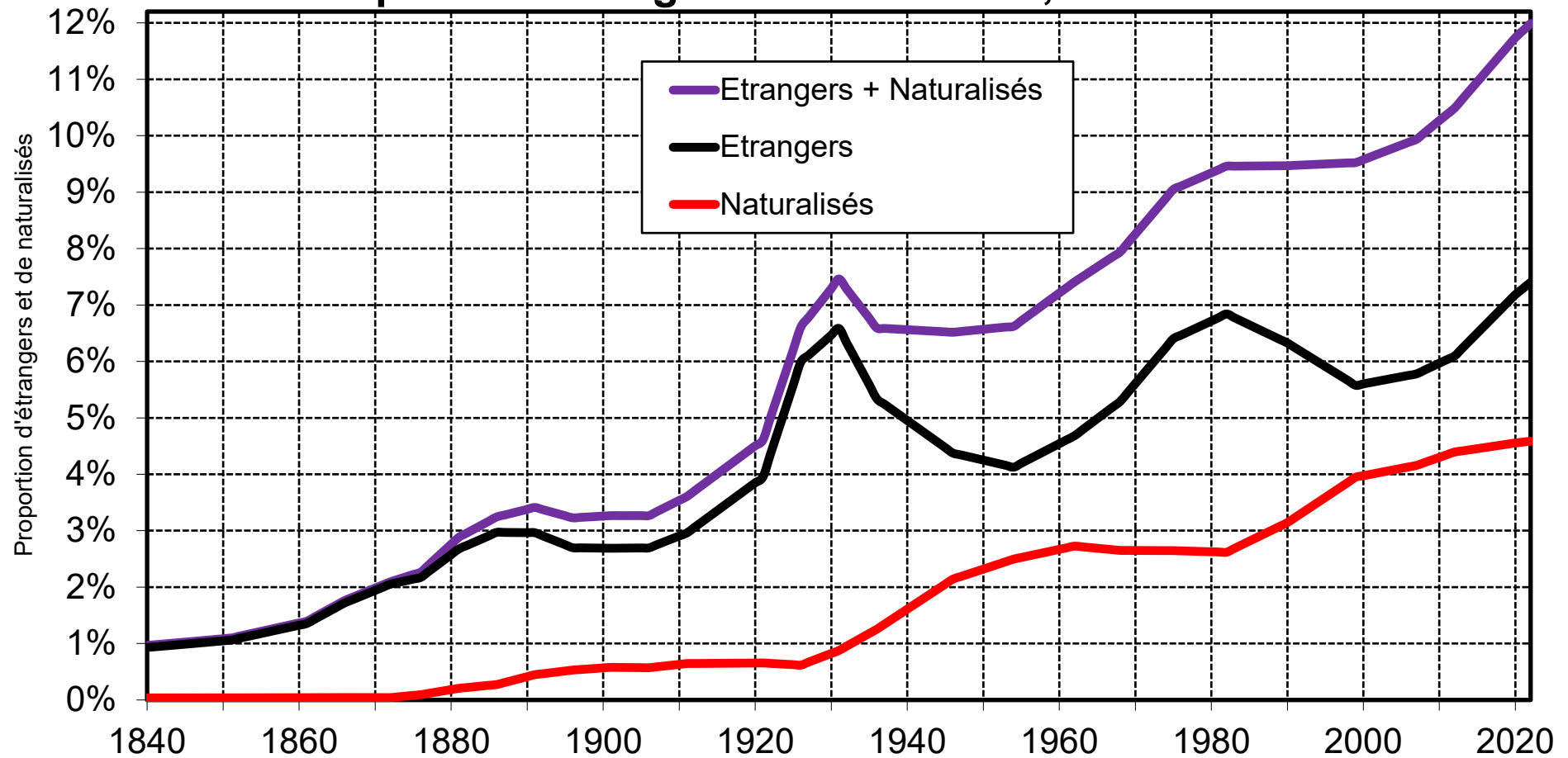
Note. La définition des villages, bourgs, banlieues et métropoles est la même que celle introduite dans le chapitre 2 (agglomérations de moins de 2 000h, agglomérations entre 2 000 et 100 000h, communes secondaires et principales des agglomérations de plus de 100 000h). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.1. La population de nationalité étrangère, 1840-2022



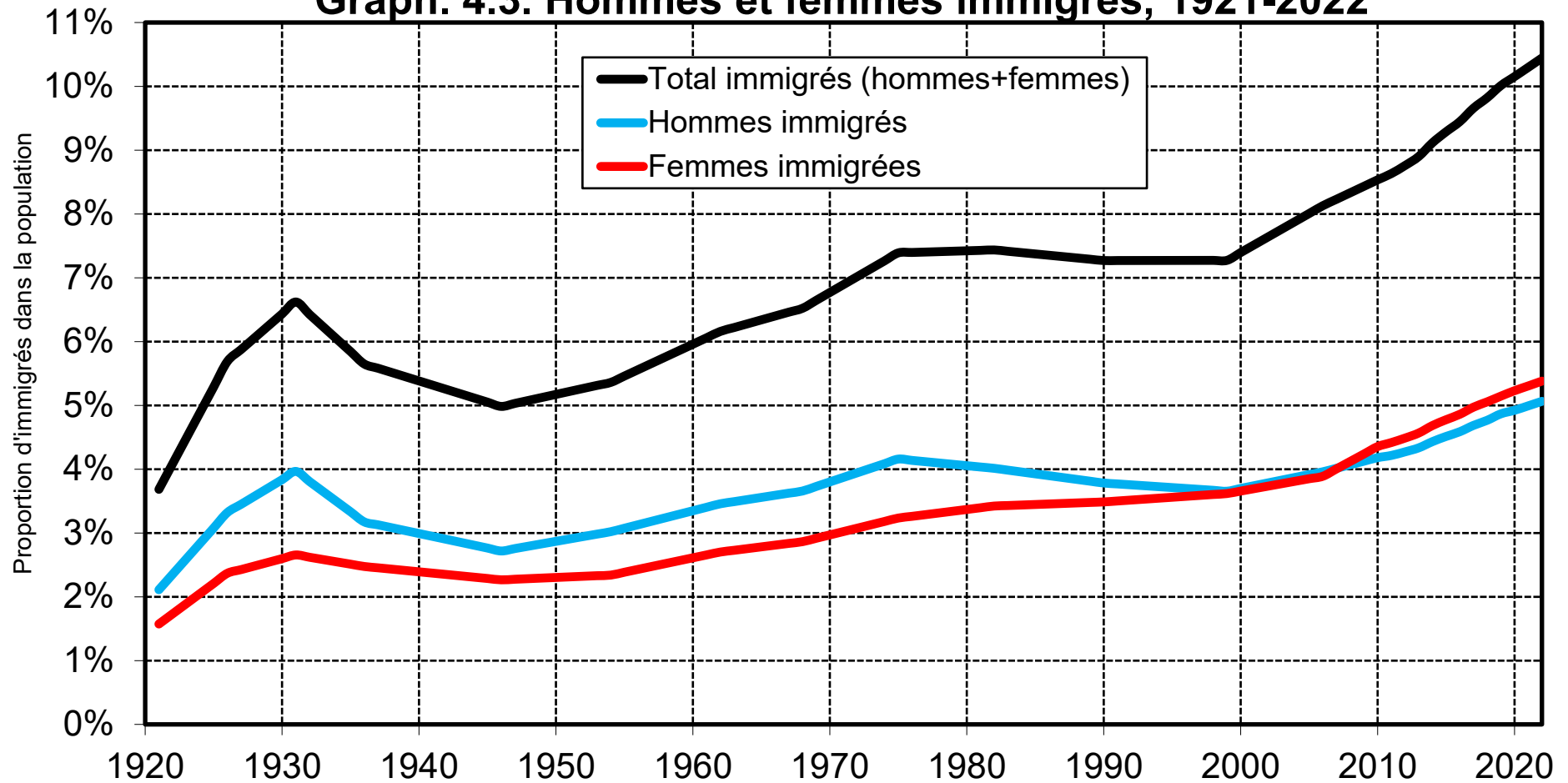
Lecture. La proportion de personnes de nationalité étrangère est passée de 1,1% de la population totale en 1851 à 6,6% en 1931 et 7,4% en 2022. Les étrangers de nationalité non européenne représentaient moins de 0,1% de la population totale jusqu'en 1911. Ils sont devenus plus nombreux que les étrangers européens en 1982 (3,5% vs 3,3%) et représentent près des deux tiers du total en 2022 (4,7% vs 2,7%). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.2. Etrangers et naturalisés, 1840-2022



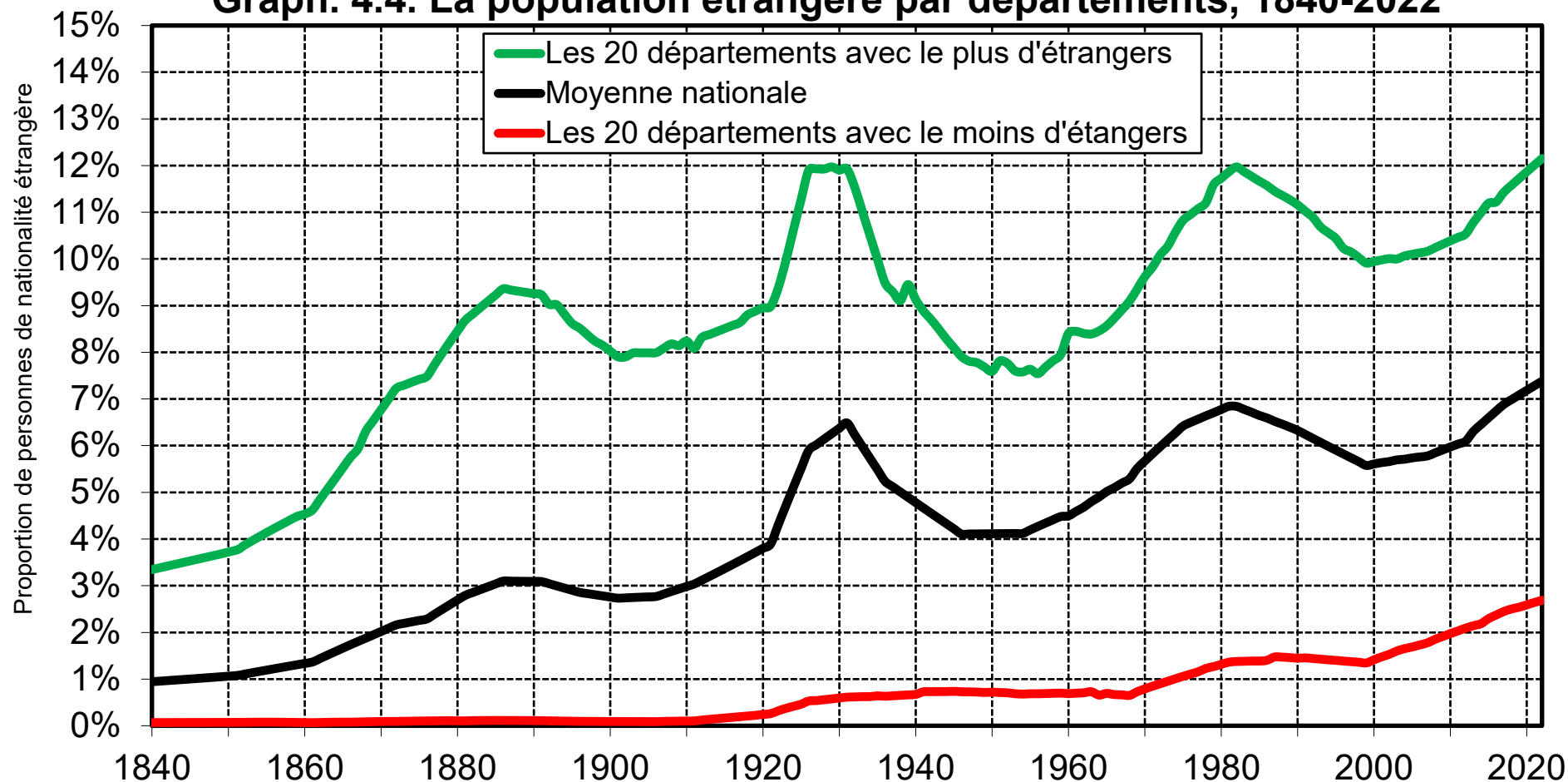
Lecture. La proportion d'étrangers (personnes de nationalité étrangère) est passée de 1,1% de la population totale en 1851 à 7,4% en 2022. La proportion de naturalisés (personnes de nationalité française ayant acquis la nationalité française au cours de leur vie) est passée de moins de 0,1% en 1851 à 4,6% en 2022, si bien que la proportion totale d'étrangers et naturalisés est passée de 1,1% à 12,0% entre 1851 et 2022. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.3. Hommes et femmes immigrés, 1921-2022



Lecture. La proportion d'immigrés (personnes nées à l'étranger avec une nationalité étrangère, et qui peuvent présentement être de nationalité française ou étrangère) est passée de 3,7% de la population en 1921 à 10,4% en 2022. Depuis 2008, les femmes sont majoritaires au sein des immigrés. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

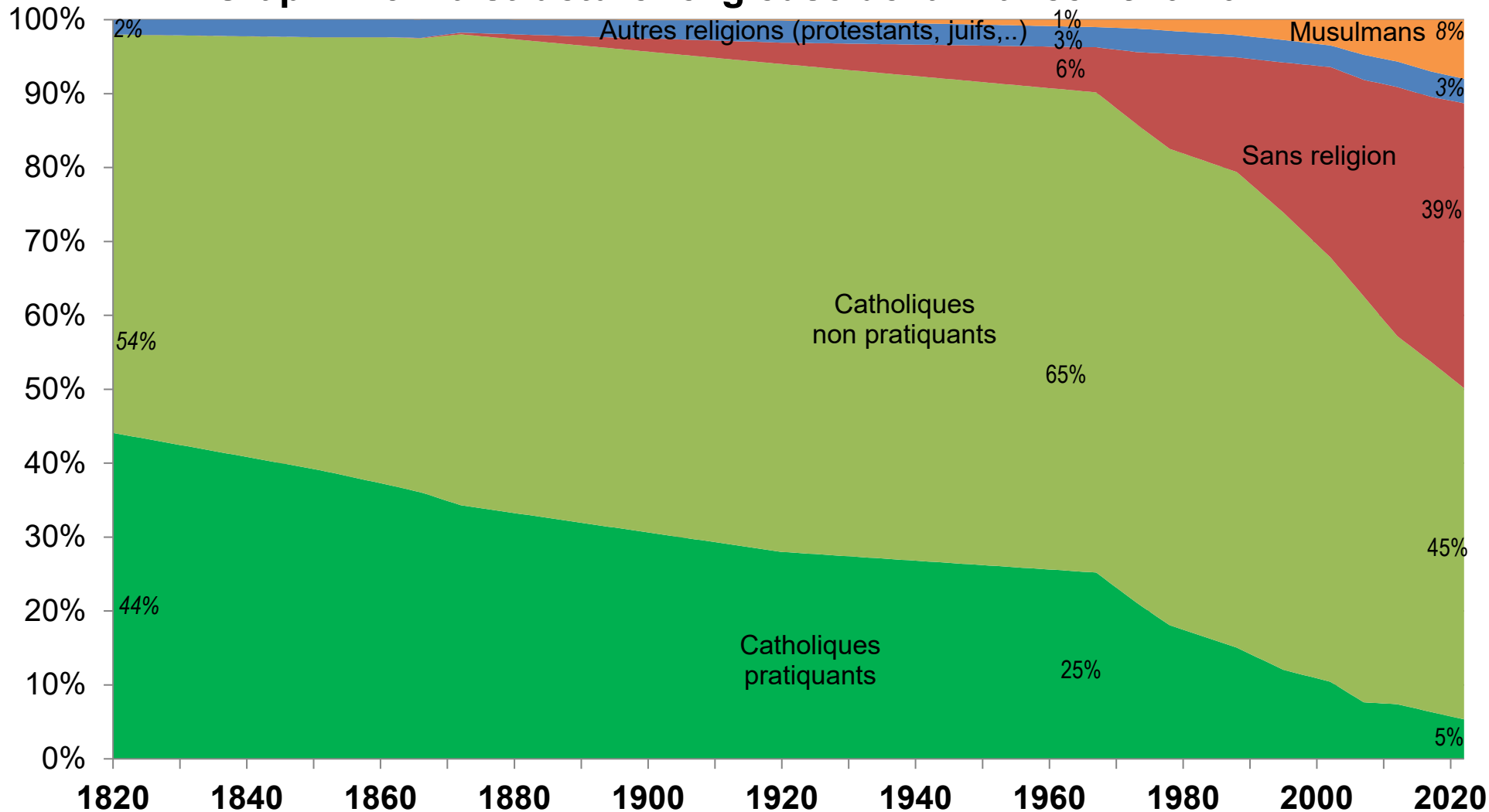
Graph. 4.4. La population étrangère par départements, 1840-2022



Lecture. La proportion de personnes de nationalité étrangère est passée de 1,1% de la population totale en 1851 à 7,4% en 2022. Elle est passé de 3,8 à 12,2% en moyenne au sein des 20 départements avec la plus forte proportion d'étrangers, et de 0,1 à 2,7% au sein des 20 départements avec la plus faible proportion d'étrangers.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

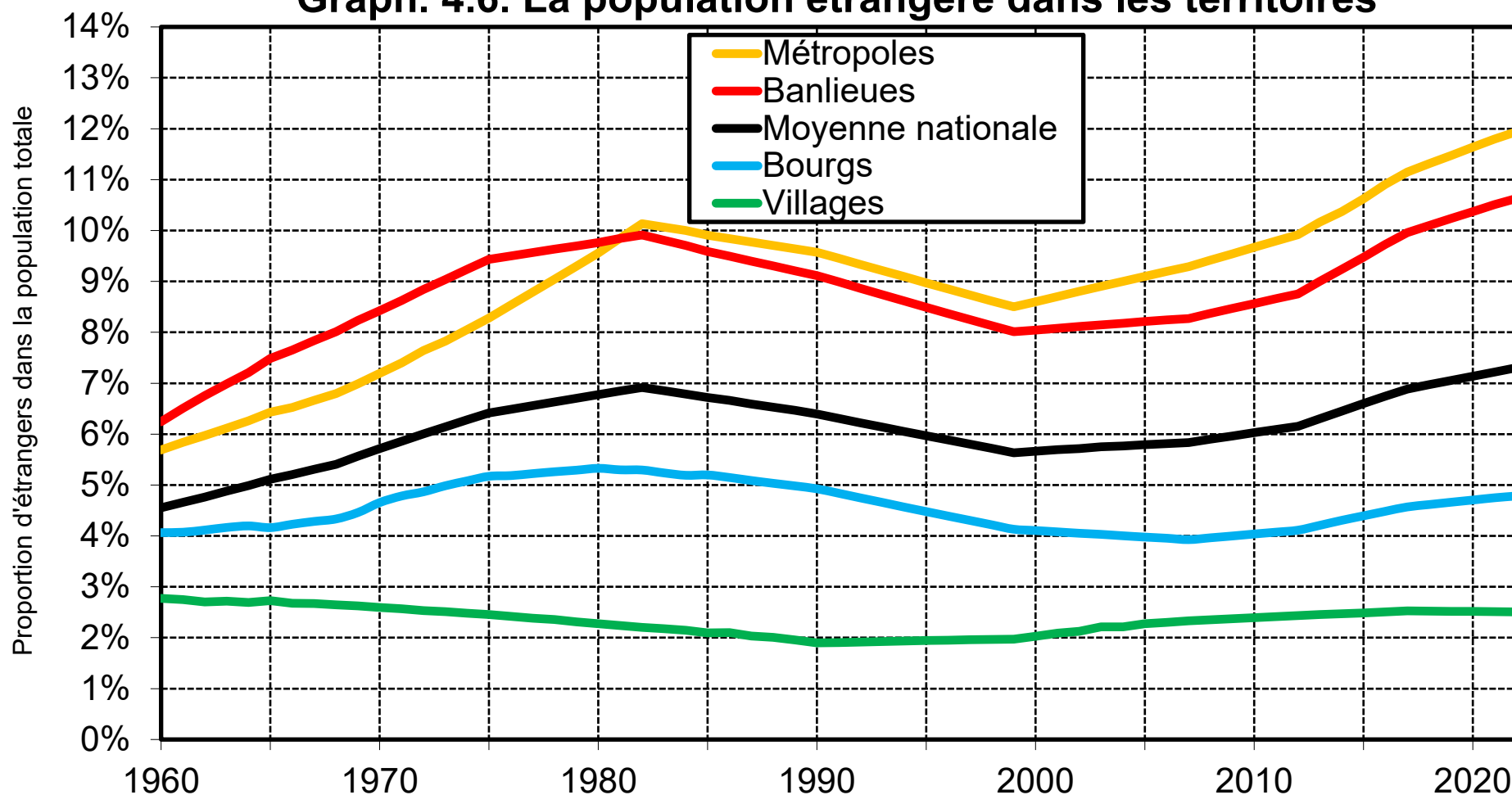
Graph. 4.5. La structure religieuse de la France 1820-2022



Lecture. Entre 1820 et 2022, les catholiques sont passés de 98% à 50% de la population, les personnes se décrivant comme sans religion de 0,1% à 39%, les musulmans de 0,1% à 8%, et les autres religions (essentiellement les protestants et les juifs) sont restés stables autour de 2-3%.

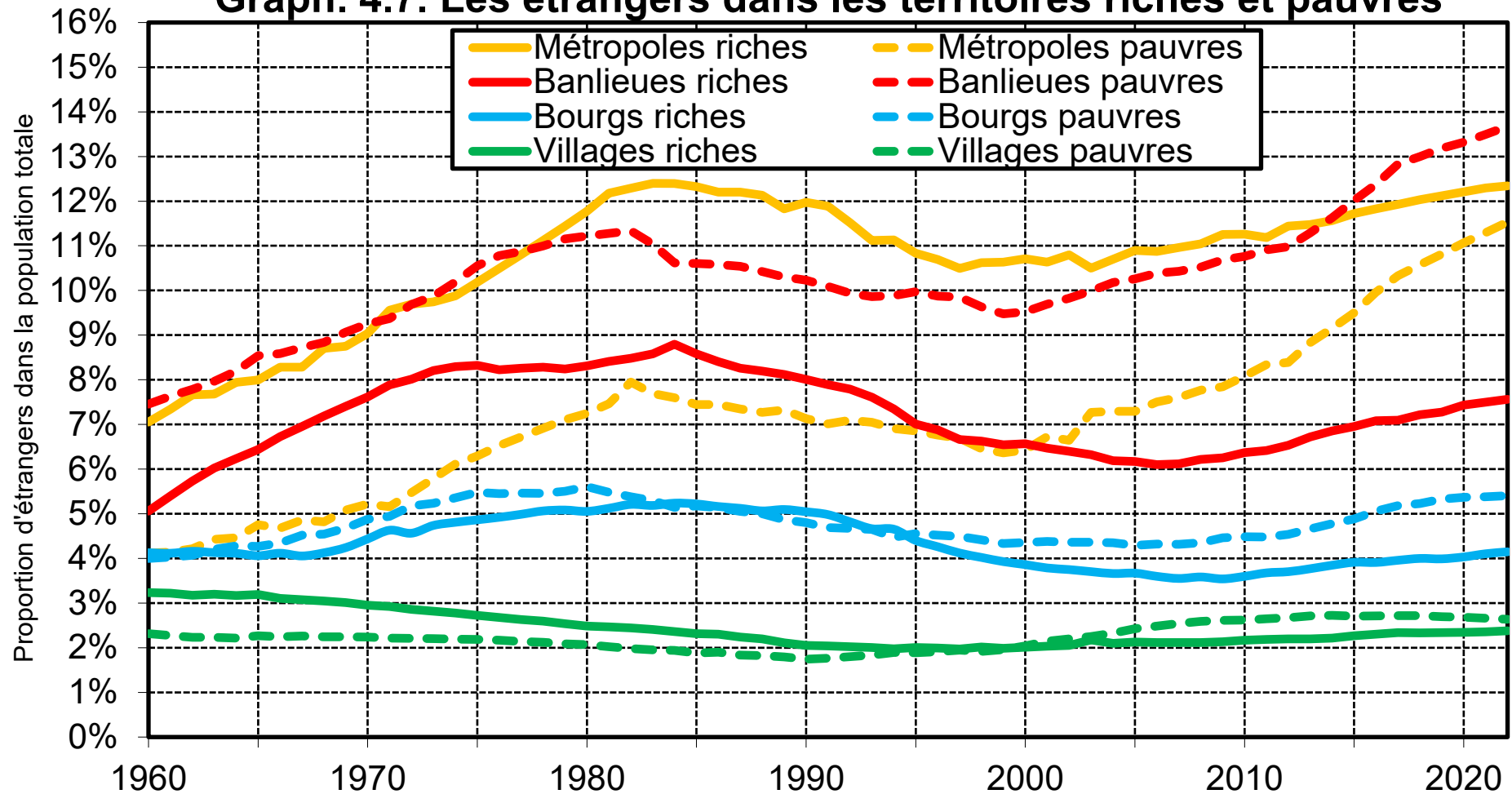
Note. Ces estimations s'appuient sur les enquêtes Boulard sur la pratique religieuse (1820-1960), les recensements par religion (1851-1872) et les enquêtes par sondage (1960-2022). Sont définis comme catholiques pratiquants les catholiques allant à la messe au moins une fois par mois. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.6. La population étrangère dans les territoires



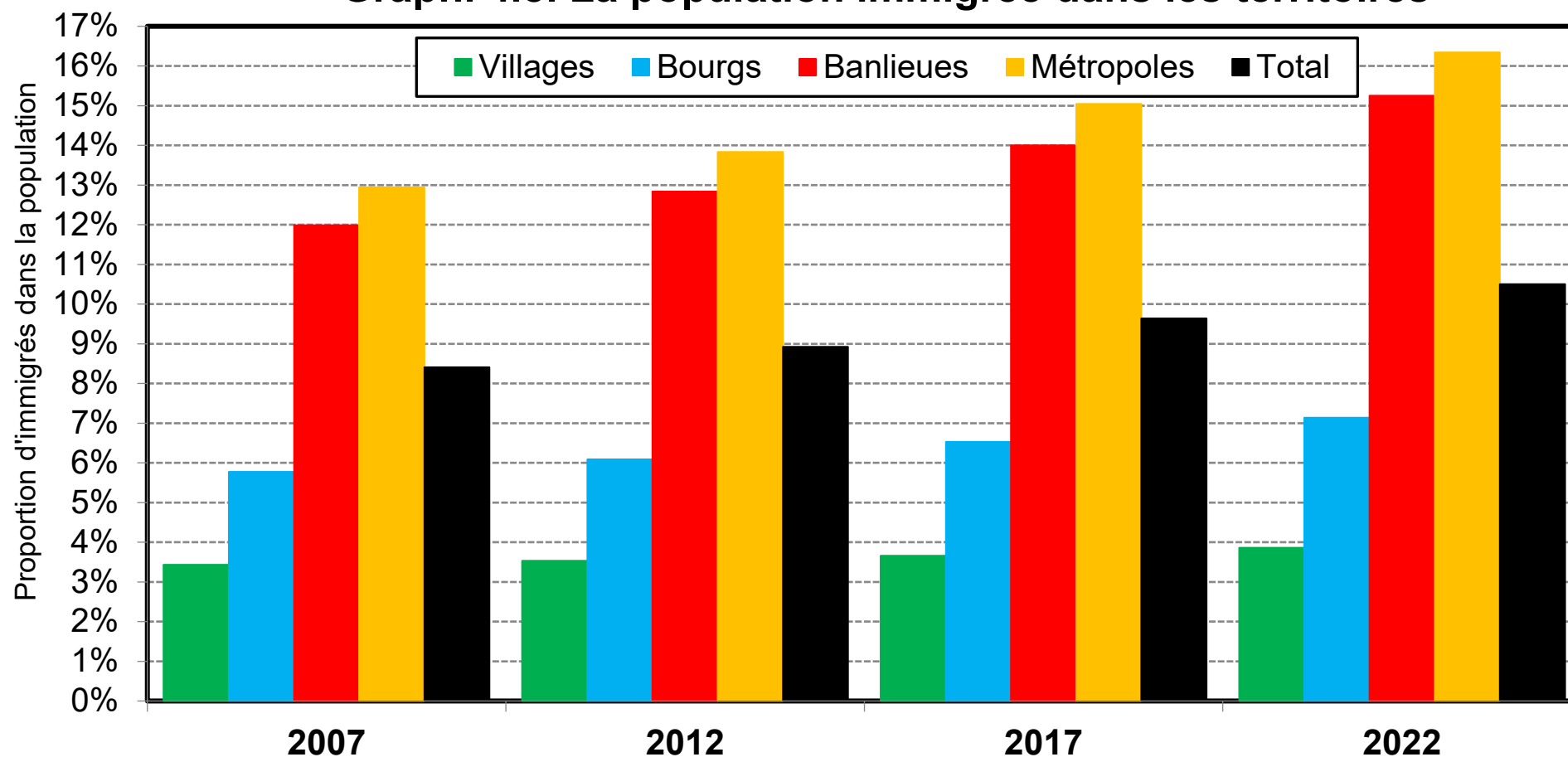
Lecture. La proportion d'étrangers dans la population totale est passée de 4,6% en 1960 à 7,2% en 2022. Elle a toujours été plus forte dans les métropoles et les banlieues que dans les bourgs et les villages, avec un écart en progression. **Note.** La définition des villages, bourgs, banlieues et métropoles est la même que celle introduite dans le chapitre 2 (agglomérations de moins de 2 000h, agglomérations de 2 000 à 100 000h, communes secondaires et principales des agglomérations de plus de 100 000h). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.7. Les étrangers dans les territoires riches et pauvres



Lecture. La proportion d'étrangers a toujours été plus forte dans les métropoles et les banlieues que dans les bourgs et les villages, avec un écart en progression, particulièrement entre les banlieues pauvres (et à un degré moindre les métropoles pauvres) et les bourgs et villages. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

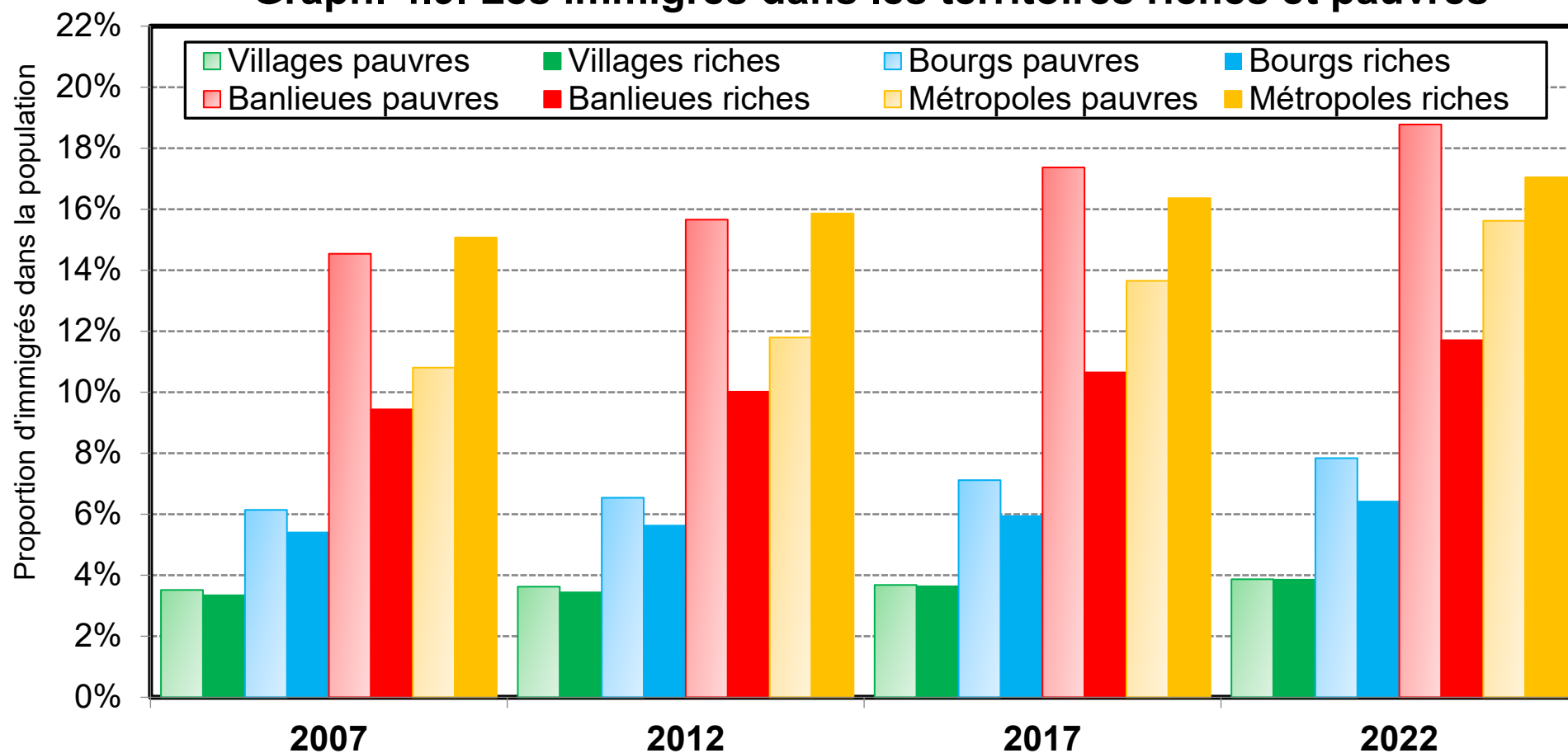
Graph. 4.8. La population immigrée dans les territoires



Lecture. La proportion d'immigrés dans la population totale est passée de 8,4% en 2007 à 10,4% en 2022. Elle a toujours été plus forte dans les métropoles et les banlieues que dans les bourgs et les villages, avec un écart en progression au cours du temps.

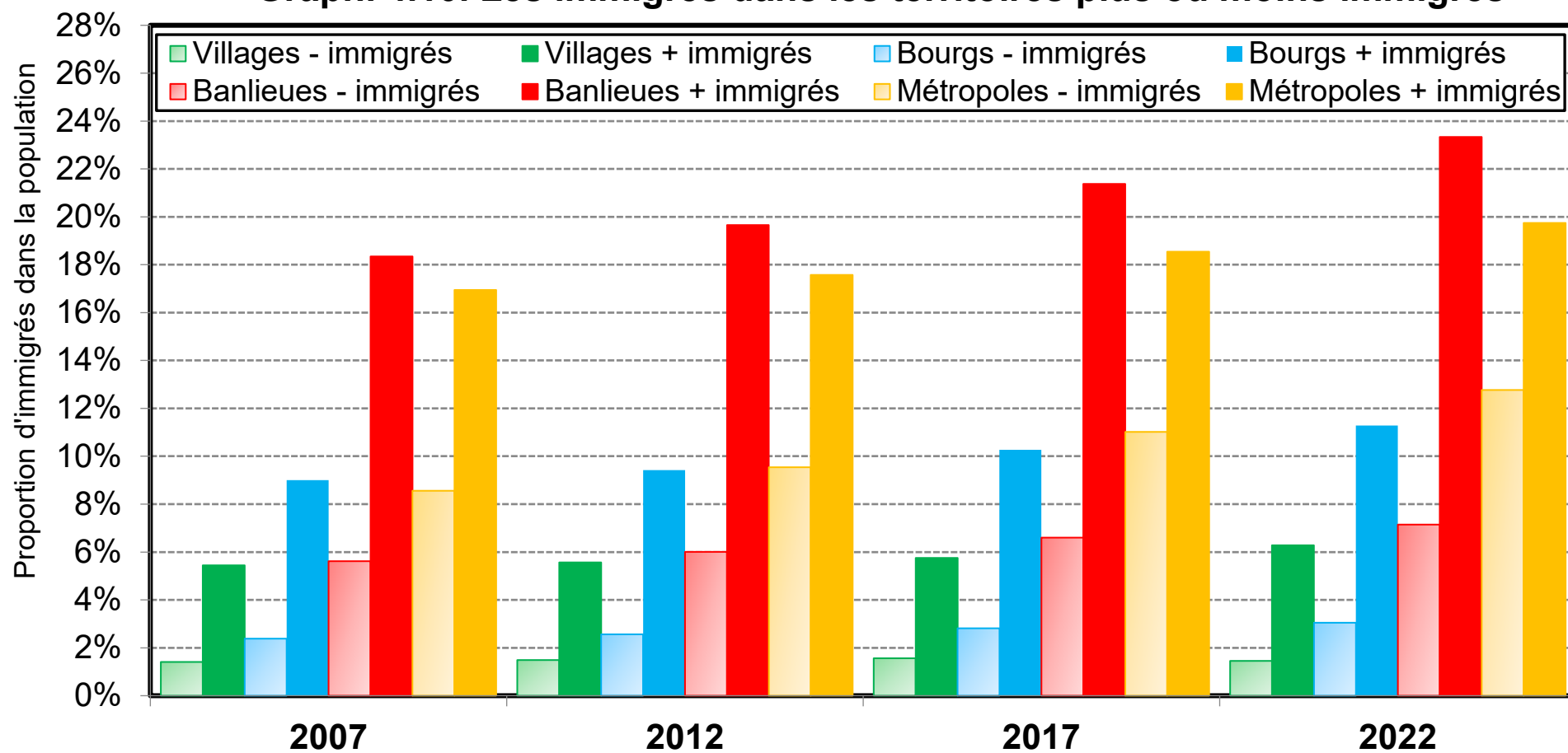
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.9. Les immigrés dans les territoires riches et pauvres



Lecture. La proportion d'immigrés dans la population totale est passée de 8,4% en 2007 à 10,4% en 2022. Elle a toujours été plus forte dans les métropoles et les banlieues que dans les bourgs et les villages, avec un écart en progression au cours du temps, particulièrement entre les banlieues pauvres (les 50% les plus pauvres en termes de revenu) et les bourgs et les villages pauvres ou riches (définis de la même façon). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

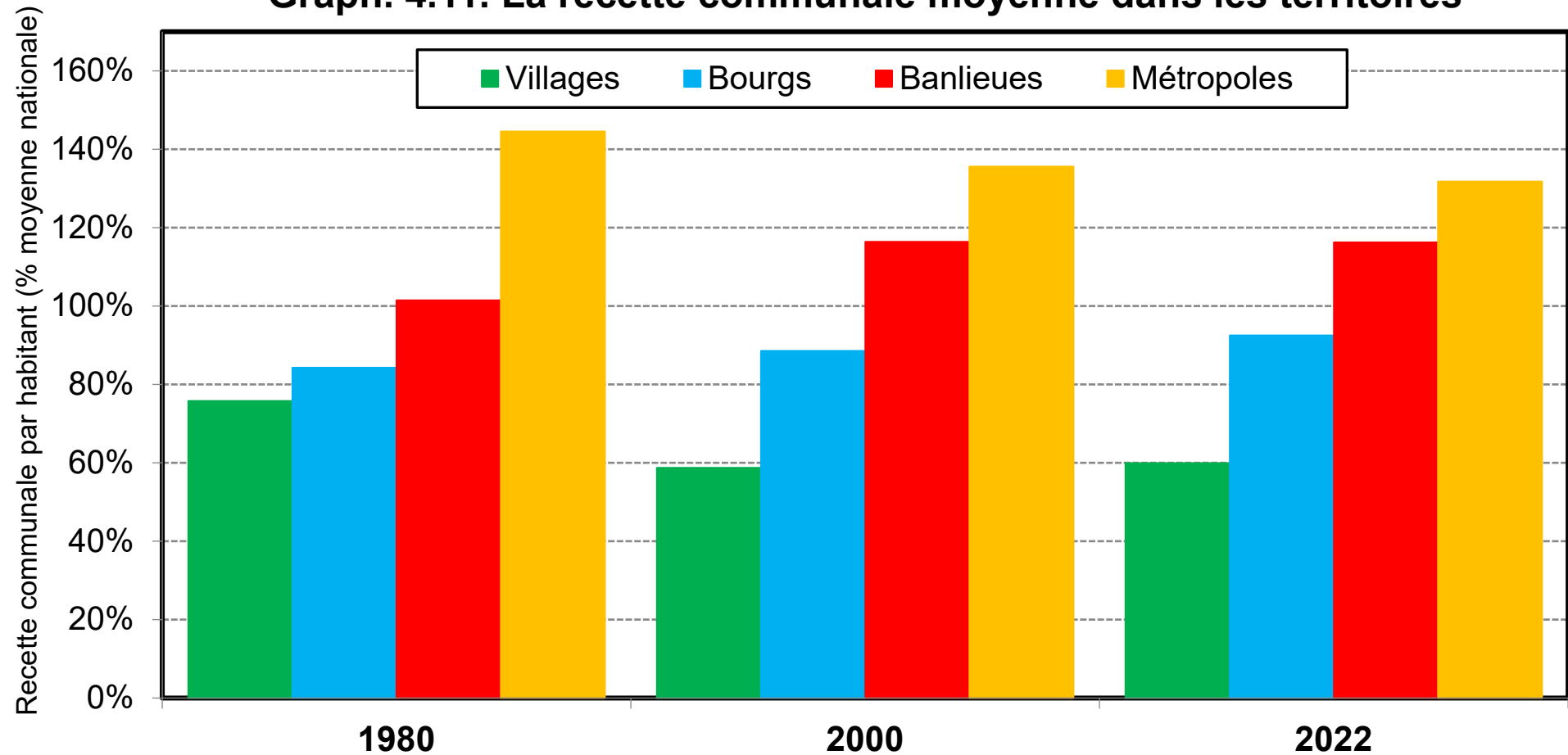
Graph. 4.10. Les immigrés dans les territoires plus ou moins immigrés



Lecture. L'écart entre la proportion d'immigrés au sein des 50% des banlieues comprenant le plus ou le moins d'immigrés a toujours été plus fort que les écarts correspondants pour les villages, les bourgs et les métropoles.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

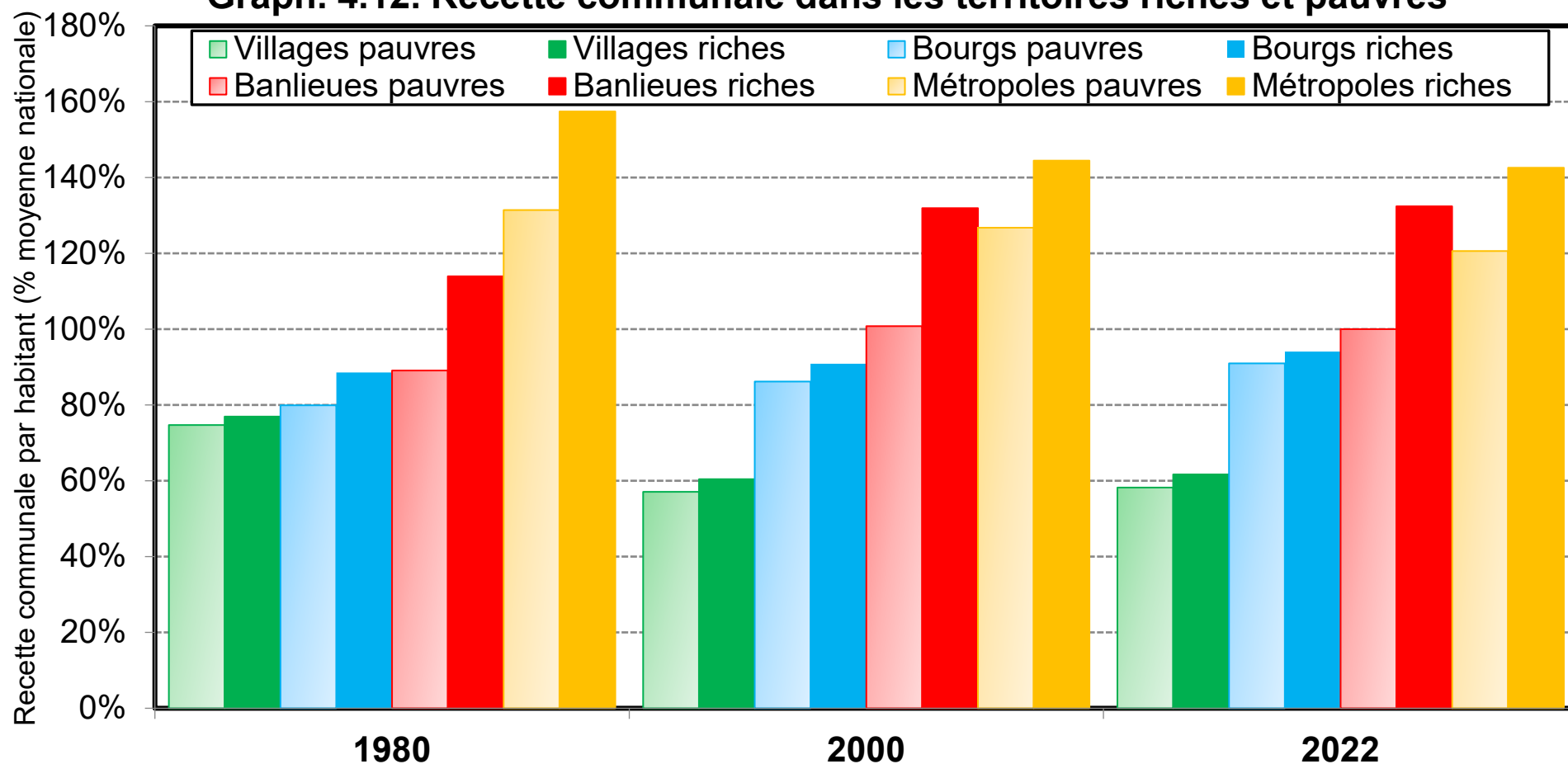
Graph. 4.11. La recette communale moyenne dans les territoires



Lecture. Entre 1980 et 2022, la recette communale par habitant issue des principaux impôts locaux (taxe foncière et taxe d'habitation) est toujours plus élevée dans les métropoles, suivies des banlieues, puis des bourgs et des villages.

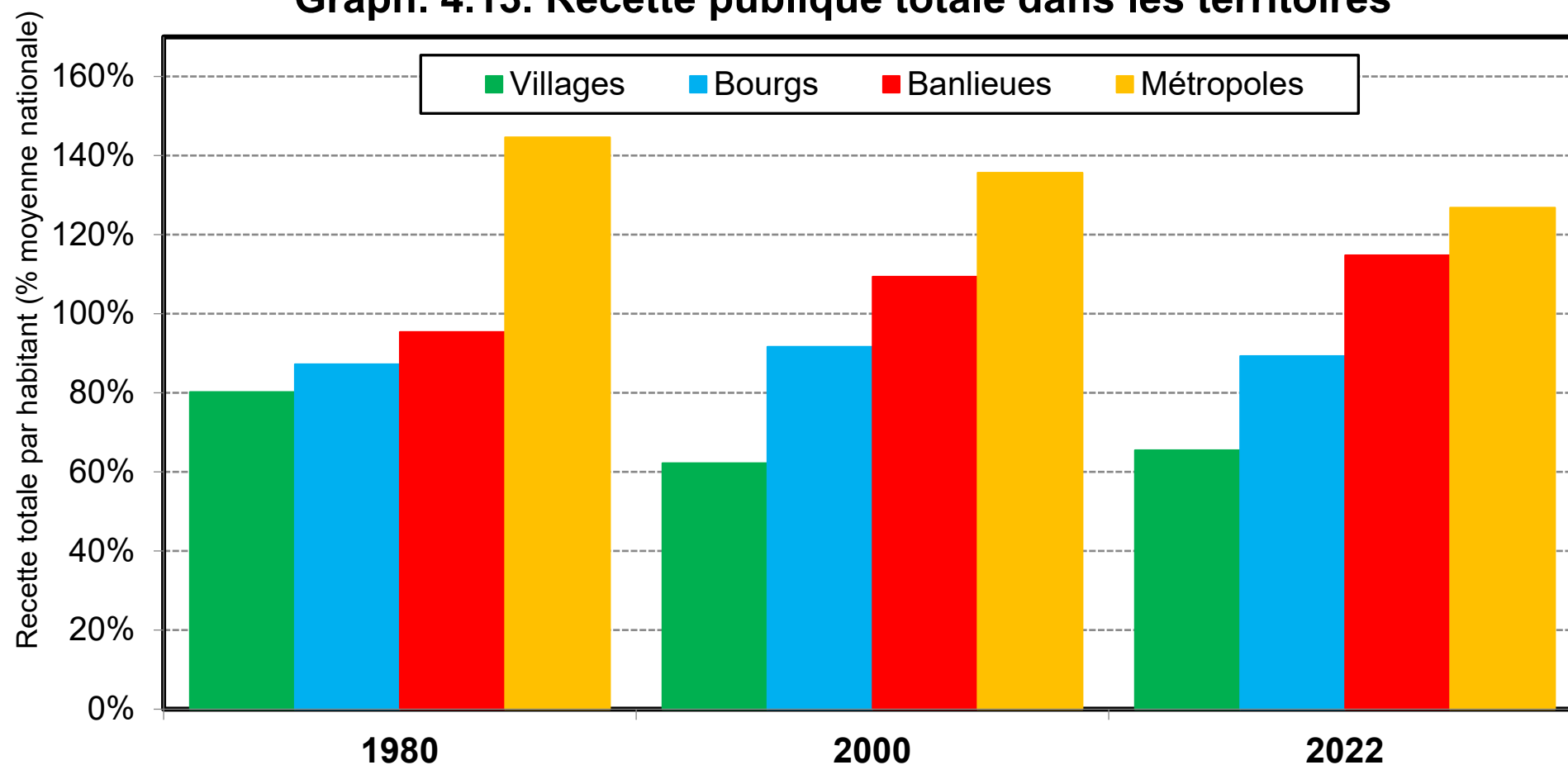
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.12. Recette communale dans les territoires riches et pauvres



Lecture. Entre 1980 et 2022, la recette communale par habitant issue des principaux impôts locaux (taxe foncière et d'habitation) est toujours plus élevée dans les métropoles, suivies des banlieues, puis des bourgs et des villages. Au cours de la période, les banlieues riches (définies comme les 50% des banlieues avec le capital immobilier par habitant le plus élevé) ont creusé l'écart avec les banlieues pauvres et se sont rapprochées des métropoles riches. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

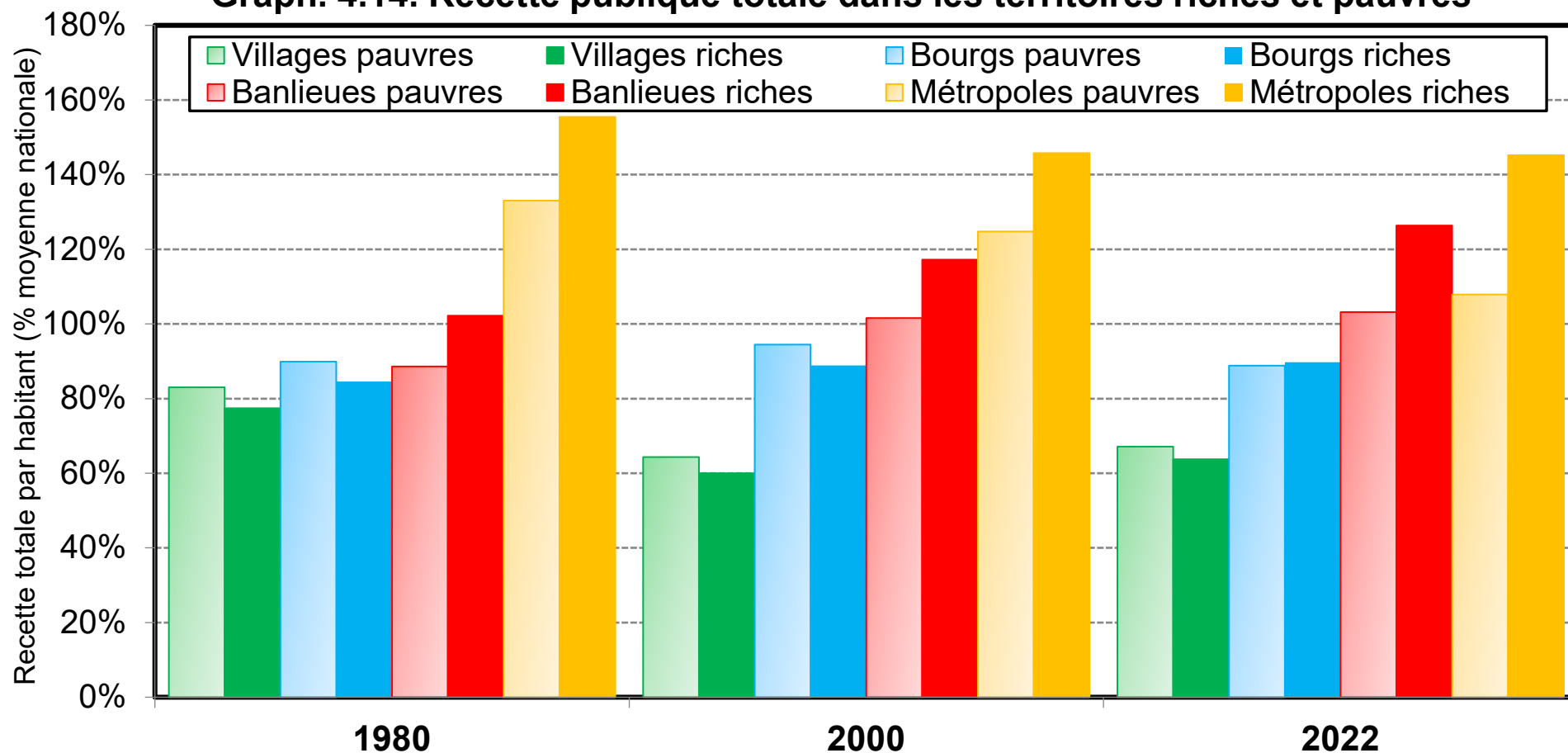
Graph. 4.13. Recette publique totale dans les territoires



Lecture. Entre 1980 et 2022, la recette totale par habitant (toutes recettes confondues, y compris dotation de l'Etat) est toujours plus élevée dans les métropoles, suivies des banlieues, puis des bourgs et des villages.

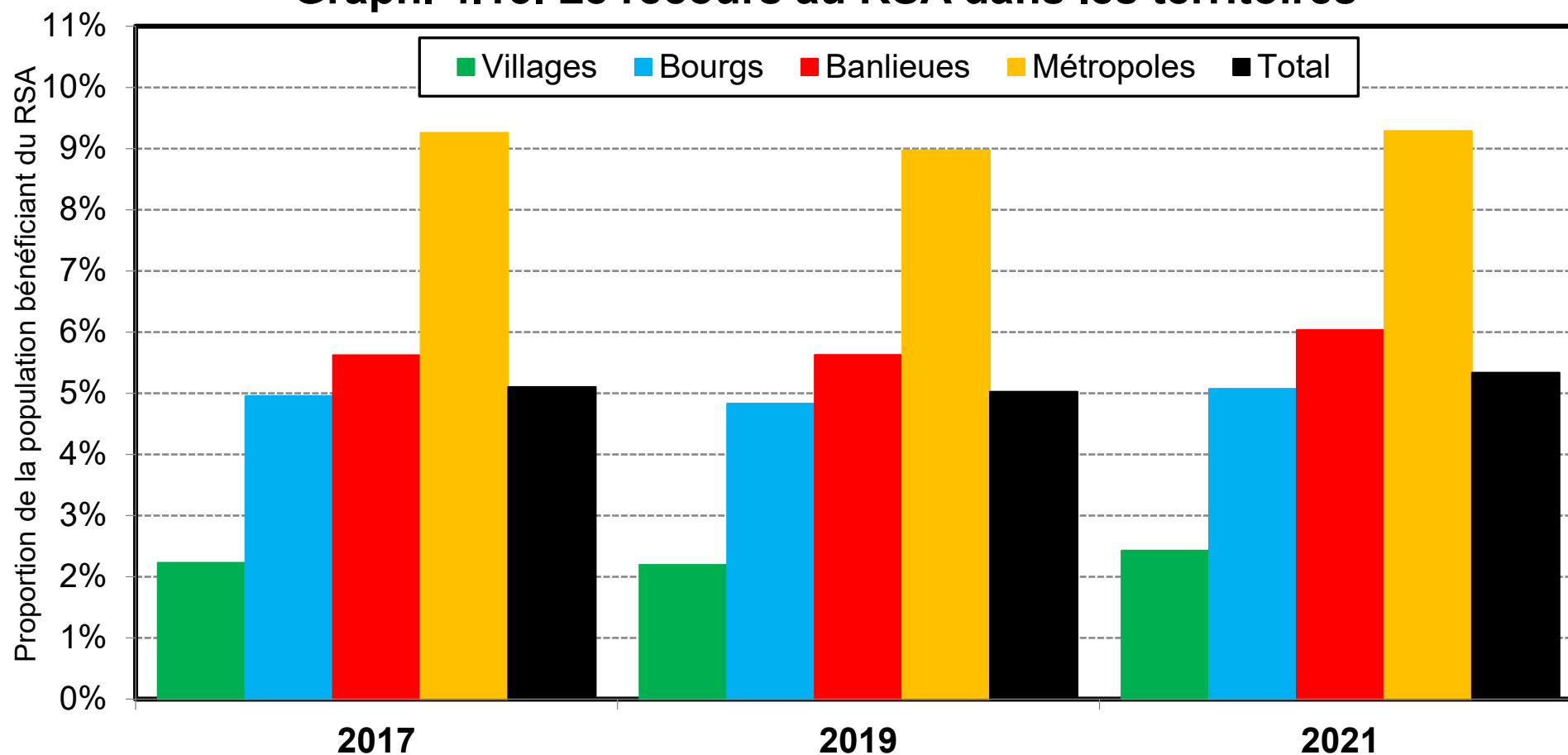
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.14. Recette publique totale dans les territoires riches et pauvres



Lecture. Entre 1980 et 2022, la recette totale par habitant (toutes recettes confondues, y compris dotation de l'Etat) est toujours plus élevée dans les métropoles, suivies des banlieues, puis des bourgs et des villages. Au cours de la période, les banlieues riches (définies comme les 50% des banlieues avec le capital immobilier par habitant le plus élevé) ont creusé l'écart avec les banlieues pauvres et se sont rapprochées des métropoles riches. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

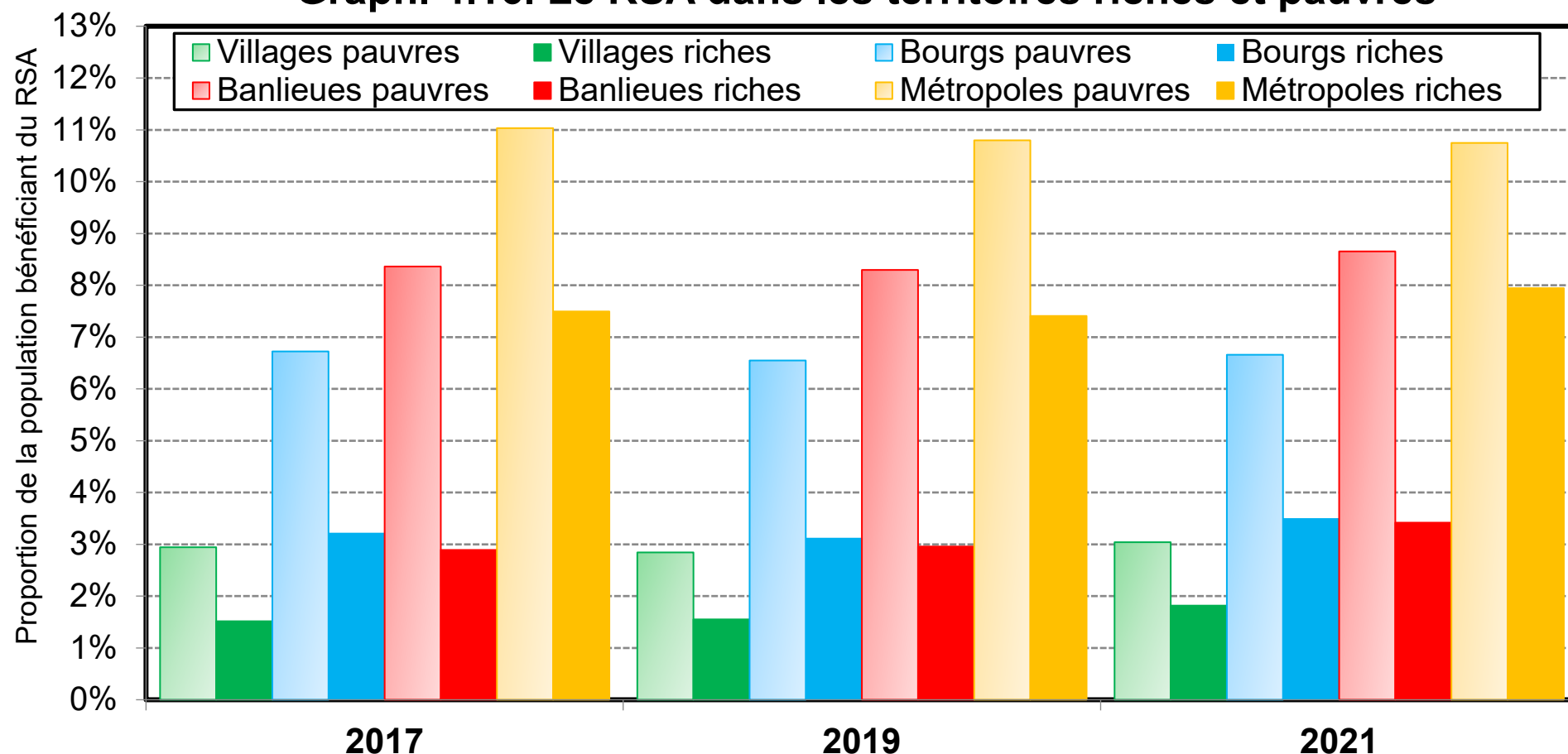
Graph. 4.15. Le recours au RSA dans les territoires



Lecture. La proportion de la population bénéficiant du RSA (définie comme le nombre de personnes vivant dans les foyers allocataires du RSA divisé par la population totale) est passée de 5,1% en 2017 à 5,0% en 2019 et 5,3% en 2021. Cette proportion a toujours été plus forte dans les métropoles, suivies des banlieues, puis des bourgs et des villages.

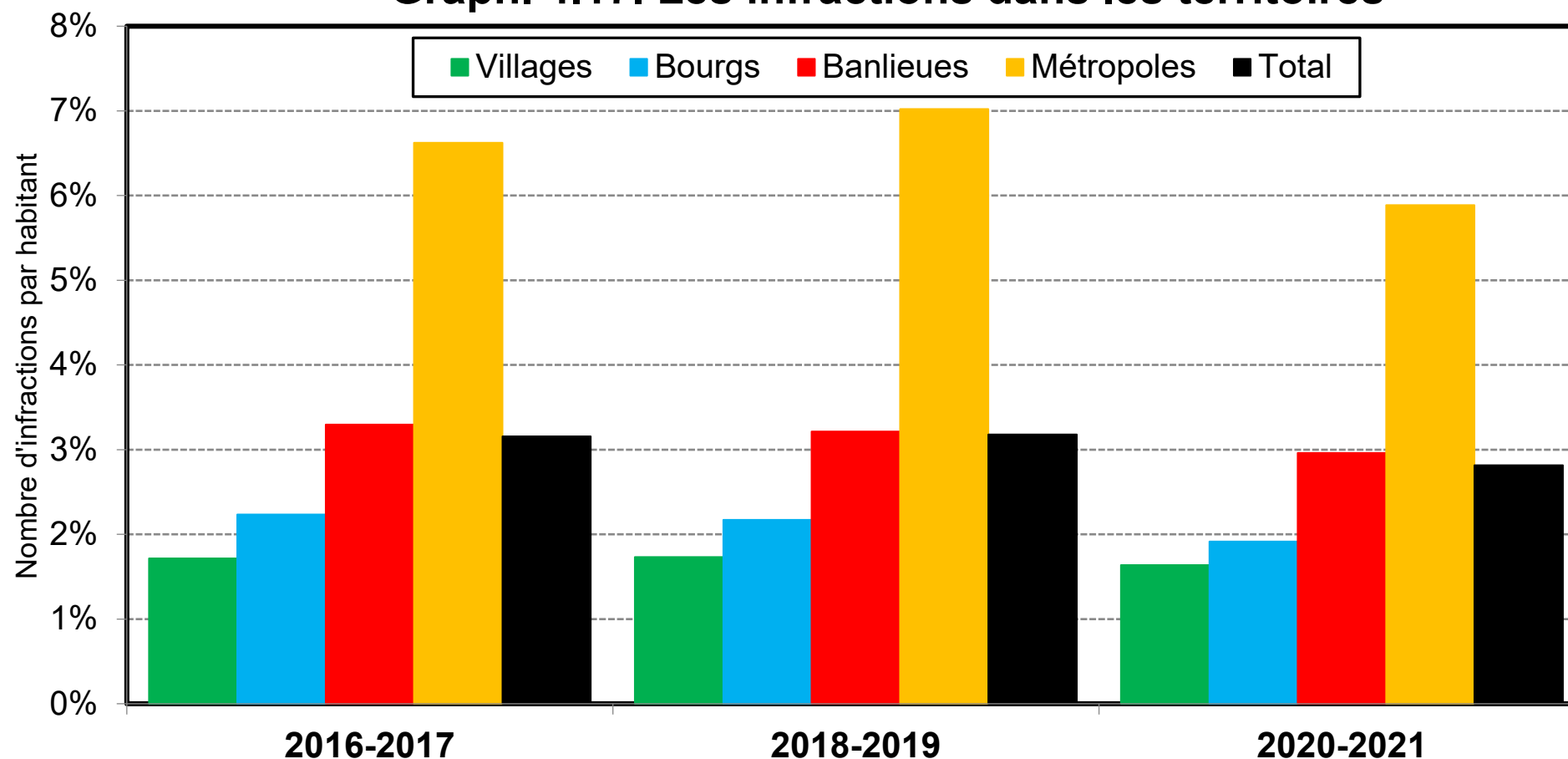
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.16. Le RSA dans les territoires riches et pauvres



Lecture. La proportion de la population bénéficiant du RSA (définie comme le nombre de personnes vivant dans les foyers allocataires du RSA divisé par la population totale) est passée de 5,1% en 2017 à 5,0% en 2019 et 5,3% en 2021. Cette proportion a toujours été plus forte dans les métropoles pauvres, suivies des banlieues pauvres, puis des métropoles riches.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

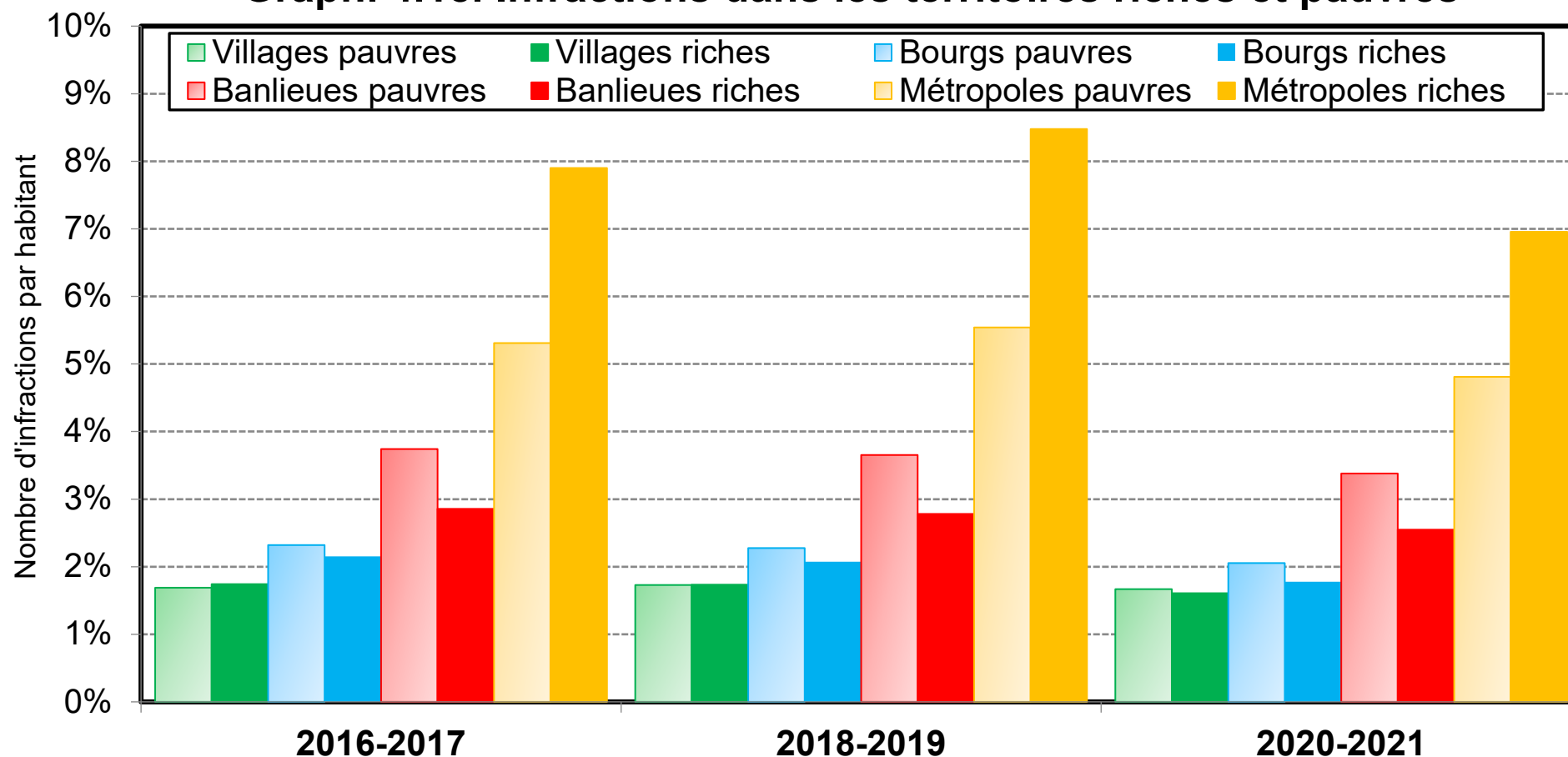
Graph. 4.17. Les infractions dans les territoires



Lecture. Le nombre annuel d'infractions (tous crimes et délits confondus) enregistrées par la police, exprimé en pourcentage de la population, est passé de 3,1% en 2016-2017 à 3,2% en 2018-2019 et 2,8% en 2020-2021 (cette dernière baisse en partie par le Covid). Ce taux d'infraction a toujours été plus fort dans les métropoles, suivies des banlieues, puis des bourgs et des villages.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 4.18. Infractions dans les territoires riches et pauvres

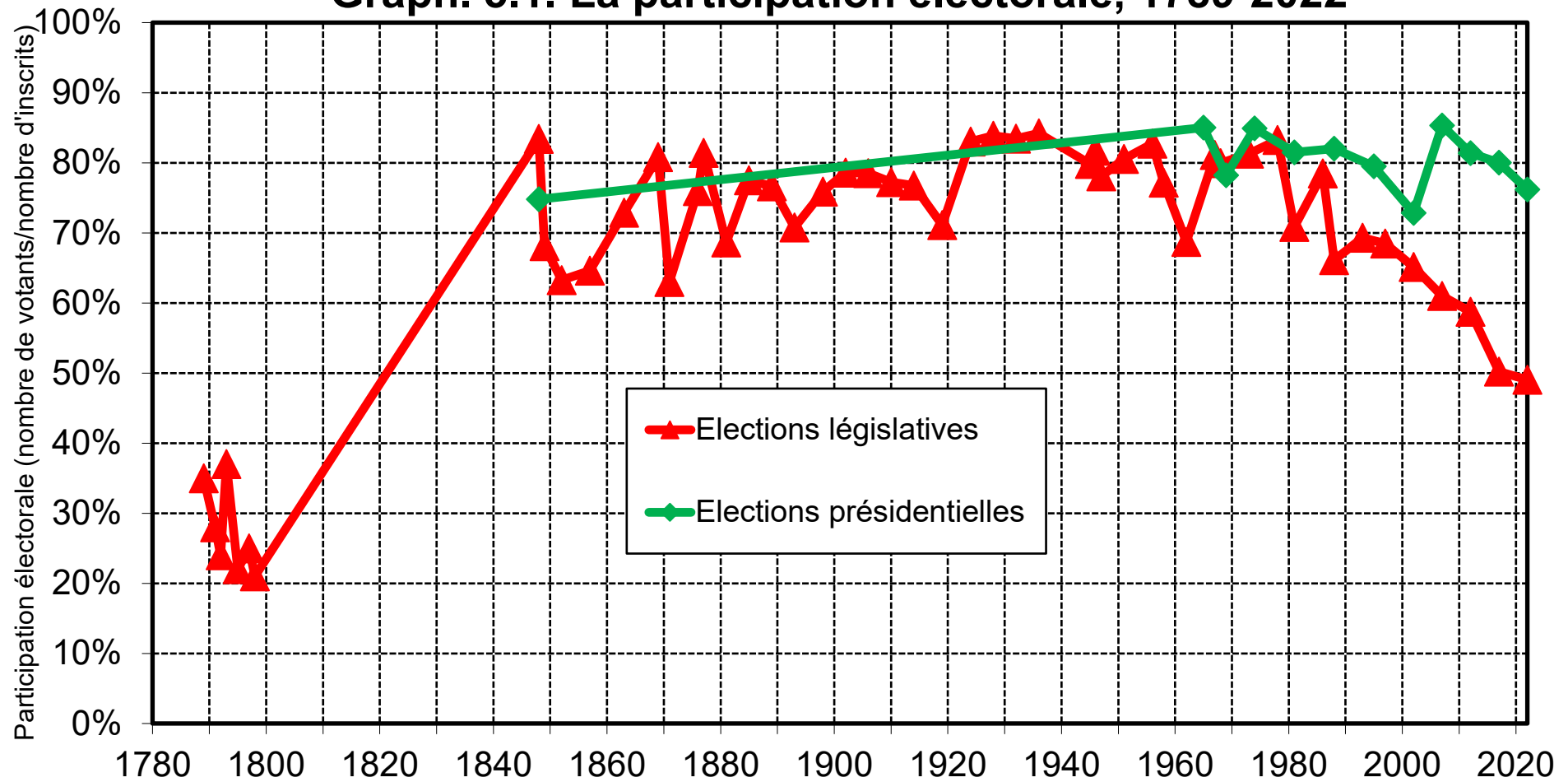


Lecture. Le taux d'infraction (c'est-à-dire le nombre total d'infractions enregistrées par la police, tous crimes et délits confondus, exprimé en proportion de la population) a toujours été plus fort dans les métropoles (notamment dans les métropoles riches, ici définies comme les 50% les plus riches), suivies des banlieues (particulièrement les banlieues pauvres), puis des bourgs et des villages (où la richesse fait peu de différence). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Roadmap of the lectures

1. Classes et territoires : Les **inégalités socio-spatiales** en France depuis la Révolution.
2. Essor et déclin de la mobilisation démocratique : La **participation électorale** en France, 1789-2022.
3. Entre bipolarisation et tripartition : Deux siècles d'**élections législatives** en France.
4. Entre démocratie représentative et démocratie directe : Les clivages politiques dans les **scrutins présidentiels et référendaires**.

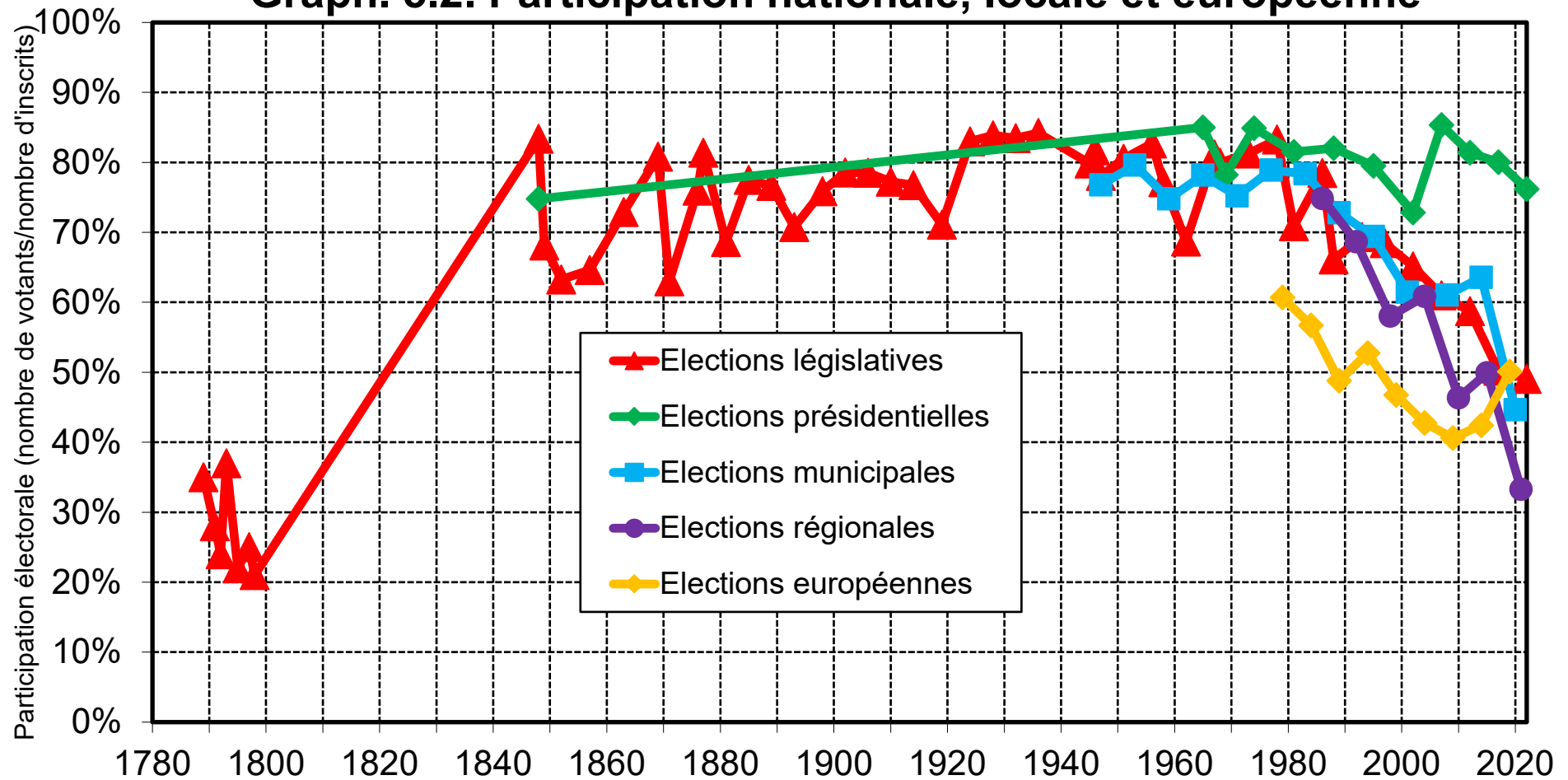
Graph. 5.1. La participation électorale, 1789-2022



Lecture. La participation aux élections législatives se situe autour de 30-40% sous la Révolution (scrutin indirect). Avec la mise en place du scrutin direct, elle oscille autour de 70-80% de 1848 jusqu'aux années 1980-1990, avant de s'abaisser nettement depuis 2000 et de passer au-dessous de 50% en 2022. La participation aux élections présidentielles se situe autour de 70-80% en 1848 comme de 1965 à 2022.

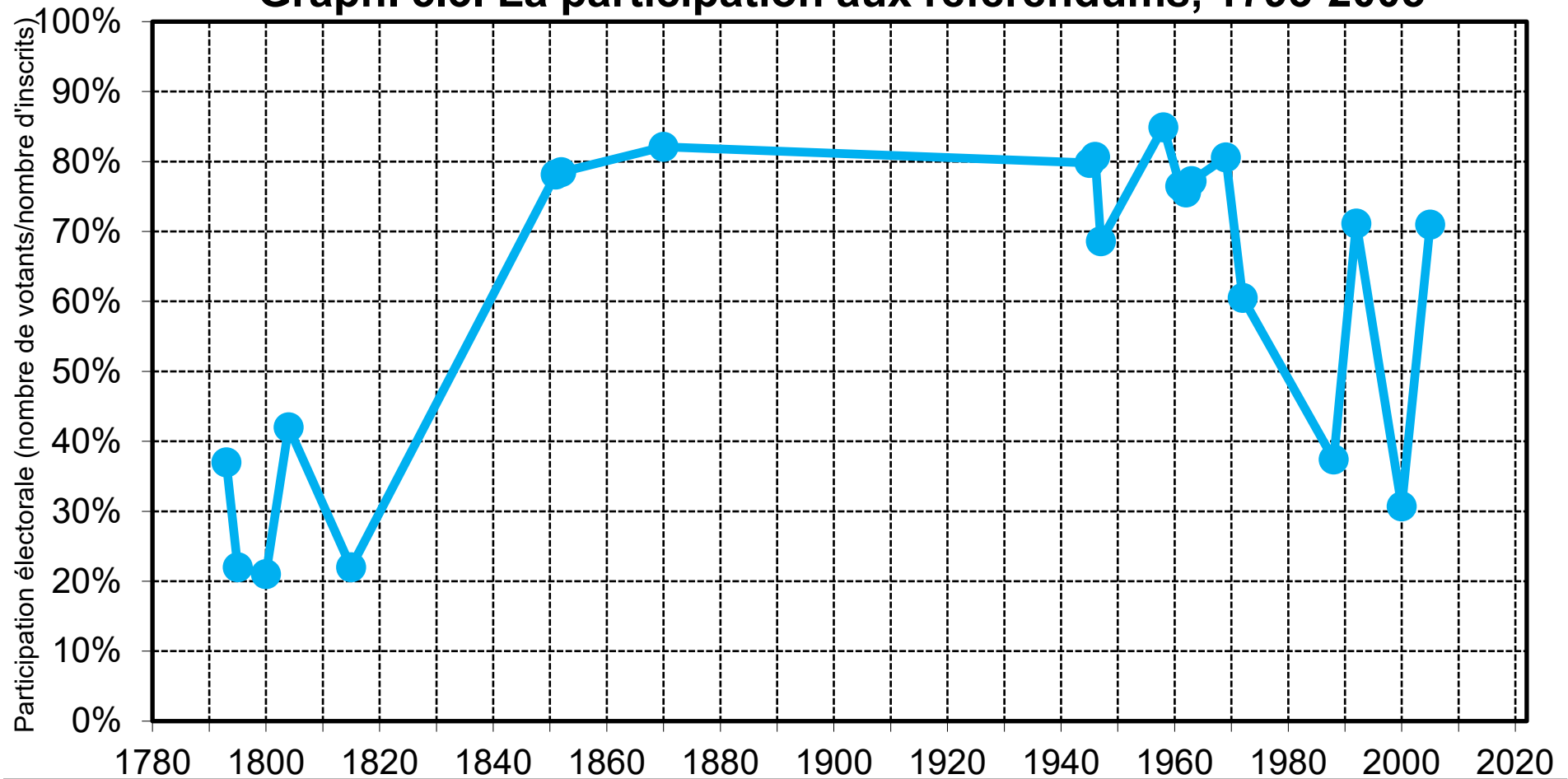
Note. La participation indiquée ici est toujours celle en France métropolitaine au 1^{er} tour. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 5.2. Participation nationale, locale et européenne



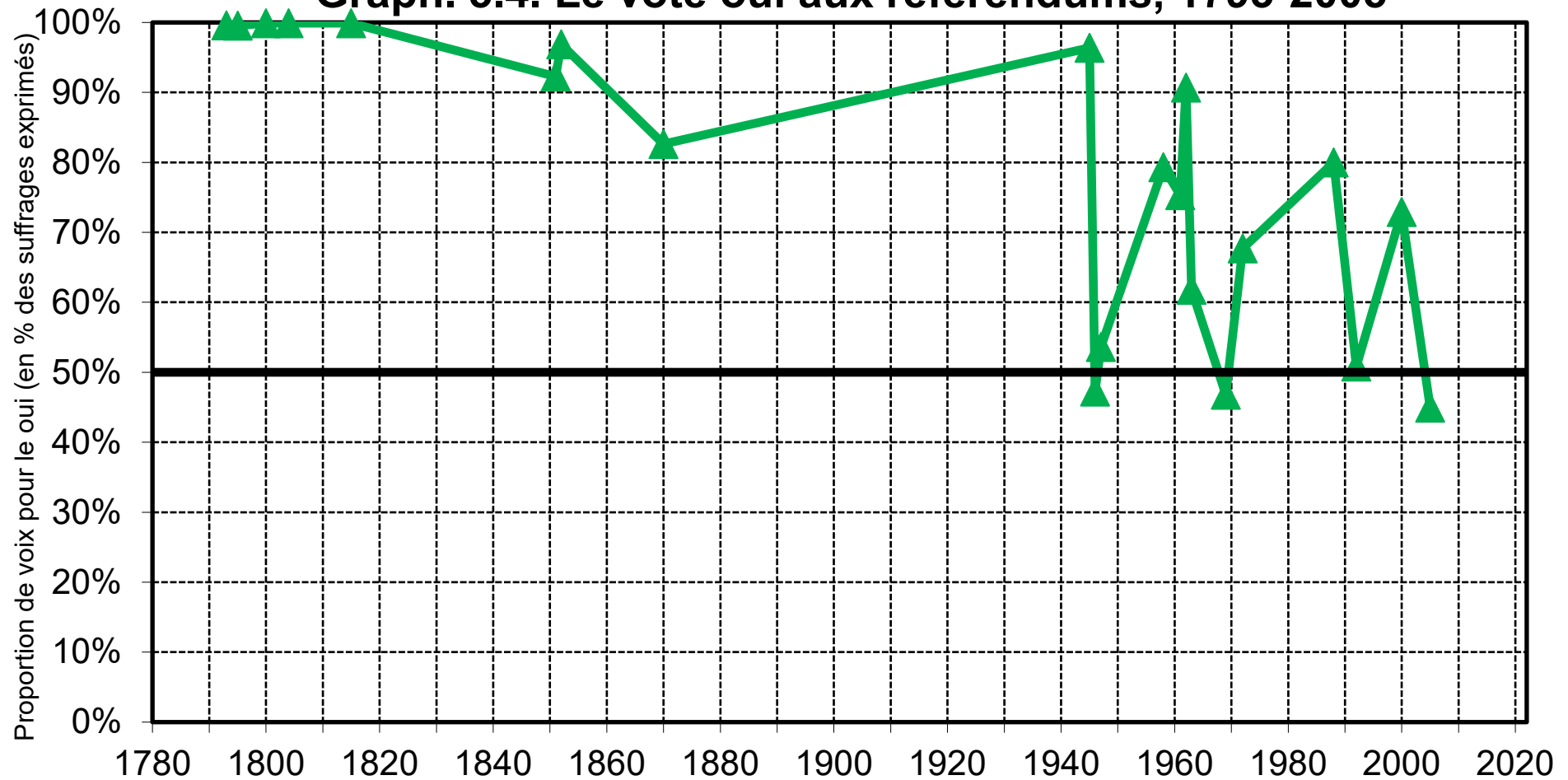
Lecture. La participation aux élections municipales et régionales a suivi approximativement la même baisse que la participation aux législatives au cours des dernières décennies : elle est passée de 70-80% dans les années 1980 à environ 40-50% au début des années 2020. La participation aux européennes a toujours été assez faible depuis leur introduction en 1979 mais est remontée légèrement en 2019.
Note. La participation indiquée ici est toujours celle observée en France métropolitaine au 1^{er} tour. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 5.3. La participation aux référendums, 1793-2005



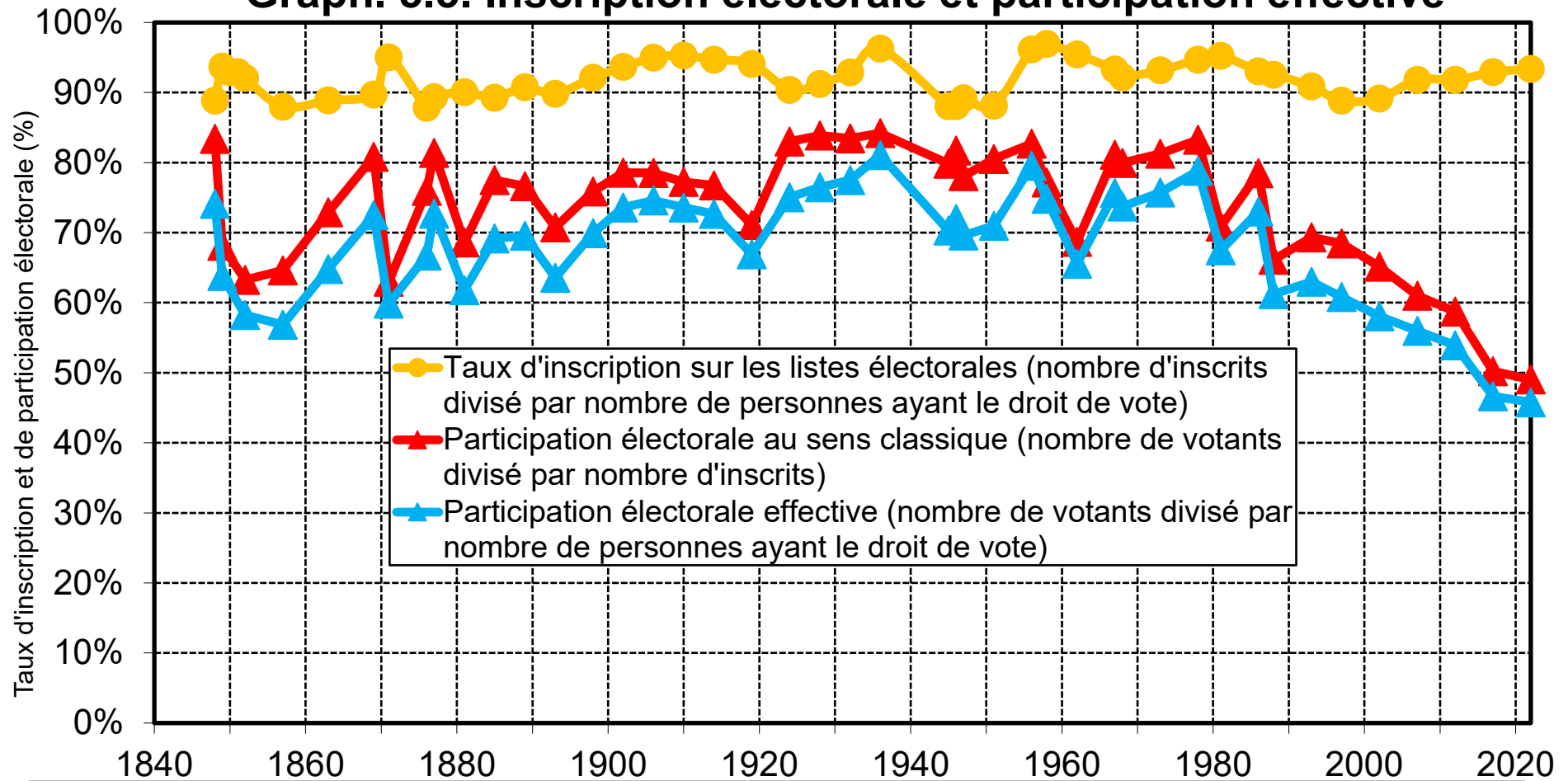
Lecture. On peut distinguer quatre phases dans l'histoire des référendums en France : la Révolution (constitutions de 1793 et 1795, référendums de 1800, 1804, 1815), avec des participations de 20-40% ; le Second Empire (référendums de 1851, 1852, 1870) ; la Libération et le gaullisme (référendums de 1945-1946, 1958, 1961, 1962, 1969), avec des participations de 70-80% ; et la période post-gaulliste, avec des participations variables : plus de 70% pour les référendums européens de 1992 et 2005, à peine 60% pour celui sur le Royaume-Uni (1972) et 30-40% pour la Nouvelle-Calédonie (1988) et le quinquennat (2000). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 5.4. Le vote oui aux référendums, 1793-2005



Lecture. Le score obtenu par le oui dépasse les 99% lors des référendums de la période révolutionnaire (avec à peine 0,5% de non en 1793 et 1795 et moins de 0,1% de non en 1800, 1804 et 1815) et se situe autour de 80-95% lors des référendums menés sous le Second Empire (1851, 1852 et 1870). A l'inverse, les référendums menés depuis 1945 ont souvent conduit à des scores beaucoup plus serrés ou même à des défaites pour le oui (47% pour le oui en 1946 lors du premier référendum sur la constitution, 54% lors du second ; 47% pour le oui lors du référendum de 1969 ; 51% et 45% lors des référendums de 1992 et 2005). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

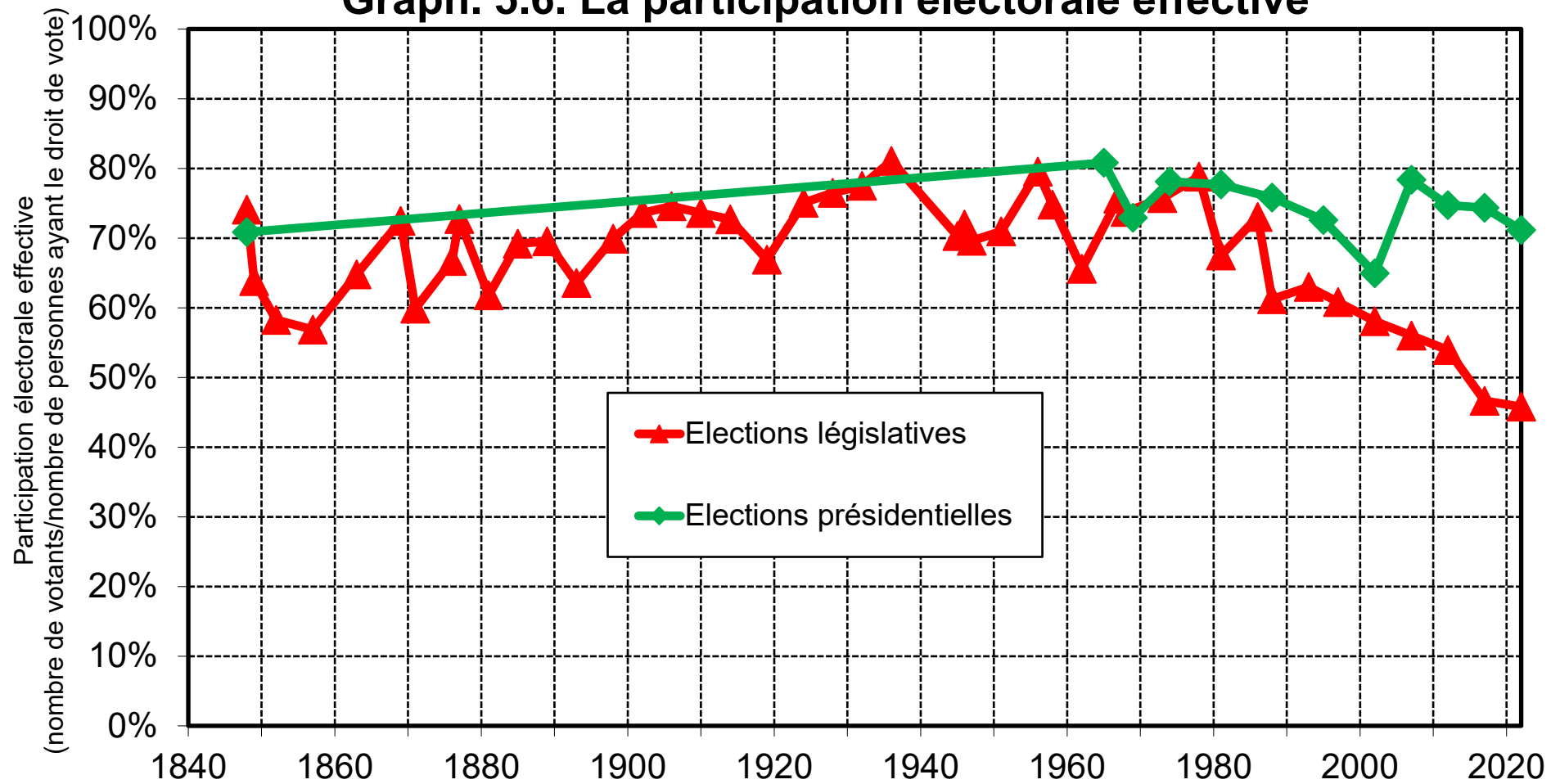
Graph. 5.5. Inscription électorale et participation effective



Lecture. Le taux d'inscription sur les listes électorales, c'est-à-dire le nombre d'inscrits divisé par le nombre de personnes ayant le droit de vote, s'est généralement situé autour de 90% en France métropolitaine depuis 1848 jusqu'au début du 21^e siècle. Par conséquent, la participation électorale effective (nombre de votants divisé par nombres de personnes ayant le droit de vote) a toujours été environ 10% plus faible que la participation électorale au sens classique (nombre de votants divisé par nombre d'inscrits).

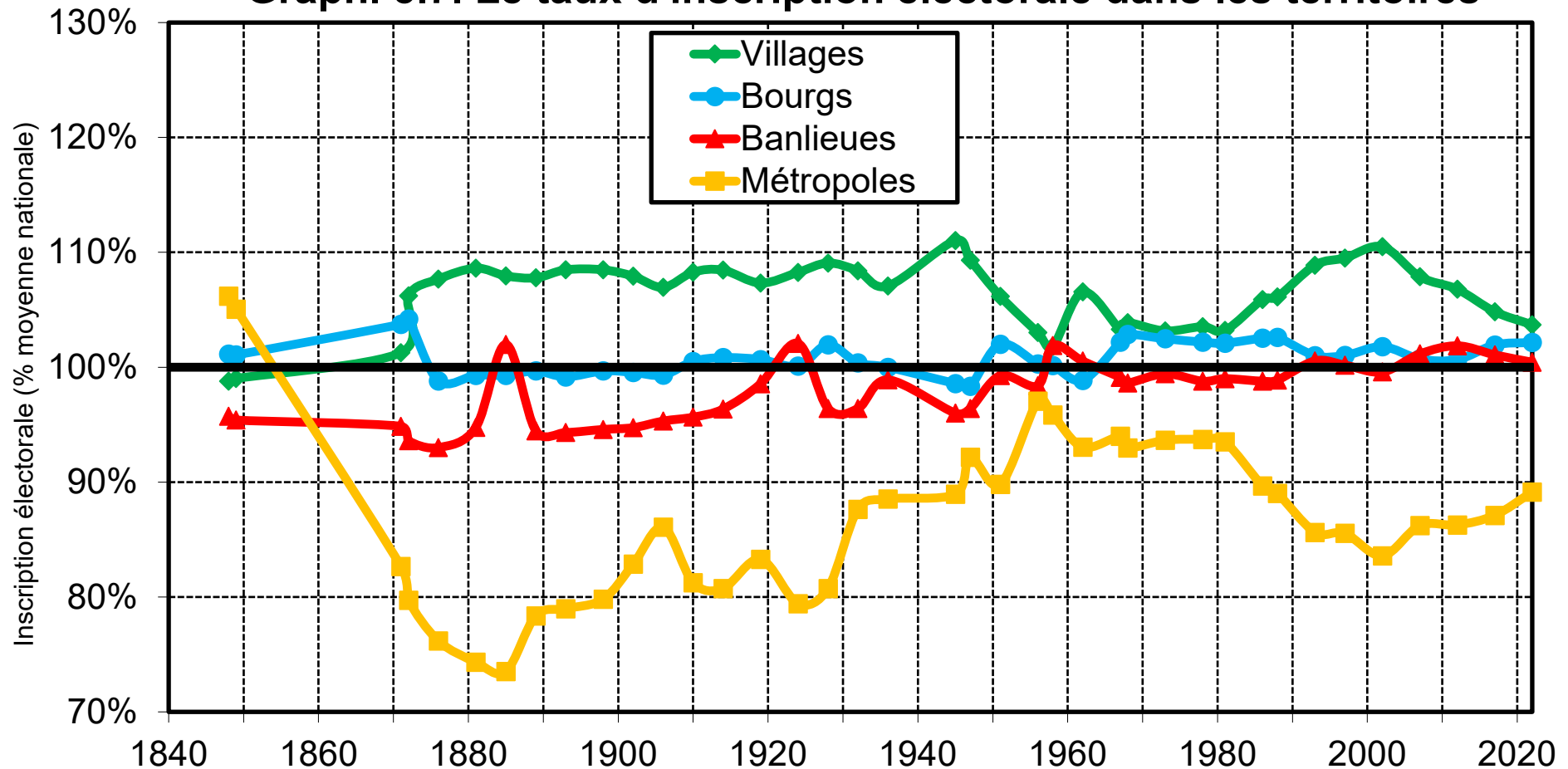
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 5.6. La participation électorale effective



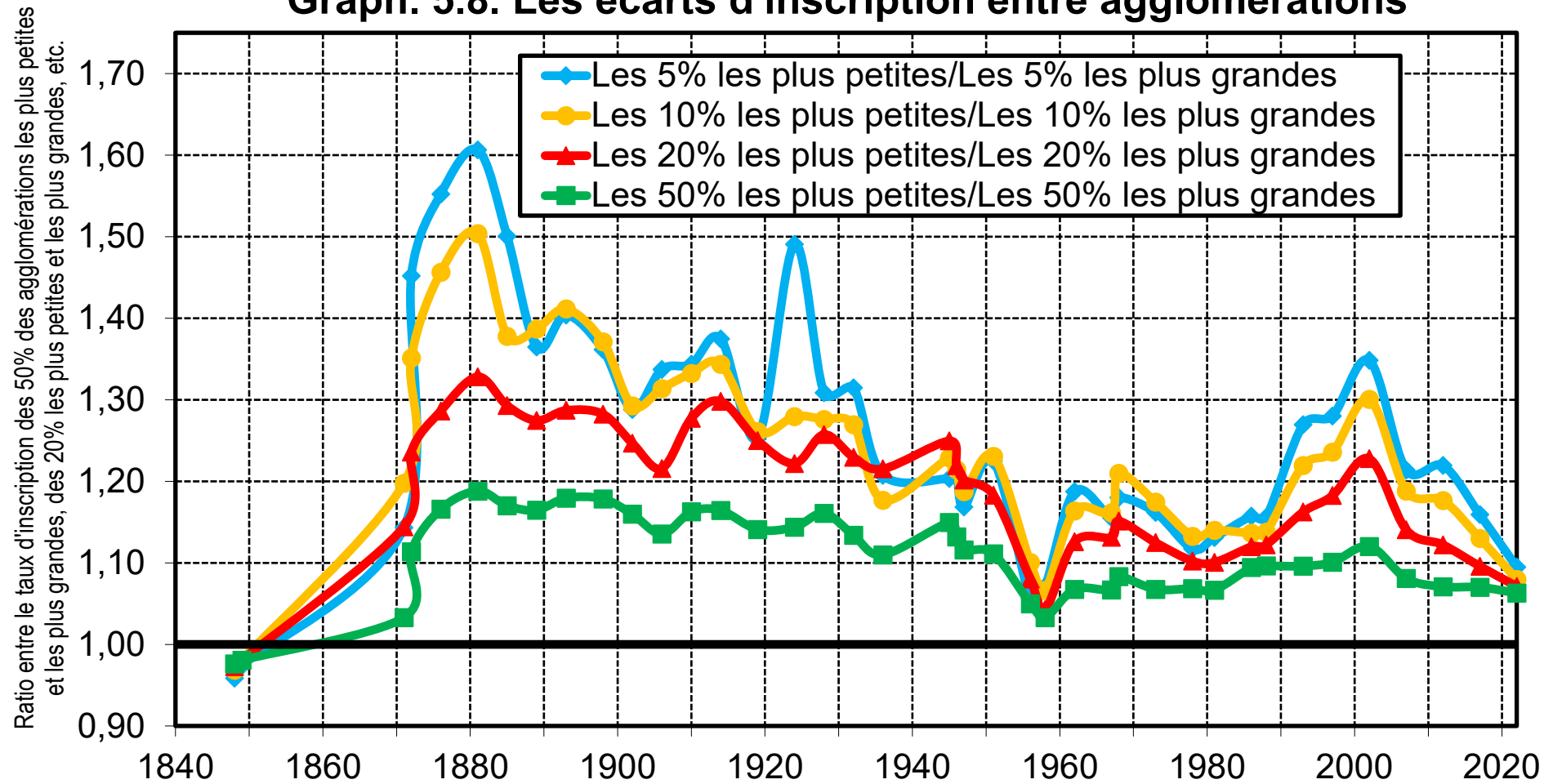
Lecture. Si l'on examine la participation électorale effective (nombre de votants/nombre de personnes ayant le droit de vote) et non la participation électorale au sens classique (nombre de votants/nombre d'inscrits), on constate que la participation maximale a été atteinte pour les législatives de 1936 avec 81% de participation (suivies de celles de 1956 et 1978 avec 79%) et pour les présidentielles de 1965 avec 81% de participation (suivies de celles de 1974, 1981 et 2007 avec 78%). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 5.7. Le taux d'inscription électorale dans les territoires



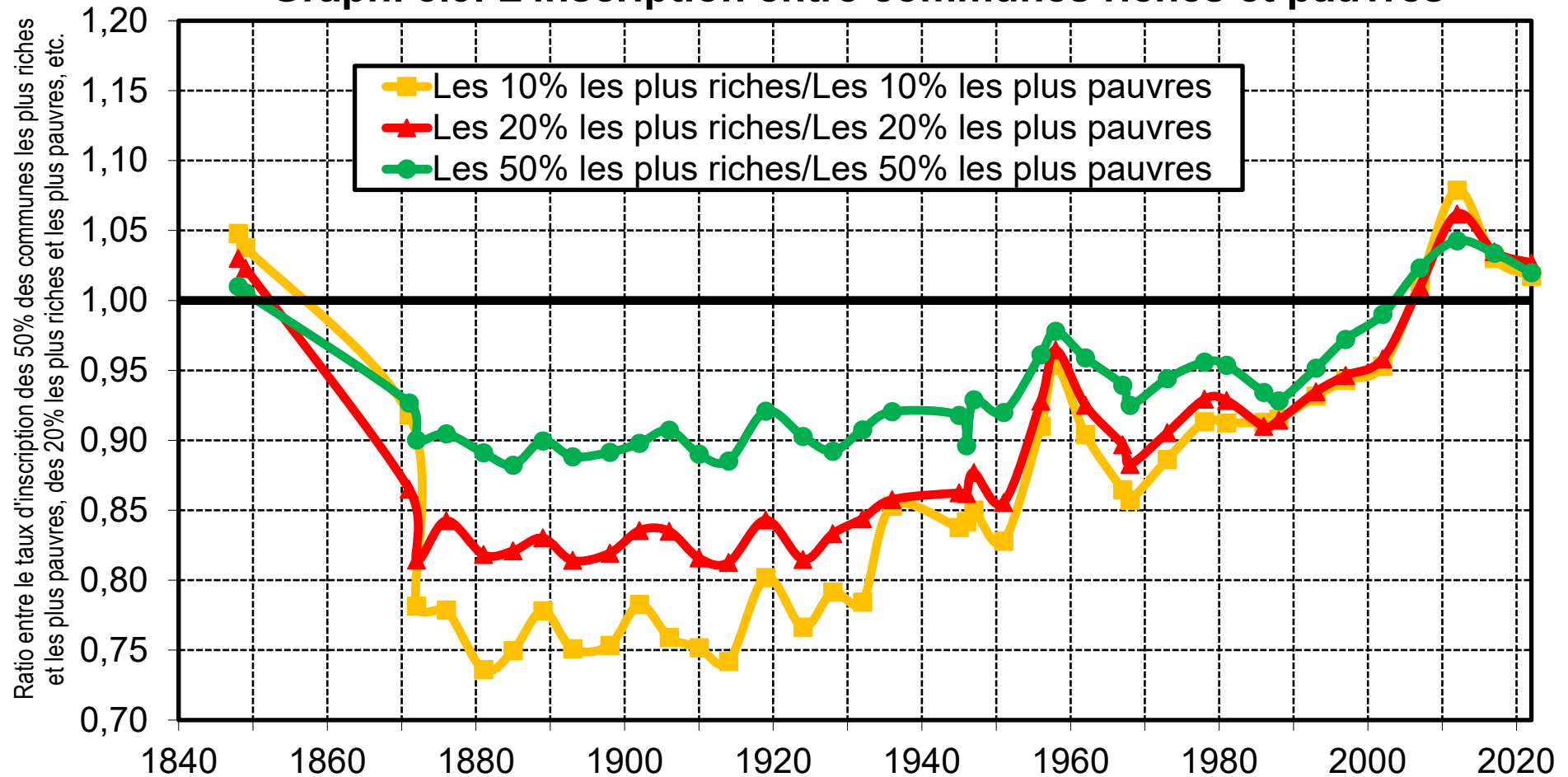
Lecture. Des législatives de 1848 à celles 2022, le taux d'inscription électorale (nombre d'inscrits divisé par nombre de personnes disposant du droit du vote) a généralement été plus élevé dans les villages (environ 5-10% au-dessus de la moyenne nationale), suivis des bourgs et des banlieues, suivis des métropoles (environ 10-20% au-dessous de la moyenne nationale). **Note.** La définition des villages, bourgs, banlieues et métropoles est la même que celle introduite dans le chapitre 2 (agglos de moins de 2 000h, agglos entre 2 000h et 100 000h, communes secondaires et principales des agglos de plus de 100 000h). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflictropolitique.fr

Graph. 5.8. Les écarts d'inscription entre agglomérations



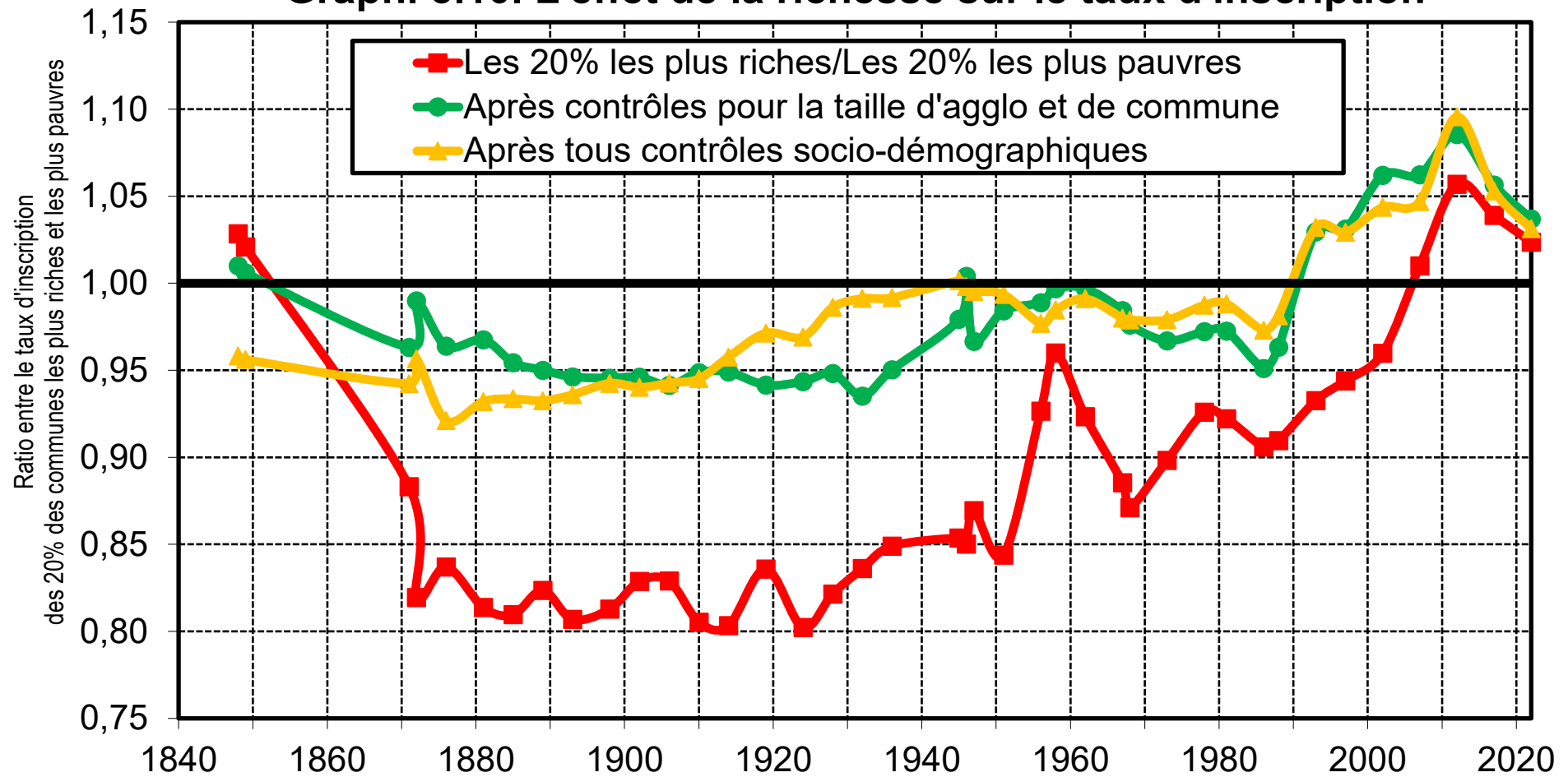
Lecture. Le taux d'inscription électorale (nombre d'inscrits divisé par nombre de personnes disposant du droit du vote, tel qu'on peut l'estimer à partir des recensements) a généralement été plus élevé dans les plus petites agglomérations que dans les plus grandes agglomérations. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 5.9. L'inscription entre communes riches et pauvres



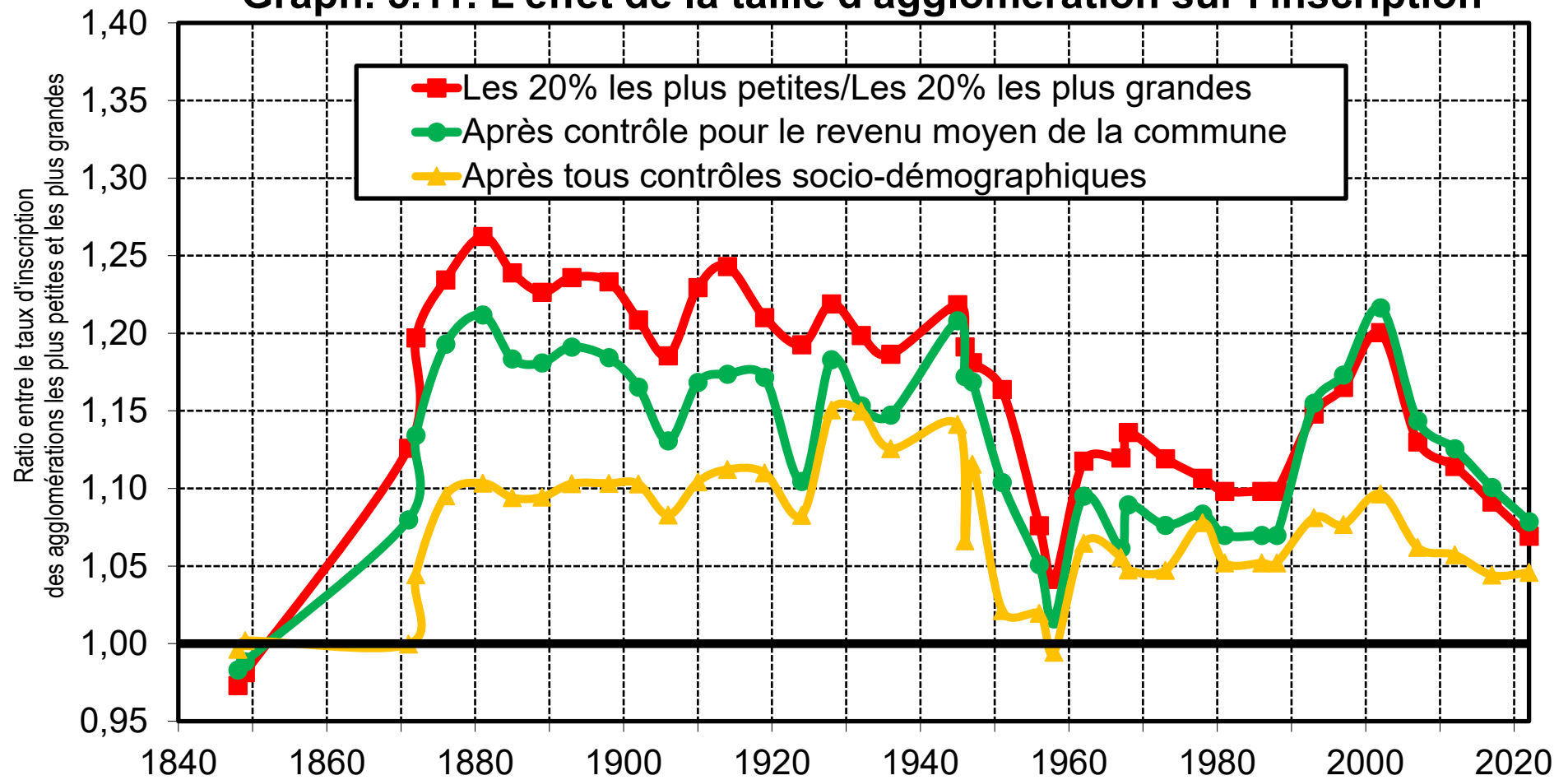
Lecture. Le taux d'inscription électorale (nombre d'inscrits divisé par nombre de personnes disposant du droit de vote, tel qu'on peut l'estimer à partir des recensements) a généralement été plus élevé dans les communes pauvres (au sens du revenu moyen par habitant) que dans les communes riches, principalement du fait que l'inscription est plus forte dans les petites communes (qui sont par ailleurs plus pauvres). **Sources et séries:** voir unehistoireduconfliptolitique.fr

Graph. 5.10. L'effet de la richesse sur le taux d'inscription



Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, l'inscription sur les listes électorales a généralement été plus élevée dans les communes pauvres que dans les communes riches, sauf au cours de la période récente où cette relation s'est inversée, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

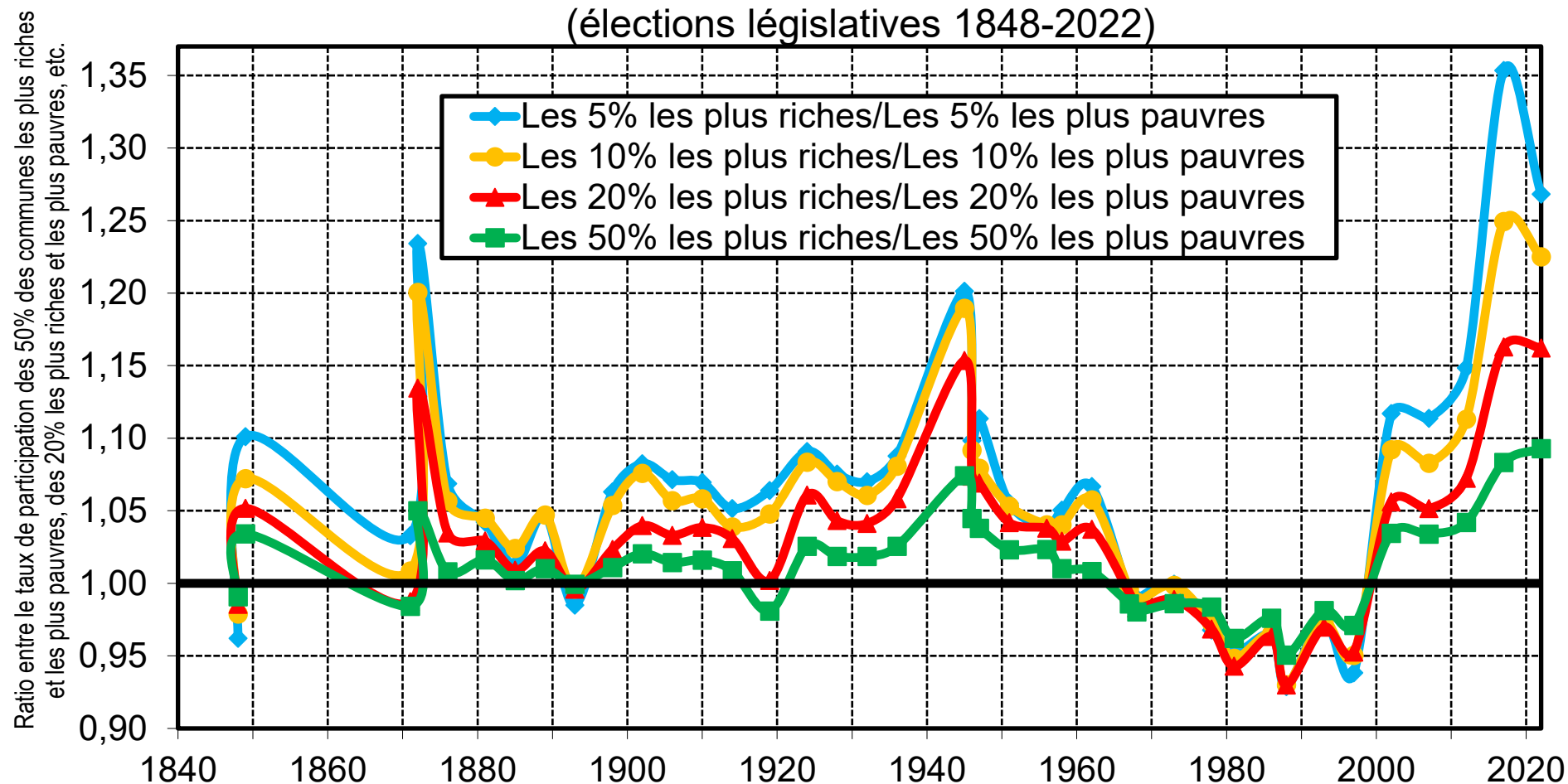
Graph. 5.11. L'effet de la taille d'agglomération sur l'inscription



Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, l'inscription sur les listes électorales a généralement été plus élevée dans les petites agglomérations que dans les grandes agglomérations, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles.

Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

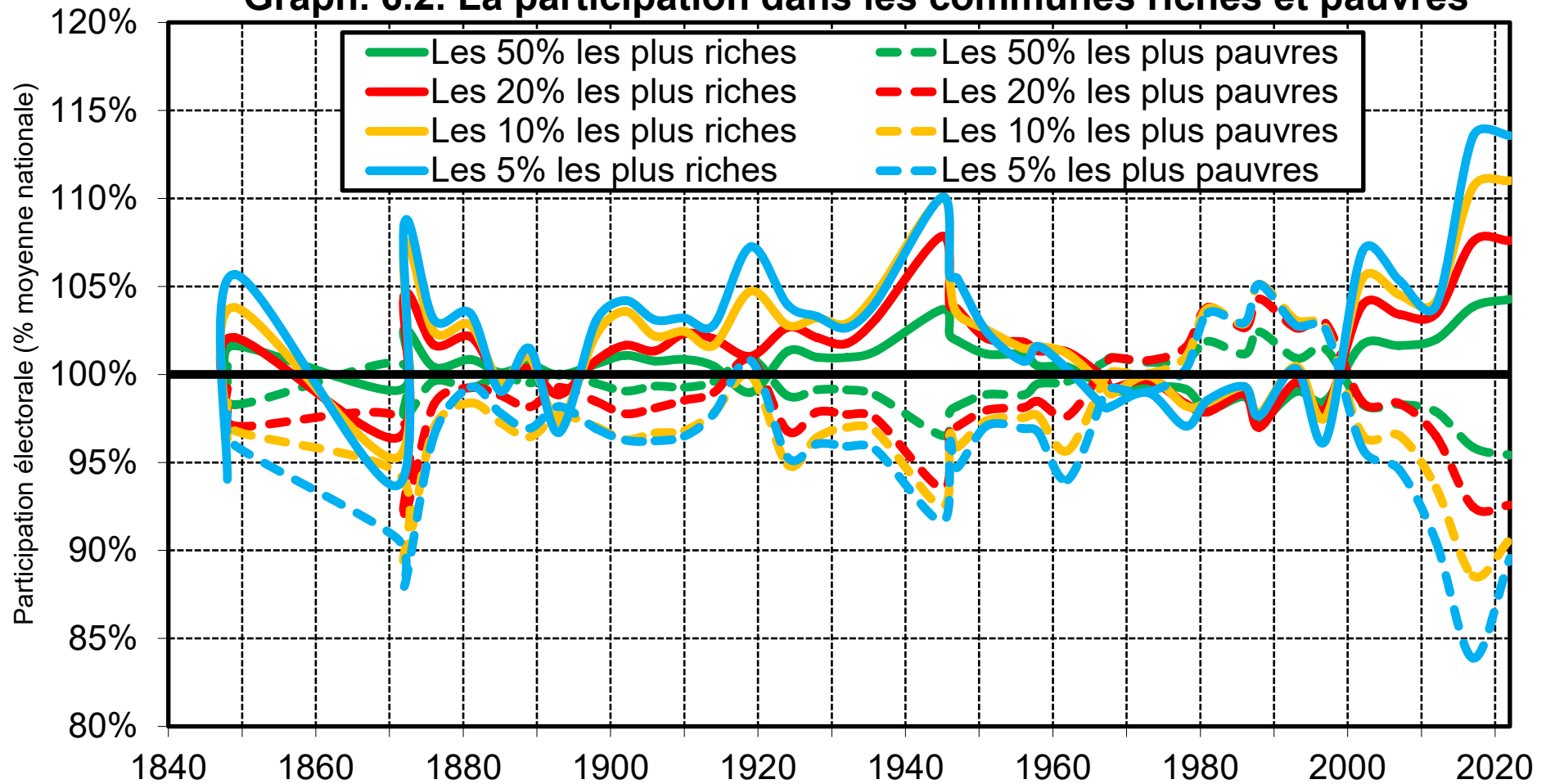
Graph. 6.1. Ecarts de participation: communes riches et pauvres
(élections législatives 1848-2022)



Lecture. Lors des législatives de 2022, la participation est 1,27 fois plus élevée dans les 5% des communes les plus riches que dans les 5% les plus pauvres. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été plus élevée dans les communes riches que dans les communes pauvres, avec un très net élargissement de l'écart au cours des dernières décennies.

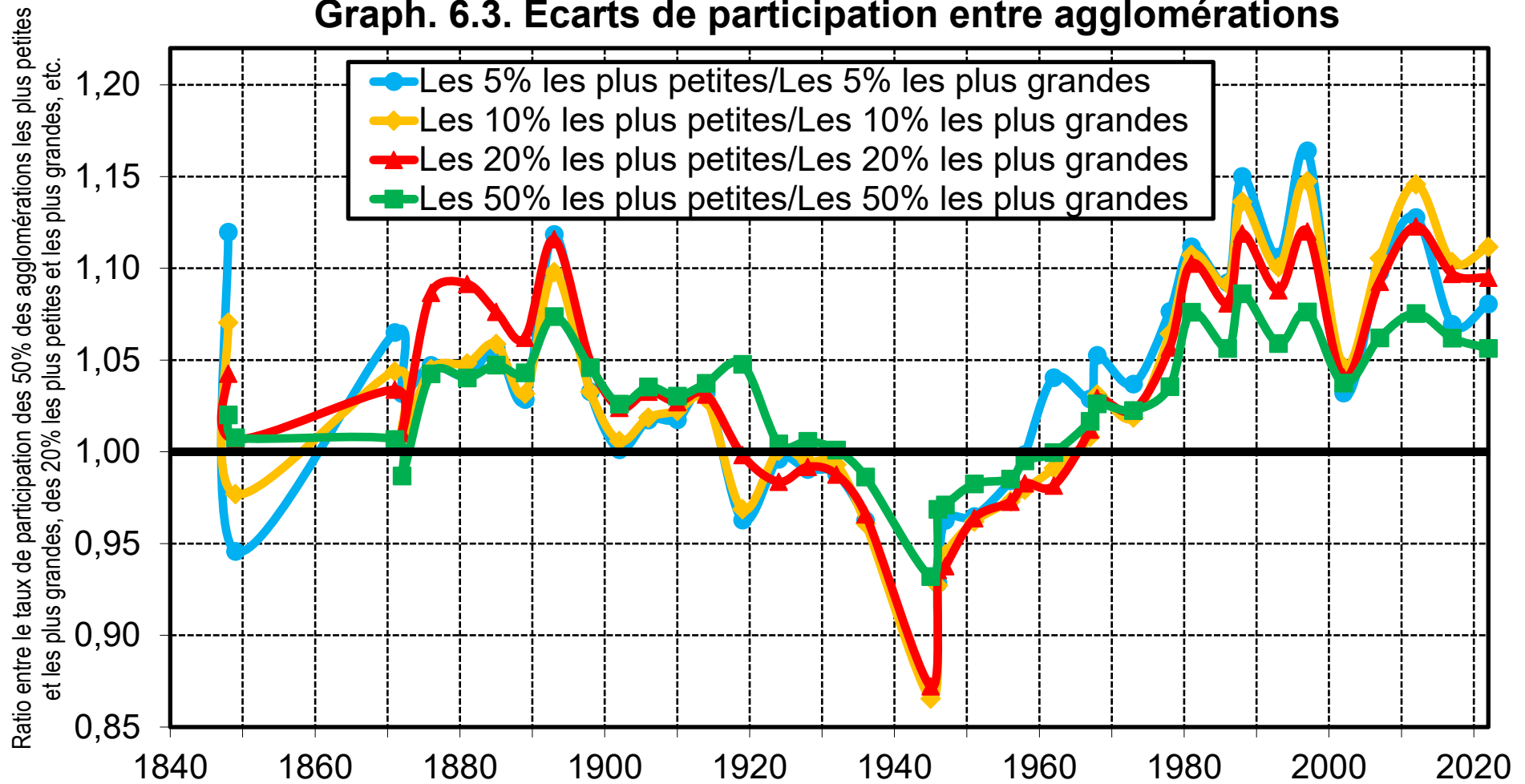
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.2. La participation dans les communes riches et pauvres



Lecture. En 2022, la participation aux élections législatives est 14% plus forte que la moyenne nationale dans les 5% des communes les plus riches (au sens du revenu), et 11% plus faible que la moyenne nationale dans les 5% des communes les plus pauvres. Au cours des dernières décennies la participation est devenue nettement plus élevée dans les communes riches que dans les communes pauvres, ce qui n'était pas le cas auparavant. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

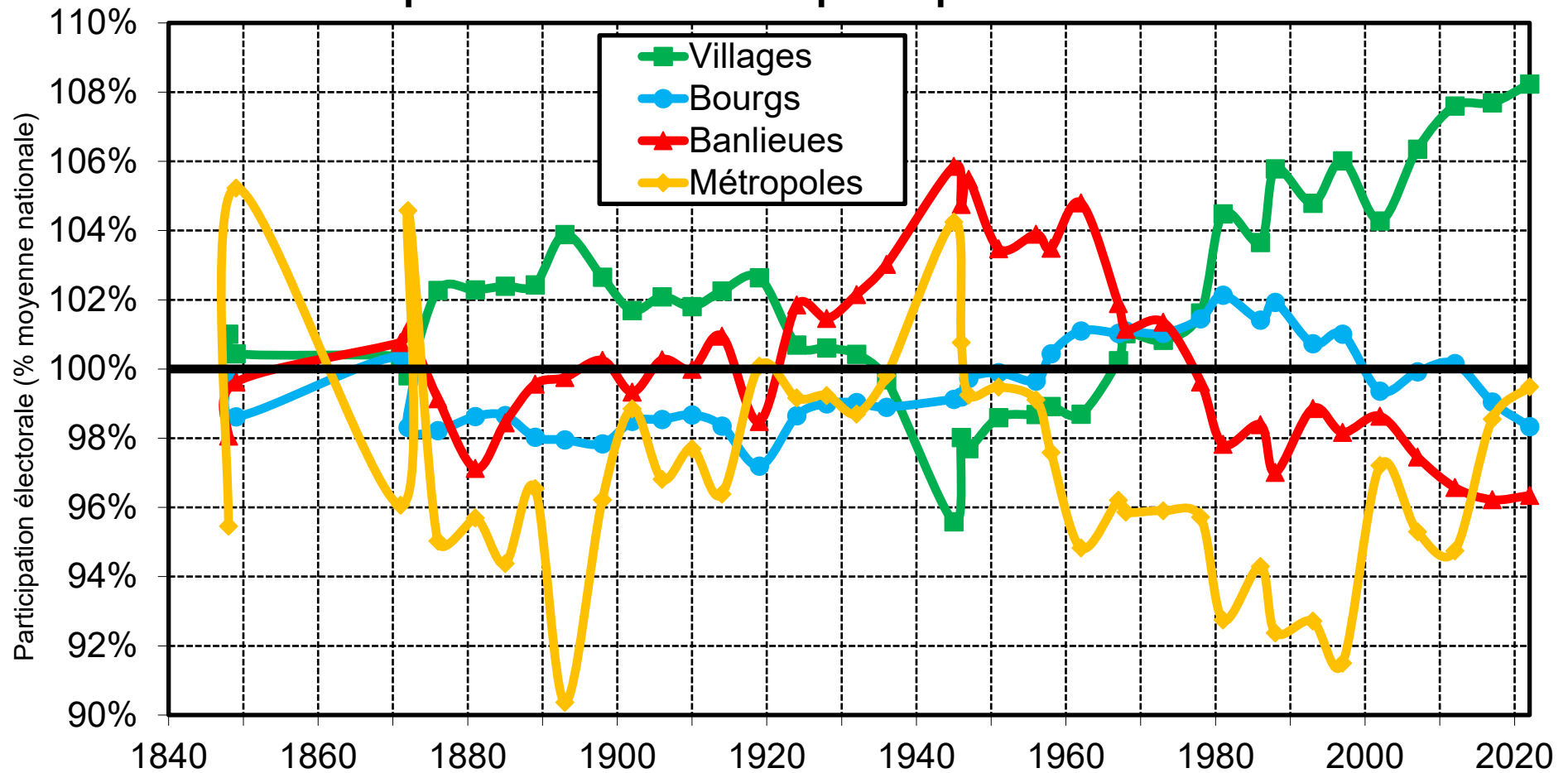
Graph. 6.3. Ecarts de participation entre agglomérations



Lecture. En 2022, la participation aux élections législatives est 1,11 fois plus forte dans les 10% des agglomérations les plus petites que dans les 10% des agglomérations les plus grandes. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été plus élevée dans les plus petites agglomérations, sauf au cours de la période 1920-1970.

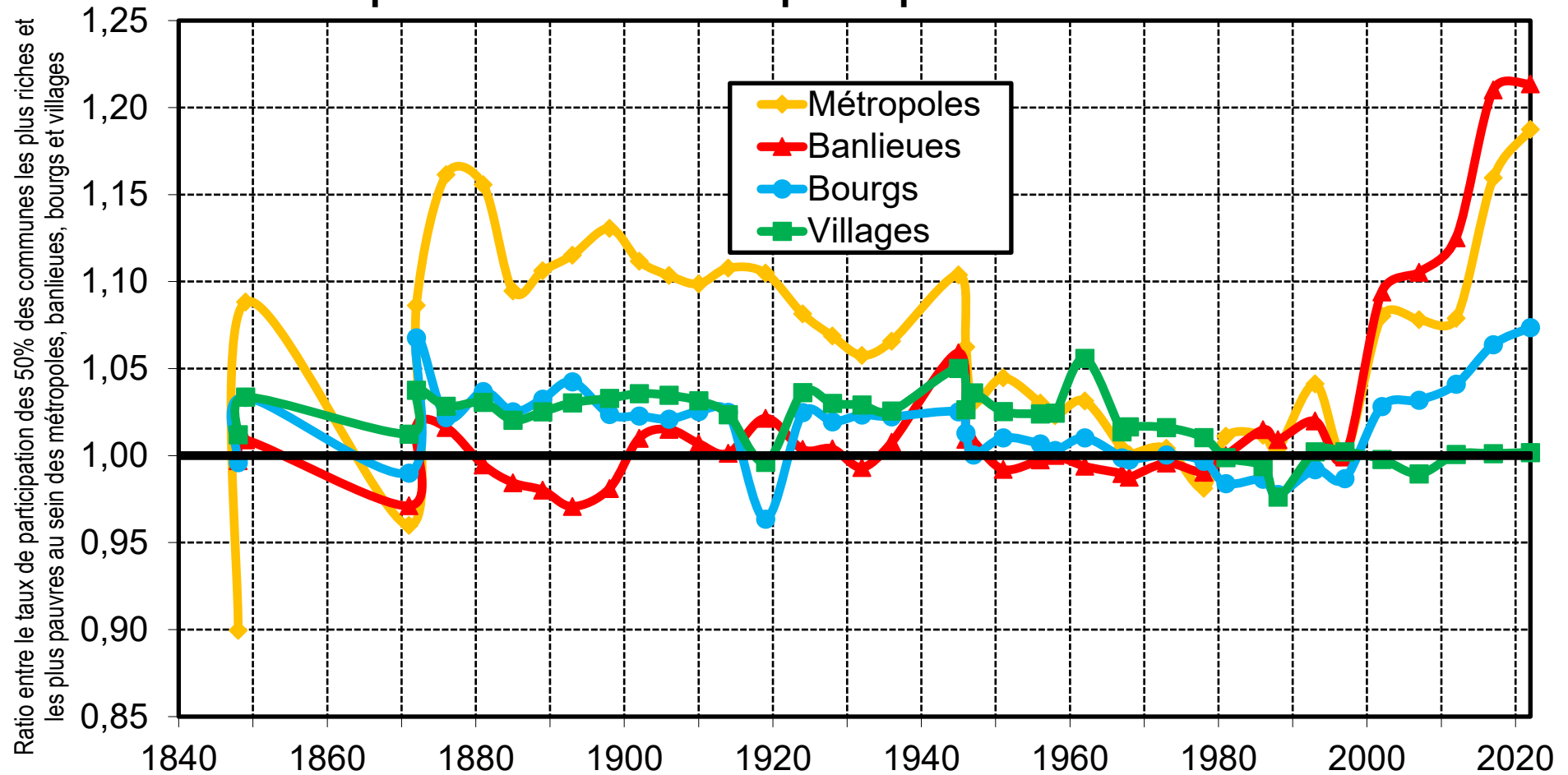
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.4. Les écarts de participation entre territoires



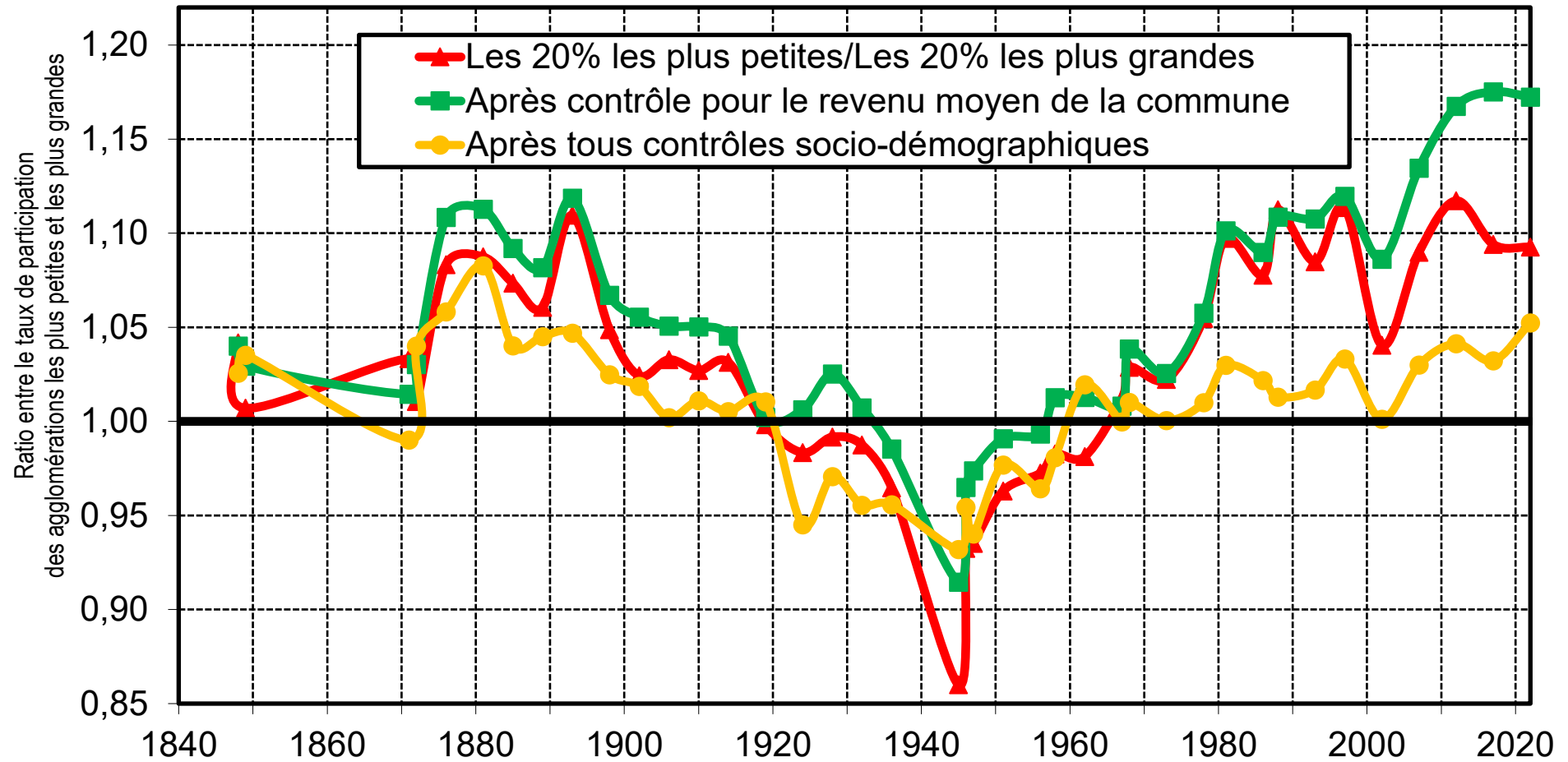
Lecture. En 2022, la participation aux élections législatives est 8% plus élevée que la moyenne nationale dans les villages, et environ 4% plus faible que la moyenne nationale dans les banlieues. A l'exception de la période 1930-1960, où elle était plus élevée dans les banlieues, la participation a généralement été plus forte dans les villages que dans les bourgs, banlieues et métropoles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.5. Les écarts de participation au sein des territoires



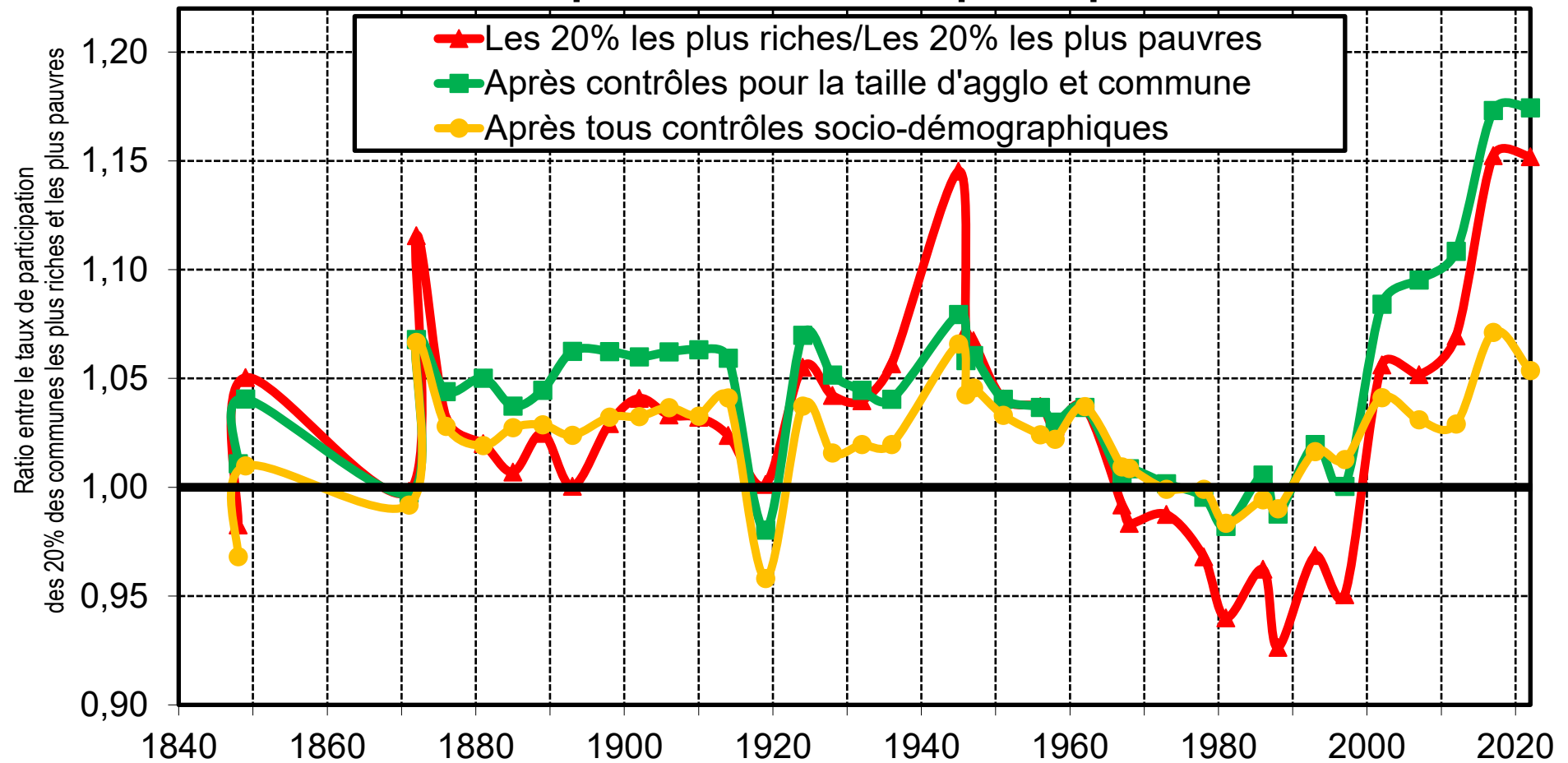
Lecture. Lors des législatives de 2022, la participation est 1,21 fois plus élevée dans les banlieues riches (les 50% des banlieues les plus riches) que dans les banlieues pauvres. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été plus élevée dans les territoires riches que dans les territoires pauvres, avec un net élargissement de l'écart au cours des dernières décennies. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.6. Taille d'agglomération et participation



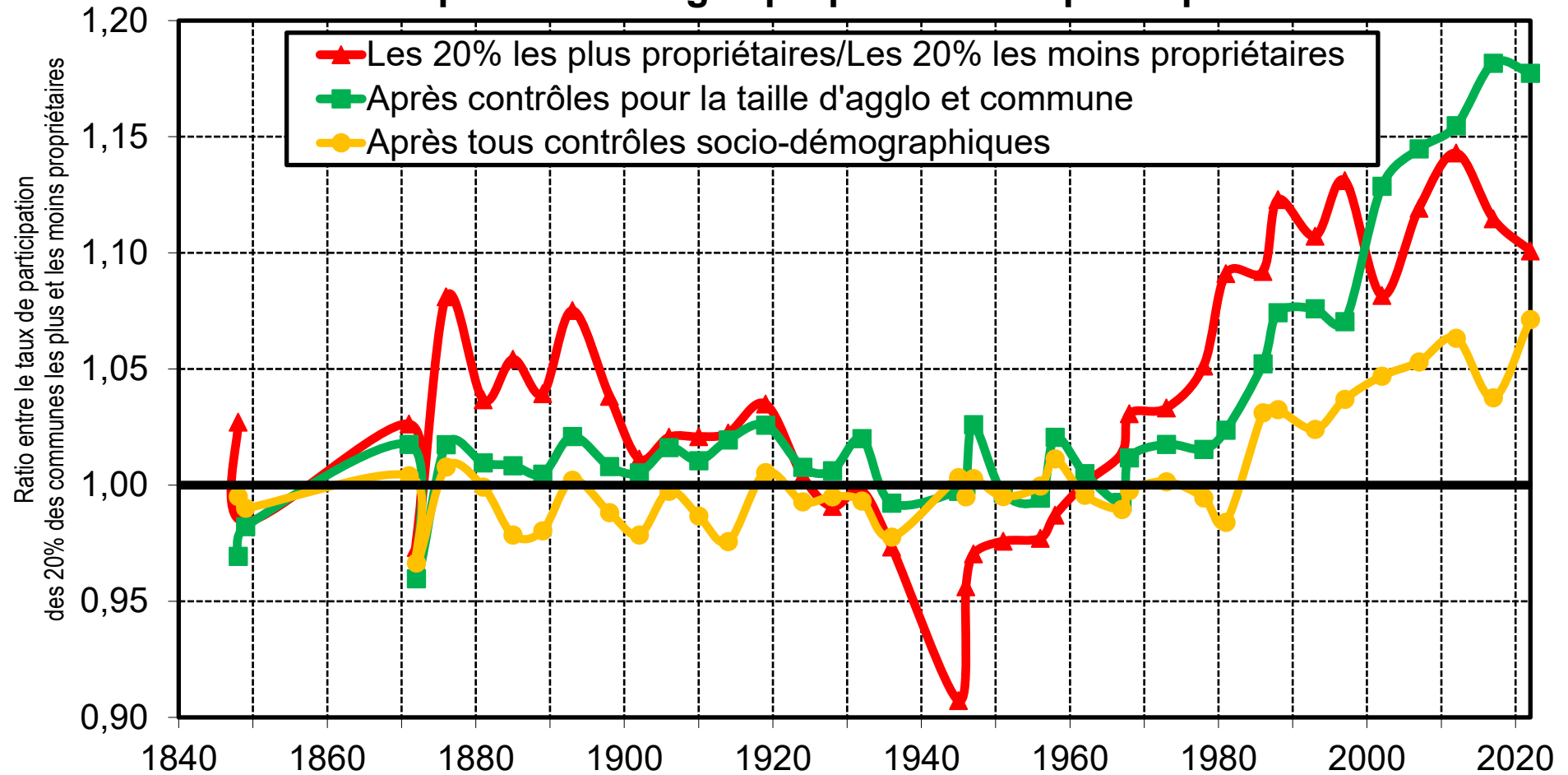
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été légèrement plus élevée dans les petites agglomérations que dans les grandes agglomérations, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles, à l'exception de la période 1930-1960. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.7. Revenu et participation



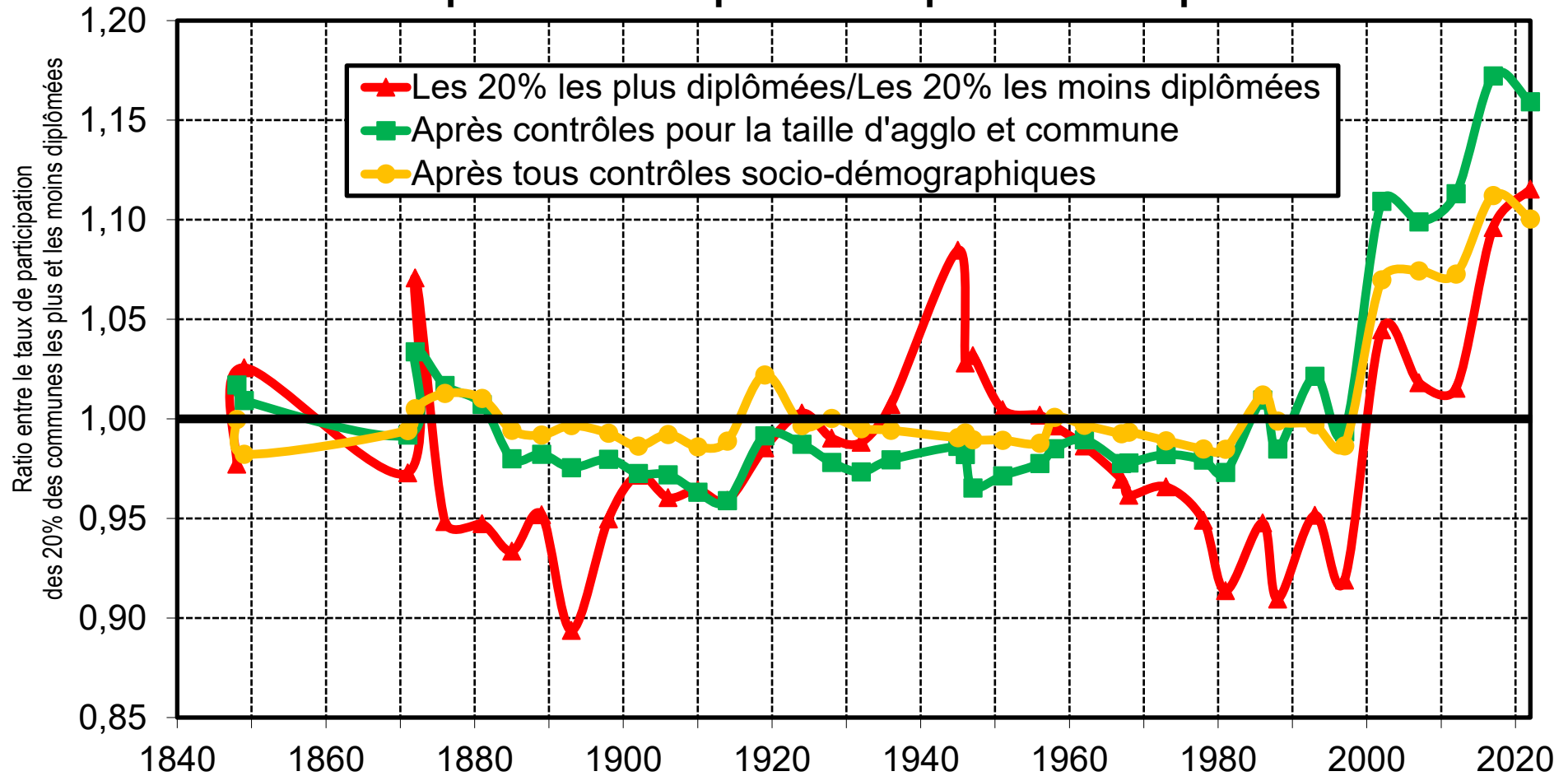
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été plus élevée dans les communes riches que dans les communes pauvres, avec un très net élargissement de l'écart au cours des dernières décennies, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles. **Sources et séries:** voir nehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.8. Ménages propriétaires et participation



Lecture. Au cours des dernières décennies, un très net écart de participation est apparu entre les communes ayant la plus forte proportion de propriétaires de leur logement (communes "les plus propriétaires") et les communes ayant la plus faible proportion de propriétaires (communes "les moins propriétaires"), avec ou sans prise en compte des variables de contrôles.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

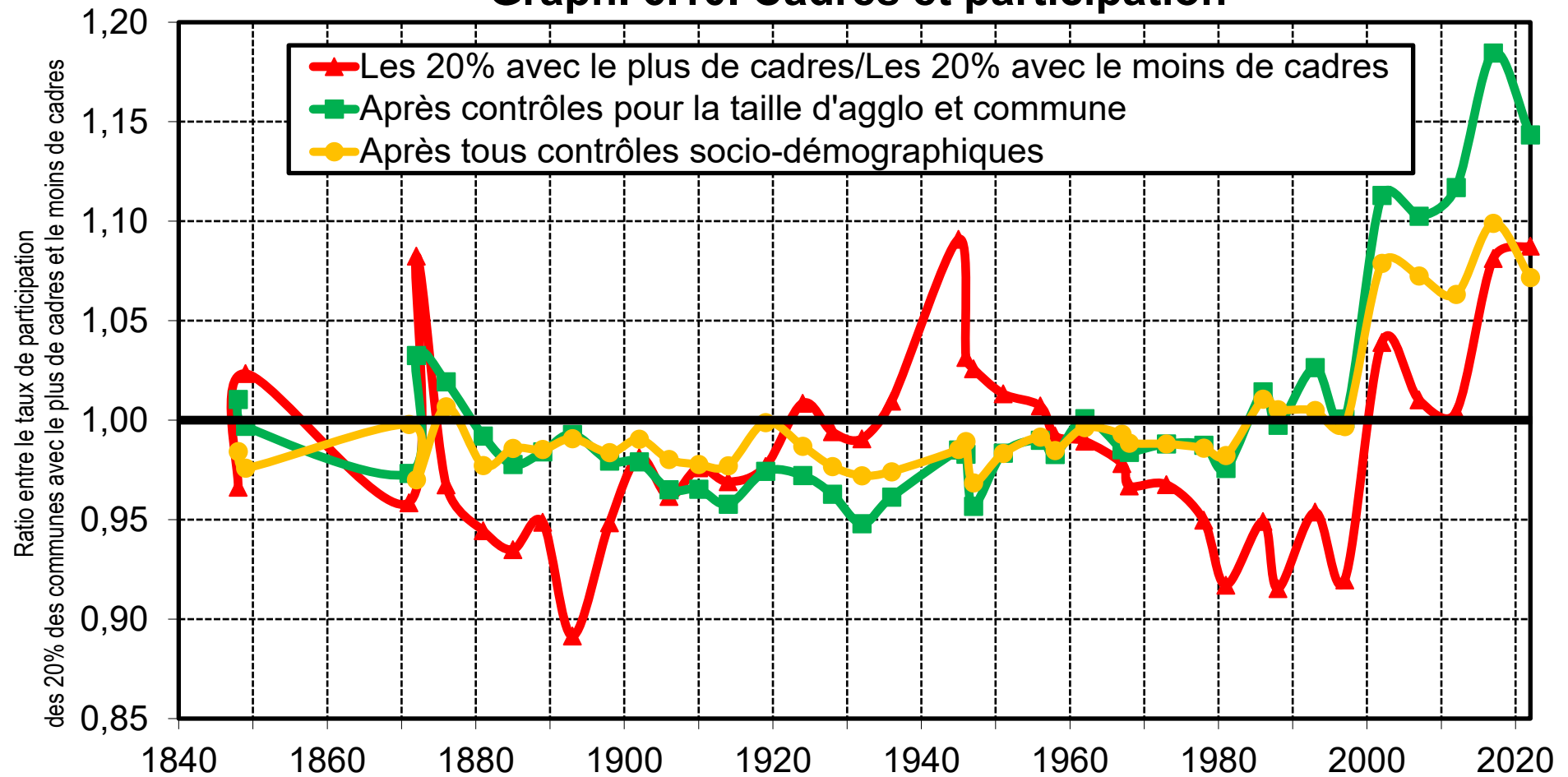
Graph. 6.9. Participation et diplômés du supérieur



Lecture. Au cours des dernières décennies, un très net écart de participation est apparu entre les communes ayant la plus forte proportion de diplômés de l'enseignement supérieur (communes "les plus diplômées") et les communes ayant la plus faible proportion de diplômés (communes "les moins diplômées"), avec ou sans prise en compte des variables de contrôles.

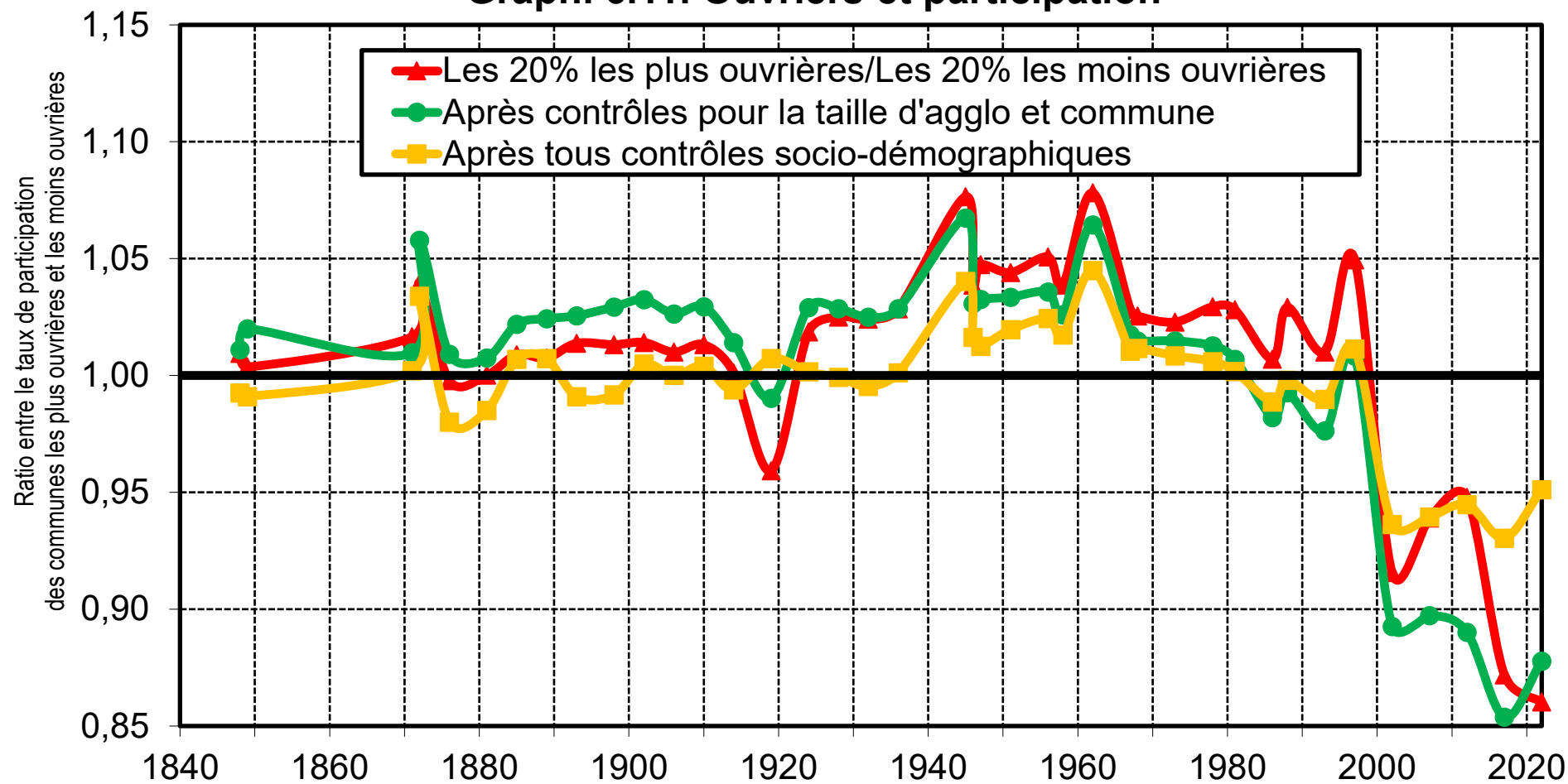
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.10. Cadres et participation



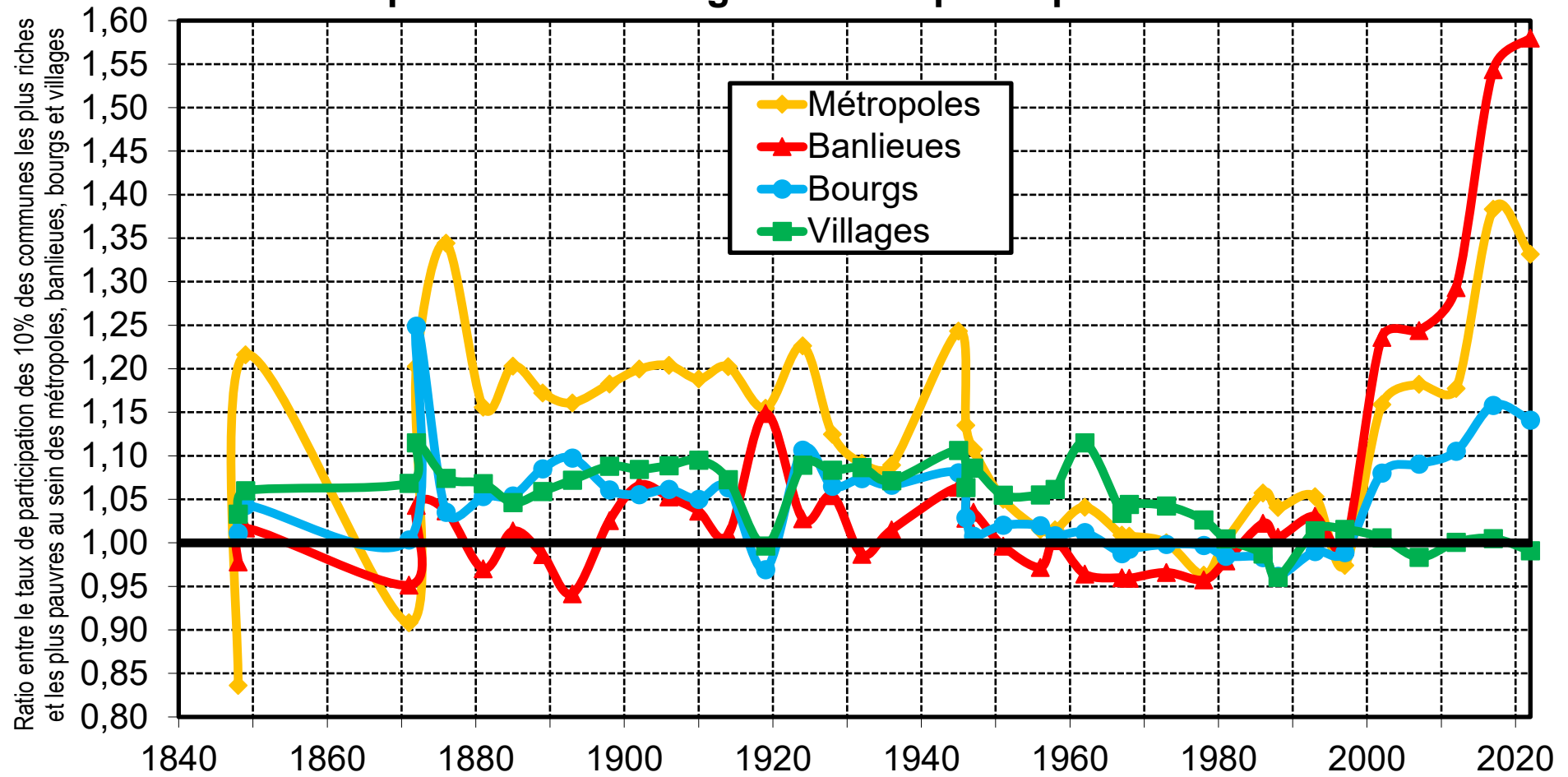
Lecture. Au cours des dernières décennies, un très net écart de participation est apparu entre les communes ayant la plus forte et la plus faible proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.11. Ouvriers et participation



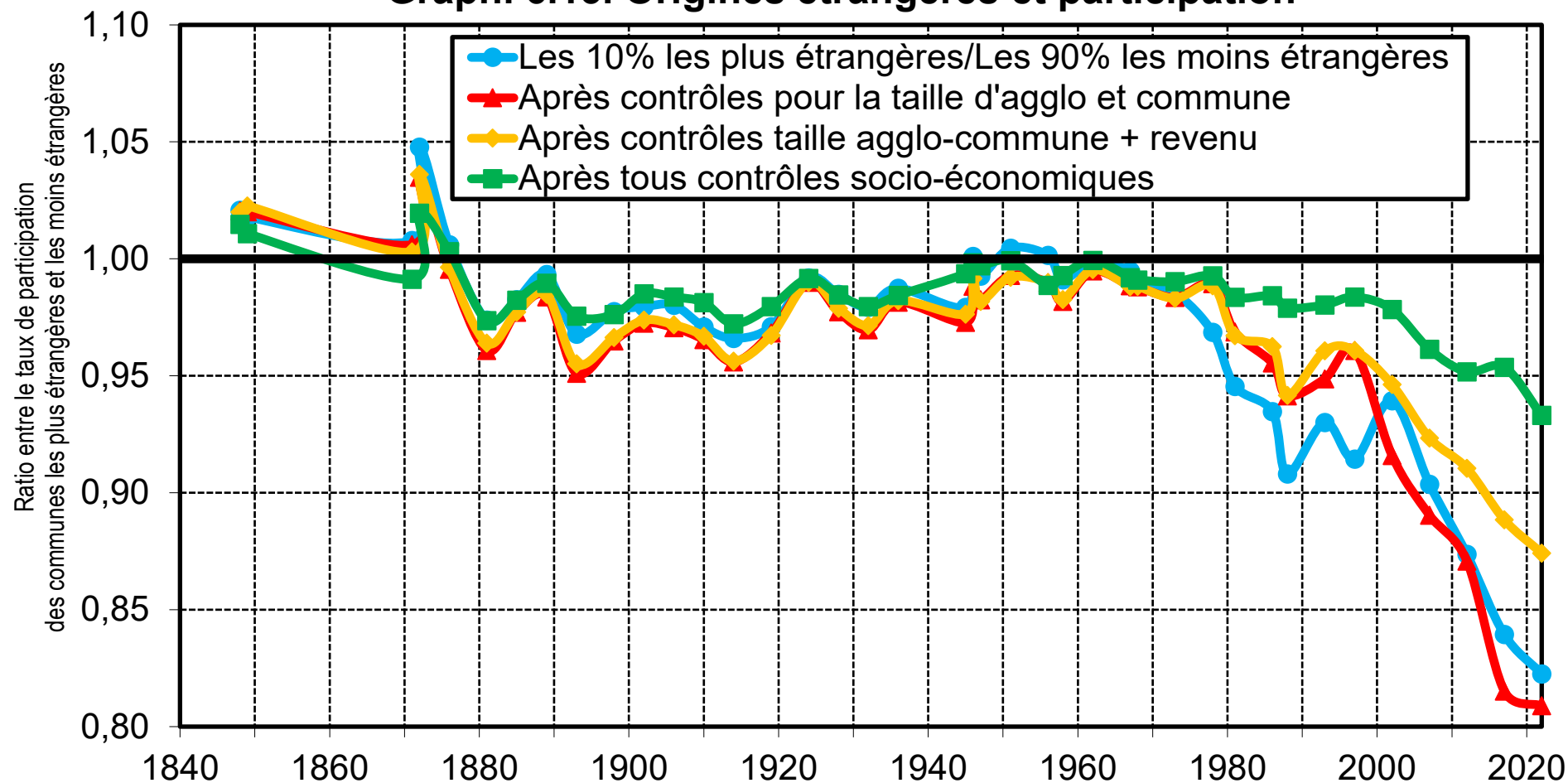
Lecture. De 1848 jusqu'en 1980-1990, la participation a généralement été légèrement plus élevée dans les communes ouvrières que dans les communes non ouvrières, avant de devenir nettement plus faible depuis 1990-2000, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.12. La divergence de la participation en banlieue



Lecture. En 2022, la participation est 1,58 fois plus élevée dans les banlieues très riches (les 10% des banlieues les plus riches) que dans les banlieues très pauvres. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été plus élevée dans les territoires riches que dans les territoires pauvres, avec un net élargissement de l'écart au cours des dernières décennies, notamment en banlieue. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

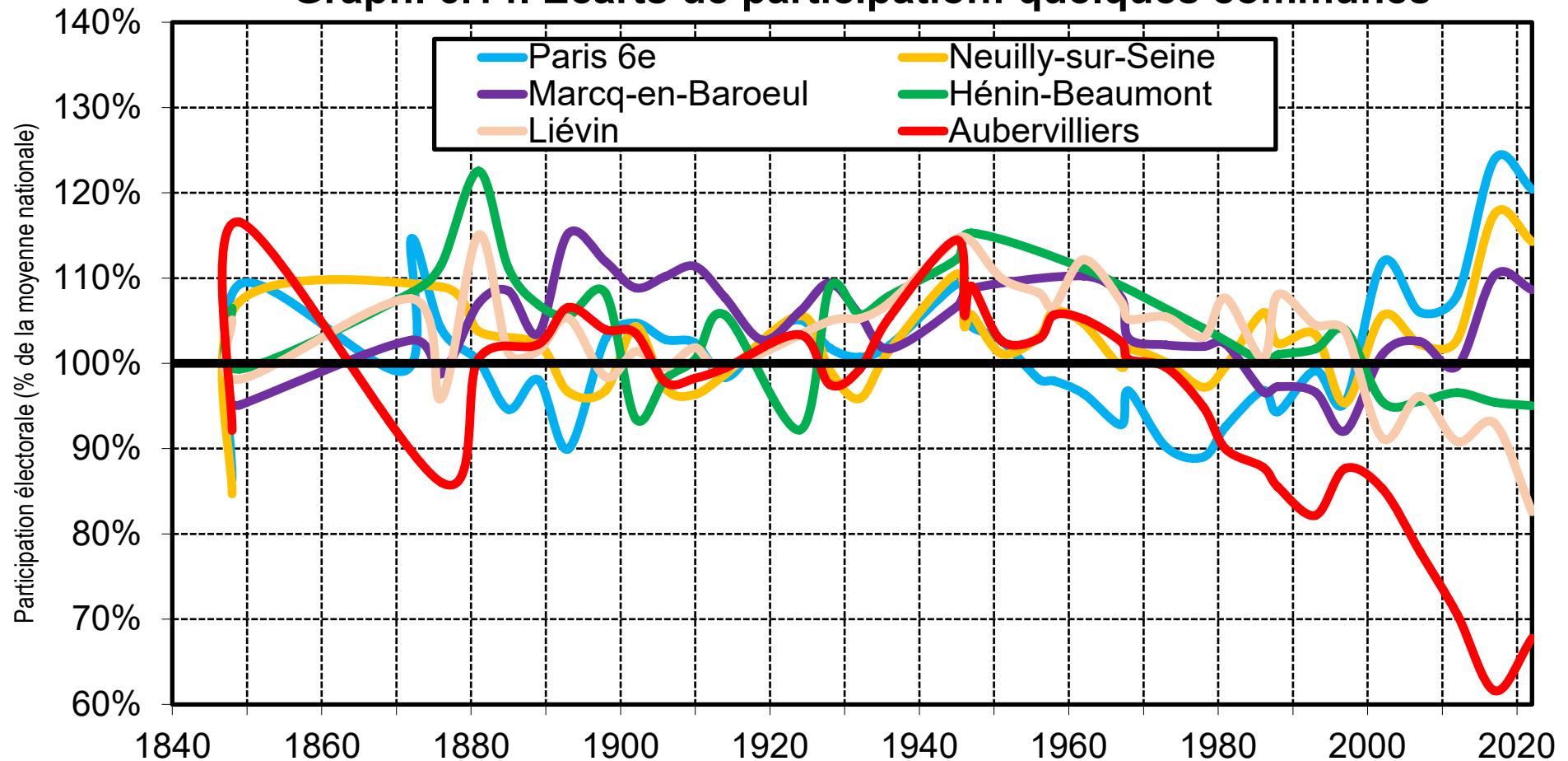
Graph. 6.13. Origines étrangères et participation



Lecture. Au cours des dernières décennies, un très net écart de participation est apparu entre les communes ayant la plus forte proportion d'habitants de nationalité étrangère (les communes "les plus étrangères") et les communes ayant la plus faible proportion d'étrangers (les communes "les moins étrangères"), avec ou sans prise en compte des variables de contrôles.

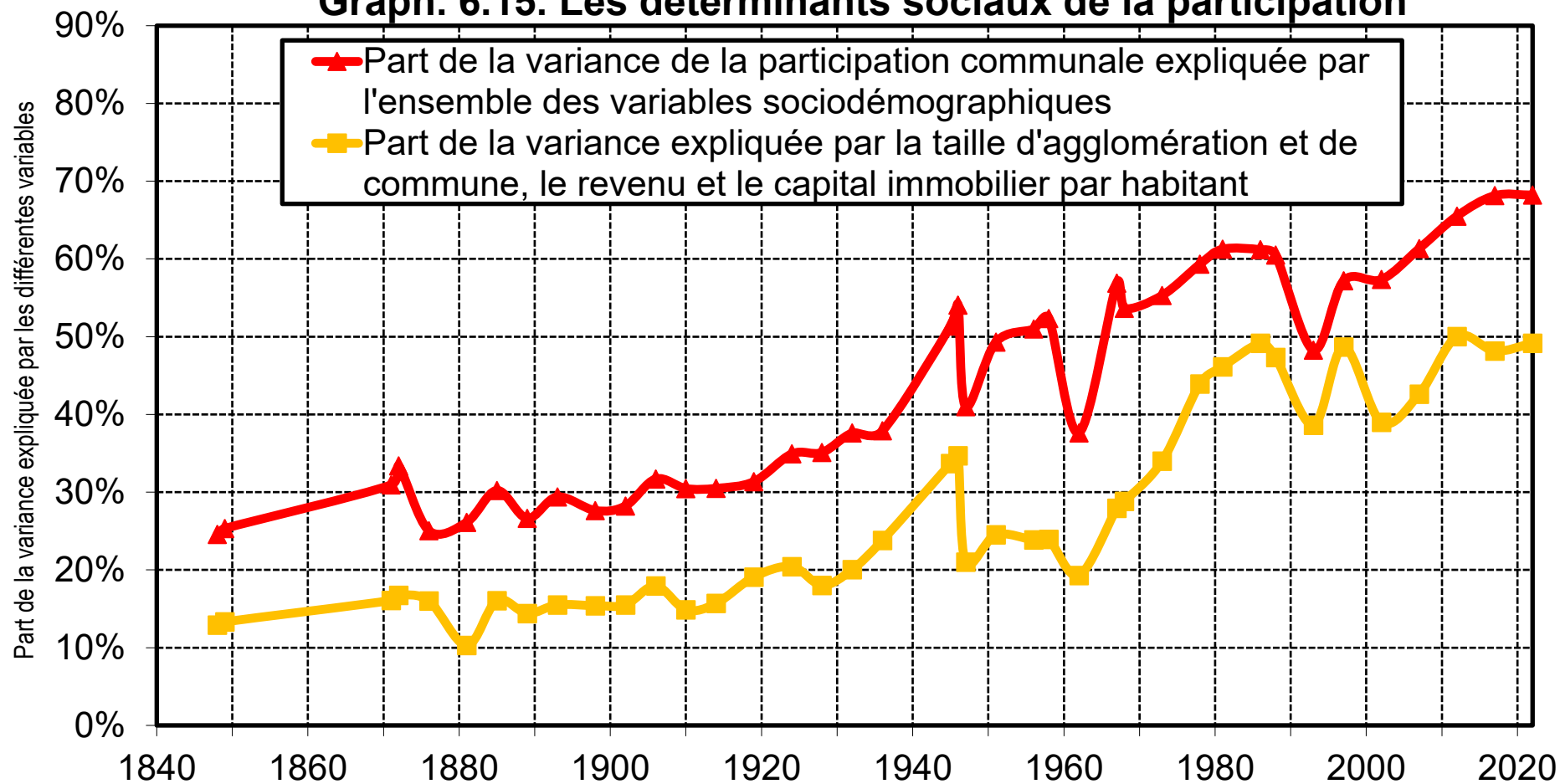
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.14. Ecart de participation: quelques communes



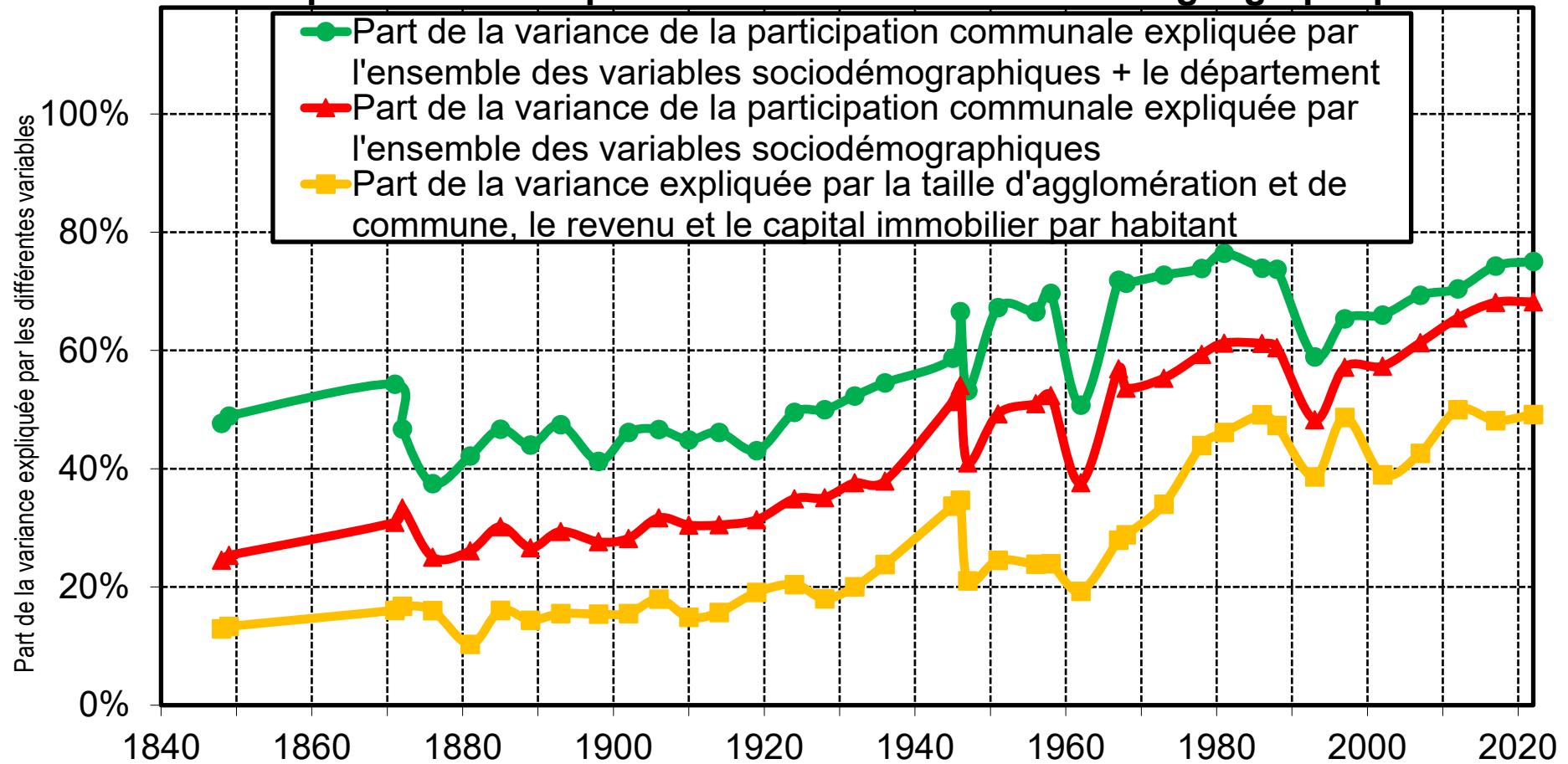
Lecture. De 1848 jusqu'en 1980-1990, les écarts de participation entre métropoles riches (Paris 6e), banlieues riches (Neuilly-sur-Seine, Marcq-en-Baroeul), banlieues pauvres (Liévin, Aubervilliers) et bourgs pauvres (Hénin-Beaumont) sont faibles et peu systématiques. Depuis 1990-2000, la participation s'est fortement accrue dans les communes les plus riches (relativement à la moyenne nationale) et a chuté dans les communes les plus pauvres, particulièrement dans celles avec une population importante d'origine étrangère (Aubervilliers). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.15. Les déterminants sociaux de la participation



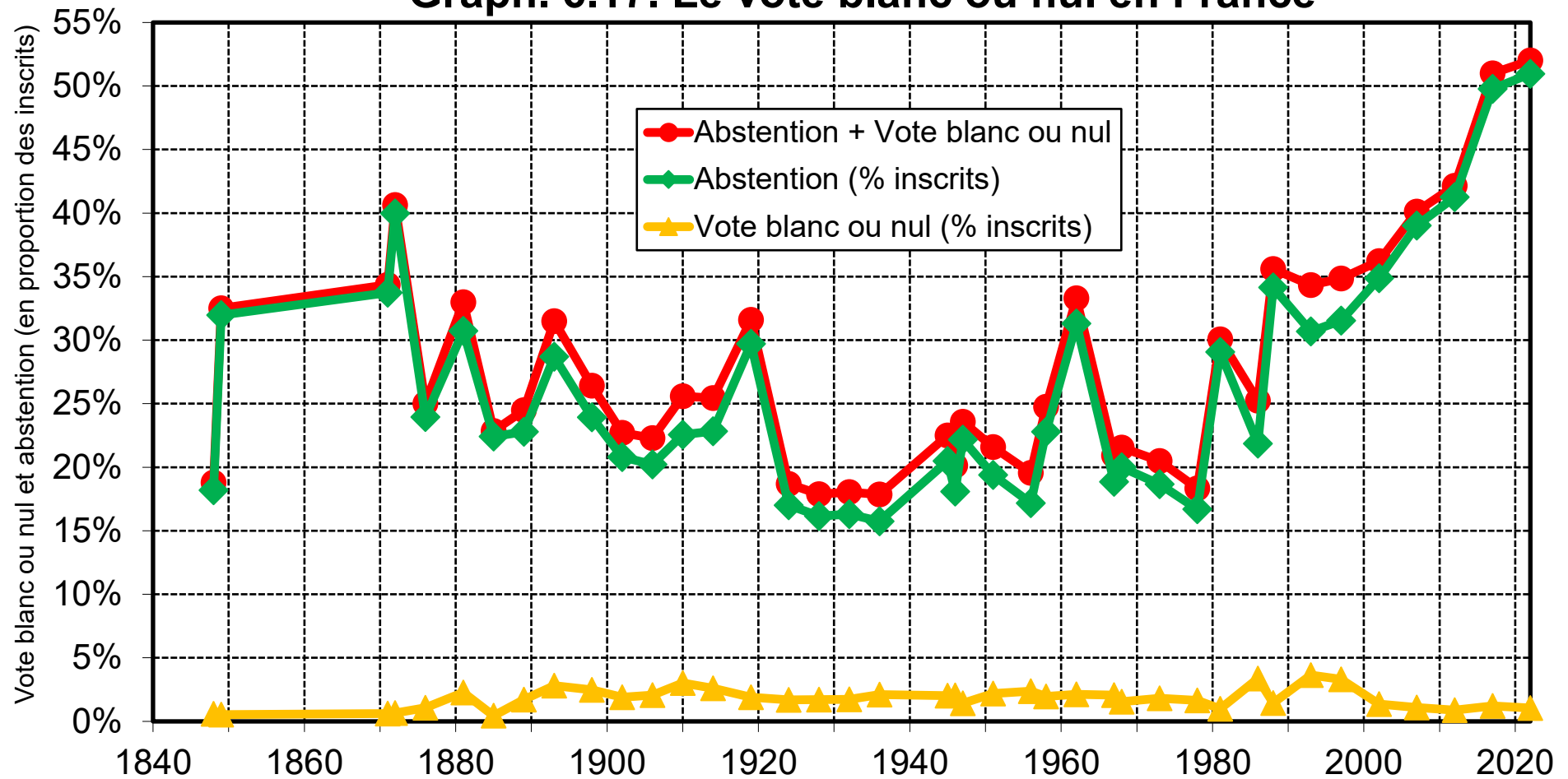
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la part de la variance de la participation communale expliquée par les variables sociodémographiques (au sens du R^2 de la régression multifactorielle) est passée de moins de 30% à près de 70%. La taille d'agglomération et de commune, le revenu et le capital immobilier représentent généralement à eux-seuls entre la moitié et les trois quarts du pouvoir explicatif total. Les autres variables sociodémographiques sont l'âge et le sexe, la profession, le diplôme, les origines, etc. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflictropolitique.fr

Graph. 6.16. Participation: déterminants sociaux vs géographiques



Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la part de la variance de la participation communale expliquée par les variables sociodémographiques (au sens du R2 de la régression multifactorielle) est passée de moins de 30% à près de 70%. Le département a un pouvoir explicatif additionnel équivalent à l'ensemble des variables sociodémographiques en 1848, mais seulement à un dixième de leur pouvoir explicatif en 2022. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

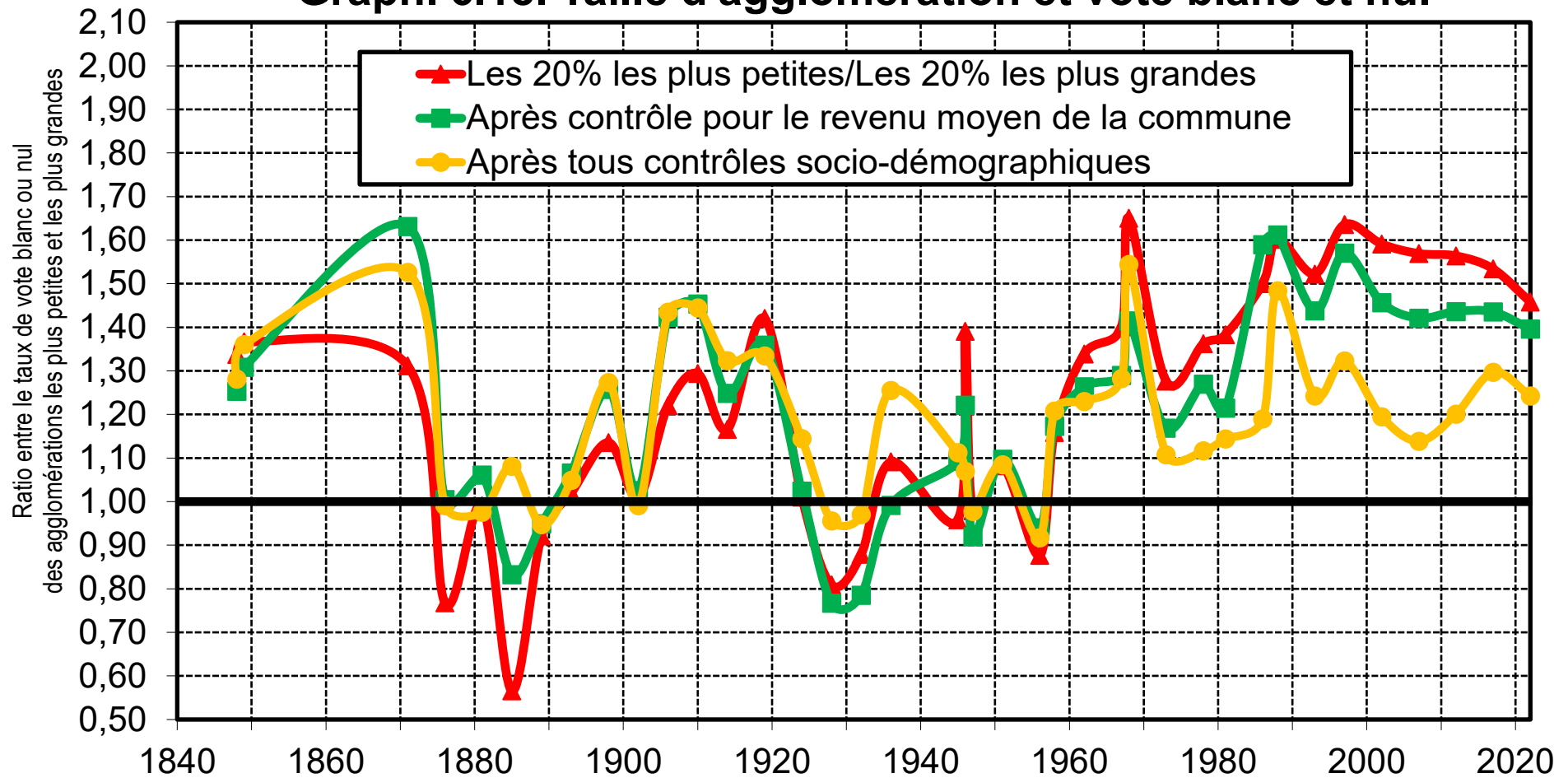
Graph. 6.17. Le vote blanc ou nul en France



Lecture. Le vote blanc ou nul a toujours représenté autour de 1-2% des inscrits en France aux élections législatives de 1848 à 2022, sauf en 1910 où il atteint 3% et en 1986, 1993 et 1997 où il se situe entre 3% et 4%. De façon générale, les variations dans le temps du vote blanc ou nul sont de relativement faible ampleur par comparaison aux variations du taux d'abstention.

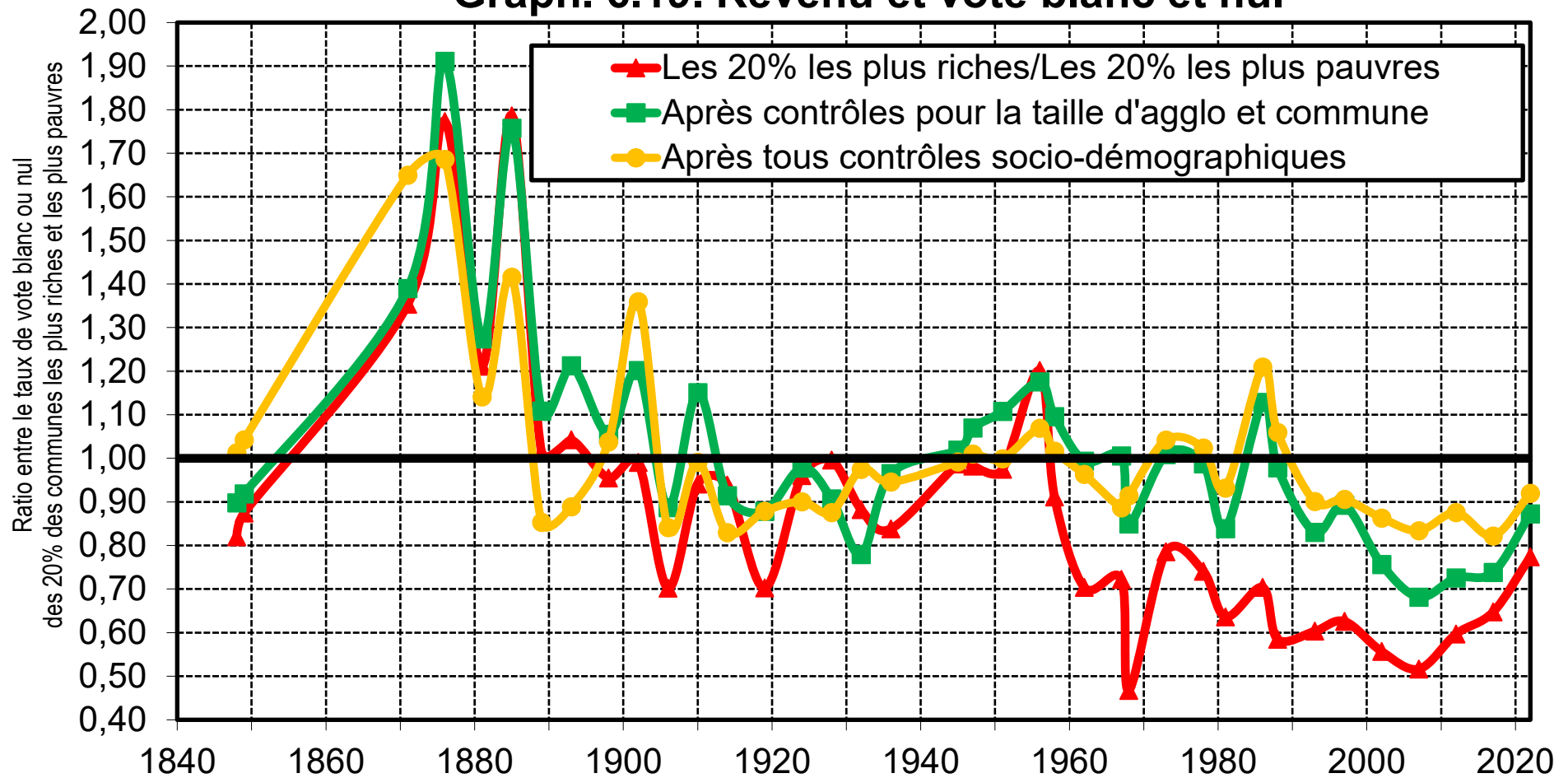
Note. Les résultats indiqués ici sont toujours ceux de France métropolitaine au 1er tour. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6.18. Taille d'agglomération et vote blanc et nul



Lecture. Depuis les années 1960, le taux de vote blanc ou nul (en proportion des inscrits) est plus élevé dans les petites agglomérations que dans les grandes agglomérations, avant et après prise en compte des variables de contrôles. On observe généralement une relation similaire depuis des législatives de 1848 jusqu'à celles de 2022, avec cependant d'importantes variations. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

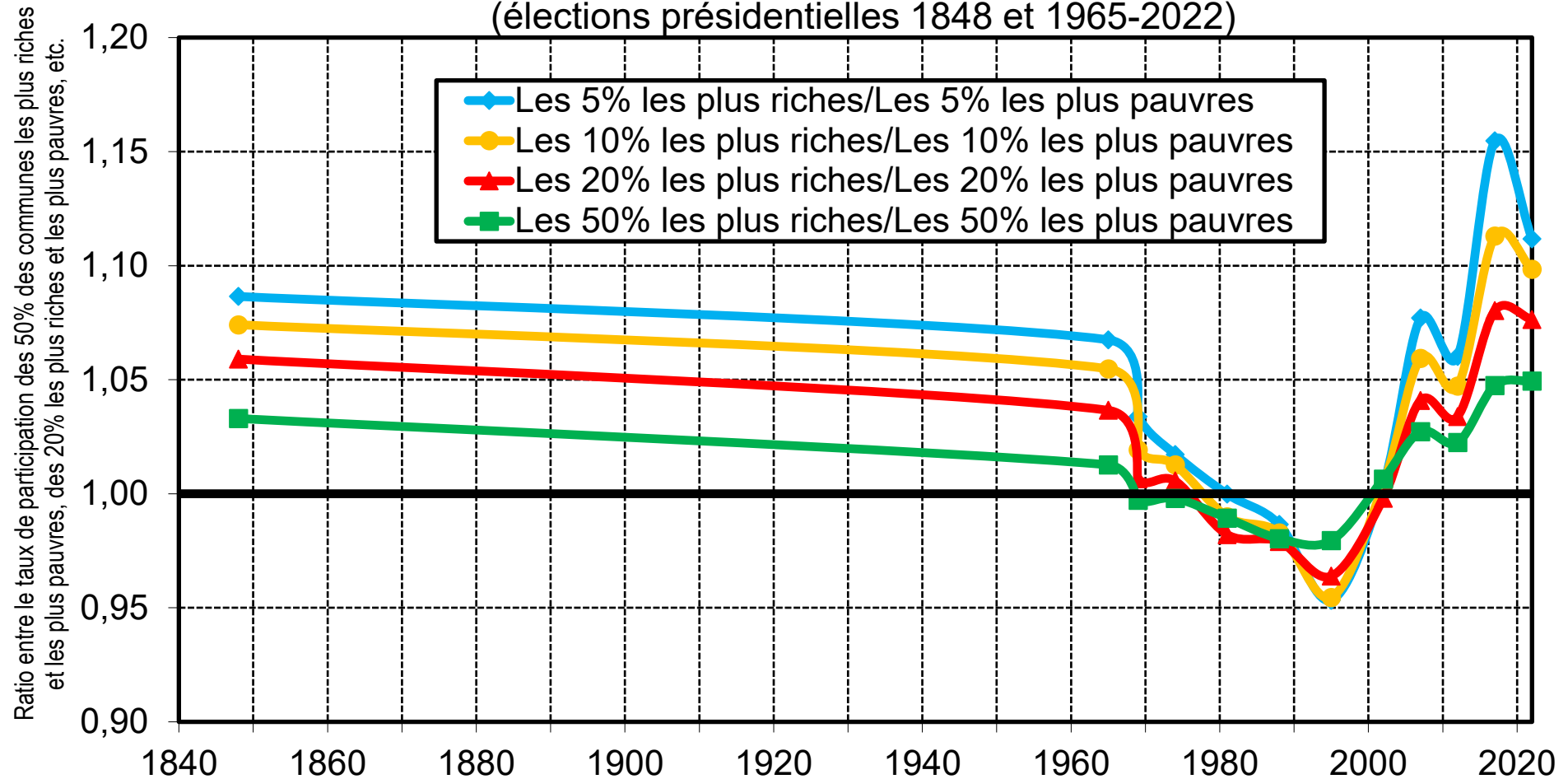
Graph. 6.19. Revenu et vote blanc et nul



Lecture. Lors des élections législatives menées dans les années 1870 et 1880, le taux de vote blanc ou nul (en proportion des inscrits) tend à être plus élevé dans les communes les plus riches que dans les communes les plus pauvres. L'inverse est vrai depuis les années 1960, même si les écarts sont beaucoup plus faibles après prise en compte des variables de contrôles.

Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

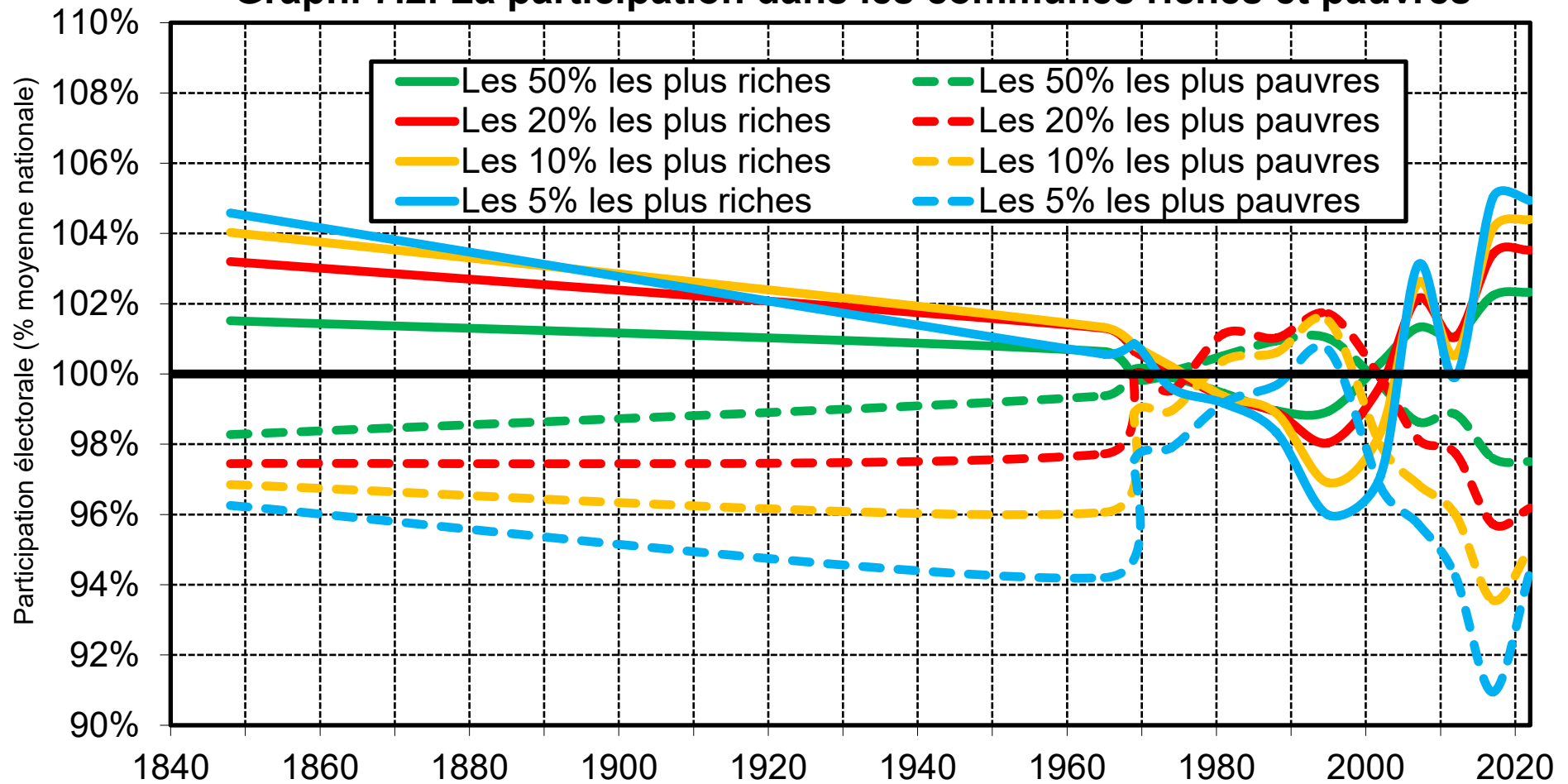
Graph. 7.1. Ecart de participation entre communes riches et pauvres
(élections présidentielles 1848 et 1965-2022)



Lecture. Lors des présidentielles de 2022, la participation est 1,11 fois plus élevée dans les 5% des communes les plus riches que dans les 5% les plus pauvres. On constate une participation plus forte dans les communes riches en 1848 et 1965 et depuis 2002, alors que la participation était plus équilibrée ou légèrement plus forte dans les communes pauvres de 1974 à 1995.

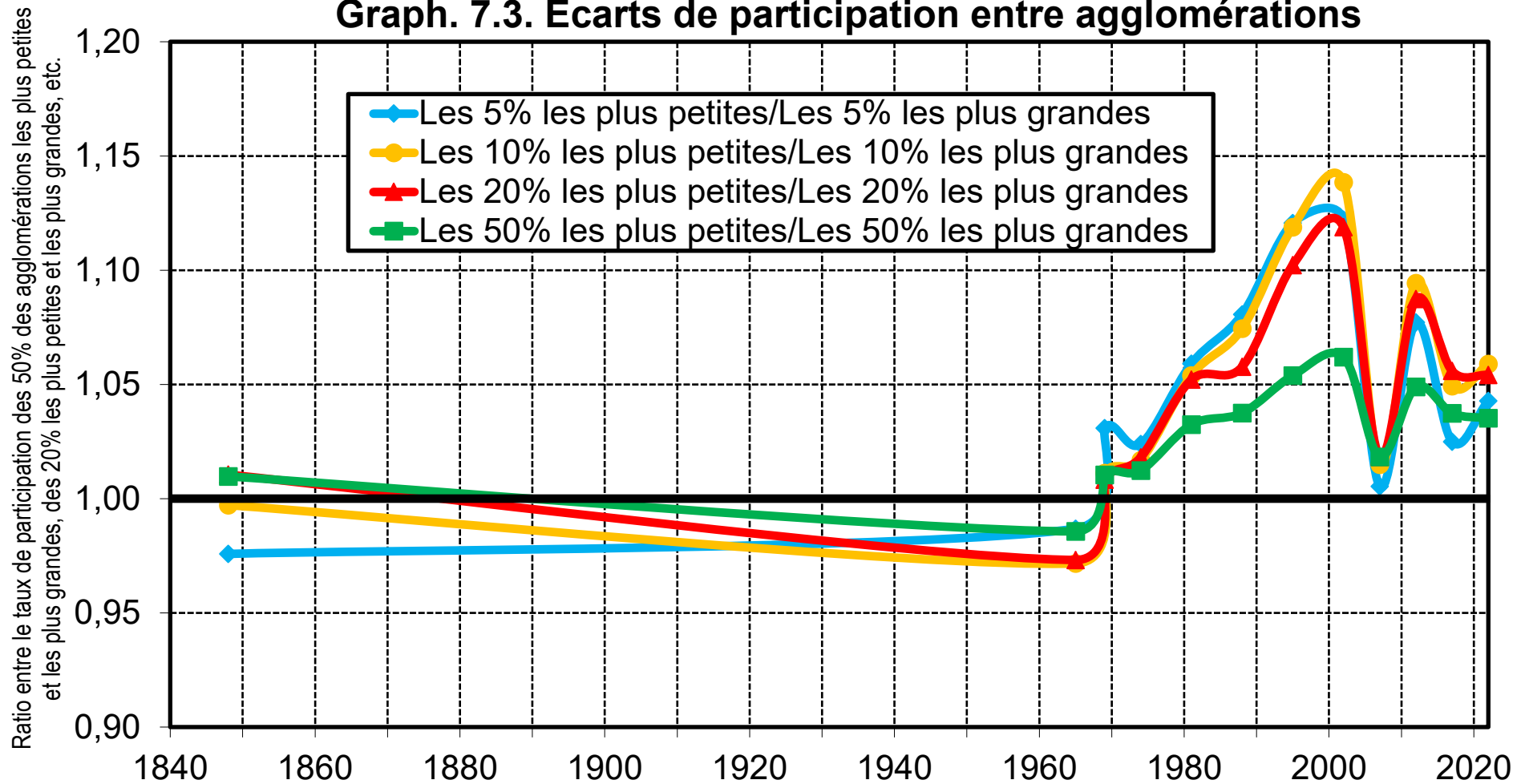
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.2. La participation dans les communes riches et pauvres



Lecture. En 2022, la participation aux élections présidentielles est 5% plus forte que la moyenne nationale dans les 5% des communes les plus riches (au sens du revenu), et 6% plus faible que la moyenne nationale dans les 5% des communes les plus pauvres. Au cours des dernières décennies, la participation est devenue nettement plus élevée dans communes riches que dans les communes pauvres, ce qui n'était pas le cas auparavant. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

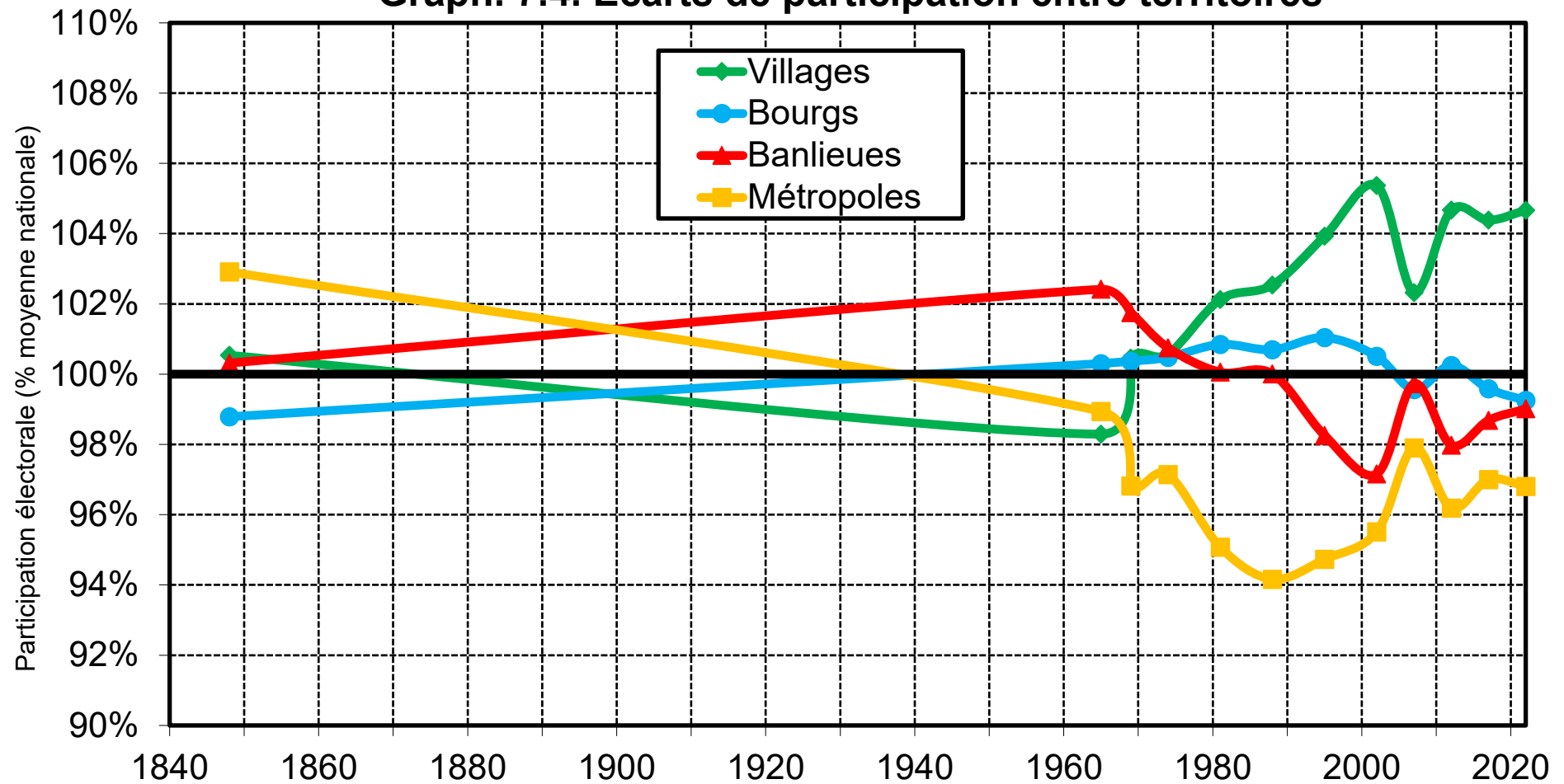
Graph. 7.3. Ecart de participation entre agglomérations



Lecture. En 2022, la participation aux élections présidentielles est 1,06 fois plus forte dans les 10% des agglomérations les plus petites que dans les 10% des agglomérations les plus grandes. Des présidentielles de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été plus élevée dans les plus petites agglomérations, sauf en 1965 et 1974.

Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

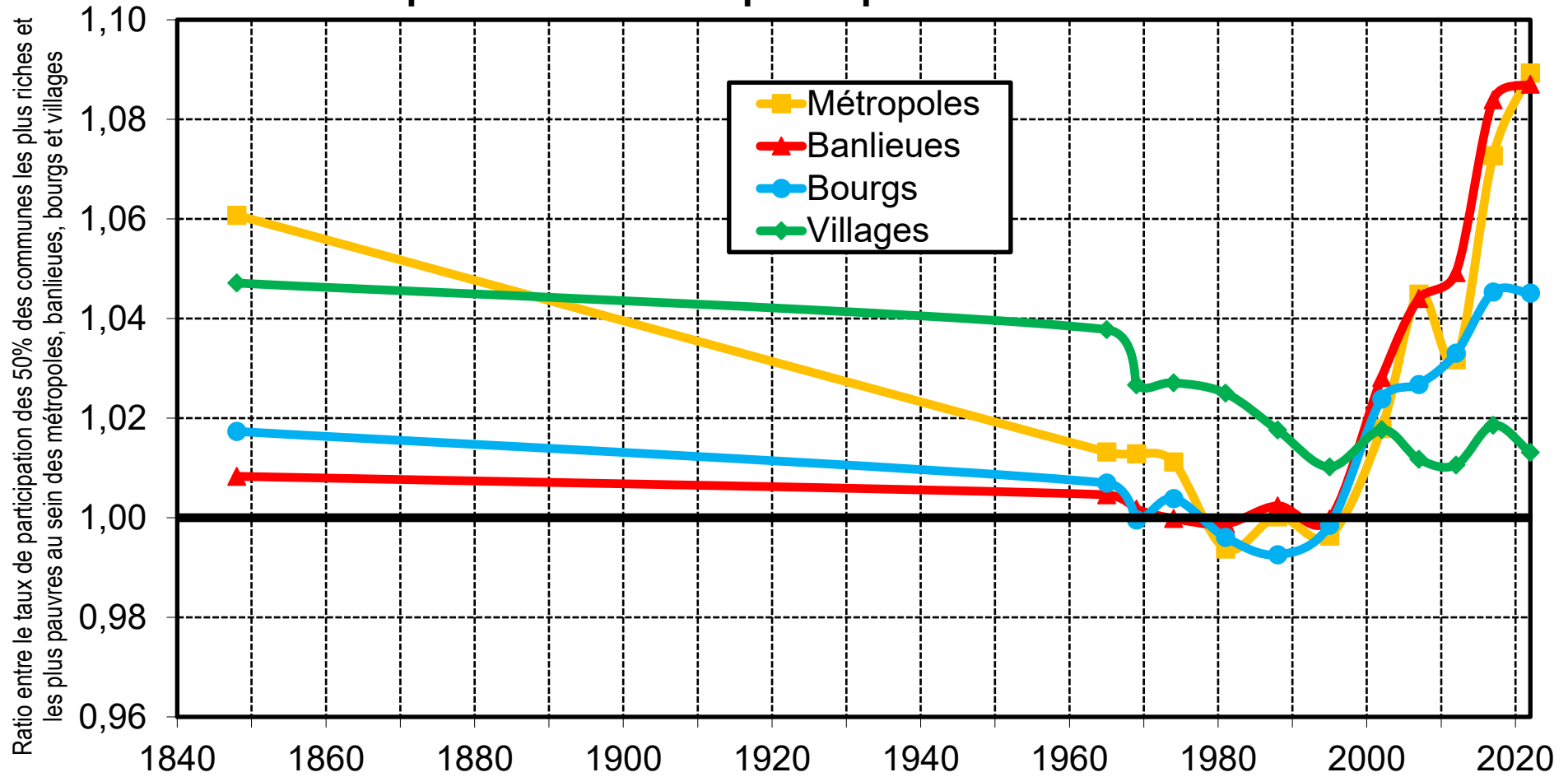
Graph. 7.4. Ecart de participation entre territoires



Lecture. En 2022, la participation aux élections présidentielles est 5% plus élevée que la moyenne nationale dans les villages, et environ 3% plus faible que la moyenne nationale dans les métropoles. Depuis les présidentielles de 1981, la participation a généralement été plus forte dans les villages que dans les bourgs, banlieues et métropoles.

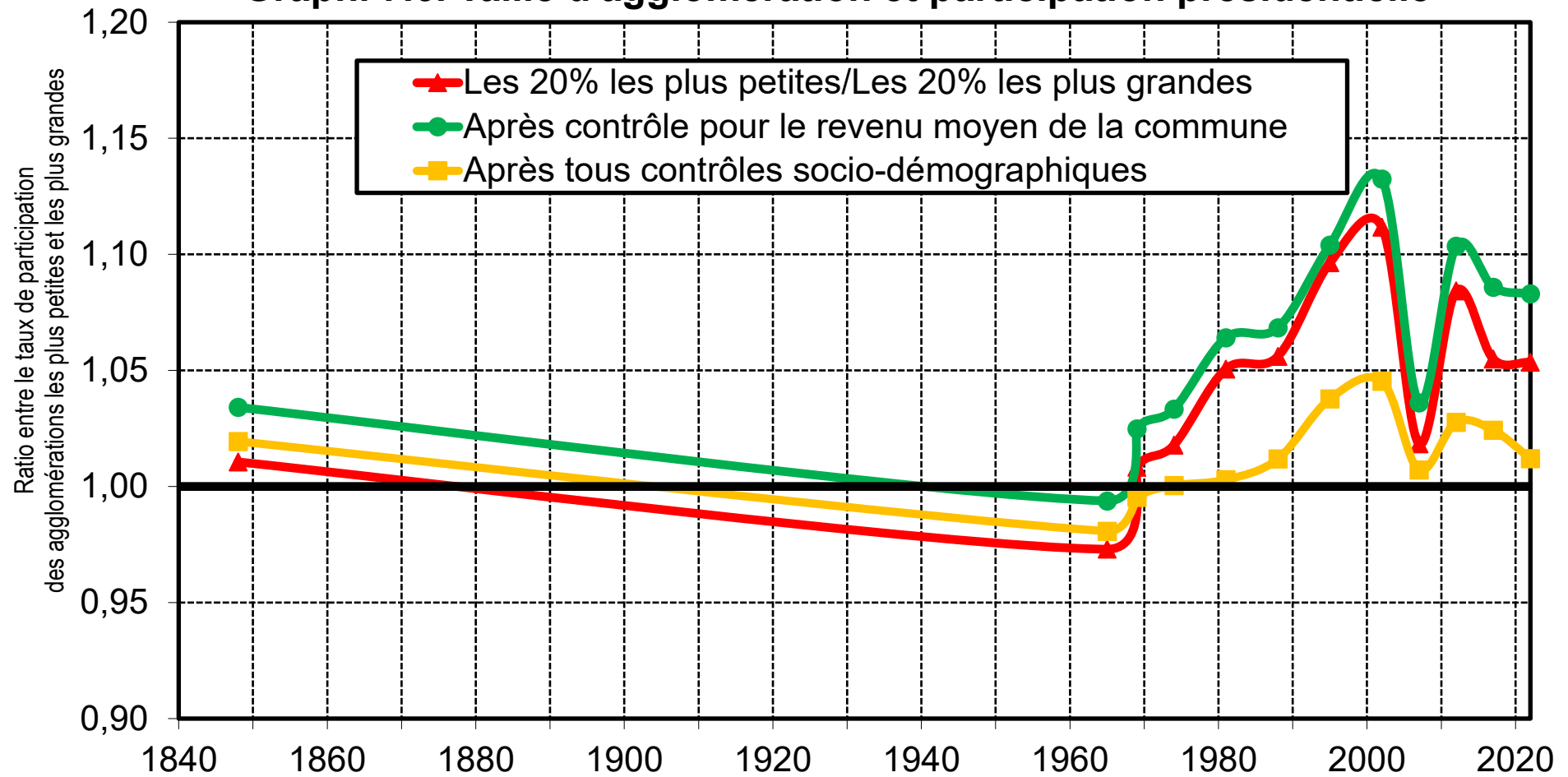
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.5. Ecart de participation au sein des territoires



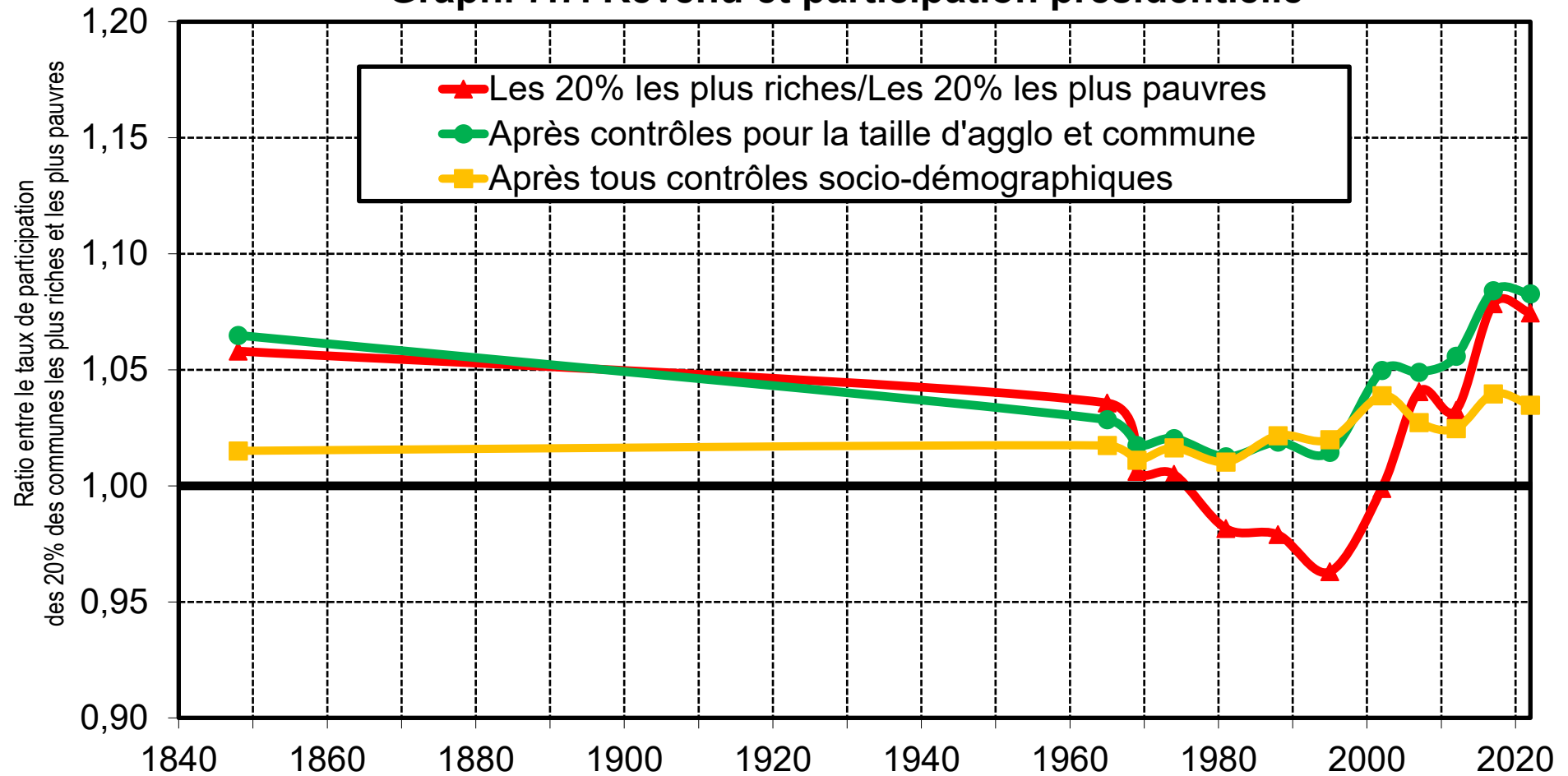
Lecture. Lors des présidentielles de 2022, la participation est 1,09 fois plus élevée dans les banlieues riches (les 50% des banlieues les plus riches) que dans les banlieues pauvres. Des présidentielles de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été plus élevée dans les territoires riches que dans les territoires pauvres, avec un net élargissement de l'écart au cours des dernières décennies. **Sources et séries:** unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.6. Taille d'agglomération et participation présidentielle



Lecture. Des présidentielles de 1848 à celles de 2022, la participation a généralement été légèrement plus élevée dans les petites agglomérations que dans les grandes, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles, à l'exception des présidentielles de 1965. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

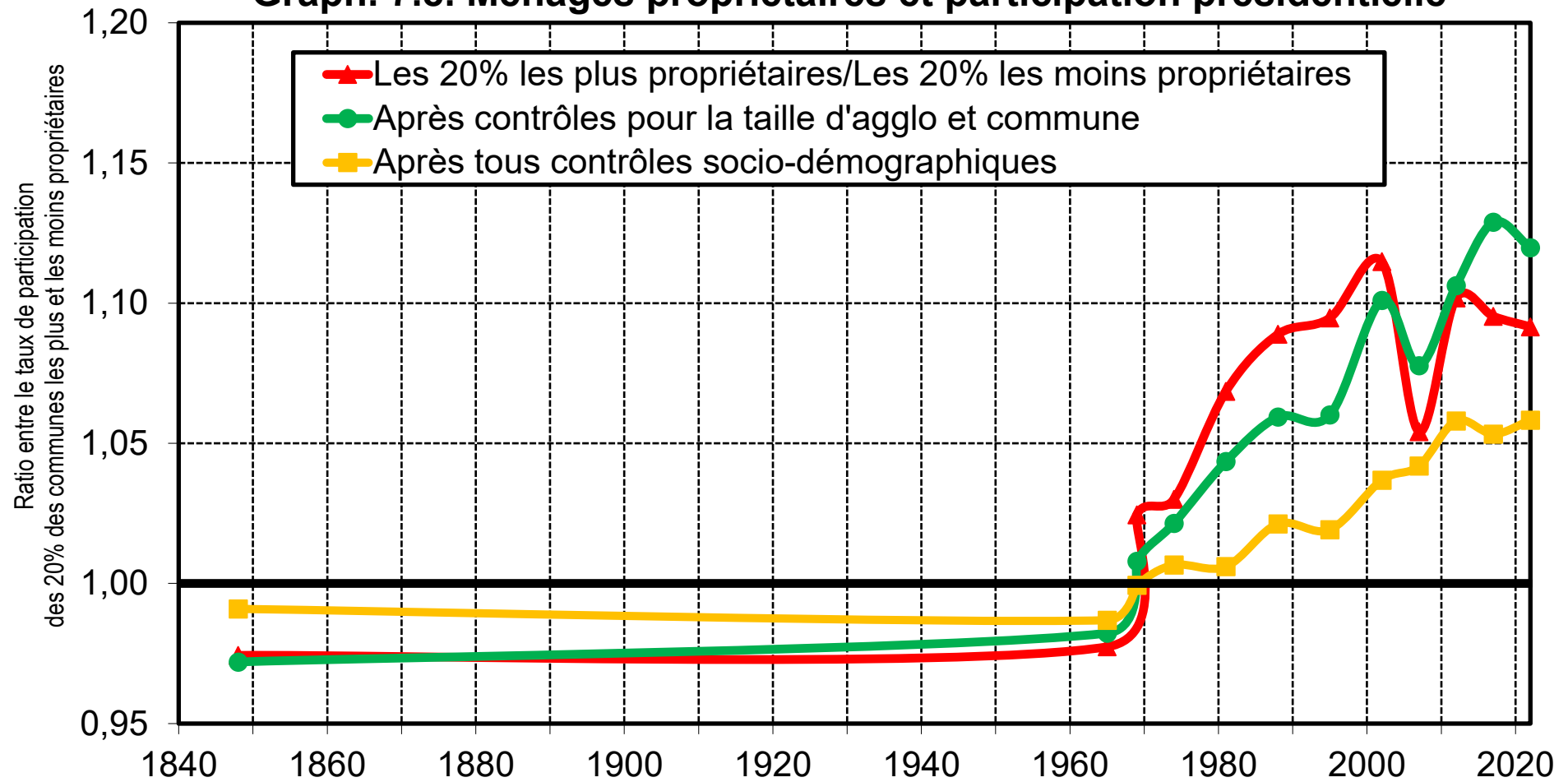
Graph. 7.7. Revenu et participation présidentielle



Lecture. Depuis 1990-2000, la participation aux élections présidentielles est devenue de plus en plus élevée dans les communes riches relativement aux communes pauvres, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles.

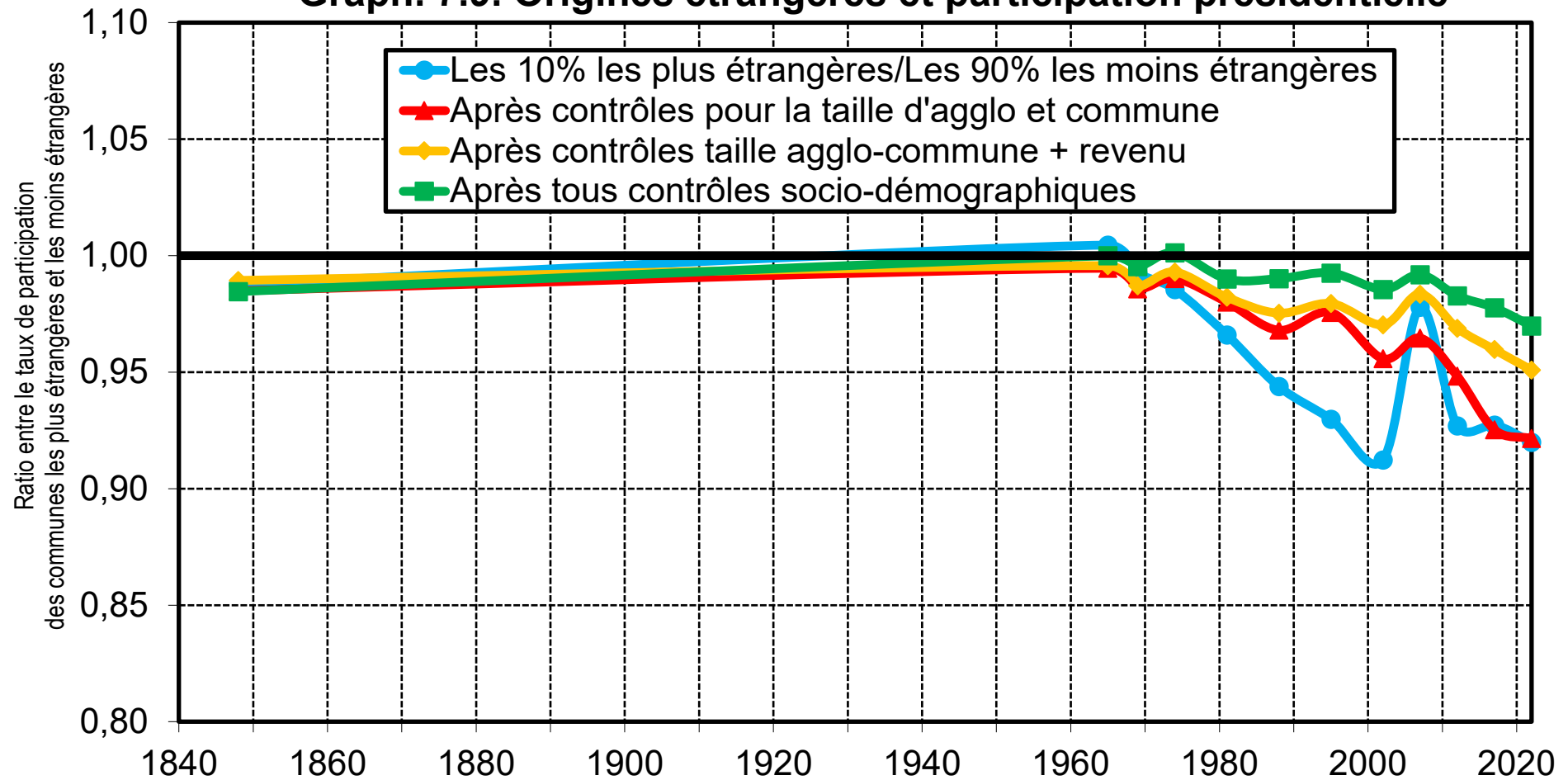
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.8. Ménages propriétaires et participation présidentielle



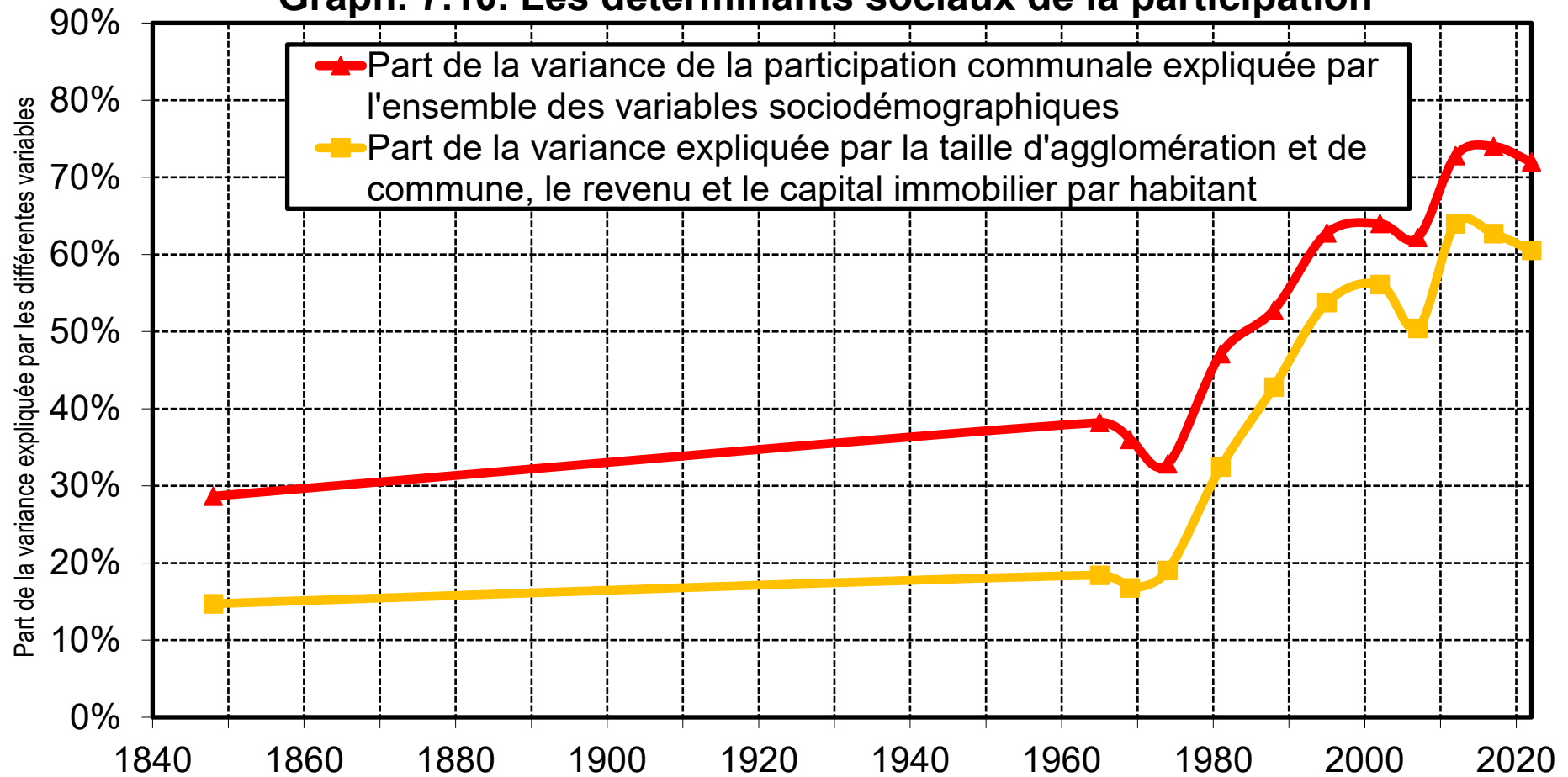
Lecture. Au cours des dernières décennies, un très net écart de participation présidentielle est apparu entre les communes ayant la plus forte proportion de propriétaires de leur logement (communes "les plus propriétaires") et les communes ayant la plus faible proportion de propriétaires ("les moins propriétaires"), avec ou sans prise en compte des variables de contrôles.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.9. Origines étrangères et participation présidentielle



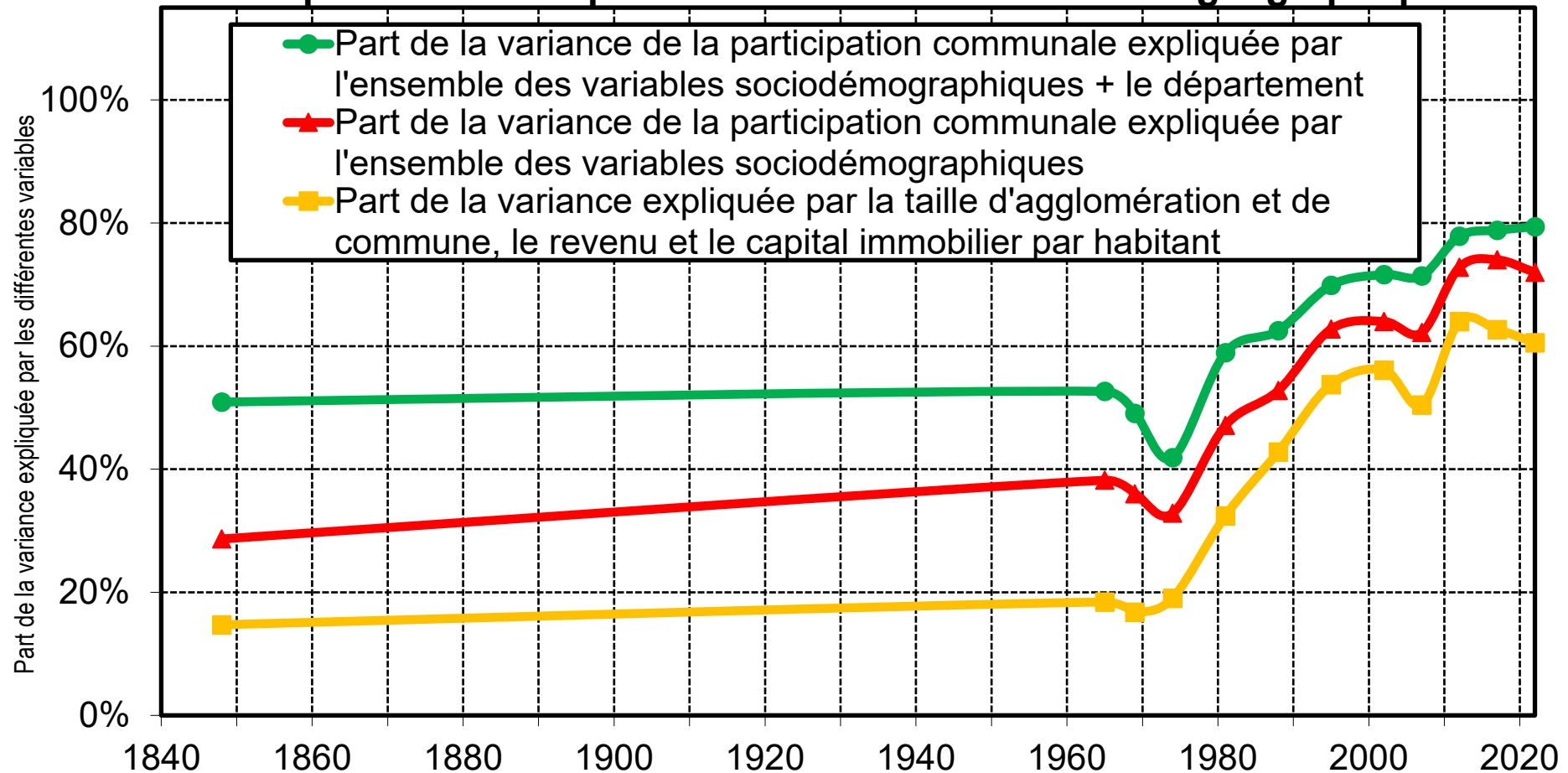
Lecture. Au cours des dernières décennies, un net écart de participation présidentielle est apparu entre les communes ayant la plus forte proportion d'habitants de nationalité étrangère (communes "les plus étrangères") et les communes ayant la plus faible proportion d'étrangers ("les moins étrangères"). Cet écart disparaît cependant en grande partie après prise en compte des variables de contrôles socio-démographiques. **Sources et séries:** voir unehistoireduconfitpolitique.fr

Graph. 7.10. Les déterminants sociaux de la participation



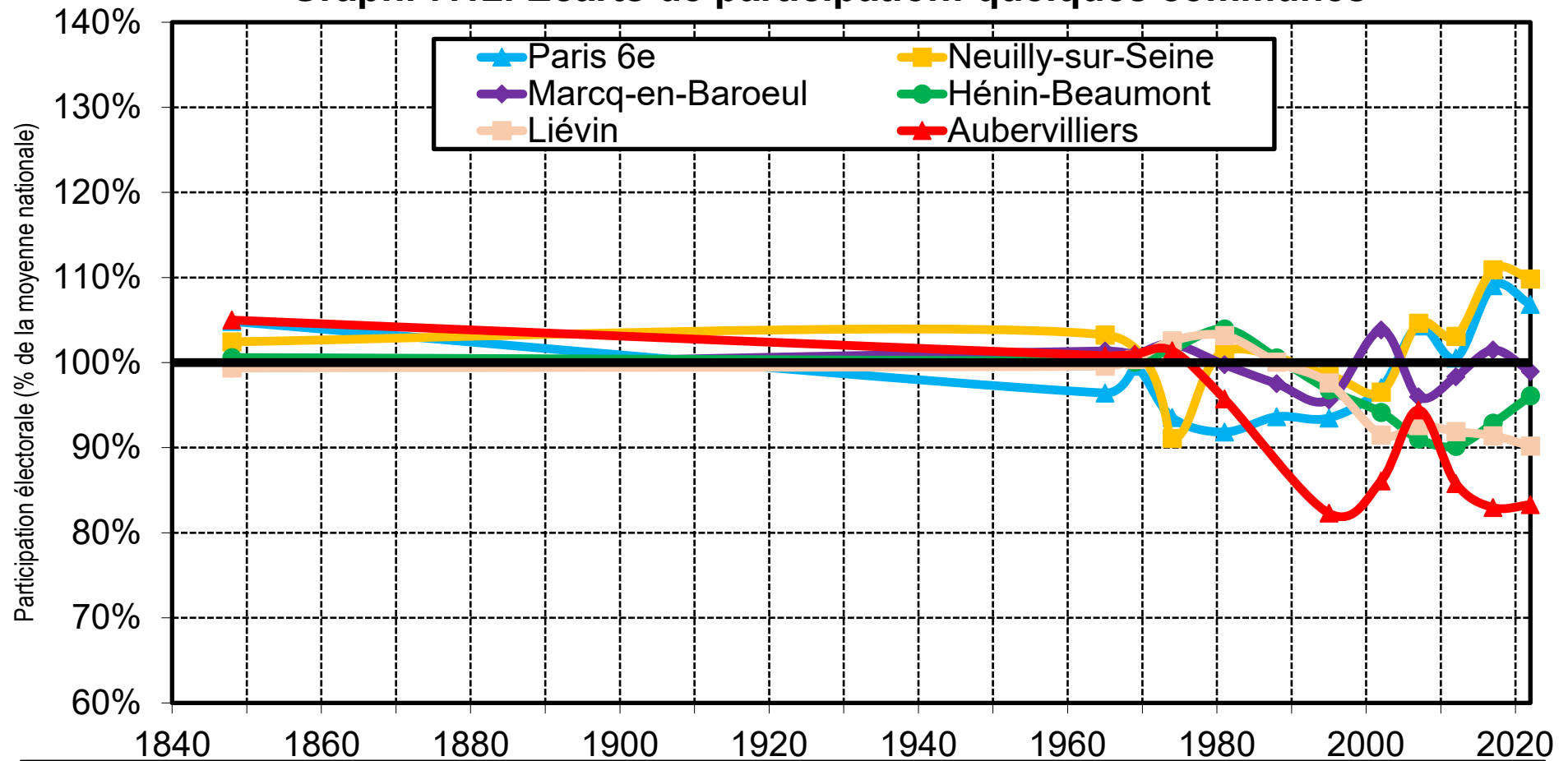
Lecture. Des présidentielles de 1848 à celles de 2022, la part de la variance de la participation communale expliquée par les variables sociodémographiques (au sens du R2 de la régression multifactorielle) est passée d'environ 30% à plus de 70%. La taille d'agglomération et de commune, le revenu et le capital immobilier représentent généralement à eux seuls entre la moitié et les trois quarts du pouvoir explicatif total. Les autres variables sociodémographiques sont l'âge et le sexe, la profession, le diplôme, les origines, etc. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.11. Participation: déterminants sociaux vs géographiques



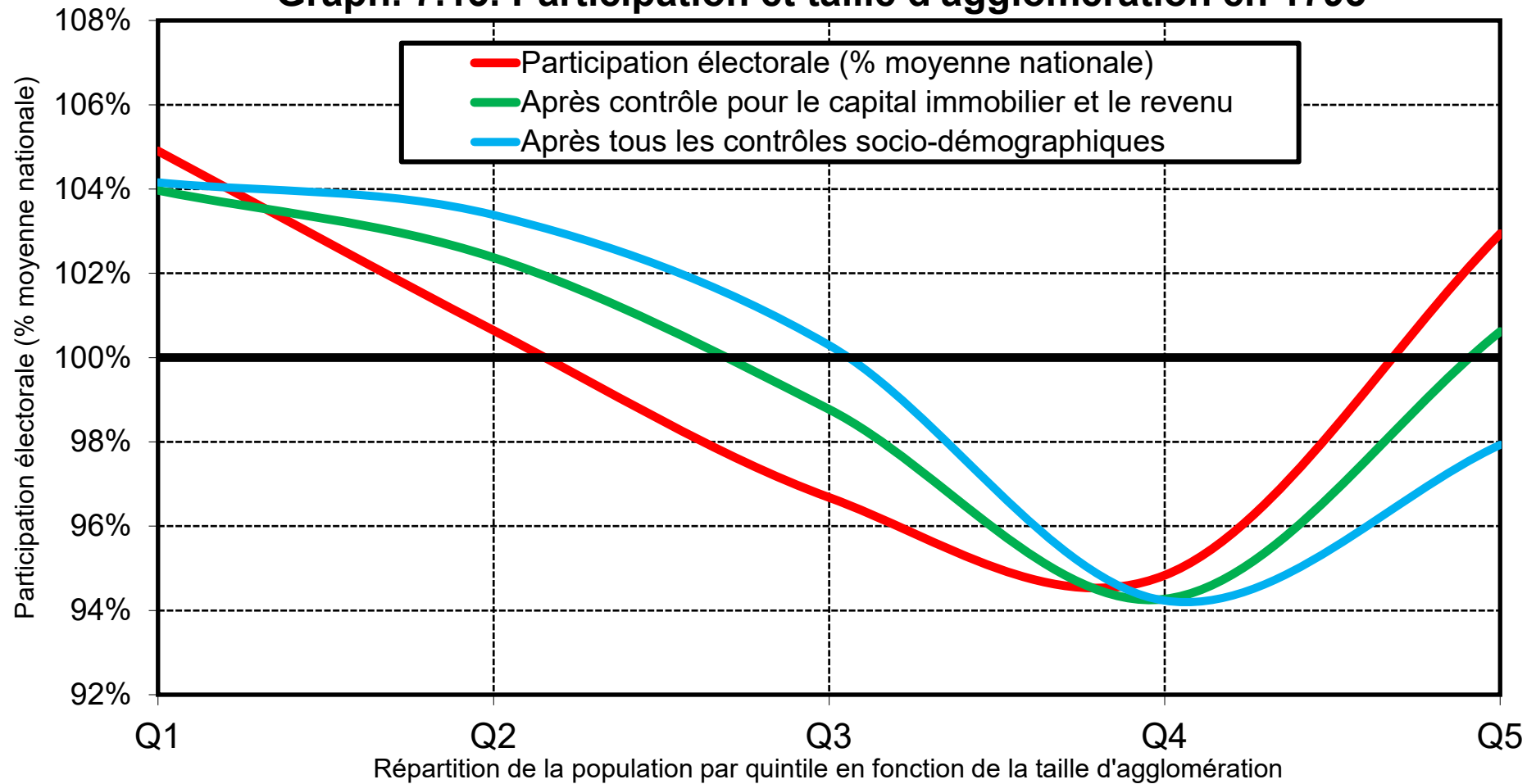
Lecture. Des présidentielles de 1848 à celles de 2022, la part de la variance de la participation communale expliquée par les variables sociodémographiques (au sens du R2 de la régression multifactorielle) est passée d'environ 30% à plus de 70%. Le département a un pouvoir explicatif additionnel équivalent à l'ensemble des variables sociodémographiques en 1848, mais seulement un dixième en 2022. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.12. Ecart de participation: quelques communes



Lecture. De 1848 jusqu'en 1980-1990, les écarts de participation présidentielle entre métropoles riches (Paris 6e), banlieues riches (Neuilly-sur-Seine, Marcq-en-Baroeul), banlieues pauvres (Liévin, Aubervilliers) et bourgs pauvres (Hénin-Beaumont) sont faibles et peu systématiques. Depuis 1990-2000, la participation s'est fortement accrue dans les communes les plus riches (relativement à la moyenne nationale) et a chuté dans les communes les plus pauvres, particulièrement dans celles avec une population importante d'origine étrangère (Aubervilliers). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

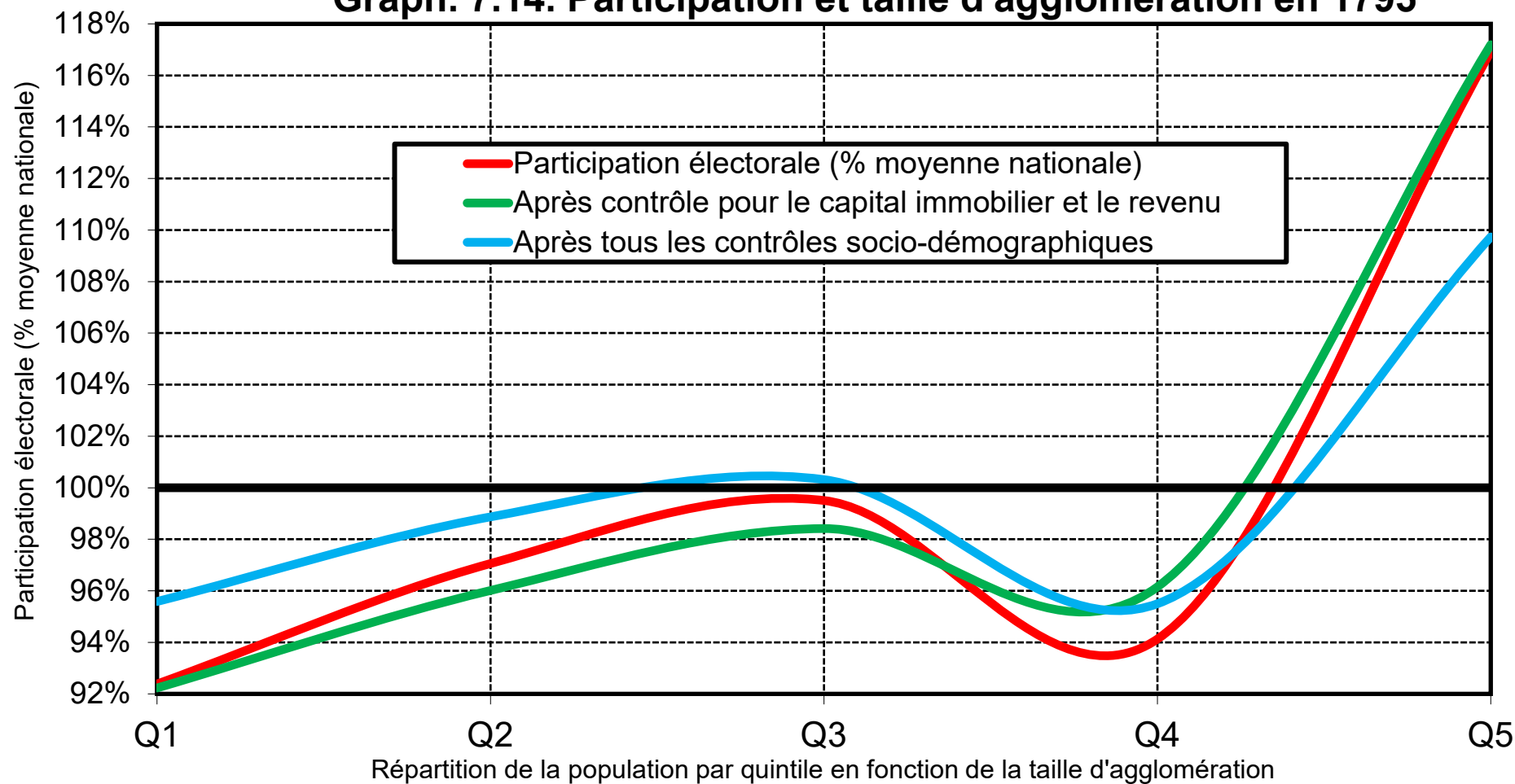
Graph. 7.13. Participation et taille d'agglomération en 1793



Lecture. Lors du référendum de 1793, la participation est maximale parmi les 20% de la population vivant dans les agglomérations les plus petites et diminue régulièrement avec la taille d'agglomération, si l'on excepte une remontée au niveau des 20% de la population vivant dans les agglomérations les plus grandes, avant et après prise en compte des variables de contrôles.

Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

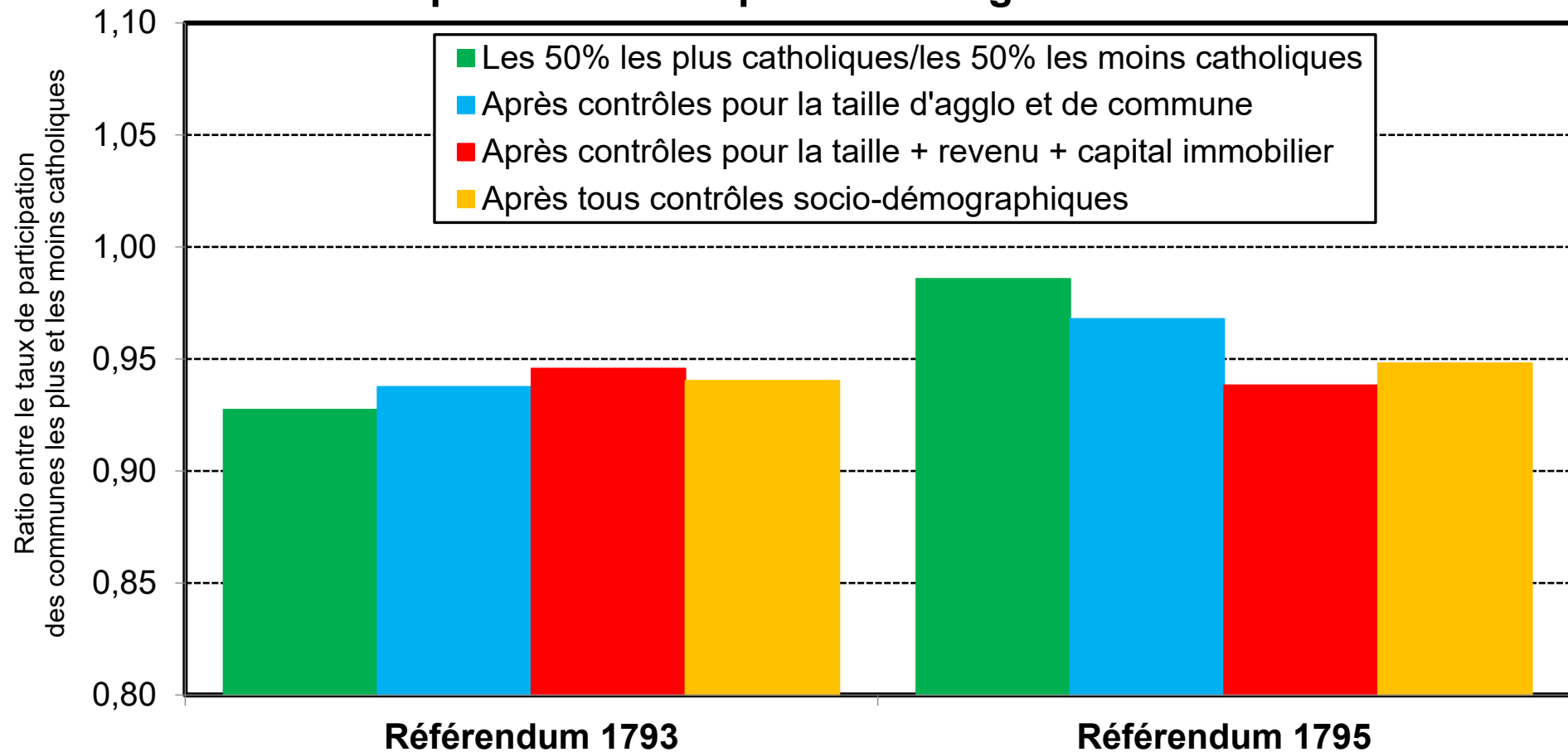
Graph. 7.14. Participation et taille d'agglomération en 1795



Lecture. Lors du référendum de 1795, à l'inverse de celui de 1793, la participation croît de façon relativement régulière avec la taille d'agglomération et atteint son niveau maximal au sein des 20% de la population vivant dans les agglomérations les plus grandes, avant et après prise en compte des variables de contrôles.

Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

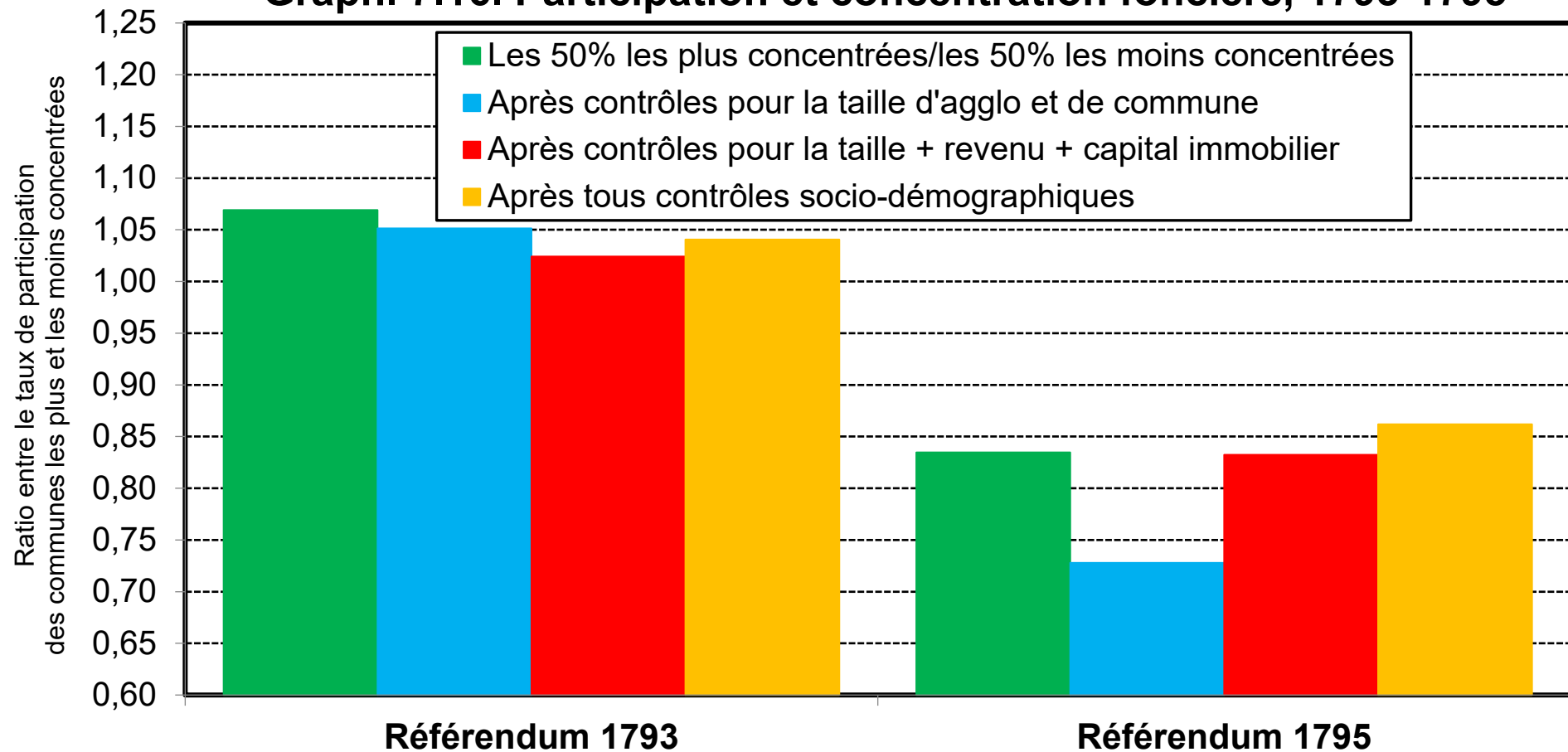
Graph. 7.15. Participation et religion en 1793-1795



Lecture. En 1793 comme en 1795, la participation est plus faible dans les communes les plus catholiques que dans les communes les moins catholiques, avant et après prise en compte des variables de contrôles. L'indicateur utilisé ici pour mesurer la proximité des électeurs avec l'Église catholique est la proportion de filles scolarisées dans les écoles privées en 1894. On obtient des résultats similaires avec d'autres indicateurs comme la proportion de prêtres réfractaires en 1791 ou la proportion d'enfants scolarisés dans le privé en 2021.

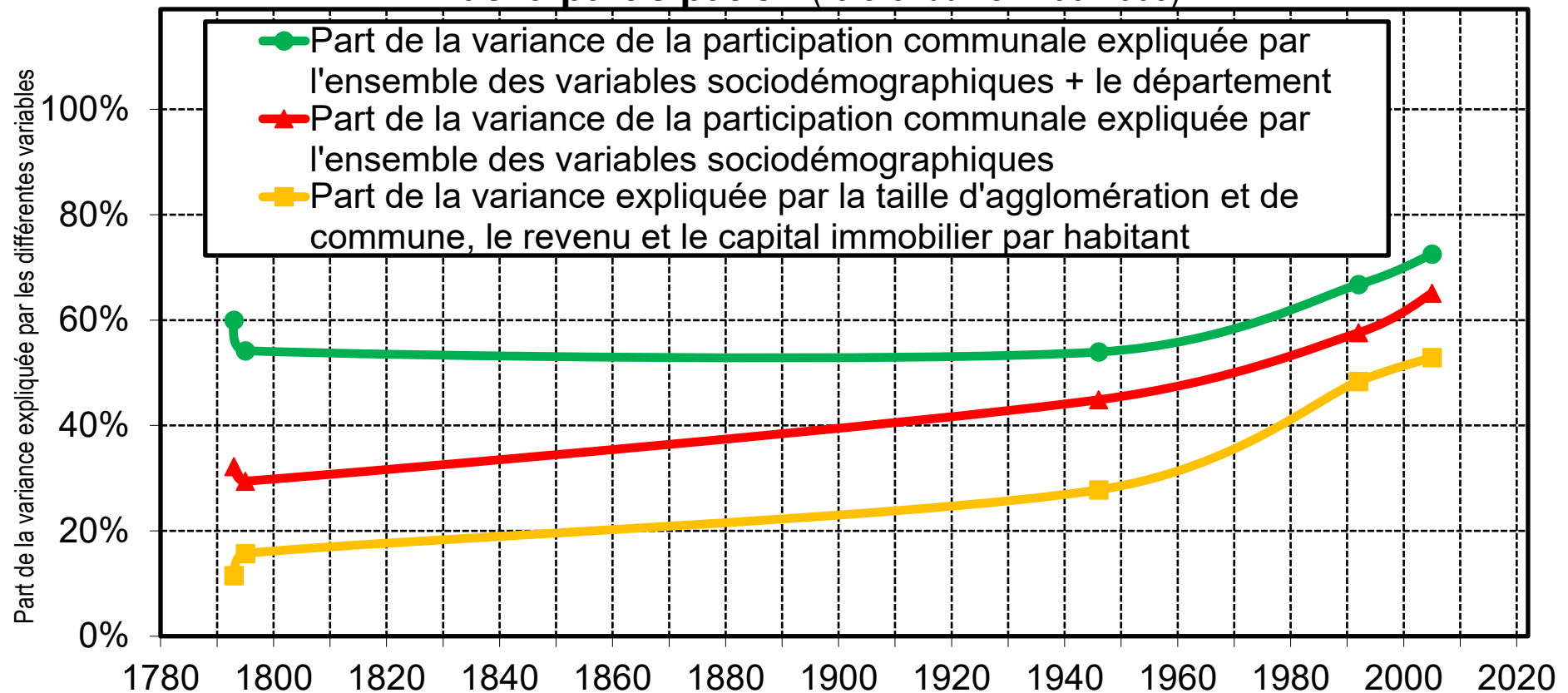
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.16. Participation et concentration foncière, 1793-1795



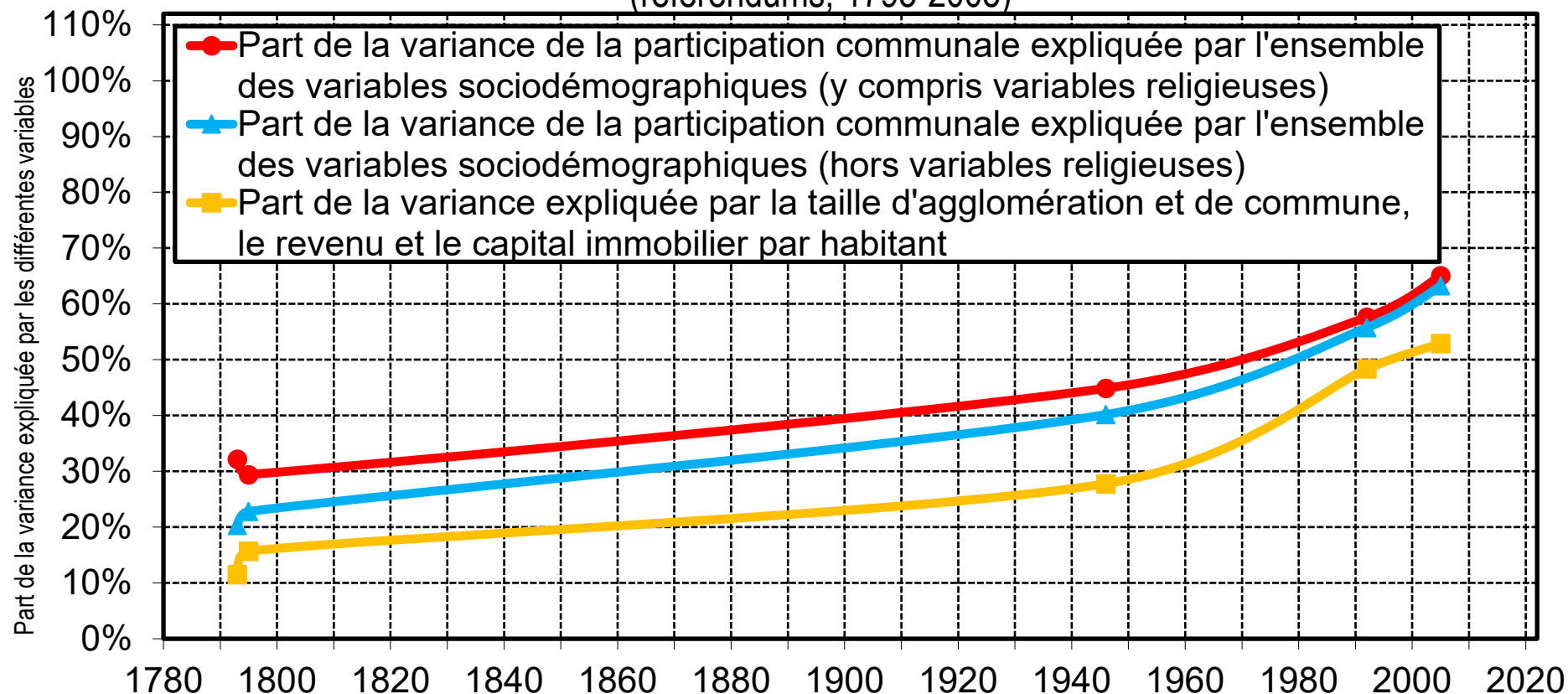
Lecture. En 1793, la participation est plus élevée dans les communes avec la plus forte concentration foncière, avant et après prise en compte des variables de contrôles. L'inverse est vrai en 1795. L'indicateur utilisé ici est la proportion des surfaces agricoles détenues dans le cadre d'exploitations de plus de 50 hectares, telle que mesurée lors du recensement de 1962. On obtient des résultats similaires avec d'autres indicateurs comme le classement des côtes foncières par surface de 1883. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.17. Déterminants sociaux et géographiques de la participation (référendums 1793-2005)



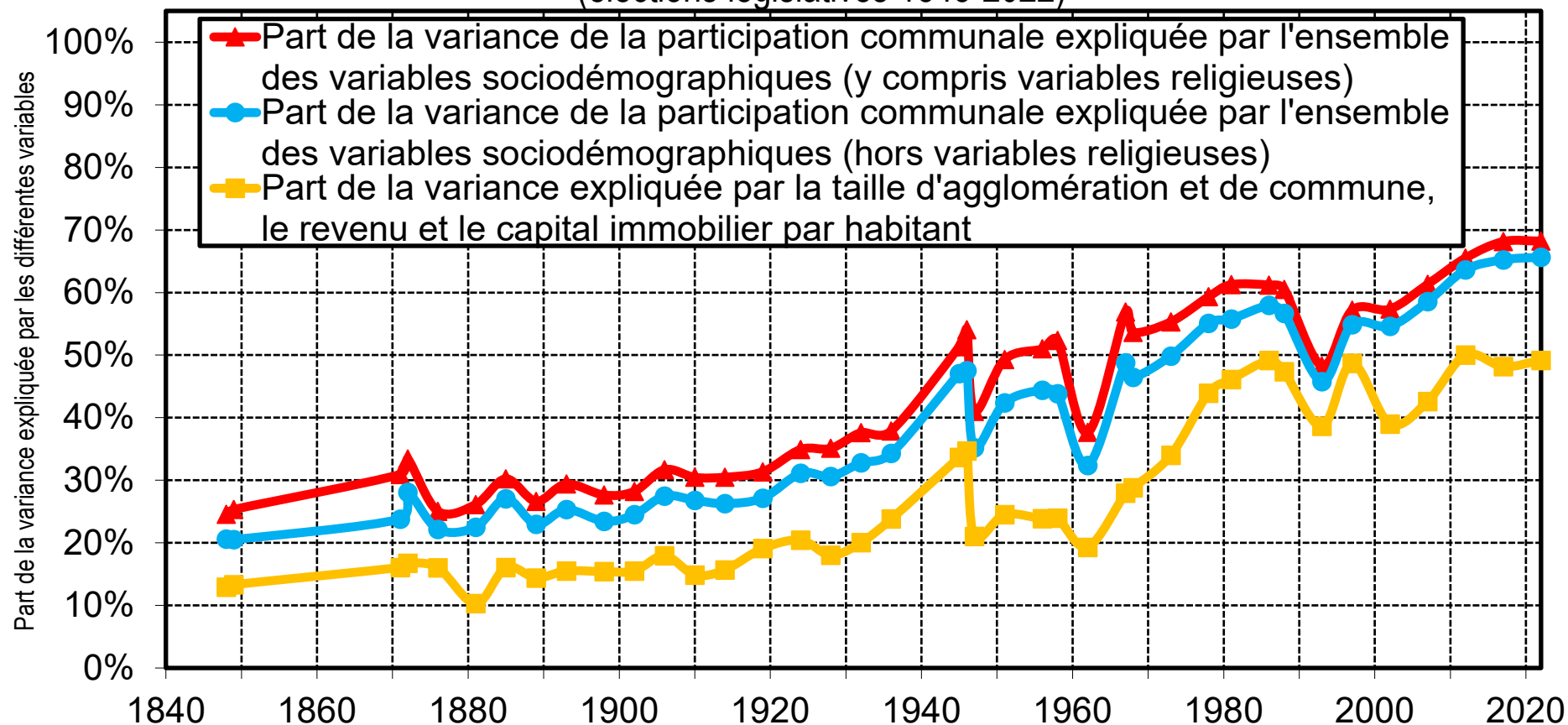
Lecture. Du référendum de 1793 à celui de 2005, la part la variance de la participation expliquée par les variables sociodémographiques (au sens du R2 de la régression multifactorielle) est passée d'environ 30% à plus de 60%. La taille d'agglomération et de commune, le revenu et le capital immobilier représentent généralement entre la moitié et les trois quarts du pouvoir explicatif total. Les autres variables sociodémographiques sont l'âge, le sexe, la profession, le diplôme, les origines, etc. Le département a un pouvoir explicatif additionnel comparable à l'ensemble des variables sociodémographiques en 1793-1795, mais seulement à un dixième de ces variables en 1992-2005. **Sources et séries:** voir unehistoireduconfli politique.fr

Graph. 7.18. Déterminants sociaux et religieux de la participation
(référendums, 1793-2005)



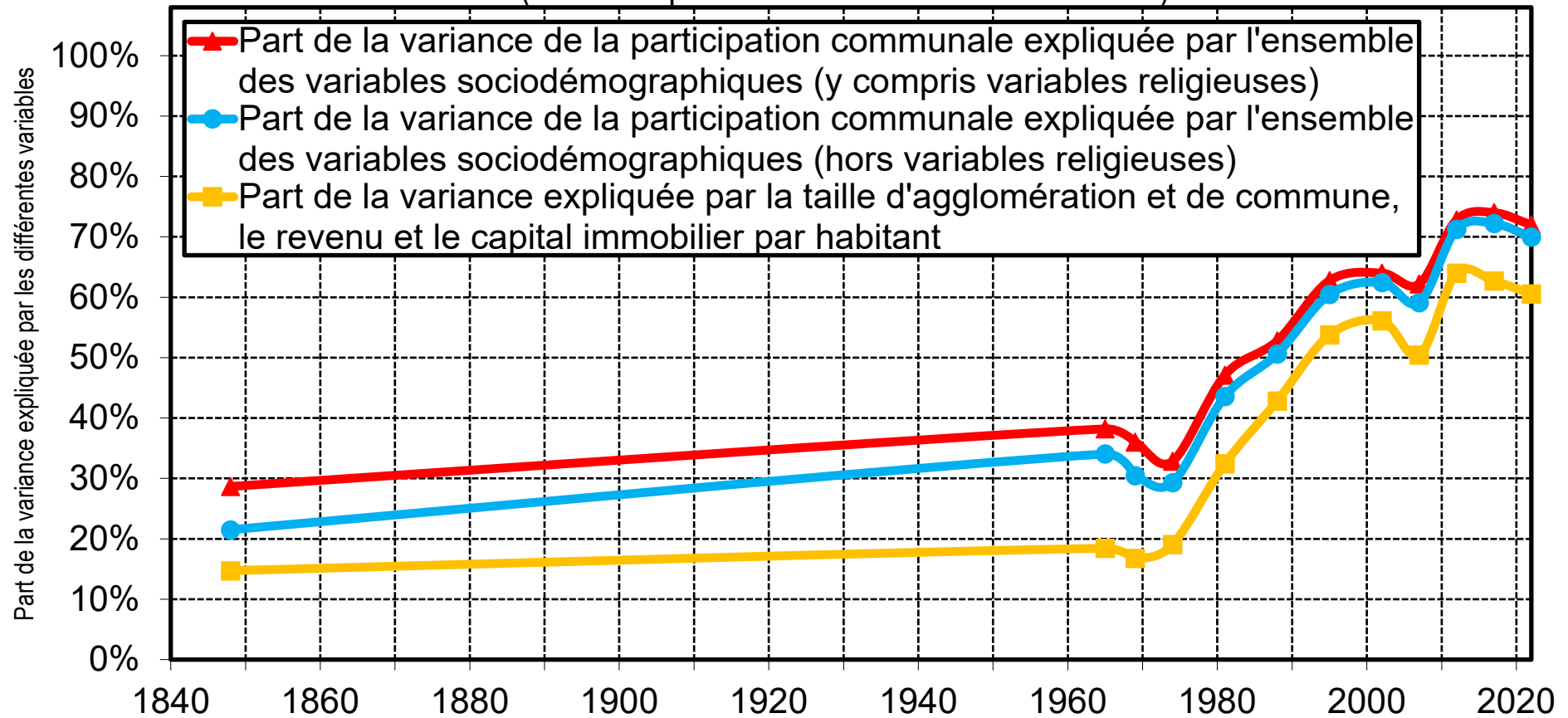
Lecture. L'inclusion dans les variables explicatives des variables en lien avec la religion catholique (proportion de prêtres réfractaires en 1791, proportions d'élèves scolarisés dans le privé en 1894 et 2021, etc.) fait passer la part expliquée des écarts de participation référendaire de 20% à 32% en 1793, de 40% à 45% en 1946 et de 63% à 65% en 2005. Autrement dit, le pouvoir explicatif des variables religieuses a diminué au cours du temps et a été progressivement absorbé par les autres variables sociodémographiques (notamment économiques). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.19. Déterminants sociaux vs religieux de la participation
(élections législatives 1848-2022)



Lecture. L'inclusion dans les variables explicatives des variables en lien avec la religion catholique (proportion de prêtres réfractaires en 1791, proportions d'élèves scolarisés dans le privé en 1894 et 2021, etc.) fait passer la part expliquée des écarts de participation législative de 22 à 29% en 1848, de 29% à 35% en 1962 et de 66 à 68% en 2022. Autrement dit, le pouvoir explicatif des variables religieuses a diminué au cours du temps et a été progressivement absorbé par les autres variables sociodémographiques (notamment économiques). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7.20. Déterminants sociaux et religieux de la participation
(élections présidentielles 1848 et 1965-2022)



Lecture. La prise en compte dans les variables explicatives des variables en lien avec la religion catholique (proportion de prêtres réfractaires en 1791, proportions d'élèves scolarisés dans le privé en 1894 et 2021, etc.) fait passer la part expliquée des écarts de participation présidentielle de 22% à 29% en 1848, de 36% à 39% en 1965 et 70% à 72% en 2022. Autrement dit, le pouvoir explicatif des variables religieuses a diminué au cours du temps et a été progressivement absorbé par les autres variables sociodémographiques (notamment économiques). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Roadmap of the lectures

1. Classes et territoires : Les **inégalités socio-spatiales** en France depuis la Révolution.
2. Essor et déclin de la mobilisation démocratique : La **participation électorale** en France, 1789-2022.
3. Entre bipolarisation et tripartition : Deux siècles d'**élections législatives** en France.
4. Entre démocratie représentative et démocratie directe : Les clivages politiques dans les **scrutins présidentiels et référendaires**.

Tableau 8.1. Courants politiques et systèmes partisans en France, 1789-2022

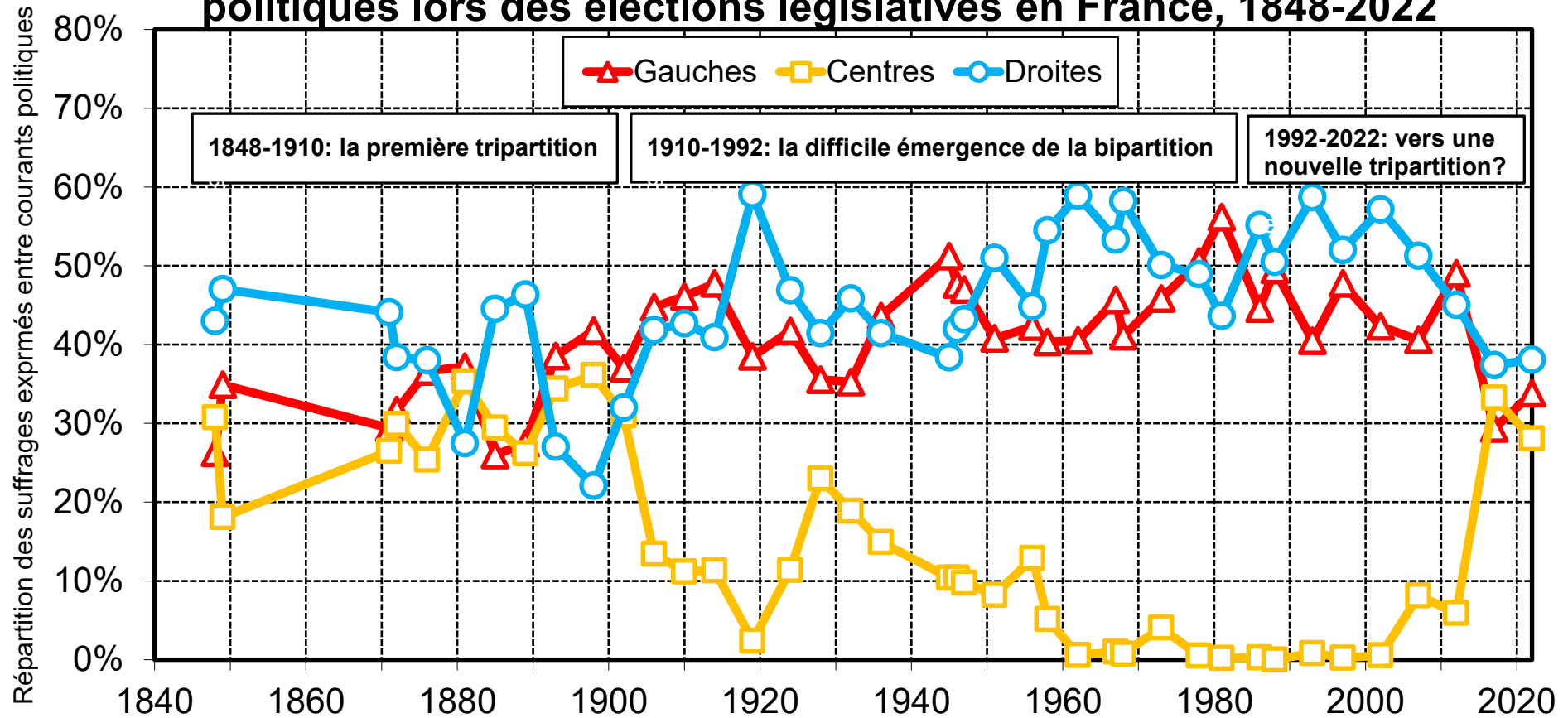
	Gauches	Centres	Droites
1789-1799 Révolution et I ^e République	Jacobins, Montagnards	Girondins	Feuillants, Monarchistes
1848-1852 II ^e République (tripartition)	Démocrates-socialistes, Montagnards, Républicains avancés	Républicains modérés, Républicains constitutionnels	Conservateurs, Parti de l'ordre, Monarchistes, Bonapartistes
1871-1910 Début III ^e Répub. (tripartition)	Socialistes, Radicaux, Radicaux-socialistes, Républicains avancés	Républicains modérés, Républicains constitutionnels, Républicains opportunistes	Conservateurs, Monarchistes, Bonapartistes, Libéraux, Catholiques
1910-1992 Bipartition gauche-droite	Communistes (PCF), Socialistes (SFIO-PS), divers gauche	Radicaux, divers centre	Conservateurs, Libéraux, Catholiques, Gaullistes, etc. (FR, URD, ARD, MRP, RPF, UNR, UDR, RPR, UDF, etc.)
1992-2022 Vers une nouvelle tripartition?	Communistes (PCF), Socialistes (PS), LFI, EELV, divers gauche et écologistes	Modem, LREM, Ensemble, UDI, divers centre	Gaullistes, Libéraux, Nationalistes, etc. (RPR, UDF, UMP, LR, FN, RN, etc.)

Lecture. On peut distinguer 5 principaux systèmes de partis au sein de l'histoire électorale française, caractérisés parfois par la tripartition (avec trois pôles de force comparable à gauche, au centre et à droite, notamment entre 1848 et 1910) et parfois par une tendance marquée à la bipartition (avec deux pôles dominants à gauche et à droite, notamment entre 1910 et 1992). La période 1992-2022 semble marquée par le retour à une nouvelle forme de tripartition.

Signes. SFIO: Section française de l'internationale ouvrière. PS: Parti socialiste. PCF: Parti communiste français. FR: Fédération républicaine. URD: Union républicaine et démocratique. ARD: Alliance républicaine démocratique. MRP: Mouvement républicain populaire. RPF: Rassemblement du peuple français. UNR: Union pour la nouvelle République. UDR: Union de défense de la République. RPR: Rassemblement pour la République. UDF: Union pour la démocratie française. UMP: Union pour une majorité populaire. LR: Les Républicains. FN: Front national. RN: Rassemblement national. LFI: La France insoumise. EELV: Europe écologie-Les verts. Modem: Mouvement démocrate. LREM: La République en marche. UDI: Union des démocrates et indépendants.

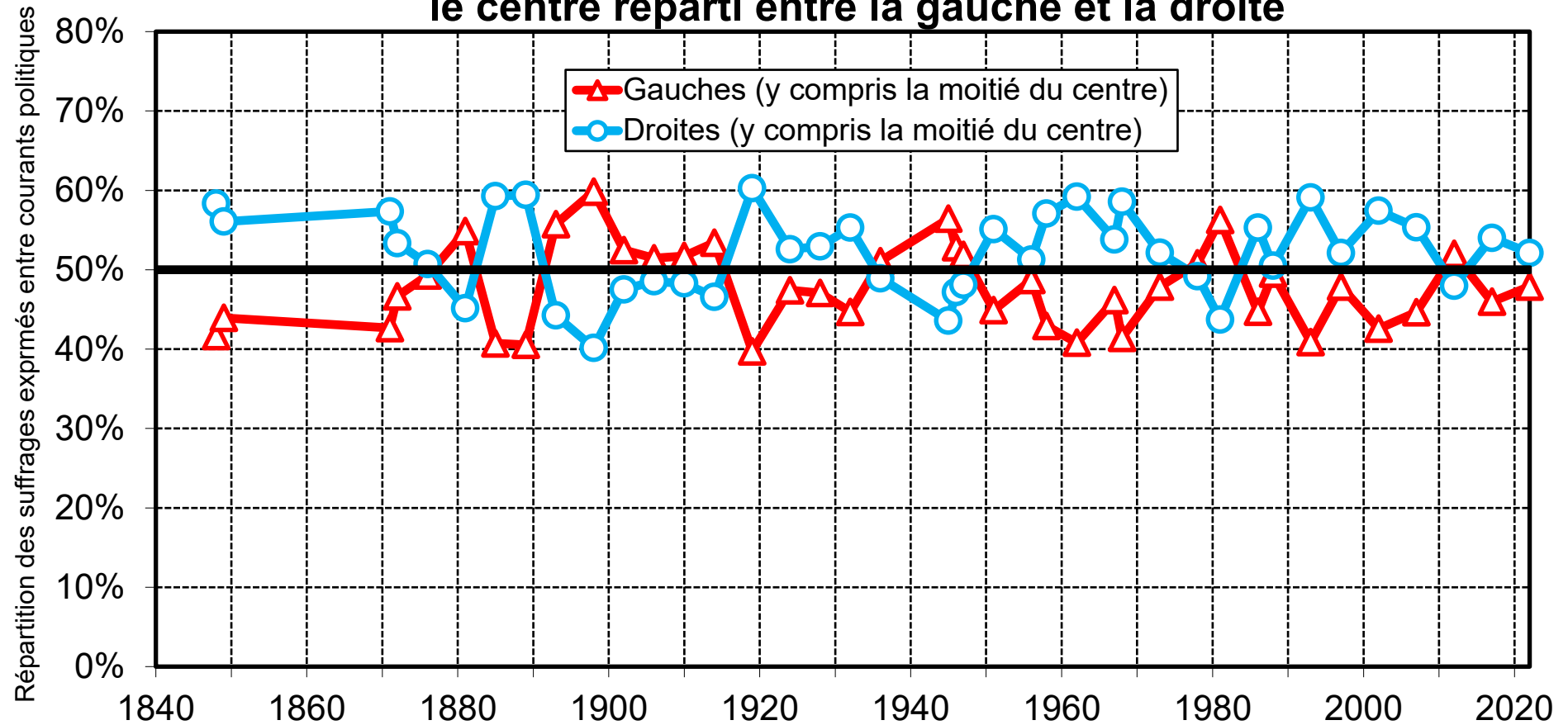
Sources. Voir unehistoireduconflitpolitique.fr, tableau A2 pour le classement élection par élection de toutes les nuances et partis en gauche, centre-gauche, centre, centre-droit et droite.

Graph. 8.1. Entre tripartition et bipartition: les courants politiques lors des élections législatives en France, 1848-2022



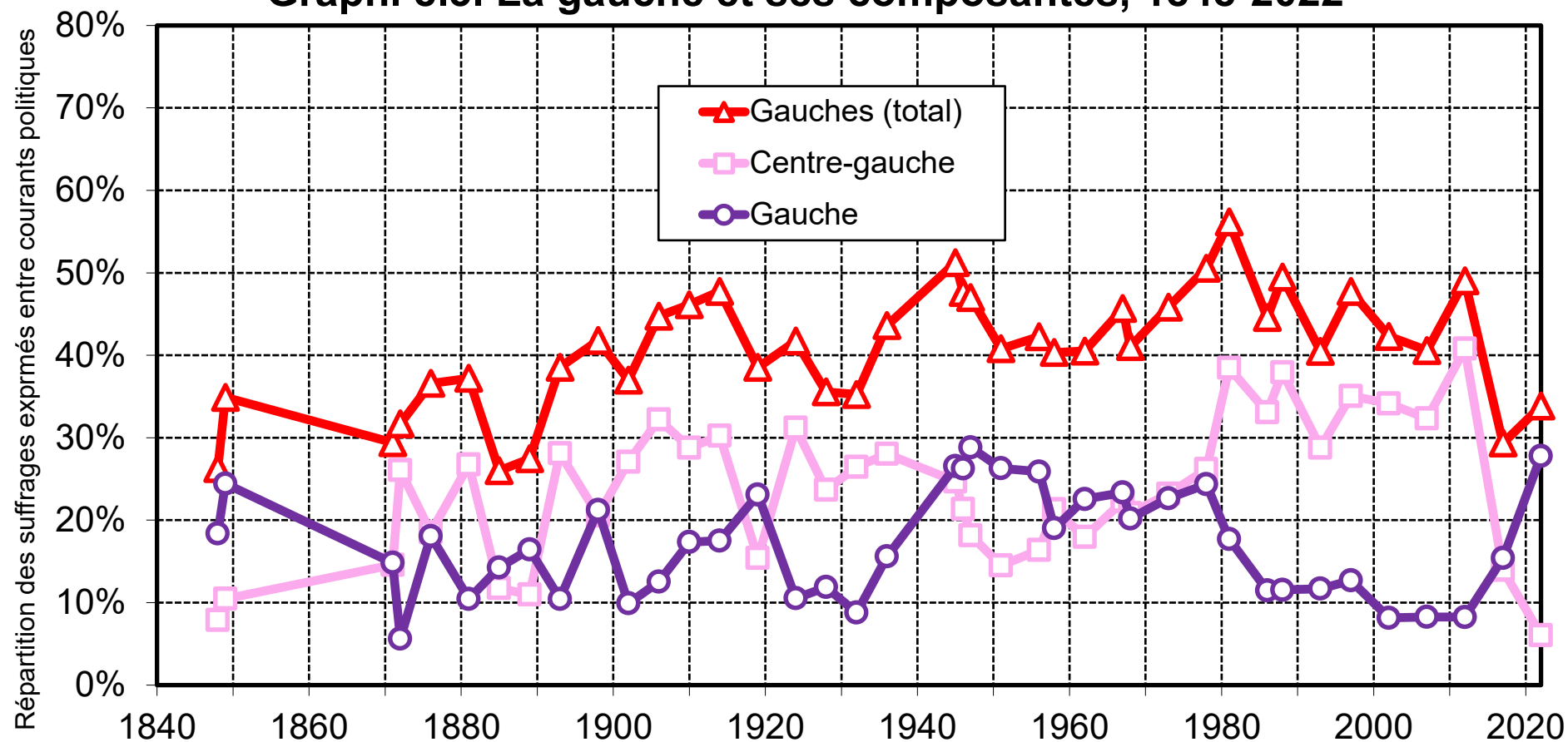
Lecture. Le système politique a oscillé de 1848 à 2022 entre tripartition (avec trois pôles de taille comparable à gauche, au centre et à droite) et bipartition (avec deux pôles dominants à gauche et à droite). Les courants classés au centre incluent les républicains modérés et opportunistes de 1848 à 1910 et le Modem et LREM en 2017-2022. Ceux classés à gauche incluent les socialistes et les radicaux de 1848 à 1910 et le PCF, PS, LFI, etc. en 2017-2022. Ceux classés à droite incluent les conservateurs, monarchistes, libéraux, etc. de 1848 à 1910 et le RN, LR, etc. en 2017-2022. Voir tableau 8.1 sur les régimes de partis. En moyenne sur la période 1848-2022, le bloc de gauche obtient 41% des voix, le bloc du centre 14% et le bloc de droite 45%. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 8.2. La bipartition permanente:
le centre réparti entre la gauche et la droite**



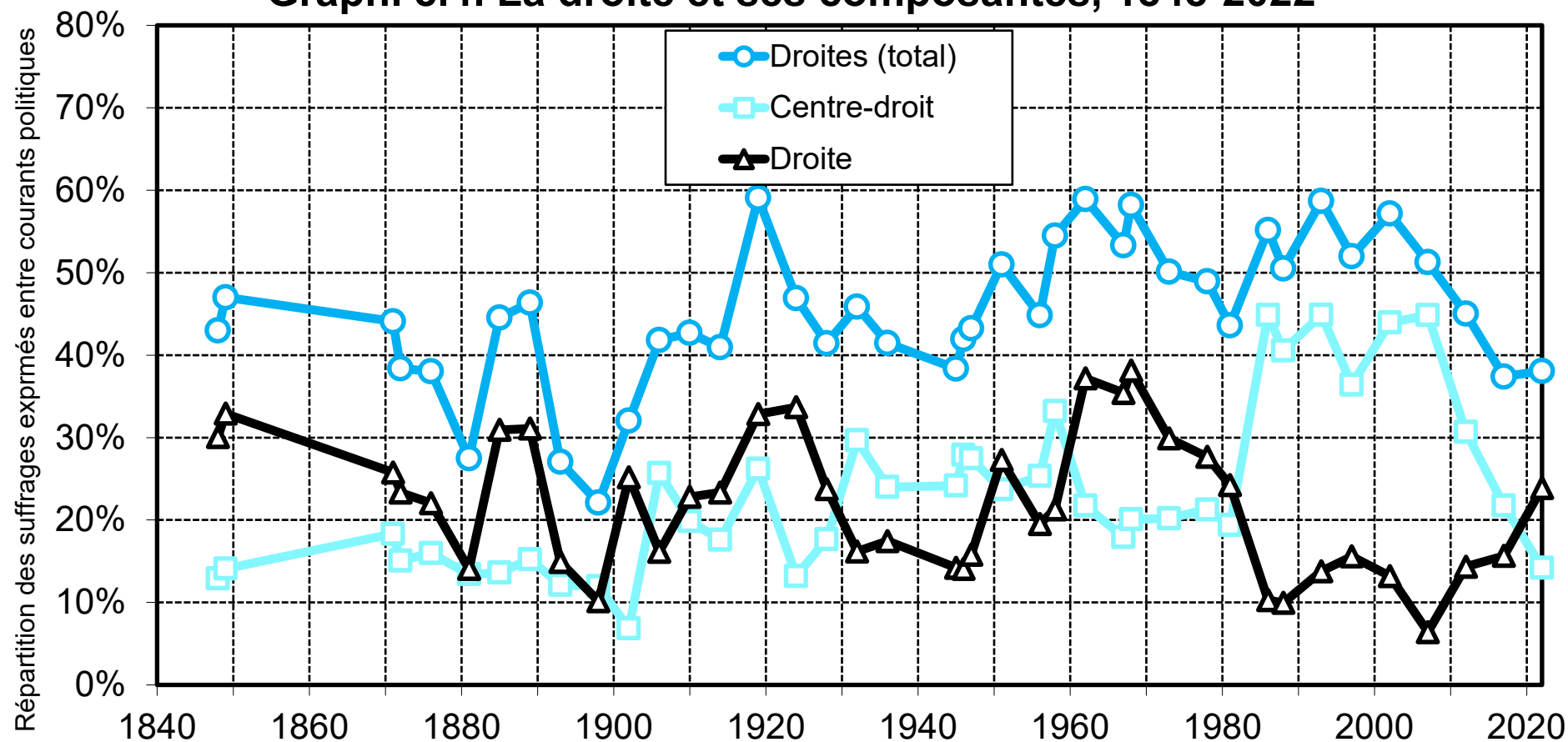
Lecture. Si l'on répartit les voix du centre moitié-moitié entre la gauche et la droite, alors par construction la bipartition apparaît permanente, avec des sommets à droite en 1848, 1871, 1919, 1962, 1968 et 1993 (autour de 58-59% des voix, contre 41-42% à la gauche) et des sommets à gauche en 1881, 1893, 1898, 1945 et 1981 (autour de 56-57% des voix, contre 43-44% à la droite). En moyenne sur la période 1848-2022, la gauche et la droite ainsi définies obtiennent respectivement 48% et 52% des voix. Cette vision centrée sur la bipartition gauche-droite oublie cependant l'importance du bloc du centre comme acteur autonome au cours de certaines périodes et les divisions considérables et quasi-permanentes à l'intérieur des blocs de gauche et de droite. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.3. La gauche et ses composantes, 1848-2022



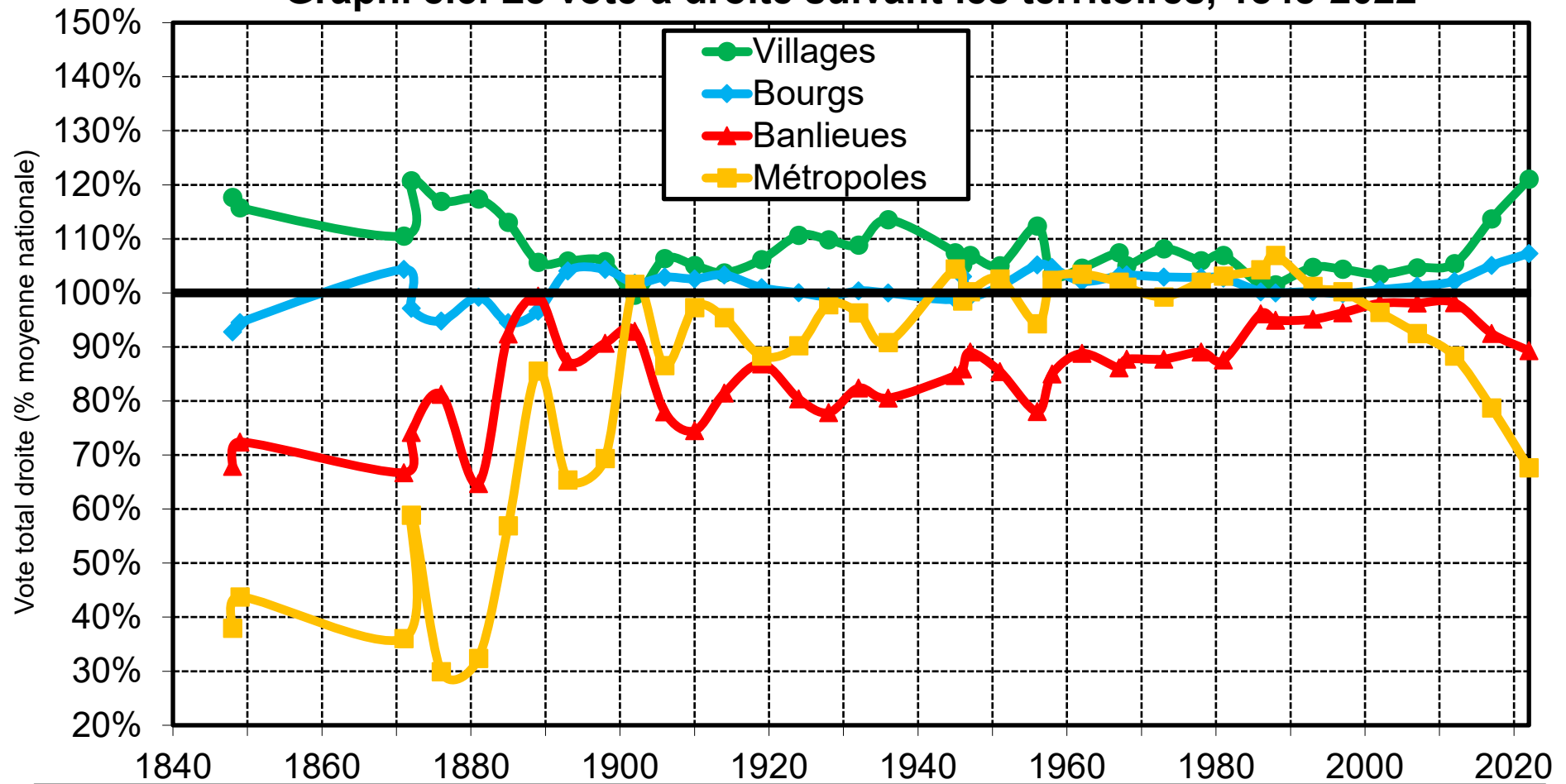
Lecture. Pour toutes les élections législatives de 1848 à 2022, les nuances politiques des candidats (généralement entre 8 et 15 suivant les scrutins) ont été classées en gauche, centre-gauche, centre, centre-droit et droite. Le bloc de gauche rassemble la gauche et le centre-gauche, et le bloc de droite la droite et le centre-droit. En moyenne, sur l'ensemble de la période 1848-2022, au sein des 41% des voix allant au total au bloc de gauche d'après nos décomptes, 24% correspondent au centre-gauche et 17% à la gauche, avec un équilibre entre les deux pôles qui varie fortement dans le temps. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.4. La droite et ses composantes, 1848-2022



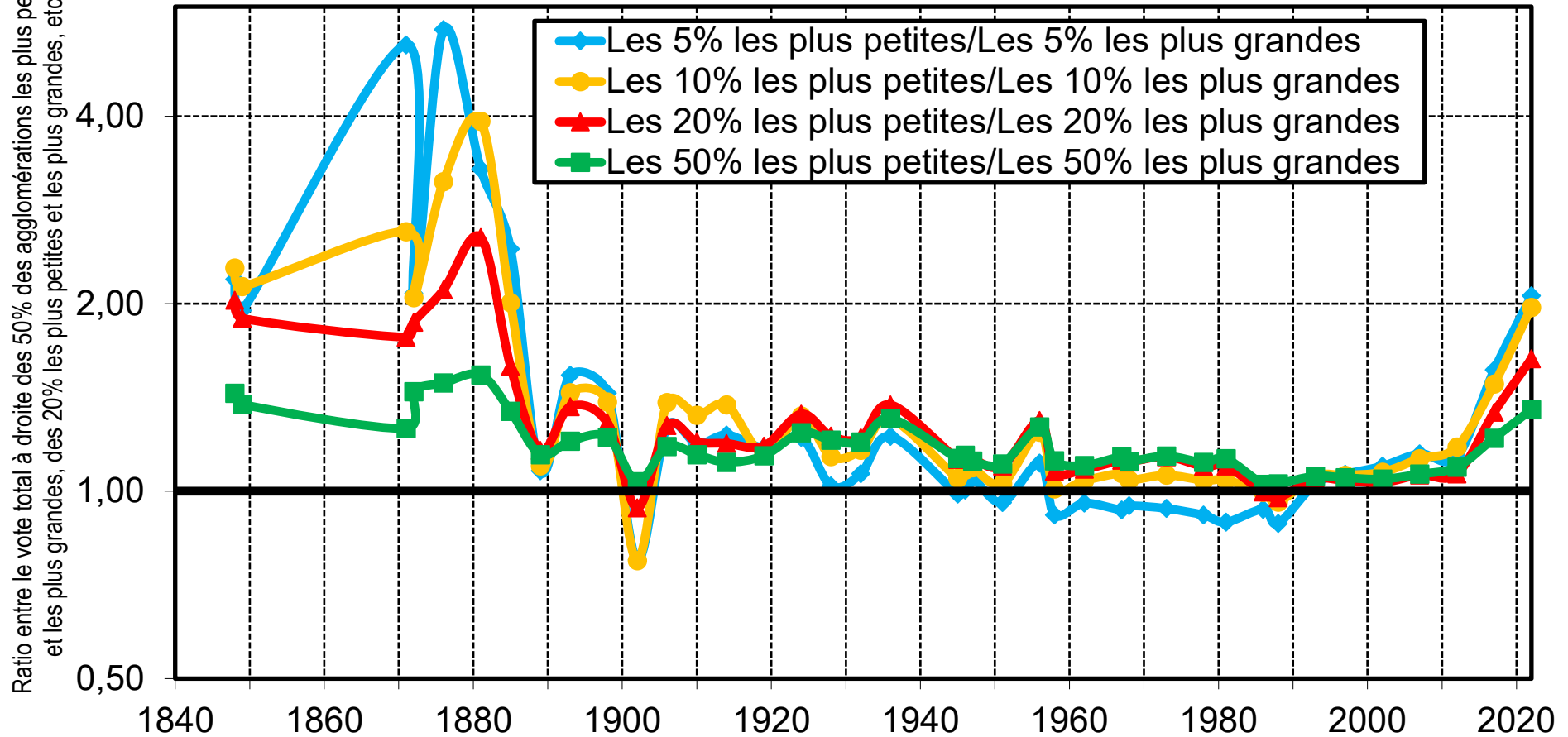
Lecture. Pour toutes les élections législatives de 1848 à 2022, les nuances politiques des candidats (généralement entre 8 et 15 suivant les scrutins) ont été classées en gauche, centre-gauche, centre, centre-droit et droite. Le bloc de gauche rassemble la gauche et le centre-gauche, et le bloc de droite la droite et le centre-droit. En moyenne, sur l'ensemble de la période 1848-2022, au sein des 45% des voix allant au total au bloc de droite d'après nos décomptes, 23% correspondent au centre-droit et 22% à la droite, avec un équilibre entre les deux pôles qui varie fortement dans le temps. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.5. Le vote à droite suivant les territoires, 1848-2022



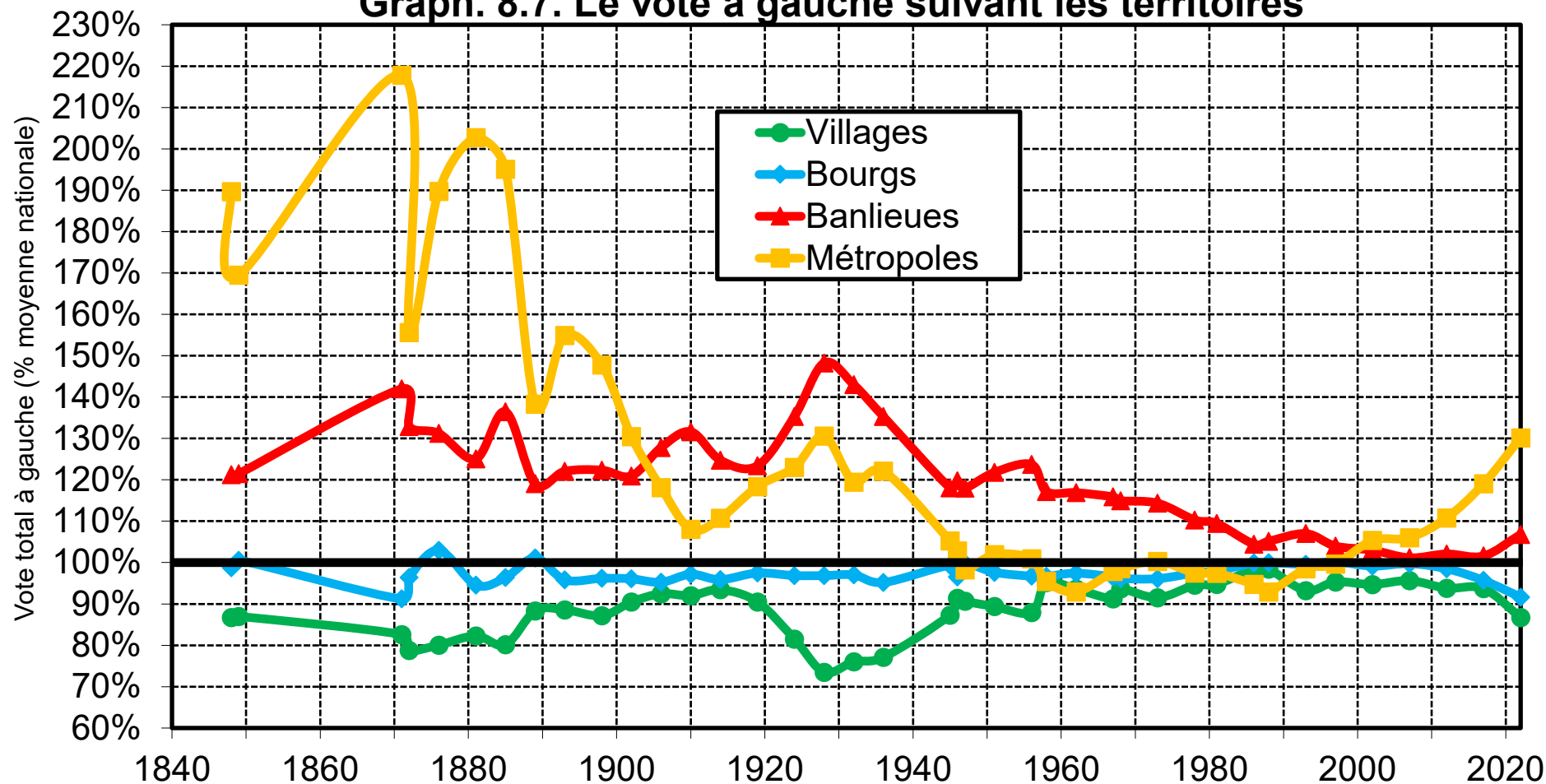
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote total à droite a généralement été plus élevé dans les villages, suivis des bourgs, des banlieues et des métropoles. L'écart était particulièrement élevé de 1848 à 1910, plus modéré de 1910 à 1990, et en hausse depuis 2000-2010. En 2022, le vote total à droite est 21% plus élevé que la moyenne nationale dans les villages et 33% plus faible dans les métropoles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.6. Ecarts de vote à droite par taille d'agglomération



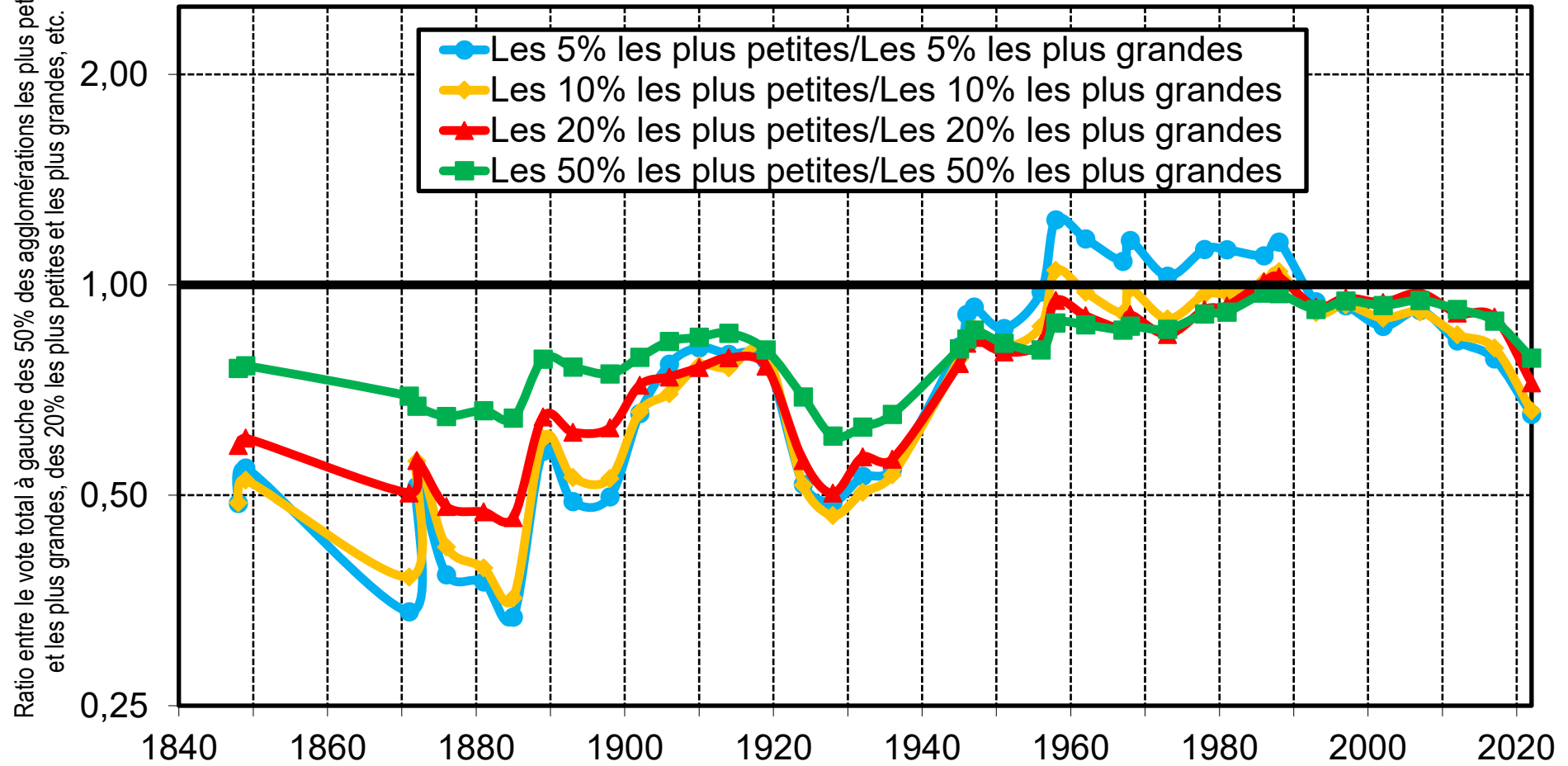
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à droite a généralement été plus élevé dans les petites agglomérations que dans les grandes. L'écart était particulièrement élevé au 19^e siècle et l'est de nouveau au début du 21^e siècle. En 2022 comme en 1848, le vote à droite est ainsi environ 1,4 fois plus élevé dans le monde rural (les 50% de la population vivant dans les plus petites agglomérations) que dans le monde urbain (les 50% vivant dans les plus grandes aggloms), et 2 fois plus élevé au sein des 10% de la population la plus rurale que parmi les 10% la plus urbaine. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.7. Le vote à gauche suivant les territoires



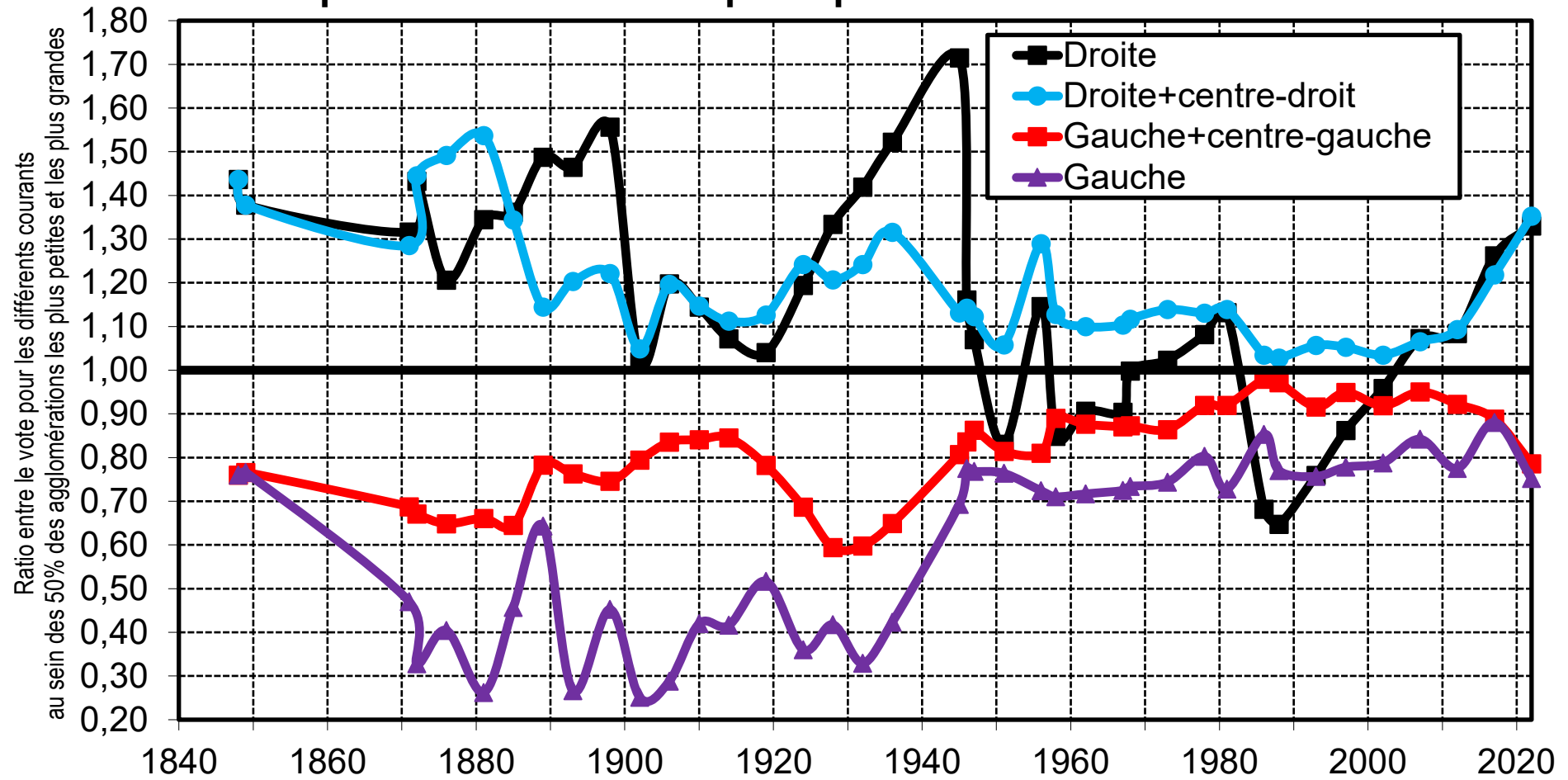
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote total à gauche a généralement été plus élevé dans les métropoles et les banlieues, suivies des bourgs et des villages. L'écart était particulièrement élevé de 1848 à 1910, plus modéré de 1910 à 1990, et en hausse depuis 2000-2010. En 2022, le vote total à gauche est 31% plus élevé que la moyenne nationale dans les métropoles et 14% plus faible dans les villages. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.8. Ecart de vote à gauche par taille d'agglomération



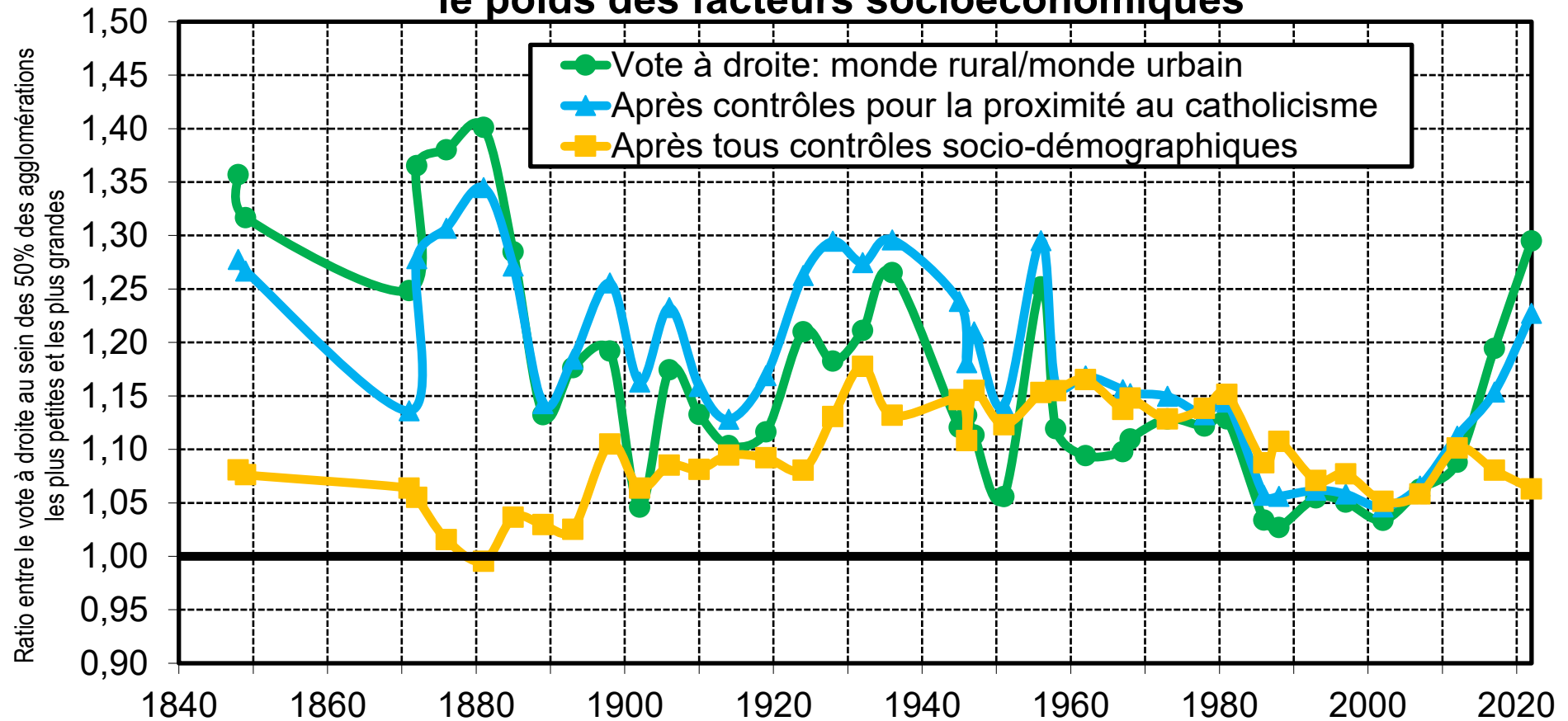
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à gauche a généralement été plus faible dans les petites agglomérations que dans les grandes agglomérations. L'écart était particulièrement élevé au 19^e siècle et au début du 20^e siècle et est de nouveau en progression au début du 21^e siècle. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.9. Les courants politiques dans le monde rural et urbain



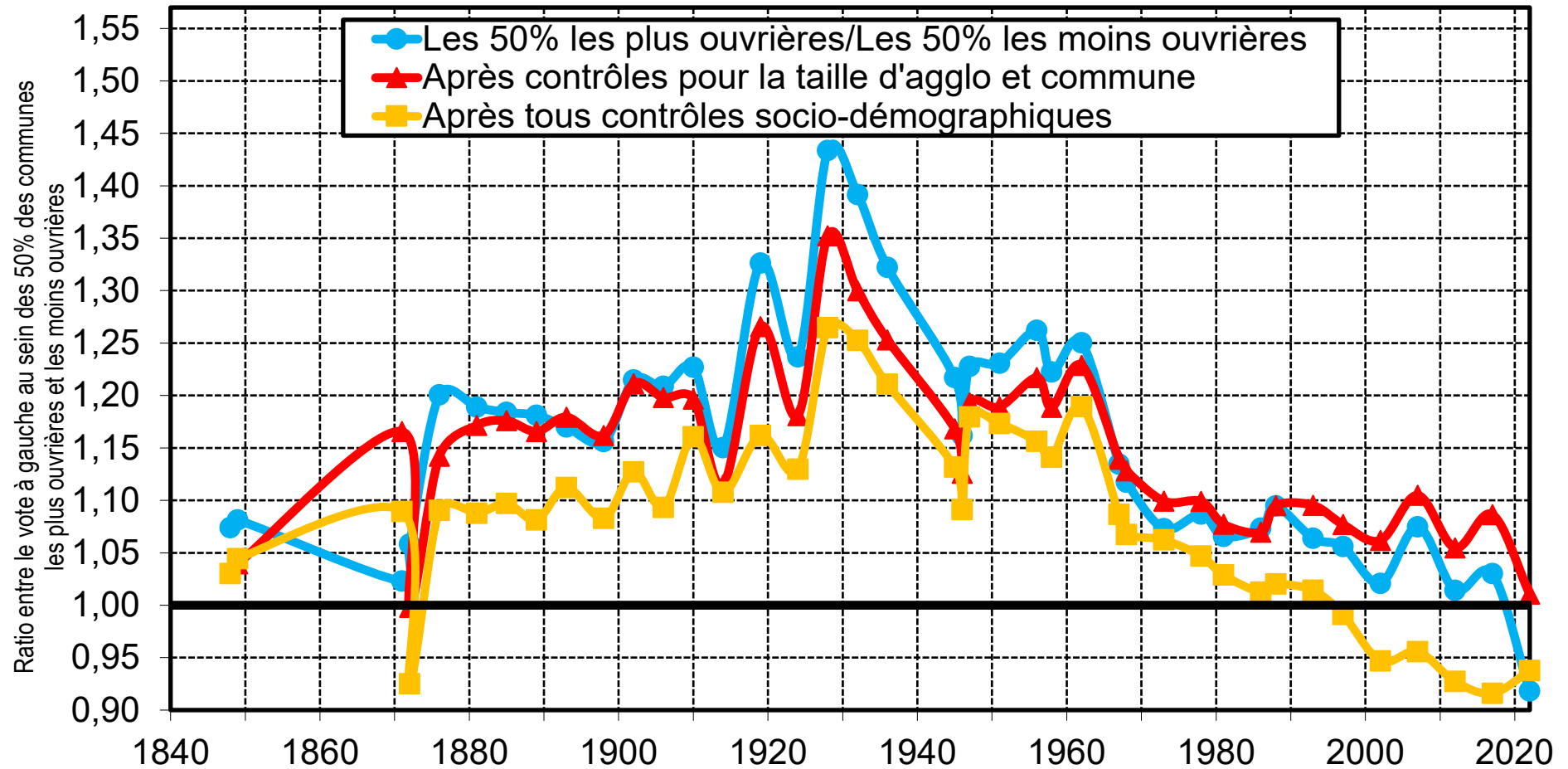
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à droite est plus fort dans le monde rural (les 50% de la population vivant dans les plus petites agglomérations) que dans le monde urbain, alors que l'inverse est vrai pour le vote à gauche. Cette tendance a toujours été plus marquée pour le vote à la gauche de la gauche que pour le centre-gauche. Le différentiel est plus instable entre la droite de la droite et le centre-droit. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 8.10. Le vote rural à droite:
le poids des facteurs socioéconomiques**



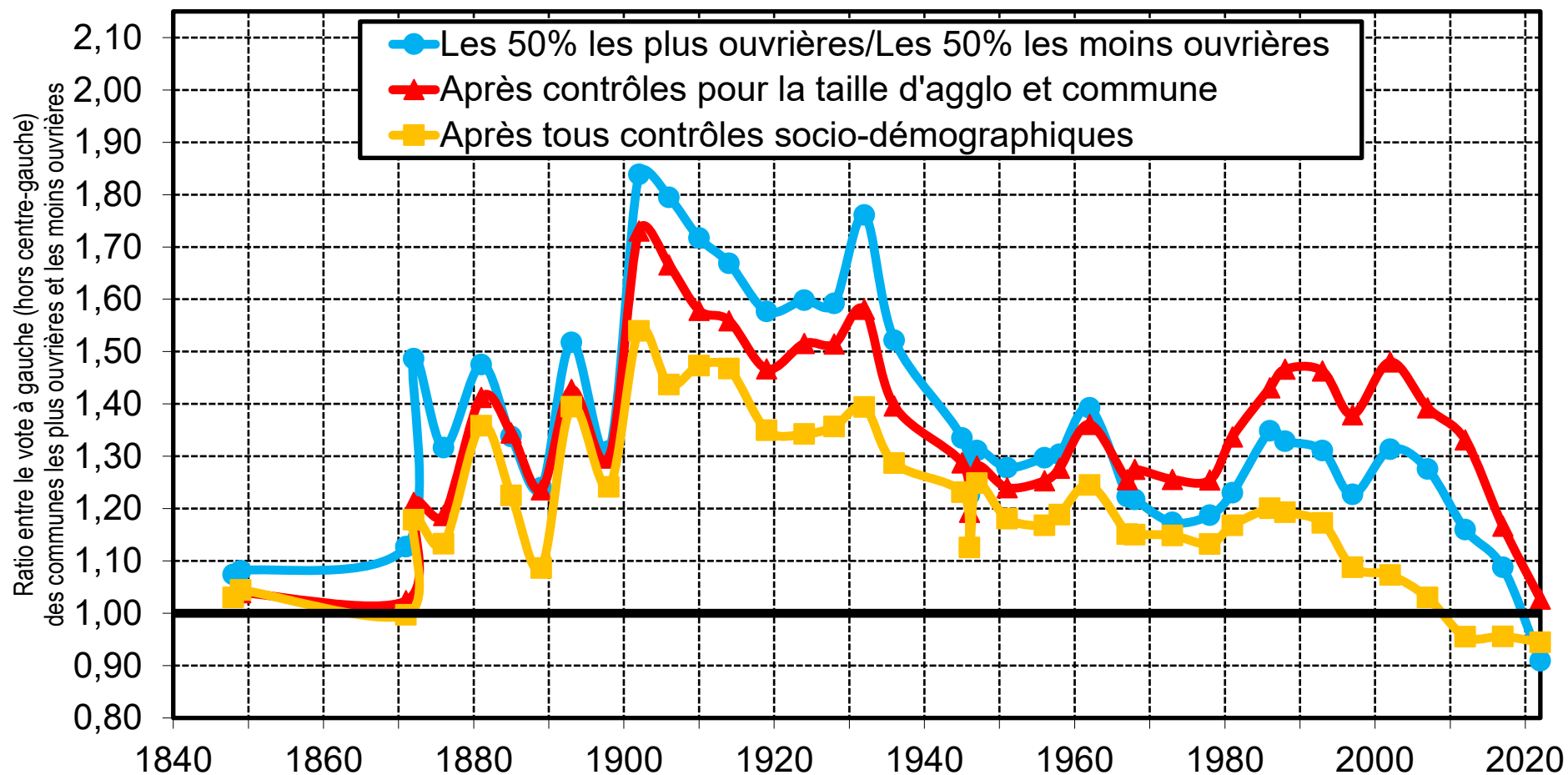
Lecture. Le monde rural a généralement voté plus à droite que le monde urbain de 1848 à 2022, avant et après prise en compte de la proximité avec le catholicisme (proportion de prêtres réfractaires en 1791, proportion d'enfants scolarisés dans le privé en 1894 et 2021). Par contre, le ratio électoral rural/urbain diminue très fortement dès lors que l'on introduit l'ensemble des contrôles socio-démographiques, et en particulier la profession (proportion d'agriculteurs, d'ouvriers, etc.) en début de période et le revenu et la proportion de propriétaires en fin de période. **Sources et séries:** voir unehistoireduconfitpolitique.fr

Graph. 8.11. Vote à gauche et communes ouvrières



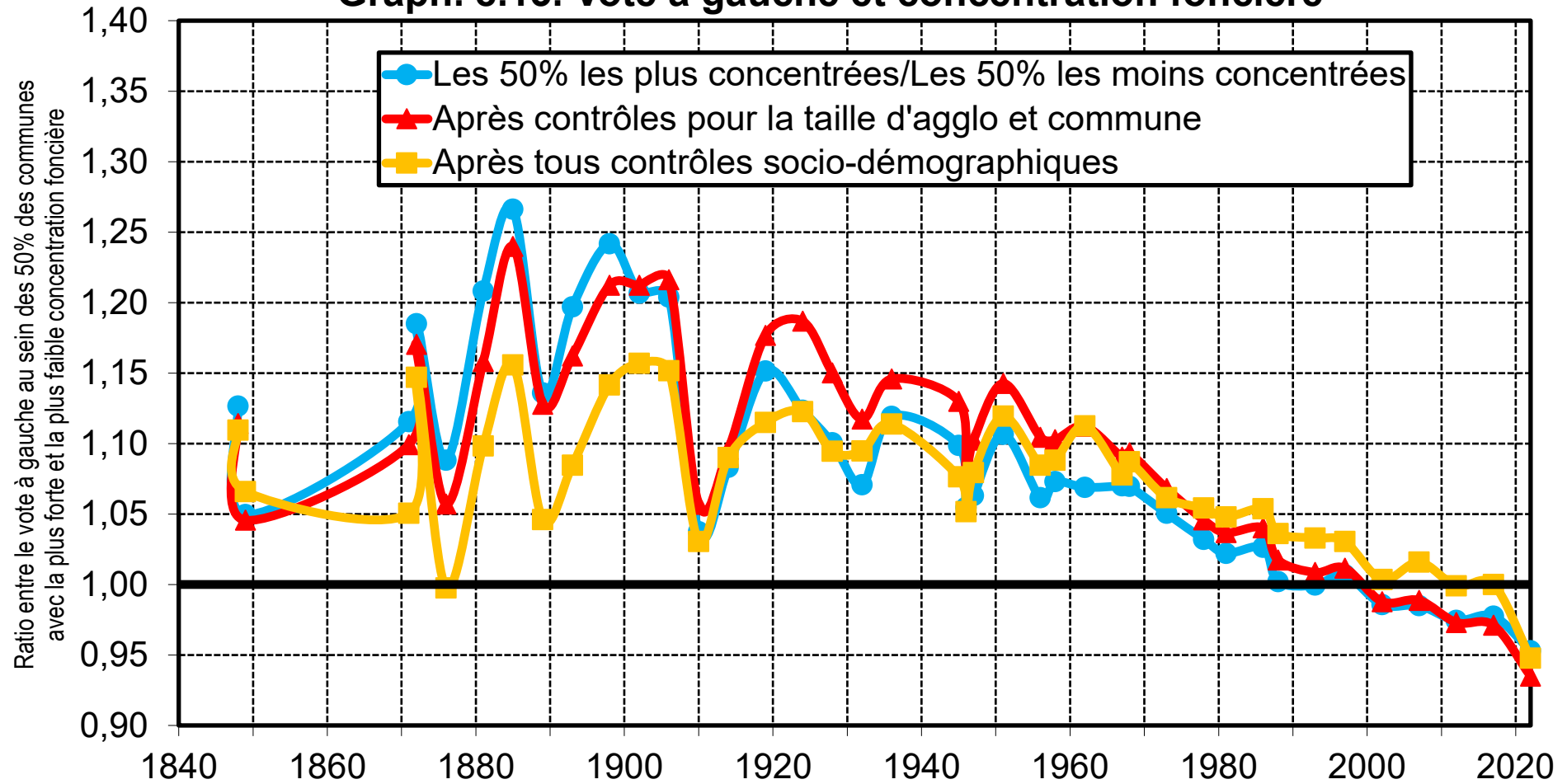
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à gauche a généralement été plus important dans les communes comptant la plus forte proportion d'ouvriers, avec ou sans prise en compte des variables de contrôle, au sein du monde urbain comme du monde rural. L'effet est particulièrement important entre 1900 et 1960, puis décline fortement au cours des dernières décennies, où il devient même légèrement négatif. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.12. Vote à gauche (hors centre-gauche) et communes ouvrières



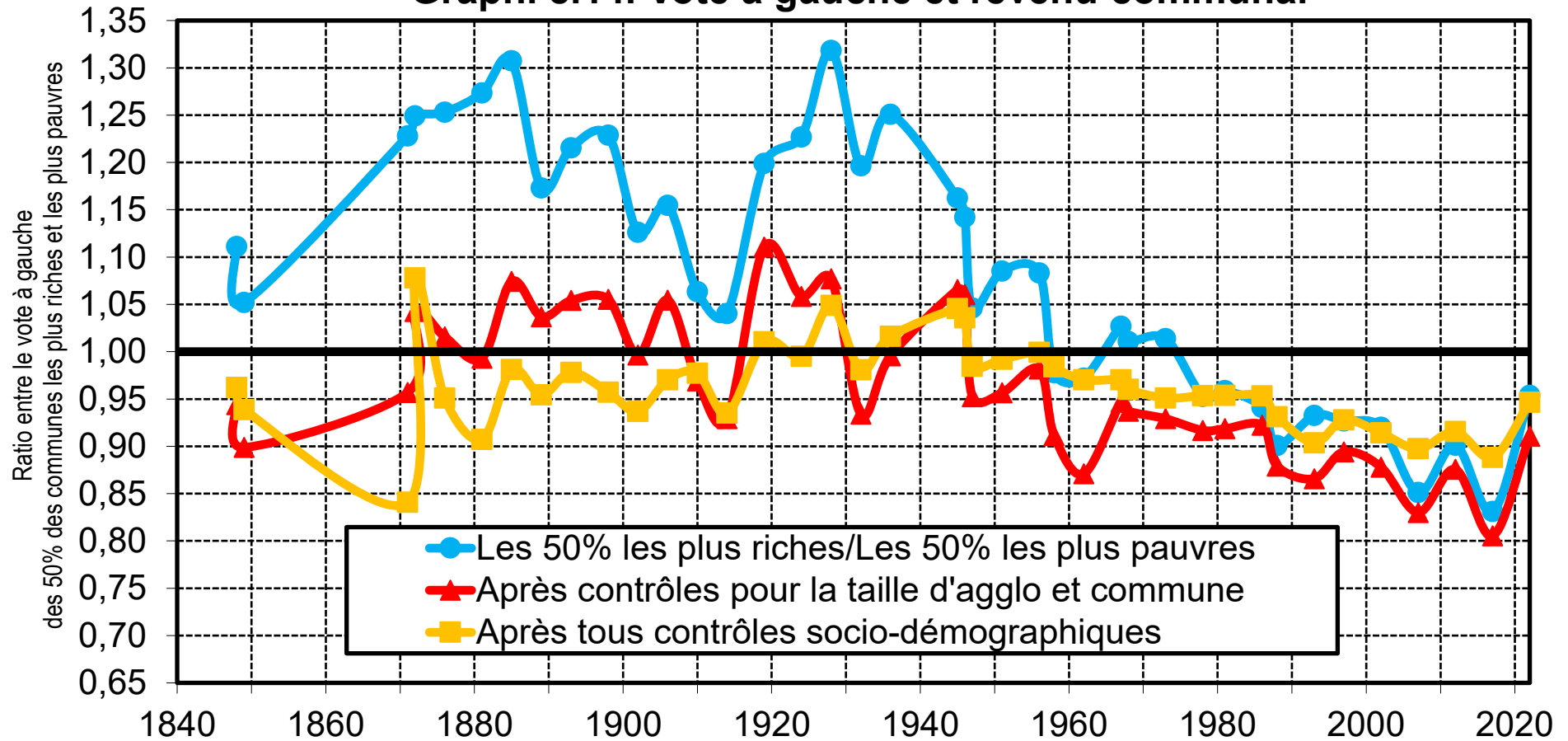
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à gauche (hors centre-gauche) a généralement été beaucoup plus fort dans les communes comptant la plus forte proportion d'ouvriers, avec ou sans prise en compte des variables de contrôles. L'effet est particulièrement important entre 1900 et 1980 puis décline nettement, mais de façon moins massive cependant quand on exclut le centre-gauche. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.13. Vote à gauche et concentration foncière



Lecture. Au 19^e siècle et pendant la majeure partie du 20^e siècle, le vote à gauche est plus fort dans les territoires avec la plus forte concentration foncière (au sens de la proportion des terres agricoles détenues dans le cadre de propriétés de plus de 50 hectares), avec ou après prise en compte des contrôles. L'effet disparaît à mesure que l'agriculture et la répartition des terres agricoles perdent de leur importance. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

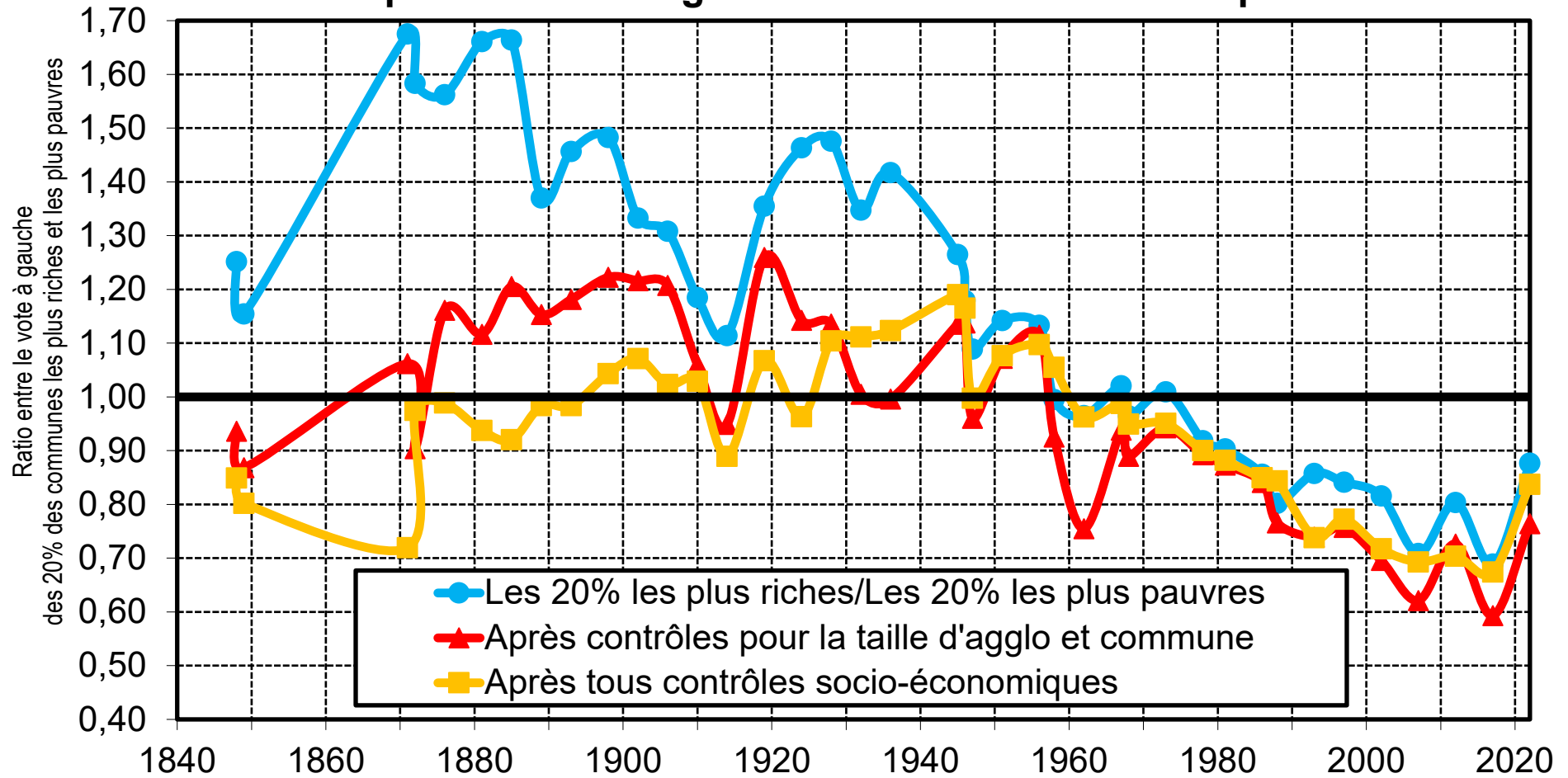
Graph. 8.14. Vote à gauche et revenu communal



Lecture. Au 19^e siècle et jusqu'au milieu du 20^e siècle, le vote à gauche est plus élevé dans les communes riches que dans les communes pauvres, mais cet effet disparaît dès lors que l'on contrôle pour la taille d'agglomération et de commune et pour les autres variables socio-démographiques (en particulier la profession). Depuis les années 1980, les communes les plus pauvres votent plus à gauche que les plus riches, au sein du monde urbain comme du monde rural, avant et après contrôles.

Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

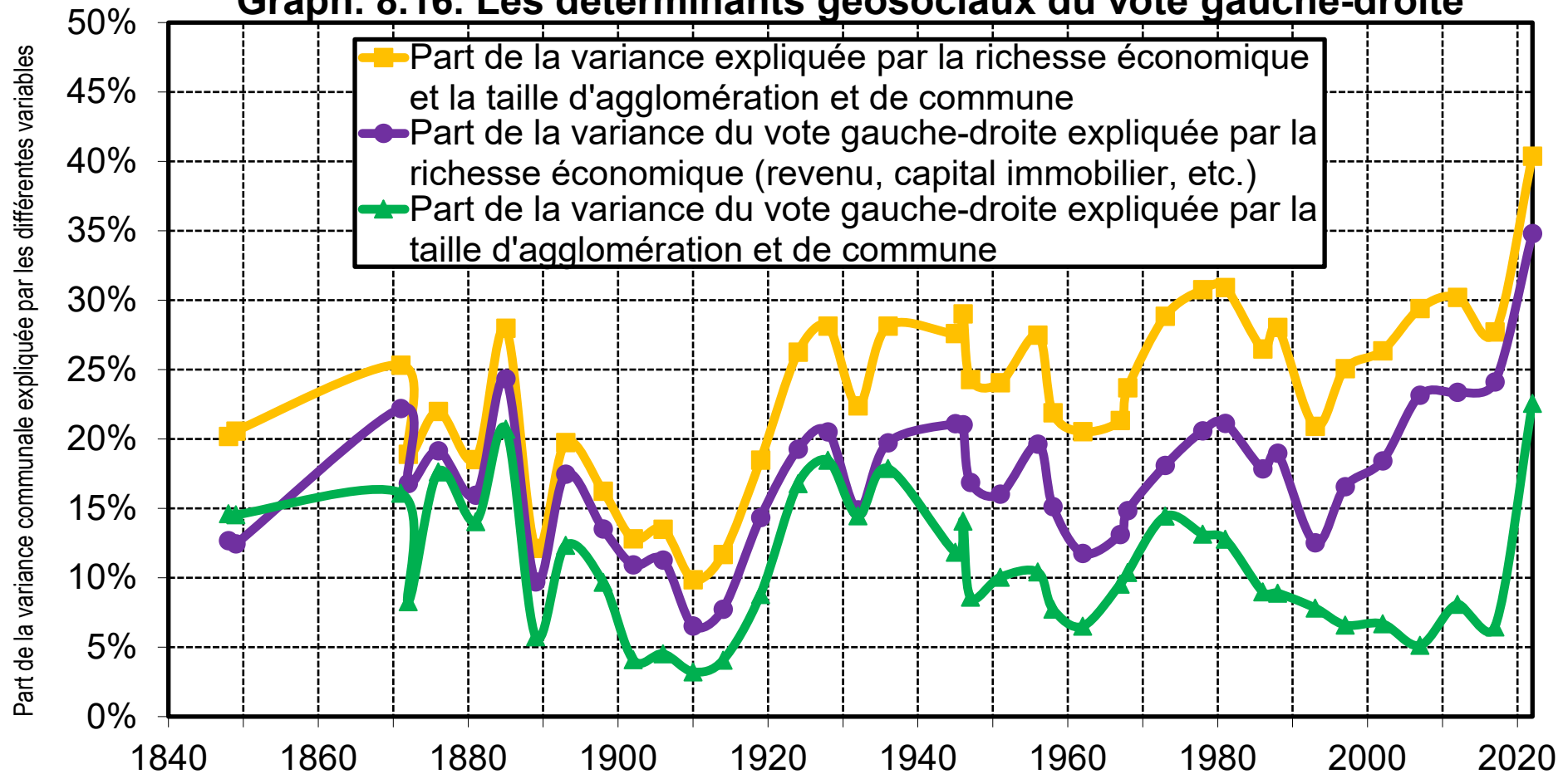
Graph. 8.15. Vote à gauche: communes riches et pauvres



Lecture. Le ratio entre le vote à gauche au sein des 20% des communes les plus riches et les plus pauvres est devenu de plus en plus nettement inférieur à un depuis les années 1980, avant et après contrôles.

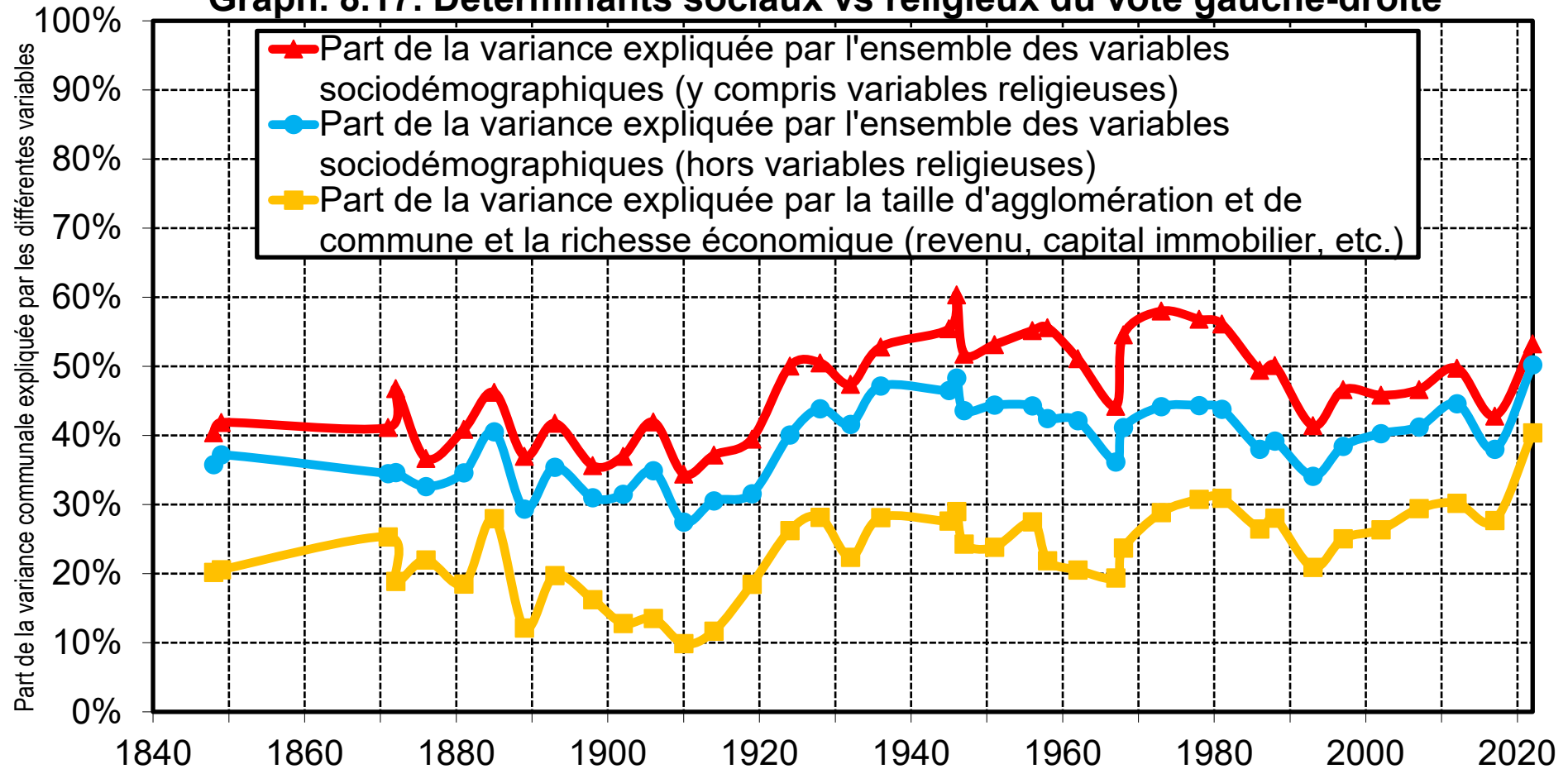
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.16. Les déterminants géosociaux du vote gauche-droite



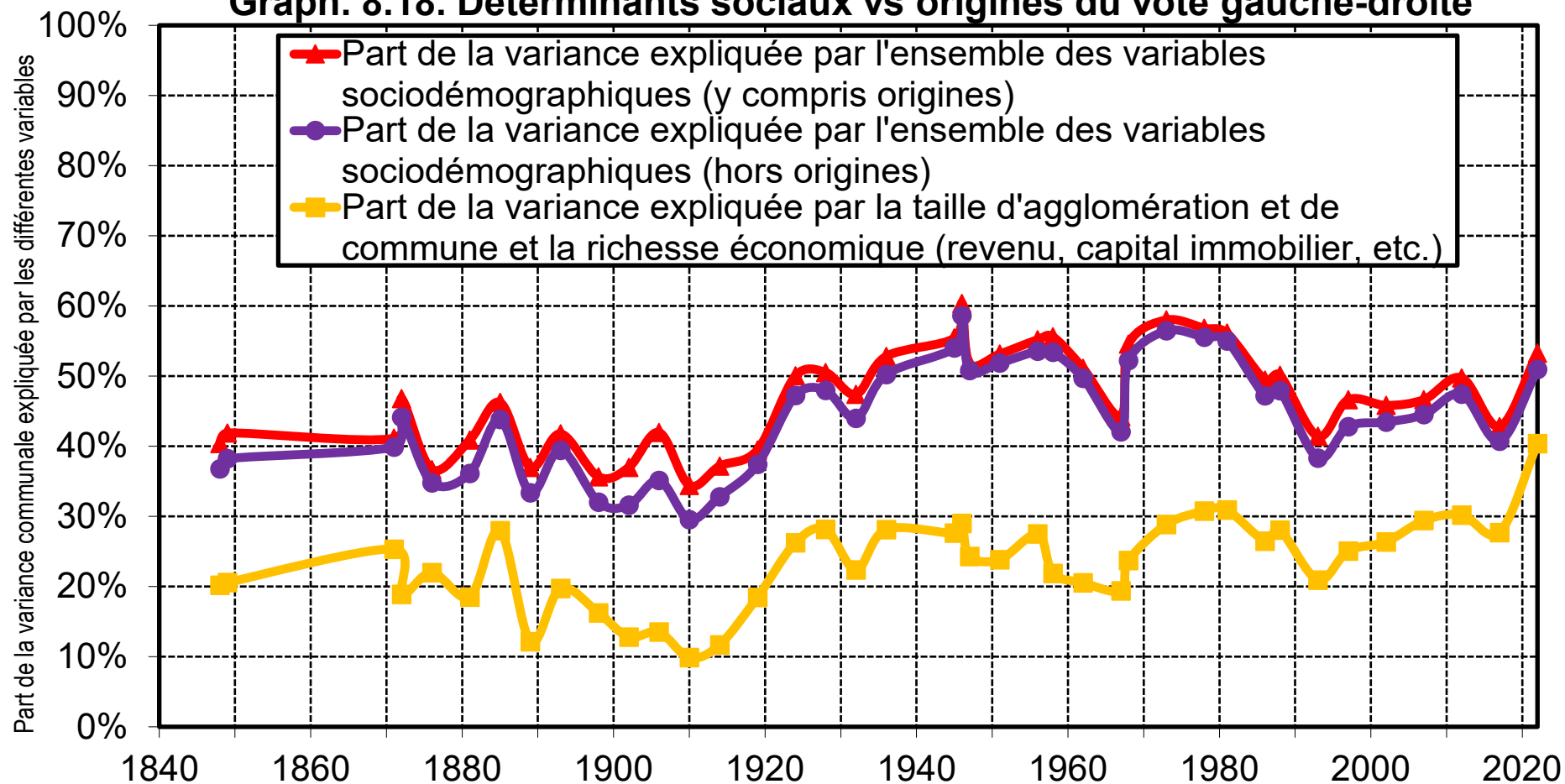
Lecture. Le pouvoir explicatif des variables liées à la richesse économique (revenu, capital immobilier, proportion de propriétaires et concentration foncière) pour rendre compte des écarts de vote communal gauche-droite aux législatives de 1848 à 2022 a généralement été voisin ou supérieur à celui de la taille d'agglomération et de commune. Au total, la classe géosociale (richesse et territoire) n'a jamais été aussi importante qu'actuellement. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.17. Déterminants sociaux vs religieux du vote gauche-droite



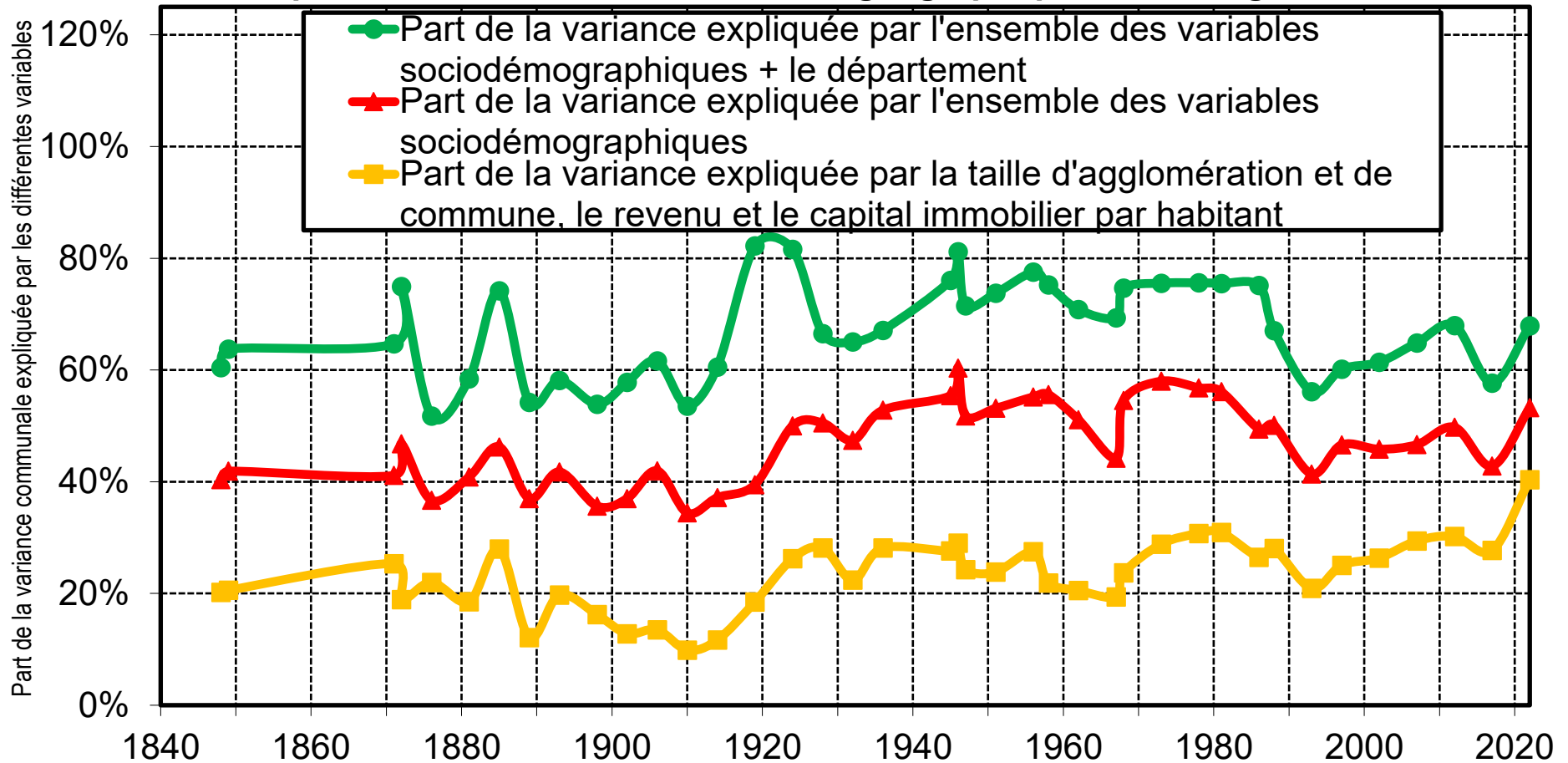
Lecture. L'inclusion dans les variables explicatives des contrôles en lien avec la religion catholique (proportion de prêtres réfractaires, proportions d'élèves scolarisés dans le privé, etc.) fait passer la part expliquée des écarts de vote communal pour la gauche aux législatives de 42% à 51% en 1962 et de 50% à 53% en 2022. Autrement dit, le pouvoir explicatif des variables religieuses a diminué au cours du temps et a été progressivement absorbé par les autres variables sociodémographiques (notamment économiques). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.18. Déterminants sociaux vs origines du vote gauche-droite



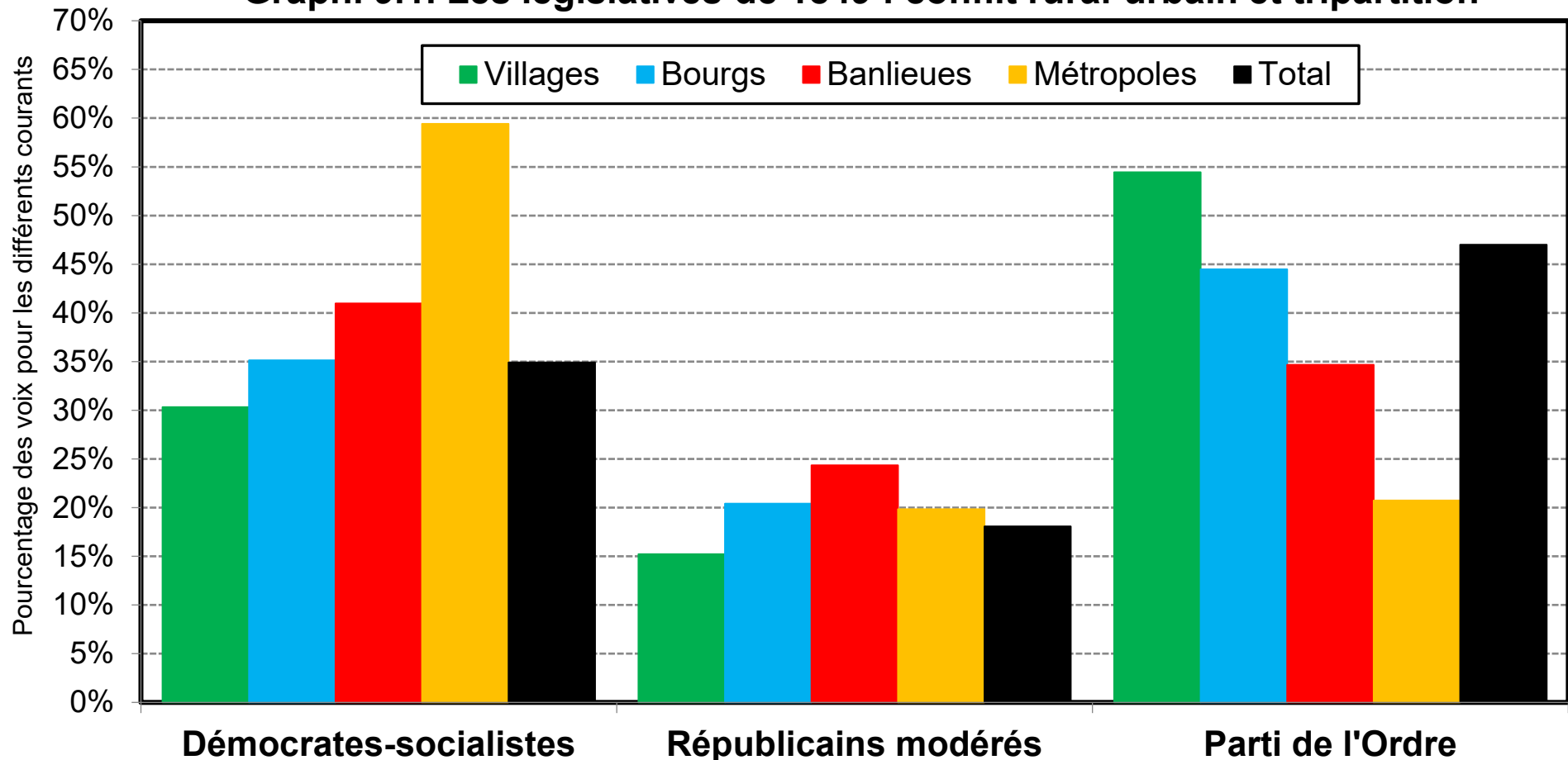
Lecture. L'inclusion dans les variables sociodémographiques des contrôles liés aux origines (proportion de personnes de nationalité étrangère, d'immigrés et de naturalisés) fait passer la part expliquée des écarts de vote communal pour la gauche de 50% à 53% en 1936 et de 51% à 53% en 2022. Autrement dit, le pouvoir explicatif des origines a peu changé sur longue période et a toujours été relativement limité. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8.19. Déterminants sociaux vs géographiques du vote gauche-droite



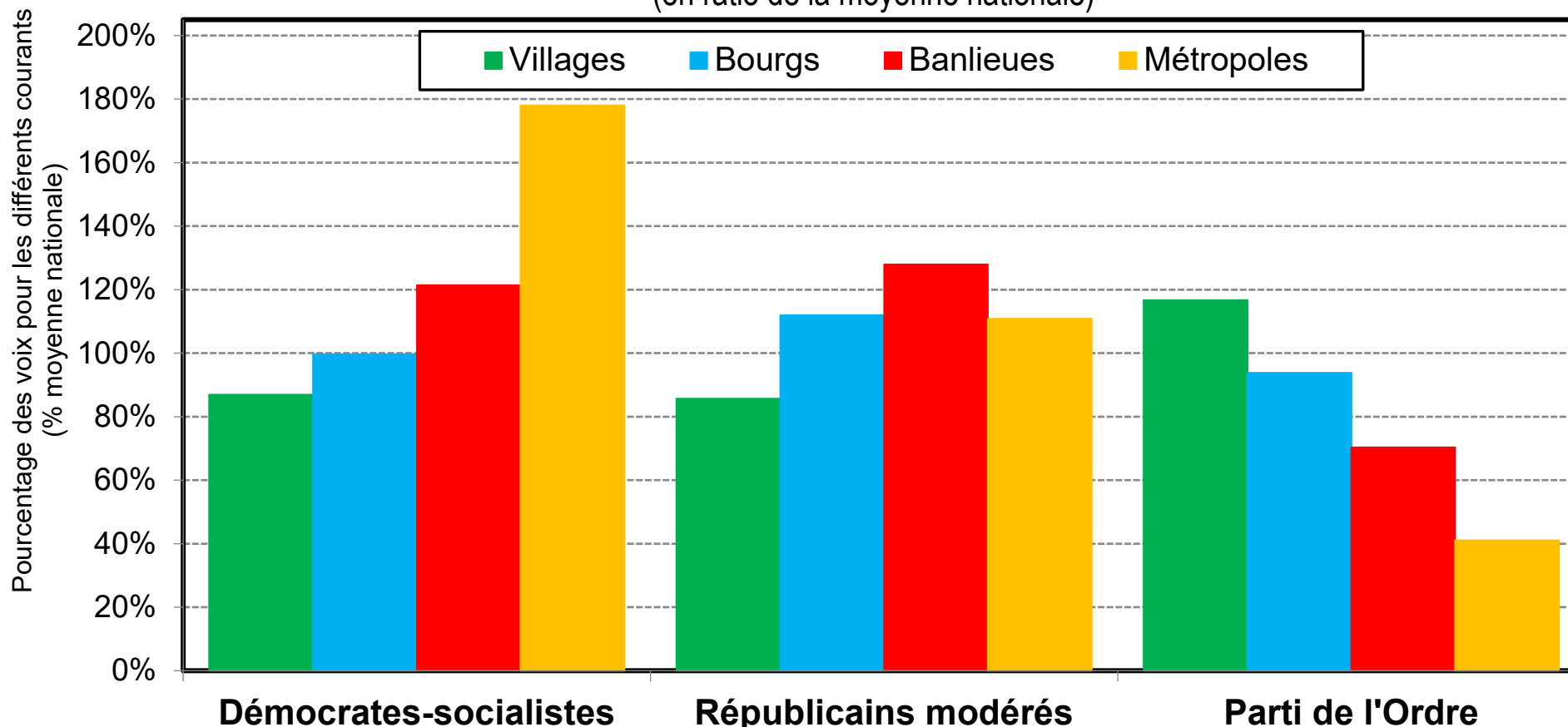
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, la part de la variance du vote communal pour la gauche expliquée par les variables sociodémographiques (au sens du R2 de la régression multifactorielle) est passée d'environ 40% à près de 55%. Le département a un pouvoir explicatif additionnel équivalent à environ de moitié à l'ensemble des variables sociodémographiques en 1848, mais seulement un quart en 2022. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.1. Les législatives de 1849 : conflit rural-urbain et tripartition



Lecture. Lors des élections législatives de mai 1849, les listes démocrates-socialistes et assimilées (bloc de gauche) arrivent en tête dans les métropoles et les banlieues, mais sont nettement derrière celles du parti de l'Ordre et des conservateurs (bloc de droite) dans les villages et les bourgs (qui rassemblent respectivement 48% et 40% de la population, contre 7% et 5% pour les métropoles et les banlieues). Les listes des républicains modérés et assimilés (bloc du centre) sont nettement distancées un peu partout. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

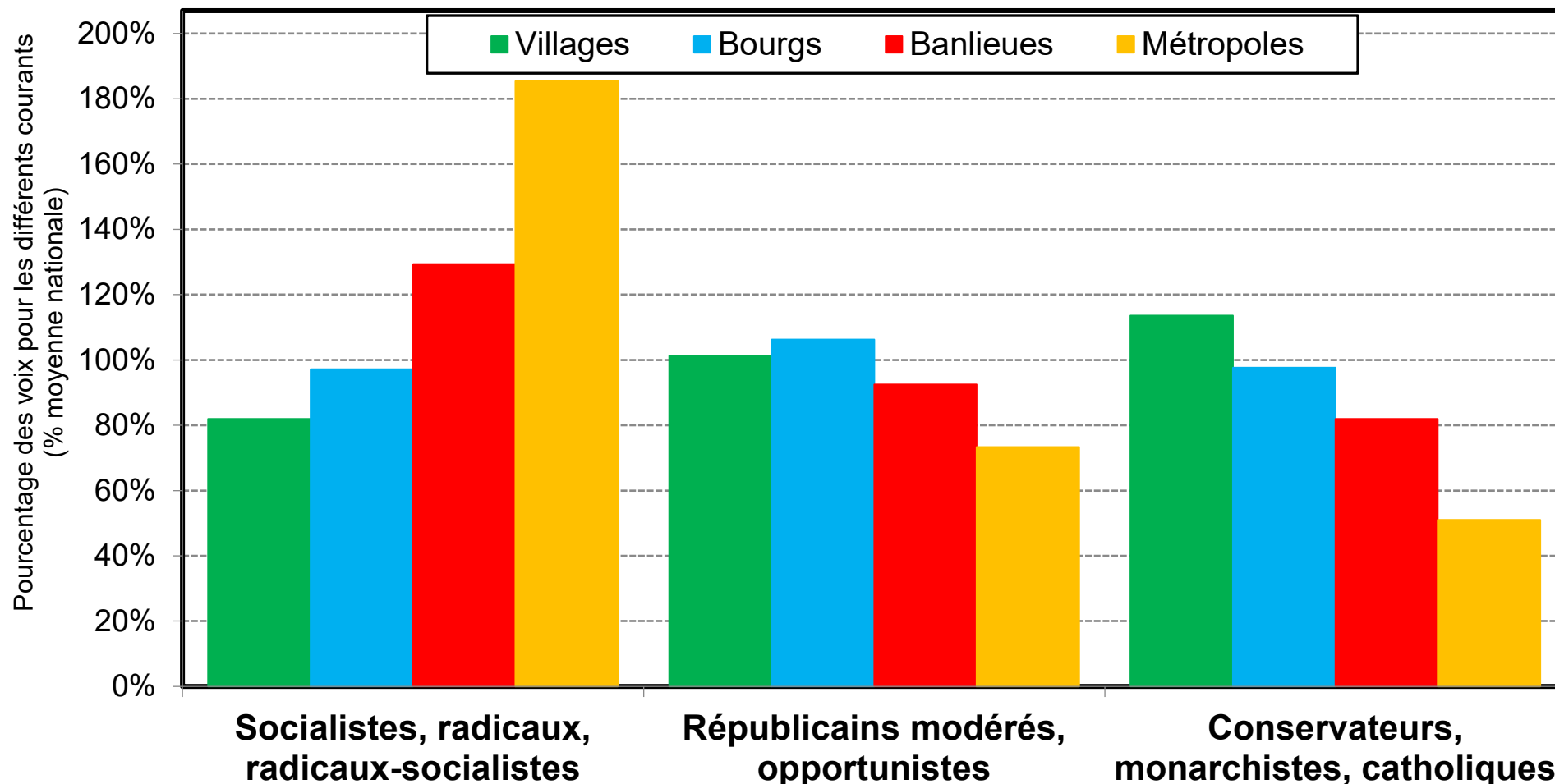
Graph. 9.2. Les élections législatives 1848-1849 dans les territoires
(en ratio de la moyenne nationale)



Lecture. Lors des élections législatives d'avril 1848 et de mai 1849, les listes démocrates-socialistes et assimilées (bloc de gauche) font un score deux fois plus élevé dans les métropoles que dans les villages, alors que celles du parti de l'Ordre (bloc de droite) font un score près de trois fois plus fort dans les villages que dans les métropoles. Les listes des républicains modérés et assimilés (bloc du centre) font de meilleurs scores dans le monde urbain mais ont un profil plus équilibré que les deux autres.

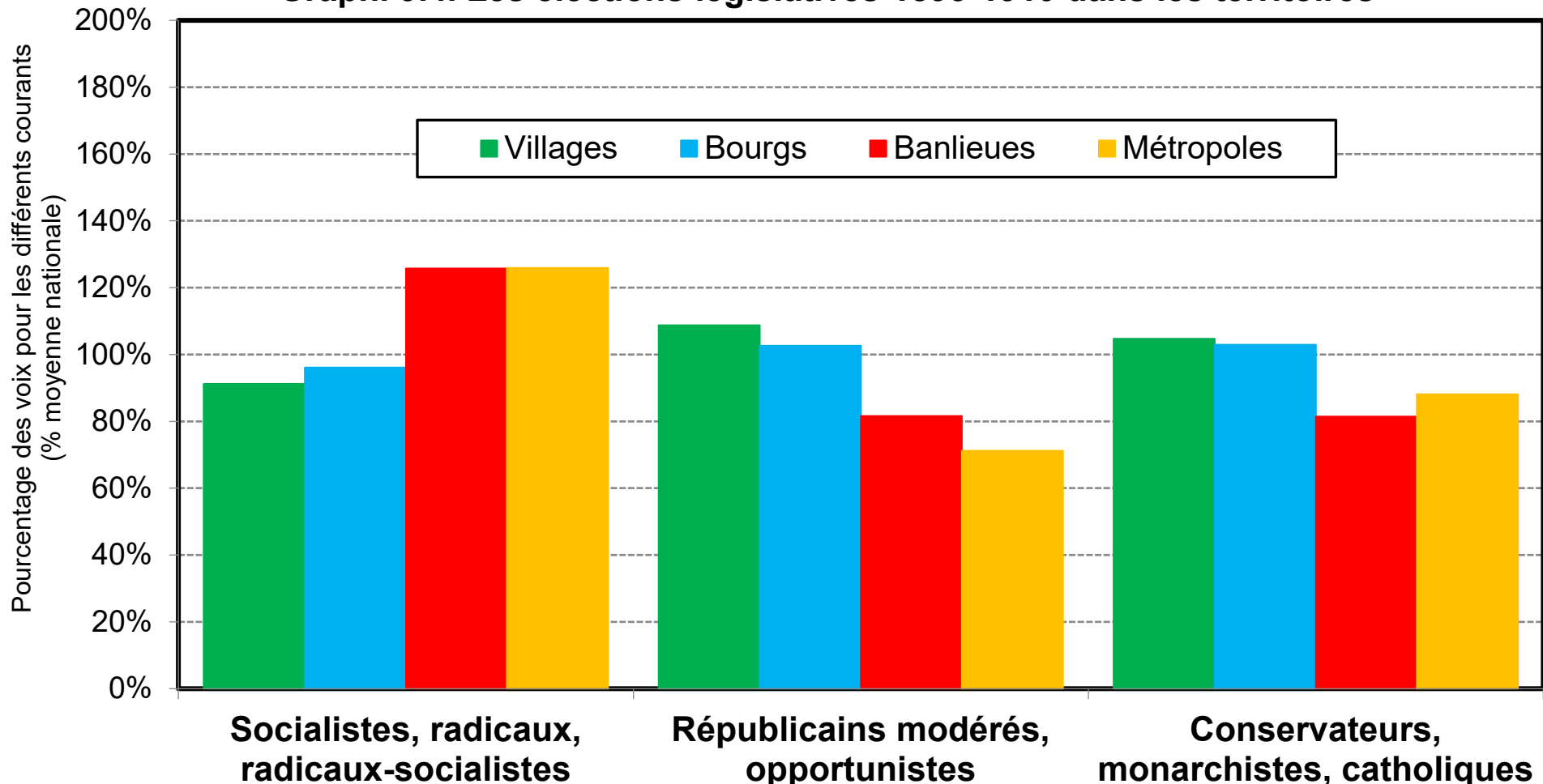
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.3. Les élections législatives 1871-1889 dans les territoires



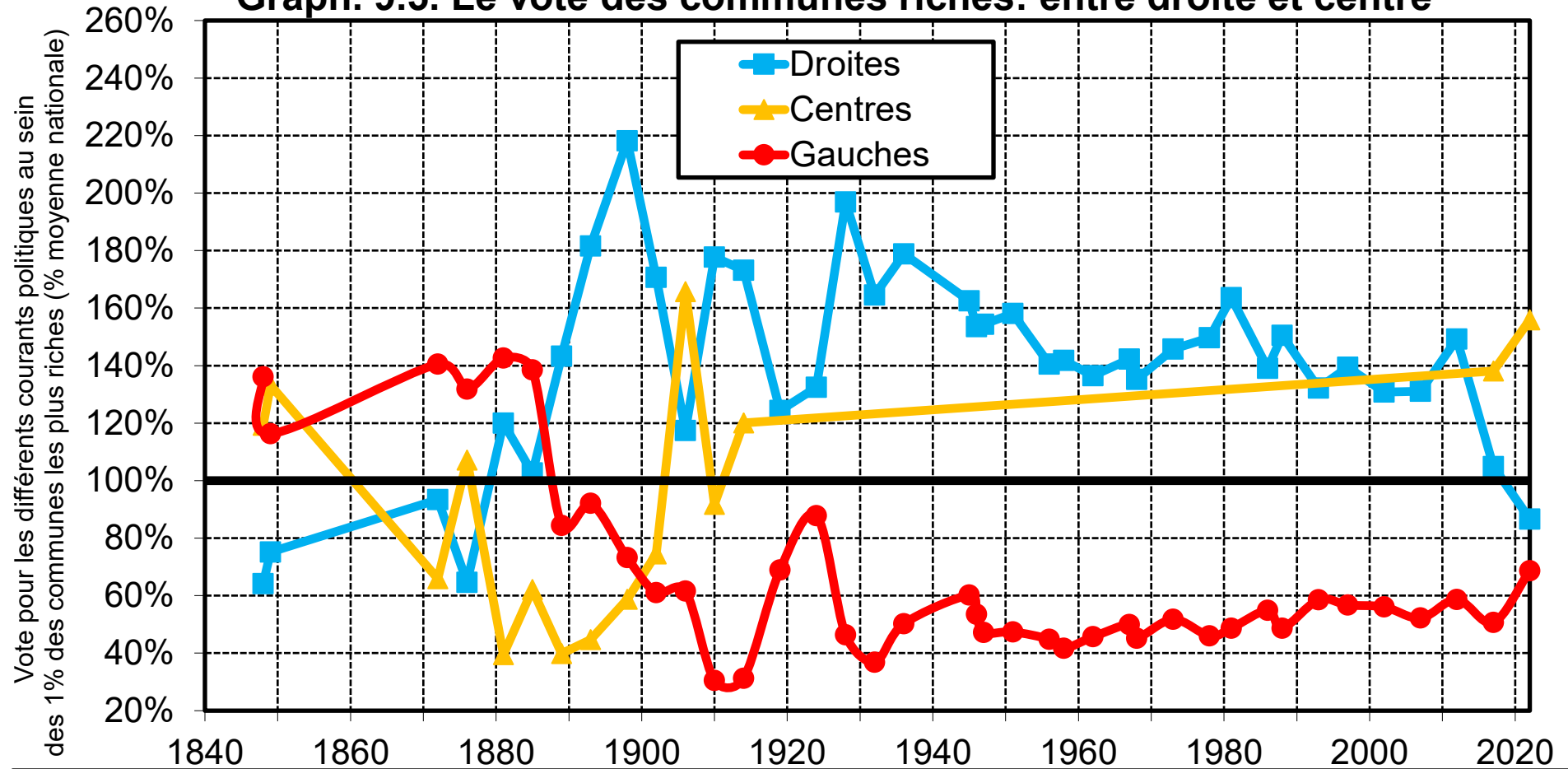
Lecture. Lors des législatives de 1871-1889, les candidats socialistes, radicaux et radicaux-socialistes (bloc de gauche) font un score deux fois plus élevé dans les métropoles que dans les villages, alors que les conservateurs (bloc de droite) font un score deux fois plus fort dans les villages. Les républicains modérés et opportunistes (bloc du centre) ont un profil plus équilibré que les deux autres, tout en se rapprochant des conservateurs. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.4. Les élections législatives 1893-1910 dans les territoires



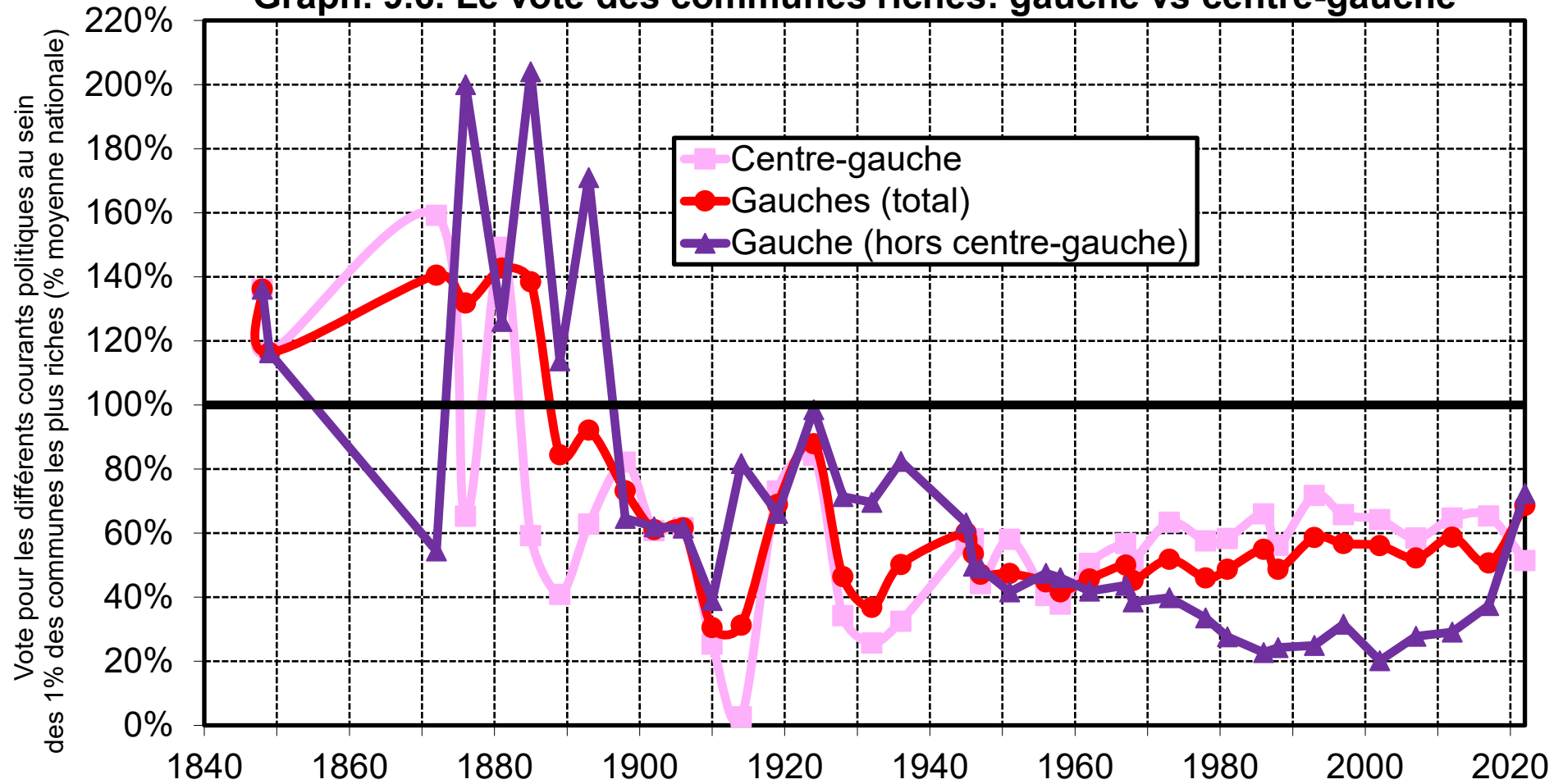
Lecture. Lors des législatives de 1893-1910, les candidats socialistes, radicaux et radicaux-socialistes (bloc de gauche) font un score plus élevé dans les métropoles que dans les villages, alors que les conservateurs (bloc de droite) font l'inverse. Les écarts se sont cependant largement resserrés par comparaison à 1848-1849 et 1871-1889, et les républicains modérés et opportunistes (bloc du centre) se sont fortement rapprochés des conservateurs. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.5. Le vote des communes riches: entre droite et centre



Lecture. A partir des années 1880, le bloc de droite fait presque toujours de meilleures scores que sa moyenne nationale au sein des 1% des communes les plus riches, sauf quand le vote au centre s'impose comme au sein ces communes (comme en 1906 ou en 2017-2022). Le bloc de gauche fait systématiquement un score plus faible que sa moyenne nationale au sein de ces communes à partir des années 1890. **Note.** Le score obtenu par le bloc du centre est faible et erratique pendant la période de bipartition et n'a pas été indiqué pour les élections 1919-2012 (faute de candidats représentatifs). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

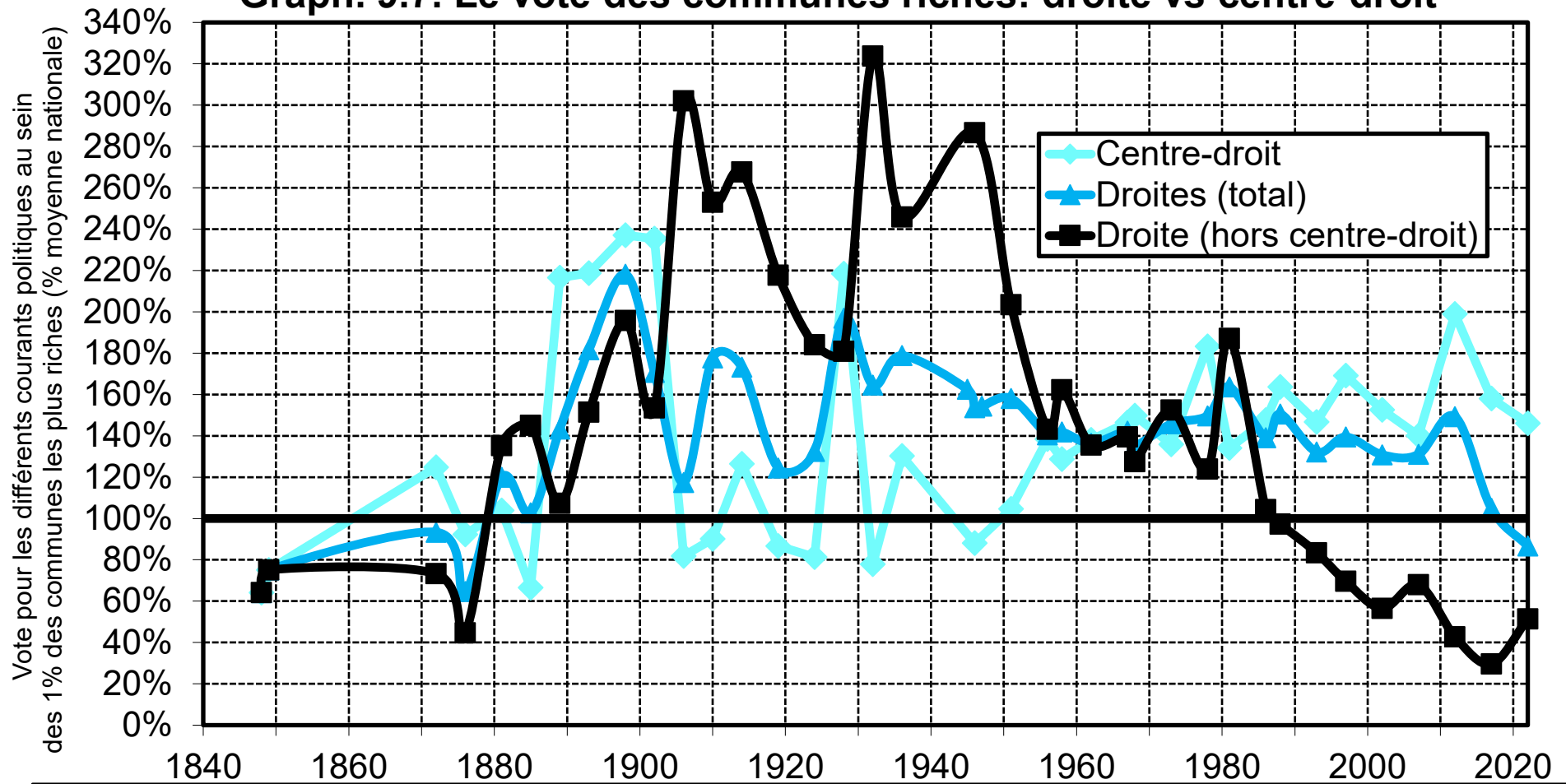
Graph. 9.6. Le vote des communes riches: gauche vs centre-gauche



Lecture. Le bloc de gauche fait systématiquement un score plus faible que sa moyenne nationale au sein des 1% des communes les plus riches à partir des années 1890. Au sein du bloc de gauche, la gauche de la gauche fait généralement un meilleur score dans ces communes que le centre-gauche jusqu'aux années 1930, alors que l'inverse est vrai depuis 1945.

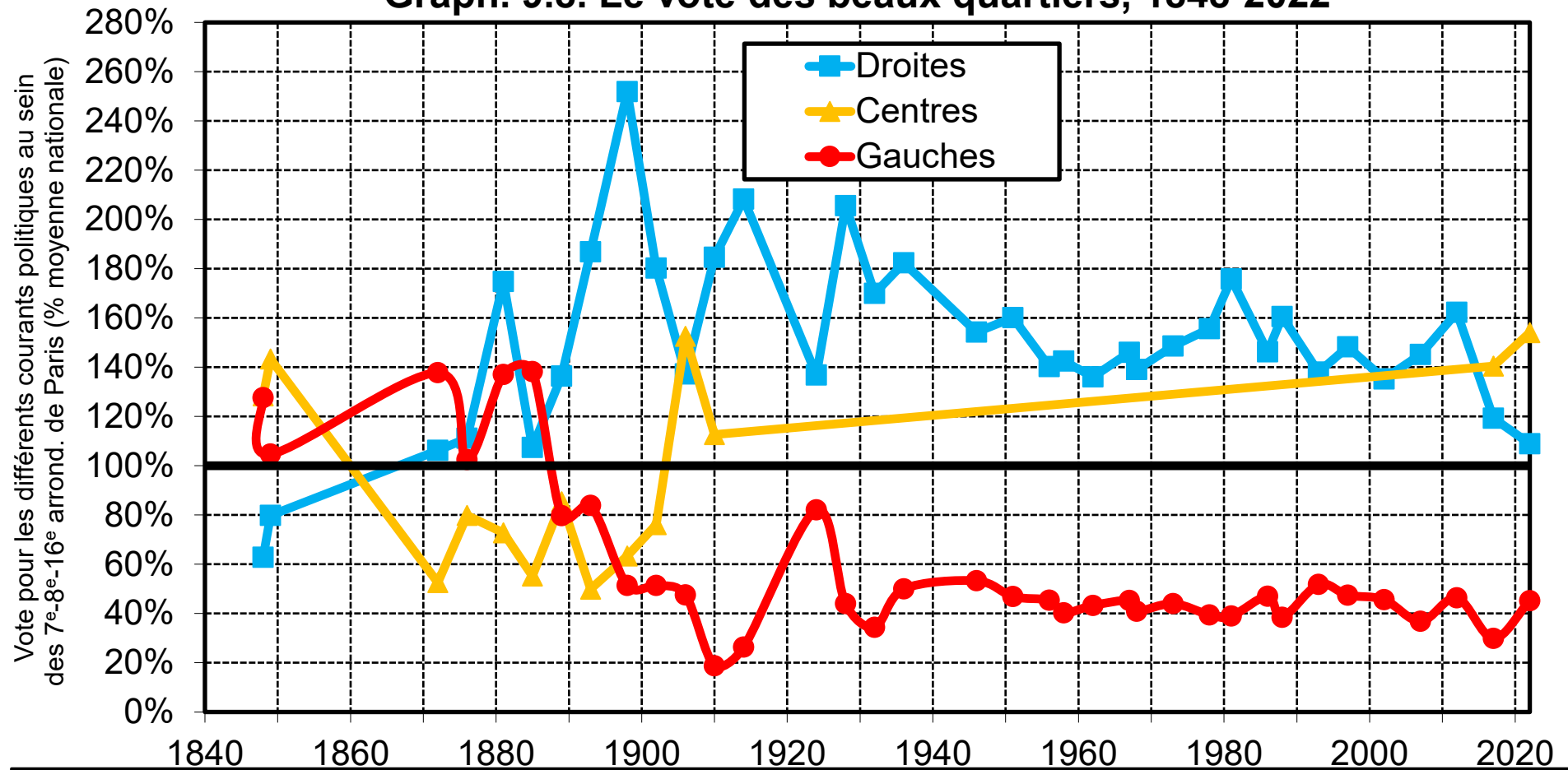
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.7. Le vote des communes riches: droite vs centre-droit



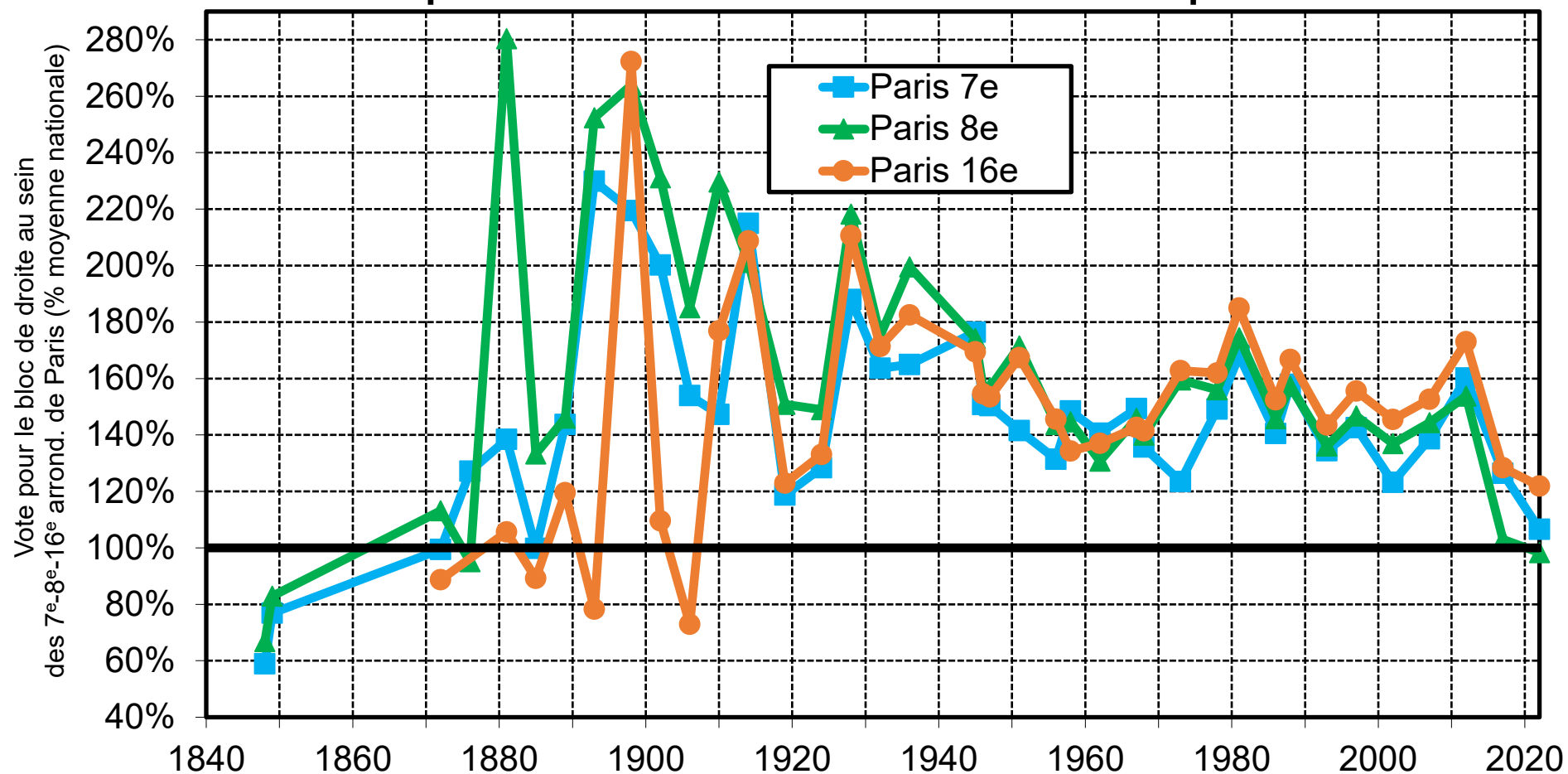
Lecture. Depuis les années 1880, le vote pour le bloc de droite au sein des 1% des communes les plus riches est généralement plus fort qu'au niveau national. Cela s'applique au moins autant à la droite de la droite qu'au centre-droit, à l'exception toutefois de la période 1986-2022, où la droite de la droite (FN puis RN) réalise des scores de plus en plus bas au sein des communes les plus riches par comparaison à sa moyenne nationale. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.8. Le vote des beaux quartiers, 1848-2022



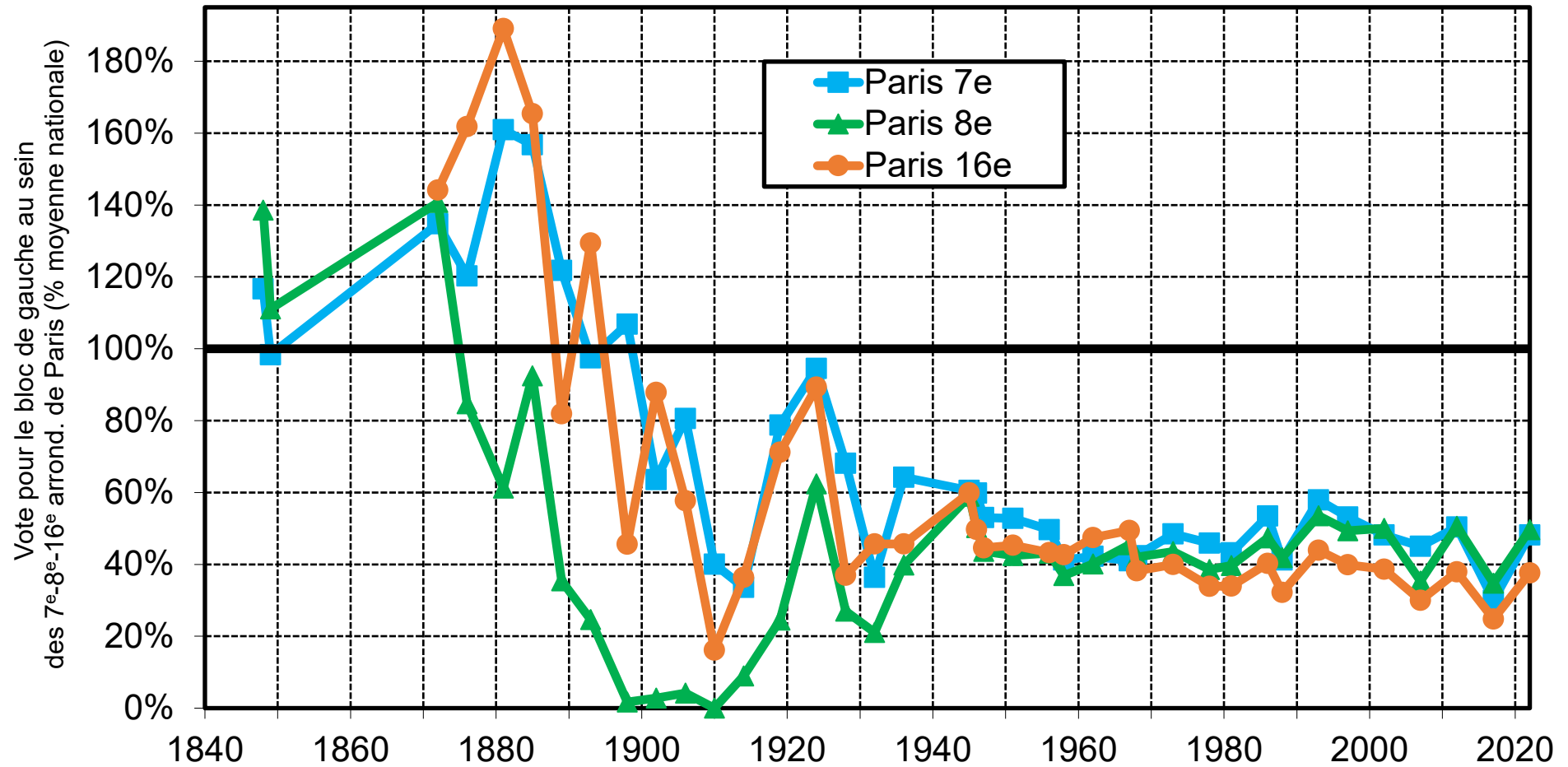
Lecture. Au sein des plus riches arrondissements parisiens (7^e, 8^e et 16^e), l'écart entre le bloc de droite et de gauche (relativement à leurs scores moyens nationaux) est depuis 1890 encore plus fort qu'au sein des 1% des communes les plus riches en général. Le bloc du centre (relativement à son score moyen national) dépasse toutefois le bloc de droite à plusieurs reprises, notamment en 1848-1849, 1906 et 2017-2022. **Note.** Le score obtenu par le bloc du centre est faible et erratique pendant la période de bipartition et n'a pas été indiqué ici pour les élections 1914-2012 (faute de candidats représentatifs). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.9. Le vote à droite dans les beaux quartiers



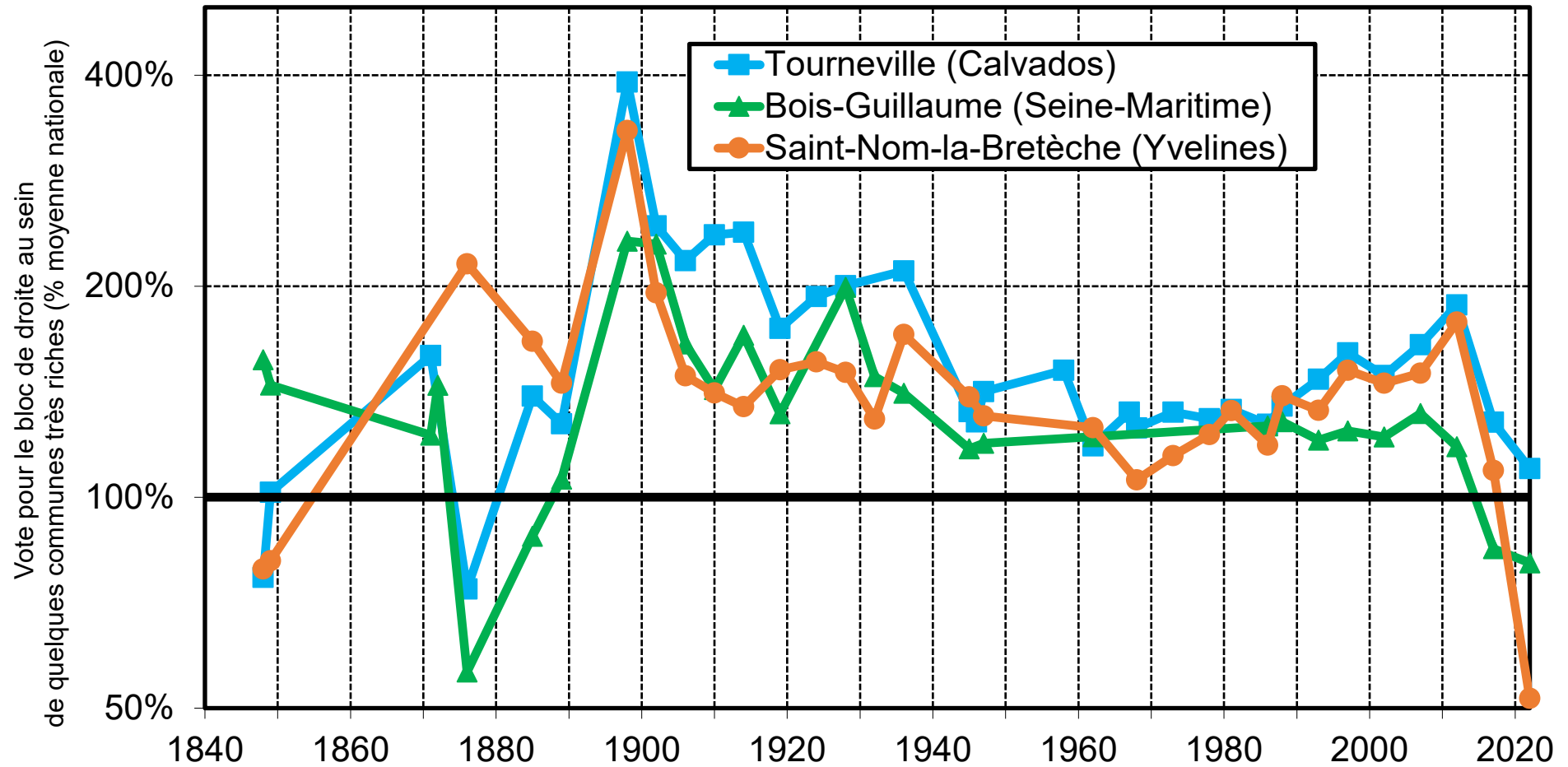
Lecture. Au sein des plus riches arrondissements parisiens (7^e, 8^e et 16^e arrondissements), le vote pour le bloc de droite s'impose comme une réalité massive et quasi-permanente à partir des années 1880-1890 (dans le 7^e et le 8^e) et 1910 (dans le 16^e). Le vote pour le bloc de droite est toutefois remplacé par le vote pour le bloc du centre en 2017-2022, comme cela était arrivé à plusieurs reprises au cours de la période 1848-1910. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.10. Le vote à gauche dans les beaux quartiers



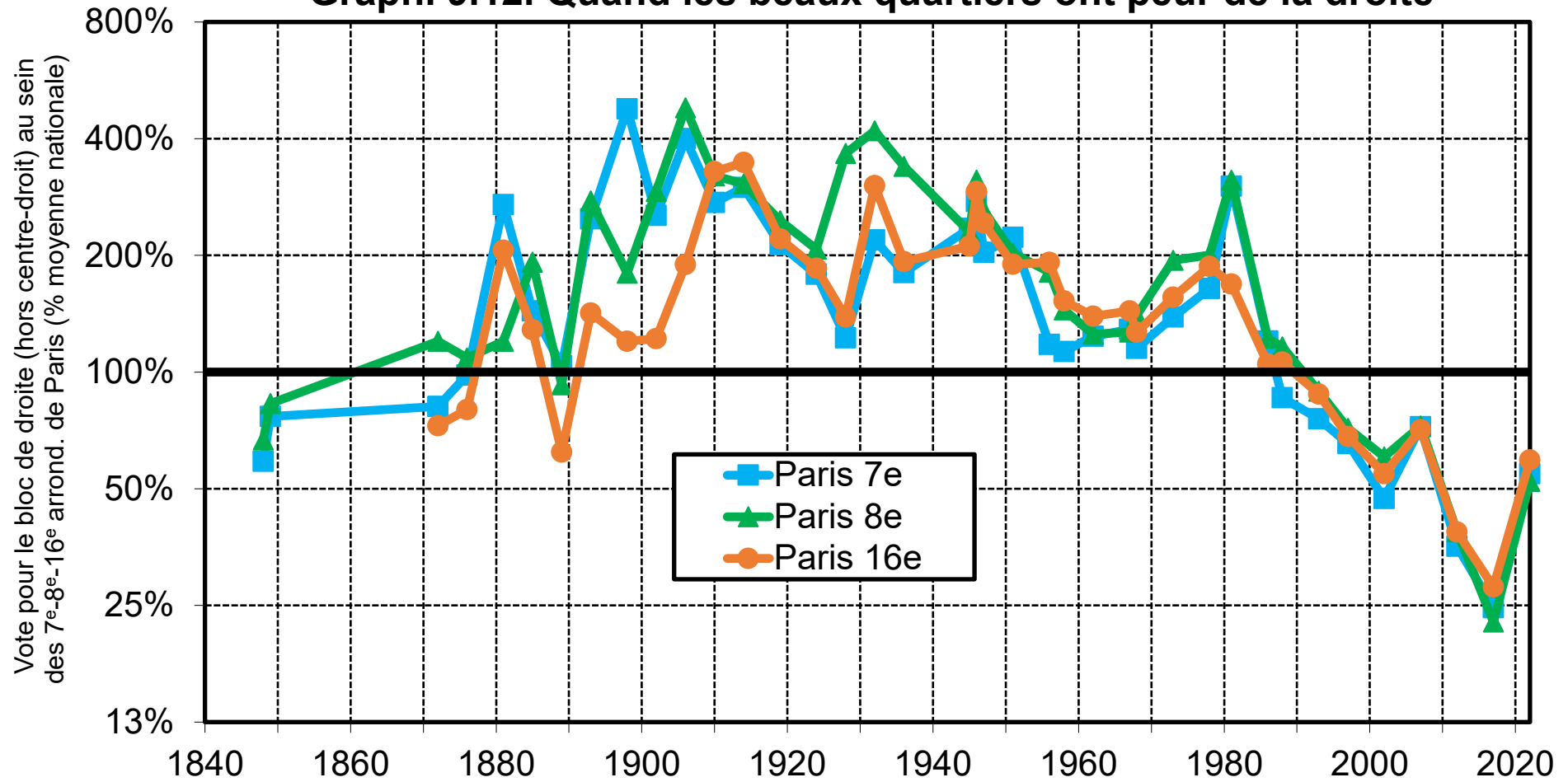
Lecture. Au sein des plus riches arrondissements parisiens (7^e, 8^e et 16^e arrondissements), le vote pour le bloc de gauche s'effondre dans le 8^e arrondissement à partir des années 1870-1880, puis dans les 7^e et du 16^e arrondissements à partir des années 1890-1910. Depuis les années 1950, le vote pour le bloc de gauche s'est stabilisé dans les trois arrondissements autour de 40% du score moyen de la gauche au niveau national. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.11. Le vote à droite dans les communes très riches



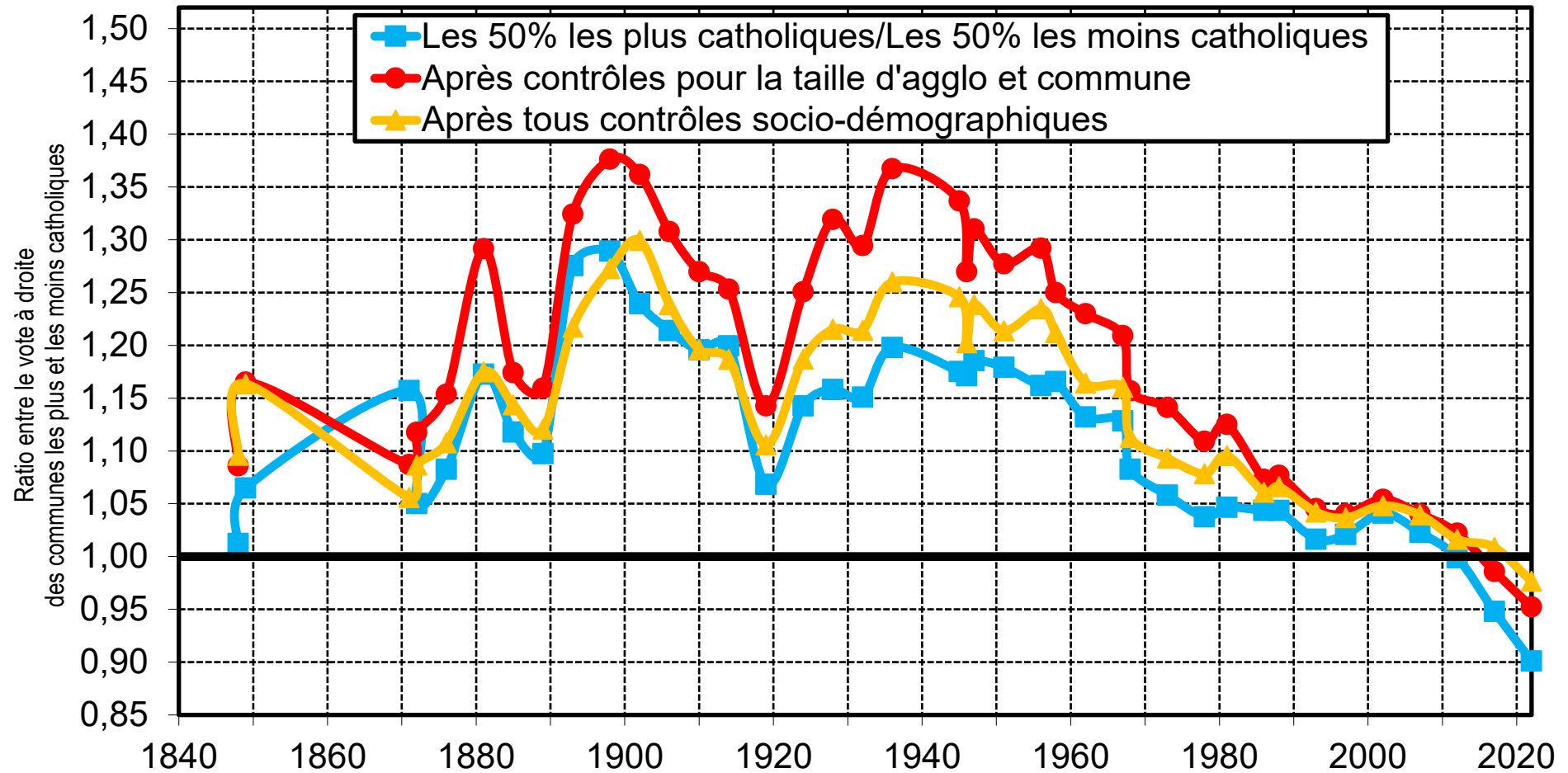
Lecture. Au sein des communes les plus riches du monde rural et des agglomérations de province, on retrouve le même profil d'ensemble que dans les beaux quartiers parisiens: le vote à droite est systématiquement et massivement plus élevé que la moyenne nationale des années 1890 au début des années 2010, avant de s'effondrer et d'être remplacé par le vote au centre en 2017-2022, comme cela s'était déjà produit entre 1848 et 1910. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.12. Quand les beaux quartiers ont peur de la droite



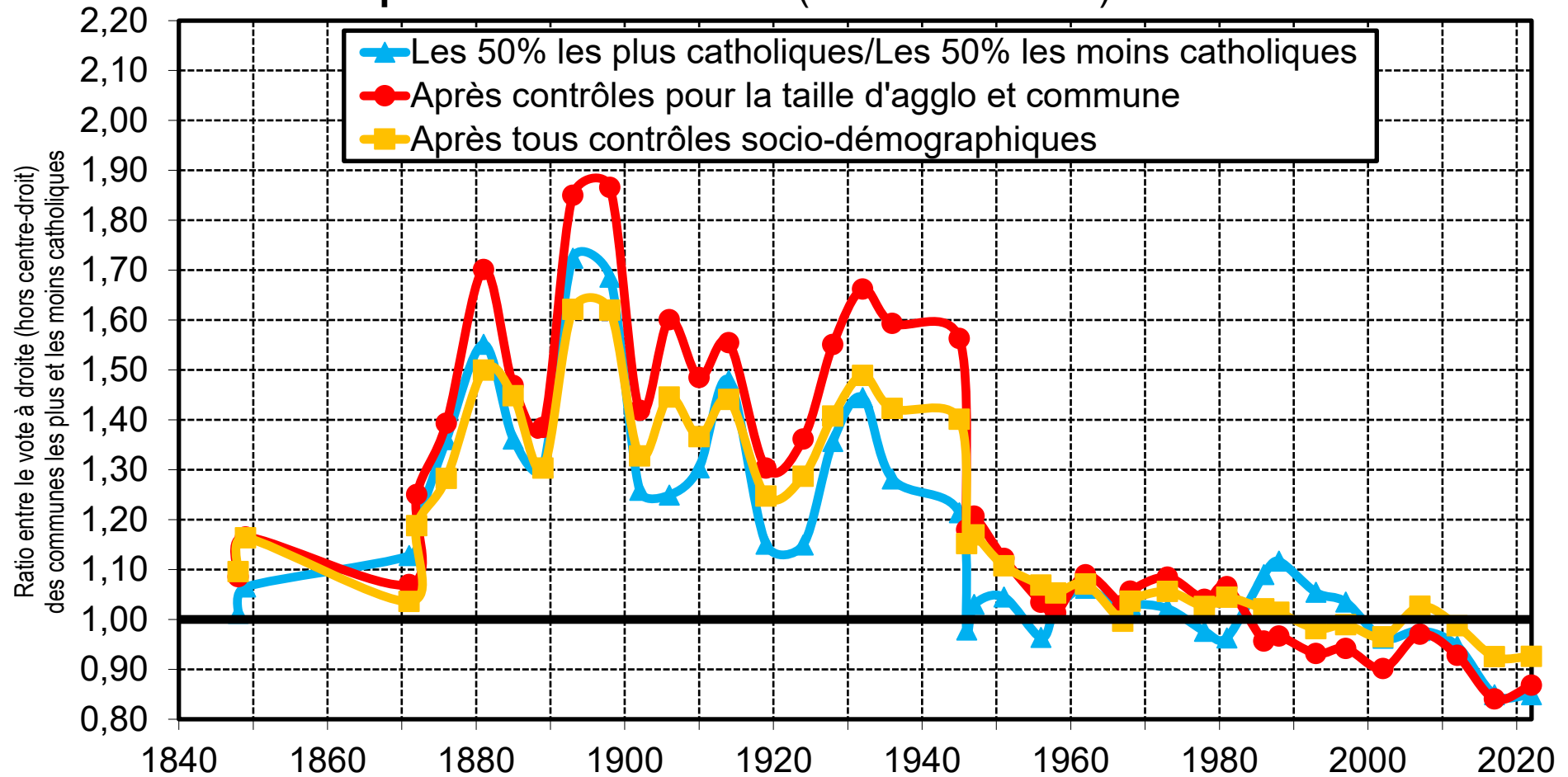
Lecture. Au sein des plus riches arrondissements parisiens (7^e, 8^e et 16^e arrondissements), le vote pour la droite de la droite (hors centre-droit) a été historiquement très élevé des années 1890 au début des années 1980, avant de s'effondrer au cours de la période 1986-2022, quand la droite de la droite est constituée du FN-RN et des partis proches. On notera toutefois la nette remontée de 2022, entièrement due au parti "Reconquête !". **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.13. Vote à droite et catholicisme, 1848-2022



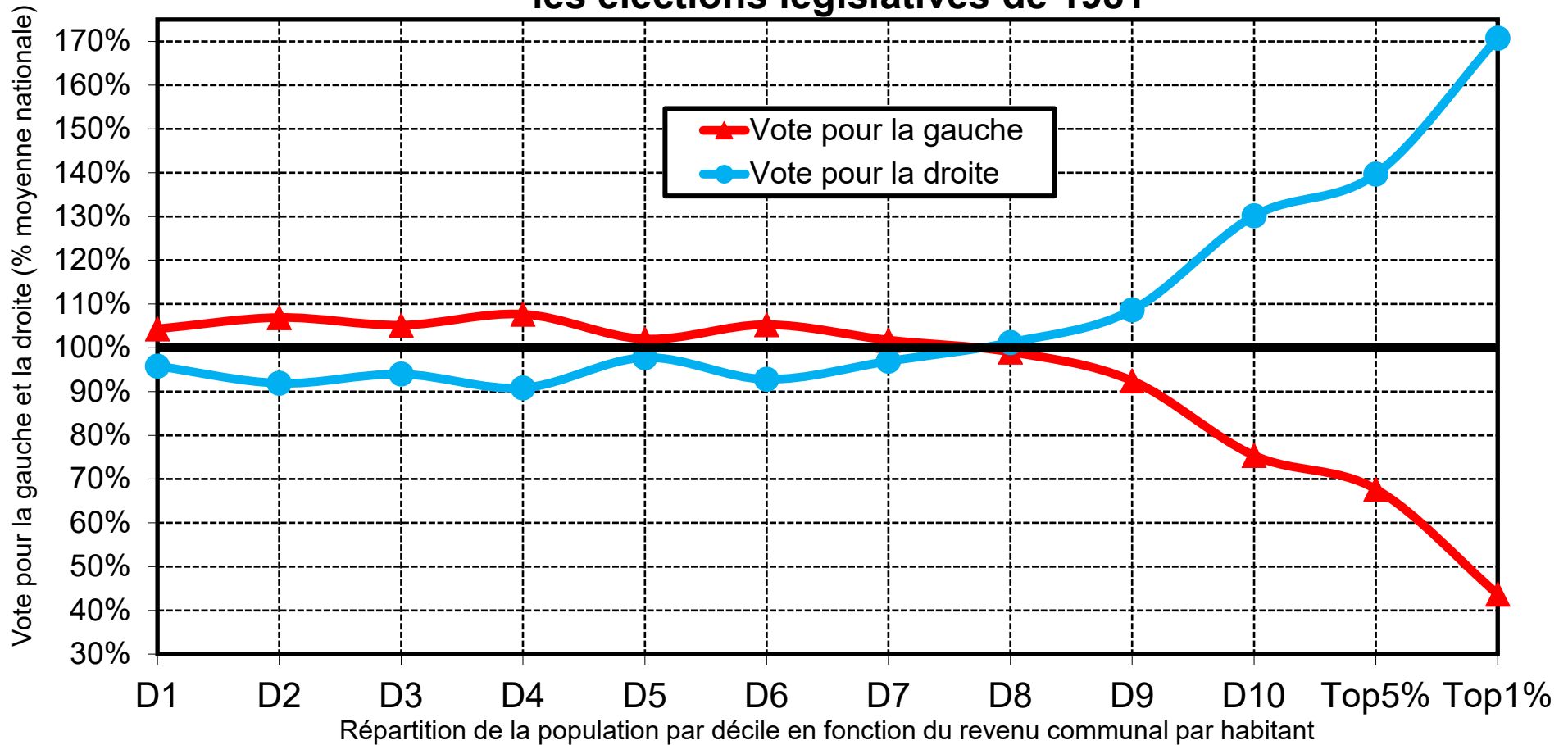
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à droite a généralement été plus fort dans les communes caractérisées par la plus grande proximité avec le catholicisme (mesurée ici par la proportion de filles scolarisées dans le privé en 1894), avant et après contrôles. L'effet est particulièrement fort des années 1880 aux années 1960 et disparaît au cours des dernières décennies (voire devient légèrement négatif). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9.14. Vote à droite (hors centre-droit) et catholicisme



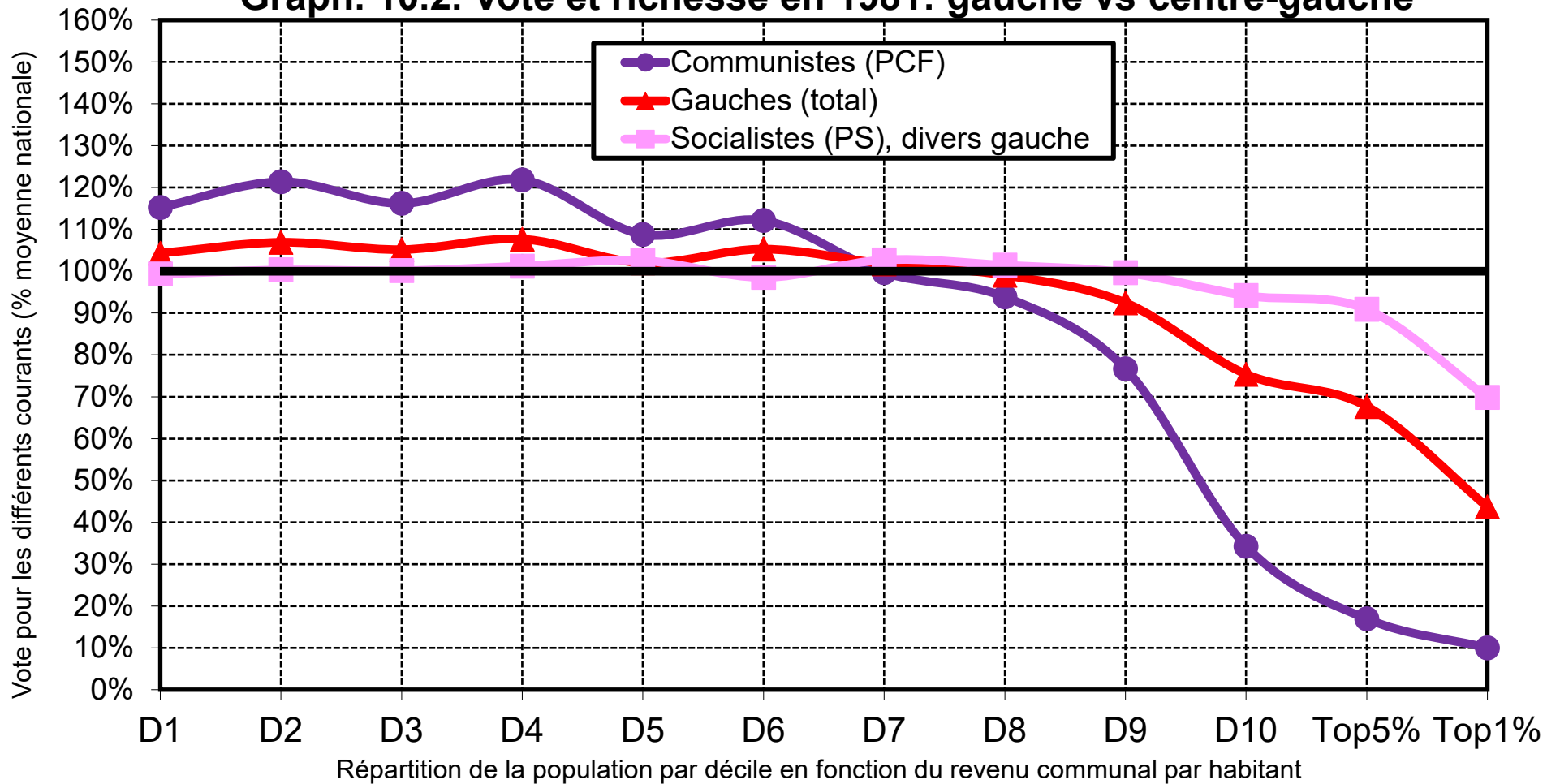
Lecture. Des années 1880 aux années 1930, la relation entre le vote à droite et la proximité au catholicisme (mesurée par la proportion de filles scolarisées dans le privé en 1894) est plus forte quand on exclut le centre-droit. L'inverse est vrai depuis 1945, que ce soit avec la droite gaulliste (1946-1981) ou frontiste (1986-2022), qui ont toutes deux une relation faible ou négative avec le catholicisme par comparaison au centre-droit. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.1. Le conflit gauche-droite classique et la richesse: les élections législatives de 1981



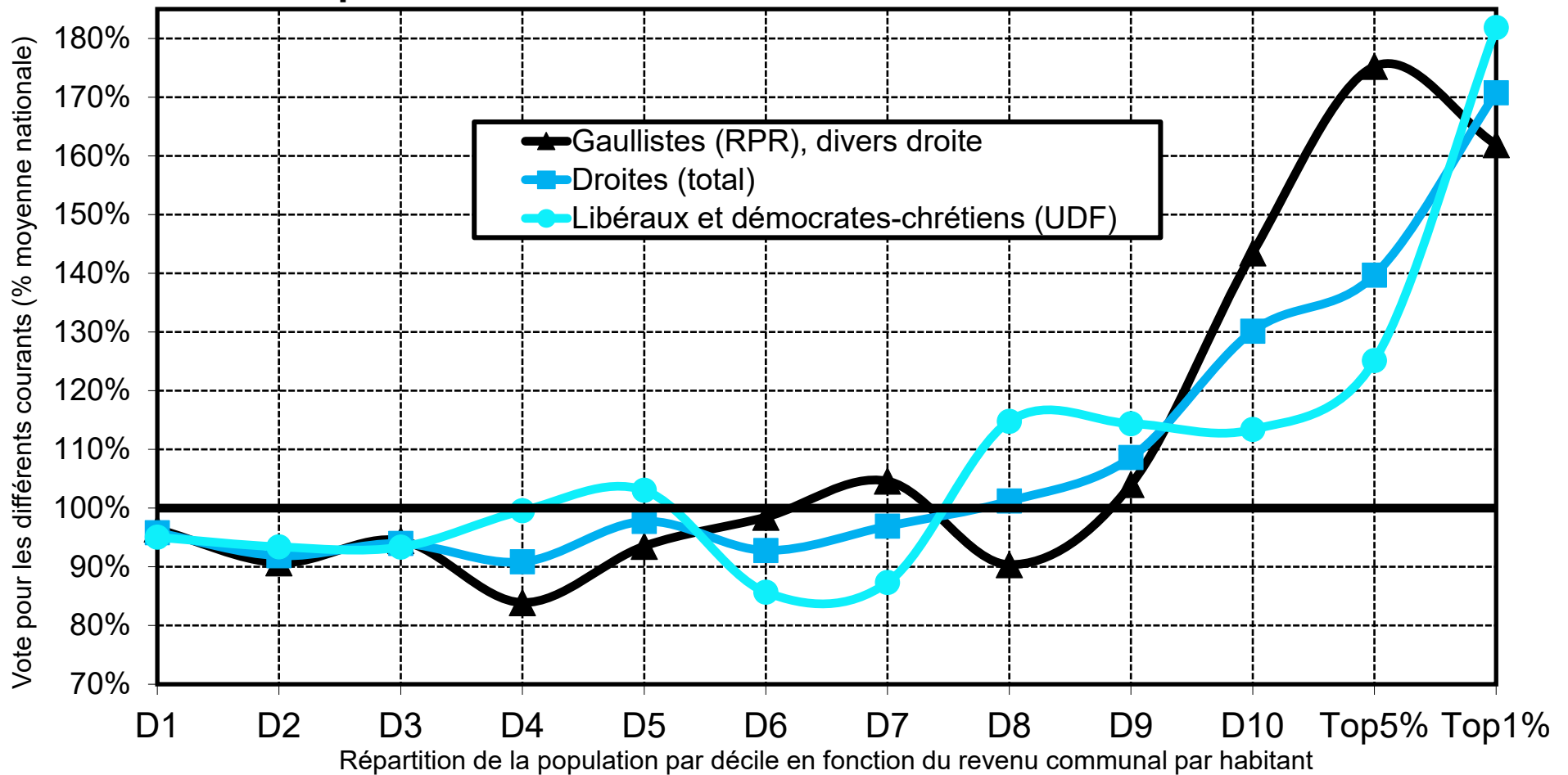
Lecture. Lors des législatives de 1981, le vote pour la gauche (relativement à la moyenne nationale) diminue avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la distribution, alors que l'inverse est vrai pour la droite. **Note:** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.2. Vote et richesse en 1981: gauche vs centre-gauche



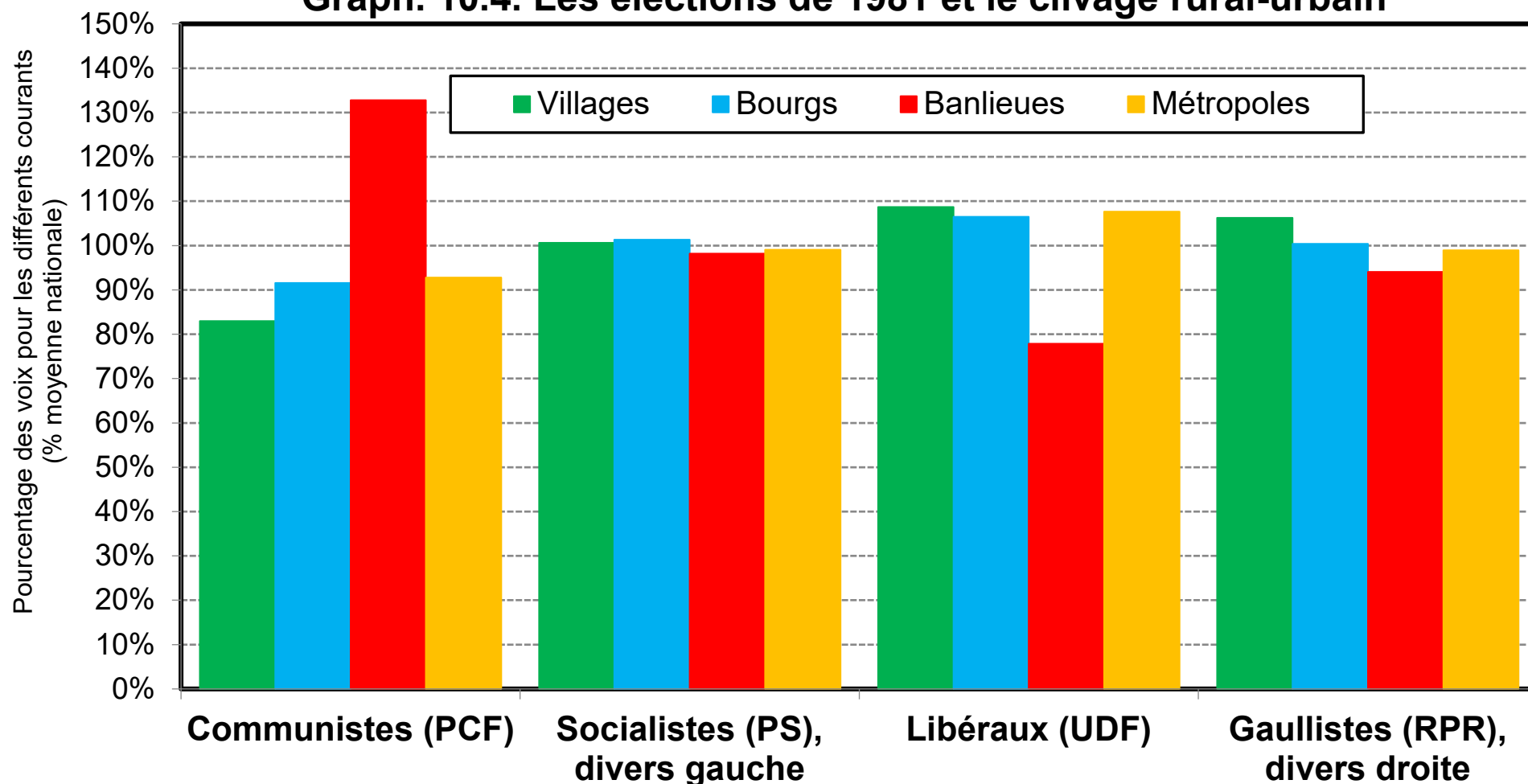
Lecture. Lors des élections législatives de 1981, le vote pour le bloc de gauche diminue avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition. Cela est particulièrement vrai pour la gauche de la gauche (PCF) et moins marqué pour le centre-gauche (PS, divers gauche). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.3. Vote et richesse en 1981: droite vs centre-droit



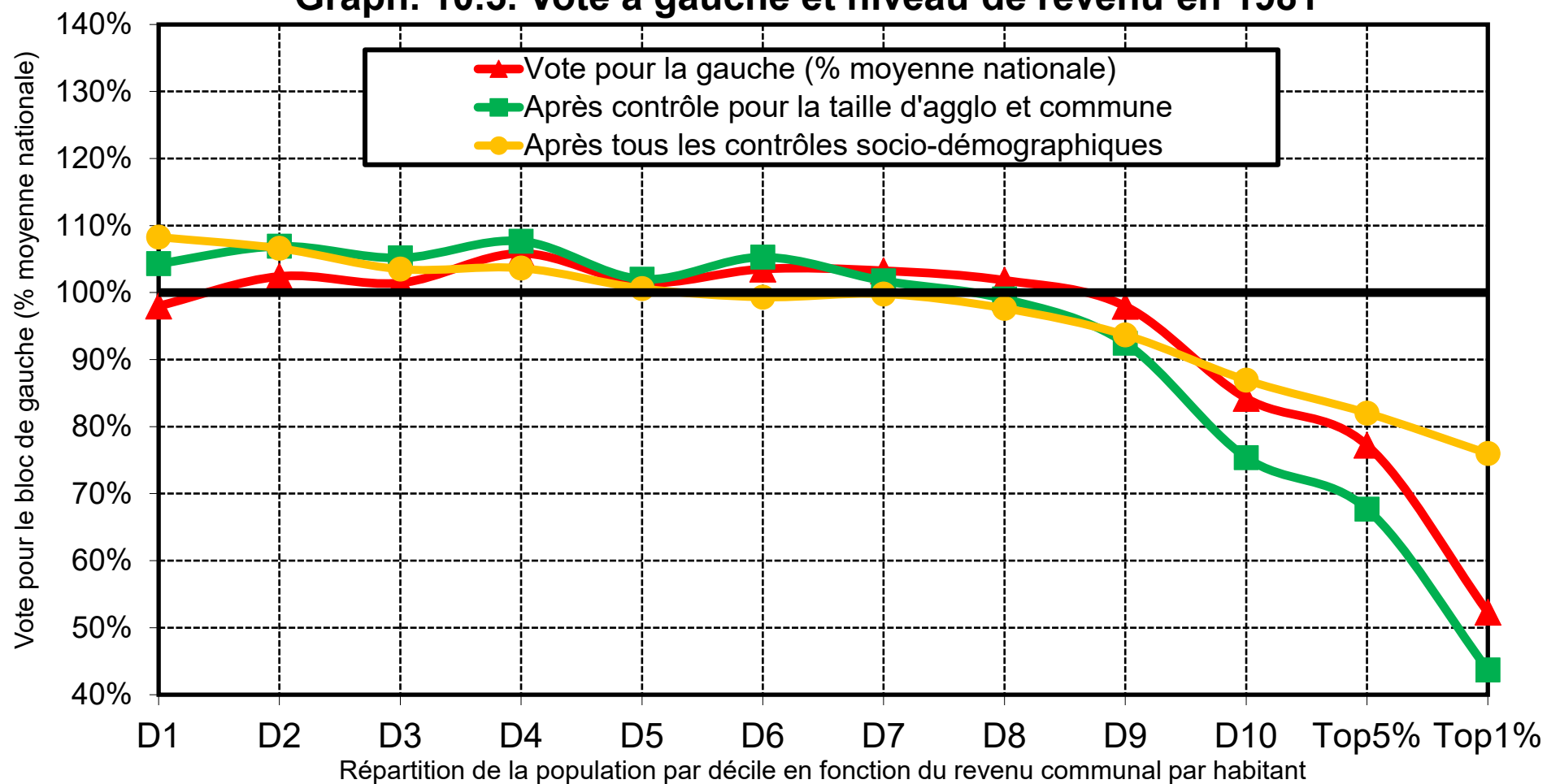
Lecture. Lors des élections législatives de 1981, le vote pour le bloc de droite augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la distribution, dans des proportions comparables pour la droite de la droite (RPR, divers droite) et pour le centre-droit (UDF). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.4. Les élections de 1981 et le clivage rural-urbain



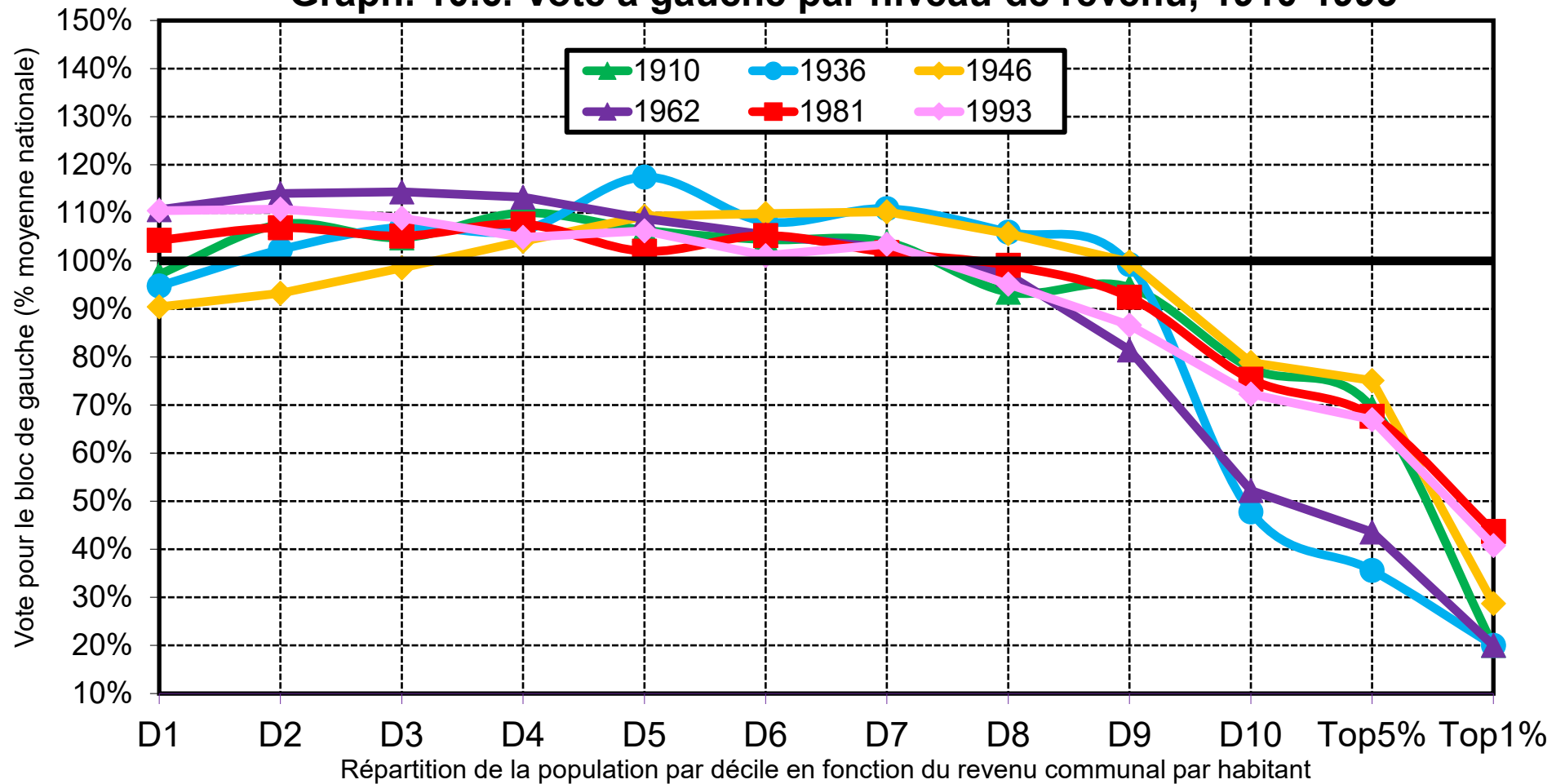
Lecture. Lors des élections législatives de 1981, le score obtenu par le PCF est sensiblement plus faible dans les villages et les bourgs que dans les banlieues et les métropoles, alors que l'inverse est vrai pour l'UDF et le RPR. Par comparaison, le score obtenu par le PS est quasiment le même dans les différents territoires. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.5. Vote à gauche et niveau de revenu en 1981



Lecture. Lors des élections législatives de 1981, le vote pour le bloc de gauche diminue avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, après et avant prise en compte des contrôles.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.6. Vote à gauche par niveau de revenu, 1910-1993

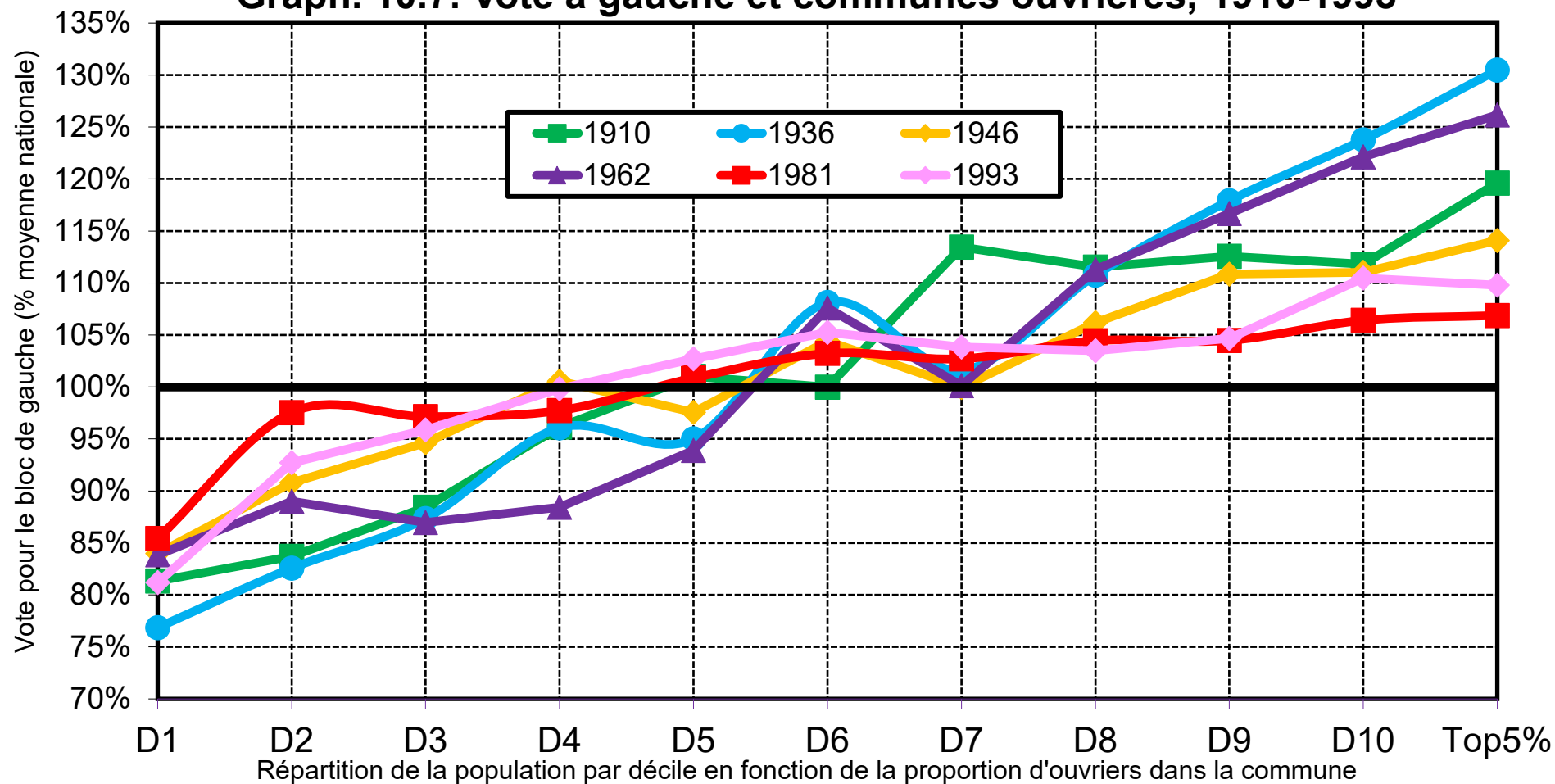


Lecture. Des élections législatives de 1910 à celles de 1993, le vote pour la gauche (relativement à la moyenne nationale) diminue généralement avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la distribution.

Note: les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

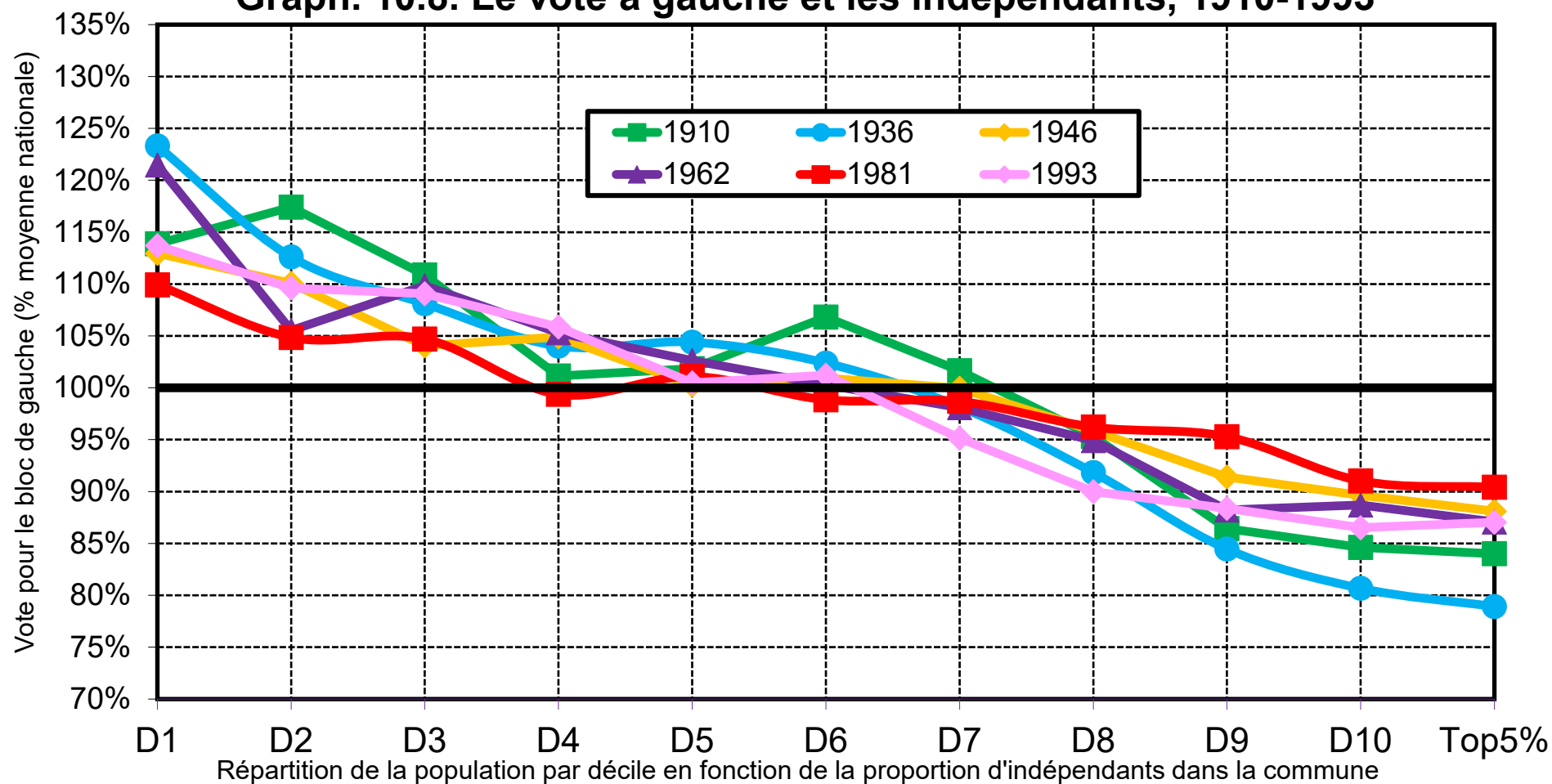
Graph. 10.7. Vote à gauche et communes ouvrières, 1910-1993



Lecture. Des législatives de 1910 à celles de 1993, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) croît avec la proportion d'ouvriers dans la commune, avec toutefois une pente sensiblement moins forte en 1981 et 1993 qu'en 1910, 1936, 1946 ou 1962. **Note:** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

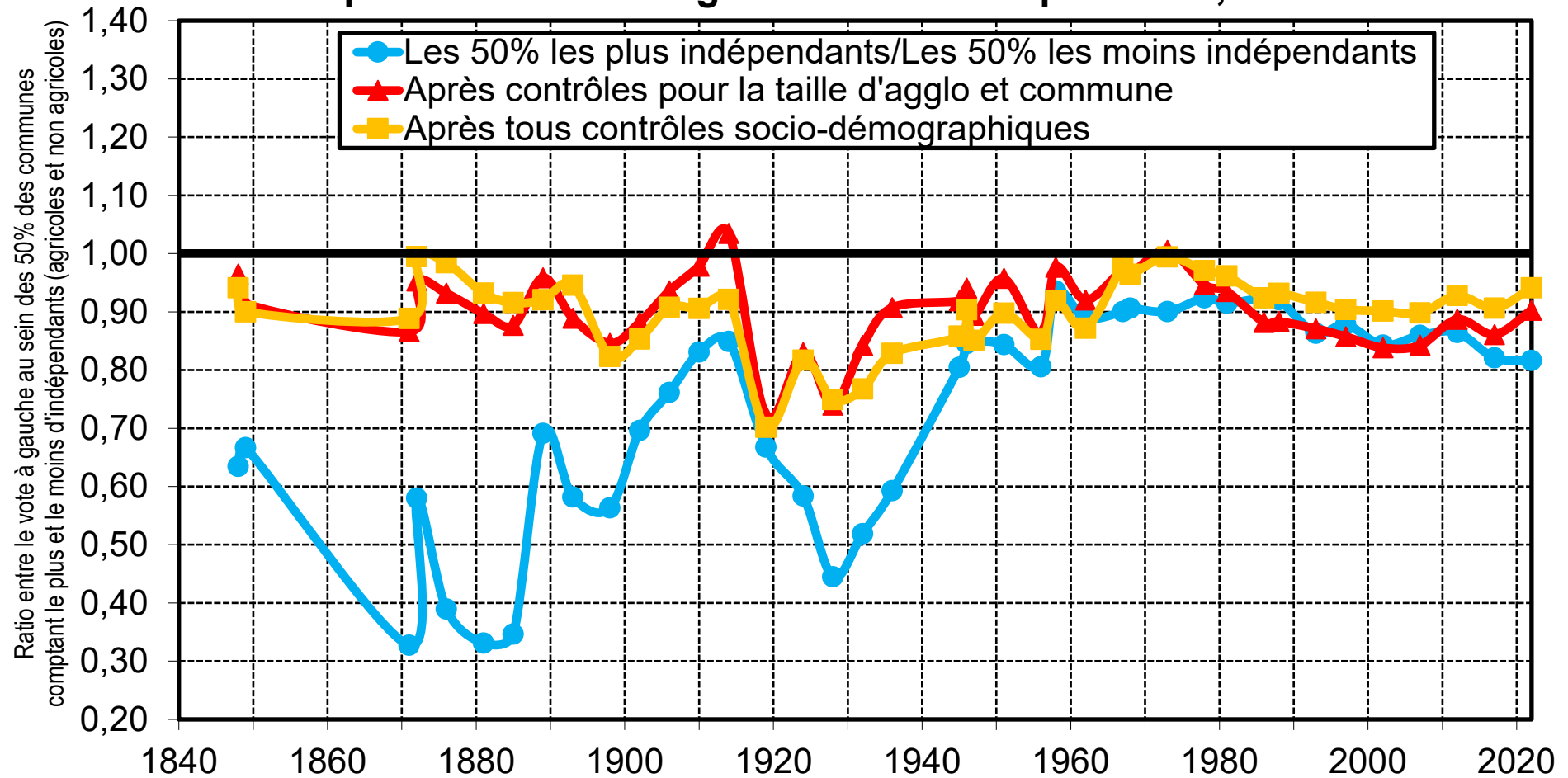
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.8. Le vote à gauche et les indépendants, 1910-1993



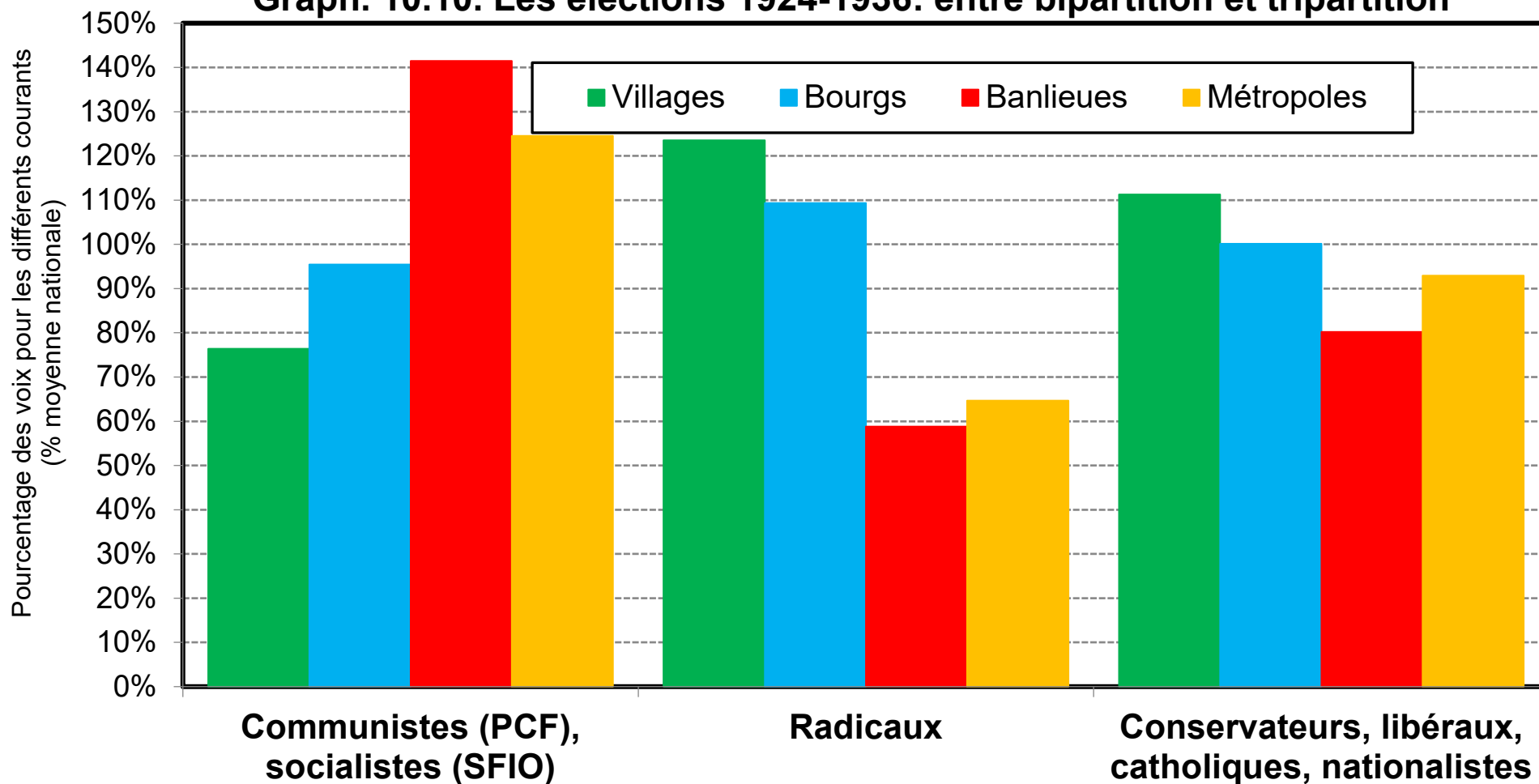
Lecture. Des législatives de 1910 à celles de 1993, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) décroît avec la proportion d'indépendants dans la commune, avec une pente à peine moins forte en 1993 par comparaison à 1946 ou 1962.
Note: les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.9. Le vote à gauche et les indépendants, 1848-2022



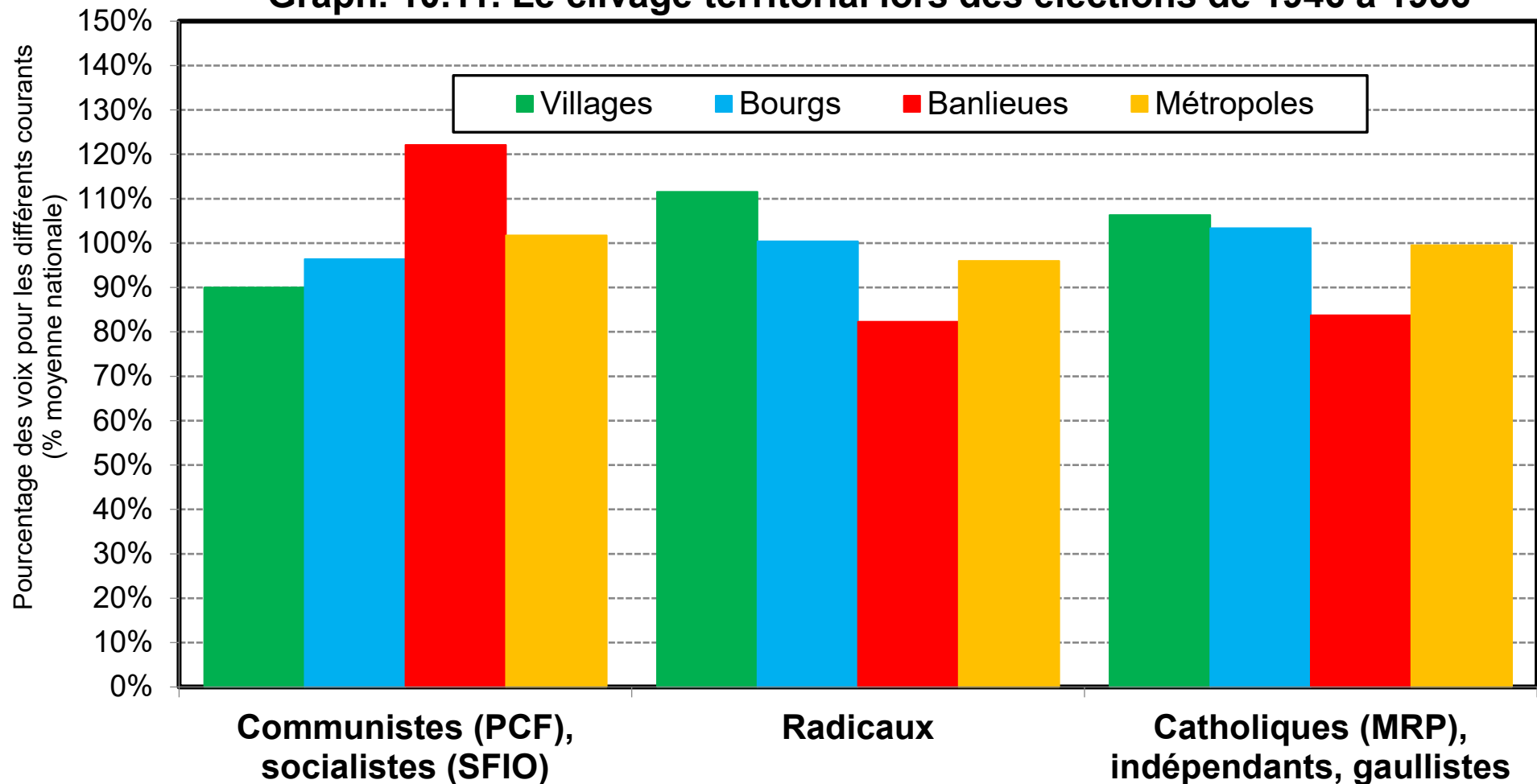
Lecture. Des législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à gauche a toujours été plus faible dans les communes comptant la plus forte proportion d'indépendants (agricoles et non agricoles), particulièrement au 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Les variables de contrôles (notamment la taille d'agglomération) réduisent la taille de l'effet, sans l'annuler complètement. Au final, l'effet après contrôles est relativement stable sur longue période. **Sources et séries:** voir nehistoireduconflitpolitique.fr (graphique D1.26f)

Graph. 10.10. Les élections 1924-1936: entre bipartition et tripartition



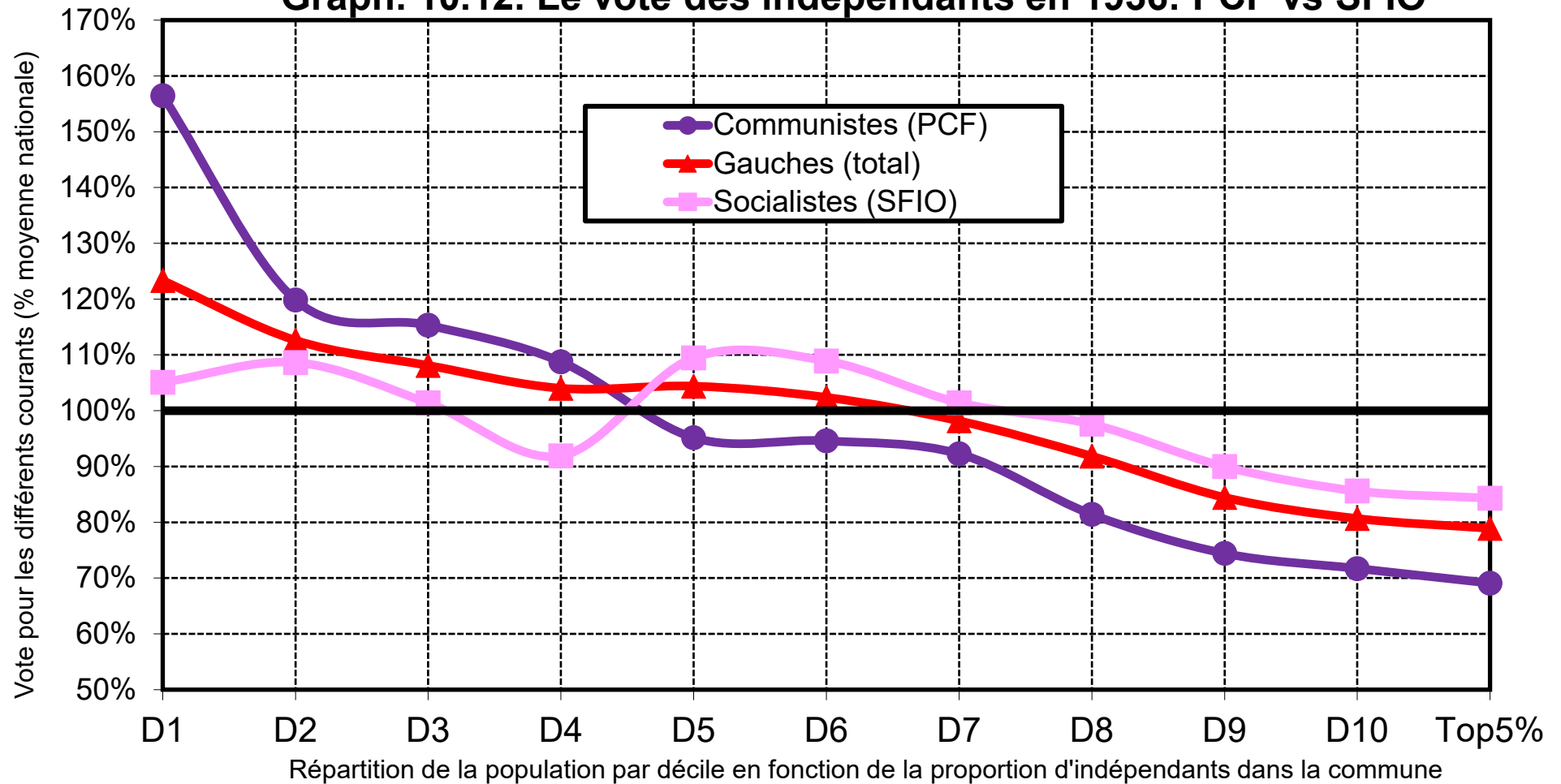
Lecture. Lors des législatives de 1924-1936, les radicaux constituent un bloc trop faible pour dominer le système politique, mais assez fort pour participer à la plupart des coalitions. La structure de son électorat est massivement tournée vers les villages et les bourgs, plus encore que celui du bloc du droite (conservateurs, libéraux, etc.), et il se situe aux antipodes de l'électorat communiste et socialiste, principalement basé dans les banlieues et métropoles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.11. Le clivage territorial lors des élections de 1946 à 1956



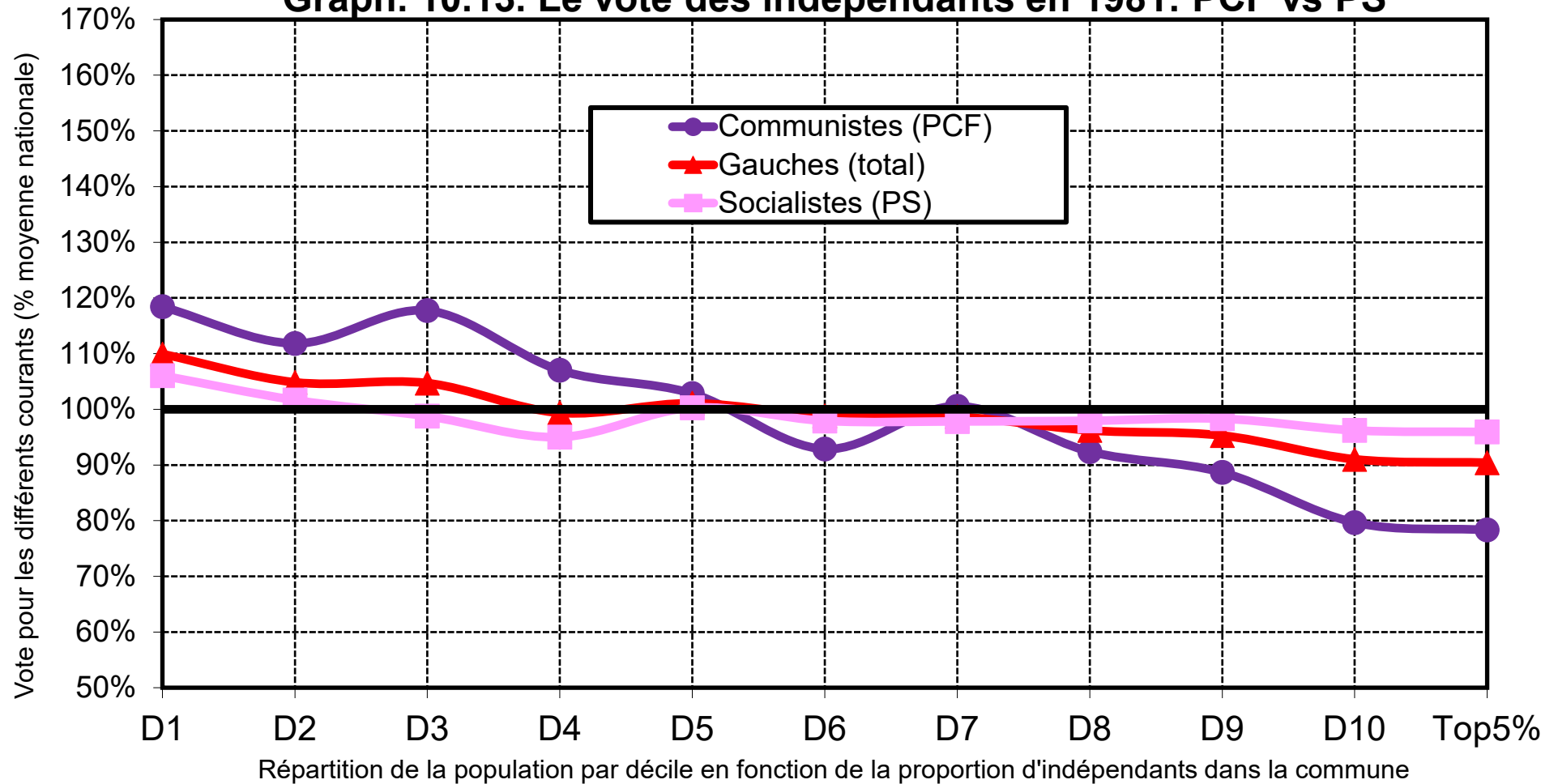
Lecture. Lors des législatives de 1946-1956, les radicaux constituent un bloc encore plus faible que dans l'entre-deux-guerres, et les divisions territoriales avec les autres électors se sont atténuées. Le vote communiste et socialiste reste toutefois beaucoup plus faible dans les villages et les bourgs que dans les banlieues et métropoles, et les divisions programmatiques au sein des partis de gauche demeurent considérables. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.12. Le vote des indépendants en 1936: PCF vs SFIO



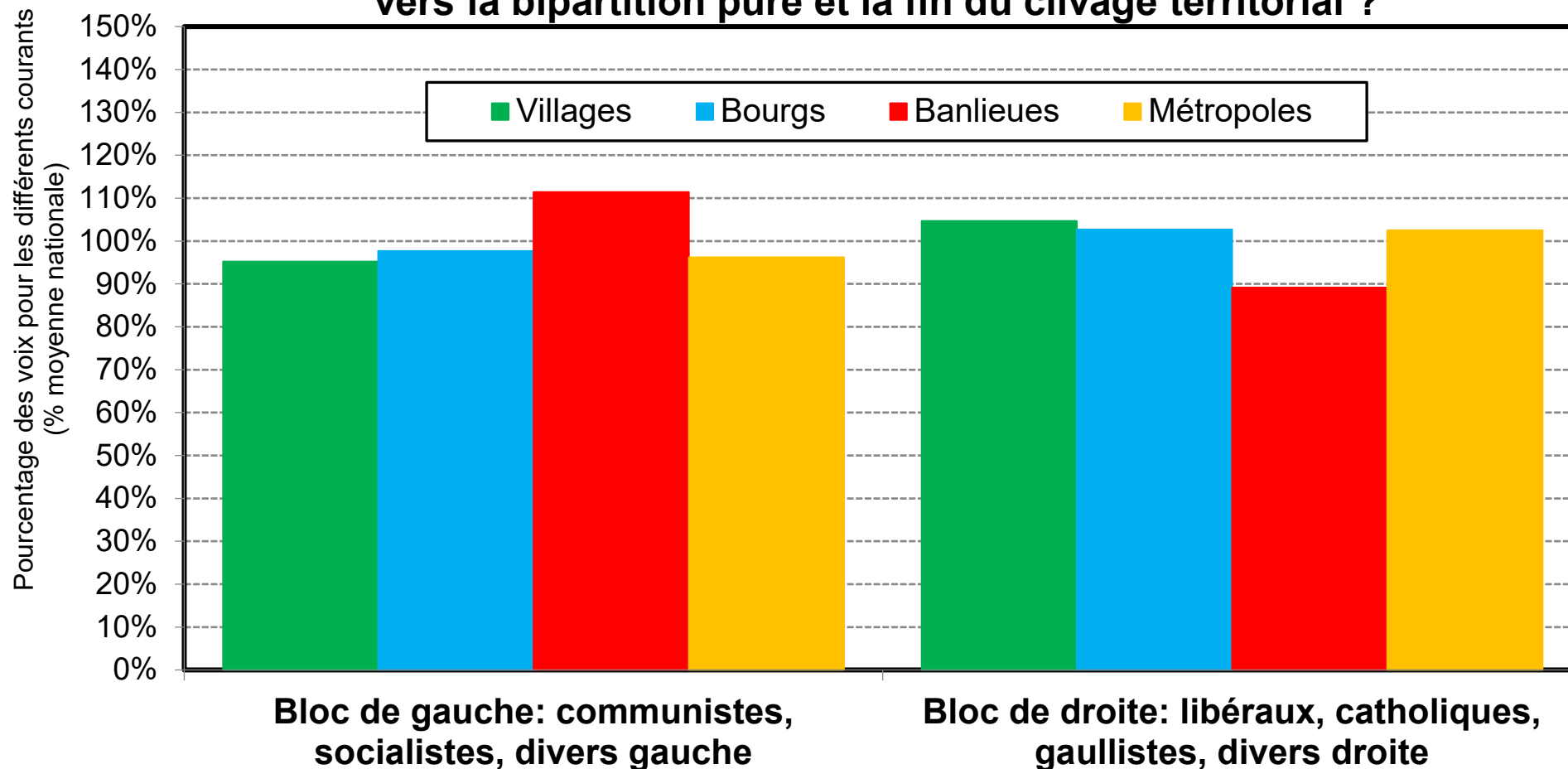
Lecture. Lors des élections législatives de 1936, le vote pour la gauche décroît fortement avec la proportion d'indépendants dans la commune. C'est notamment vrai pour le vote pour la gauche de la gauche (PCF), mais également pour le vote pour le centre-gauche (PS), avec une pente moins forte mais significative. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.13. Le vote des indépendants en 1981: PCF vs PS



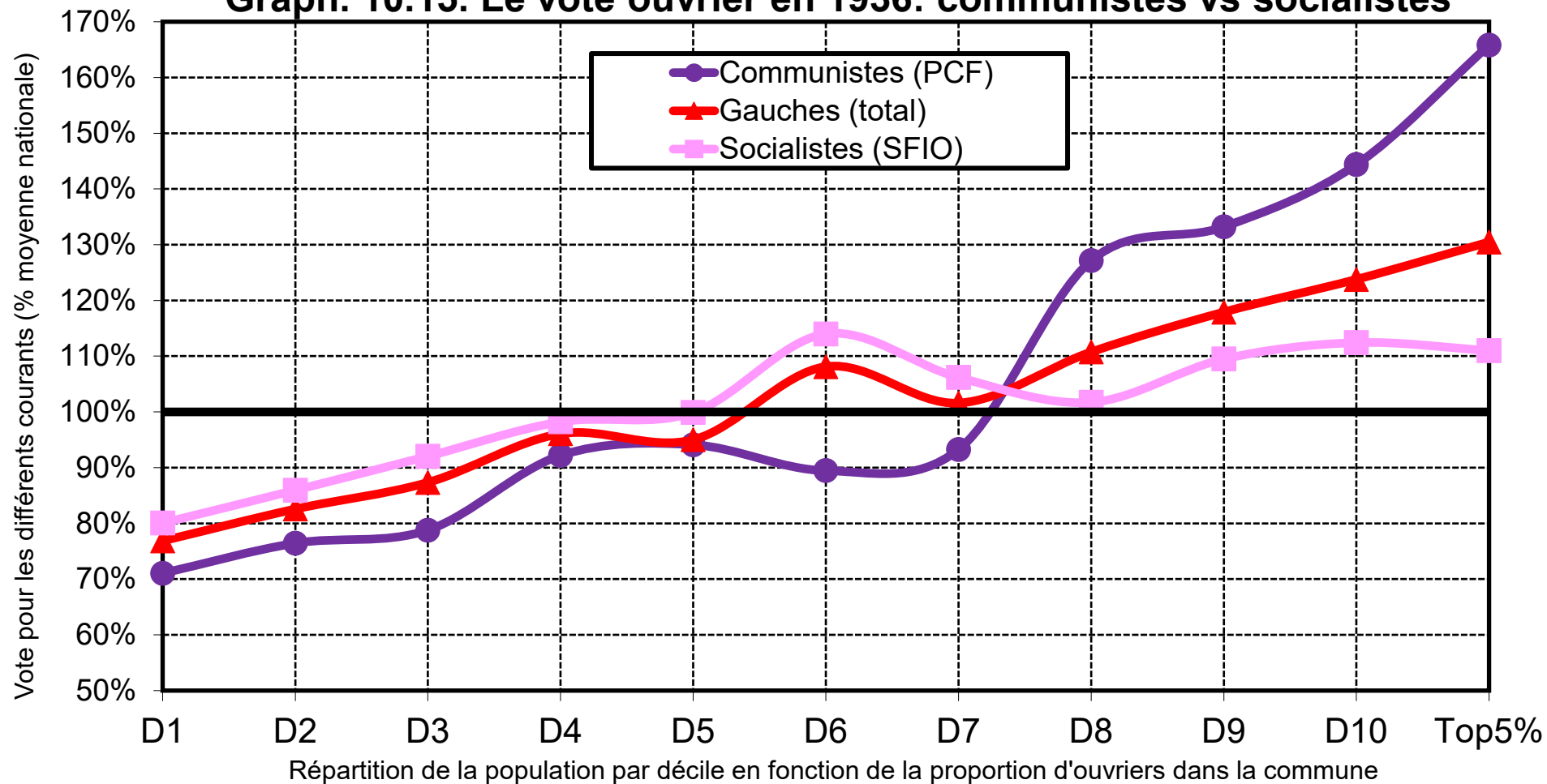
Lecture. Lors des élections législatives de 1981, le vote pour la gauche décroît avec la proportion d'indépendants dans la commune, mais cela s'explique principalement par le vote pour la gauche de la gauche (PCF), et peu par le vote pour le centre-gauche (PS), qui varie faiblement avec la proportion d'indépendants. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 10.14. Les élections 1958-1988 dans les territoires:
vers la bipartition pure et la fin du clivage territorial ?**



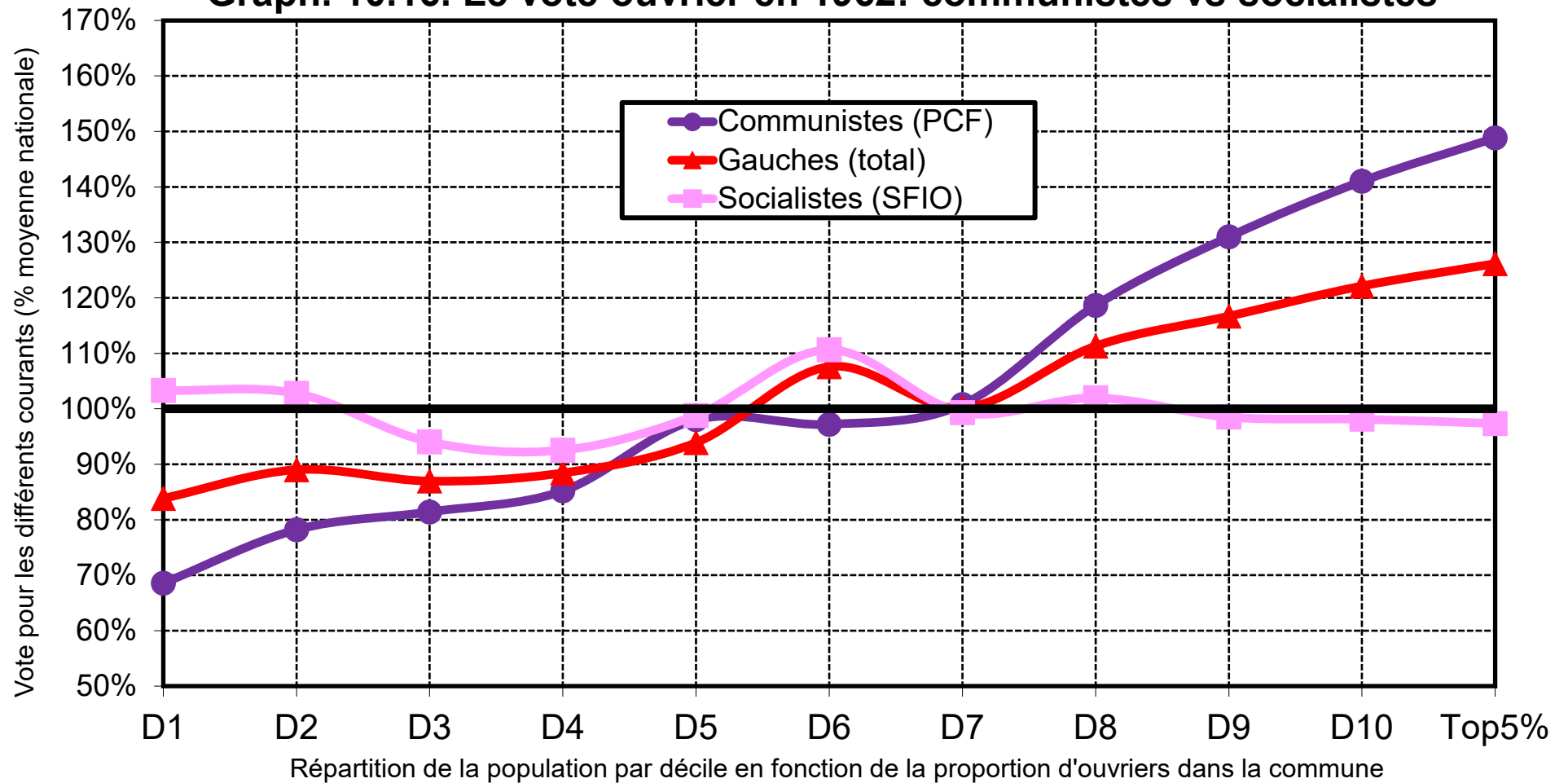
Lecture. Lors des législatives de 1958 à 1988, le centre a quasiment disparu et la quasi-totalité des courants politiques se rassemblent au sein des blocs de gauche et de droite. Le bloc de gauche continue de faire de meilleurs scores dans les banlieues que dans les villages et les bourgs, et inversement pour le bloc de droite, mais les clivages territoriaux sont beaucoup plus faibles que lors des périodes antérieures et postérieures. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.15. Le vote ouvrier en 1936: communistes vs socialistes



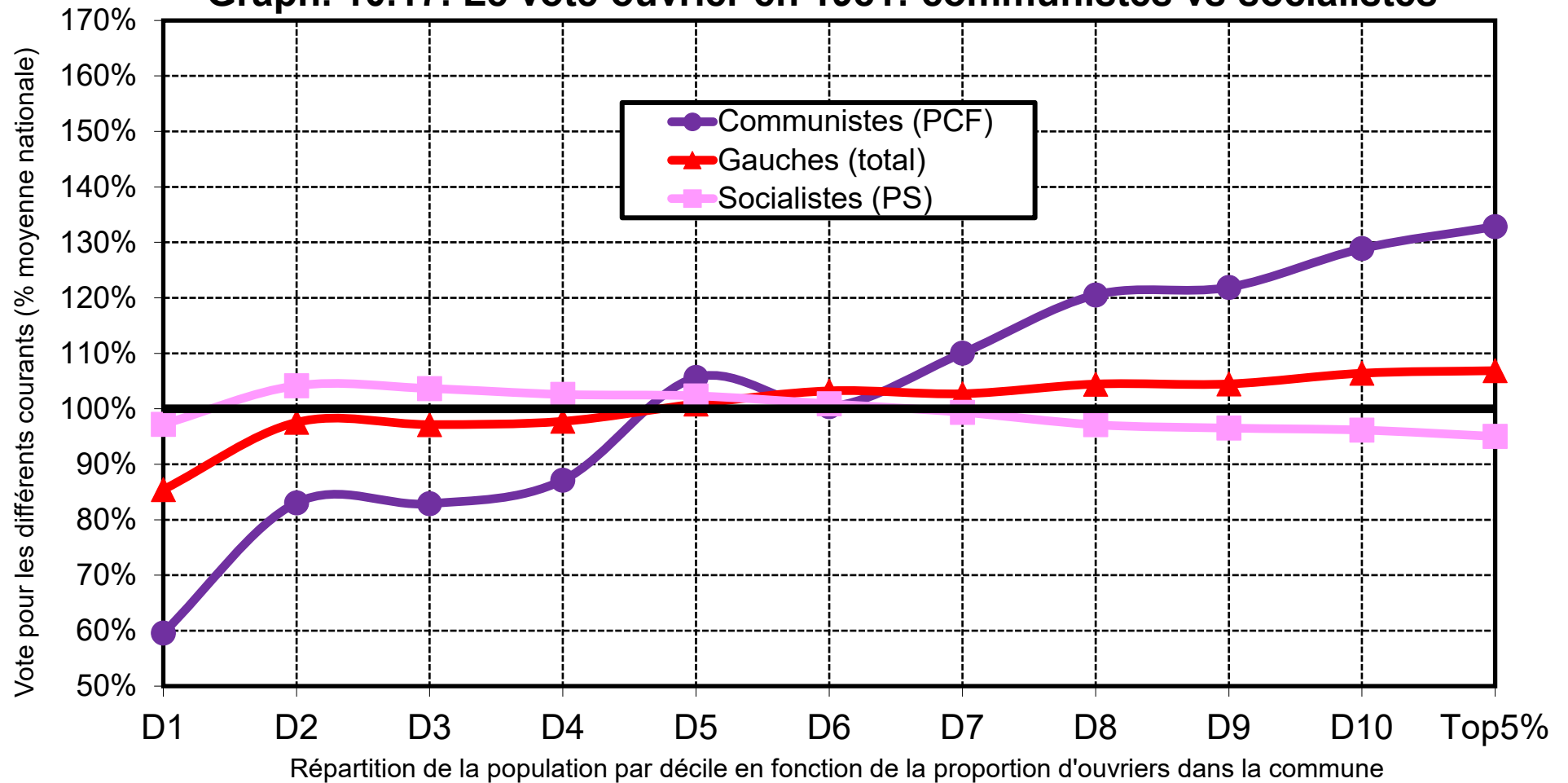
Lecture. Lors des élections législatives de 1936, le vote pour la gauche croît très fortement avec la proportion d'ouvriers dans la commune. C'est surtout vrai pour le vote pour la gauche de la gauche (PCF), mais également pour le vote pour le centre-gauche (PS), avec une pente moins forte mais néanmoins significative. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.16. Le vote ouvrier en 1962: communistes vs socialistes



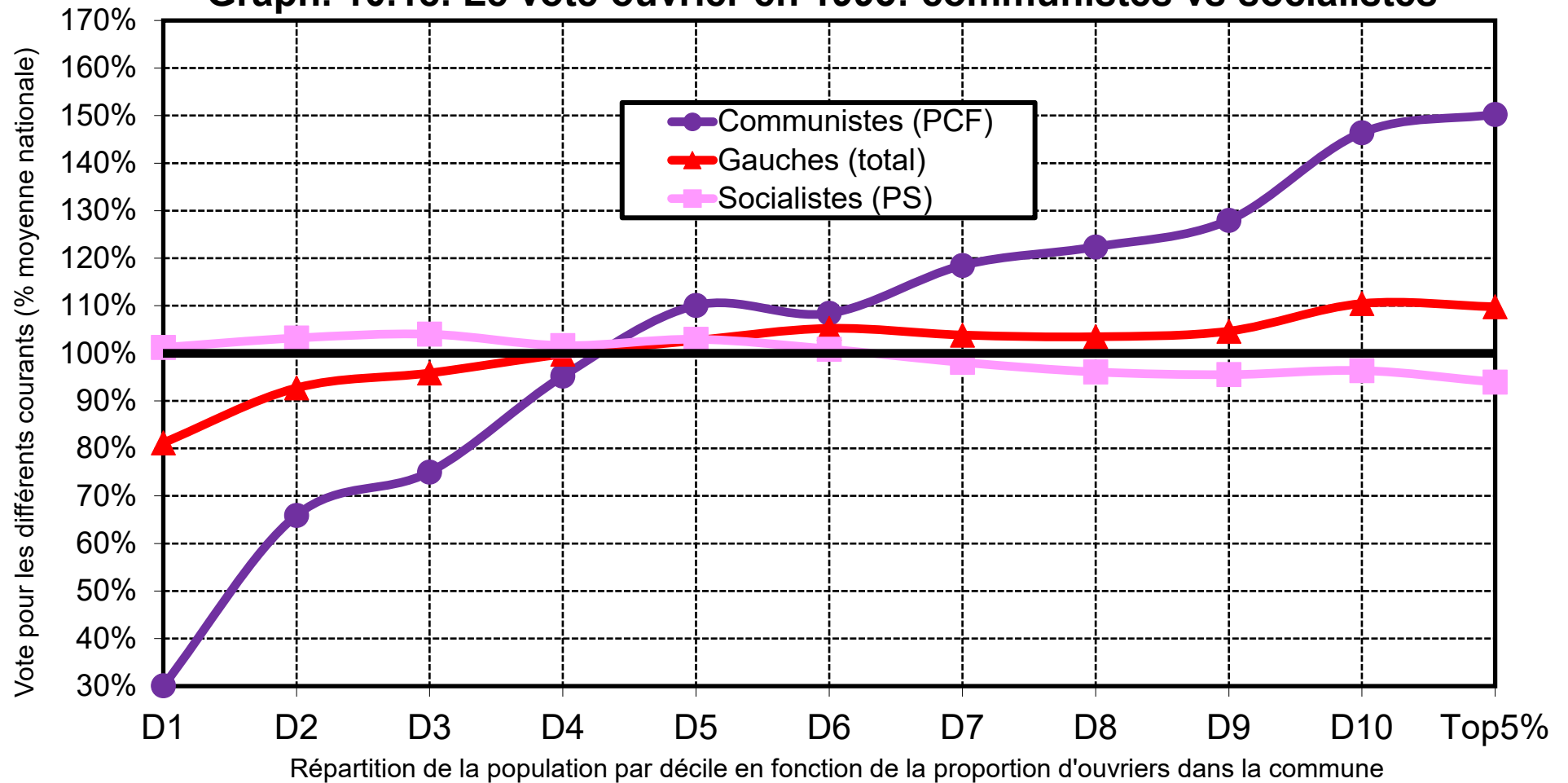
Lecture. Lors des élections législatives de 1962, le vote pour la gauche croît avec la proportion d'ouvriers dans la commune, mais cela s'explique uniquement par le vote pour la gauche de la gauche (PCF), et pas du tout par le vote pour le centre-gauche (SFIO), qui varie peu avec la proportion d'ouvriers. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.17. Le vote ouvrier en 1981: communistes vs socialistes



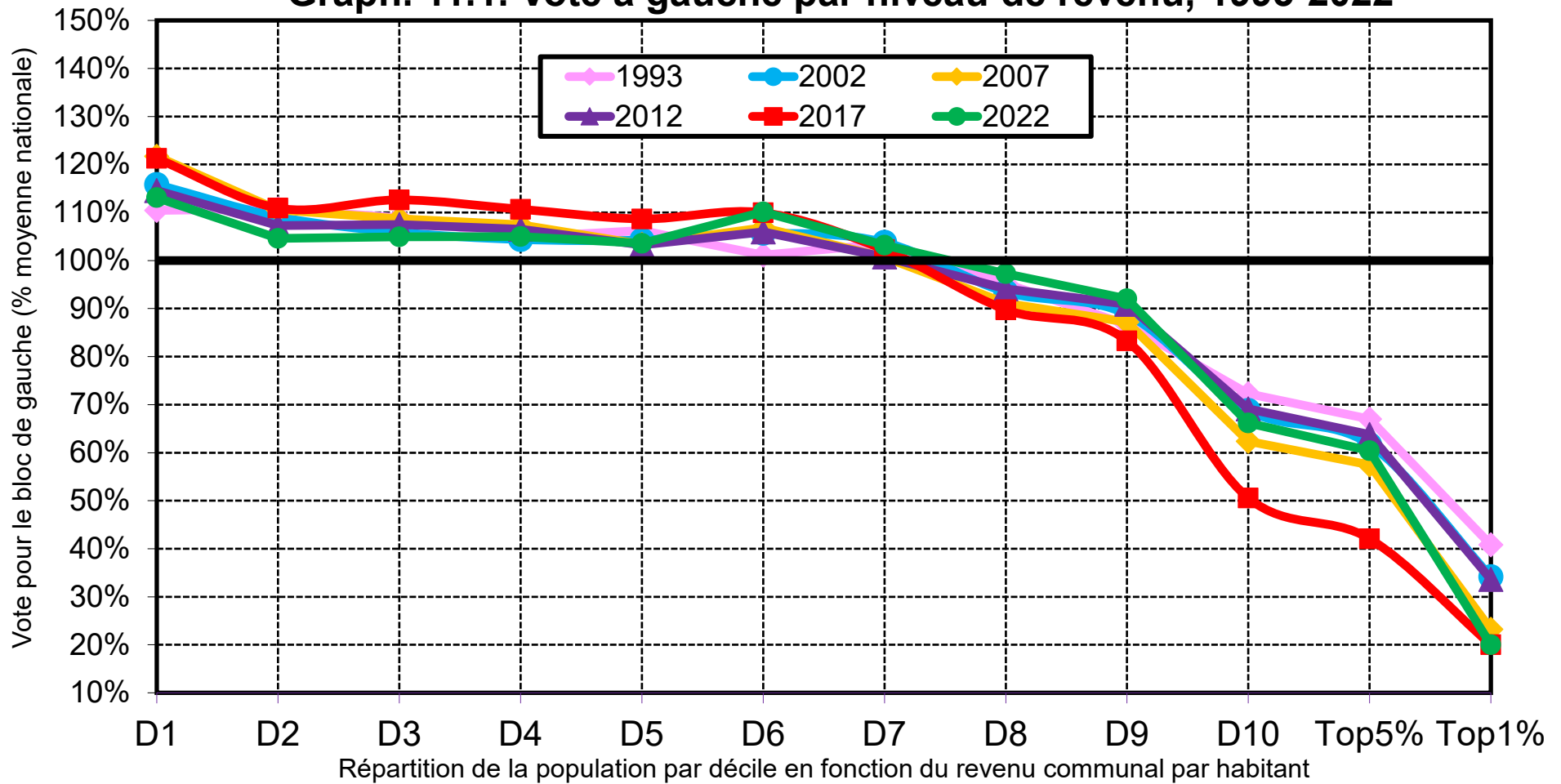
Lecture. Lors des élections législatives de 1981, le vote pour la gauche croît avec la proportion d'ouvriers dans la commune, mais cela s'explique uniquement par le vote pour la gauche de la gauche (PCF), et pas du tout par le vote pour le centre-gauche (PS), qui varie peu avec la proportion d'ouvriers (ou décroît légèrement). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 10.18. Le vote ouvrier en 1993: communistes vs socialistes



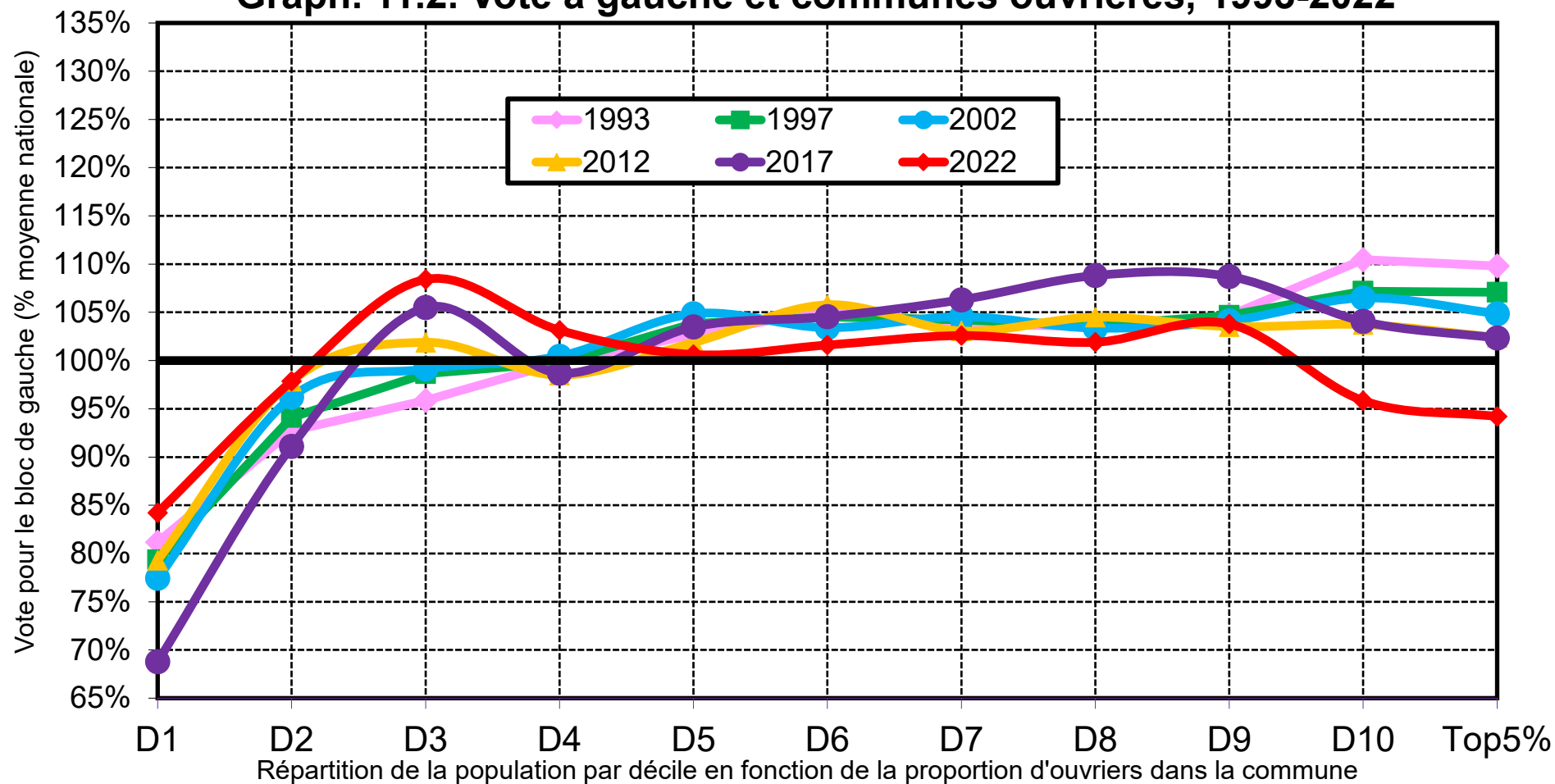
Lecture. Lors des législatives de 1993, le vote pour la gauche croît avec la proportion d'ouvriers dans la commune, mais cela s'explique uniquement par le vote pour la gauche de la gauche (PCF), et pas du tout pour le vote pour le centre-gauche (PS), qui varie peu avec la proportion d'ouvriers (ou décroît légèrement). **Sources et séries:** voir lesdimensionsduconflitpolitique.fr

Graph. 11.1. Vote à gauche par niveau de revenu, 1993-2022



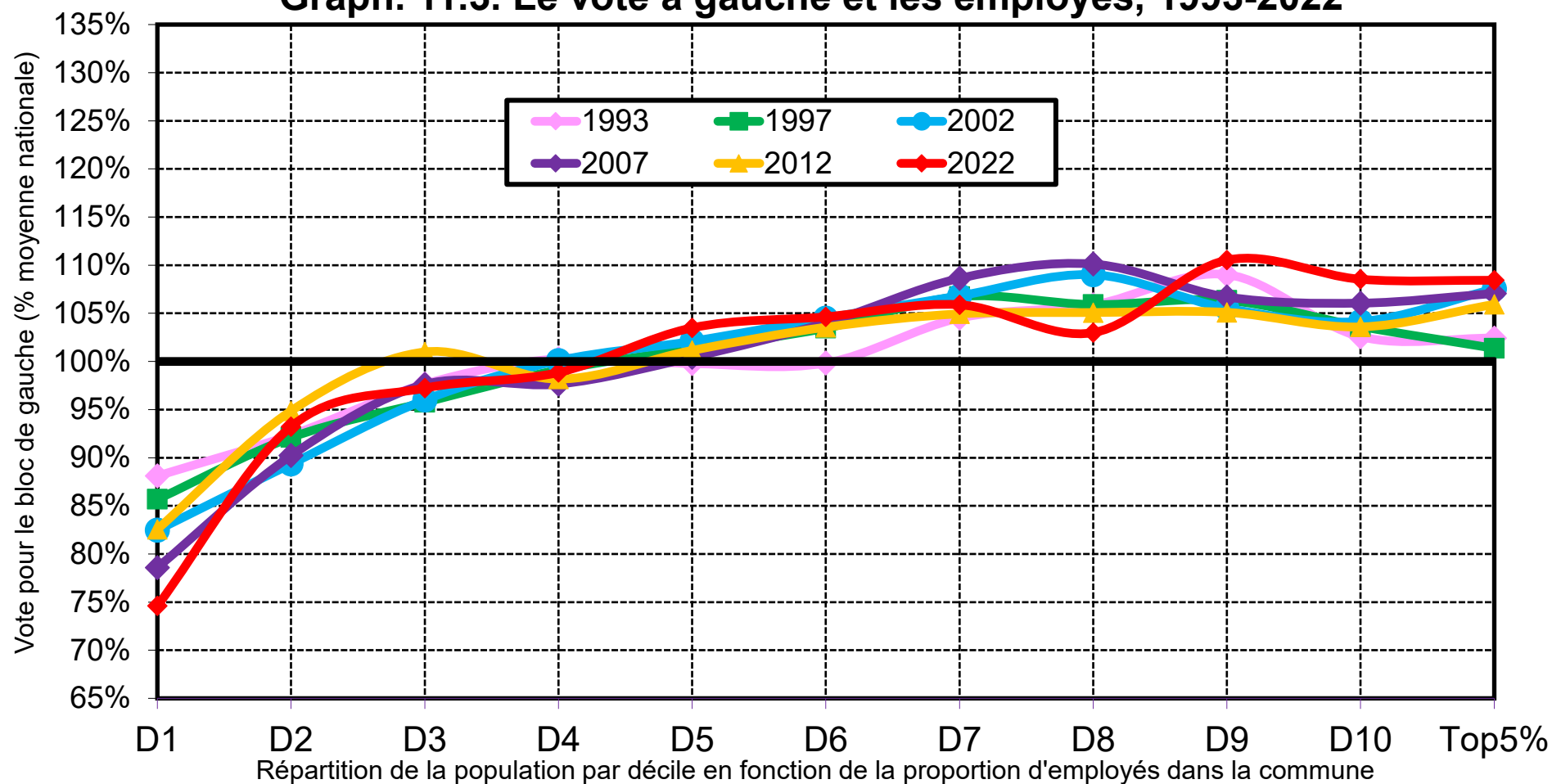
Lecture. Des législatives de 1993 à celles de 2022, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) diminue fortement avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition et avec une pente légèrement croissante au fil du temps. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.2. Vote à gauche et communes ouvrières, 1993-2022



Lecture. Des législatives de 1993 à celles de 2022, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) croît faiblement avec la proportion d'ouvriers dans la commune, avec toutefois une pente de moins en moins forte au fil du temps, voire une pente légèrement négative en fin de période au sein des communes comptant le plus d'ouvriers. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.3. Le vote à gauche et les employés, 1993-2022

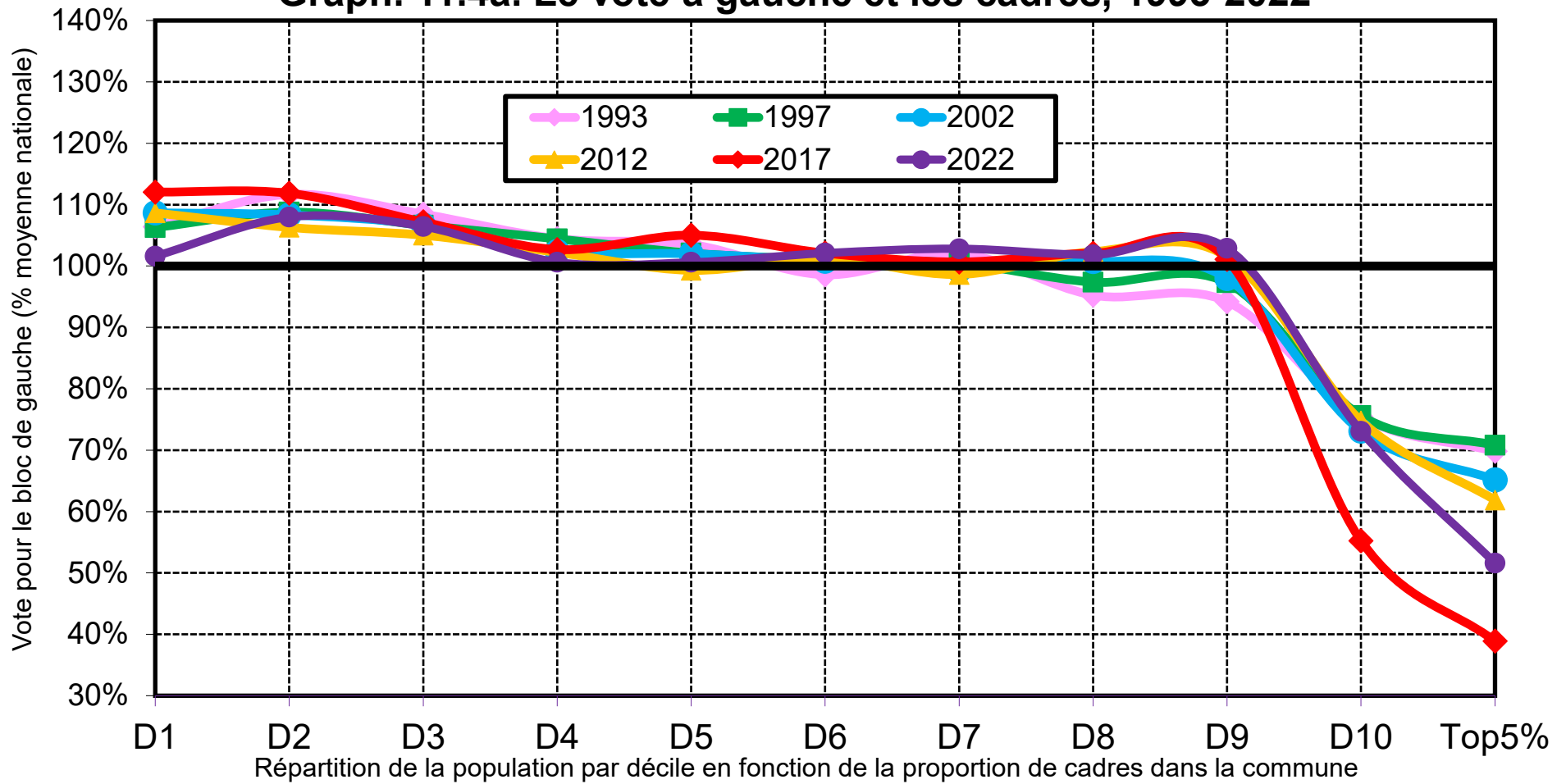


Lecture. Des législatives de 1993 à celles de 2022, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) croît avec la proportion d'employés dans la commune, avec une pente légèrement croissante au fil du temps.

Note: les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

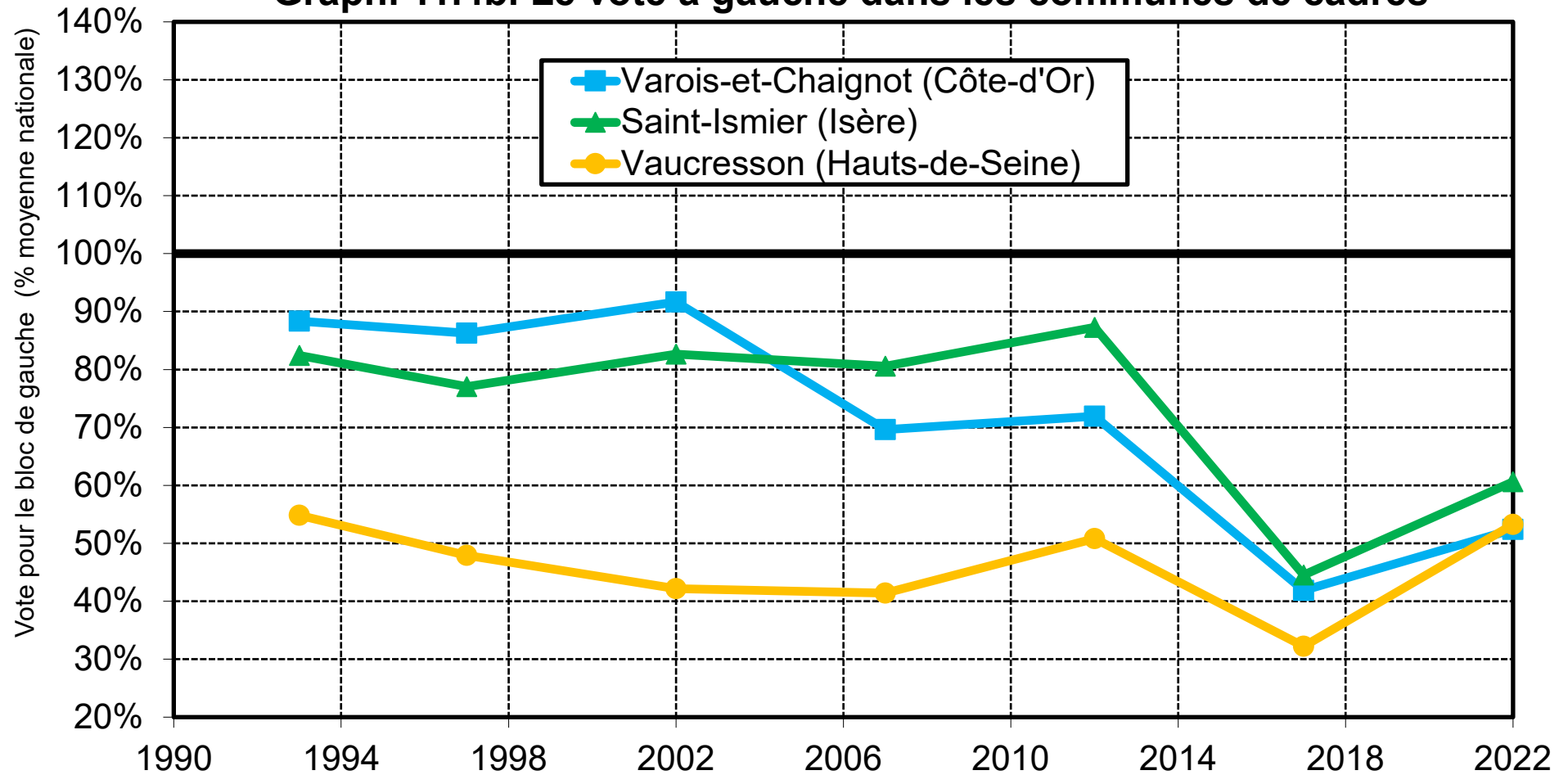
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.4a. Le vote à gauche et les cadres, 1993-2022



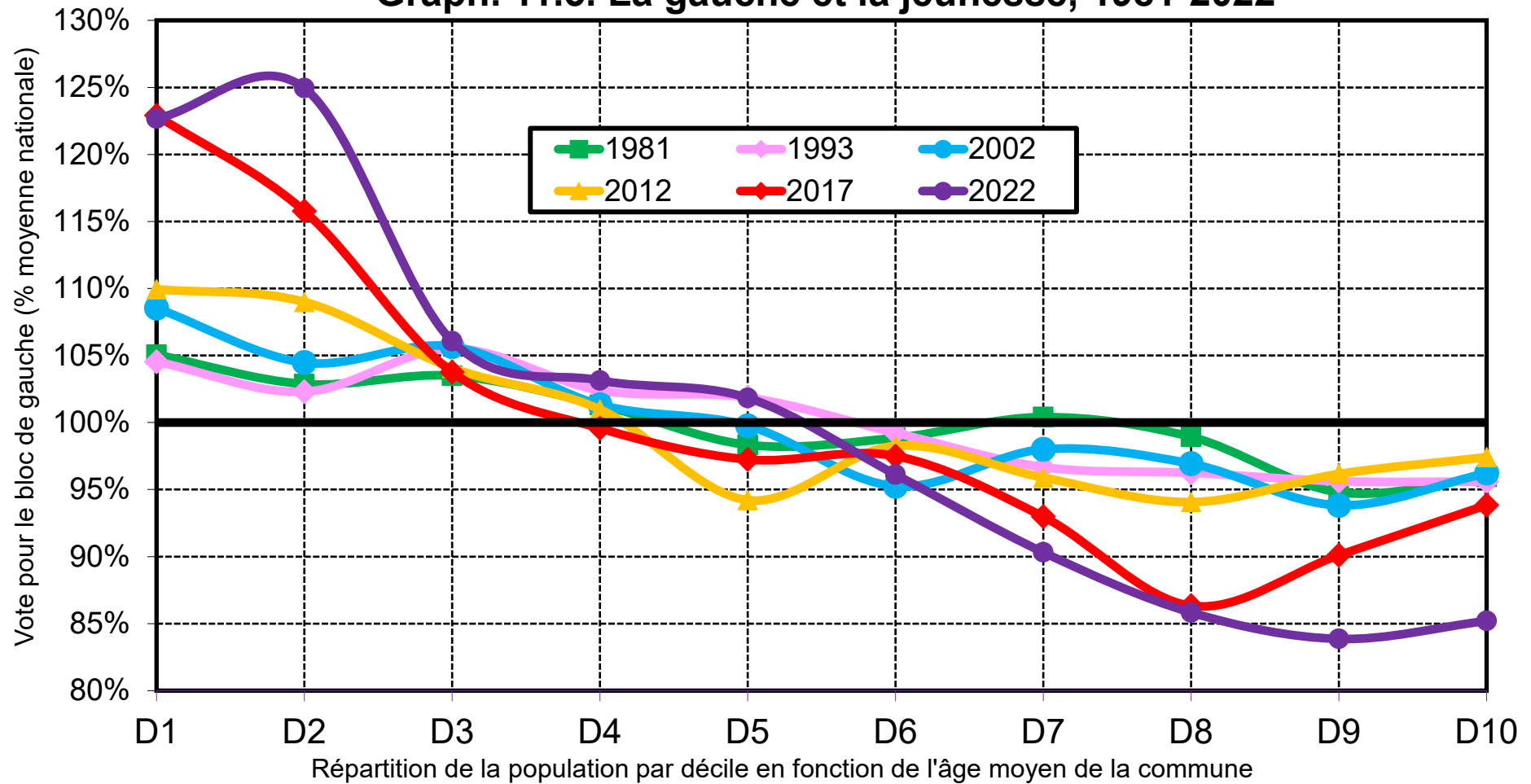
Lecture. Des législatives de 1993 à celles de 2022, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) décroît avec la proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures dans la commune, surtout au sommet de la répartition, et avec une pente qui augmente légèrement au cours du temps. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.4b. Le vote à gauche dans les communes de cadres



Lecture. Au sein des communes comprenant une très forte proportion de cadres, comme par exemple Varois-et-Chaignot (Côte-d'Or), Saint-Ismier (Isère) ou Vaucresson (Hauts-de-Seine), qui font toutes parties des 10% des communes ayant la plus forte proportion de cadres, on observe que le score obtenu par la gauche aux législatives menées de 1993 à 2022 est en règle générale est nettement plus faible que la moyenne nationale. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

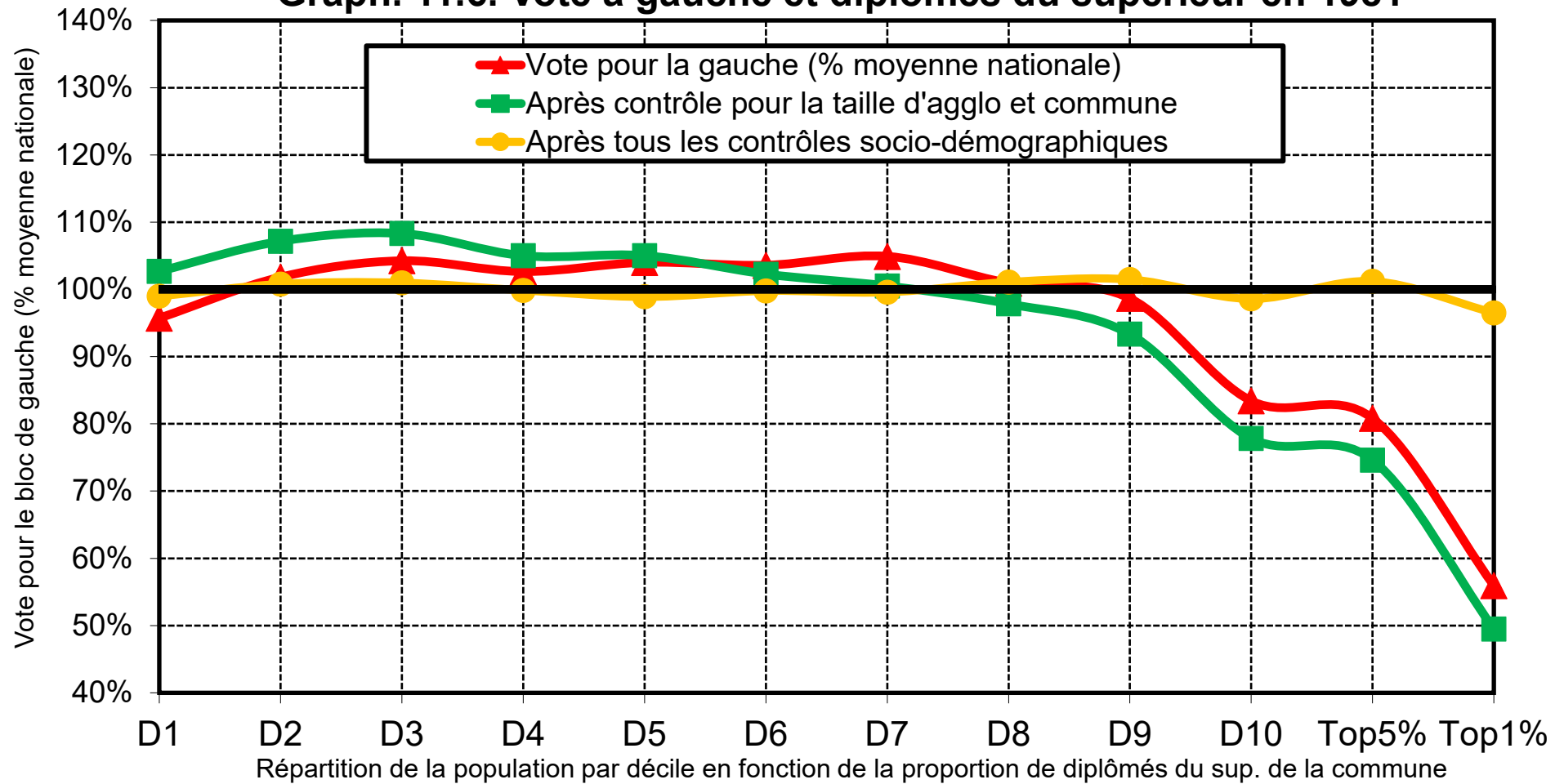
Graph. 11.5. La gauche et la jeunesse, 1981-2022



Lecture. Des élections législatives de 1981 à celles de 2022, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) est systématiquement plus élevé dans les communes plus jeunes (en termes d'âge moyen de la commune) que dans les communes plus âgées, avec une relation particulièrement forte en fin de période lors des scrutins de 2017 et 2022.

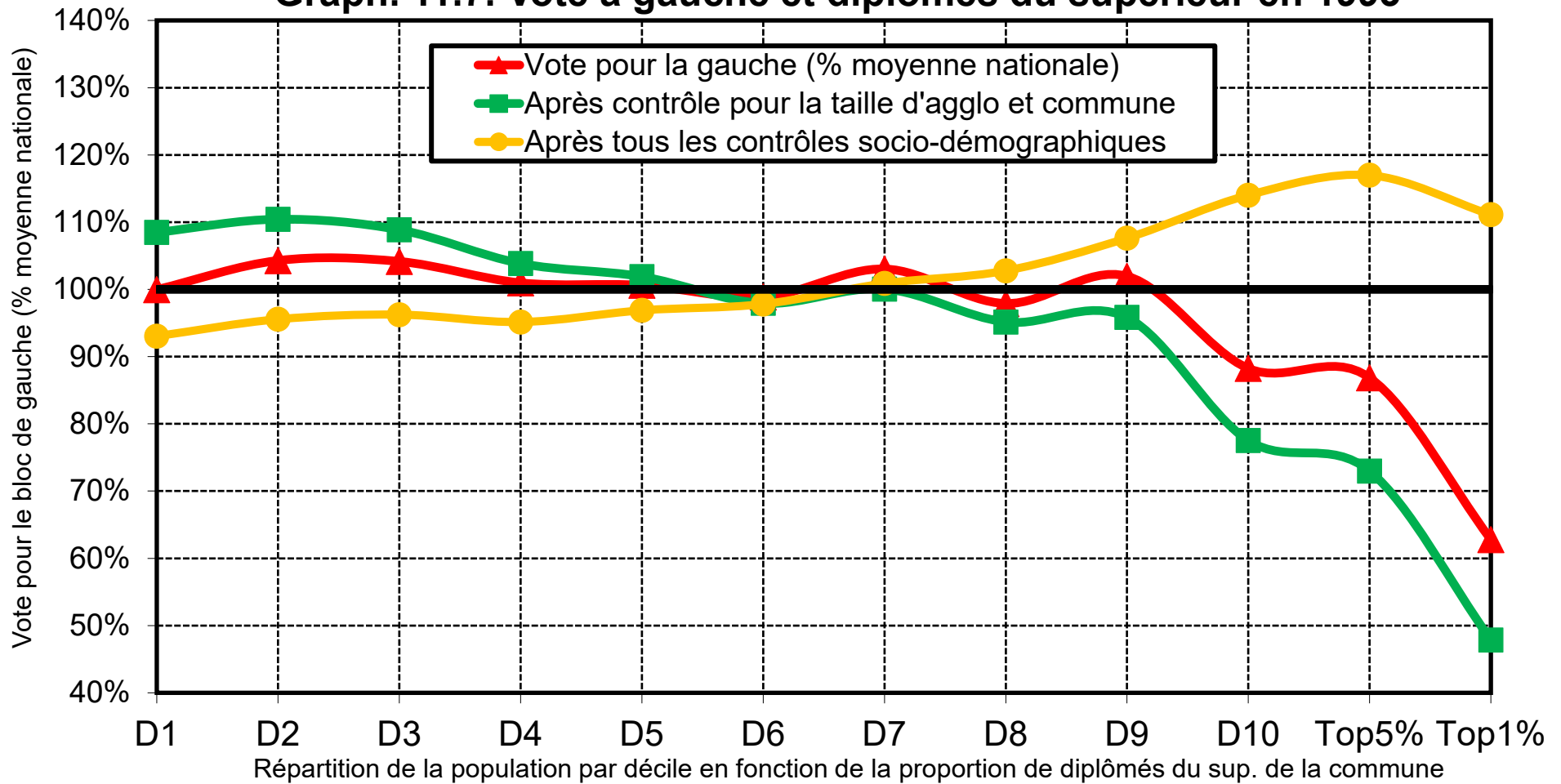
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.6. Vote à gauche et diplômés du supérieur en 1981



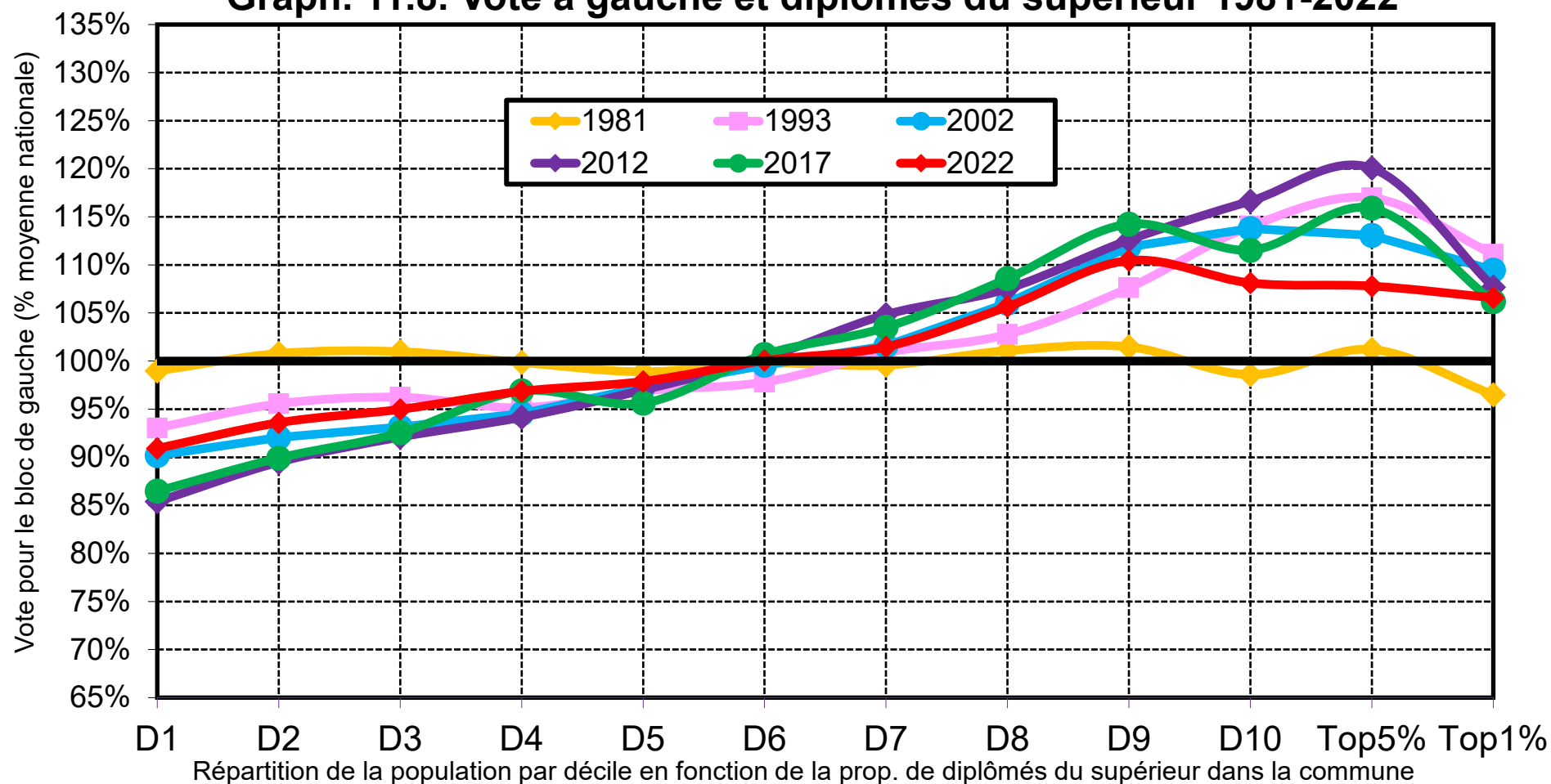
Lecture. Lors des élections législatives de 1981, la proportion de diplômés du supérieur de la commune a un effet négatif sur le vote à gauche avant prise en compte des contrôles, mais l'effet devient nul une fois que l'on prend en compte l'ensemble des contrôles (en particulier le revenu et la profession). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.7. Vote à gauche et diplômés du supérieur en 1993



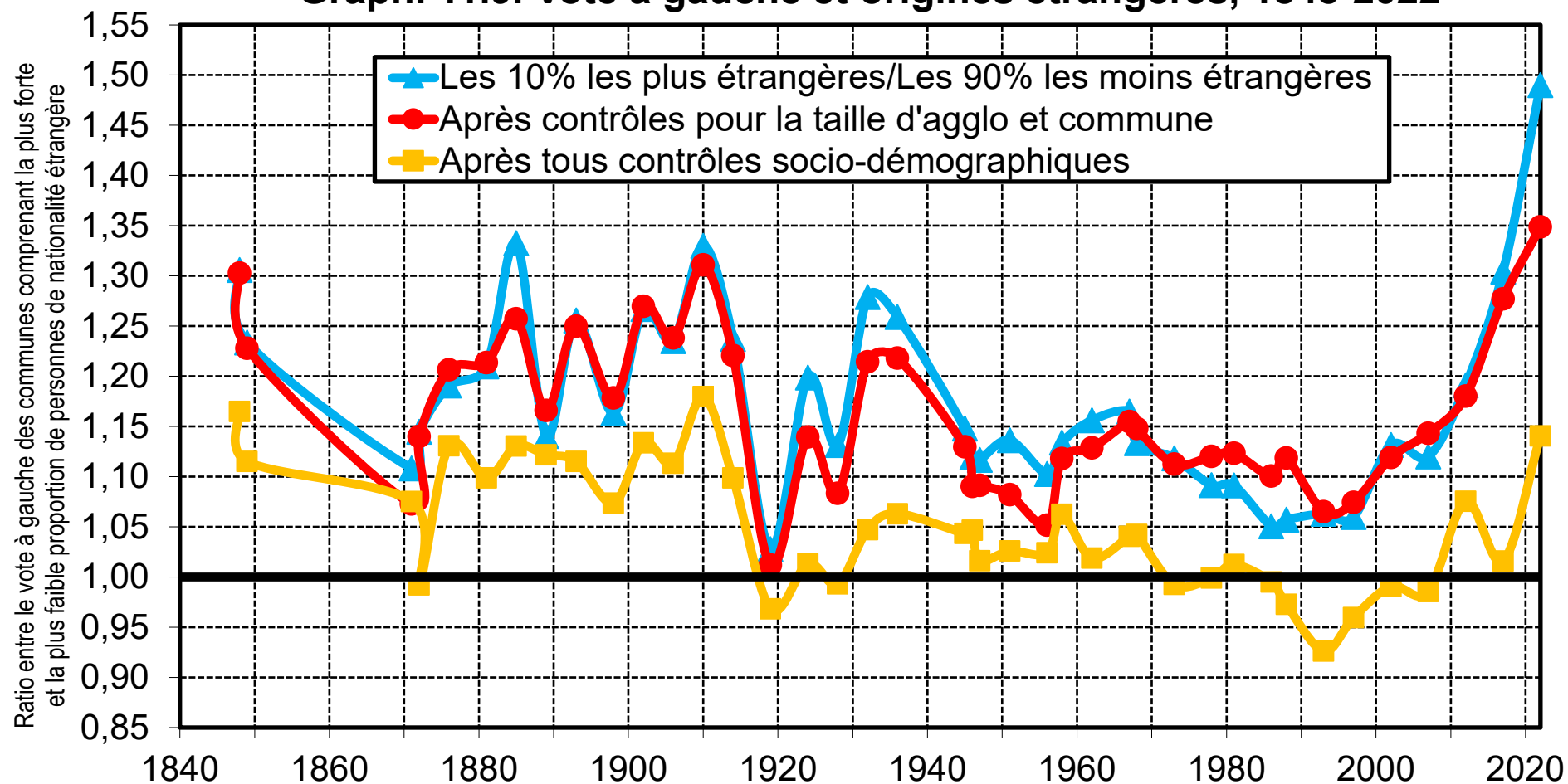
Lecture. Lors des élections législatives de 1993, la proportion de diplômés du supérieur de la commune a un effet négatif sur le vote à gauche avant introduction des contrôles, mais l'effet devient positif une fois que l'on prend en compte l'ensemble des variables explicatives (en particulier le revenu et la profession). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.8. Vote à gauche et diplômés du supérieur 1981-2022



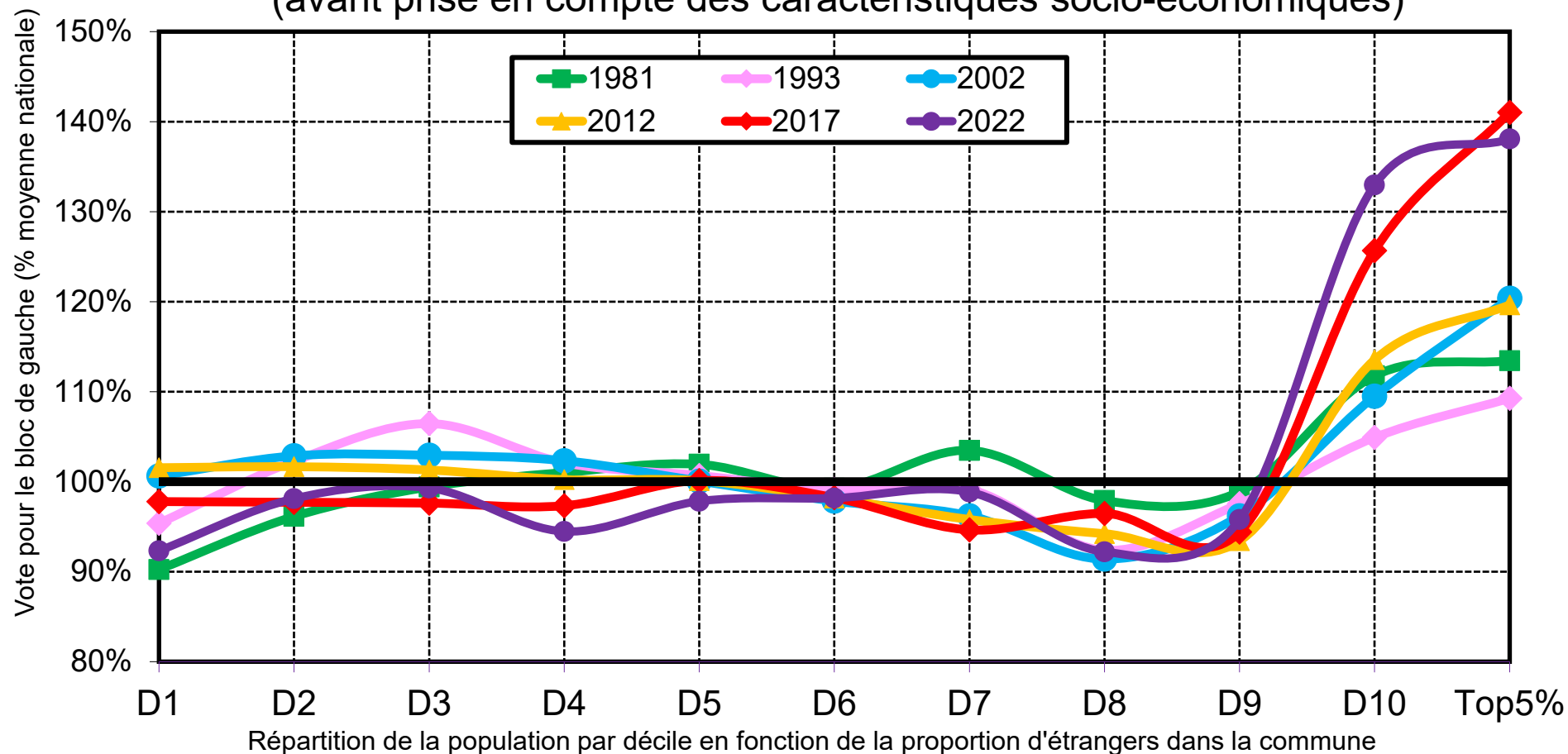
Lecture. Des élections législatives de 1993 à celles de 2022, la proportion de diplômés du supérieur a un effet résiduel positif sur le vote à gauche (après prise en compte de tous les contrôles socio-démographiques, y compris le revenu et la profession), alors que cet effet résiduel était nul lors des législatives de 1981 (et des scrutins précédents). **Note :** les résultats indiqués ici sont après introduction de tous les contrôles socio-démographiques. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.9. Vote à gauche et origines étrangères, 1848-2022



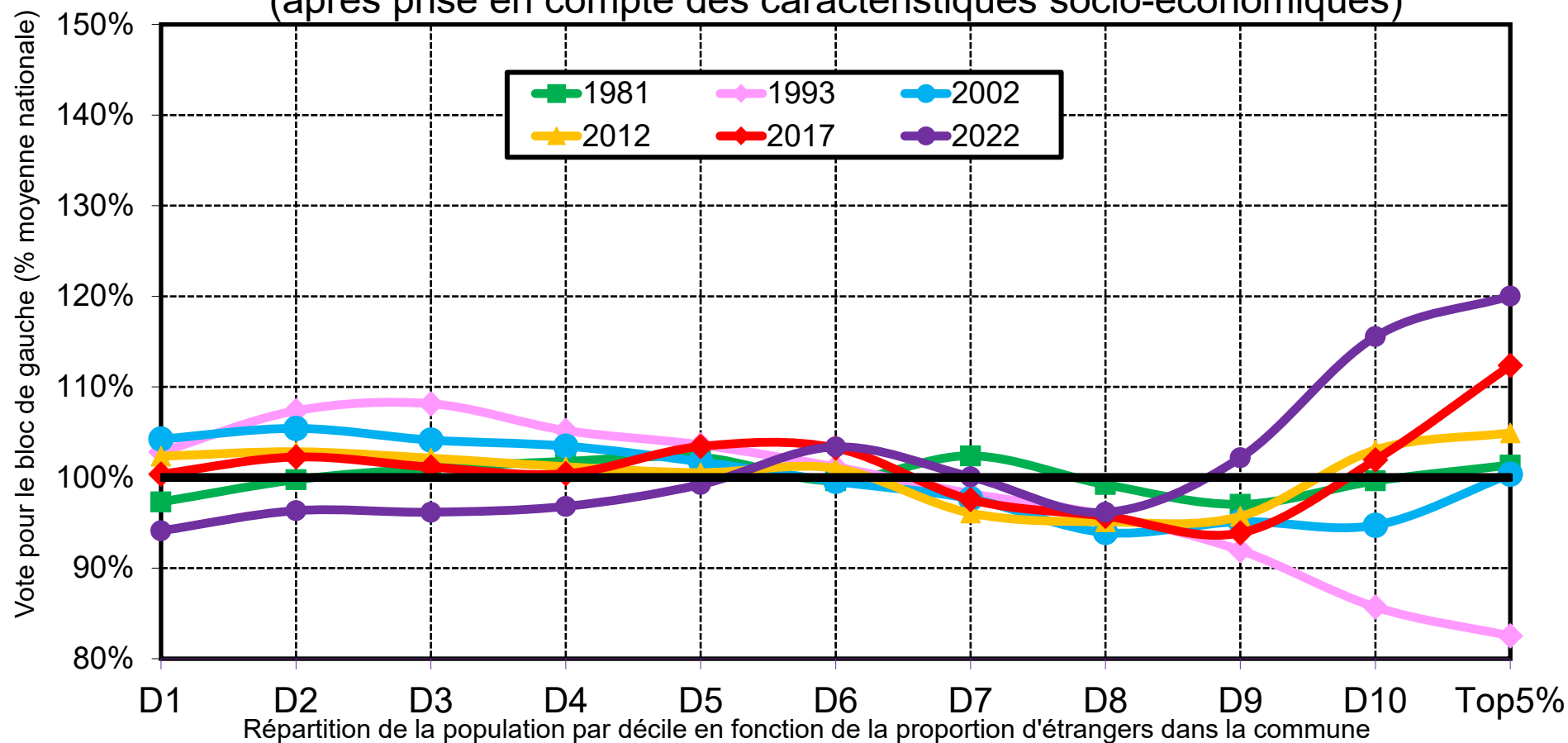
Lecture. Des élections législatives de 1848 à celles de 2022, le vote à gauche a généralement été plus élevé dans les communes ayant la plus forte proportion d'étrangers que dans les autres. L'effet est toutefois beaucoup plus faible après prise en compte des contrôles sociodémographiques (en particulier du revenu et de la composition professionnelle). L'effet net est même légèrement négatif entre 1986 et 2007; il redevient légèrement positif depuis 2012. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr (graph. D1.9f)

Graph. 11.10. Vote à gauche et origines étrangères, 1981-2022
(avant prise en compte des caractéristiques socio-économiques)



Lecture. Des élections législatives de 1981 à celles de 2022, le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) est plus élevé au sein des 10% des communes comptant la plus forte proportion de personnes de nationalité étrangère que parmi les autres communes.
Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune, mais avant contrôle pour les autres caractéristiques socio-économiques (revenu, profession, etc.). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

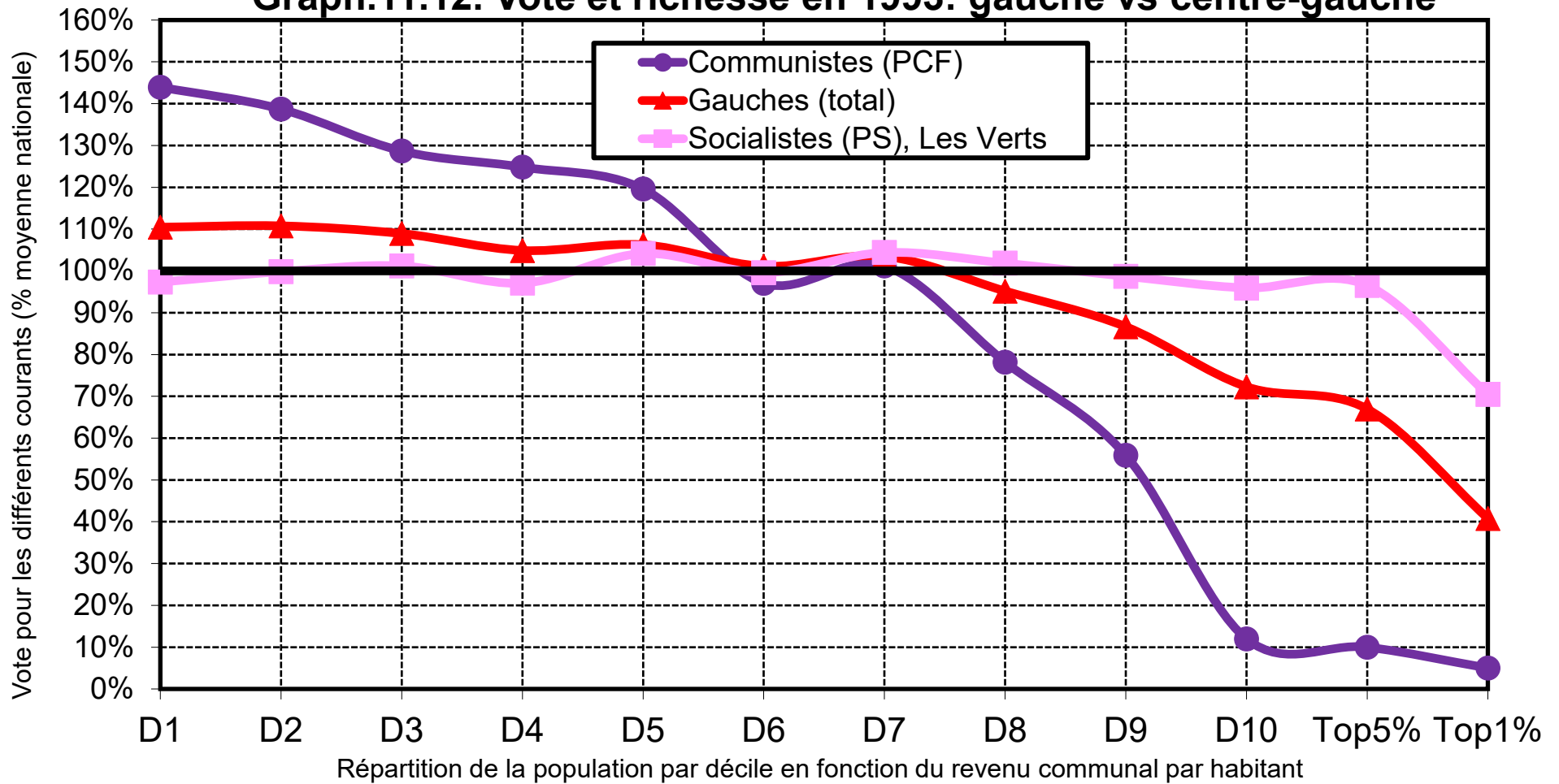
Graph. 11.11. Vote à gauche et origines étrangères, 1981-2022
(après prise en compte des caractéristiques socio-économiques)



Lecture. Après prise en compte de toutes les variables socio-économiques (en particulier le revenu et la composition professionnelle), le vote pour la gauche (relativement à sa moyenne nationale) varie beaucoup plus faiblement avec la proportion d'étrangers. L'effet net est quasi-nul en 1981, 2002 et 2012, négatif en 1993 et positif en 2017 et 2022.

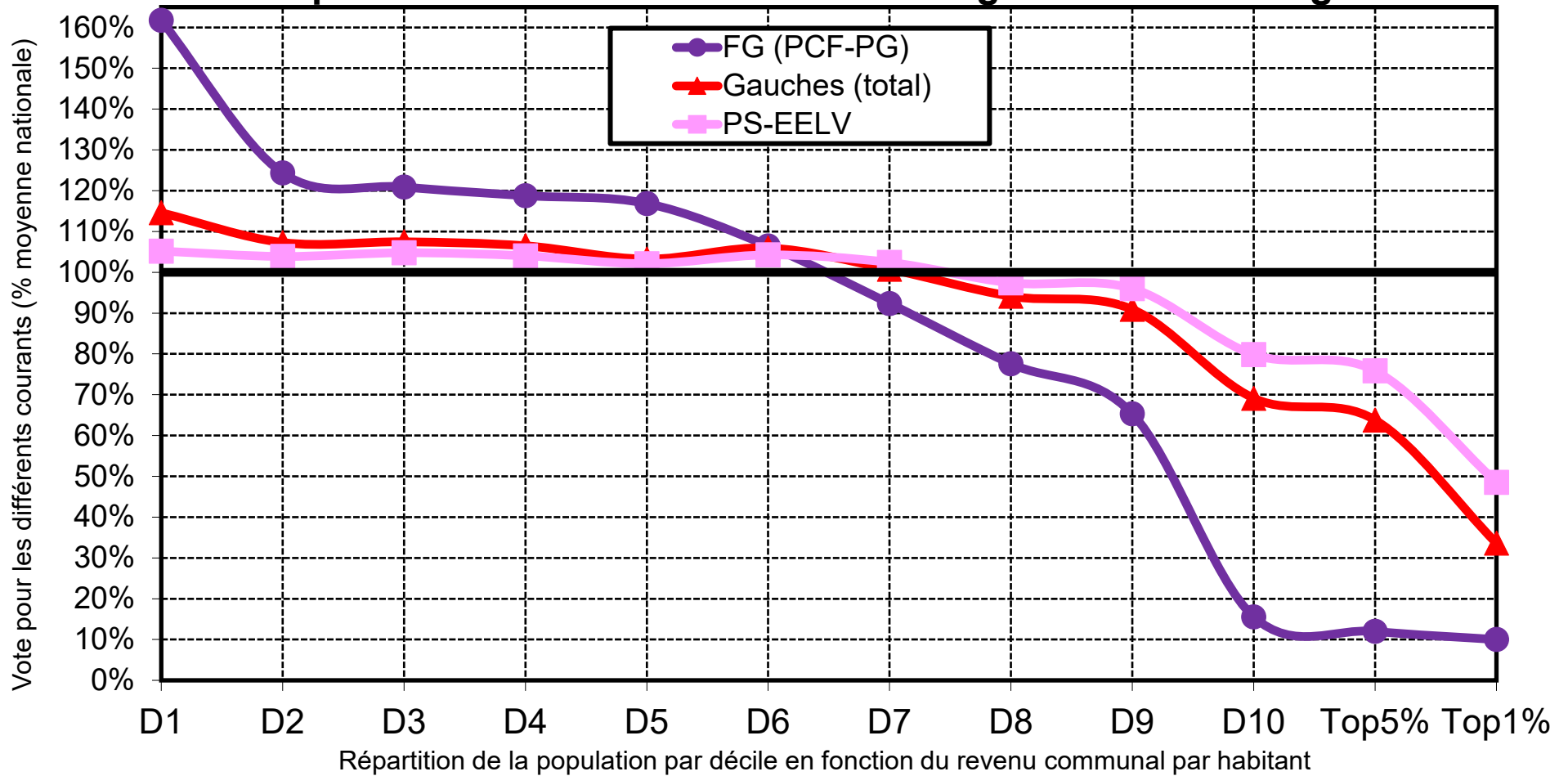
Note: les résultats indiqués ici sont après prise en compte de tous les contrôles. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph.11.12. Vote et richesse en 1993: gauche vs centre-gauche



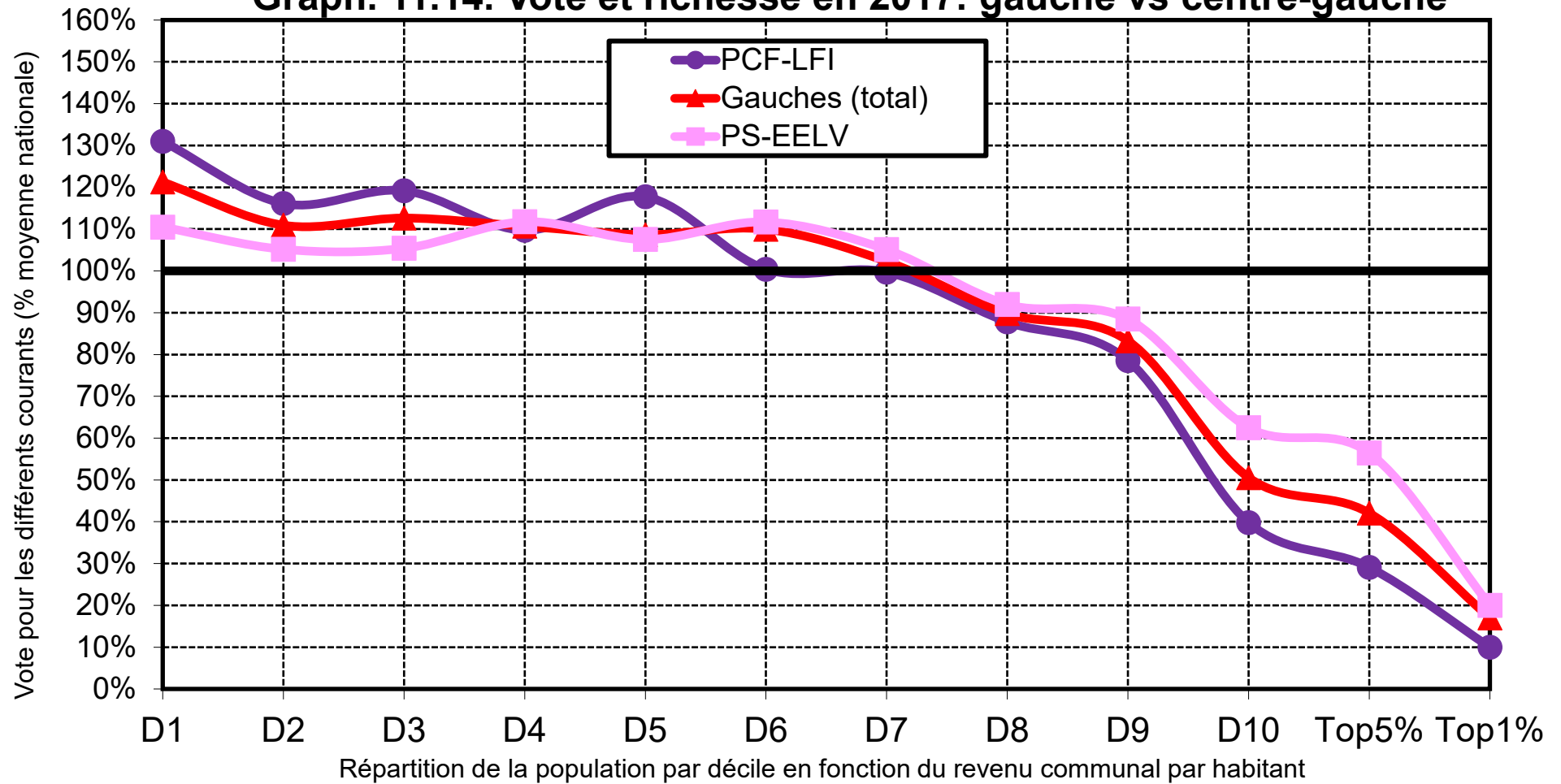
Lecture. Lors des élections législatives de 1993, le vote pour la gauche diminue avec le revenu communal, notamment au sommet de la répartition. Cela est particulièrement vrai pour la gauche de la gauche (PCF) et beaucoup moins marqué pour le centre-gauche (PS, Les Verts, divers gauche et écologistes). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.13. Vote et richesse en 2012: gauche vs centre-gauche



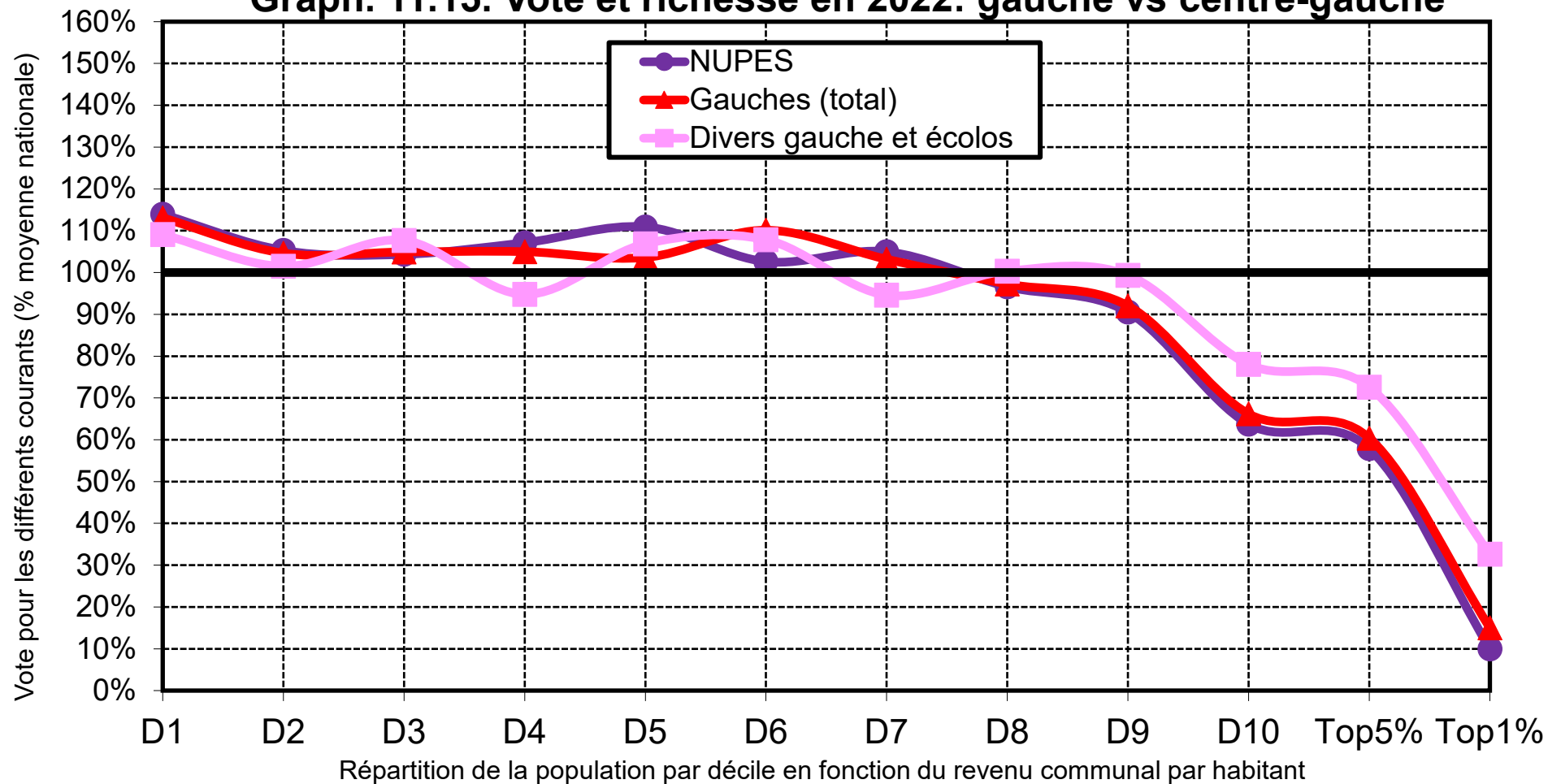
Lecture. Lors des élections législatives de 2012, le vote de gauche diminue avec le revenu communal, notamment au sommet de la répartition. Cela est particulièrement vrai pour la gauche de la gauche (Front de gauche : PCF-PG) et moins marqué pour le centre-gauche (PS-EELV, divers gauche et écologistes). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.14. Vote et richesse en 2017: gauche vs centre-gauche



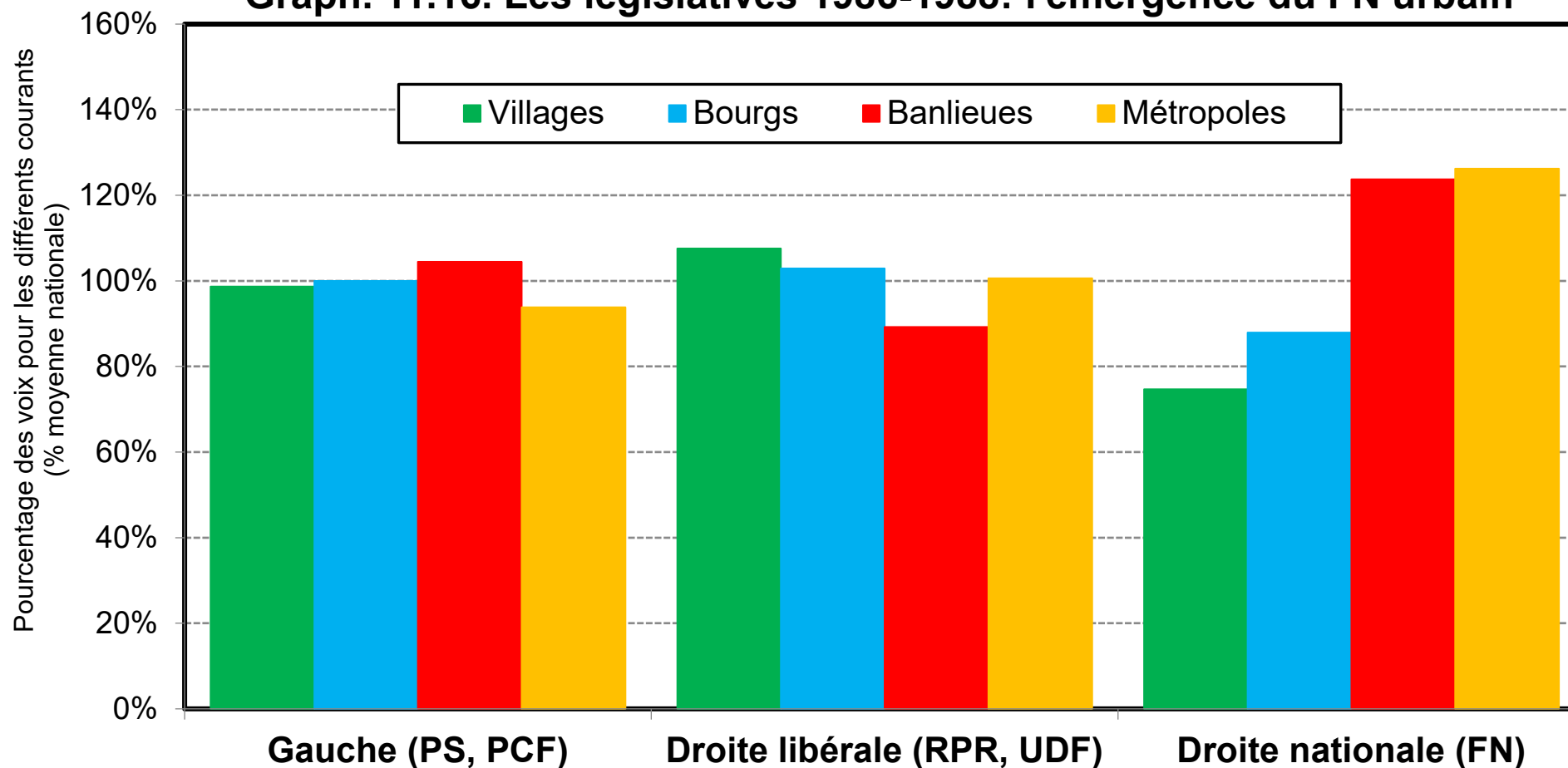
Lecture. Lors des élections législatives de 2017, le vote pour le bloc de gauche diminue avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition. Cela est particulièrement vrai pour la gauche de la gauche (PCF-LFI), mais est presque aussi marqué pour le centre-gauche (PS-EELV). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.15. Vote et richesse en 2022: gauche vs centre-gauche



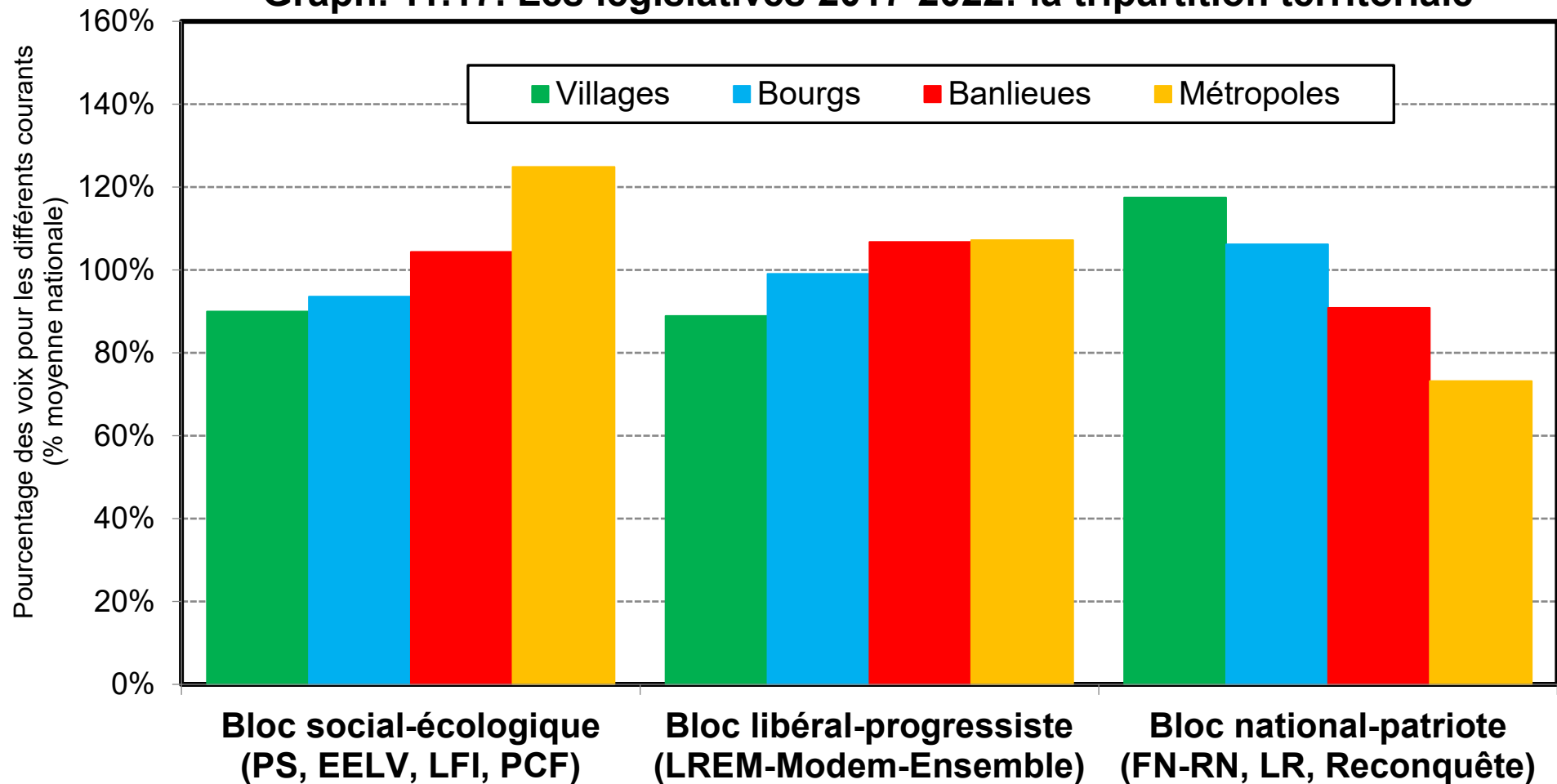
Lecture. Lors des élections législatives de 2022, le vote pour le bloc de gauche diminue avec le revenu communal, notamment au sommet de la répartition. Cela est particulièrement vrai pour la gauche de la gauche (NUPES), mais est presque aussi marqué pour le centre-gauche (divers gauche et écolos). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.16. Les législatives 1986-1988: l'émergence du FN urbain



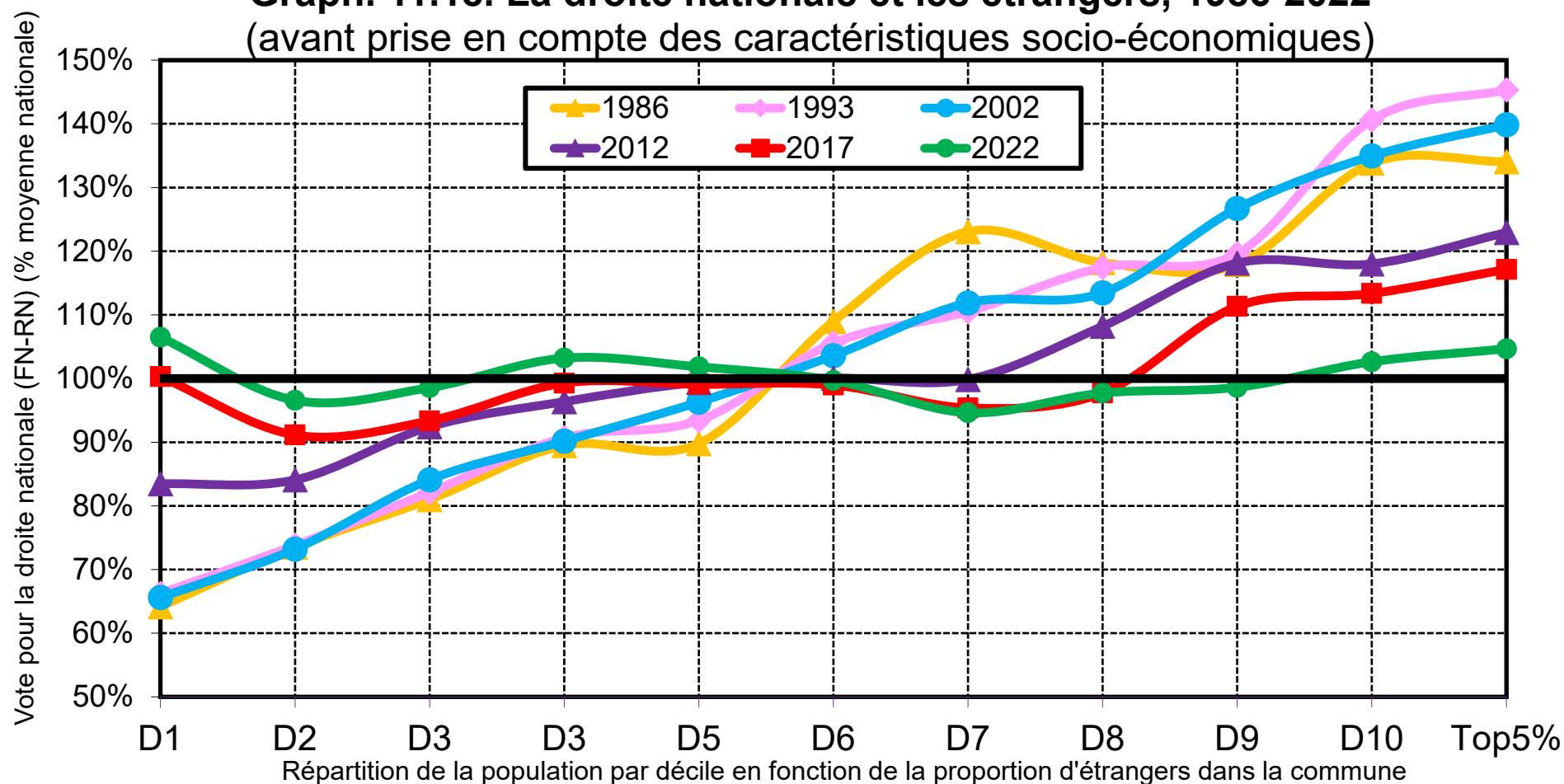
Lecture. Lors des élections législatives de 1986-1988, le score obtenu par le FN (10% des voix) est beaucoup plus fort dans les métropoles et les banlieues que dans les bourgs et les villages. Par comparaison, le score obtenu par la gauche (47% des voix) varie peu suivant les territoires, et celui de la droite libérale (43% des voix) est un peu plus élevé dans les bourgs et les villages que dans les banlieues et métropoles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.17. Les législatives 2017-2022: la tripartition territoriale



Lecture. Lors des législatives de 2017 et 2022, le score du bloc social-écologique (32% des voix) est beaucoup plus fort dans les banlieues et métropoles que dans les bourgs et villages. Le score du bloc national-patriote (36% des voix) est à l'inverse beaucoup plus élevé dans les bourgs et villages que dans les banlieues et métropoles. Le bloc libéral-progressiste (32% des voix) varie moins fortement suivant les territoires mais est plus urbain que rural. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

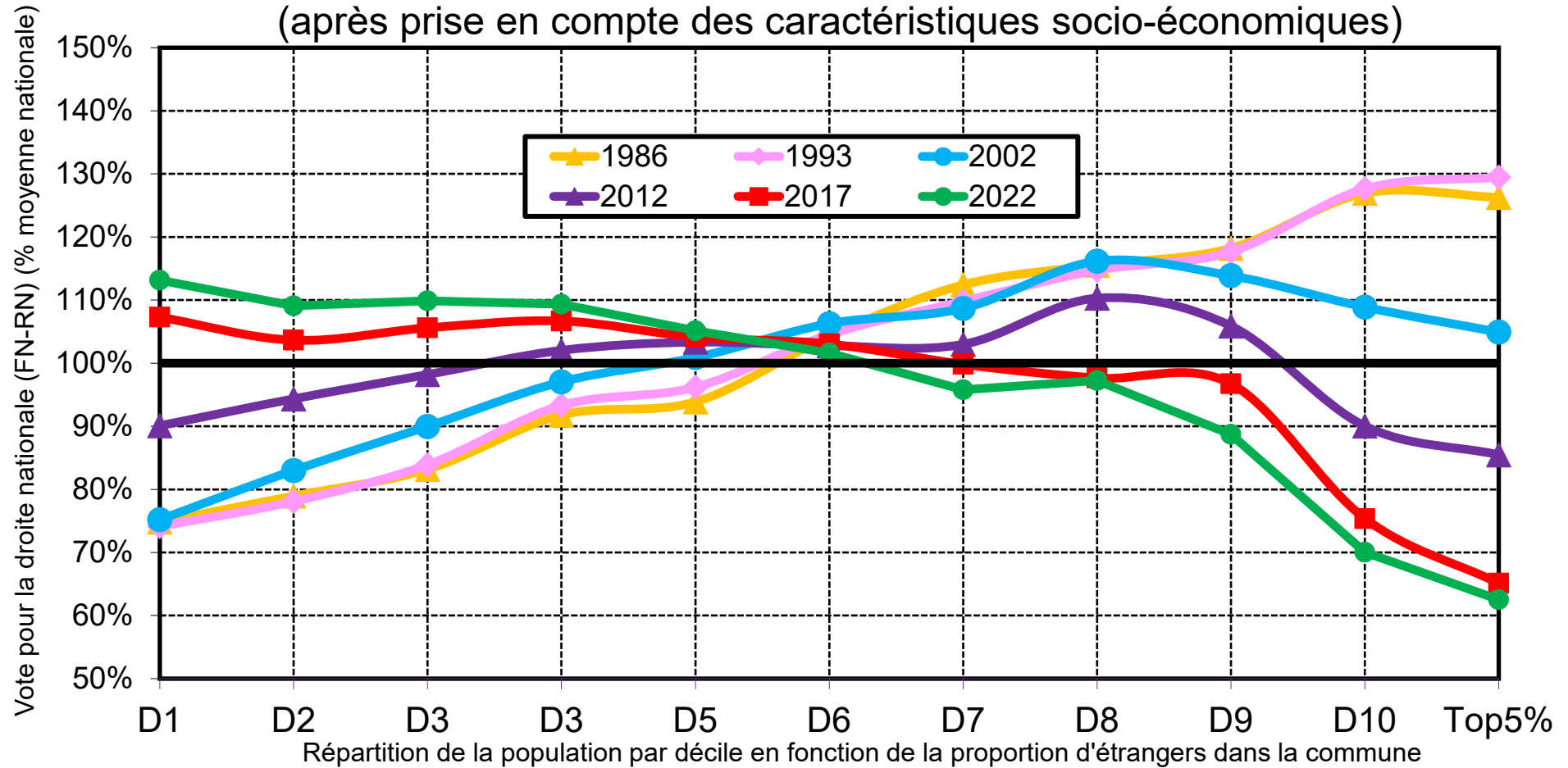
Graph. 11.18. La droite nationale et les étrangers, 1986-2022
 (avant prise en compte des caractéristiques socio-économiques)



Lecture. Des élections législatives de 1986 à celles de 2002, le vote FN est d'autant plus important que la présence étrangère dans la commune est élevée. Cette relation diminue en 2012 et 2017 et disparaît complètement en 2022.

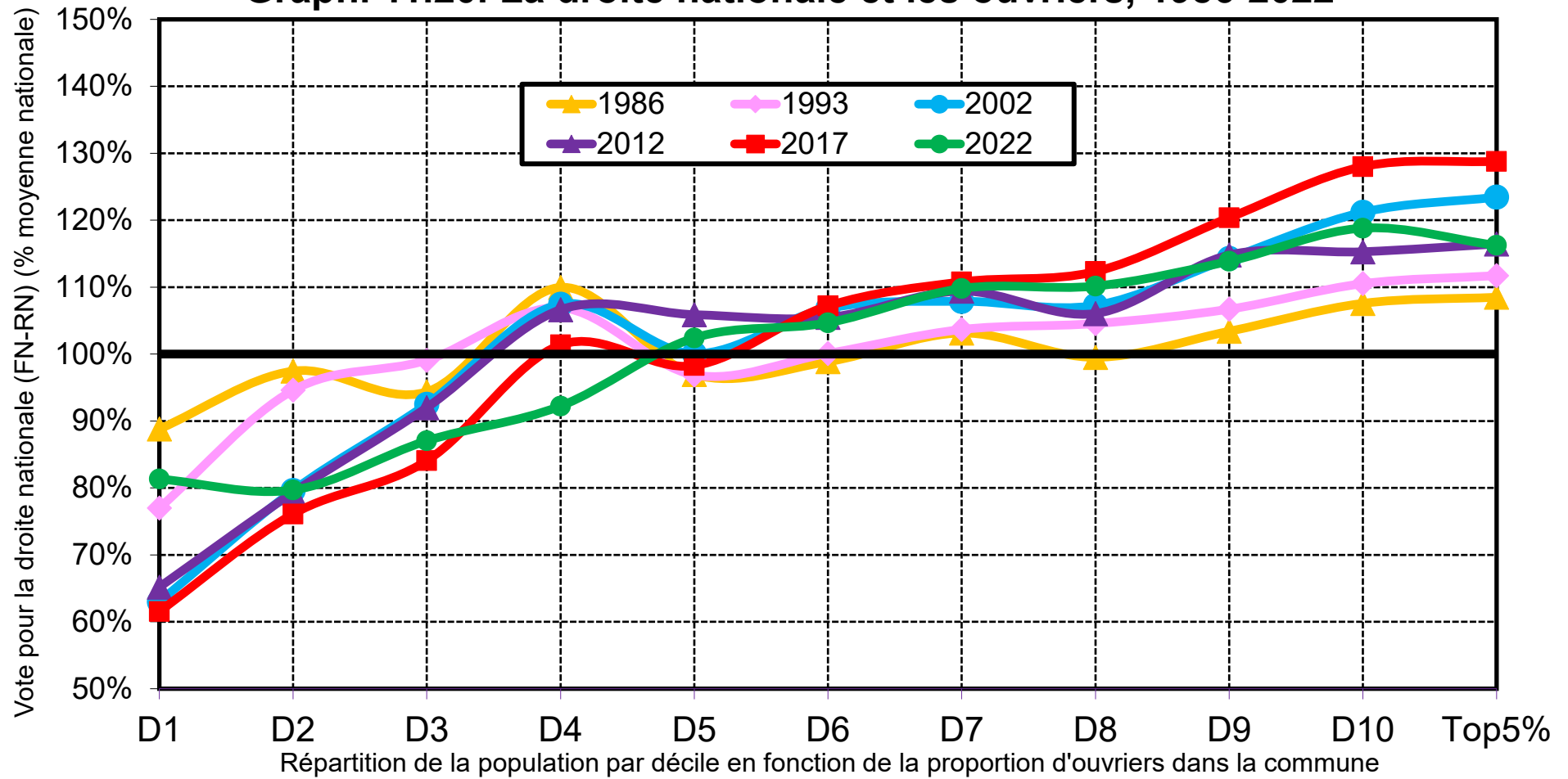
Note: les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune, mais avant contrôle pour les autres caractéristiques socio-économiques (revenu, profession, etc.). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.19. La droite nationale et les étrangers, 1986-2022
 (après prise en compte des caractéristiques socio-économiques)



Lecture. Après prise en compte de toutes les variables socio-économiques (en particulier la composition professionnelle), on constate que le vote FN-RN diminue nettement avec la présence étrangère dans la commune en 2017-2022, alors que la relation était fortement croissante en 1986-1993. **Note :** les résultats indiqués ici sont après prise en compte de tous les contrôles.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.20. La droite nationale et les ouvriers, 1986-2022

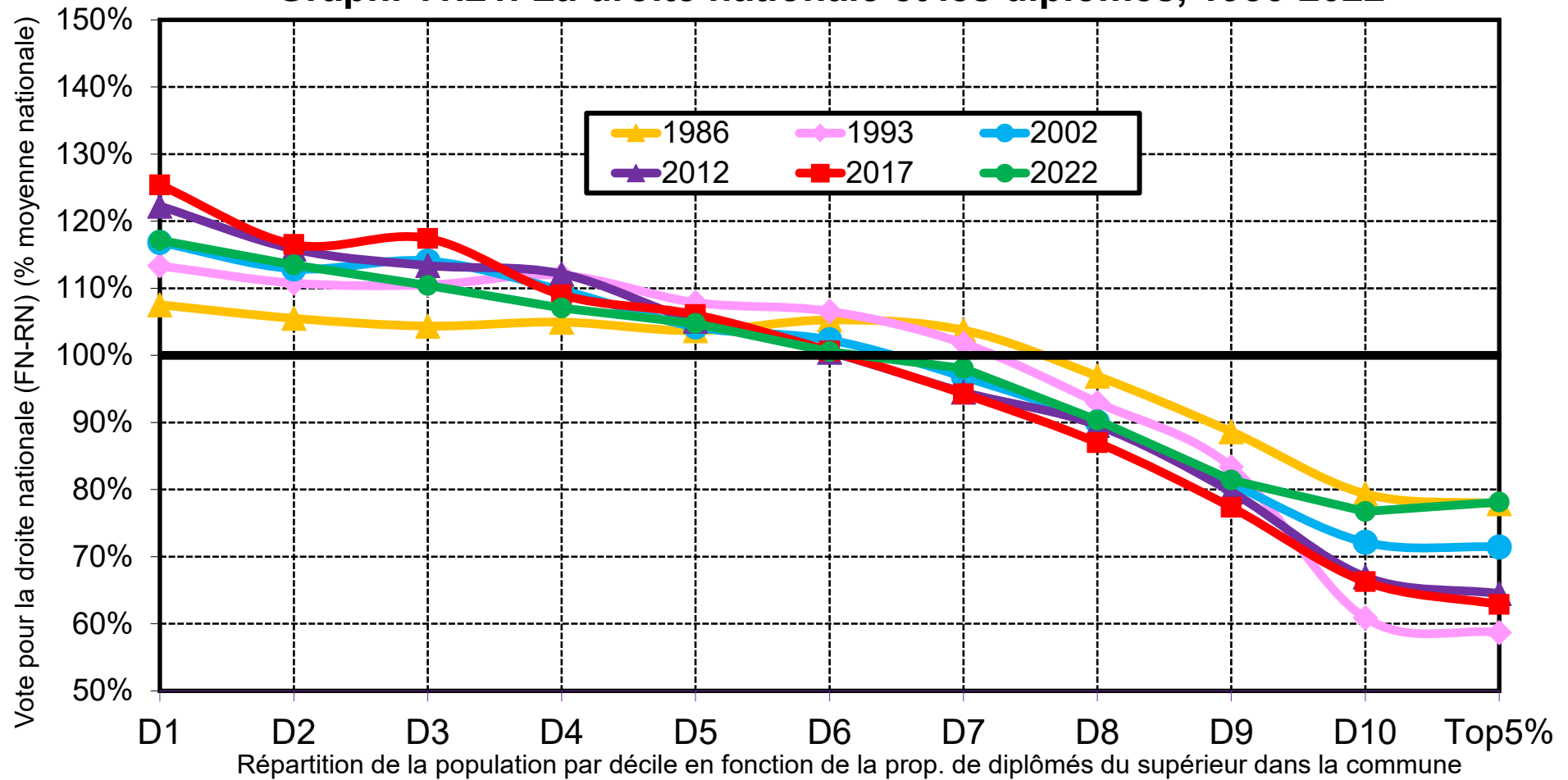


Lecture. Des élections législatives de 1986 à celles de 2002, le vote FN devient de plus en plus fortement associé aux communes ayant une forte proportion d'ouvriers. Cette relation se stabilise par la suite et s'infléchit légèrement en 2022.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

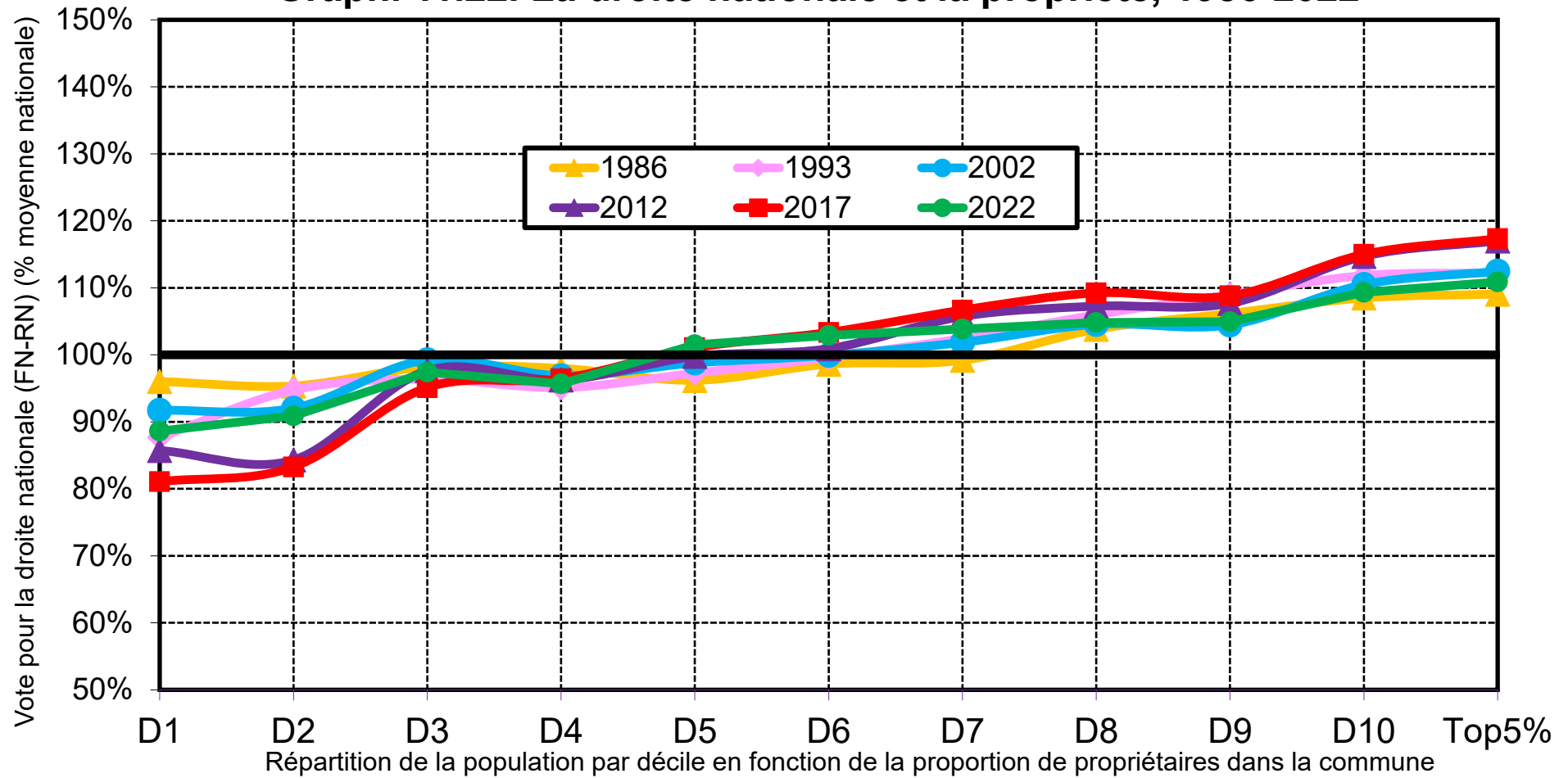
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.21. La droite nationale et les diplômés, 1986-2022



Lecture. Des élections législatives de 1993 à celles de 2022, la proportion de diplômés du supérieur un effet résiduel négatif très net sur le vote pour le FN-RN (après prise en compte de tous les contrôles socio-démographiques, y compris la taille d'agglomération, le revenu et la profession). **Note :** les résultats indiqués ici sont après tous les contrôles socio-démographiques.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

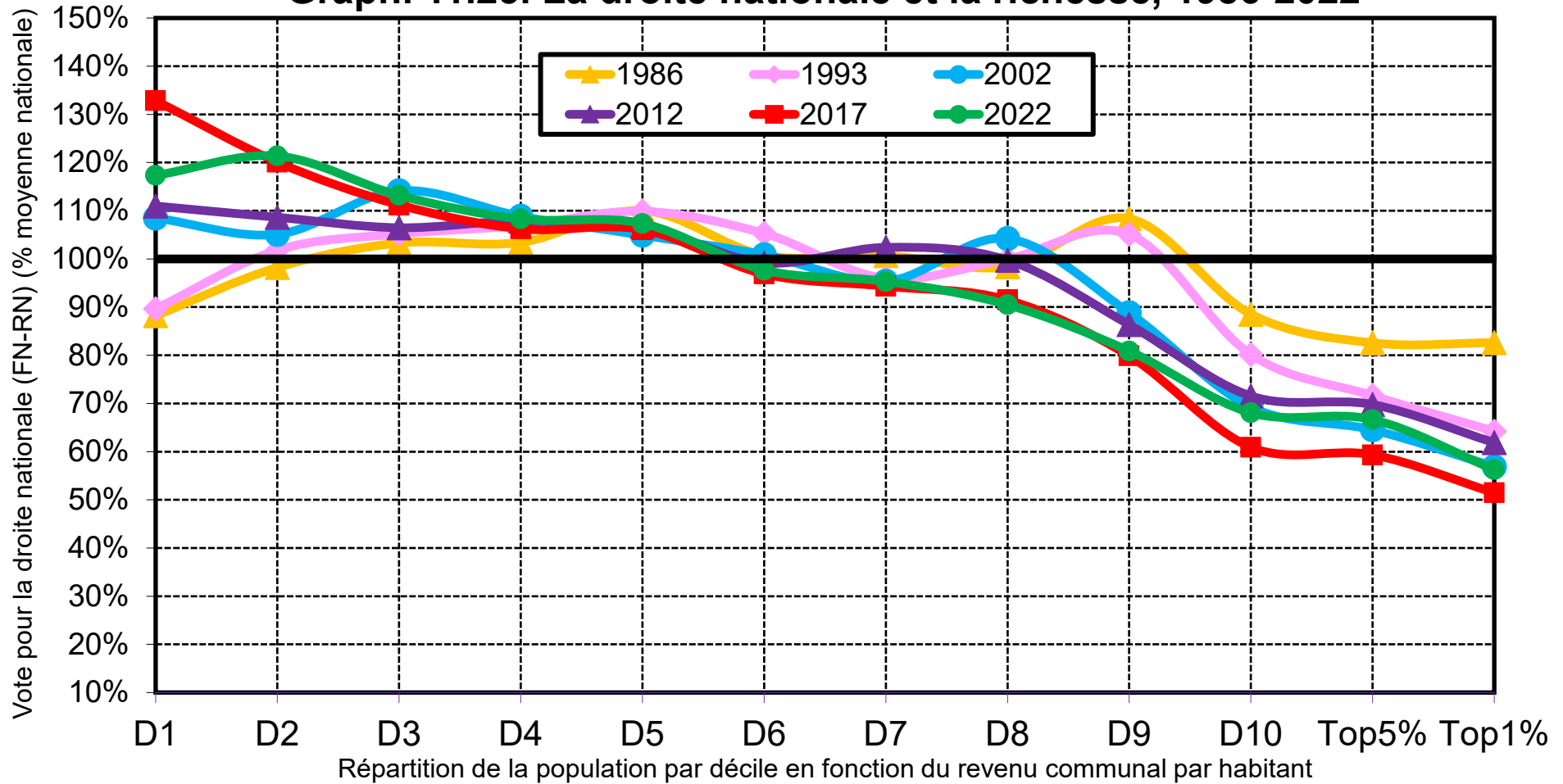
Graph. 11.22. La droite nationale et la propriété, 1986-2022



Lecture. Des élections législatives de 1993 à celles de 2022, la proportion de propriétaires a un effet résiduel négatif très net sur le vote pour le FN-RN (après prise en compte de tous les contrôles socio-démographiques, y compris la taille d'agglomération, le revenu et la profession). **Note :** les résultats indiqués ici sont après tous les contrôles socio-démographiques.

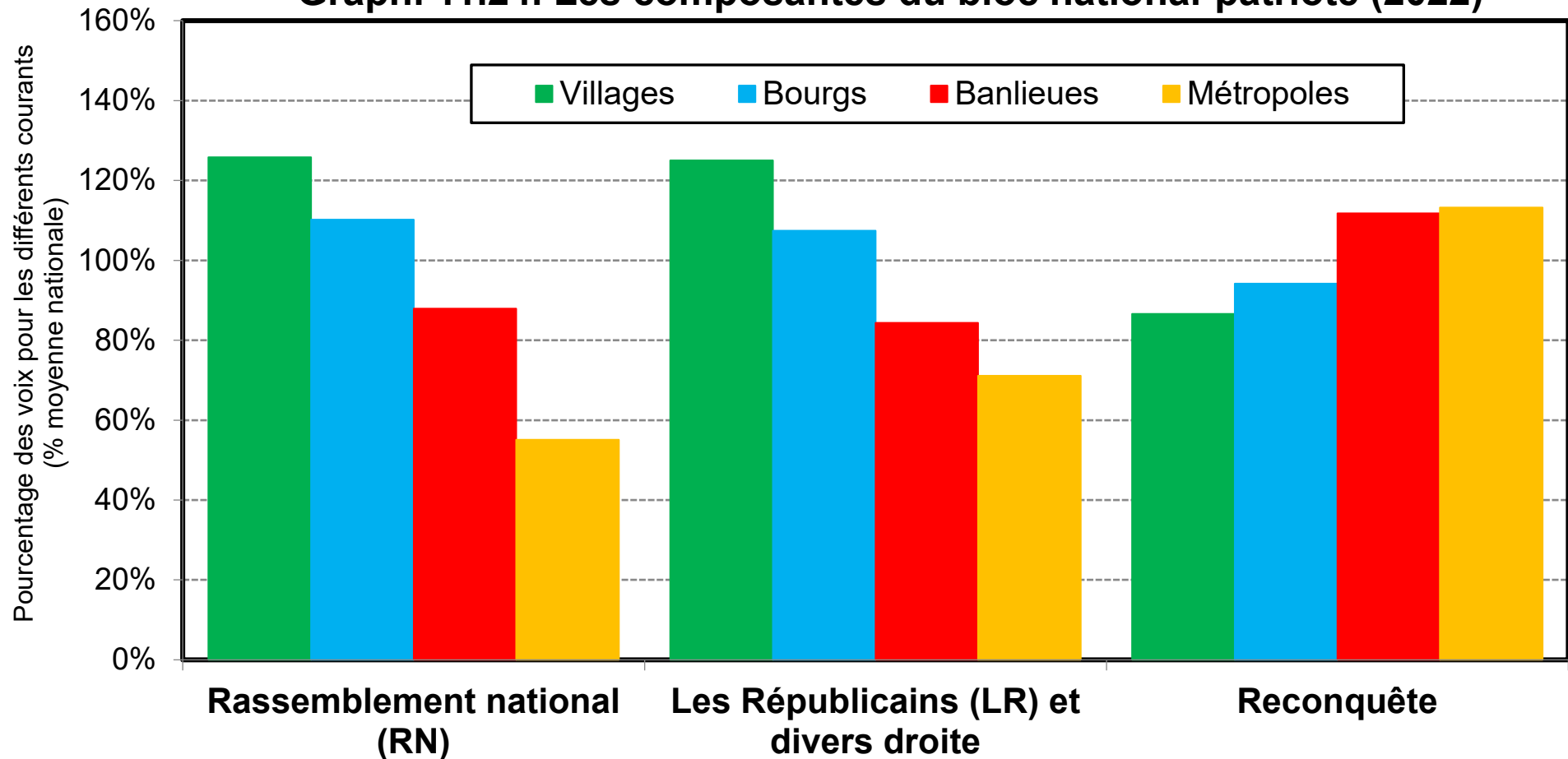
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.23. La droite nationale et la richesse, 1986-2022



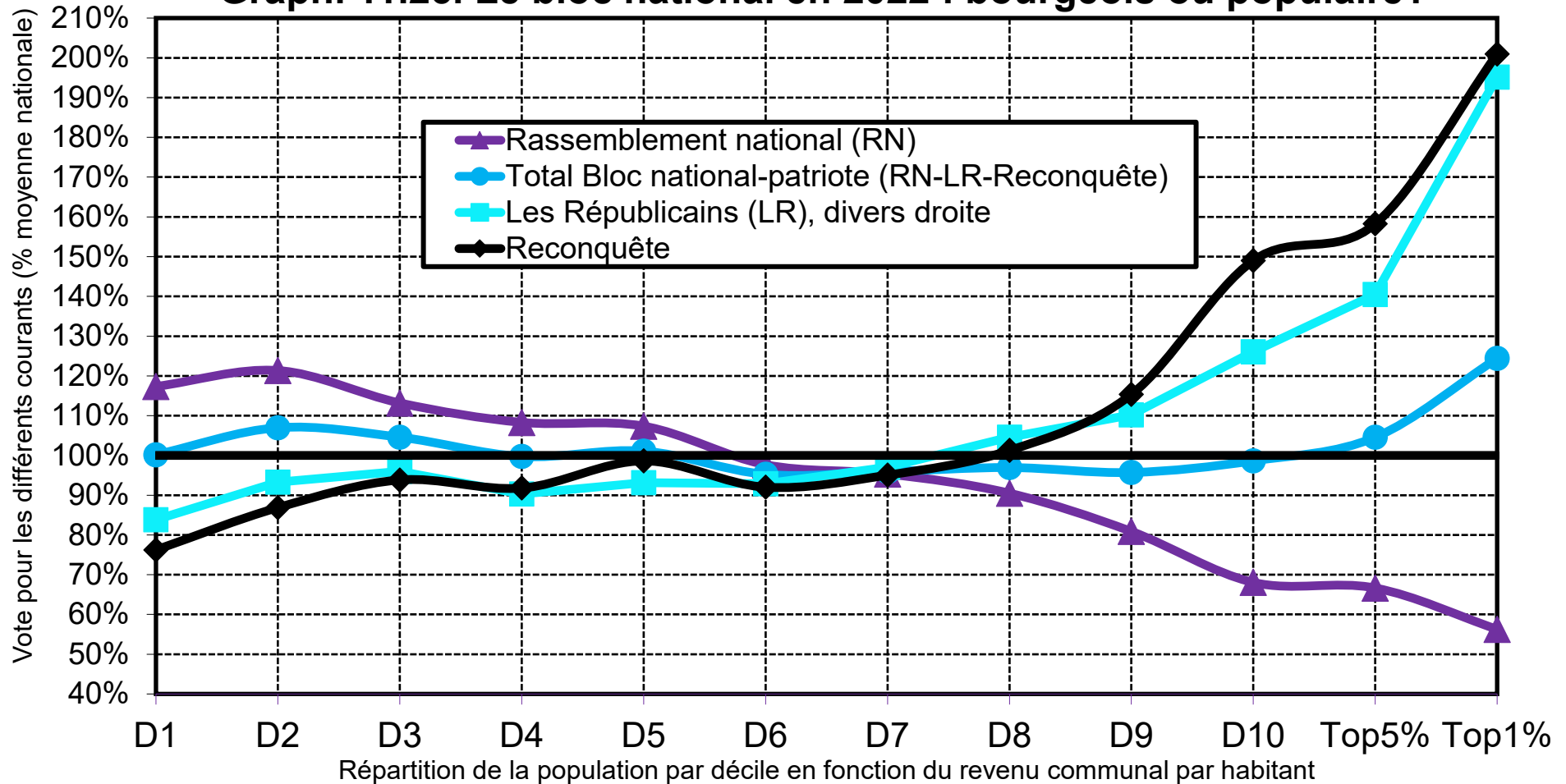
Lecture. Des élections législatives de 1986 à celles de 2022, le profil de vote pour le FN devient une fonction de plus en plus nettement décroissante du revenu moyen de la commune. Le profil est toutefois moins fortement décroissant au niveau des communes très riches que le profil de vote pour la gauche. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.24. Les composantes du bloc national-patriote (2022)



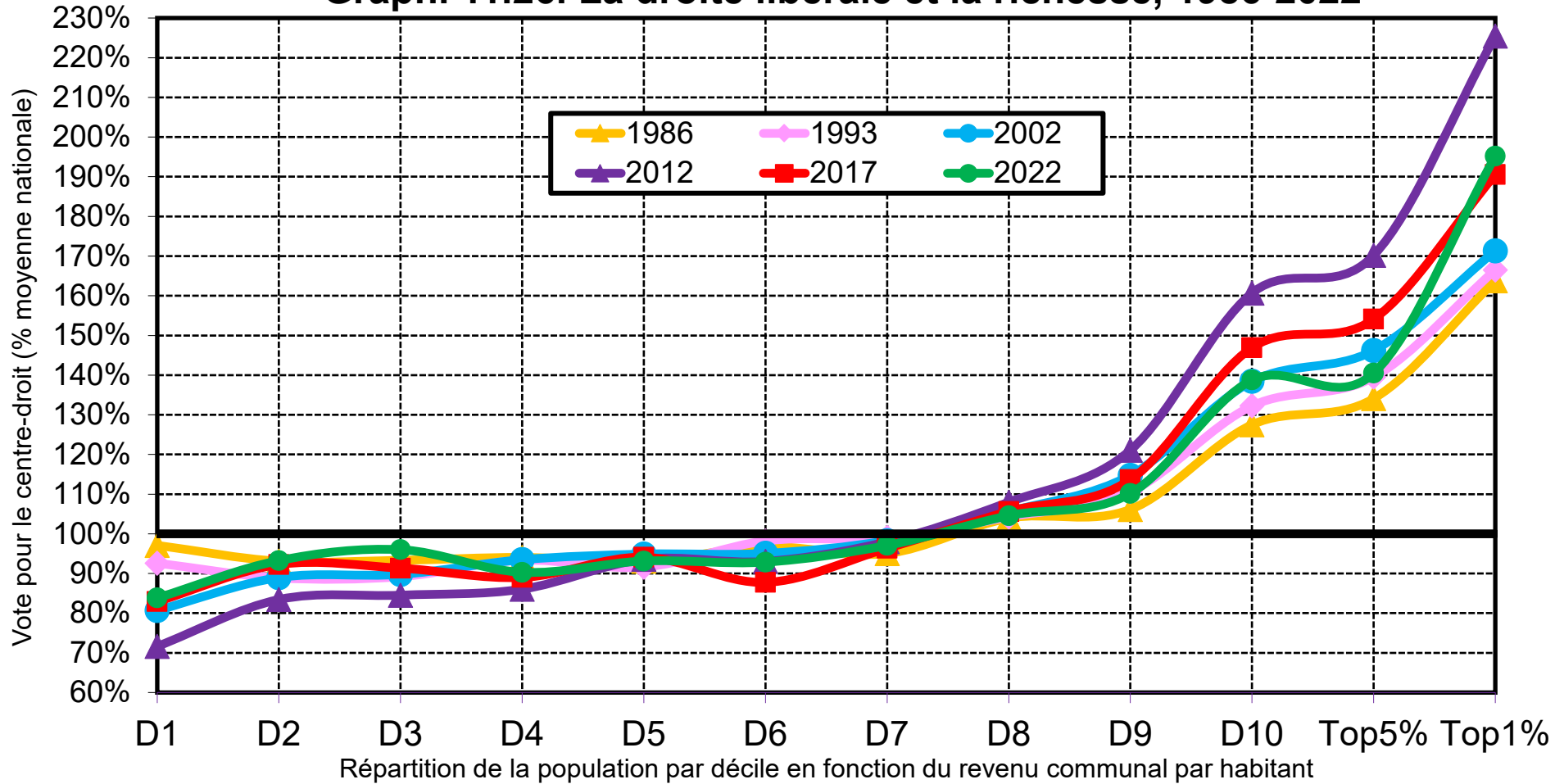
Lecture. Lors des législatives de 2022, le bloc national-patriote (37% des voix) comprend trois composantes très différentes du point de vue de leur composition territoriale et sociale. Le RN rassemble 19% des voix, avec un score beaucoup plus élevé dans les villages et les bourgs que dans les banlieues et métropoles. Les Républicains rassemble 14% des voix (en incluant 3% de divers droite) avec une composition territoriale proche, alors que Reconquête (4% des voix) fait au contraire de meilleurs scores dans les banlieues et métropoles que dans les bourgs et villages. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.25. Le bloc national en 2022 : bourgeois ou populaire?



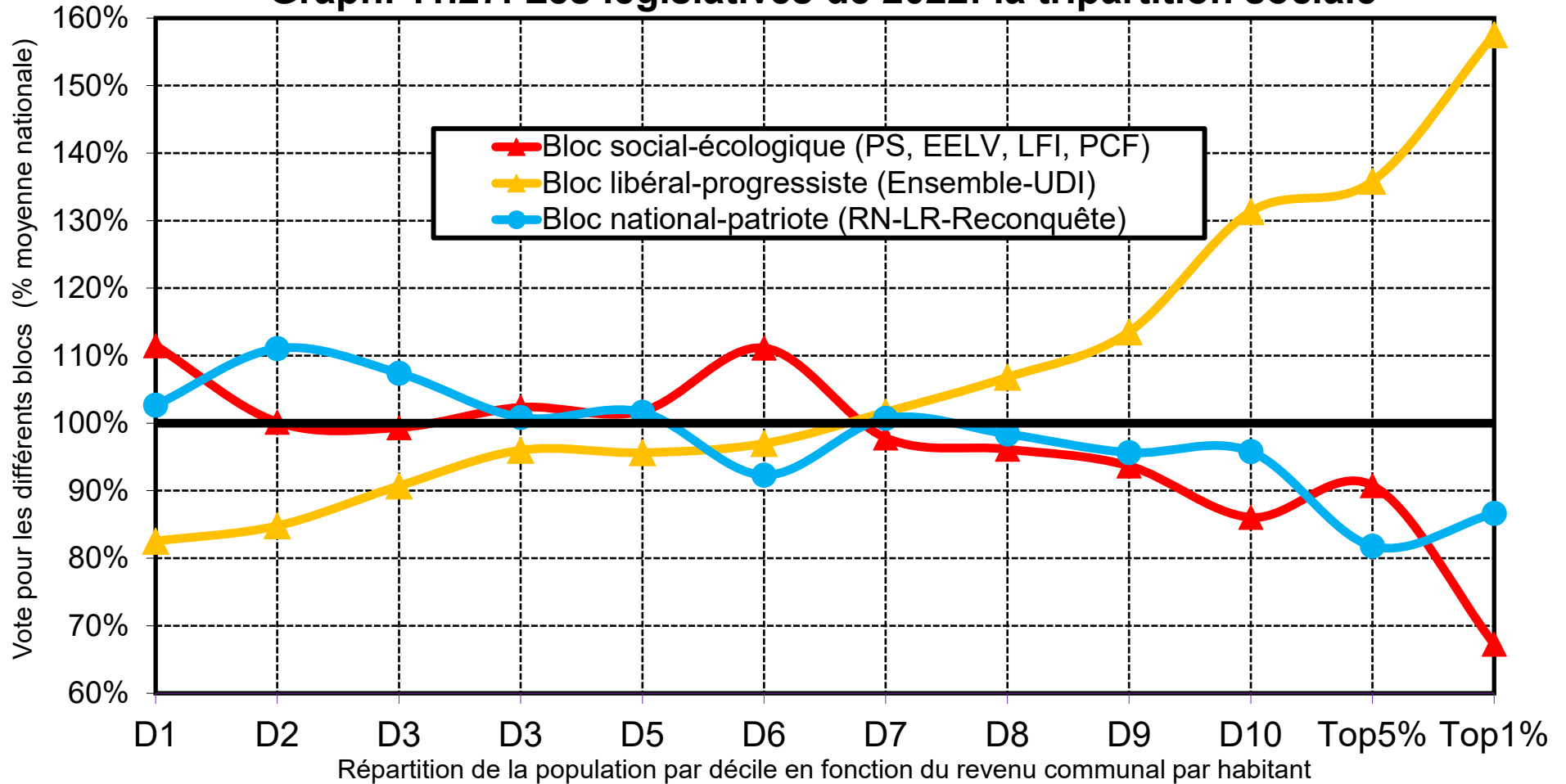
Lecture. Lors des élections législatives de 2022, le vote RN est une fonction décroissante du revenu communal moyen, alors que les votes LR et Reconquête sont au contraire très fortement croissants avec le revenu. Au total, le bloc national-patriote a un score qui varie peu avec le revenu communal (sauf une partie légèrement croissante au sommet). **Note:** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.26. La droite libérale et la richesse, 1986-2022



Lecture. Des élections législatives de 1986 à celles de 2022, le vote pour le centre-droit (RPR, UDF, UMP, LR, divers droite) est devenu de plus en plus fortement croissant avec le niveau de revenu, avec toutefois une inflexion en 2017-2022 du fait des départs des communes les plus riches vers le bloc libéral-progressiste. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

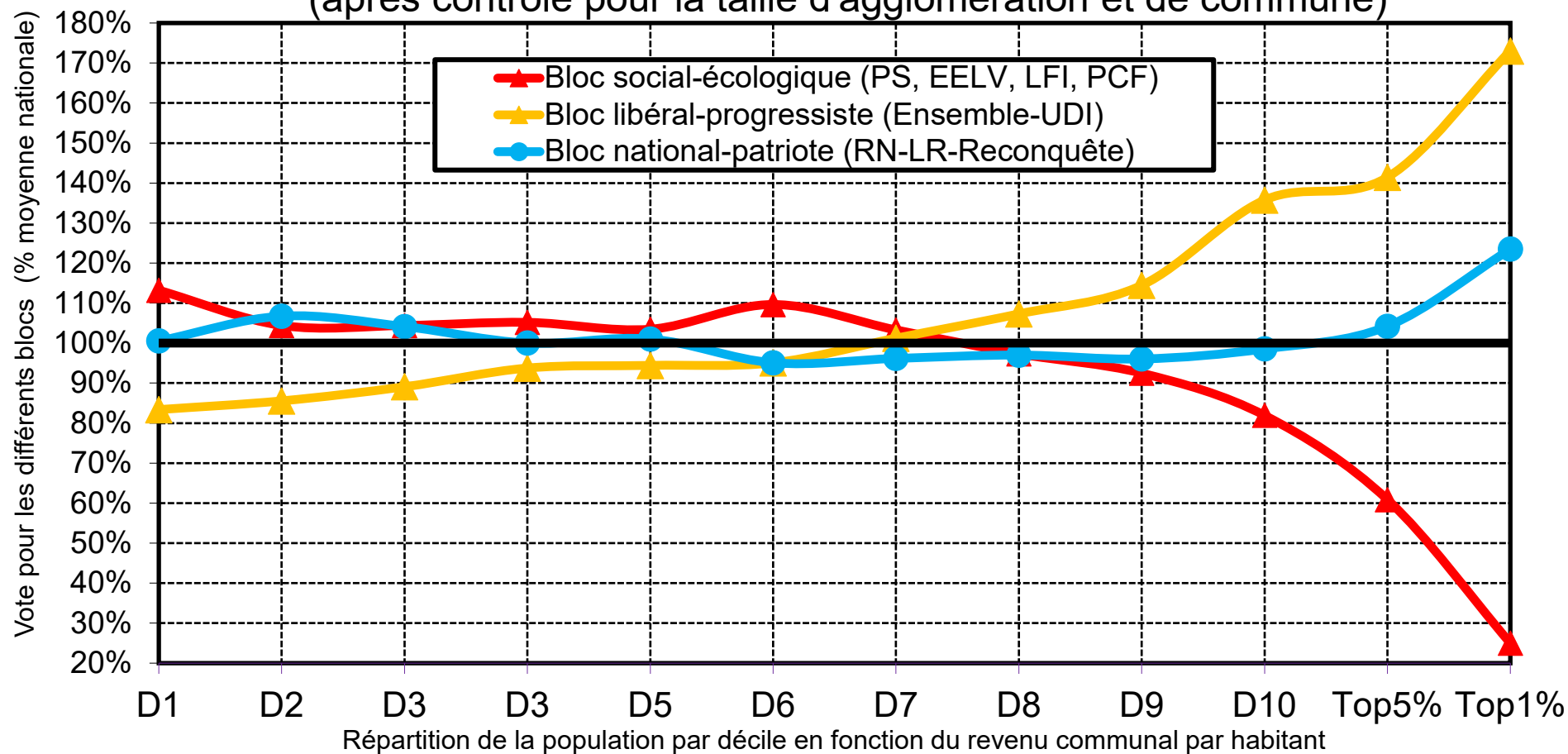
Graph. 11.27. Les législatives de 2022: la tripartition sociale



Lecture. Lors des élections législatives de 2022, le bloc libéral-progressiste (30% des voix) réalise un score qui est très fortement croissant avec le revenu communal moyen, alors que les scores du bloc social-écologique (33% des voix) et à un degré moindre du bloc national-patriote (37% des voix) diminuent avec le revenu.

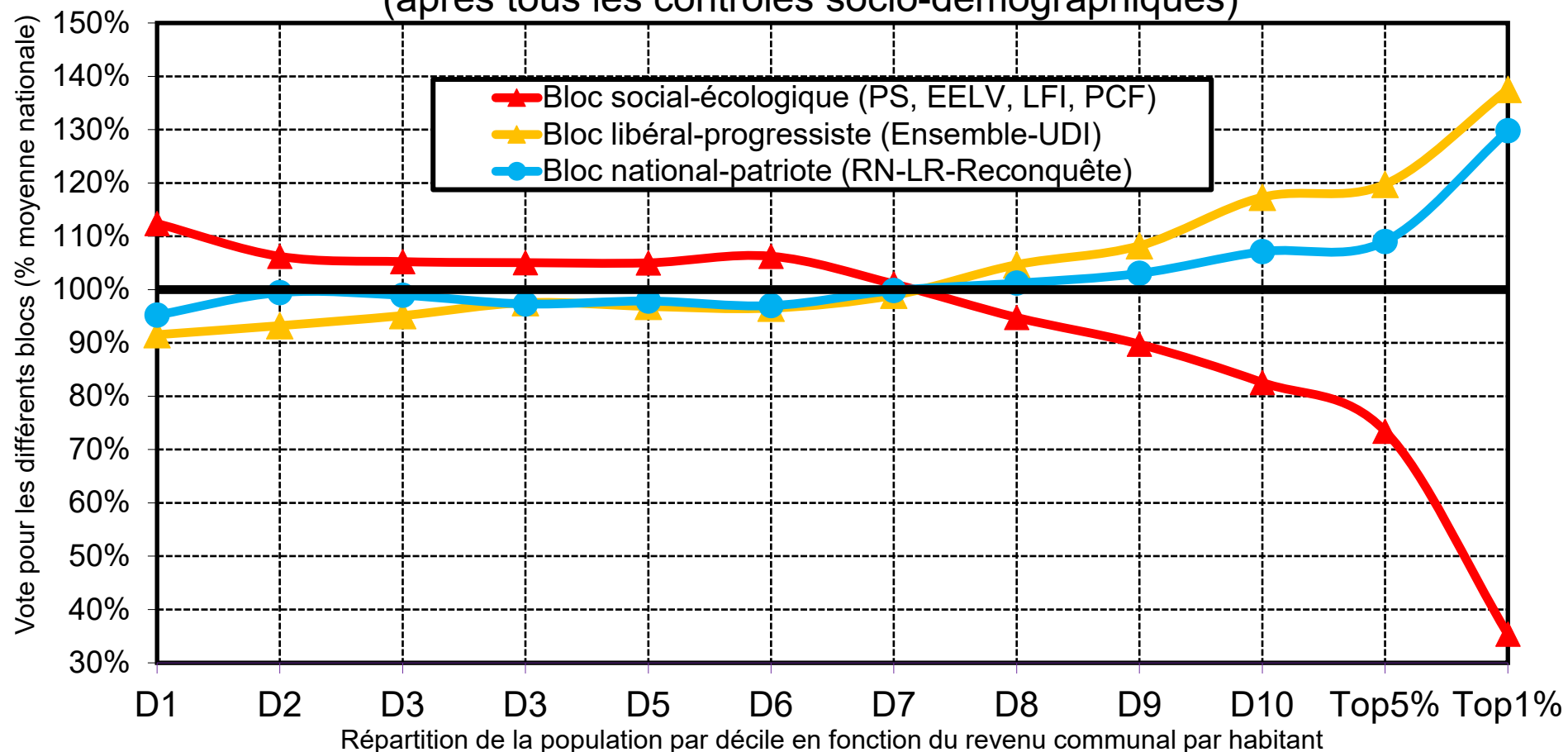
Note : les résultats indiqués ici sont avant tout contrôle. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.28. Les législatives de 2022: la tripartition sociale
(après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune)



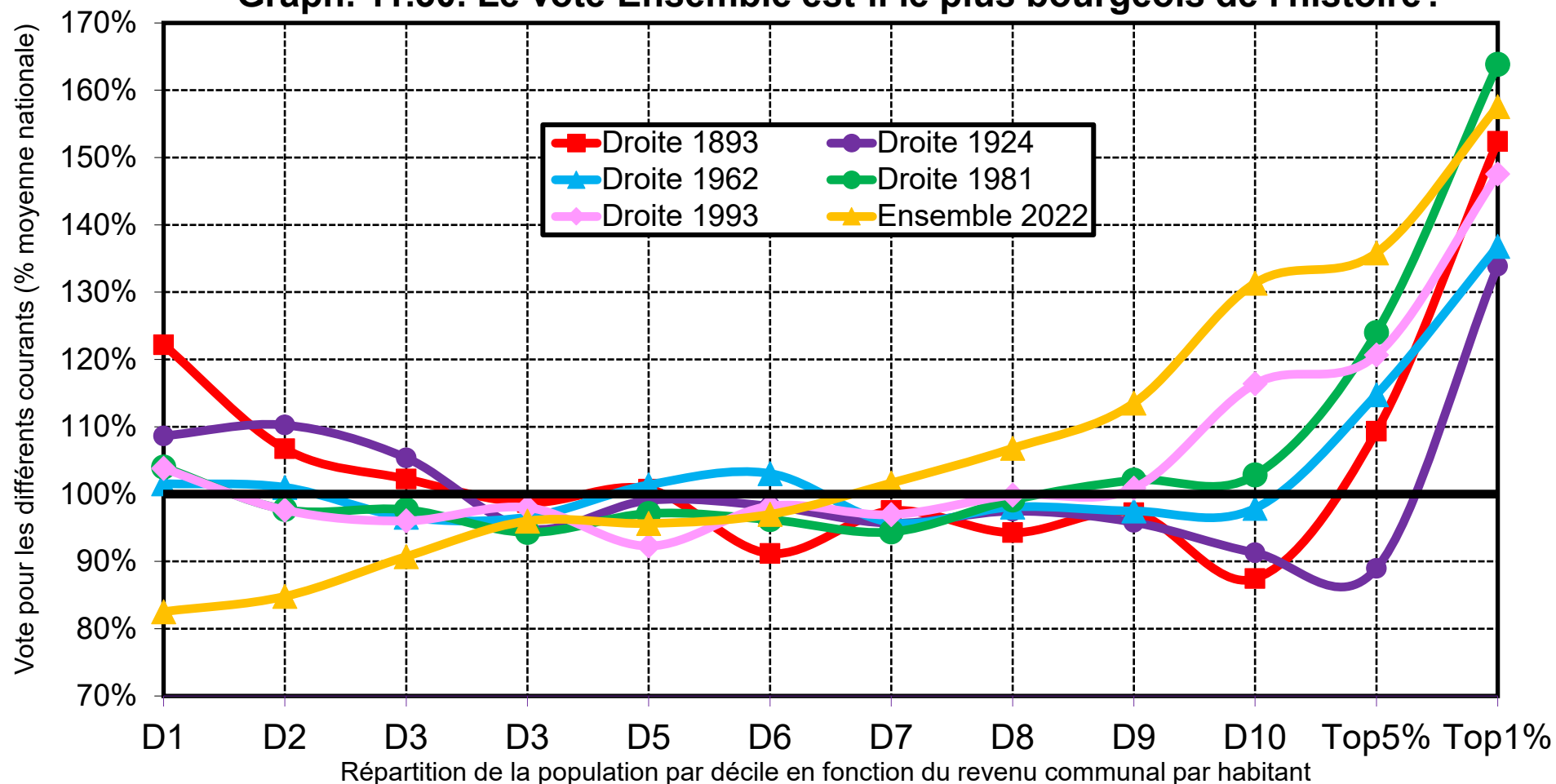
Lecture. Lors des élections législatives de 2022, la tripartition sociale entre les trois blocs apparaît encore plus nettement lorsque l'on raisonne pour une taille d'agglomération et de commune donnée.
Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.29. Les législatives 2022: la tripartition sociale
(après tous les contrôles socio-démographiques)



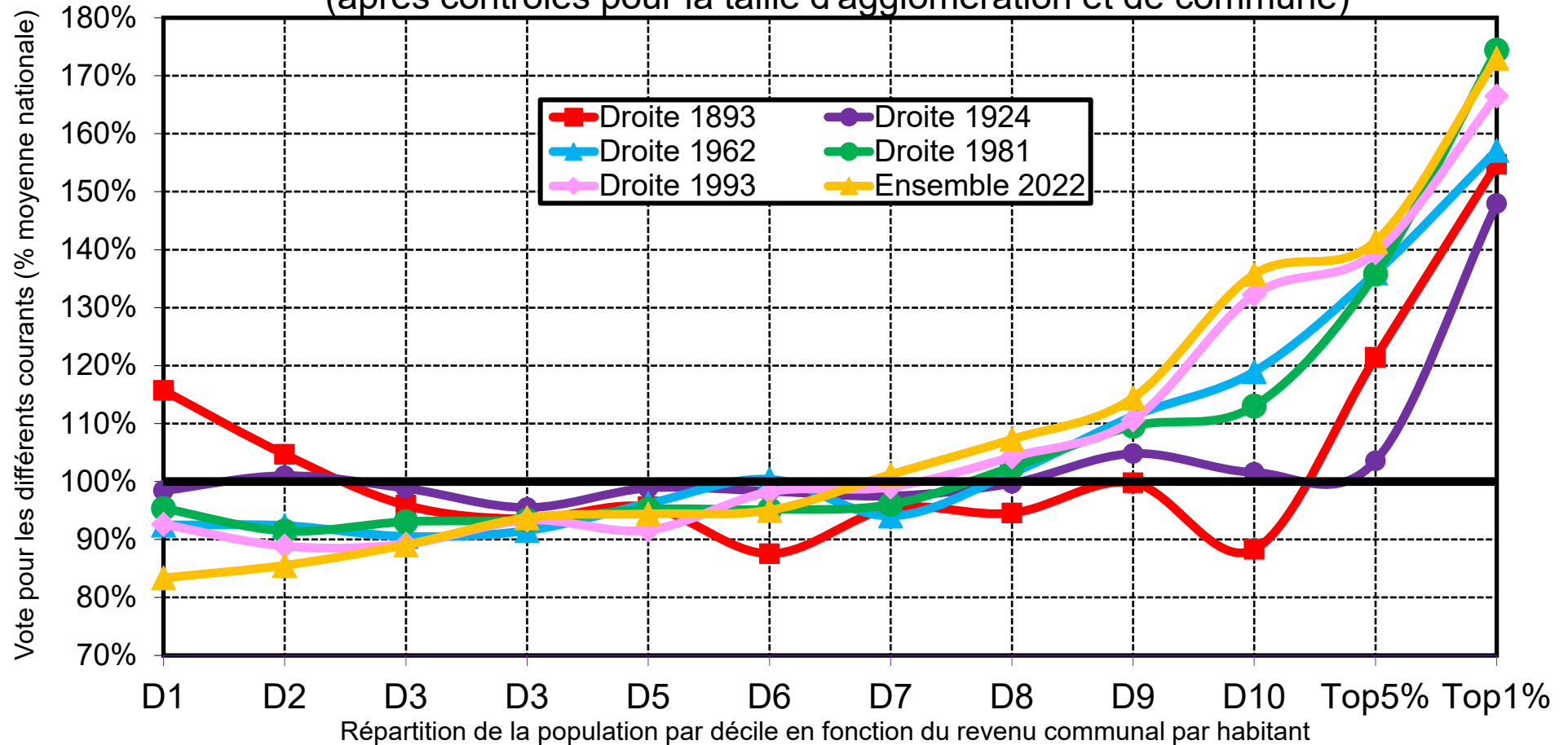
Lecture. Lors des élections législatives de 2022, la tripartition sociale entre les trois blocs apparaît encore plus nettement lorsque l'on contrôle pour toutes les autres caractéristiques sociodémographiques (taille d'agglomération, composition professionnelle, diplômes, etc.). **Note :** les résultats indiqués ici sont après tous les contrôles sociodémographiques.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.30. Le vote Ensemble est-il le plus bourgeois de l'histoire?



Lecture. Le vote pour le bloc libéral-progressiste Ensemble-UDI en 2022 est fortement croissant avec le revenu communal moyen. La pente est globalement comparable avec les profils de vote de droite observés dans le passé, à la différence que ces derniers réalisaient de meilleurs scores dans les communes pauvres (et particulièrement dans les communes rurales pauvres).
Note: les résultats indiqués ici sont sans aucun contrôle. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11.31. Le vote Ensemble est-il le plus bourgeois de l'histoire?
 (après contrôles pour la taille d'agglomération et de commune)

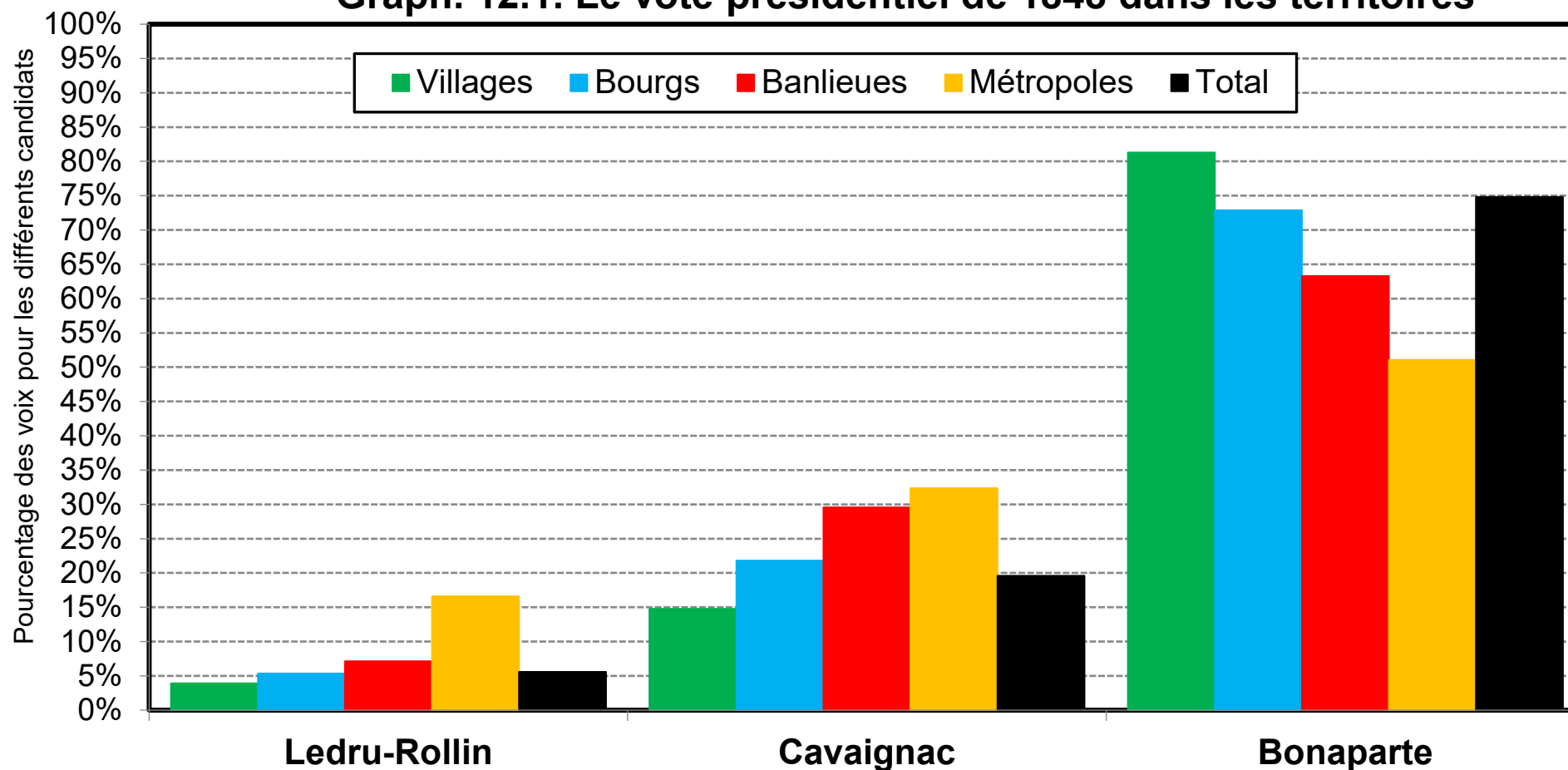


Lecture. Le vote pour le bloc Ensemble-UDI en 2022 est fortement croissant avec le revenu. La pente est globalement comparable avec les profils de vote de droite observés dans le passé, à la différence que ces derniers réalisaient généralement de meilleurs scores dans les communes les plus pauvres, y compris pour une taille d'agglomération et de commune donnée. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Roadmap of the lectures

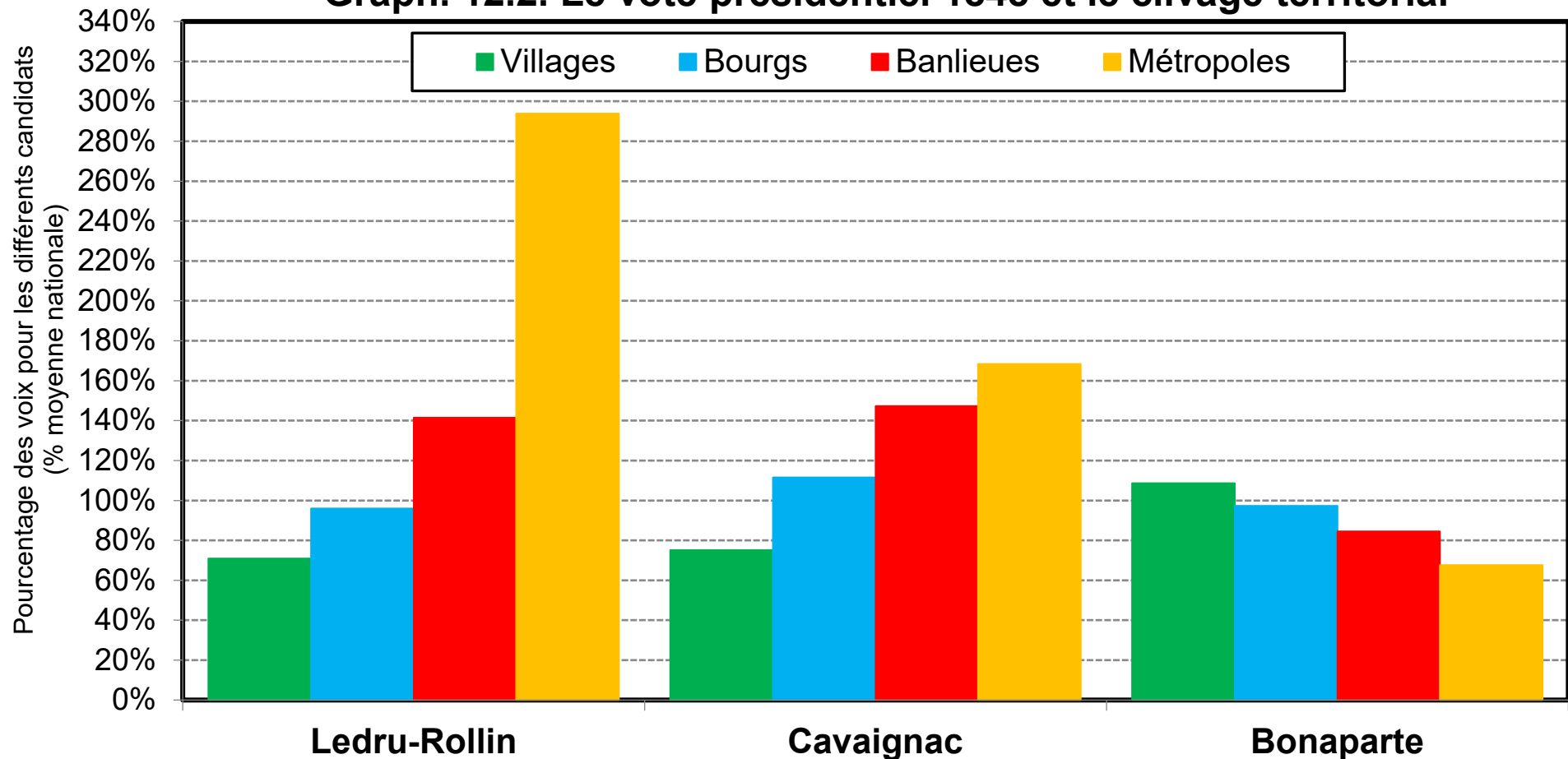
1. Classes et territoires : Les **inégalités socio-spatiales** en France depuis la Révolution.
2. Essor et déclin de la mobilisation démocratique : La **participation électorale** en France, 1789-2022.
3. Entre bipolarisation et tripartition : Deux siècles d'**élections législatives** en France.
4. Entre démocratie représentative et démocratie directe : Les clivages politiques dans les **scrutins présidentiels et référendaires**.

Graph. 12.1. Le vote présidentiel de 1848 dans les territoires



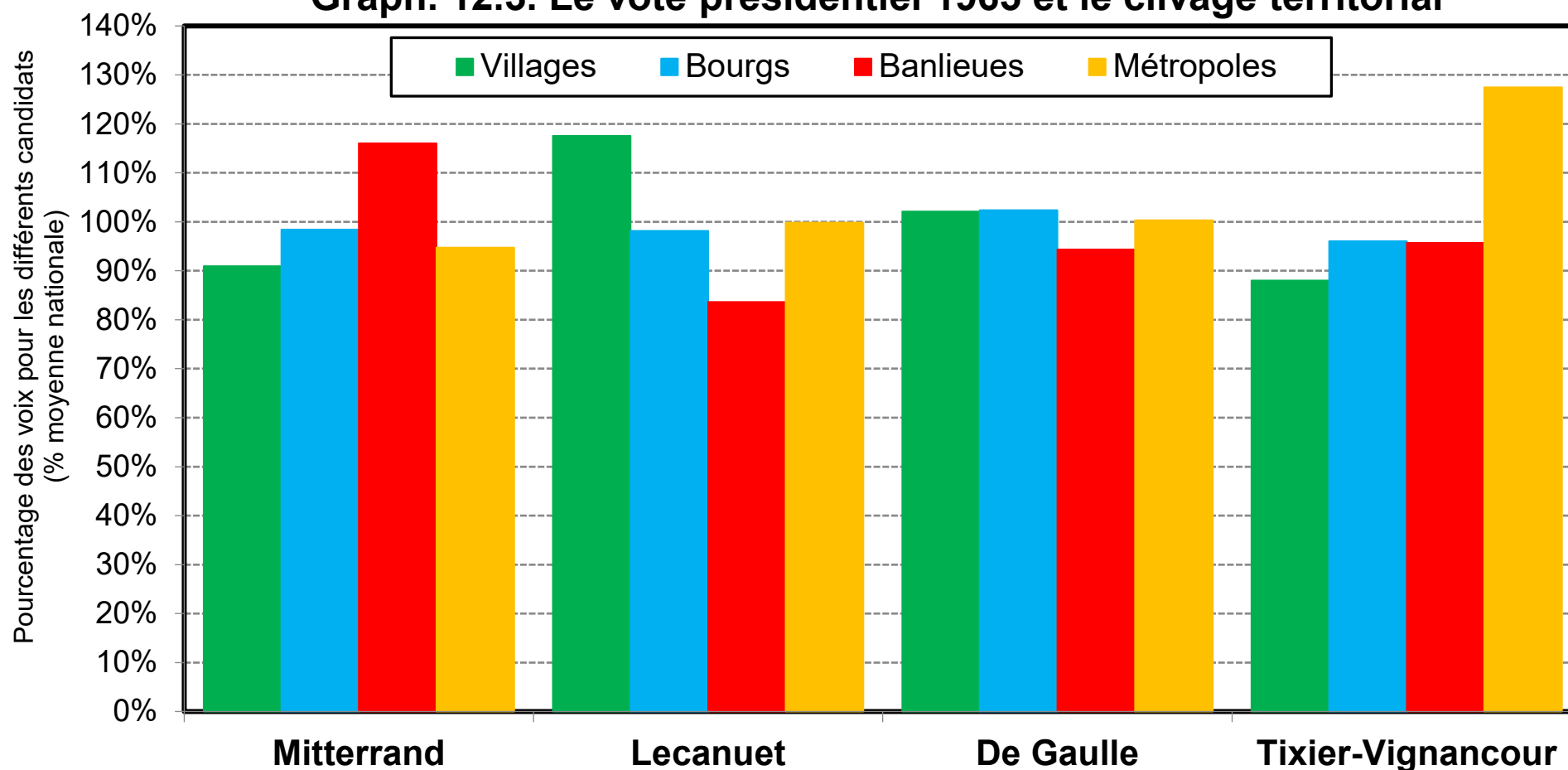
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1848, Louis-Napoléon Bonaparte obtient 74,8% des voix, suivi de Cavaignac avec 19,6% et Ledru-Rollin avec 5,6% (en incluant les 0,5% des voix de Raspail). Bonaparte réalise ses meilleurs scores dans les villages, suivis des bourgs, des banlieues et des métropoles, alors que le contraire est vrai pour les autres candidats. **Note.** Les voix de Lamartine (0,2%) et Changarnier (0,1%) ont été incluses avec celles de Cavaignac. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.2. Le vote présidentiel 1848 et le clivage territorial



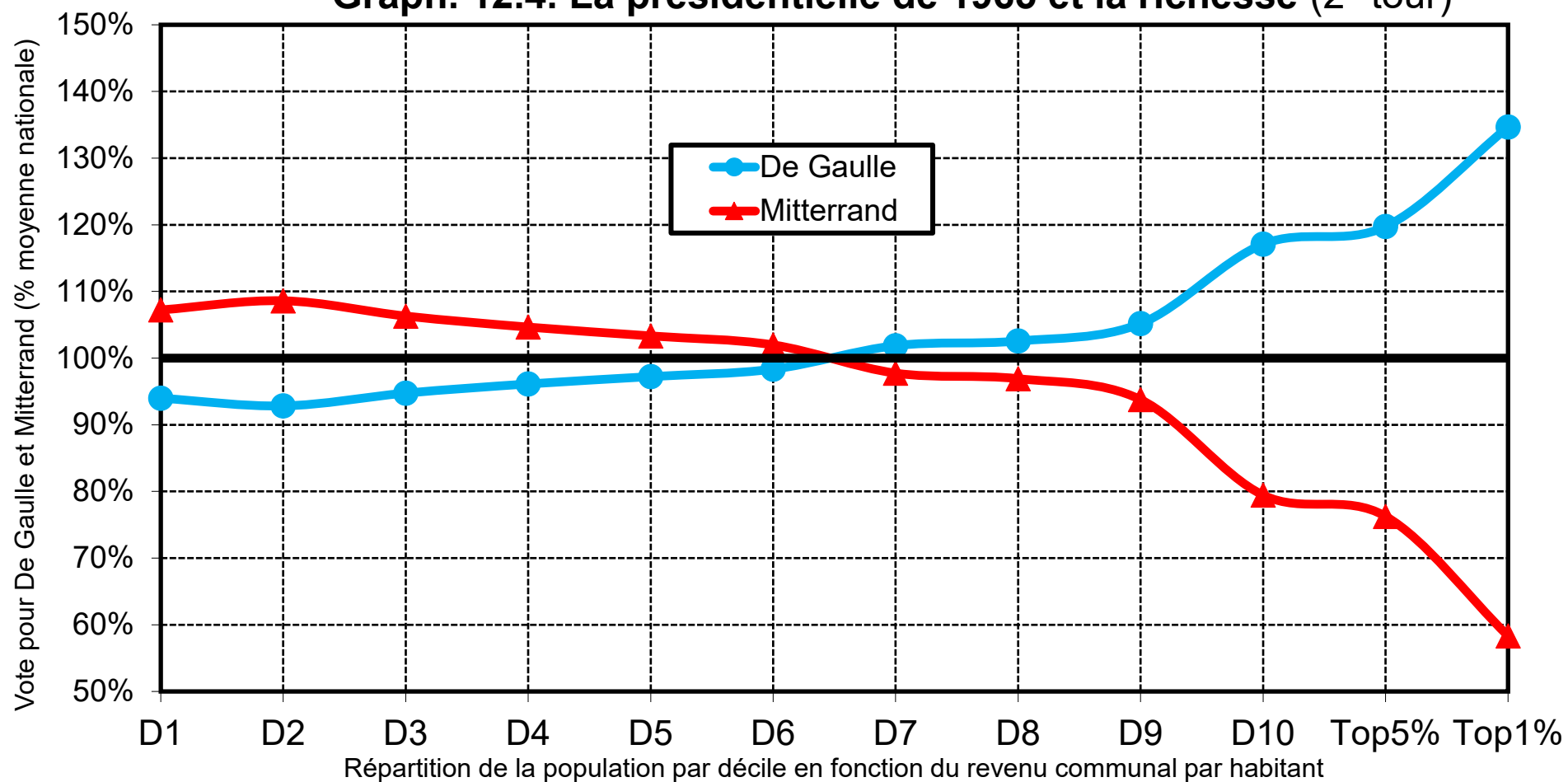
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1848, Ledru-Rollin a obtenu un score près de 3 fois plus élevé dans les métropoles que sa moyenne nationale, Cavaignac un score plus de 60% plus élevé que sa moyenne nationale et Bonaparte un score plus de 30% plus faible que sa moyenne nationale. **Note :** les voix obtenues par Raspail (0,5% des voix) ont été incluses avec celles de Ledru-Rollin, et celles de Lamartine (0,2%) et Changarnier (0,1%) avec celles de Cavaignac. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.3. Le vote présidentiel 1965 et le clivage territorial



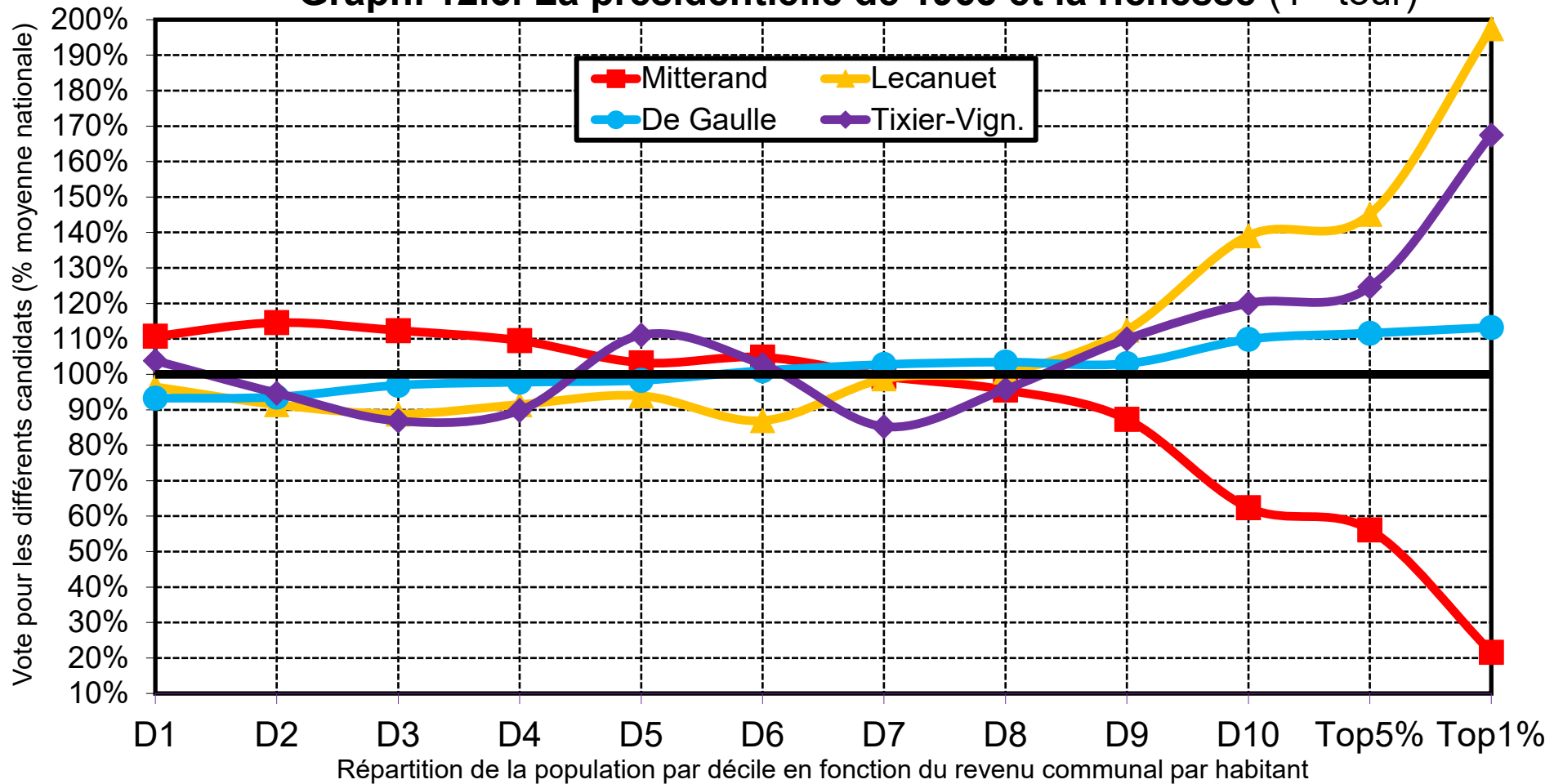
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1965, le candidat de la gauche François Mitterrand (32% des voix au premier tour) réalise ses meilleurs scores dans les banlieues, alors que le candidat démocrate-chrétien Jean Lecanuet (16%) et le candidat UNR Charles De Gaulle (44%) réalisent leurs meilleurs scores dans les villages et les bourgs et le candidat Algérie française Jean-Louis Tixier-Vignancour (5%) dans les métropoles. Au total, les écarts territoriaux sont relativement limités. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.4. La présidentielle de 1965 et la richesse (2^e tour)



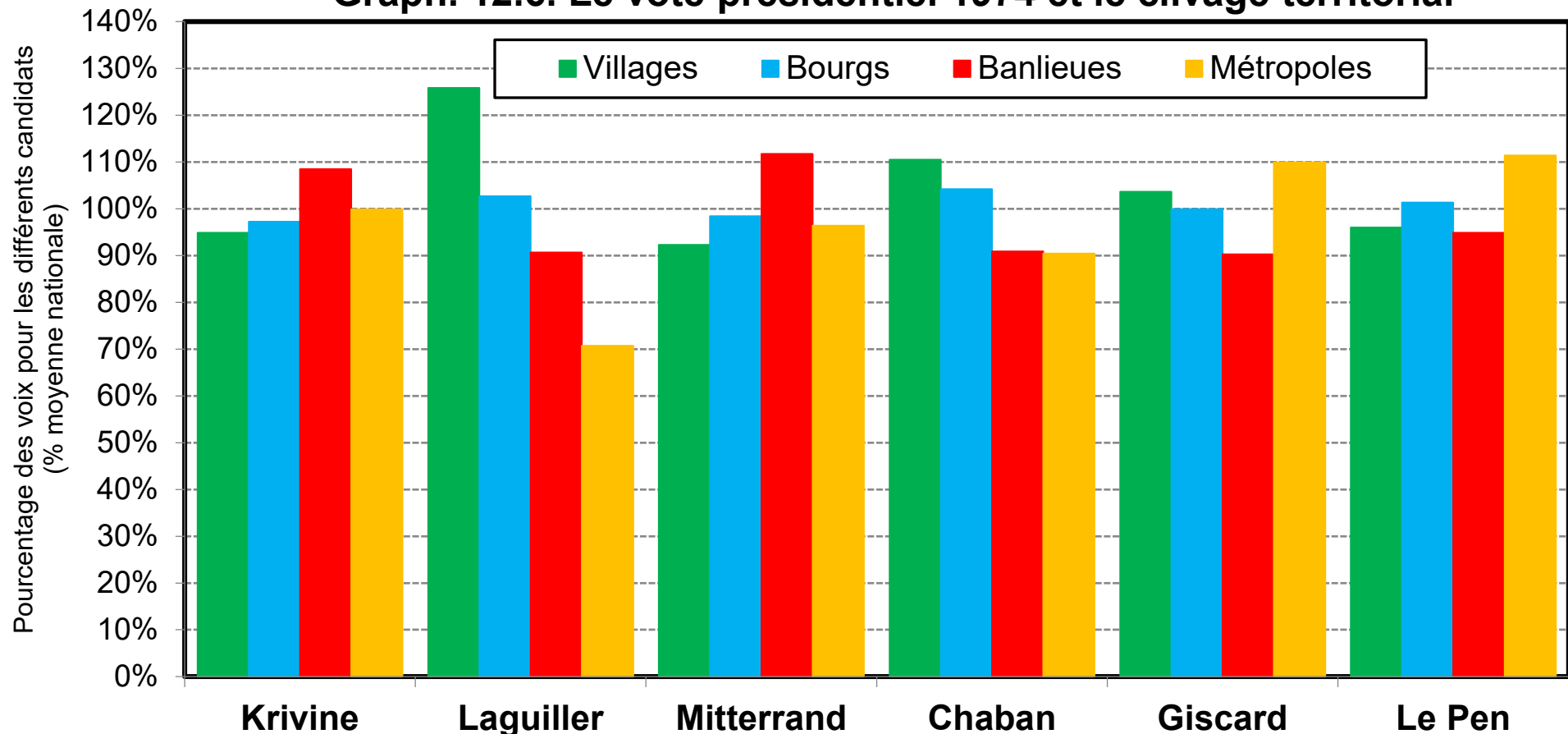
Lecture. Lors du second tour de la présidentielle de 1965, le vote pour De Gaulle (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, alors que l'inverse est vrai pour le vote pour Mitterrand. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.5. La présidentielle de 1965 et la richesse (1^{er} tour)



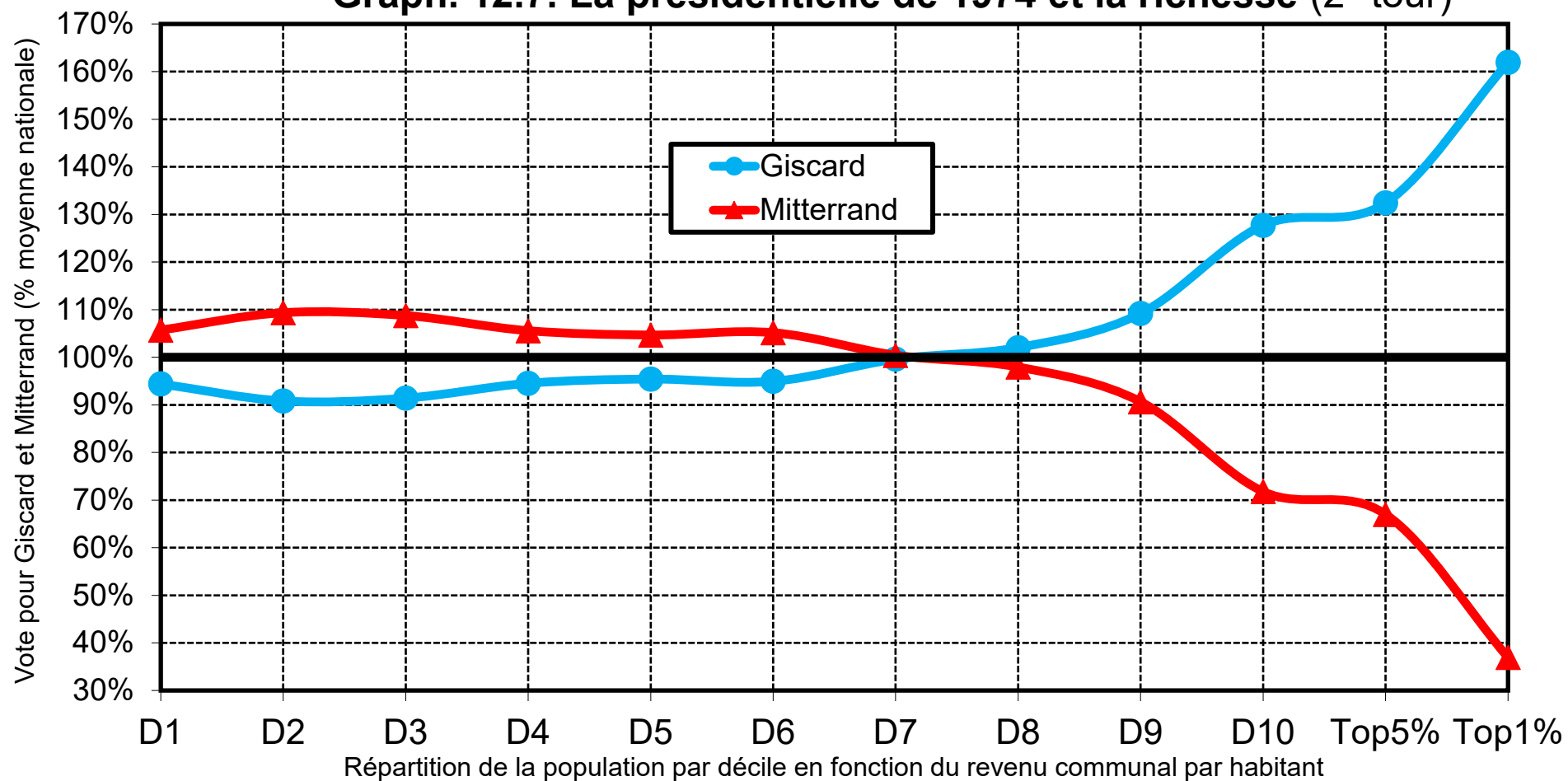
Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1965, le vote pour De Gaulle (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, mais moins fortement que le vote pour Lecanuet et pour Tixier-Vignancour. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.6. Le vote présidentiel 1974 et le clivage territorial



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1974, le candidat de la gauche François Mitterrand (44% des voix au premier tour) réalise ses meilleurs scores dans les banlieues, alors que les candidats de droite Jacques Chaban-Delmas (15%) et Valéry Giscard d'Estaing (33%) réalisent leurs meilleurs scores dans les villages et les bourgs (et dans les métropoles pour Giscard, ainsi que pour Jean-Marie Le Pen (1%)). On notera toutefois que la candidate trotskyse LO Arlette Laguiller (2%) réalise ses meilleurs scores dans les villages et les bourgs, alors que le candidat trotskyste LCR Alain Krivine (0,5%) a un profil territorial plus proche de celui de Mitterrand. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

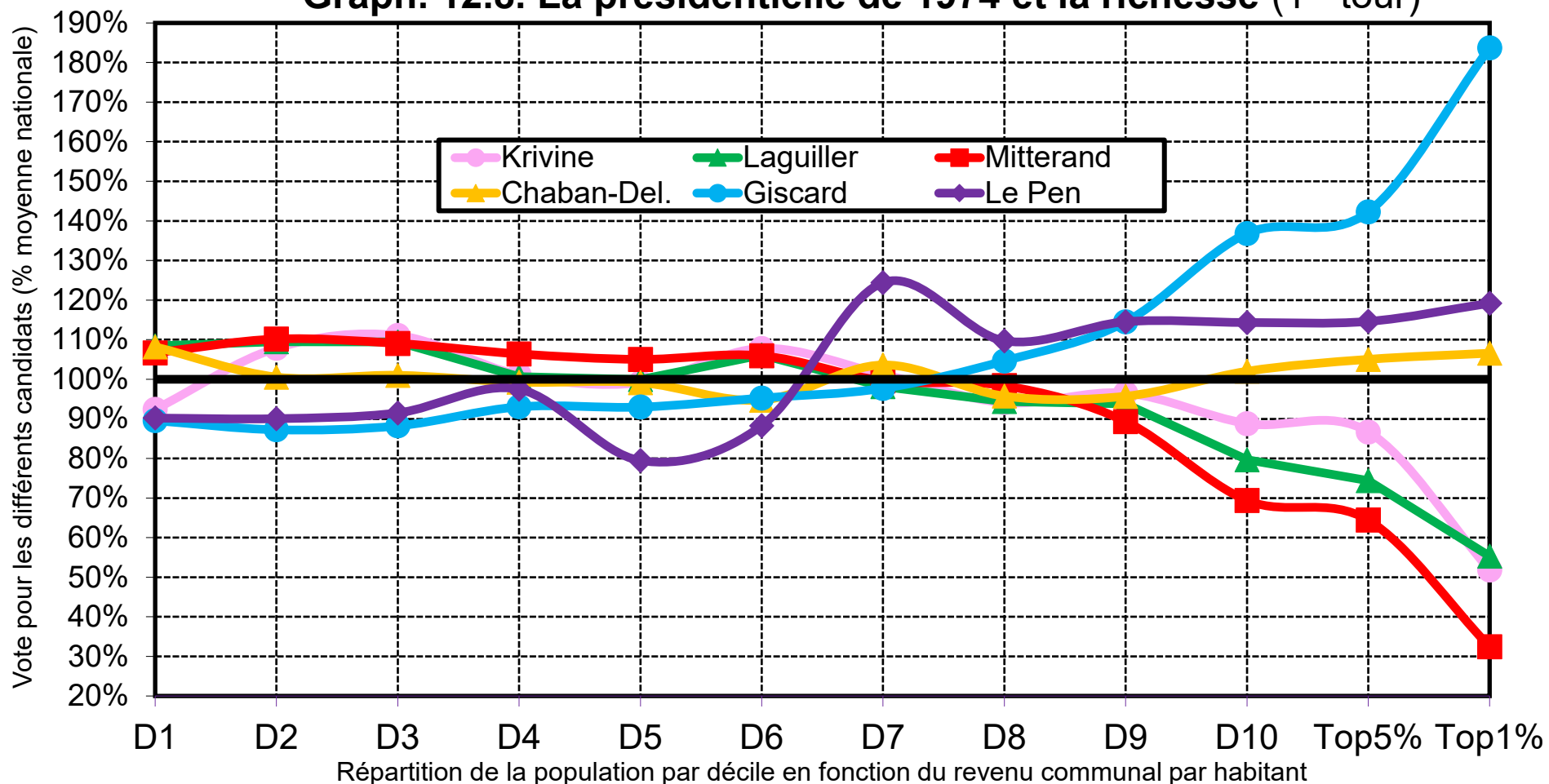
Graph. 12.7. La présidentielle de 1974 et la richesse (2^e tour)



Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 1974, le vote pour Valéry Giscard d'Estaing (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, alors que l'inverse est vrai pour le vote pour François Mitterrand. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

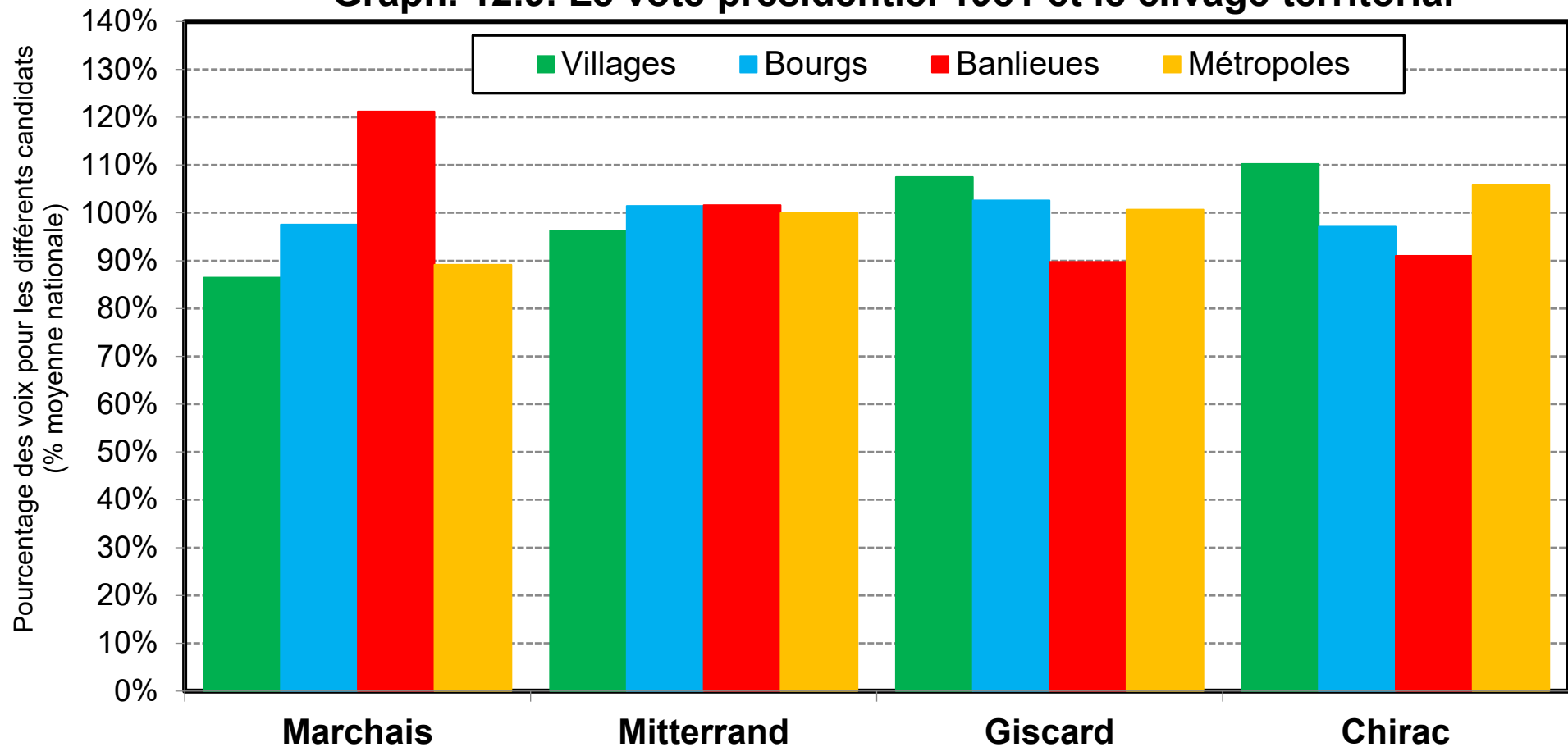
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.8. La présidentielle de 1974 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1974, le vote pour Valéry Giscard d'Estaing (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, plus fortement que le vote pour Jacques Chaban-Delmas ou Jean-Marie Le Pen. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

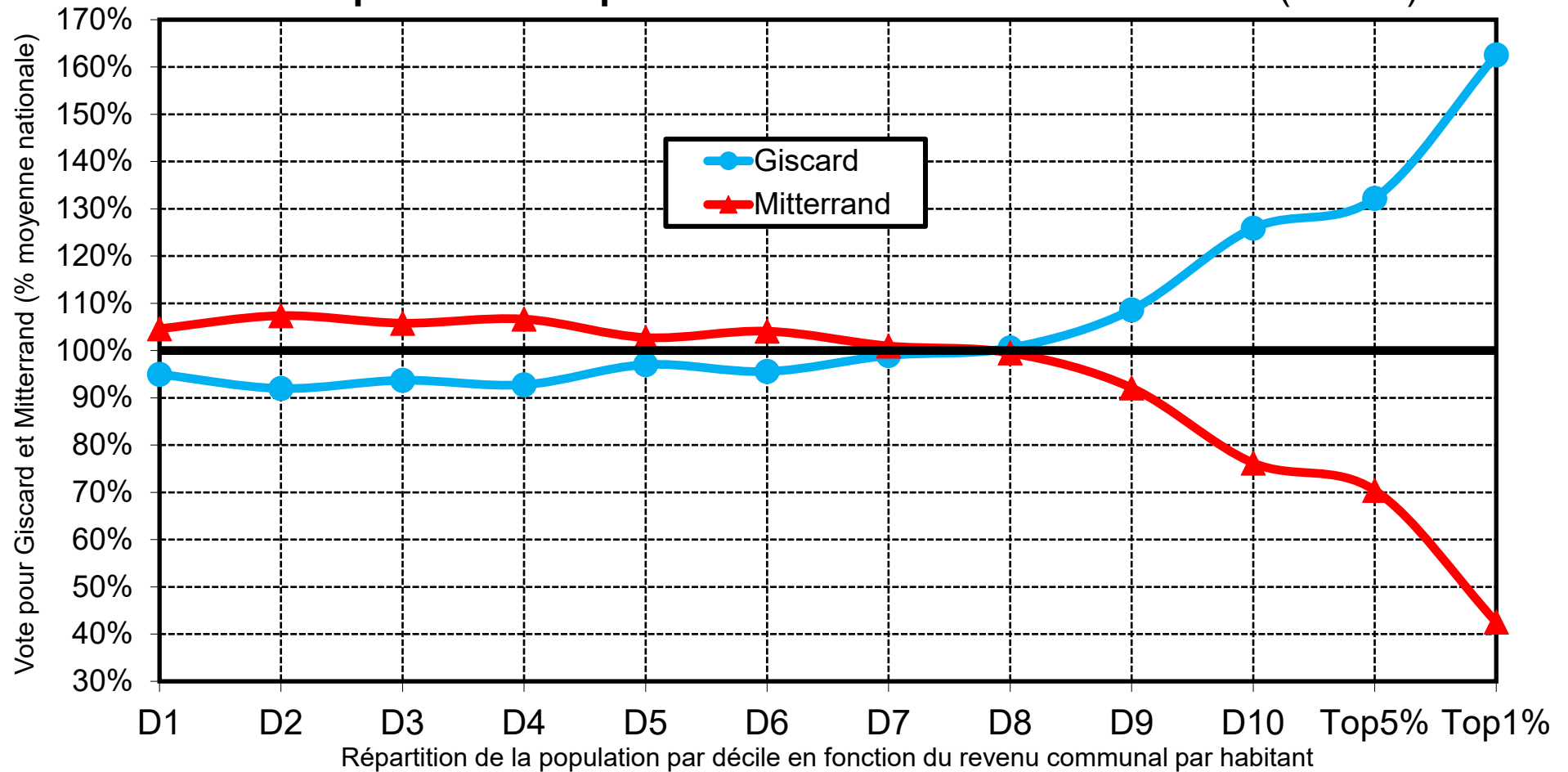
Graph. 12.9. Le vote présidentiel 1981 et le clivage territorial



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1981, le candidat PCF Georges Marchais (16% des voix au premier tour) réalise ses meilleurs scores dans les banlieues, alors que le candidat PS François Mitterrand (26% des voix) a un profil territorial relativement équilibré. Les candidats UDF Valéry Giscard d'Estaing (28%) et le candidat RPR Jacques Chirac (18%) font leurs meilleurs scores dans les villages et les bourgs (ainsi que dans une moindre mesure dans les métropoles).

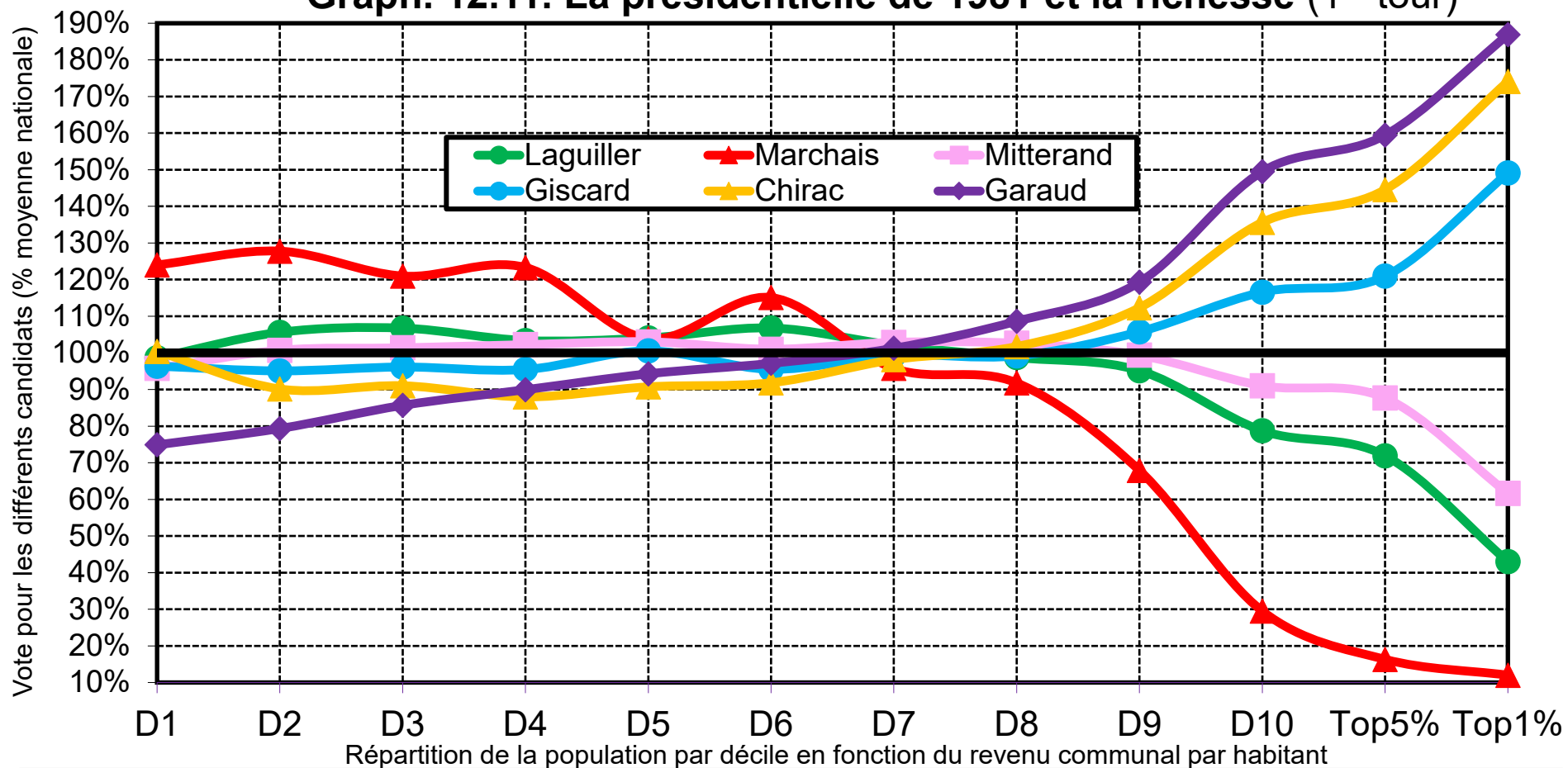
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.10. La présidentielle de 1981 et la richesse (2^e tour)



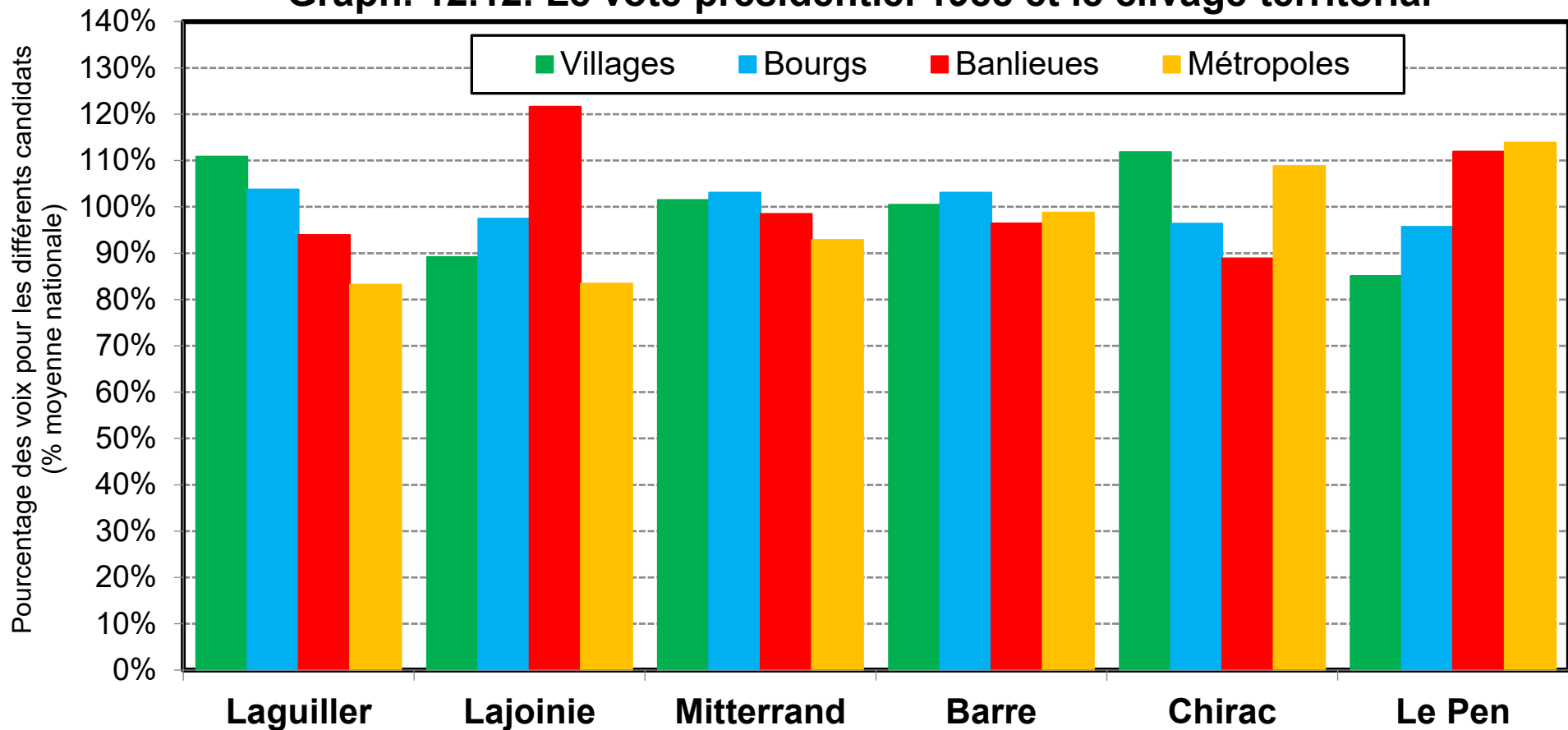
Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 1981, le vote pour Valéry Giscard d'Estaing (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, alors que l'inverse est vrai pour le vote pour François Mitterrand. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.11. La présidentielle de 1981 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1981, le vote pour Valéry Giscard d'Estaing augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, mais moins fortement que le vote pour Jacques Chirac ou Marie-France Garaud. Le vote pour Georges Marchais (PCF) décline beaucoup plus fortement avec le revenu que le vote François Mitterrand (PS). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

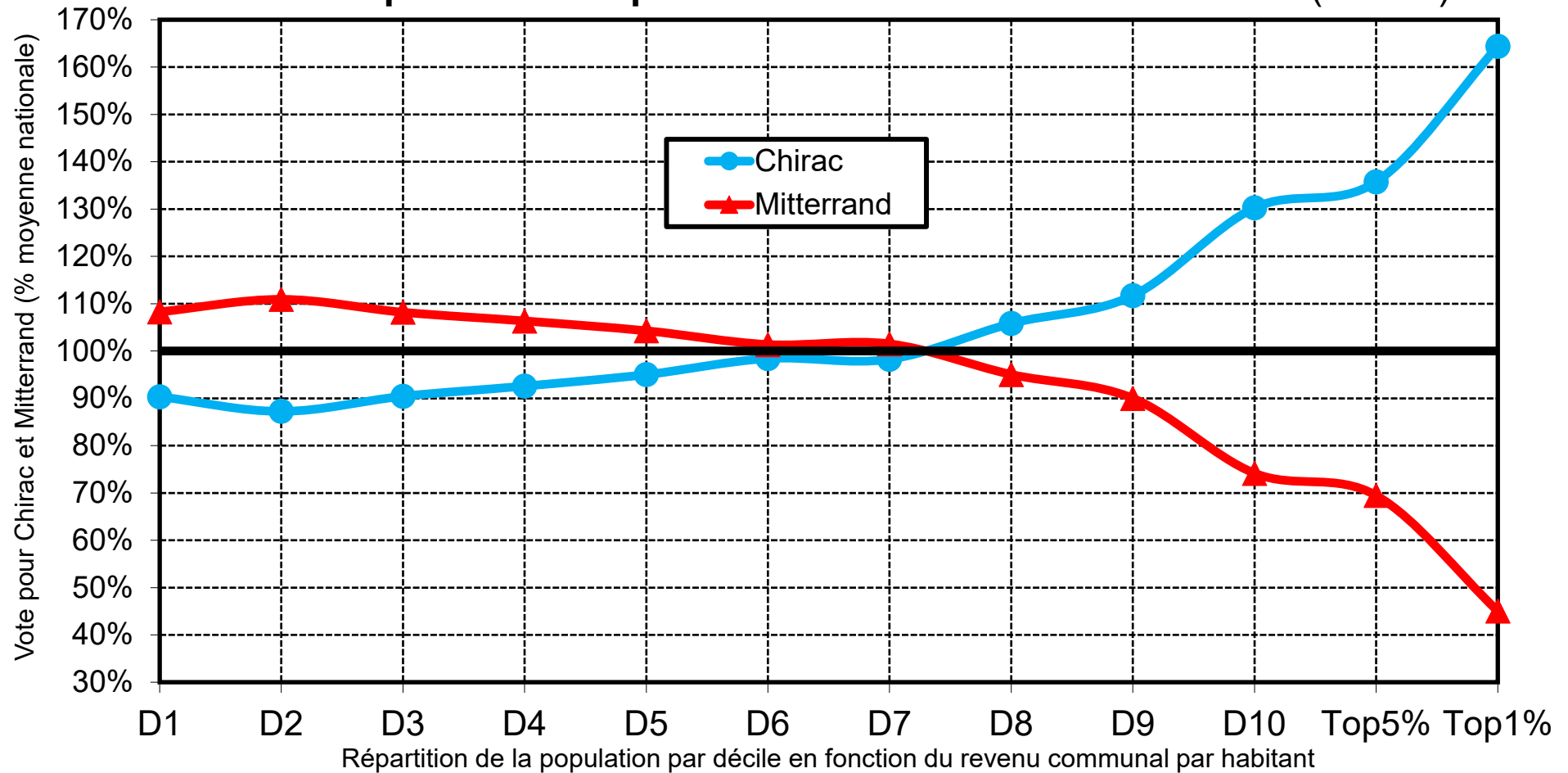
Graph. 12.12. Le vote présidentiel 1988 et le clivage territorial



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1988, le candidat PCF André Lajoinie (7% des voix au premier tour) réalise ses meilleurs scores dans les banlieues, alors que le candidat PS François Mitterrand (34% des voix) a un profil territorial relativement équilibré et que le candidat RPR Jacques Chirac (20%) fait ses meilleurs scores dans les villages et les métropoles. Le candidat UDF Raymond Barre (18%) a un profil équilibré, la candidate LO Arlette Laguiller (2%) est centrée sur les villages et bourgs alors que le candidat FN Jean-Marie Le Pen (14%) est au contraire centré sur les banlieues et métropoles.

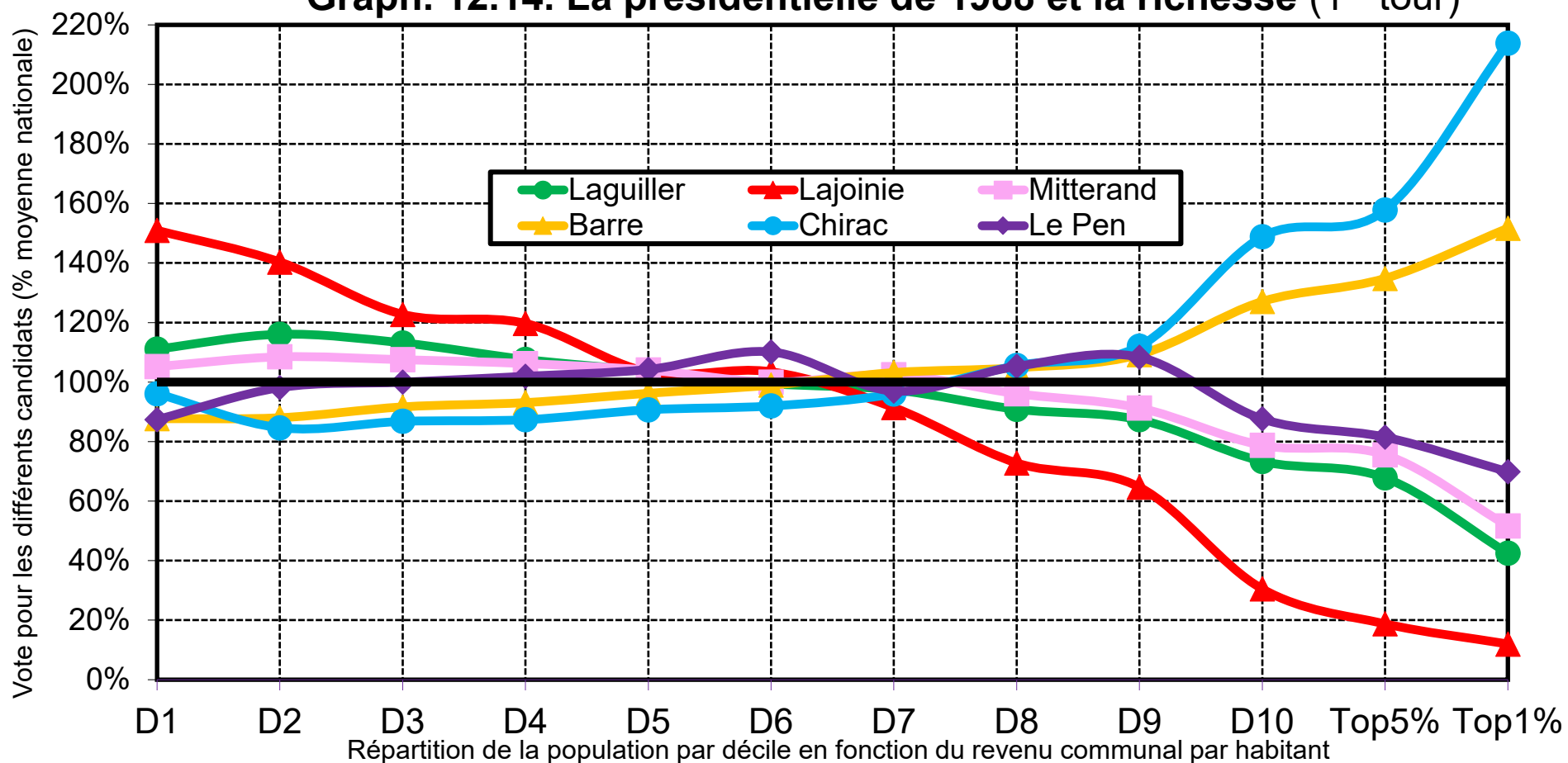
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.13. La présidentielle de 1988 et la richesse (2^e tour)



Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 1988, le vote pour Jacques Chirac (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, alors que l'inverse est vrai pour le vote pour François Mitterrand. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

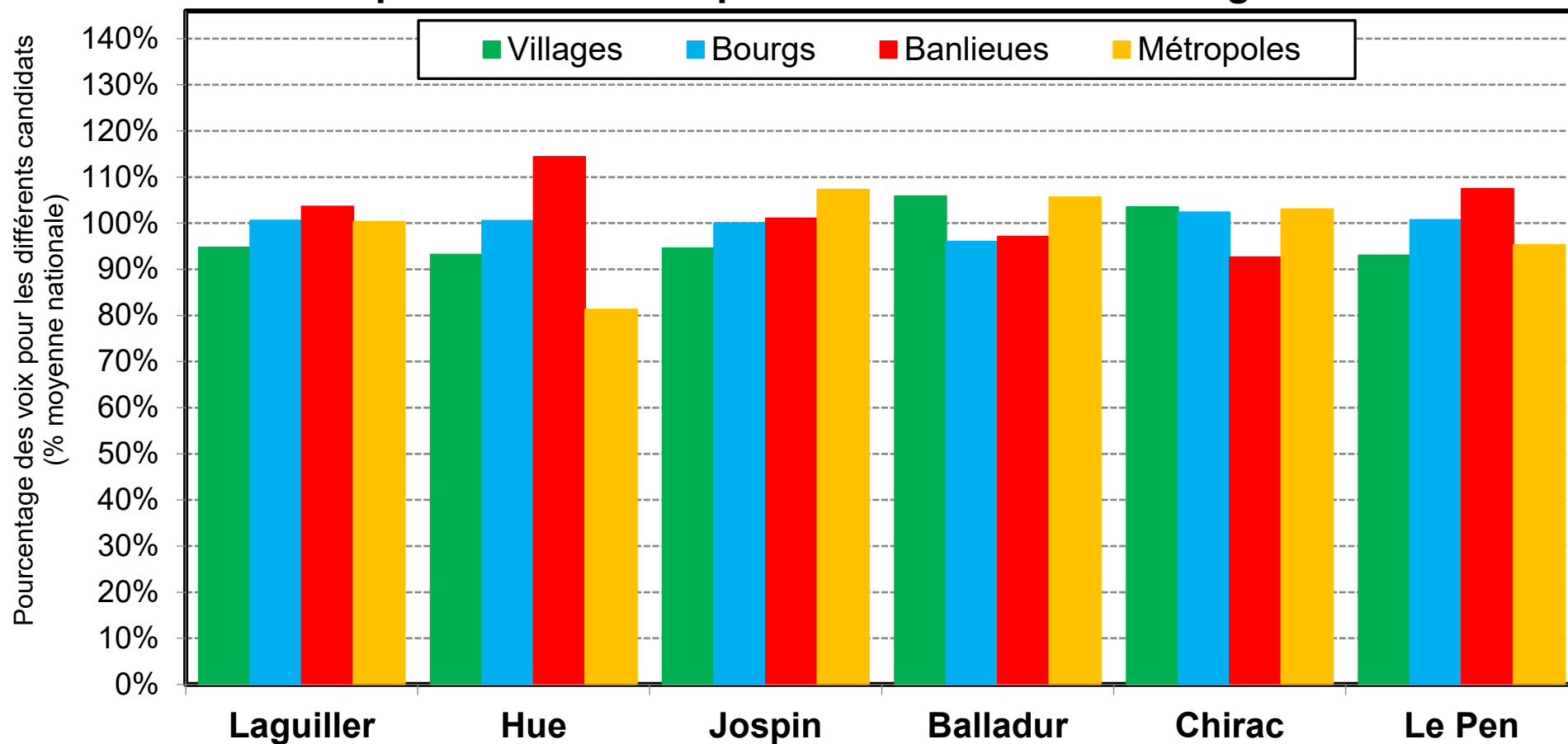
Graph. 12.14. La présidentielle de 1988 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1988, le vote pour Jacques Chirac augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, plus fortement que le vote pour Raymond Barre ou Jean-Marie Le Pen (qui diminue même au sommet). Le vote pour André Lajoinie (PCF) décline beaucoup plus fortement avec le revenu que le vote François Mitterrand (PS). **Note:** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

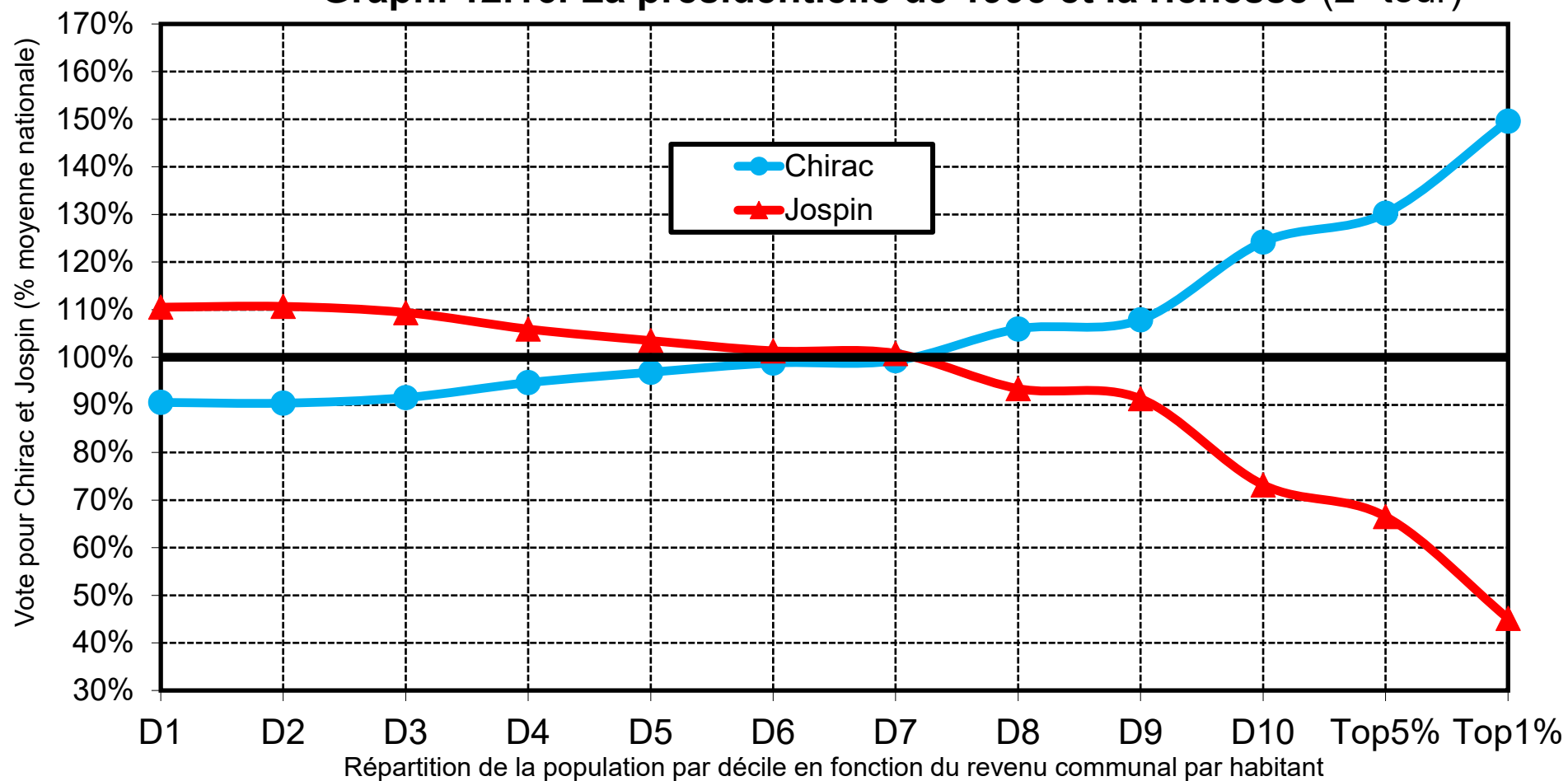
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.15. Le vote présidentiel 1995 et le clivage territorial



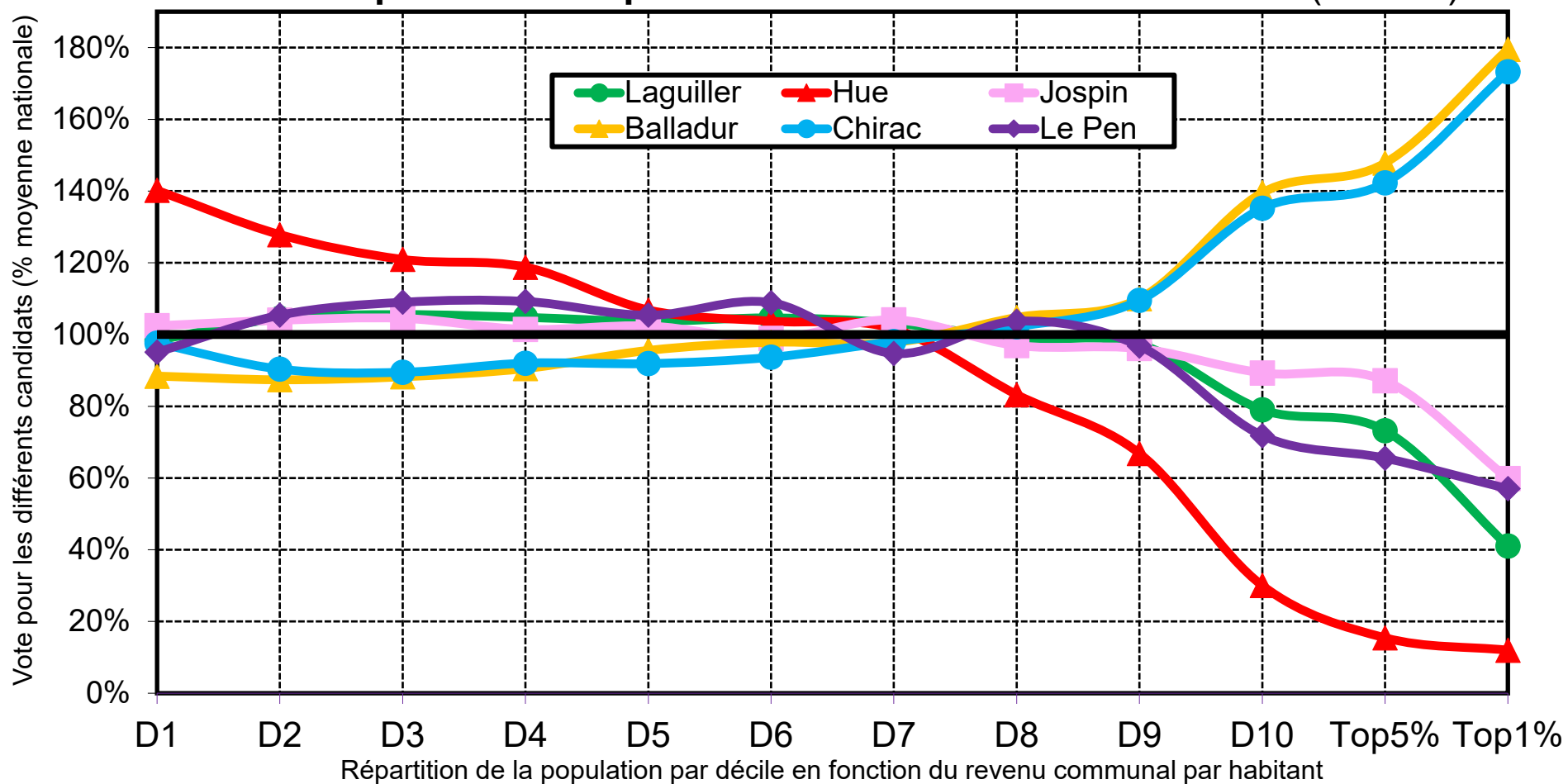
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1995, le candidat PCF Robert Hue (9% des voix au premier tour) réalise ses meilleurs scores dans les banlieues, alors que le candidat PS Lionel Jospin (23% des voix) a un profil territorial relativement équilibré, de même que les candidats de droite Edouard Balladur (19%) et Jacques Chirac (20%), issus tous deux du RPR, que le candidat FN Jean-Marie Le Pen (15%) et que la candidate LO Arlette Laguiller (5%). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.16. La présidentielle de 1995 et la richesse (2^e tour)



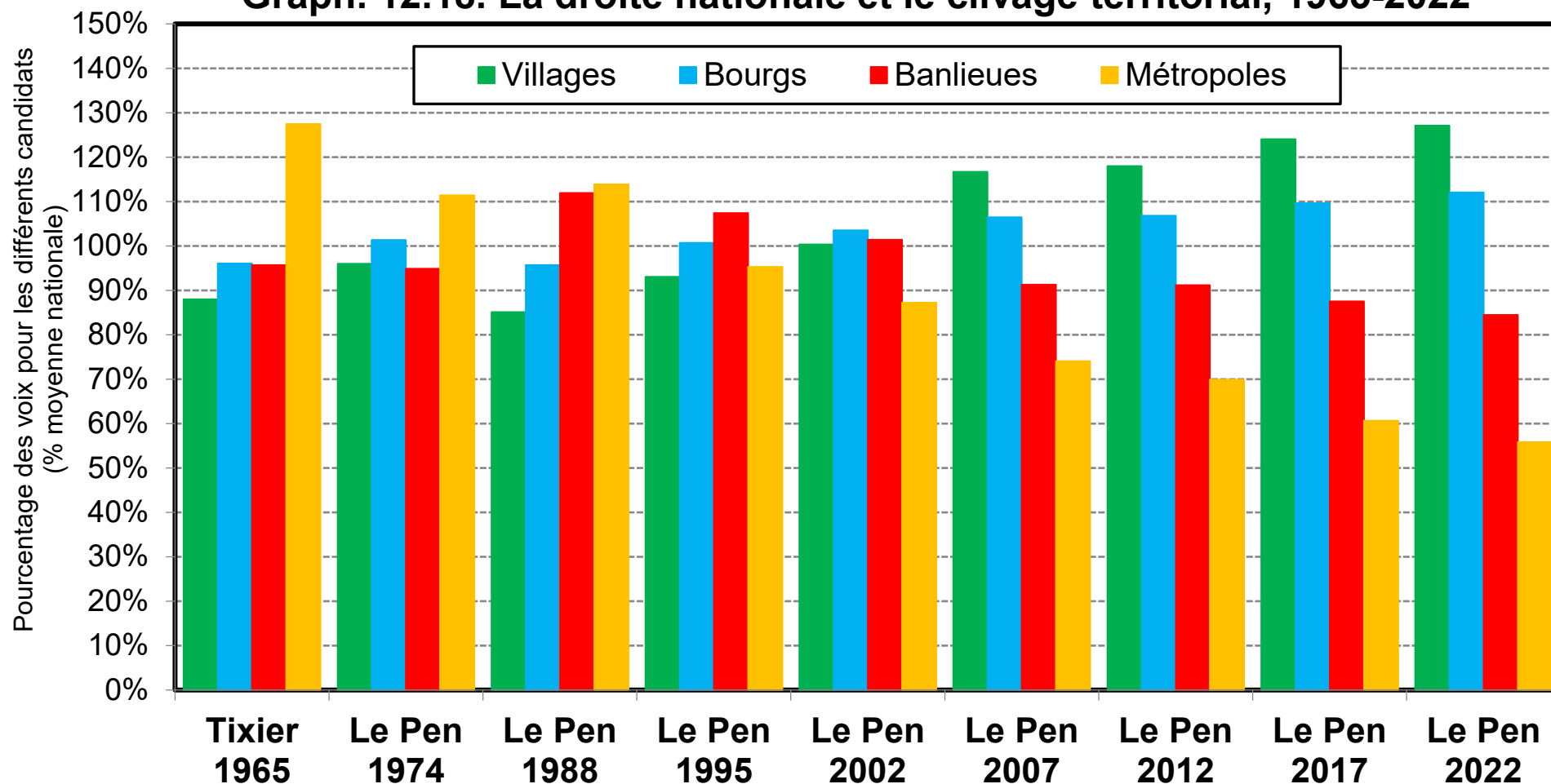
Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 1995, le vote pour Jacques Chirac (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, alors que l'inverse est vrai pour le vote pour Lionel Jospin. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.17. La présidentielle de 1995 et la richesse (1^{er} tour)



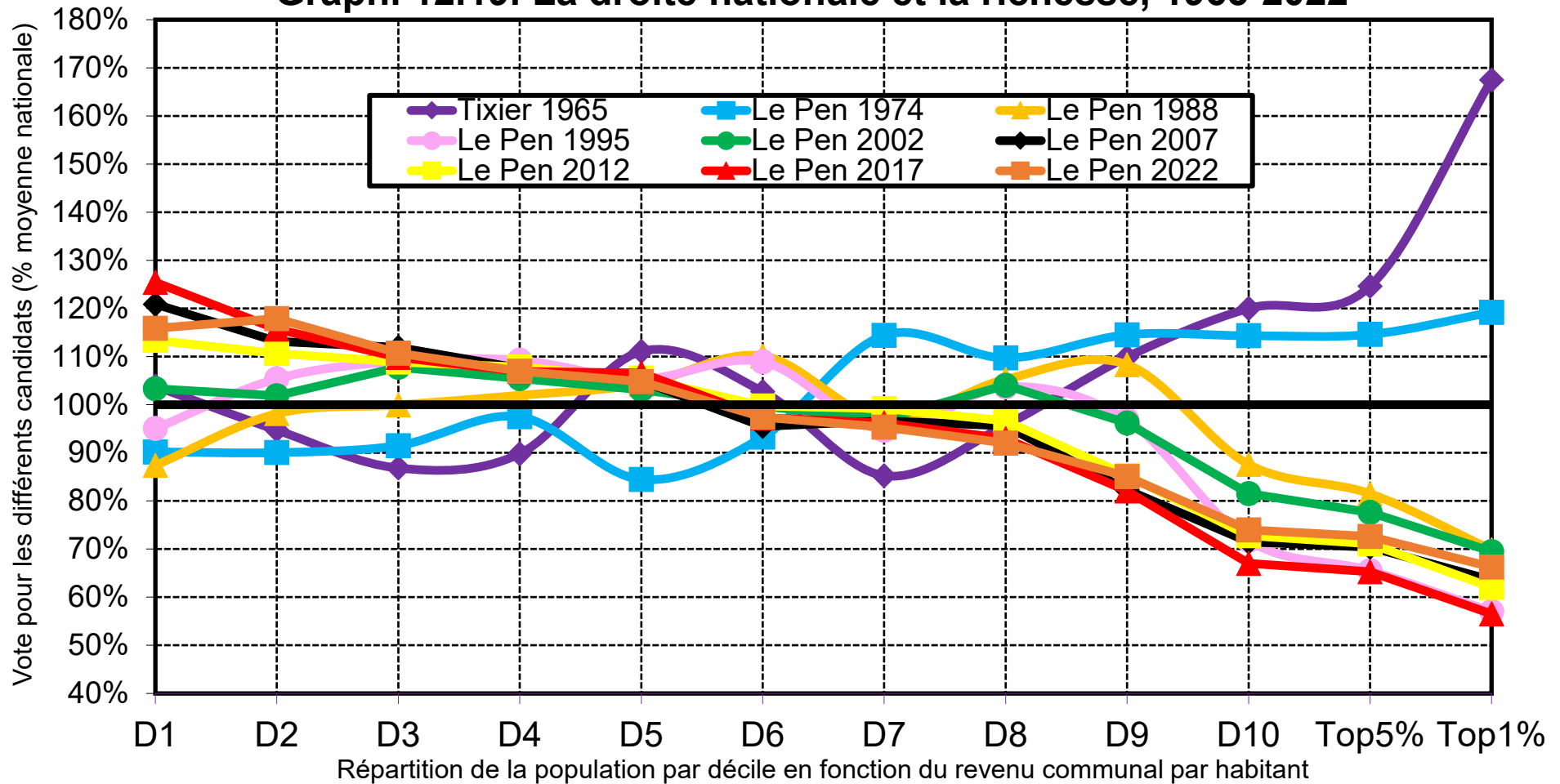
Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1995, le vote pour Jacques Chirac augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, tout comme le vote pour Edouard Balladur. Le vote pour Robert Hue (PCF) décline beaucoup plus fortement avec le revenu que le vote Lionel Jospin (PS). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.18. La droite nationale et le clivage territorial, 1965-2022



Lecture. Les représentants de la droite nationale à l'élection présidentielle avaient un profil de vote principalement urbain avec Tixier-Vignancour en 1965 (5% des voix) et J.M. Le Pen en 1974 (1%) et 1988 (14%), puis le profil s'inverse et se ruralise avec J.M. Le Pen entre 1995 (15%), 2002 (18%) et 2007 (11%), avant de devenir de plus en plus rural avec M. Le Pen en 2012 (18%), 2017 (22%) et 2022 (23%). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

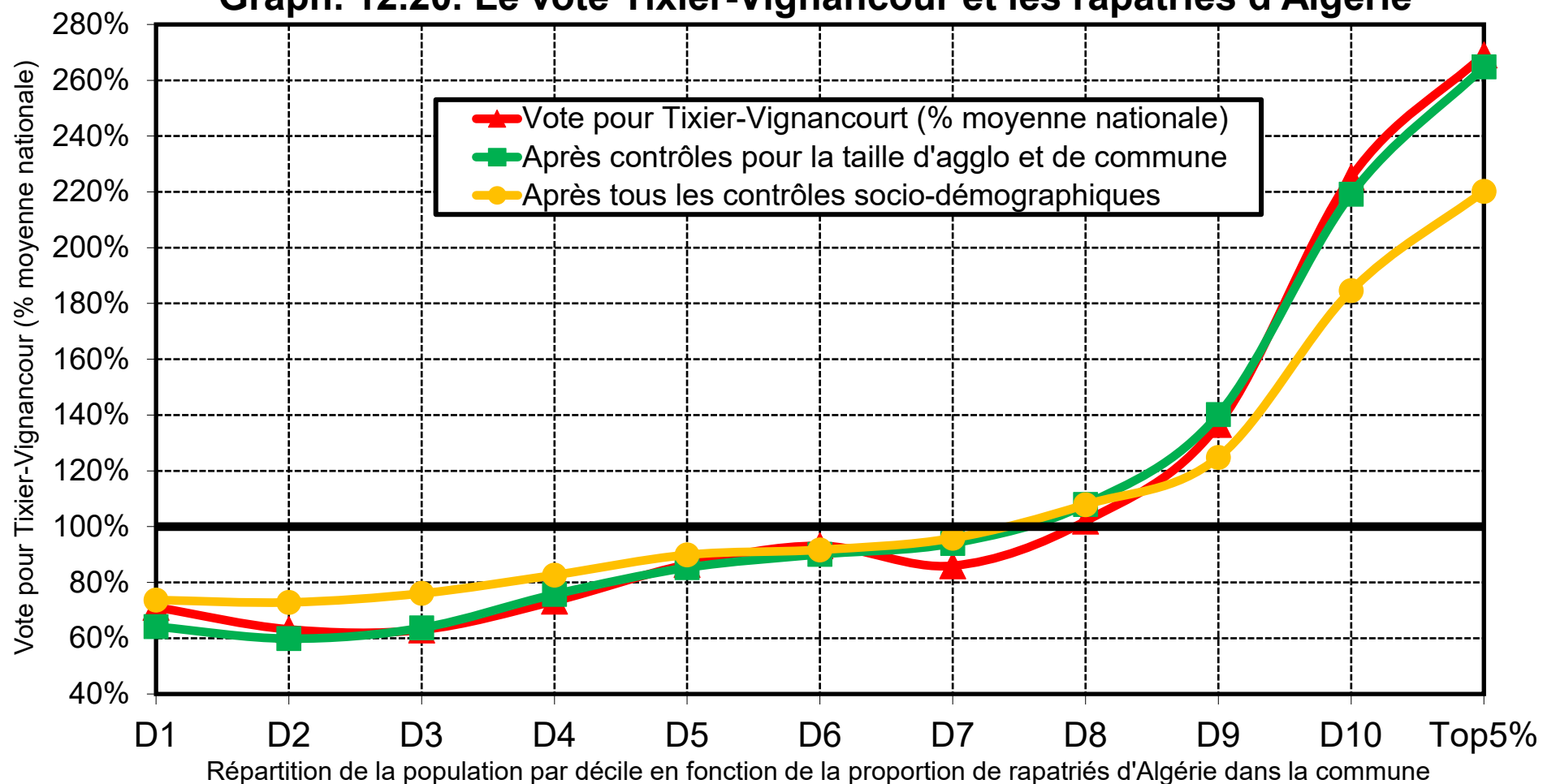
Graph. 12.19. La droite nationale et la richesse, 1965-2022



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1965, le vote Tixier-Vignancour est plus élevé dans les communes les plus riches que dans le reste du pays. C'est encore le cas avec le vote Le Pen en 1974, mais la courbe s'inverse au sommet de la répartition à partir de 1988, puis à partir de 2007 elle devient décroissante sur l'ensemble de la répartition, de bas en haut.

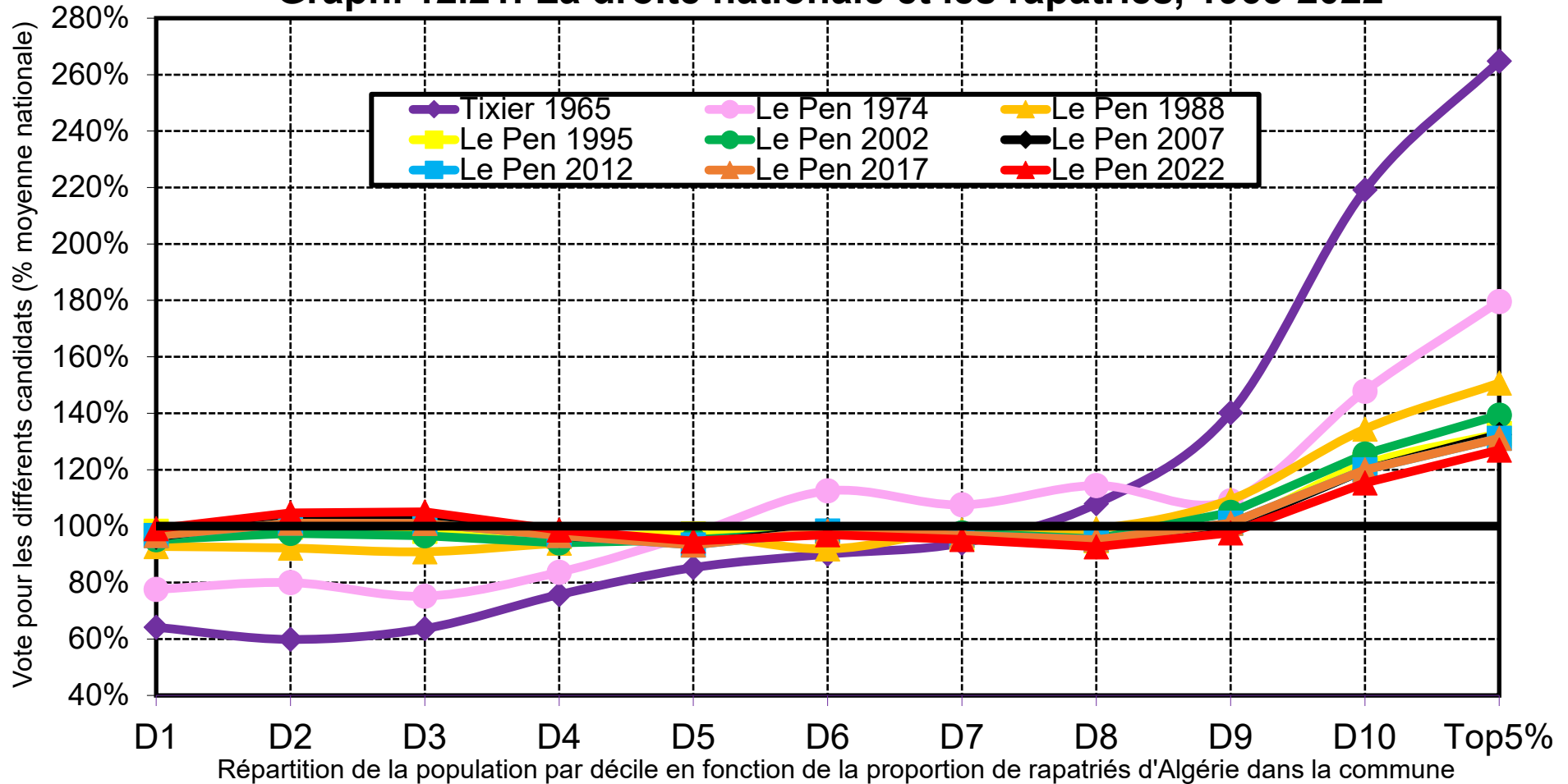
Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.20. Le vote Tixier-Vignancour et les rapatriés d'Algérie



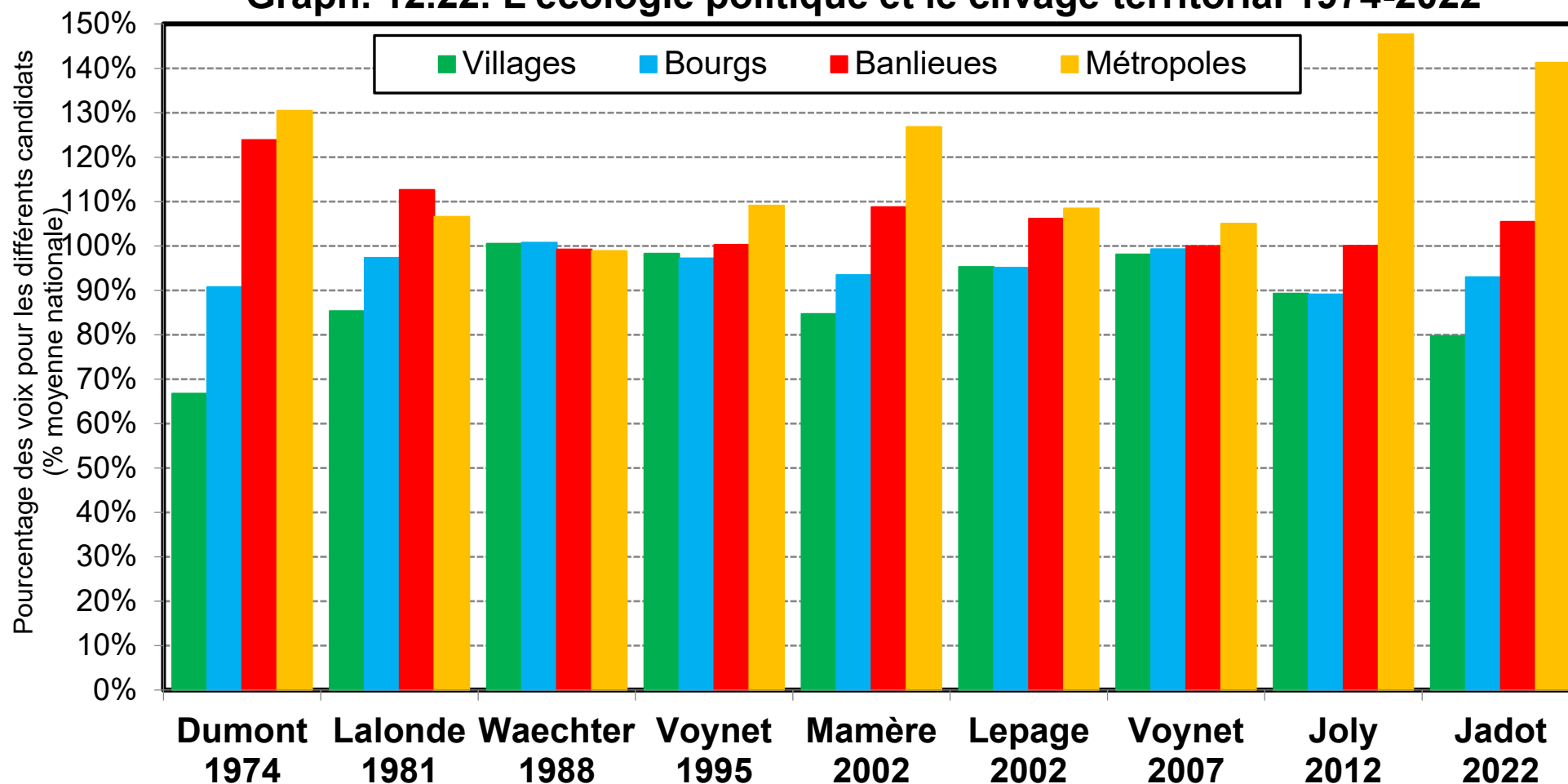
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1965, le vote pour Tixier-Vignancour augmente très fortement avec la proportion de rapatriés d'Algérie dans la commune, avant et après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune et pour les autres caractéristiques socio-démographiques. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.21. La droite nationale et les rapatriés, 1965-2022



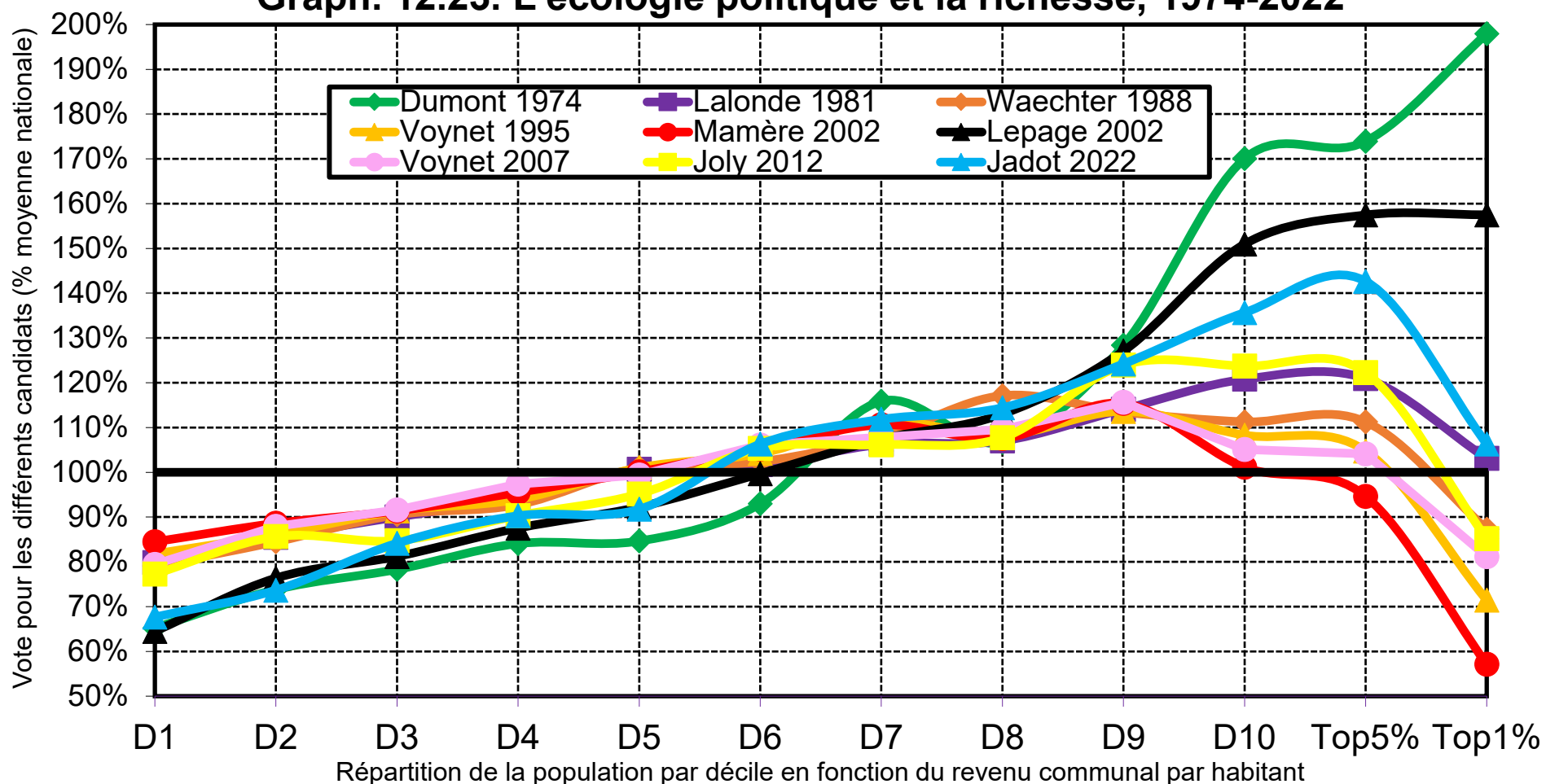
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1965, le vote Tixier-Vignancour est plus de deux fois plus élevé dans les communes comprenant la plus forte proportion de rapatriés d'Algérie que dans le reste du pays. Cet effet est encore très présent pour le vote Le Pen en 1974 et à un degré moindre en 1988, mais il décline fortement au cours du temps. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.22. L'écologie politique et le clivage territorial 1974-2022



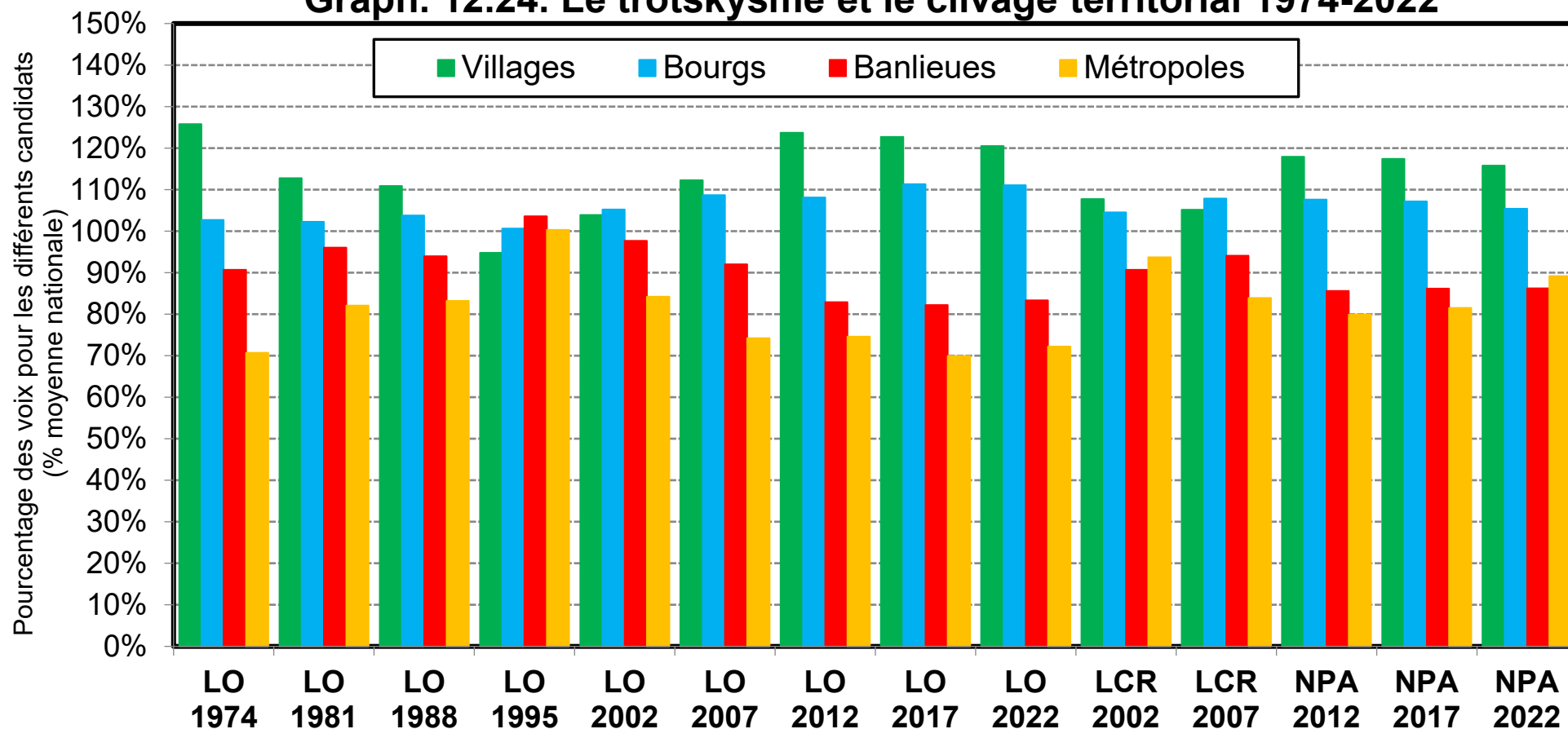
Lecture. Les représentants de l'écologie politique aux scrutins présidentiels menés de 1974 à 2022, qu'il s'agisse de Dumont (1% des voix), Lalonde (4%), Waechter (4%), Voynet (3%), Mamère (5%), Lepage (2%), Voynet (2%) ou Jadot (5%), ont presque toujours réalisé des scores plus élevés dans les métropoles et les banlieues que dans les bourgs et les villages, avec même une accélération de cette tendance en fin de période. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.23. L'écologie politique et la richesse, 1974-2022



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 1974, le vote Dumont est une fonction fortement croissante du revenu moyen de la commune, tout au long de la répartition. Par la suite, le vote pour les candidats écologiques est généralement une fonction croissante du revenu communal, sauf pour les communes les plus riches. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

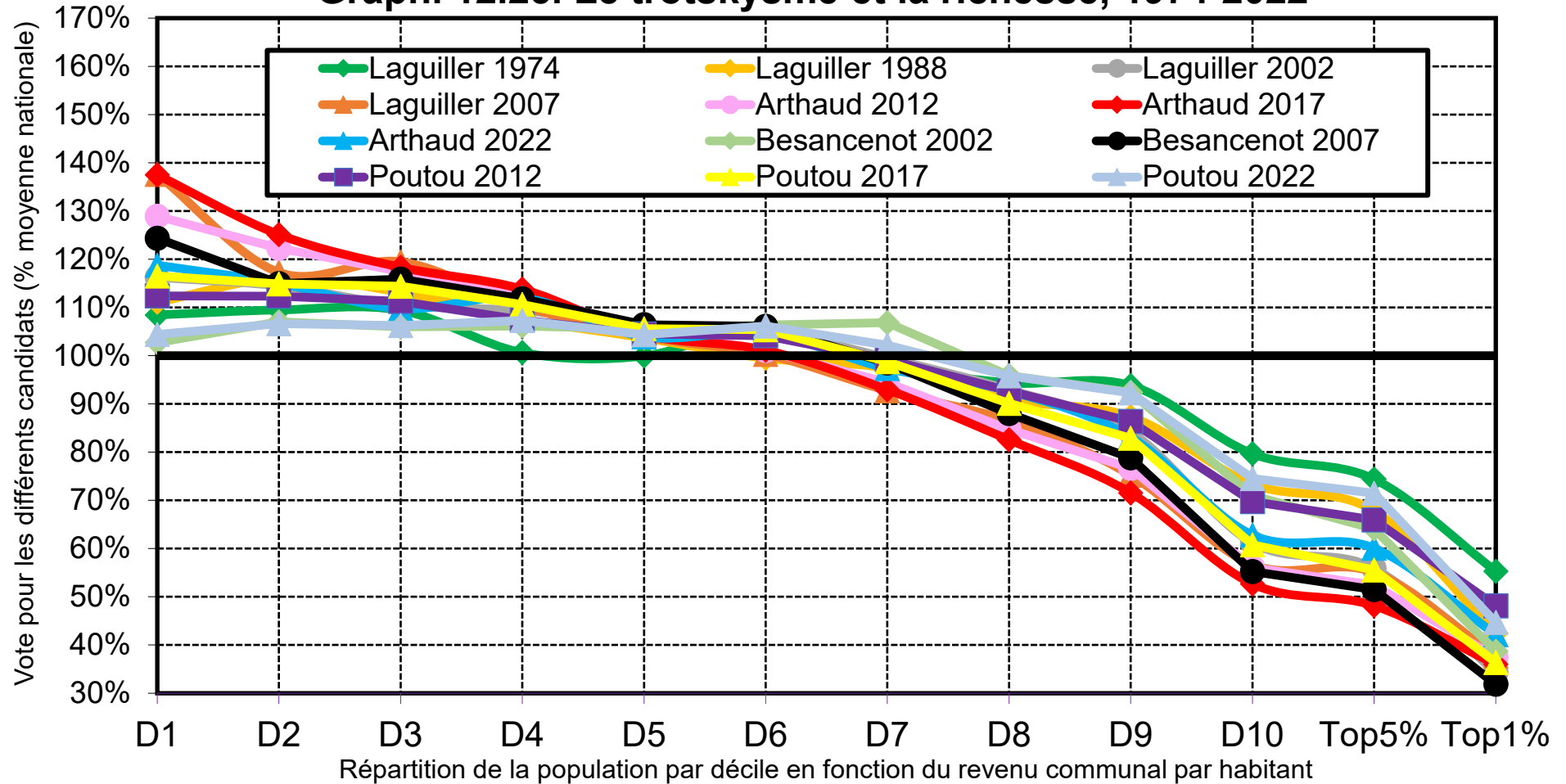
Graph. 12.24. Le trotskysme et le clivage territorial 1974-2022



Lecture. Le parti trotskyste LO a été représenté aux élections présidentielles par Arlette Laguiller en 1974 (2% des voix), 1981 (2%), 1988 (2%), 1995 (5%), 2002 (6%) et 2007 (1%), et par Nathalie Arthaud en 2012 (1%), 2017 (1%) et 2022 (1%). La LCR a été représentée par Olivier Besancenot en 2002 (5%) et 2007 (4%) et le NPA par Philippe Poutou en 2012 (1%), 2017 (1%) et 2022 (1%). Le vote LO, LCR et NPA a été systématiquement plus fort dans les villages et bourgs que dans les banlieues et métropoles pour l'ensemble de ces élections, sauf lors de la première percée de LO en 1995.

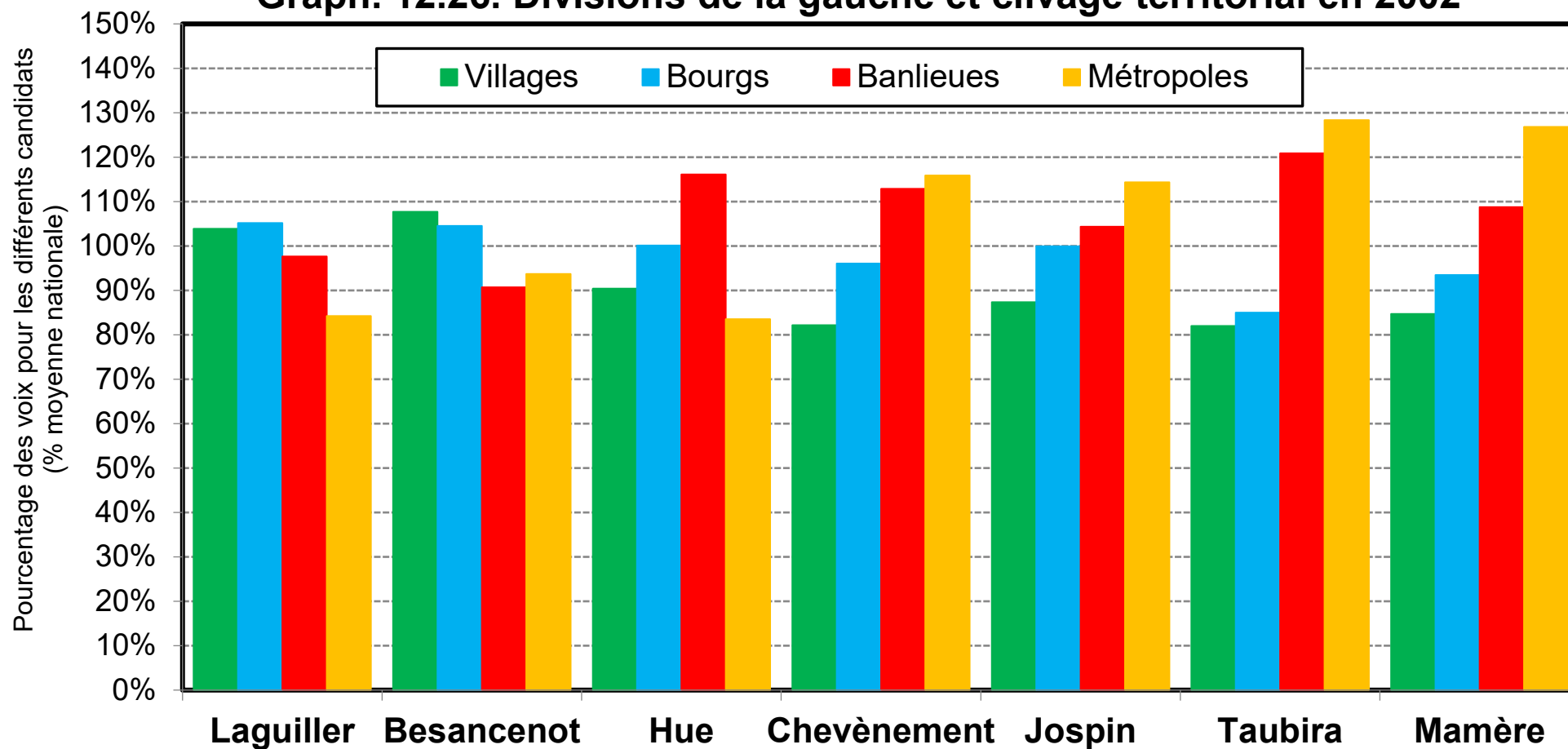
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.25. Le trotskysme et la richesse, 1974-2022



Lecture. Des élections présidentielles de 1974 à celles de 2022, les candidats trotskystes ont systématiquement un profil de vote fortement décroissant en fonction de la richesse communale, qu'il s'agisse des candidats LO (Arlette Laguiller ou Nathalie Arthaud) ou des candidats LCR (Olivier Besancenot) ou NPA (Philippe Poutou). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

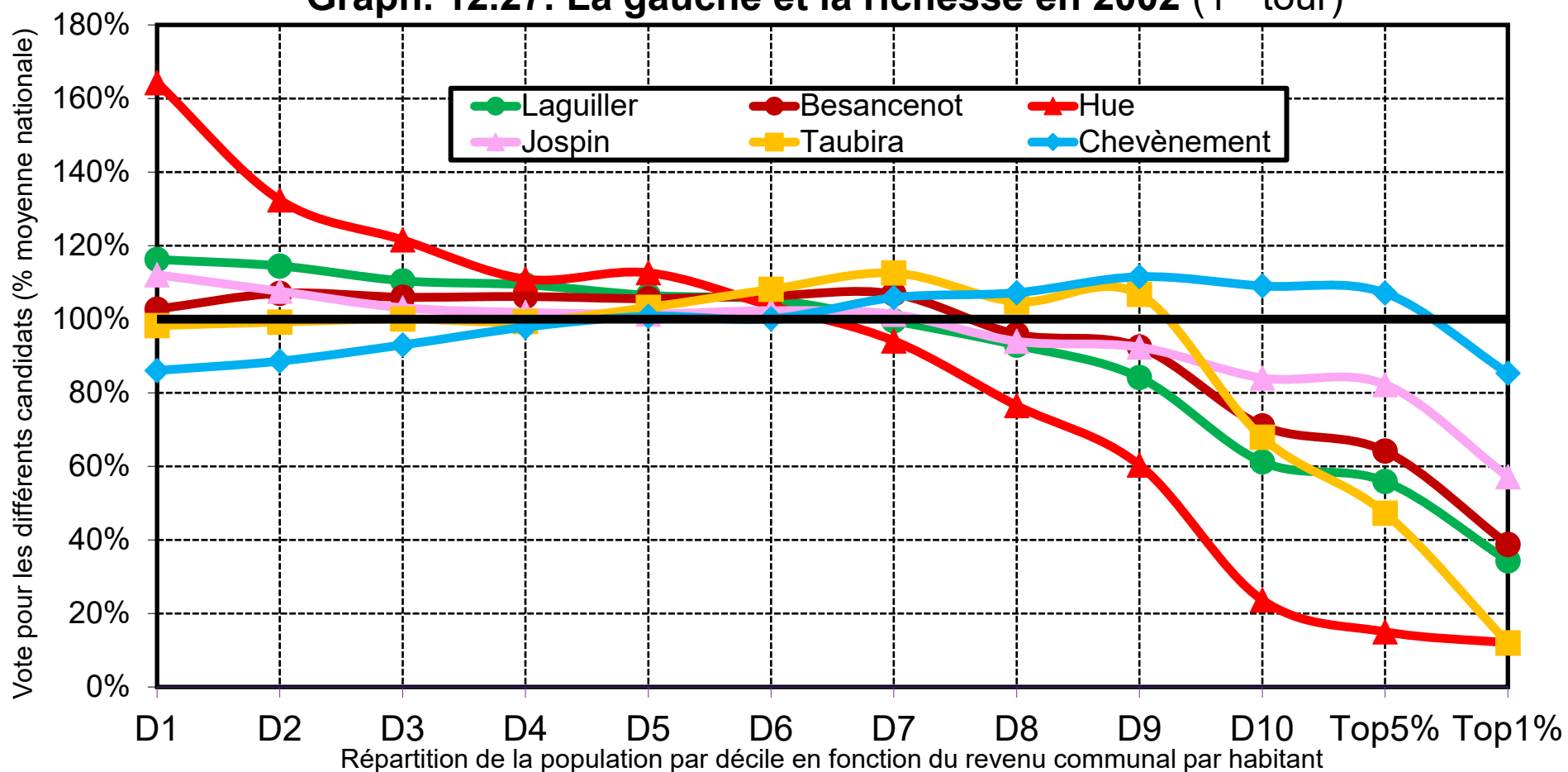
Graph. 12.26. Divisions de la gauche et clivage territorial en 2002



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2002, les candidats de gauche sont très divisés et se caractérisent par des profils territoriaux différents. Arlette Laguiller (LO, 6% des voix) et Olivier Besancenot (LCR, 4%) réalisent leurs meilleurs scores dans les villages et les bourgs, Robert Hue (PCF, 3%) dans les banlieues, et Jean-Pierre Chevènement (MDC, 5%), Lionel Jospin (PS, 16%), Christiane Taubira (PRG, 2%) et Noël Mamère (Les Verts, 5%) dans les métropoles et les banlieues.

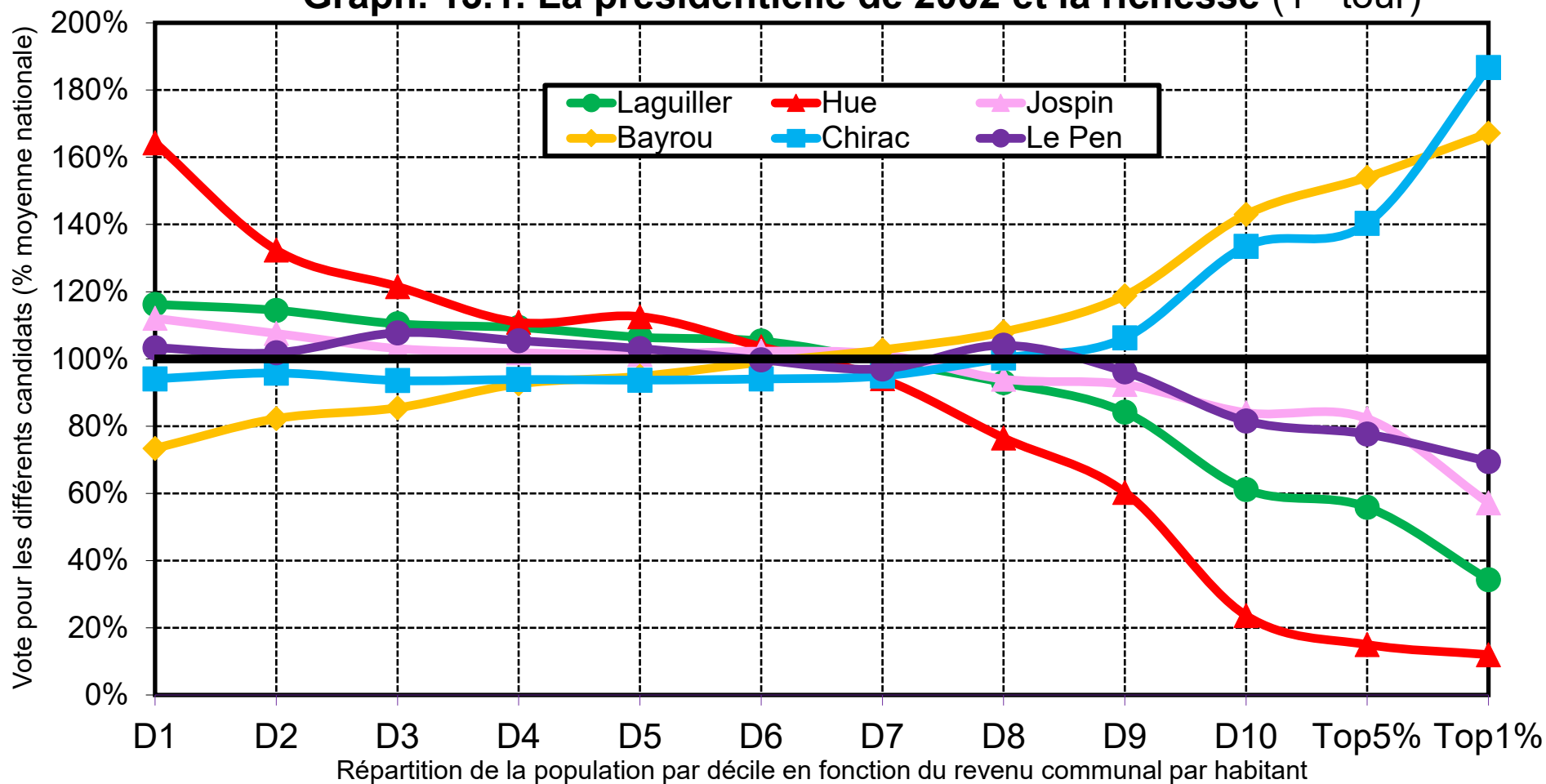
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12.27. La gauche et la richesse en 2002 (1^{er} tour)



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2002, les candidats de gauche ont des profils de vote très différents du point de vue la richesse, avec un profil très fortement décroissant pour Robert Hue (PCF), et à un degré moindre pour Arlette Laguiller (LO), Olivier Besancenot (LCR), Christiane Taubira (PRG) et Lionel Jospin (PS). Jean-Pierre Chevènement (MDC) a un profil légèrement croissant, sauf au sommet. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

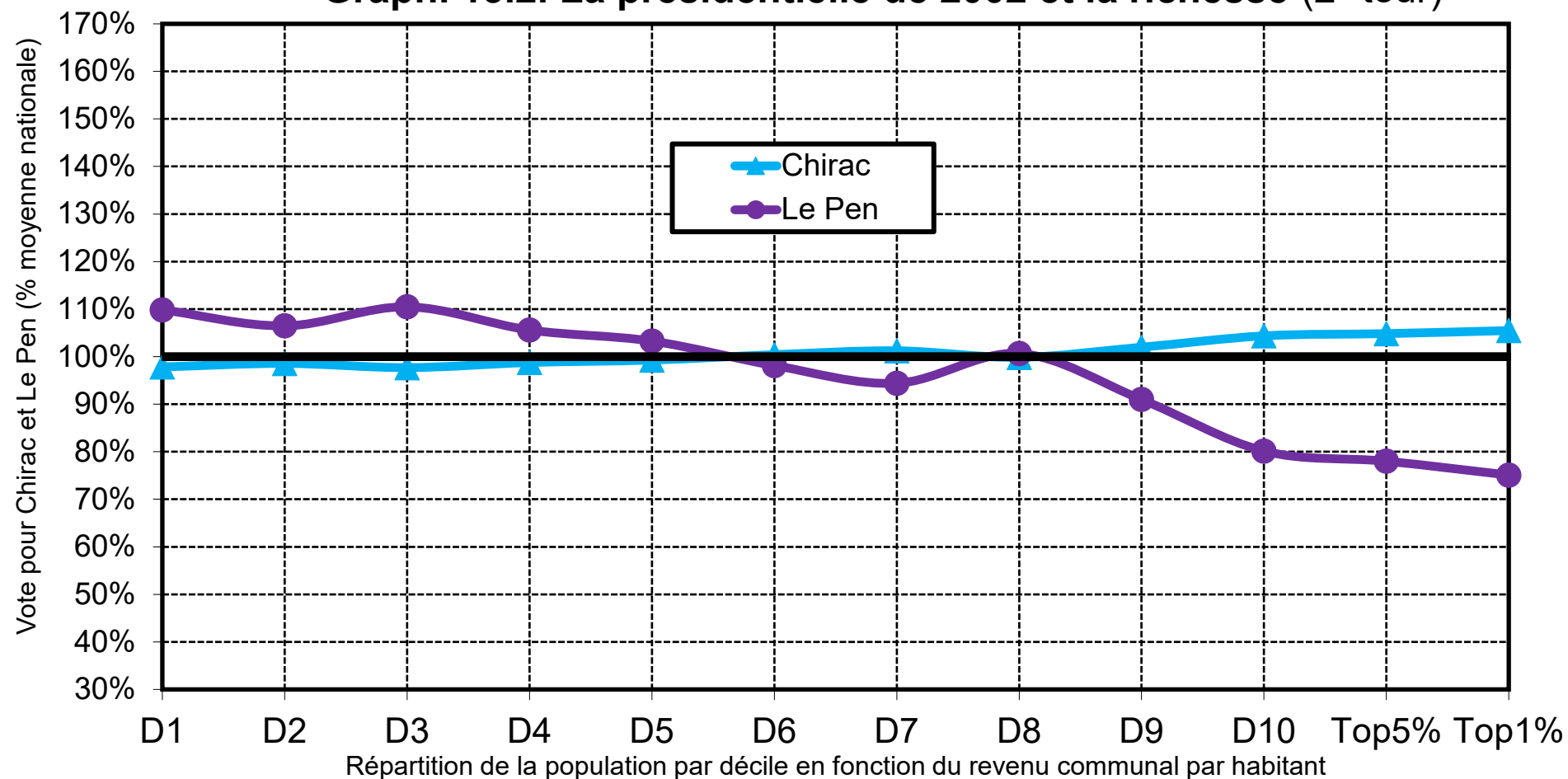
Graph. 13.1. La présidentielle de 2002 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de la présidentielle de 2002, le vote pour Jacques Chirac (RPR) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, plus fortement que le vote pour François Bayrou (UDF). Le vote pour Robert Hue (PCF) décline beaucoup plus fortement avec le revenu que le vote Lionel Jospin (PS).

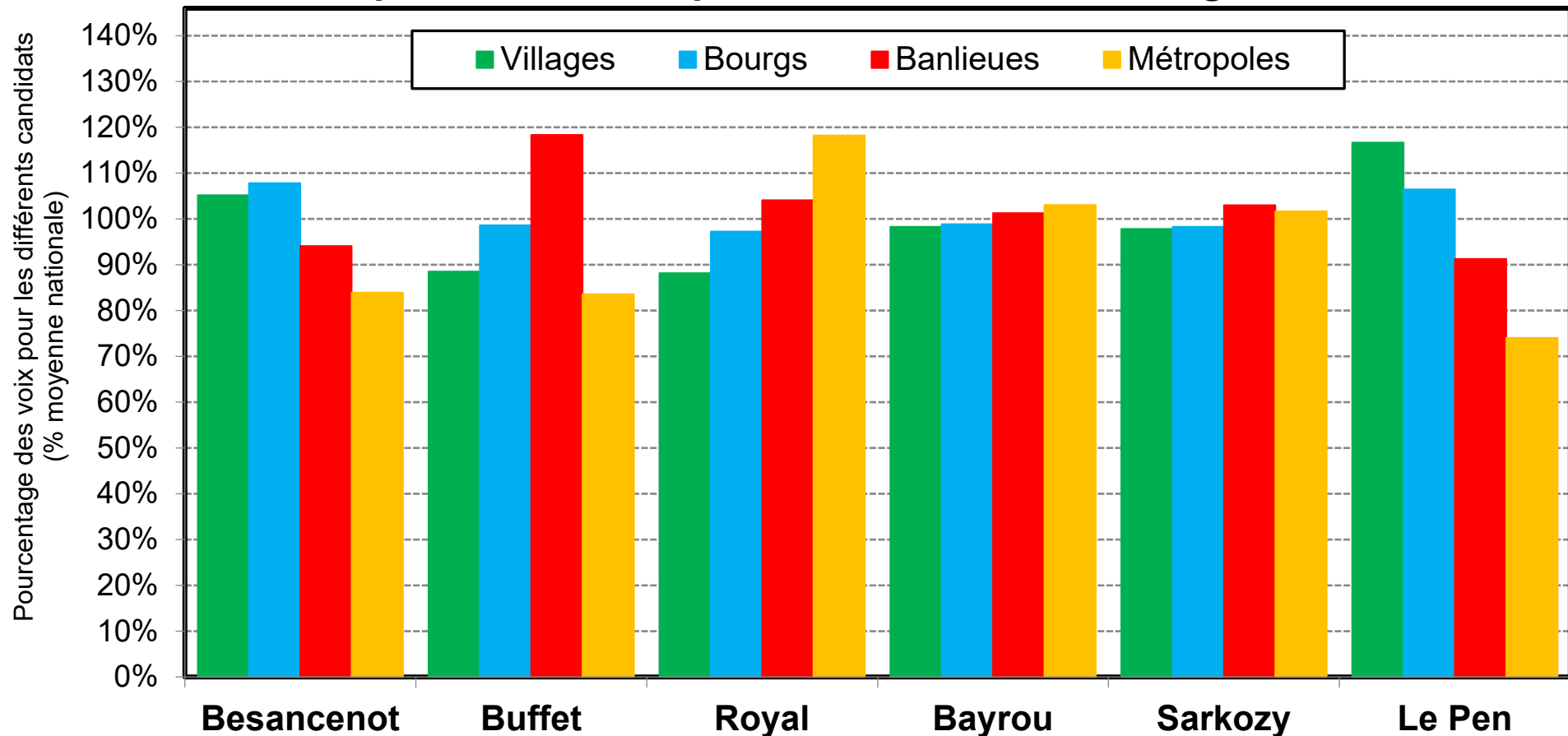
Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.2. La présidentielle de 2002 et la richesse (2^e tour)



Lecture. Lors du second tour de la présidentielle de 2002, le vote pour Jacques Chirac (relativement à sa moyenne nationale) est quasi-stable avec le revenu moyen de la commune, alors que le vote pour Jean-Marie Le Pen diminue légèrement (surtout au sommet de la répartition). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

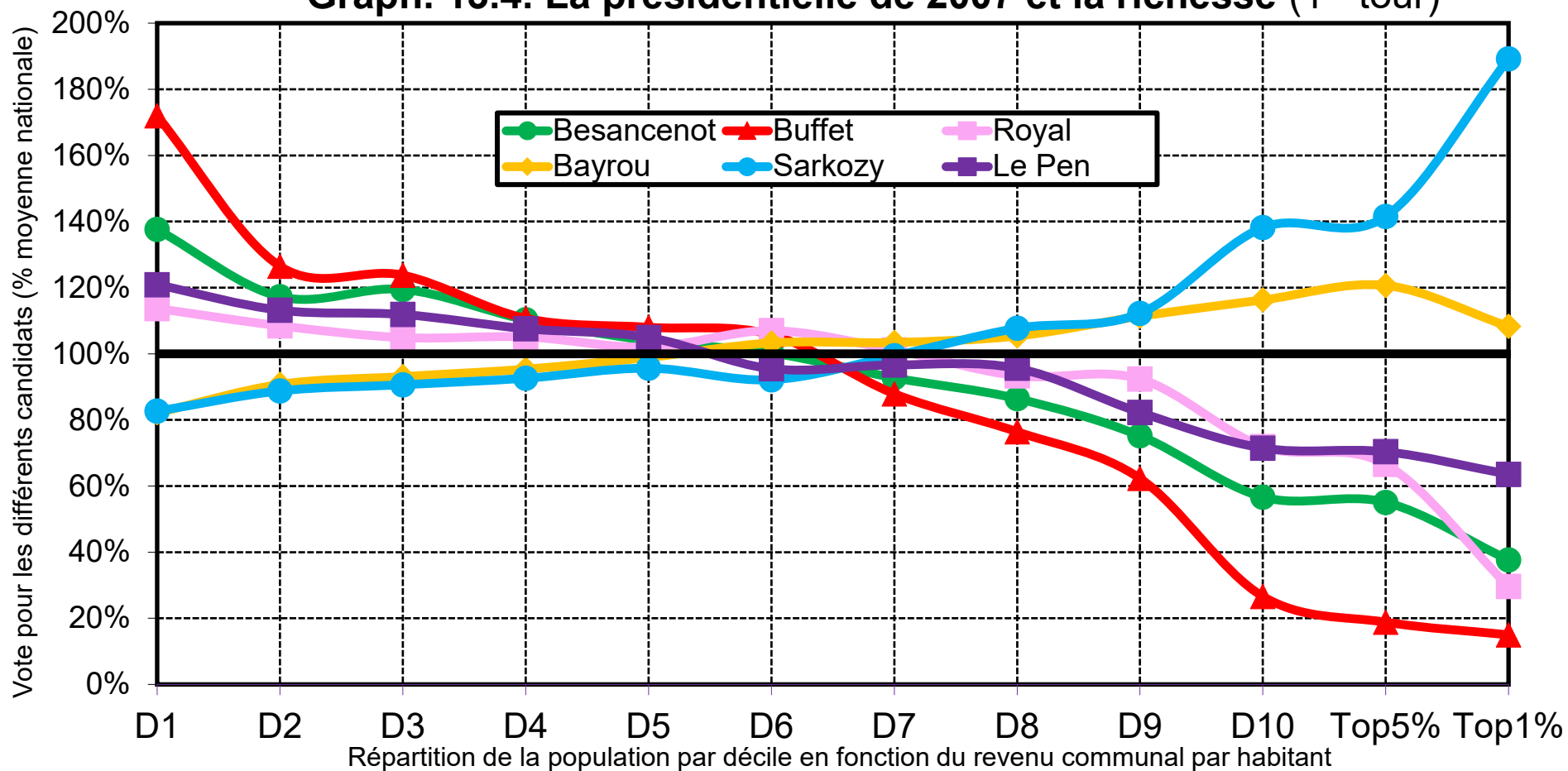
Graph. 13.3. Le vote présidentiel 2007 et le clivage territorial



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2007, Olivier Besancenot (LCR, 4% des voix) fait ses meilleurs scores dans les villages et les bourgs, alors que Marie-George Buffet (PCF, 2%) surperforme dans les banlieues et Ségolène Royal (PS, 25%) dans les métropoles. François Bayrou (UDF, 19%) et Nicolas Sarkozy (UMP, 31%) ont un profil territorial relativement équilibré, alors que Jean-Marie Le Pen (FN, 11%) fait de très loin ses meilleurs résultats dans les villages et bourgs.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

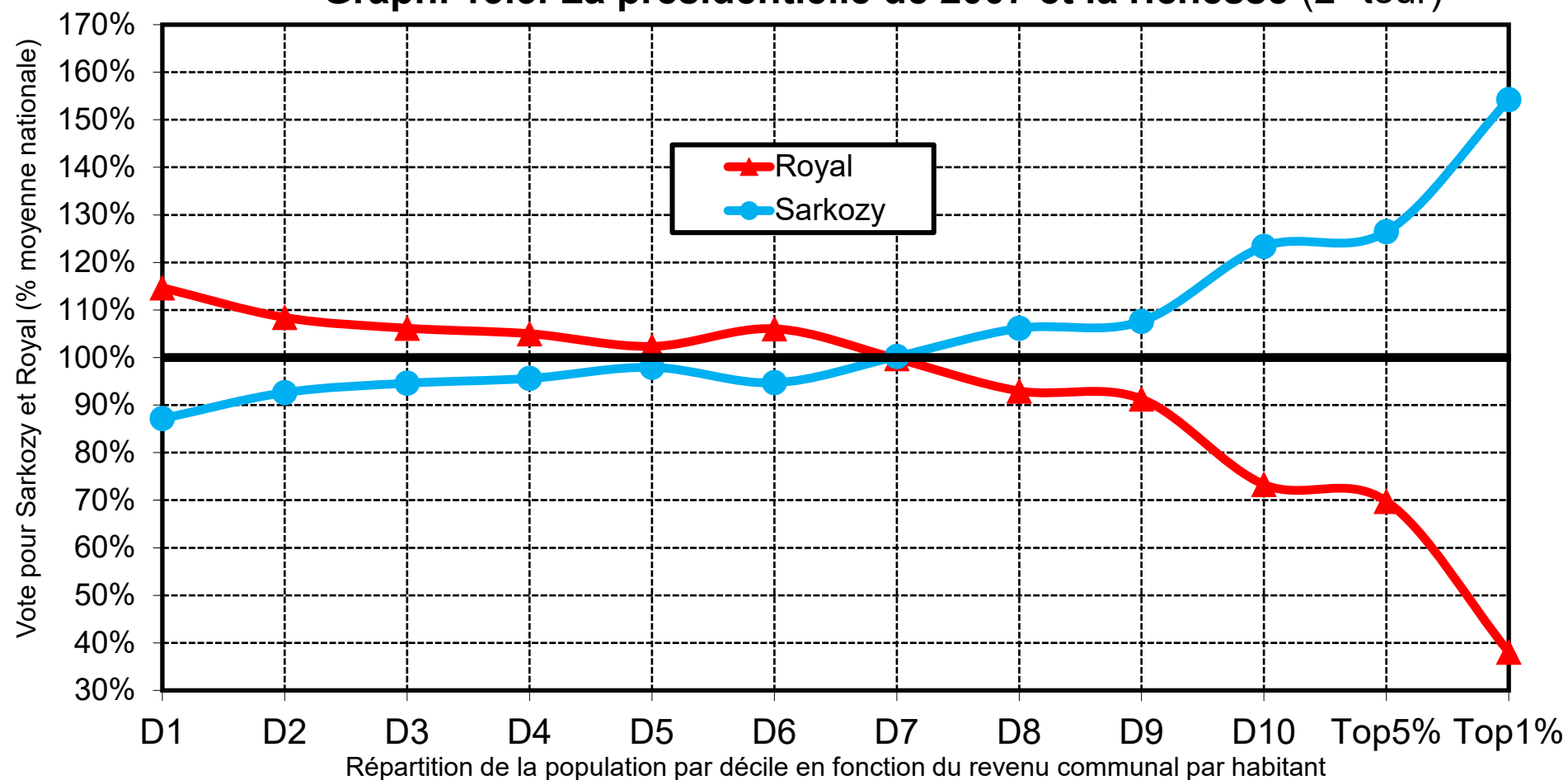
Graph. 13.4. La présidentielle de 2007 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007, le vote Nicolas Sarkozy (UMP) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, plus fortement que le vote François Bayrou (Modem). Le vote Marie-George Buffet (PCF) décline très fortement avec le revenu, suivi des votes Olivier Besancenot (LCR), Ségolène Royal (PS) et Jean-Marie Le Pen (FN). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

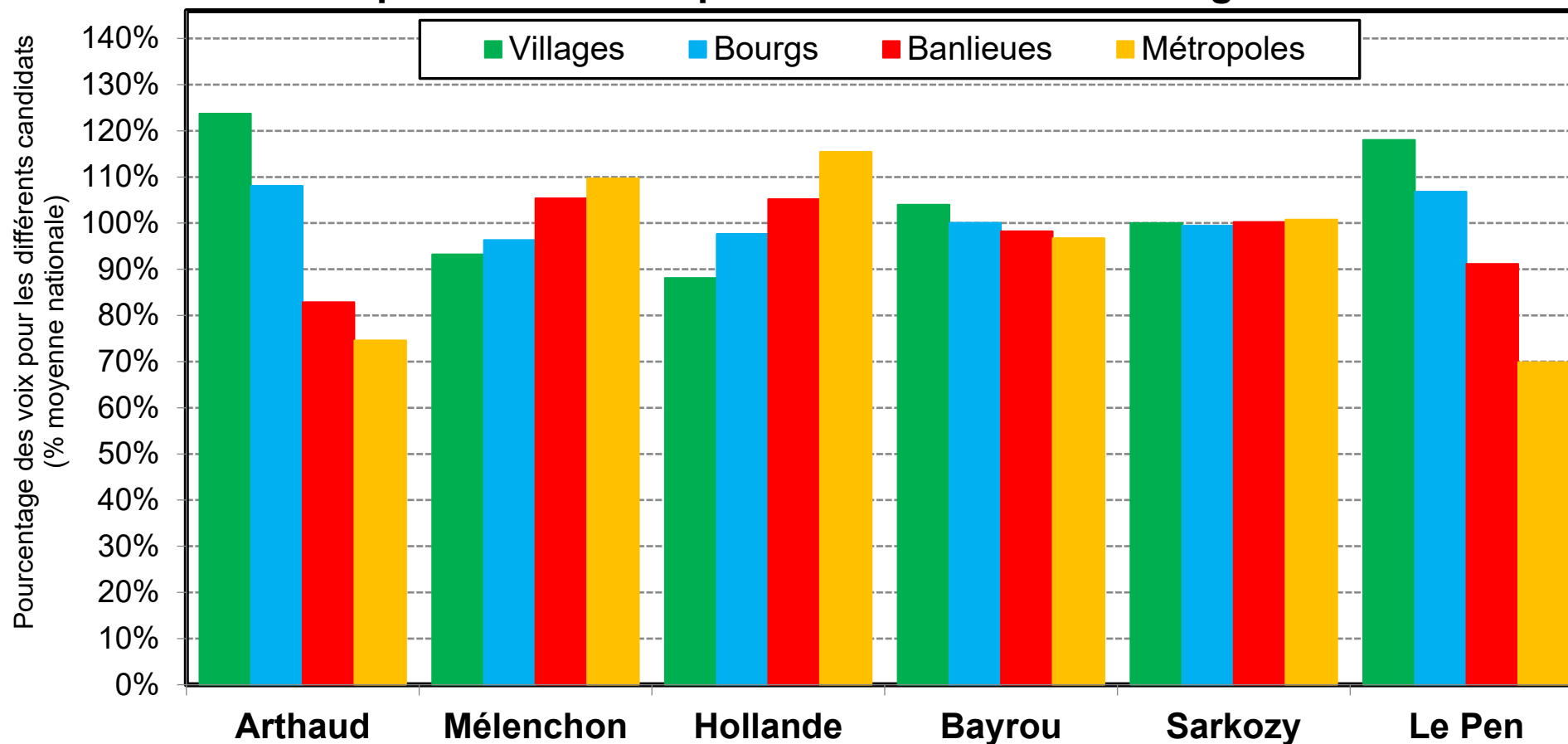
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.5. La présidentielle de 2007 et la richesse (2^e tour)



Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 2007, le vote pour Nicolas Sarkozy (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, alors que l'inverse est vrai pour le vote pour Ségolène Royal. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

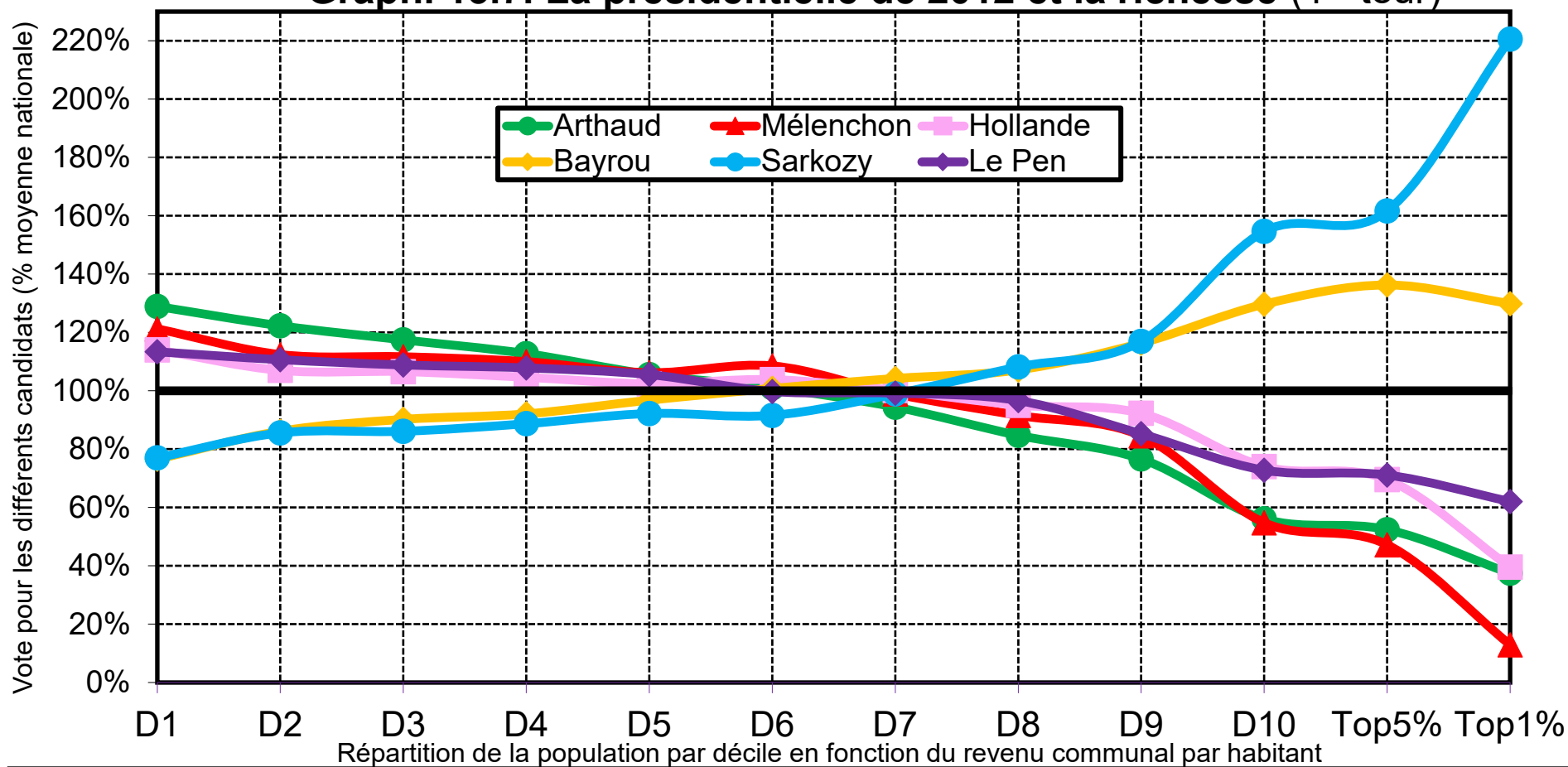
Graph. 13.6. Le vote présidentiel 2012 et le clivage territorial



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2012, Nathalie Arthaud (LO, 1% des voix) réalise ses meilleurs scores dans les villages et les bourgs, alors que Jean-Luc Mélenchon (FG, 11%) et François Hollande (PS, 28%) ont leurs meilleurs résultats dans les métropoles et les banlieues. François Bayrou (Modem, 11%) et Nicolas Sarkozy (UMP, 27%) ont un profil territorial relativement équilibré, alors que Marine Le Pen (FN, 18%) fait ses meilleurs scores dans les villages et les bourgs.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

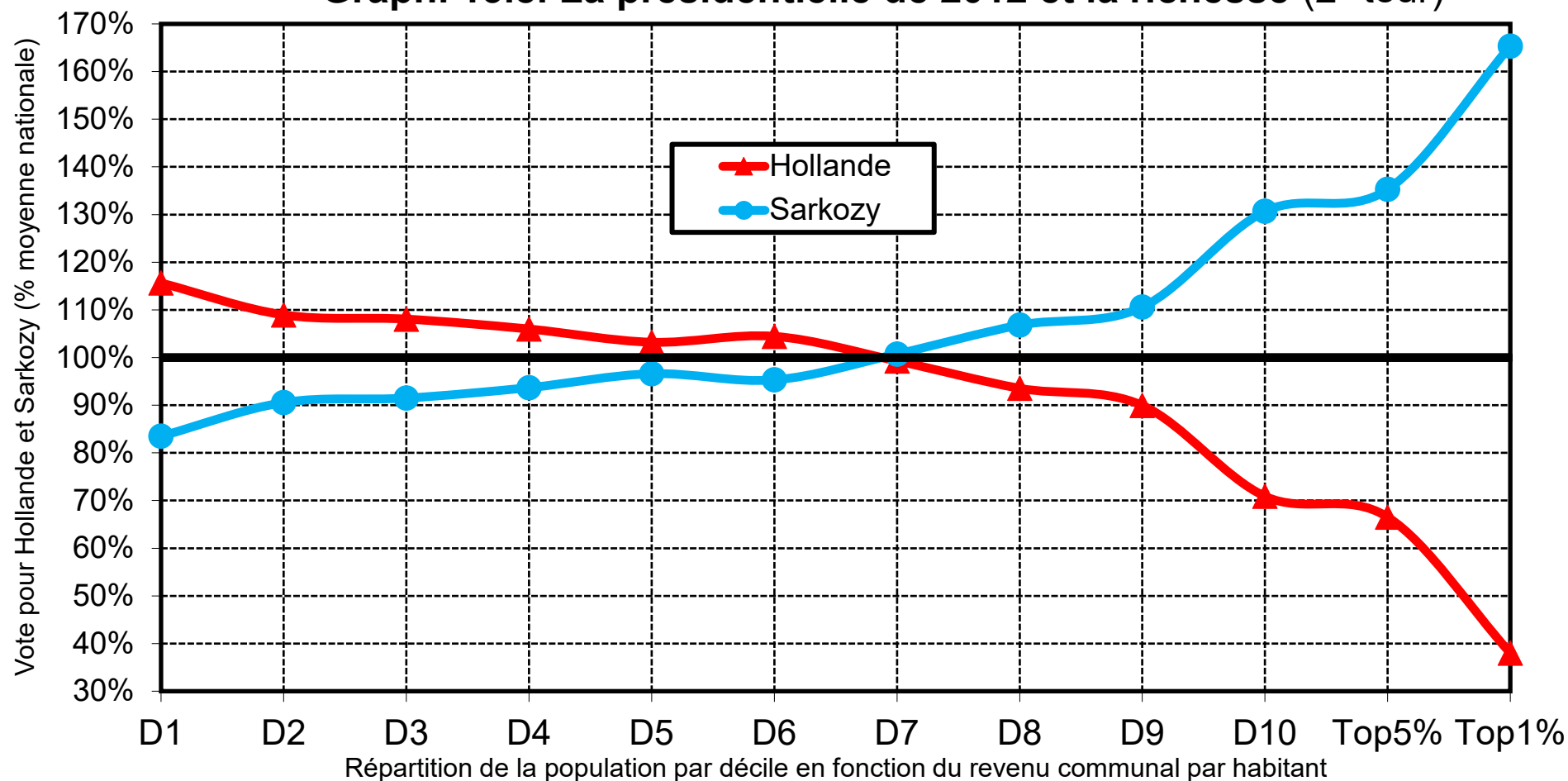
Graph. 13.7. La présidentielle de 2012 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012, le vote Nicolas Sarkozy (UMP) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, plus fortement que le vote François Bayrou (Modem). Les votes Nathalie Arthaud (LO) et Jean-Luc Mélenchon (FG) déclinent fortement avec le revenu, suivi des votes François Hollande (PS) et Marine Le Pen (FN). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

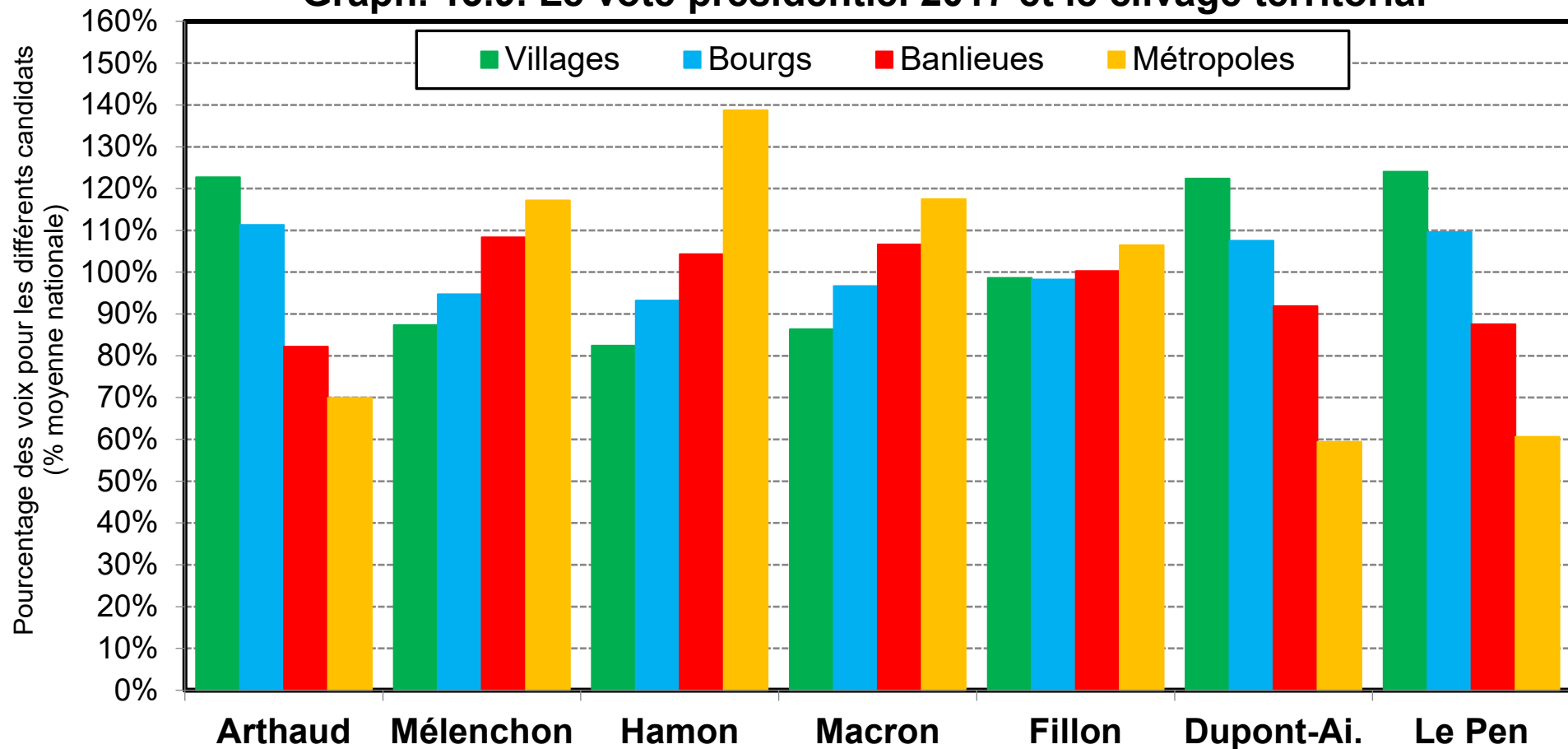
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.8. La présidentielle de 2012 et la richesse (2^e tour)



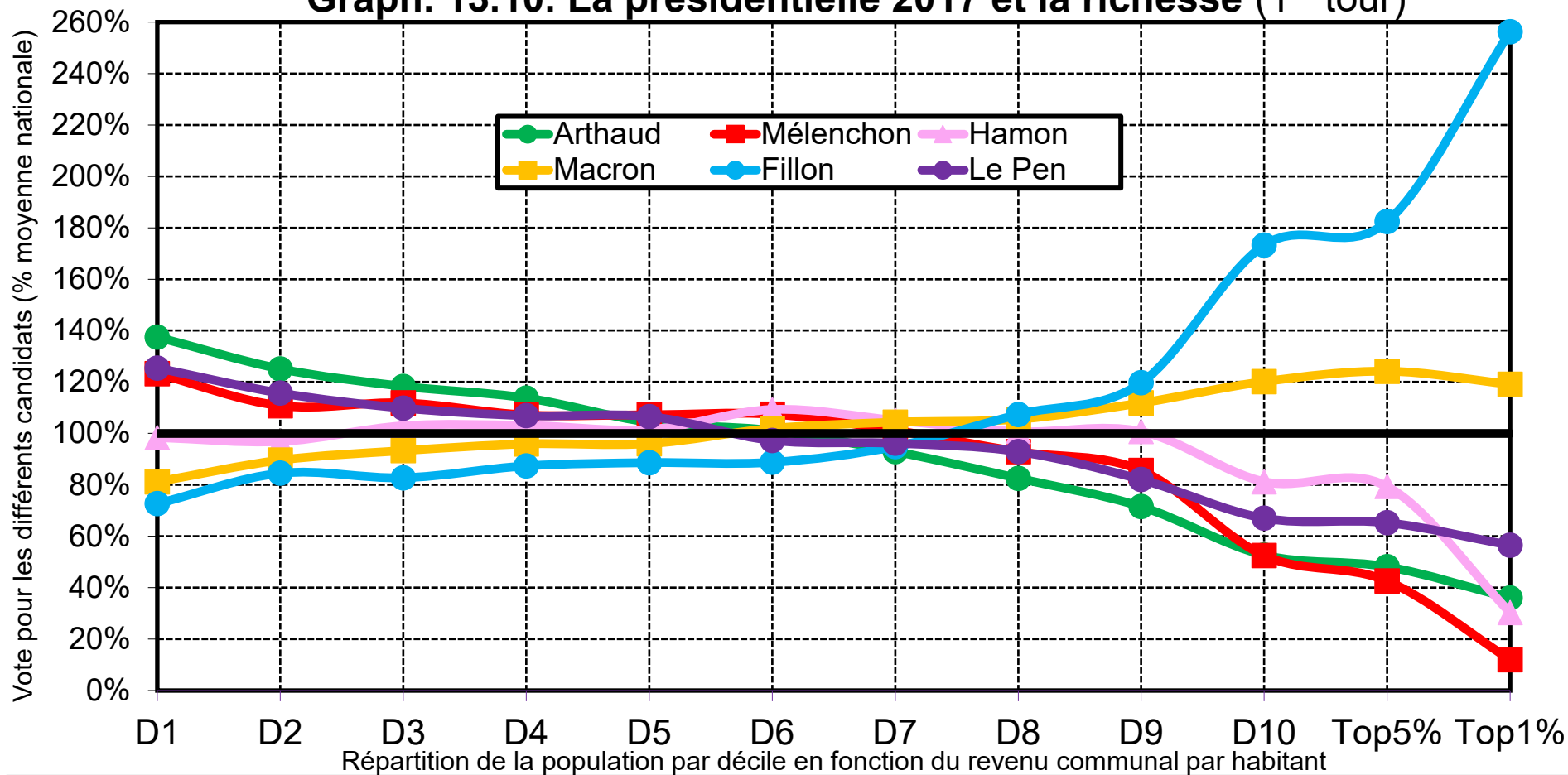
Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 2012, le vote pour Nicolas Sarkozy (relativement à sa moyenne nationale) augmente avec le niveau de revenu moyen de la commune, notamment au sommet de la répartition, alors que l'inverse est vrai pour le vote François Hollande. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries : voir uneshistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.9. Le vote présidentiel 2017 et le clivage territorial



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2017, Nathalie Arthaud (LO, 1% des voix) réalise ses meilleurs scores dans les villages et bourgs, alors que Jean-Luc Mélenchon (LFI, 20%), Benoît Hamon (PS, 6%) et Emmanuel Macron (LREM, 24%) ont leurs meilleurs résultats dans les métropoles et les banlieues. François Fillon (LR, 20%) a un profil territorial relativement équilibré, alors que Nicolas Dupont-Aignan (DLF, 5%) et Marine Le Pen (FN, 22%) font leurs meilleurs scores dans les villages et bourgs. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

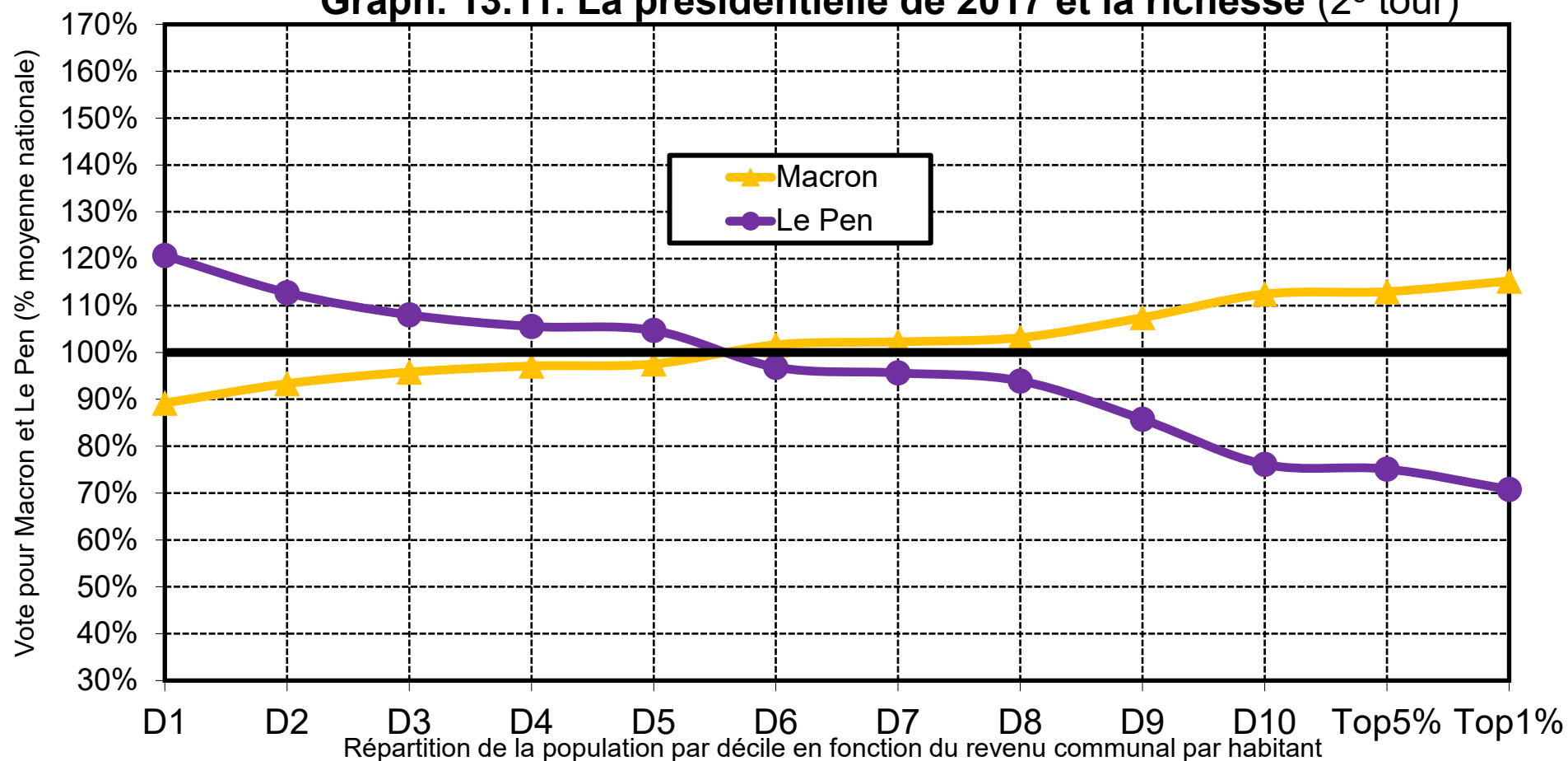
Graph. 13.10. La présidentielle 2017 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, le vote François Fillon (LR) augmente très fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition, et plus fortement que le vote Emmanuel Macron (LREM). Le vote Nathalie Arthaud (LO) décline fortement avec le revenu, suivi des votes Jean-Luc Mélenchon (LFI), Benoît Hamon (PS) et Marine Le Pen (FN). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

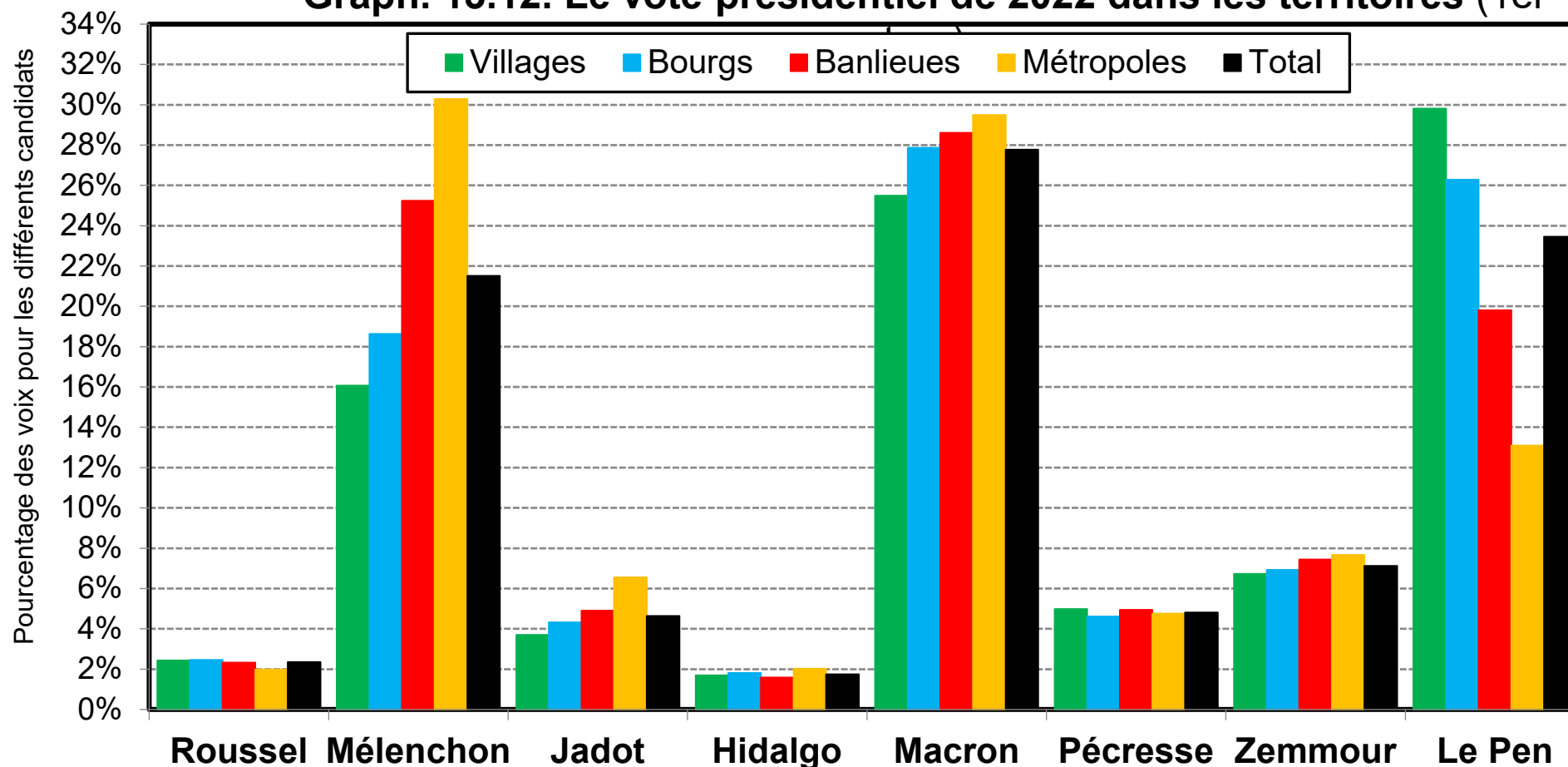
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.11. La présidentielle de 2017 et la richesse (2^e tour)



Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 2017, le vote pour Emmanuel Macron (relativement à sa moyenne nationale) progresse régulièrement avec le revenu moyen de la commune, alors que le vote pour Marine Le Pen diminue régulièrement. Les profils de vote sont moins marqués que lors des seconds tours gauche-droite précédents mais tendent à s'en rapprocher. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

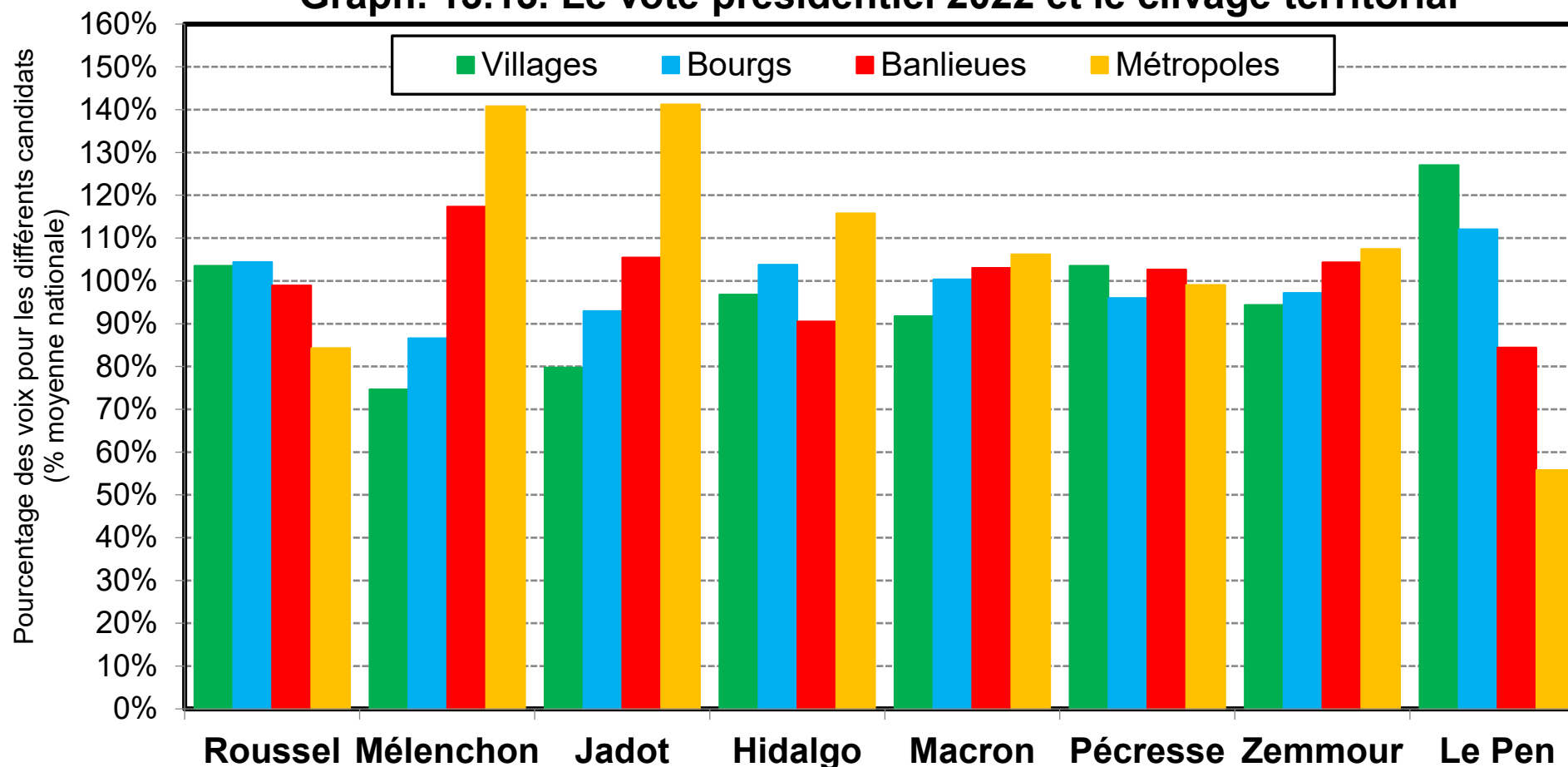
Graph. 13.12. Le vote présidentiel de 2022 dans les territoires (1er



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Fabien Roussel (PCF) rassemble 2% des voix, Jean-Luc Mélenchon (LFI) 22%, Yannick Jadot (EELV) 5%, Anne Hidalgo (PS) 2%, Emmanuel Macron (Ensemble) 28%, Valérie Pécresse (LR) (5%), Éric Zemmour (Reconquête) 7% et Marine Le Pen (RN) 23%. Les profils de vote varient fortement suivant la catégorie de territoire, avec en particulier des profils radicalement opposés pour les votes Mélenchon et Le Pen.

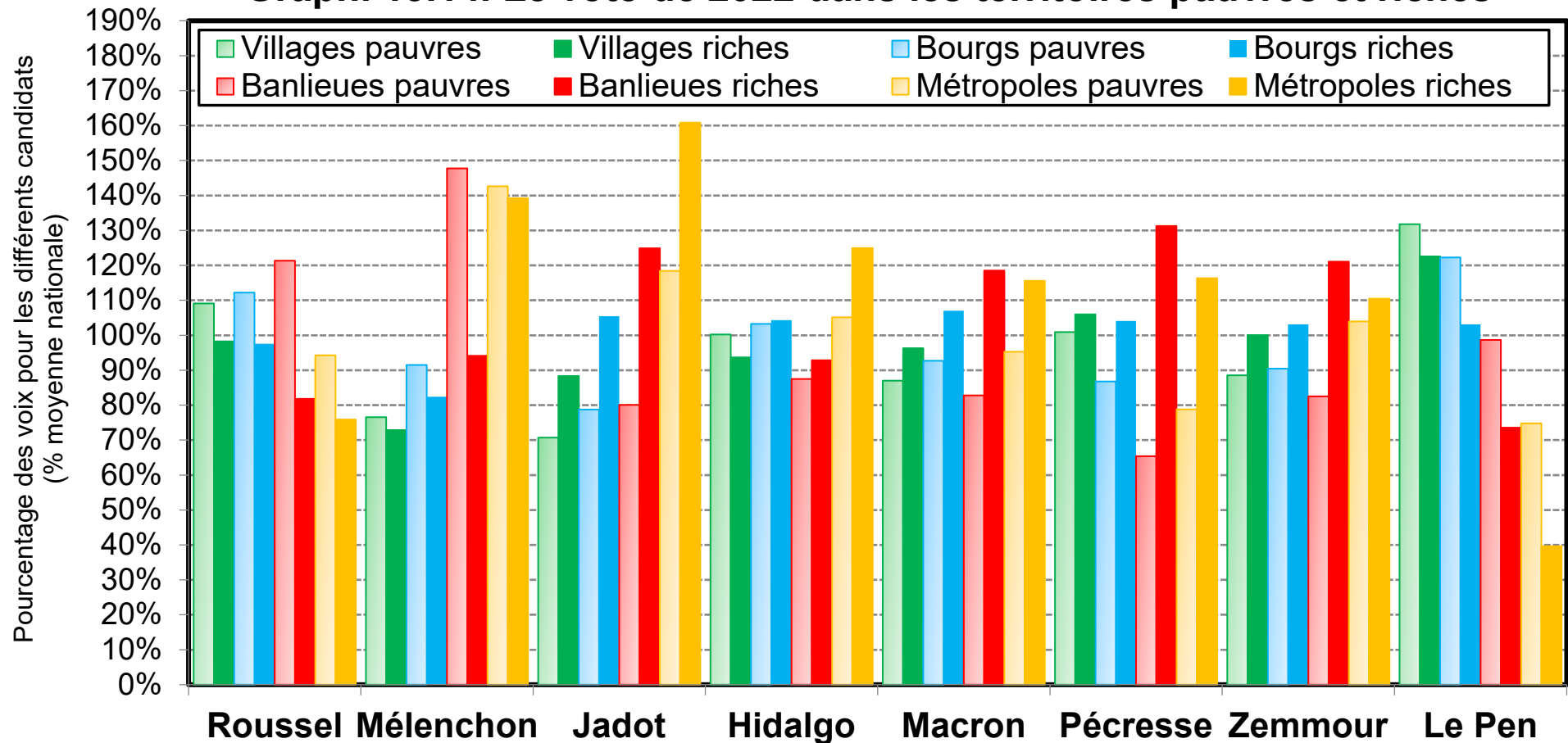
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.13. Le vote présidentiel 2022 et le clivage territorial



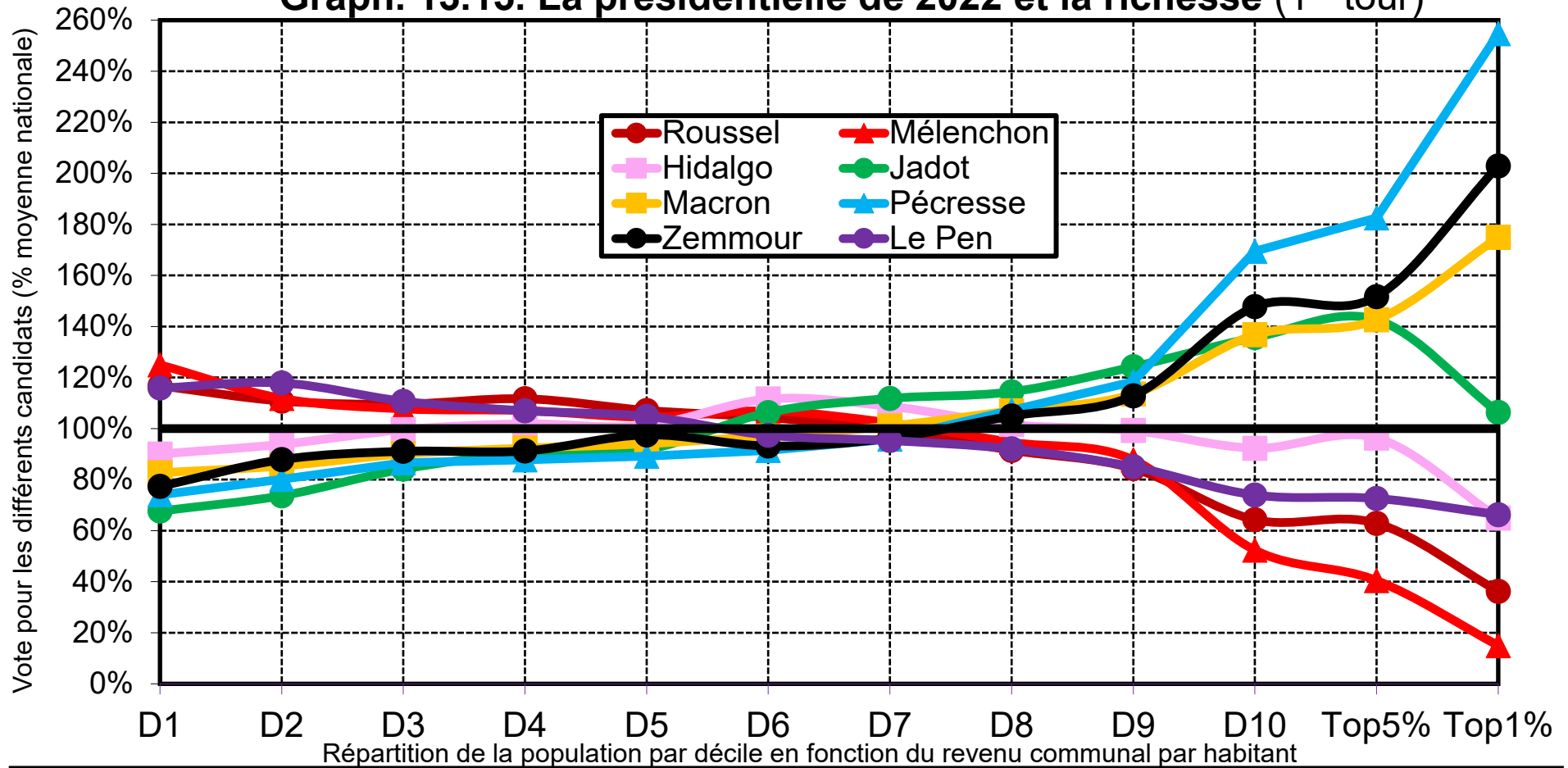
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Fabien Roussel (PCF, 2% des voix) réalise ses meilleurs scores dans les villages et bourgs, alors que Jean-Luc Mélenchon (LFI, 22%), Yannick Jadot (EELV, 5%), Anne Hidalgo (PS, 2%) et Emmanuel Macron (Ensemble, 28%) ont leurs meilleurs résultats dans les métropoles et les banlieues. Valérie Pécresse (LR, 5%) a un profil territorial relativement équilibré, Éric Zemmour (Reconquête, 7%) est plus urbain, alors que Marine Le Pen (RN, 23%) fait de très loin ses meilleurs scores dans les villages et bourgs. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.14. Le vote de 2022 dans les territoires pauvres et riches



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Fabien Roussel fait systématiquement un meilleur score dans les villages pauvres (les 50% des villages les plus pauvres en terme de revenu moyen) que dans les villages riches, dans les bourgs pauvres que dans les bourgs riches, dans les banlieues pauvres que dans les banlieues riches, et dans les métropoles pauvres que dans les métropoles riches. Il en va de même pour le vote Mélenchon et le vote Le Pen. On observe le profil exactement inverse pour le vote Macron, ainsi que pour les votes Jadot, Pécresse et Zemmour. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

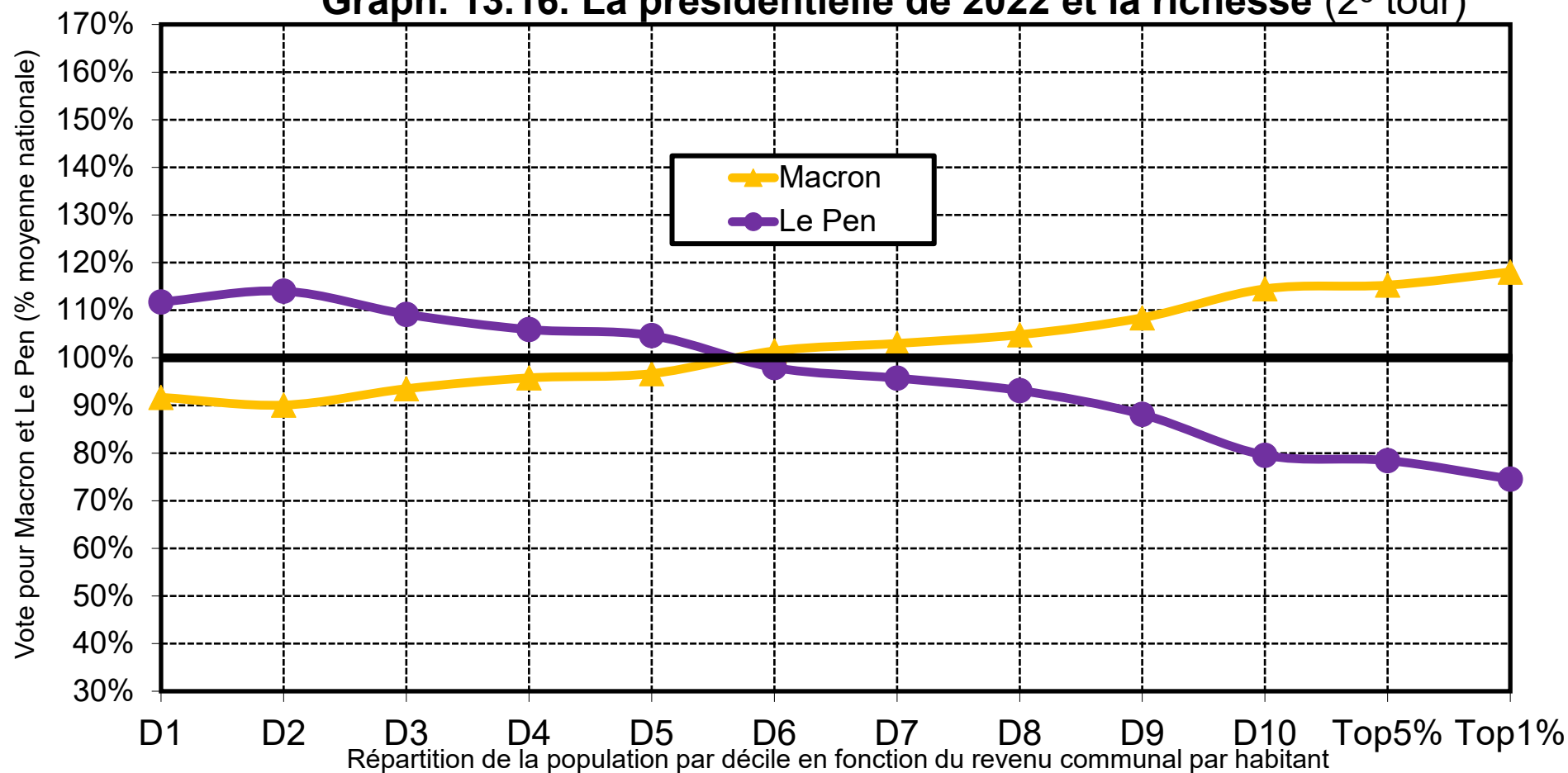
Graph. 13.15. La présidentielle de 2022 et la richesse (1^{er} tour)



Lecture. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, les votes pour Emmanuel Macron (Ensemble), Valérie Pécresse (LR) et Éric Zemmour (Reconquête) augmentent fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition. À l'inverse, les votes pour Jean-Luc Mélenchon (LFI), Fabien Roussel (PCF), Anne Hidalgo (PS) et Marine Le Pen (RN) déclinent avec la richesse. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.16. La présidentielle de 2022 et la richesse (2^e tour)

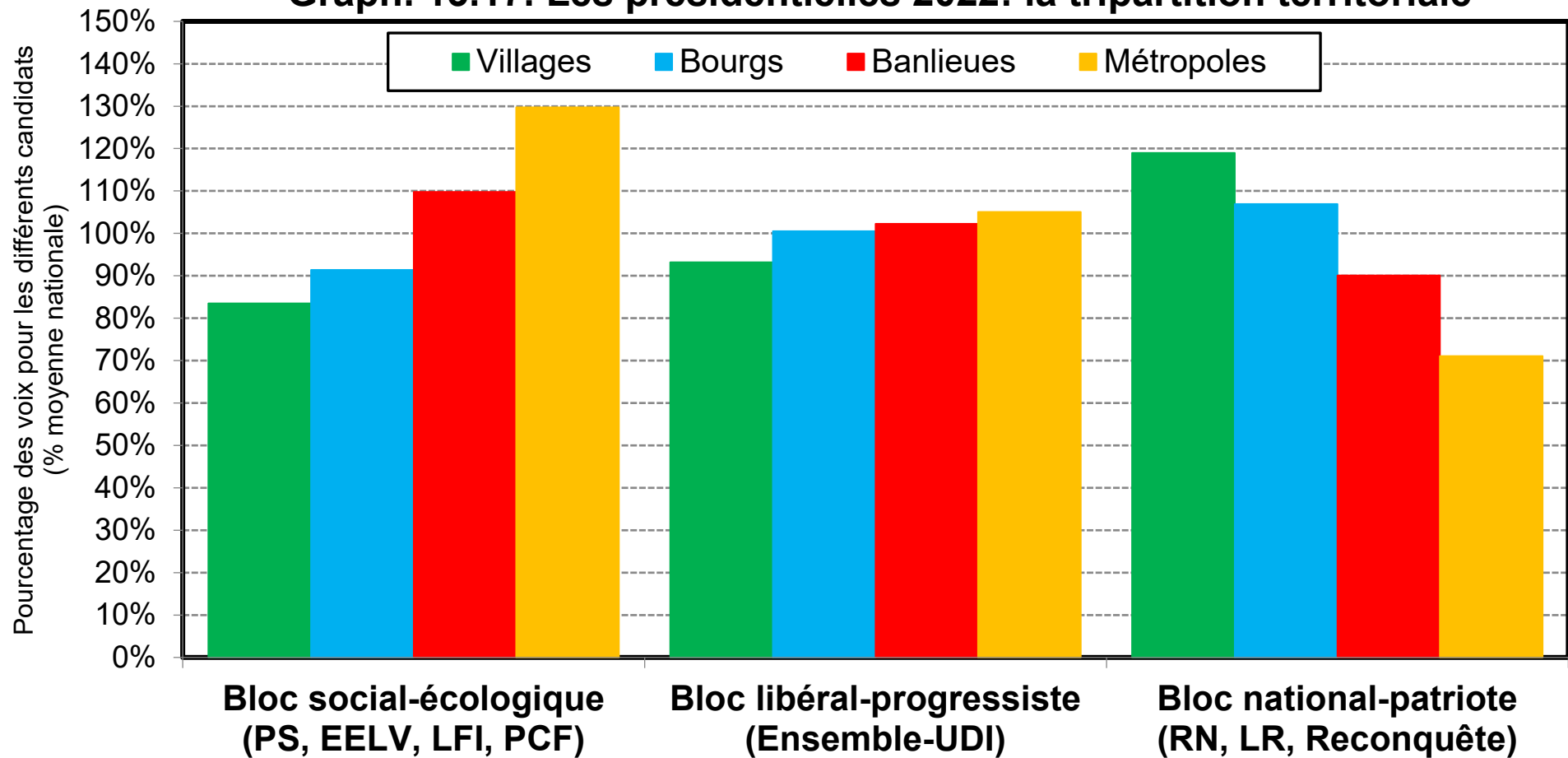


Lecture. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 2022, le vote pour Emmanuel Macron (relativement à sa moyenne nationale) progresse régulièrement avec le revenu moyen de la commune, alors que le vote pour Marine Le Pen diminue régulièrement. Les profils de vote sont moins marqués que lors des seconds tours gauche-droite mais tendent à s'en rapprocher.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

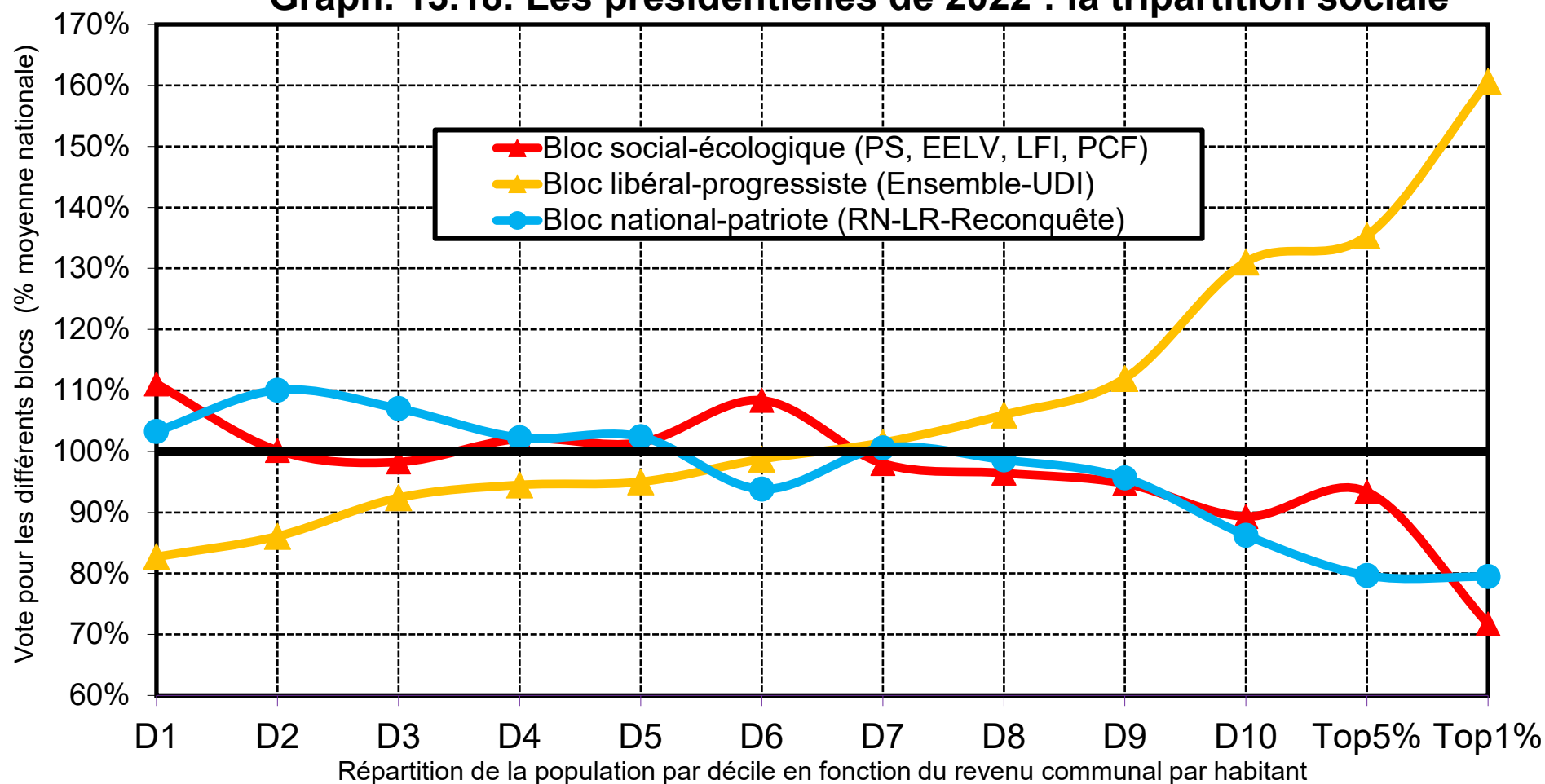
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.17. Les présidentielles 2022: la tripartition territoriale



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, le bloc social-écologique (Roussel, Mélenchon, Jadot, Hidalgo, Poutou, Arthaud) (33% des voix) fait ses meilleurs résultats dans les métropoles et les banlieues, alors que le bloc national-patriote (Le Pen, Zemmour, Pécresse, Dupont-Aignan) (39%) fait ses meilleurs scores dans les villages et les bourgs. Le bloc libéral-progressiste (Macron) (28%) a un profil territorial plus équilibré. Les résultats seraient peu différents si l'on classait Pécresse (5%) dans le bloc libéral-progressiste et non pas dans le bloc national-patriote. **Sources et séries :** voir uneshistoireduconflitpolitique.fr

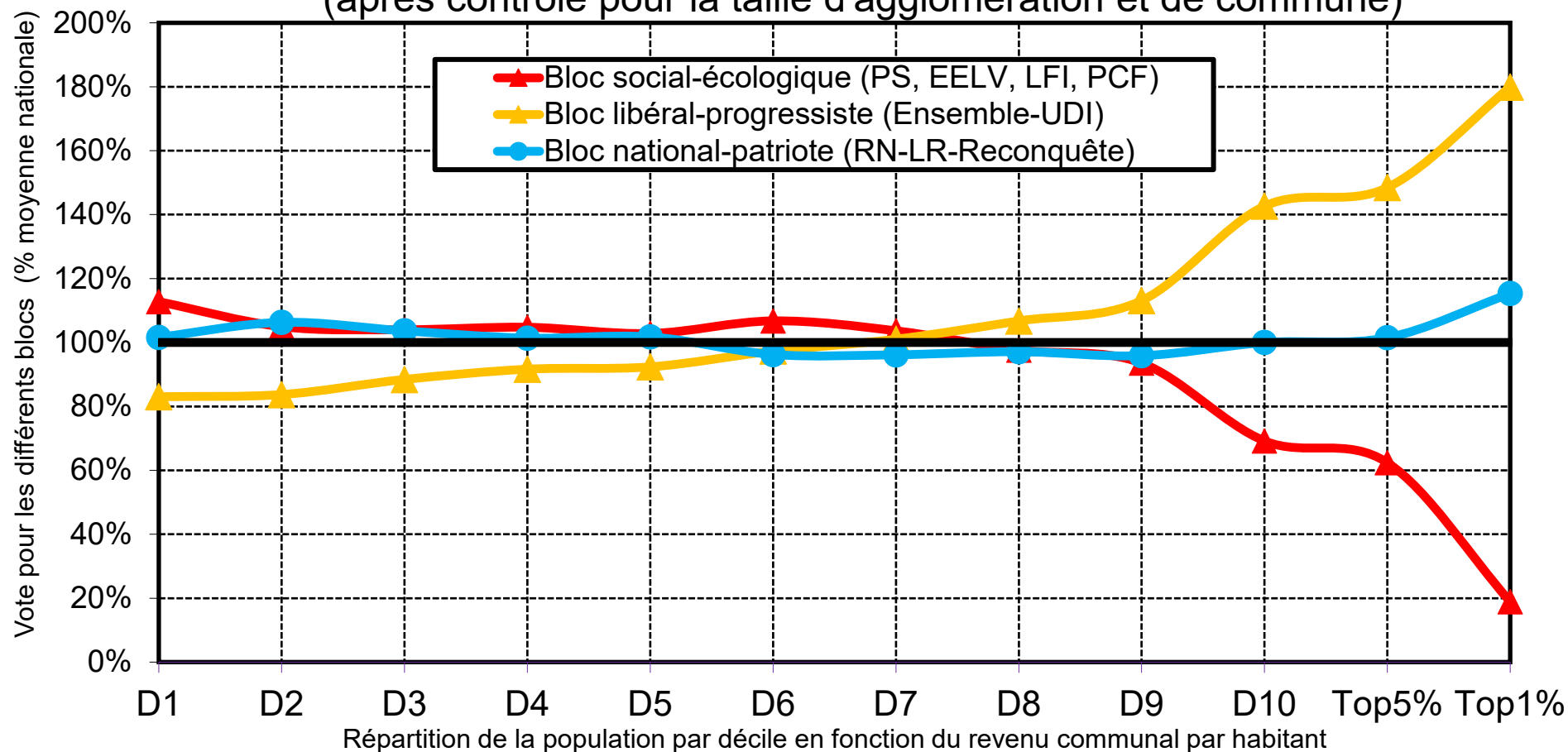
Graph. 13.18. Les présidentielles de 2022 : la tripartition sociale



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, le bloc libéral-progressiste (28% des voix au premier tour) réalise un score qui est très fortement croissant avec le revenu communal moyen, alors que les scores du bloc social-écologique (33% des voix) et du bloc national-patriote (39% des voix) diminuent avec le revenu.

Note : les résultats indiqués ici sont avant tout contrôle. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.19. Les présidentielles de 2022 : la tripartition sociale
(après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune)

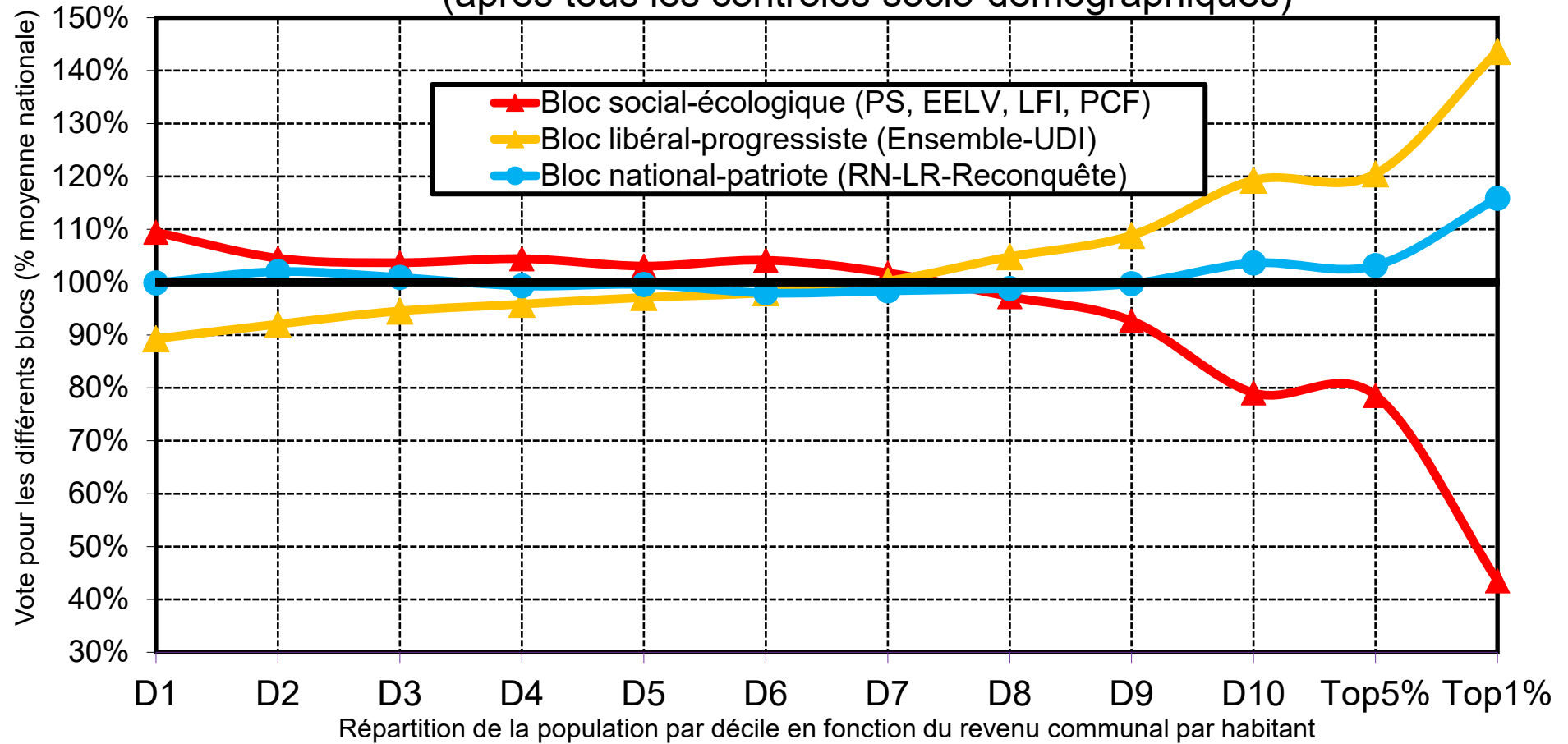


Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, la tripartition sociale entre les trois blocs apparaît encore plus nettement lorsque l'on raisonne pour une taille d'agglomération et de commune donnée.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

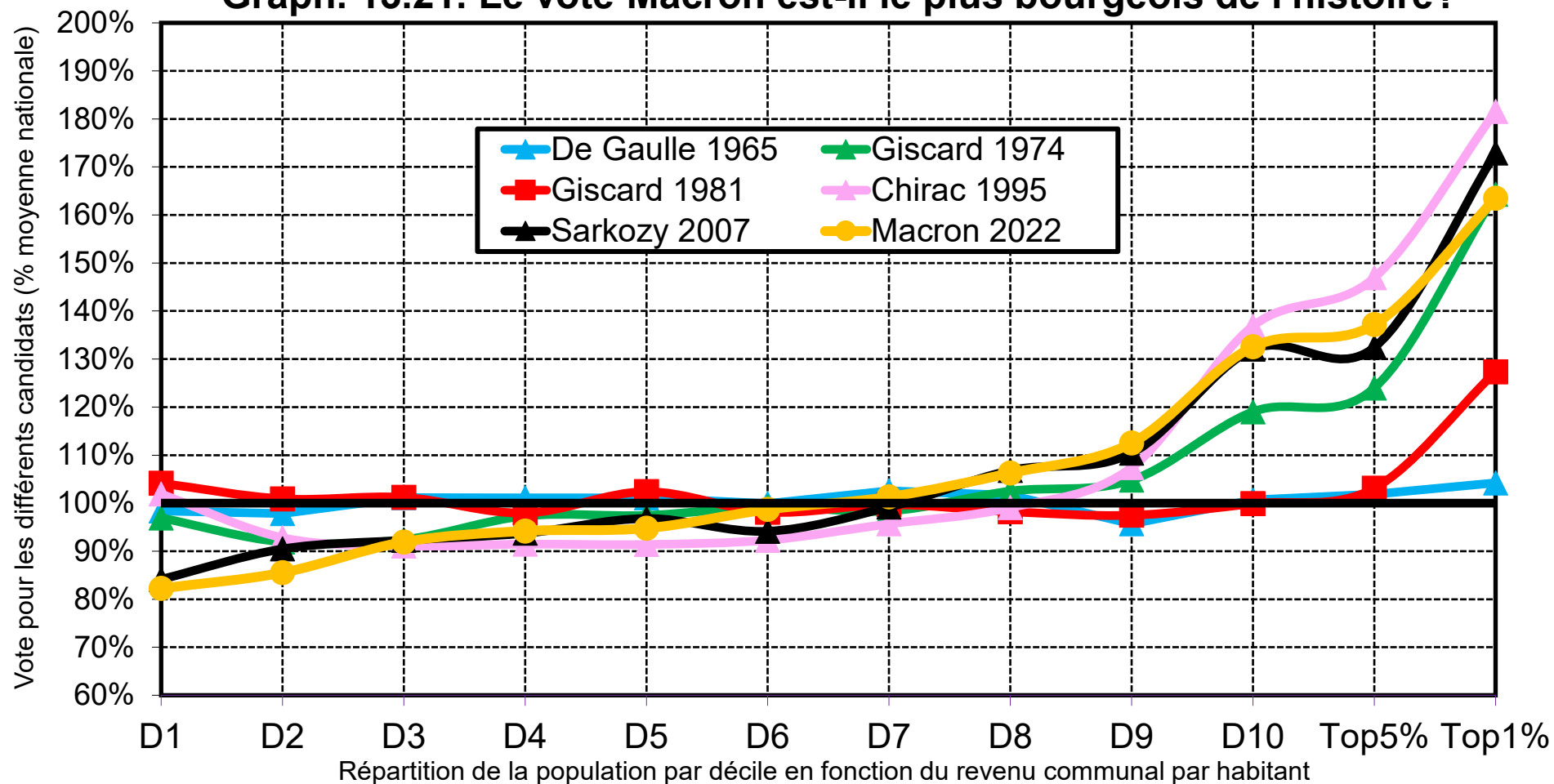
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.20. Les présidentielles de 2022: la tripartition sociale
(après tous les contrôles socio-démographiques)



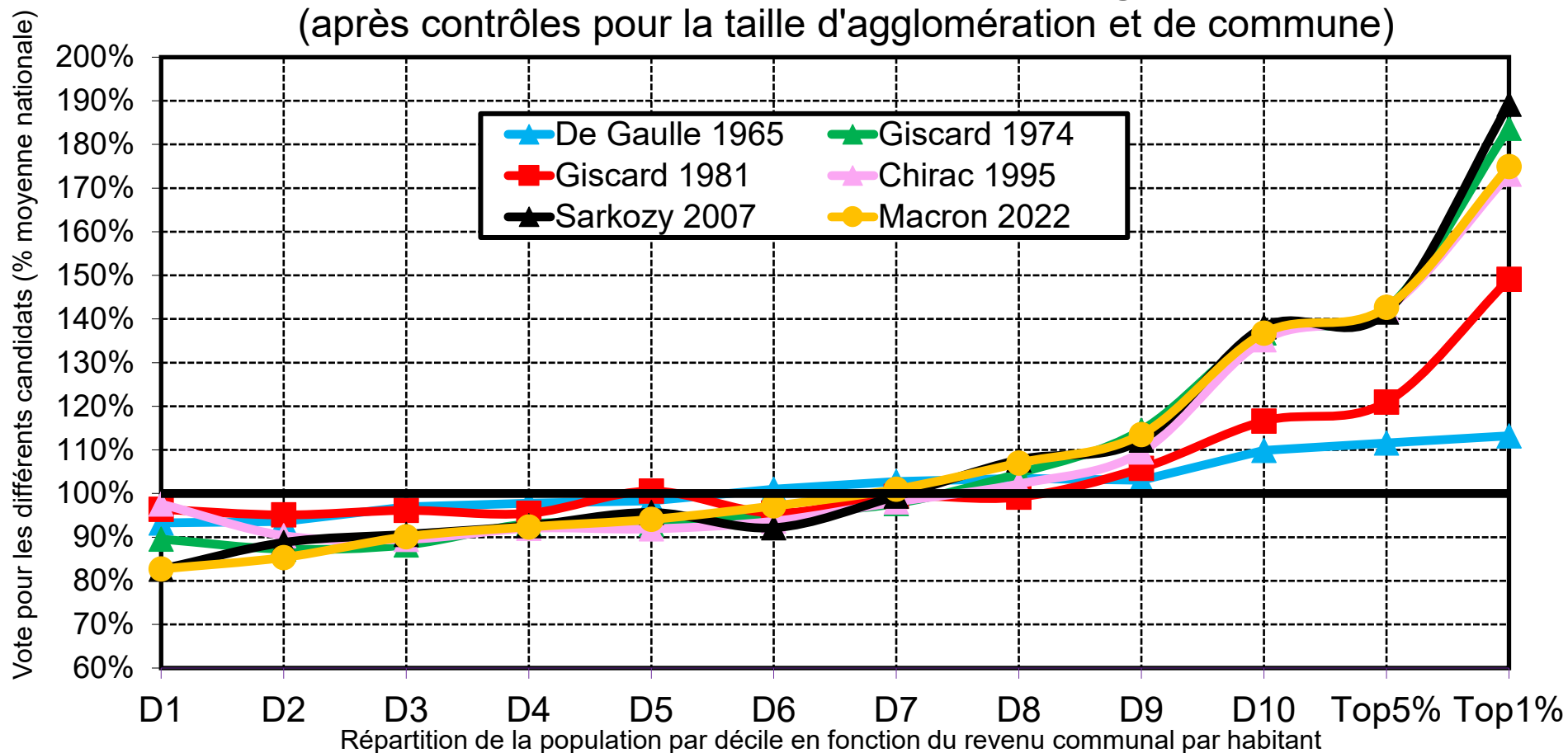
Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, la tripartition sociale entre les trois blocs apparaît encore plus nettement lorsque l'on contrôle pour toutes les autres caractéristiques sociodémographiques (taille d'agglomération, composition professionnelle, diplômes, etc.). **Note :** les résultats indiqués ici sont après introduction de tous les contrôles sociodémographiques.
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.21. Le vote Macron est-il le plus bourgeois de l'histoire?



Lecture. Le vote Macron au premier tour de l'élection présidentielle 2022 est fortement croissant avec le revenu communal moyen. La pente est comparable à celles observées pour les candidats de droite dans le passé, à la différence que ces derniers réalisaient généralement de meilleurs scores dans les communes pauvres (et particulièrement dans les communes rurales pauvres). **Note :** les résultats indiqués ici sont sans aucun contrôle. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

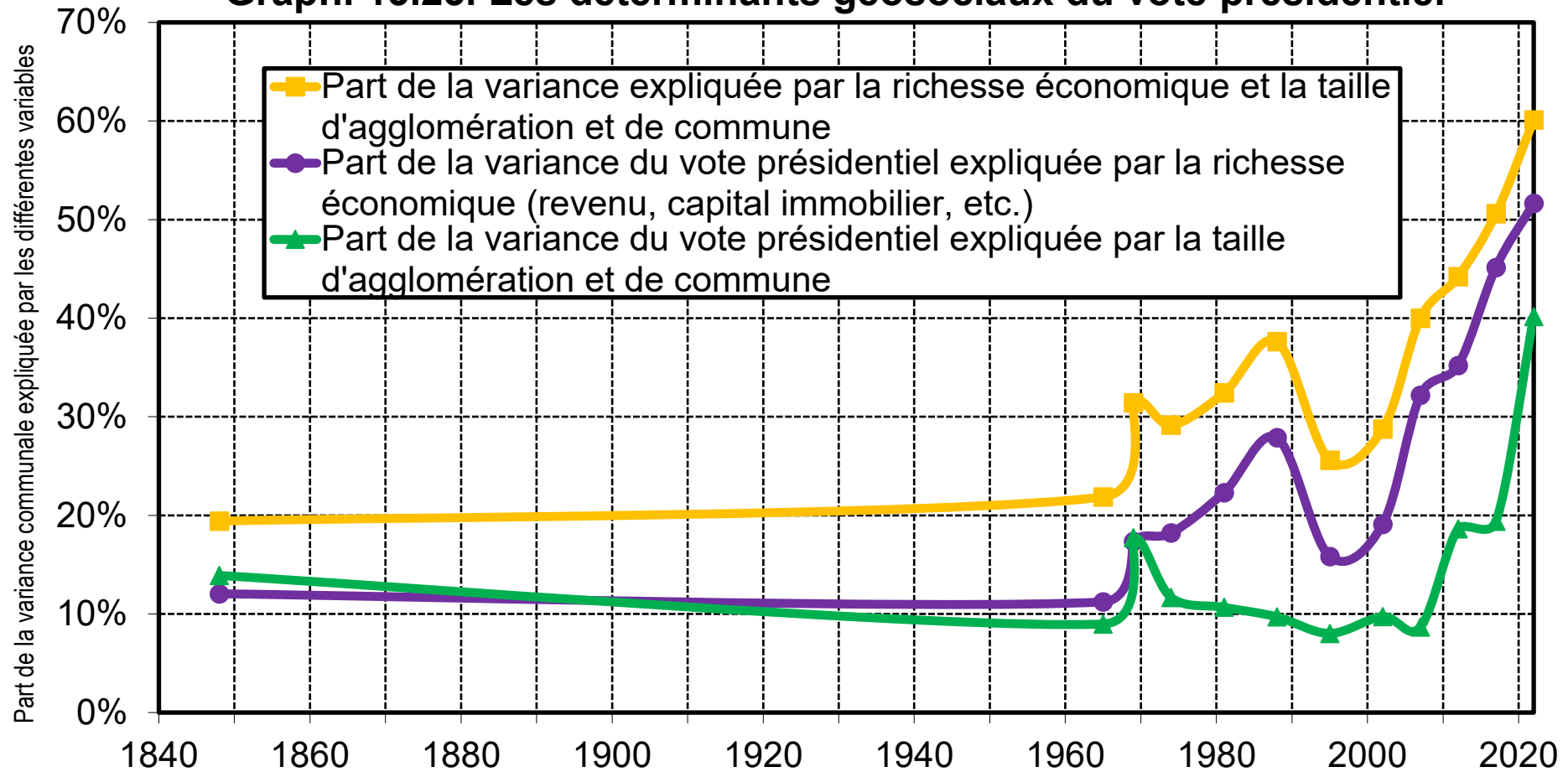
Graph. 13.22. Le vote Macron est-il le plus bourgeois de l'histoire?
 (après contrôles pour la taille d'agglomération et de commune)



Lecture. Le vote Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 est fortement croissant avec le revenu communal moyen. La pente est comparable avec celles observées pour les candidats de droite dans le passé, à la différence que ces derniers réalisaient généralement de meilleurs scores dans les communes pauvres (y compris après contrôles pour la taille d'agglomération et de commune). **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôles pour la taille d'agglomération et de commune.

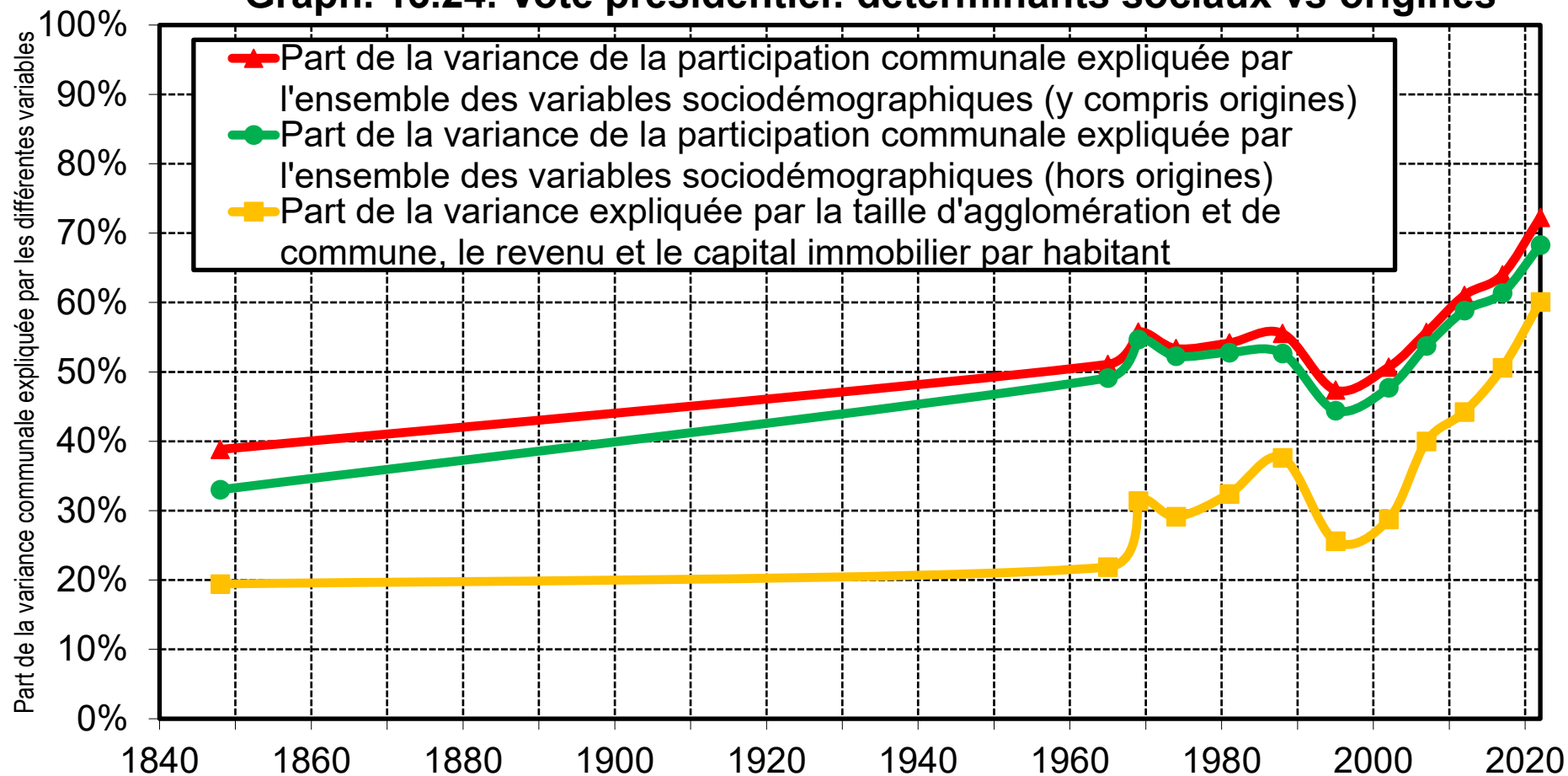
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.23. Les déterminants géosociaux du vote présidentiel



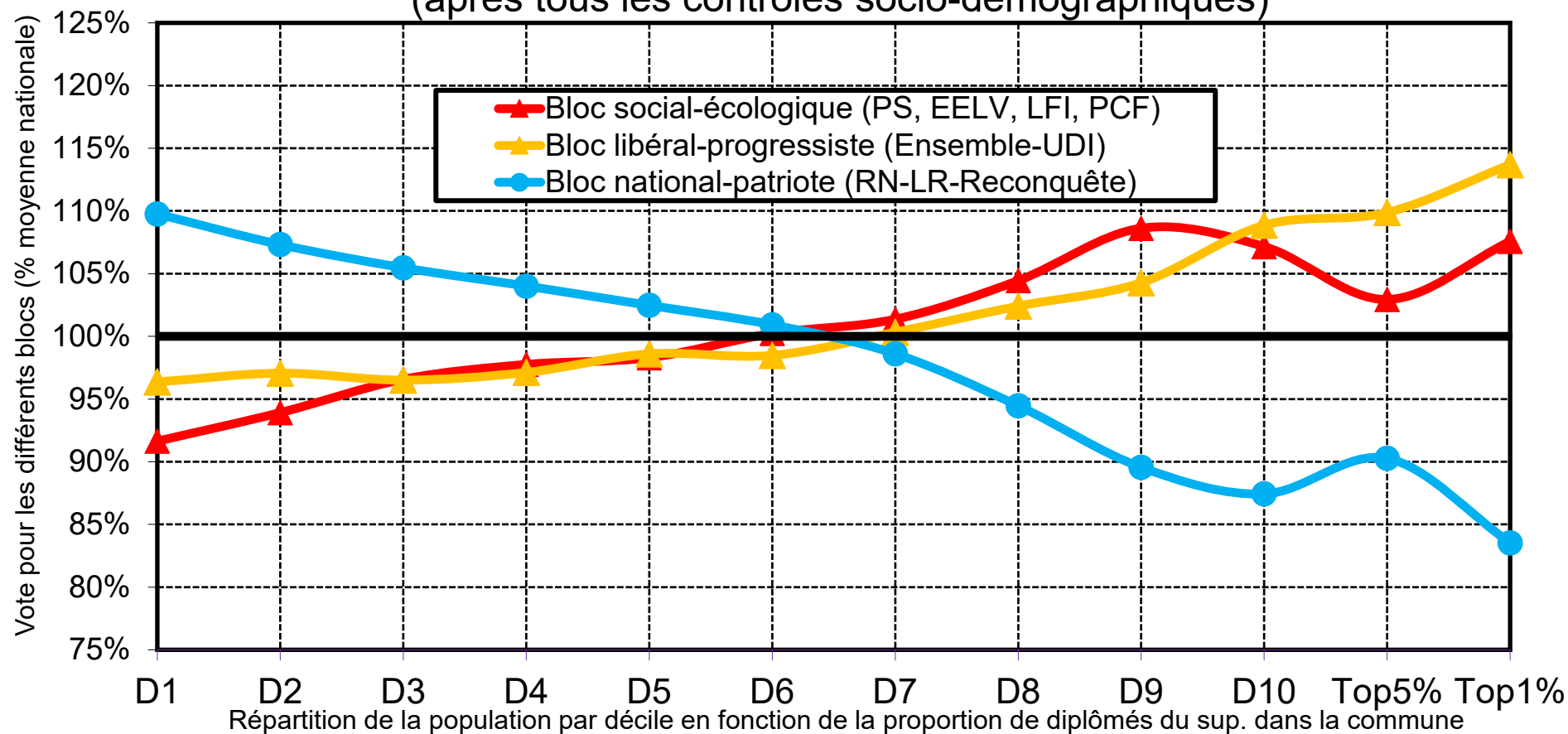
Lecture. Le pouvoir explicatif des variables liées à la richesse économique (revenu, capital immobilier, proportion de propriétaires et concentration foncière) pour rendre compte des écarts de vote présidentiel gauche-droite de 1848 à 2022 a fortement progressé au cours des dernières élections, encore plus fortement que celui de la taille d'agglomération. Au total, la classe géosociale (richesse et territoire) explique 60% de la variance en 2022. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.24. Vote présidentiel: déterminants sociaux vs origines



Lecture. L'inclusion dans les variables sociodémographiques des variables liées aux origines (proportion d'étrangers, d'immigrés et de naturalisés) fait passer la part expliquée des écarts de vote présidentiel gauche-droite de 68% à 72% en 2022. Autrement dit, le pouvoir explicatif des origines est relativement faible par rapport à celui de la classe sociale (richesse, territoire, profession, diplôme, etc.), qui n'a jamais été aussi élevé qu'actuellement. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

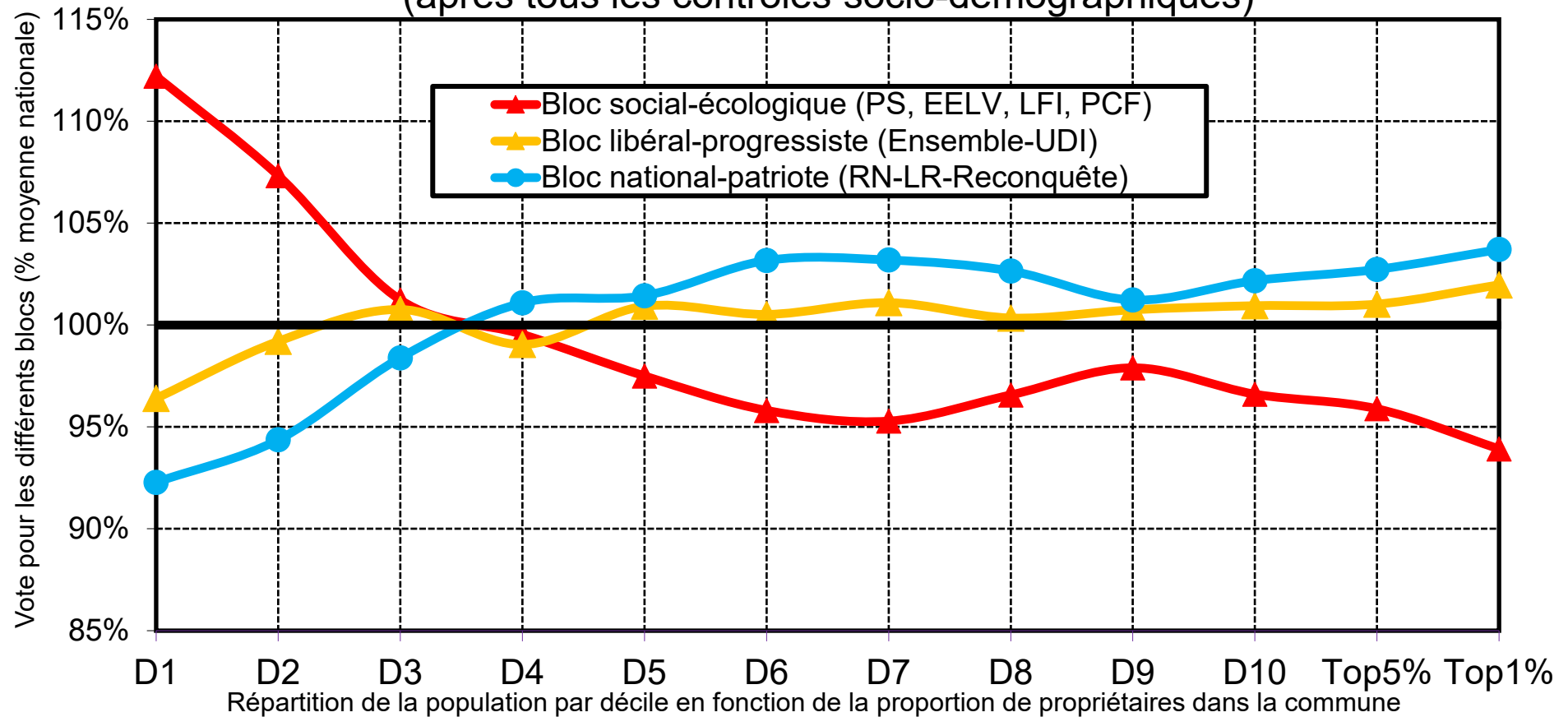
Graph. 13.25. La tripartition et les diplômés du supérieur
(après tous les contrôles socio-démographiques)



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, la proportion de diplômés du supérieur a un effet résiduel positif sur le vote pour le bloc social-écologique et le bloc libéral-progressiste (après prise en compte de tous les contrôles socio-démographiques : taille d'agglomération et de commune, revenu, profession, etc.), alors que cet effet résiduel est négatif pour le vote pour le bloc national-patriote. **Note :** les résultats indiqués ici sont après introduction de tous les contrôles sociodémographiques.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

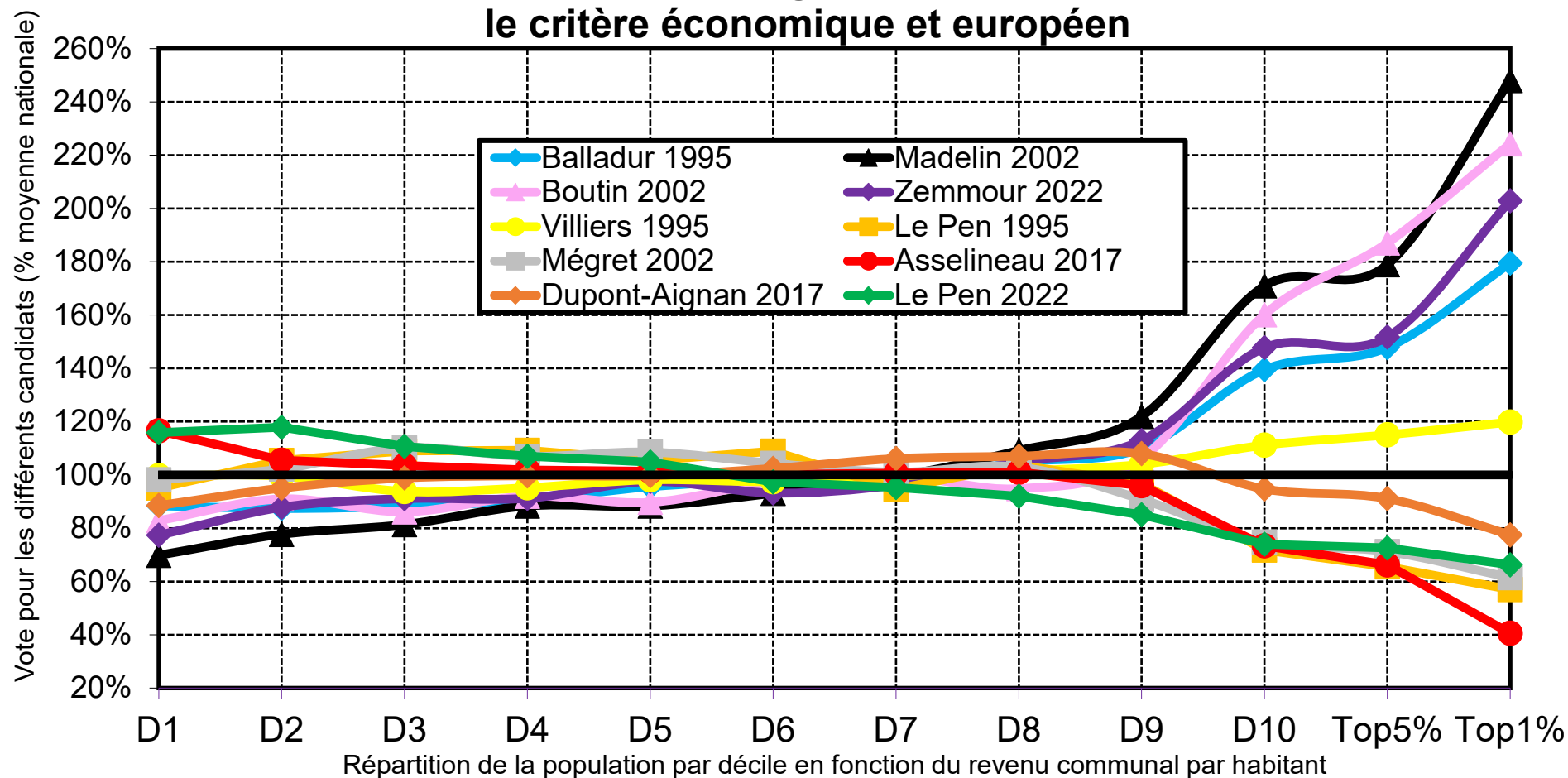
Graph. 13.26. La tripartition et les propriétaires
(après tous les contrôles socio-démographiques)



Lecture. Lors de l'élection présidentielle de 2022, la proportion de propriétaires a un effet résiduel positif sur le vote pour le bloc national-patriote et le bloc libéral-progressiste (après prise en compte de tous les contrôles socio-démographiques: taille d'agglomération et de commune, revenu, profession, etc.), alors que cet effet résiduel est négatif pour le vote pour le bloc social-écologique. **Note :** les résultats indiqués ici sont après introduction de tous les contrôles sociodémographiques.

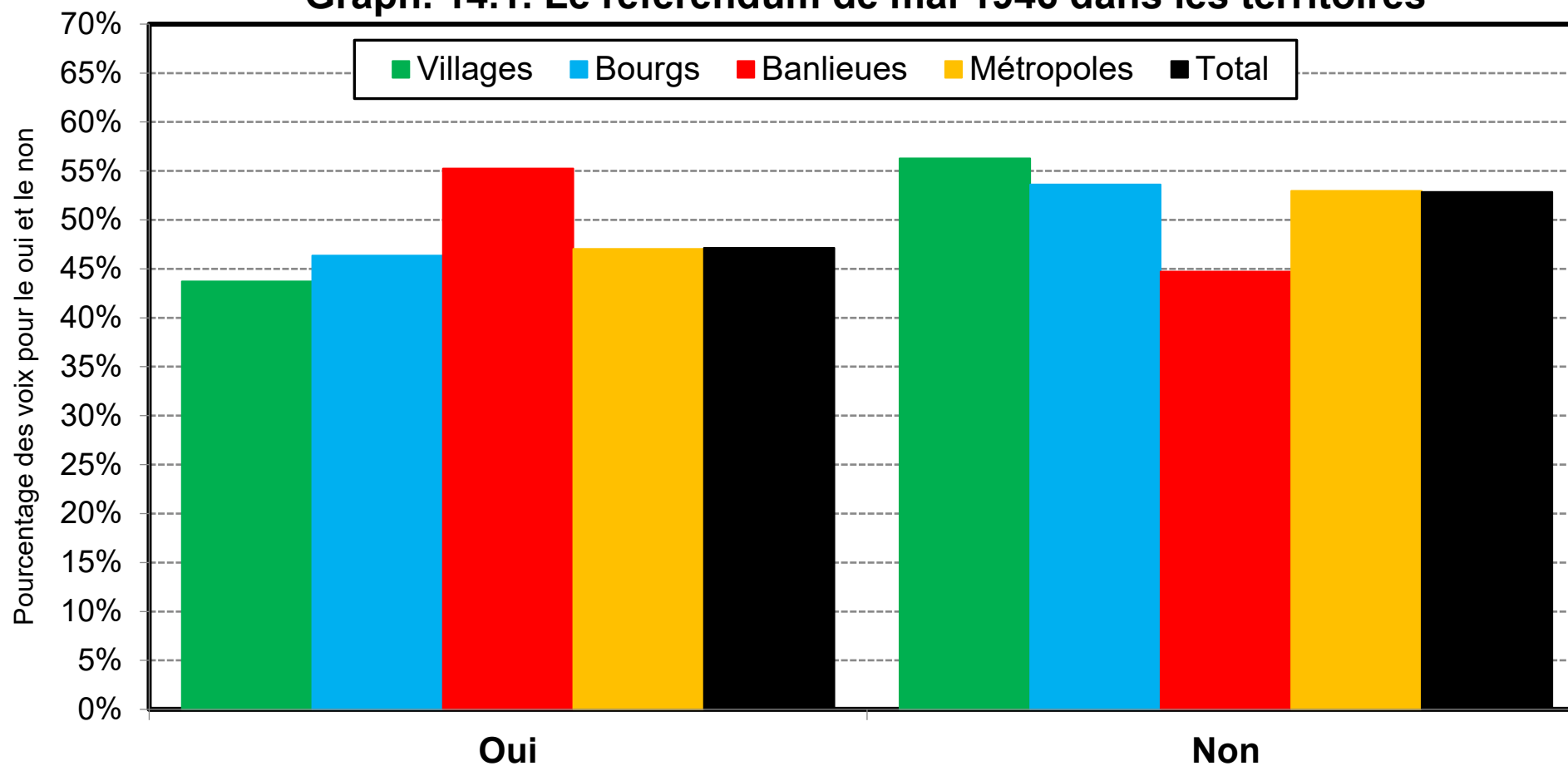
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 13.27. Droite bourgeoise vs droite populaire : le critère économique et européen



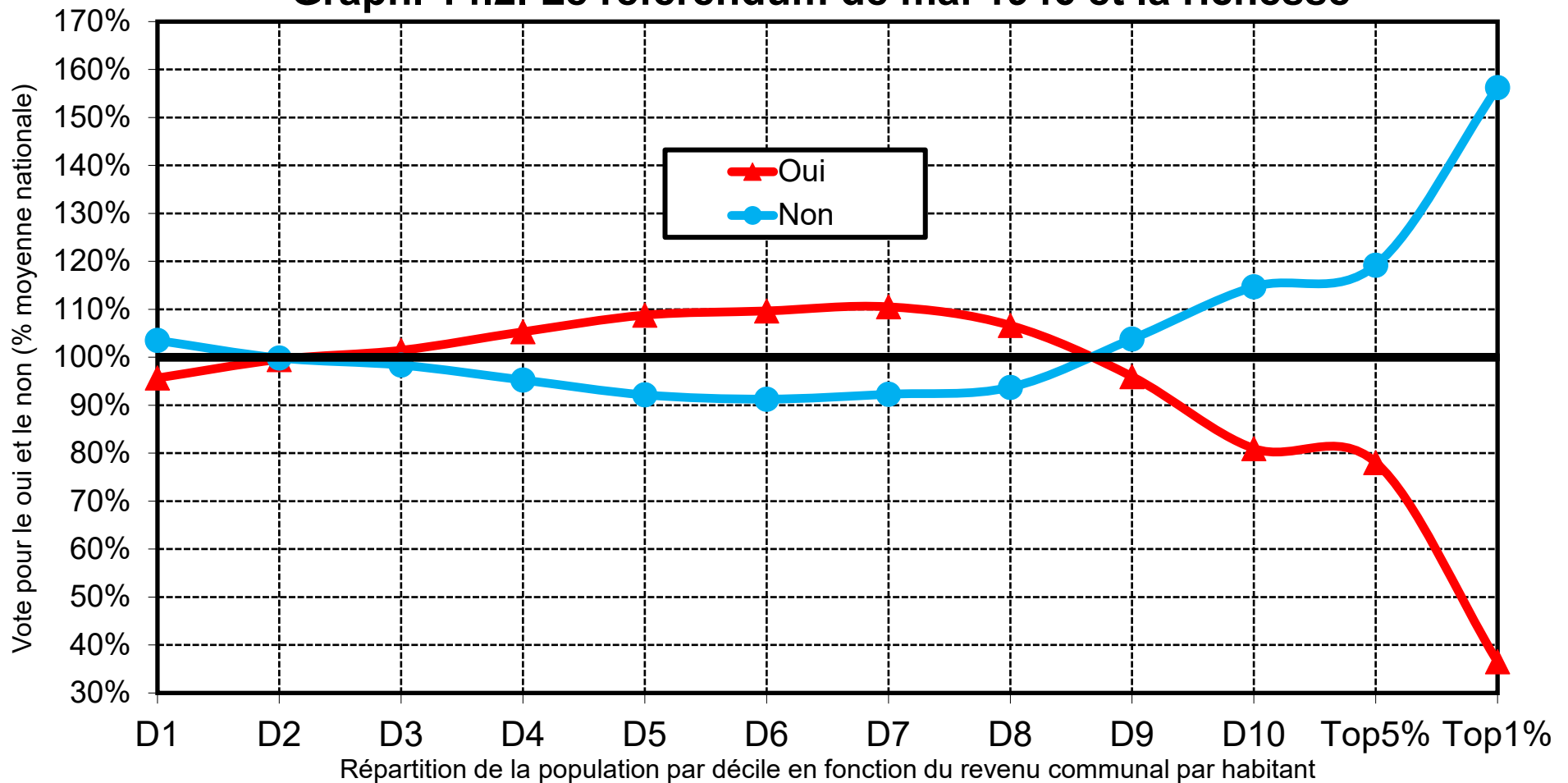
Lecture. Lors des élections présidentielles menées de 1995 à 2022, le succès des candidats de droite dans les communes les plus riches dépend principalement de leurs positions sur la question du libéralisme économique et de l'intégration européenne, et non des questions migratoires, identitaires ou religieuses. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.1. Le référendum de mai 1946 dans les territoires



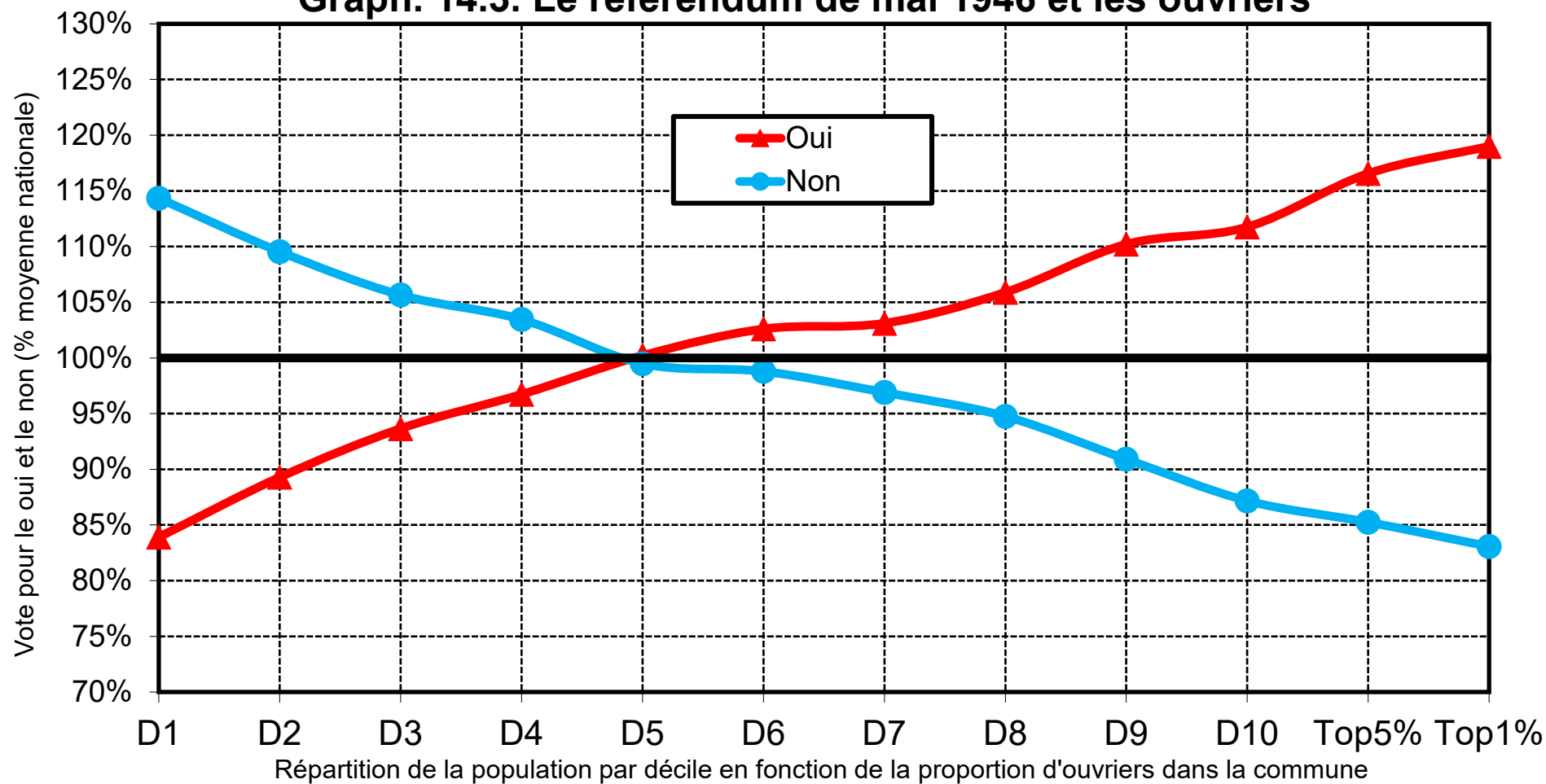
Lecture. Lors du référendum de mai 1946 sur le projet de constitution (fin du veto sénatorial), le oui obtient 47% des voix contre 53% pour le non. Le score obtenu par le oui est maximal dans les banlieues (55%), suivies des métropoles (47%), des bourgs (46%) et des villages (44%). Le oui l'emportera finalement sur un projet peu différent en novembre 1946 avec 54% des voix et la même répartition territoriale et sociale. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.2. Le référendum de mai 1946 et la richesse



Lecture. Lors du référendum de mai 1946 sur le projet de constitution (fin du veto sénatorial), le score obtenu par le oui est maximal dans les communes ouvrières (communes intermédiaires en termes de richesse), alors que le non atteint son niveau maximal dans les communes les plus riches. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.3. Le référendum de mai 1946 et les ouvriers

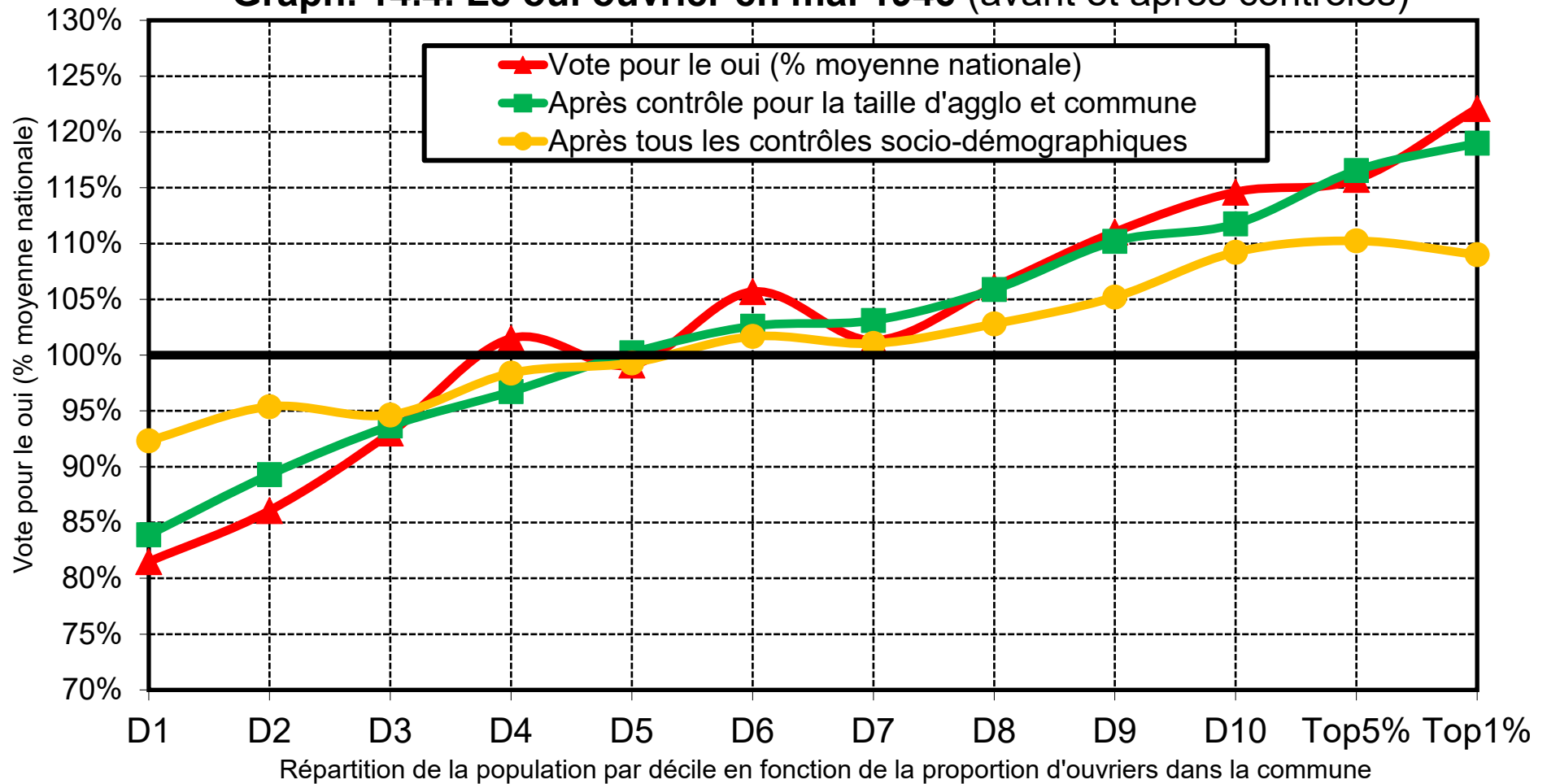


Lecture. Lors du référendum de mai 1946 sur le projet de constitution (fin du veto sénatorial), le score obtenu par le oui est une fonction fortement croissante de la proportion d'ouvriers dans la commune.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

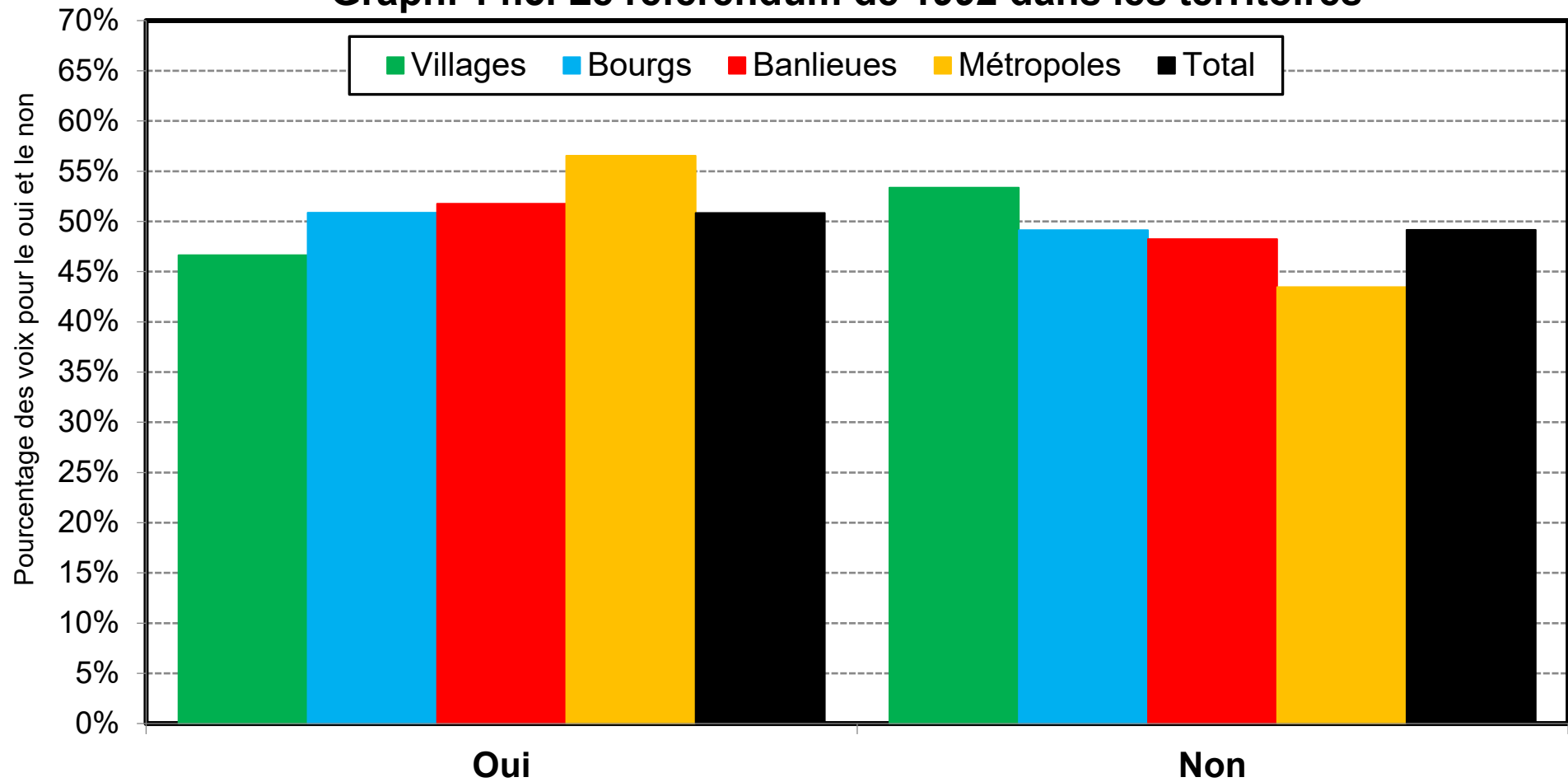
Graph. 14.4. Le oui ouvrier en mai 1946 (avant et après contrôles)



Lecture. Lors du référendum de mai 1946 sur le projet de constitution (fin du veto sénatorial), le score obtenu par le oui est une fonction fortement croissante de la proportion d'ouvriers dans la commune. L'effet diminue après la prise en compte des autres caractéristiques socio-démographiques de la commune (revenu, diplômes, etc.) mais reste très important.

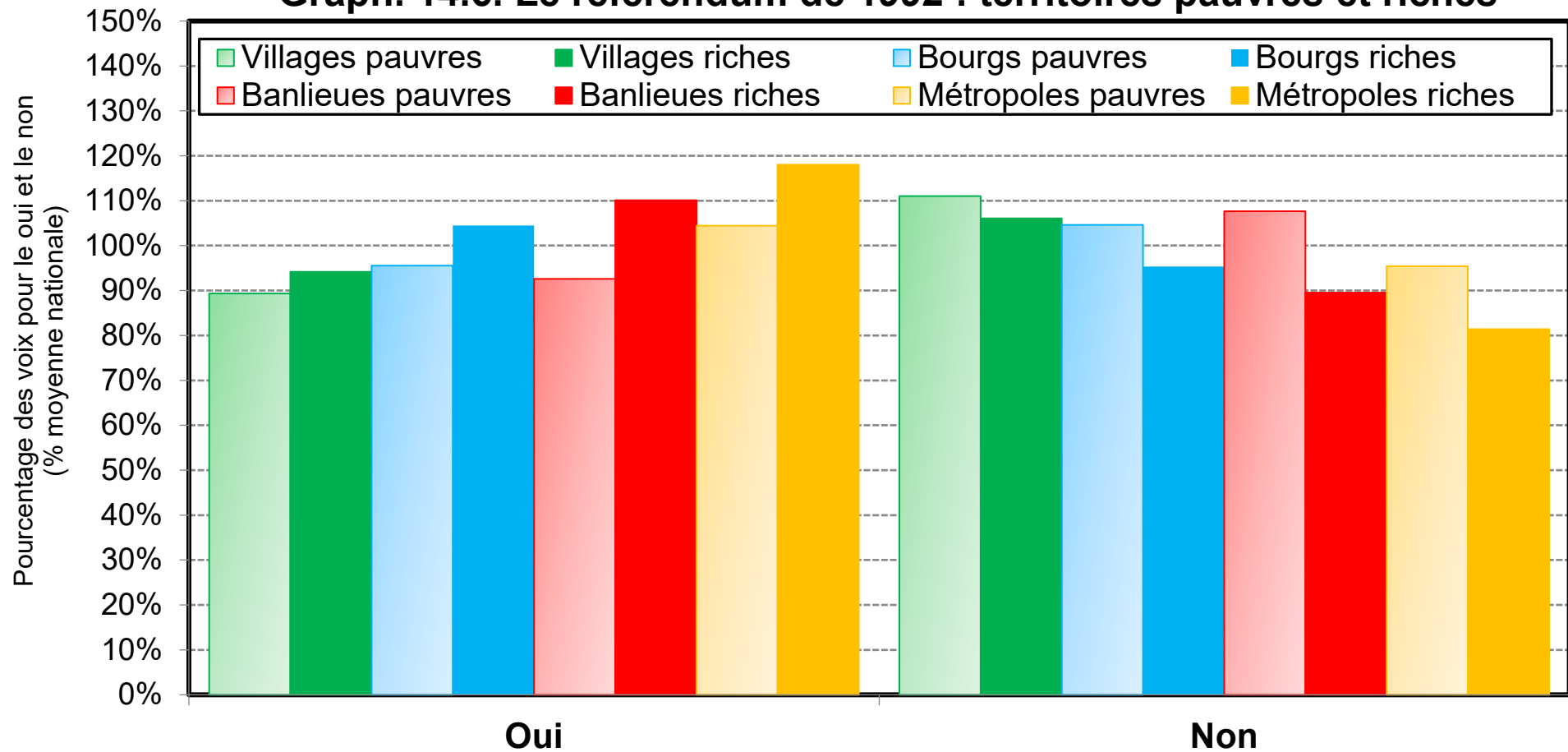
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.5. Le référendum de 1992 dans les territoires



Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht, le oui obtient 51% des voix contre 49% pour le non. Le score obtenu par le oui est maximal dans les métropoles (57%), suivies des banlieues (52%), des bourgs (51%) et des villages (47%).
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

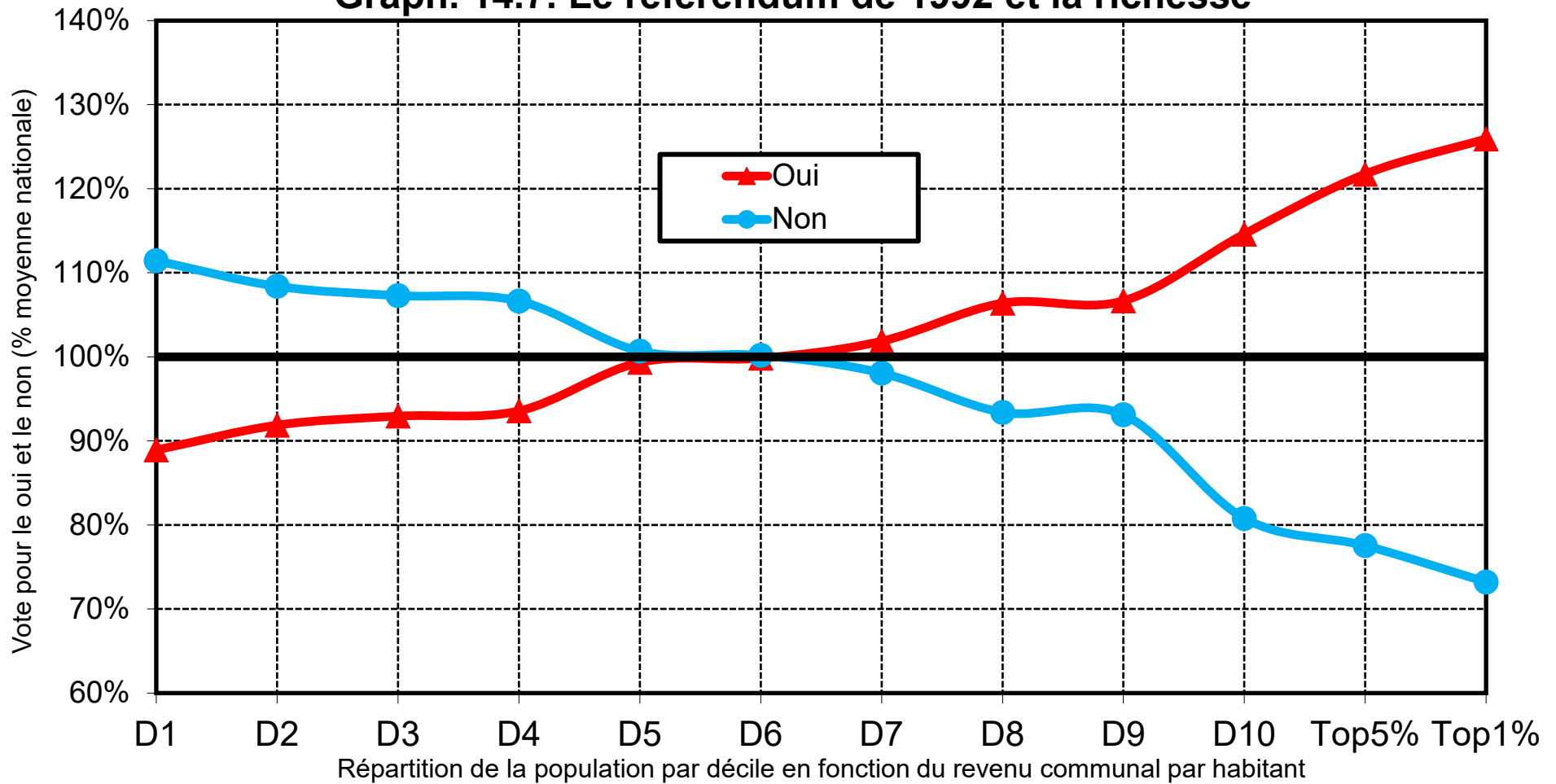
Graph. 14.6. Le référendum de 1992 : territoires pauvres et riches



Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht, le oui fait systématiquement un meilleur score dans les villages riches (les 50% des villages les plus riches) que dans les villages pauvres, dans les bourgs riches que dans les bourgs pauvres, dans les banlieues riches que dans les banlieues pauvres, et dans les métropoles riches que dans les métropoles pauvres.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.7. Le référendum de 1992 et la richesse

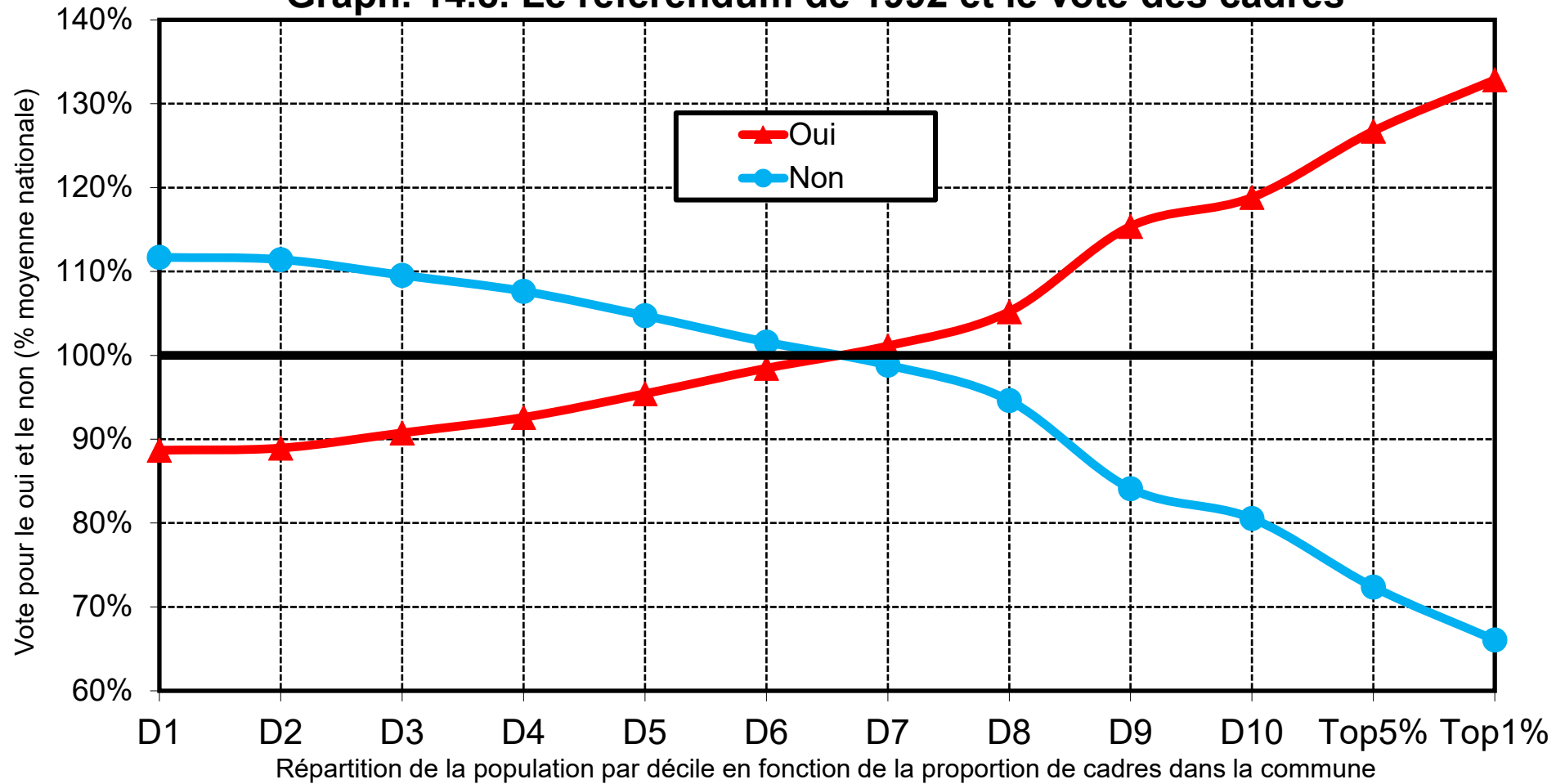


Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, le score obtenu par le oui est une fonction régulièrement croissante du revenu moyen de la commune, alors que le score du non est régulièrement décroissant.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.8. Le référendum de 1992 et le vote des cadres

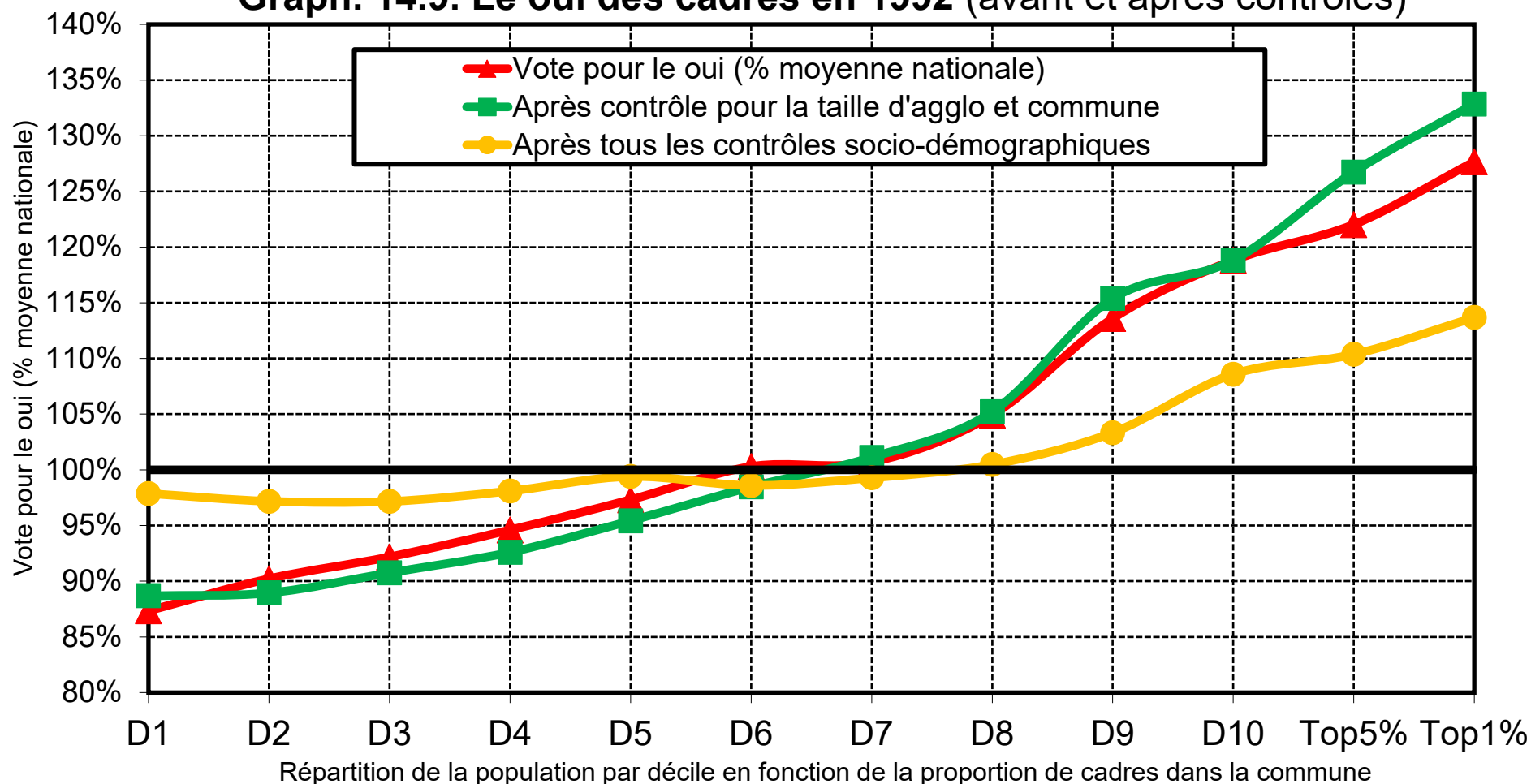


Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, le score obtenu par le oui est une fonction régulièrement croissante de la proportion de cadres de la commune, alors que le score du non est régulièrement décroissant.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

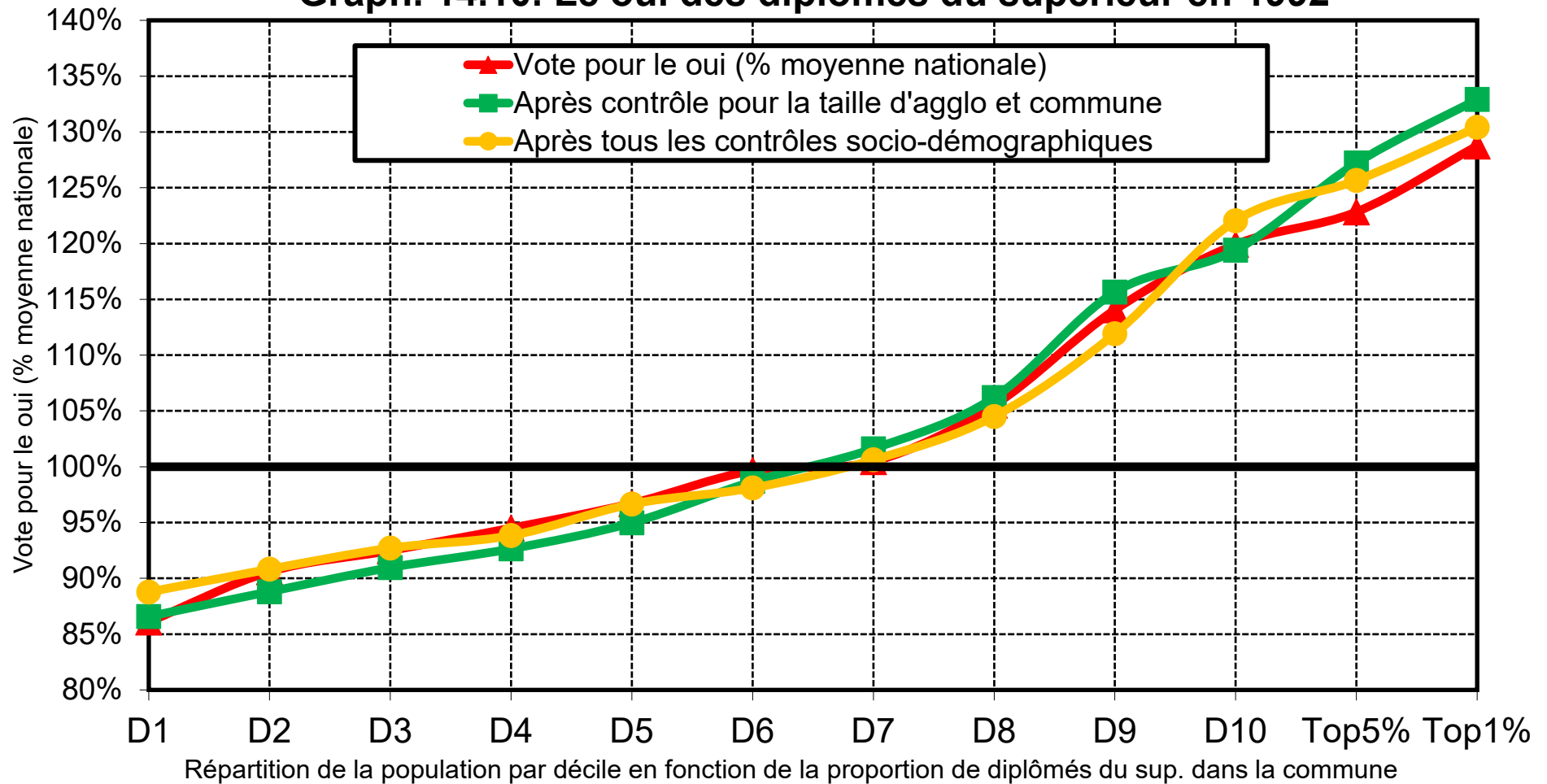
Graph. 14.9. Le oui des cadres en 1992 (avant et après contrôles)



Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, le score obtenu par le oui est une fonction régulièrement croissante de la proportion de cadres de la commune. L'effet diminue après prise en compte des autres caractéristiques socio-démographiques de la commune (revenu, diplômes, etc.) mais reste très important.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

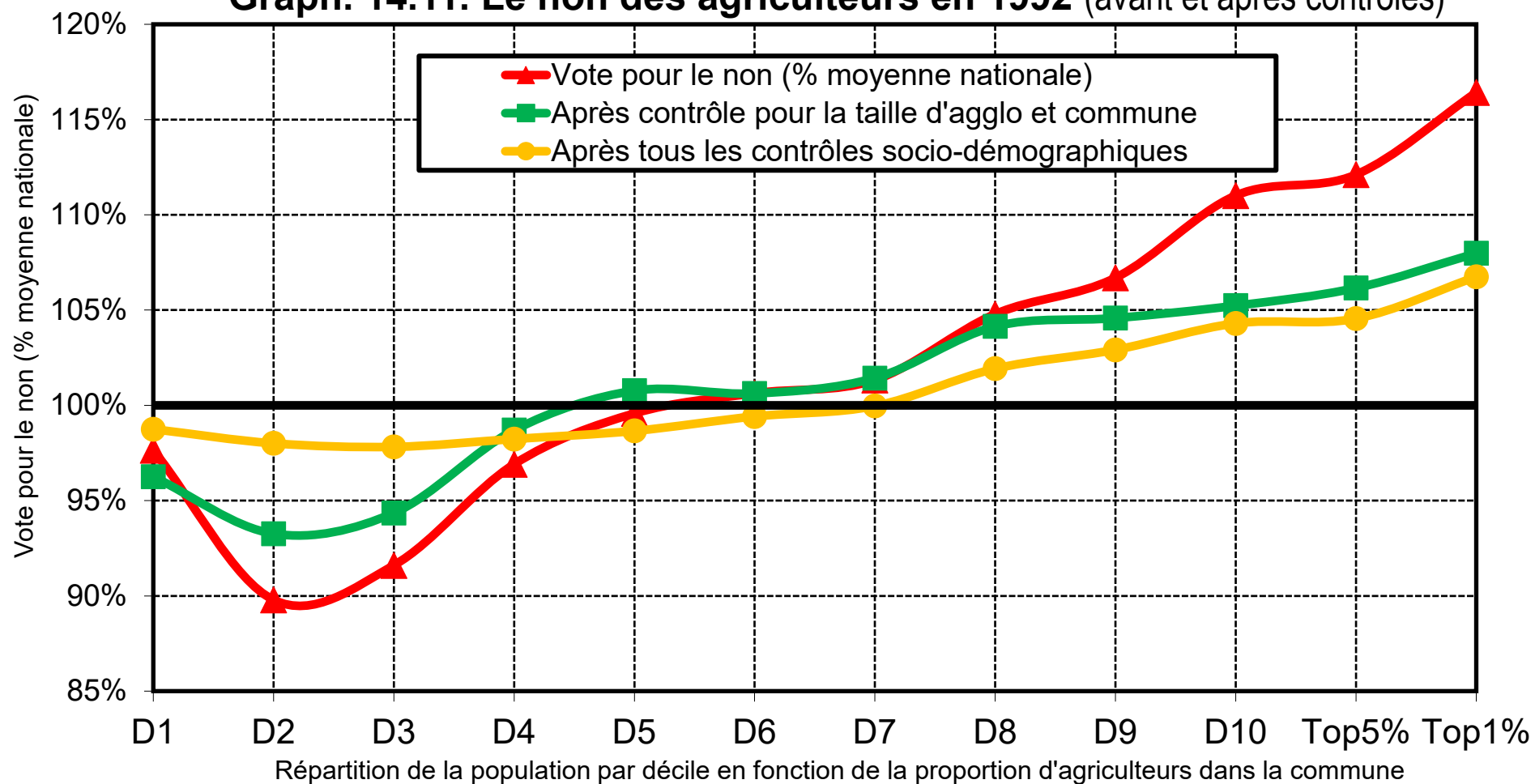
Graph. 14.10. Le oui des diplômés du supérieur en 1992



Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, le score obtenu par le oui est une fonction régulièrement croissante de la proportion de diplômés du supérieur de la commune. L'effet n'est quasiment pas affecté par la prise en compte des autres caractéristiques socio-démographiques de la commune (revenu, taille de l'agglomération, etc.).

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

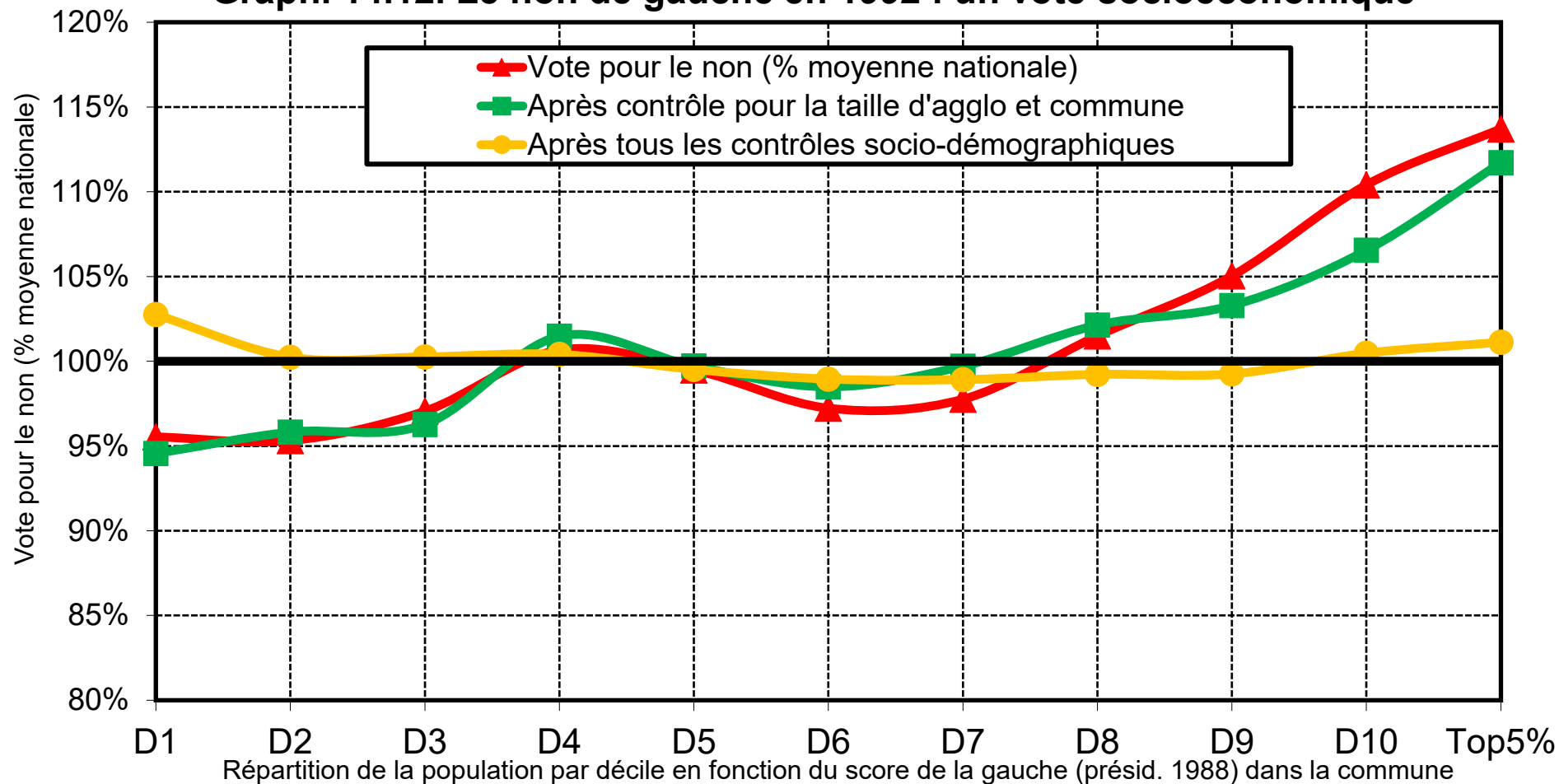
Graph. 14.11. Le non des agriculteurs en 1992 (avant et après contrôles)



Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, le score obtenu par le non est une fonction croissante de la proportion d'agriculteurs de la commune. L'effet diminue après prise en compte des autres caractéristiques socio-démographiques de la commune (revenu, diplômes, etc.) mais reste significatif.

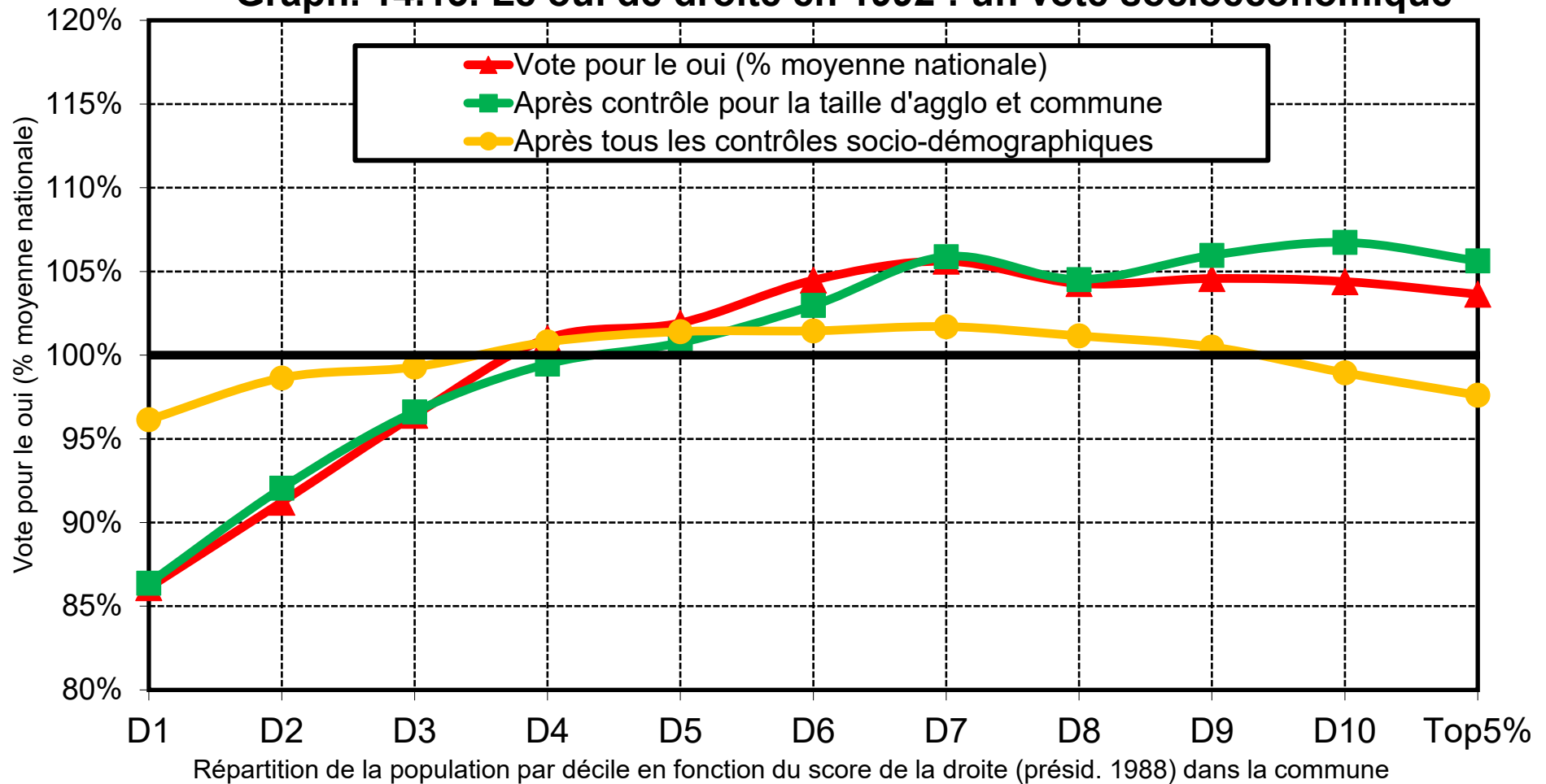
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.12. Le non de gauche en 1992 : un vote socioéconomique



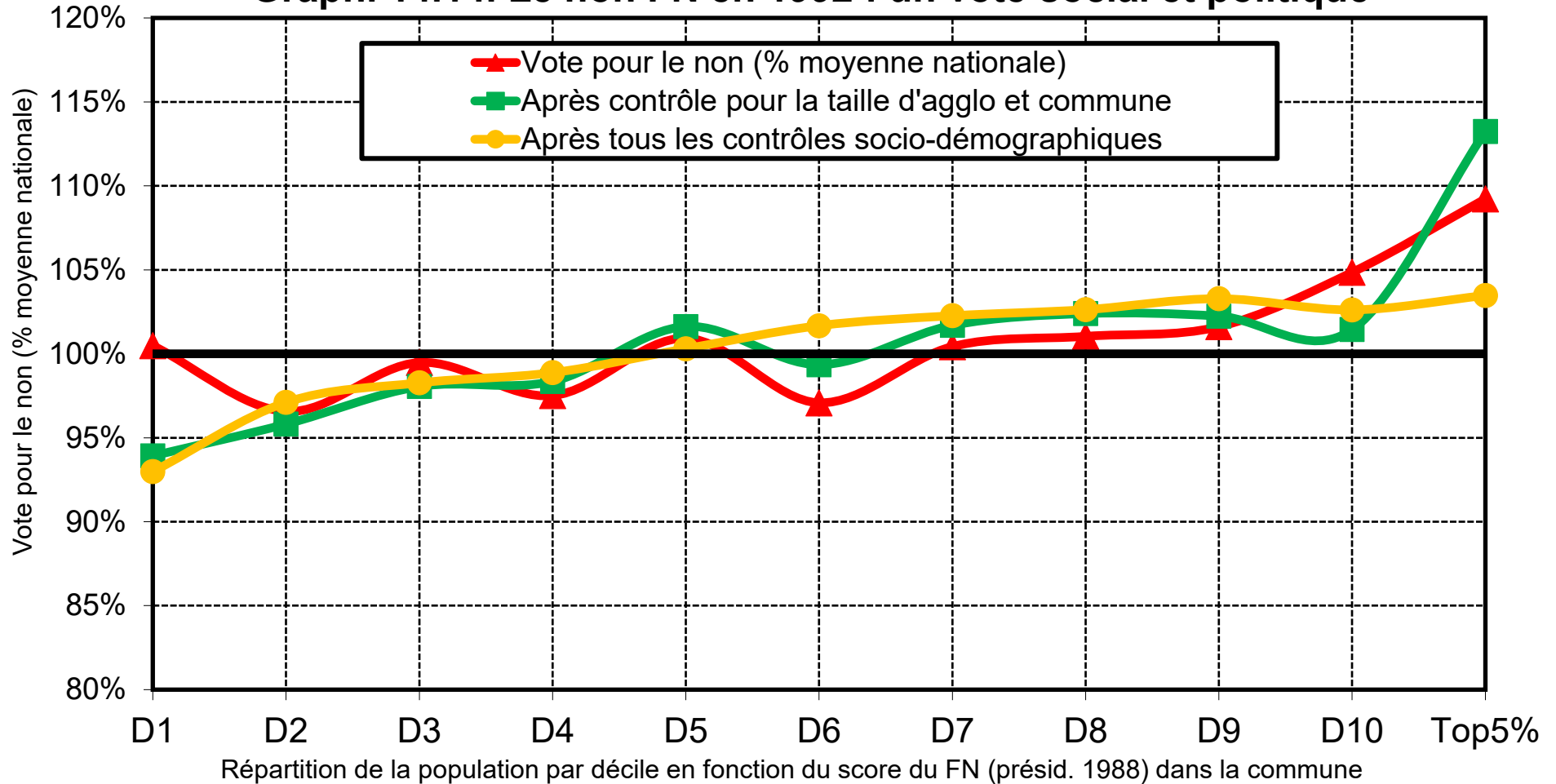
Lecture. Lors du référendum de 1992, le non fait un meilleur score dans les communes ayant voté le plus fortement à gauche lors de la présidentielle de 1988, mais cet effet disparaît entièrement dès lors que l'on contrôle pour les caractéristiques sociodémographiques de la commune (en particulier le revenu moyen et la composition professionnelle). Autrement dit, ce vote s'explique par des facteurs socioéconomiques et non politiques. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.13. Le oui de droite en 1992 : un vote socioéconomique



Lecture. Lors du référendum de 1992, le oui fait un meilleur score dans les communes ayant voté le plus à droite (hors FN) lors de la présidentielle de 1988, mais cet effet disparaît presque entièrement dès lors que l'on contrôle pour les caractéristiques sociodémographiques de la commune (en particulier le revenu moyen et la composition professionnelle). Autrement dit, ce vote s'explique par des facteurs socioéconomiques et non politiques. **Sources et séries :** voir unehistoireduconfitpolitique.fr

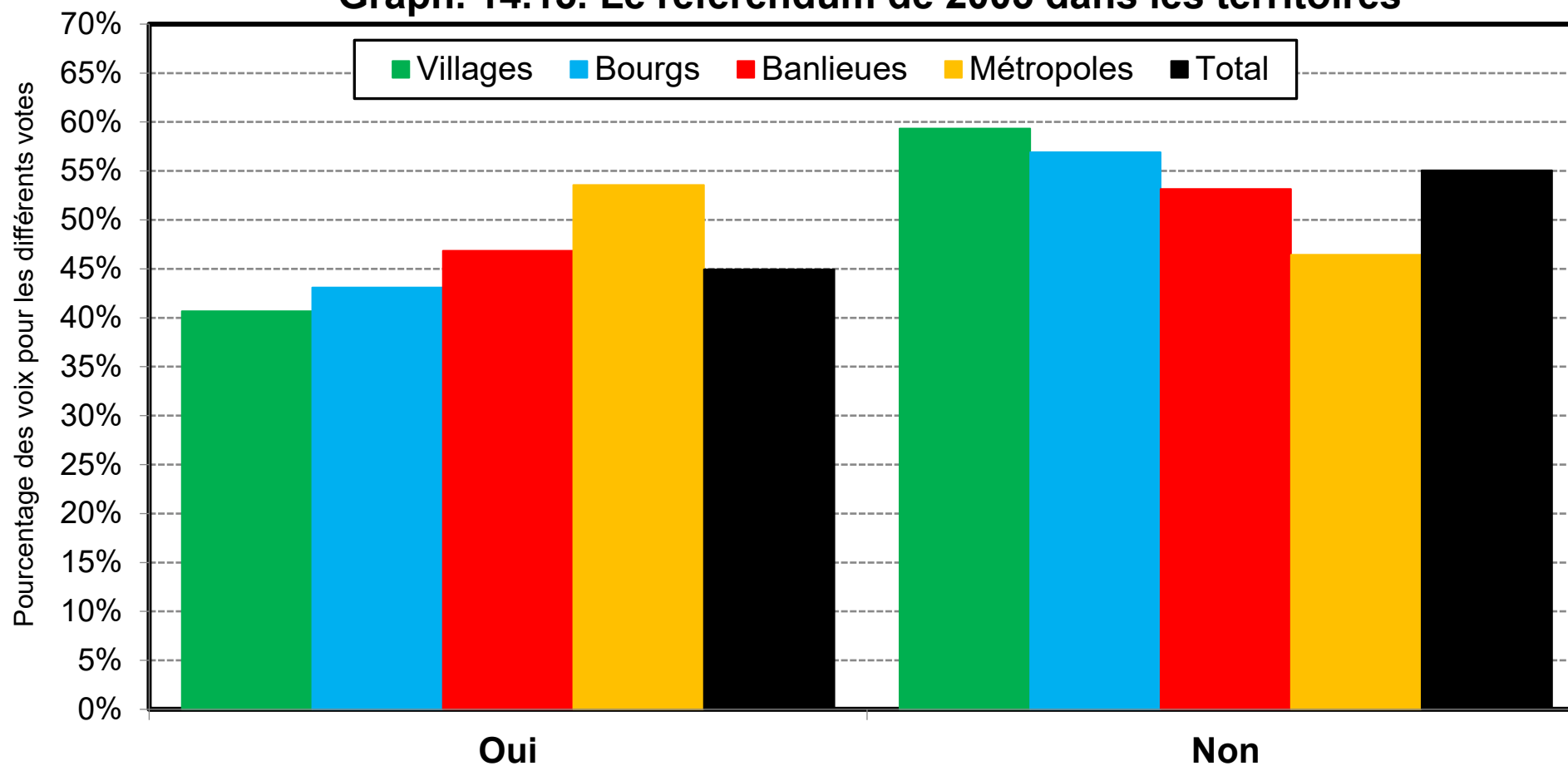
Graph. 14.14. Le non FN en 1992 : un vote social et politique



Lecture. Lors du référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, le non fait un meilleur score dans les communes ayant voté le plus pour le FN lors de la présidentielle de 1988. Cet effet disparaît en partie dès lors que l'on contrôle pour les caractéristiques sociodémographiques de la commune, mais il reste néanmoins une composante proprement politique.

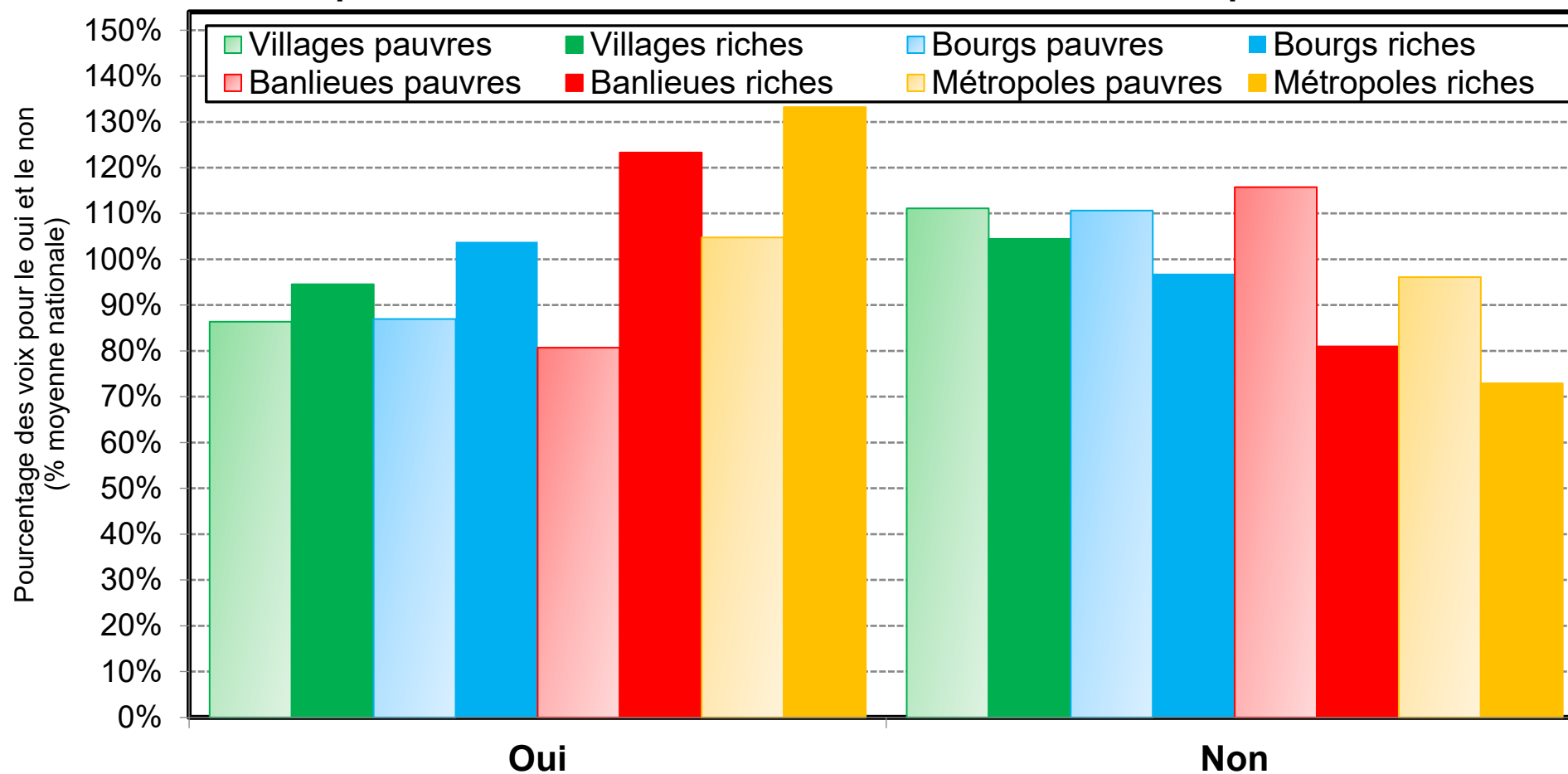
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.15. Le référendum de 2005 dans les territoires



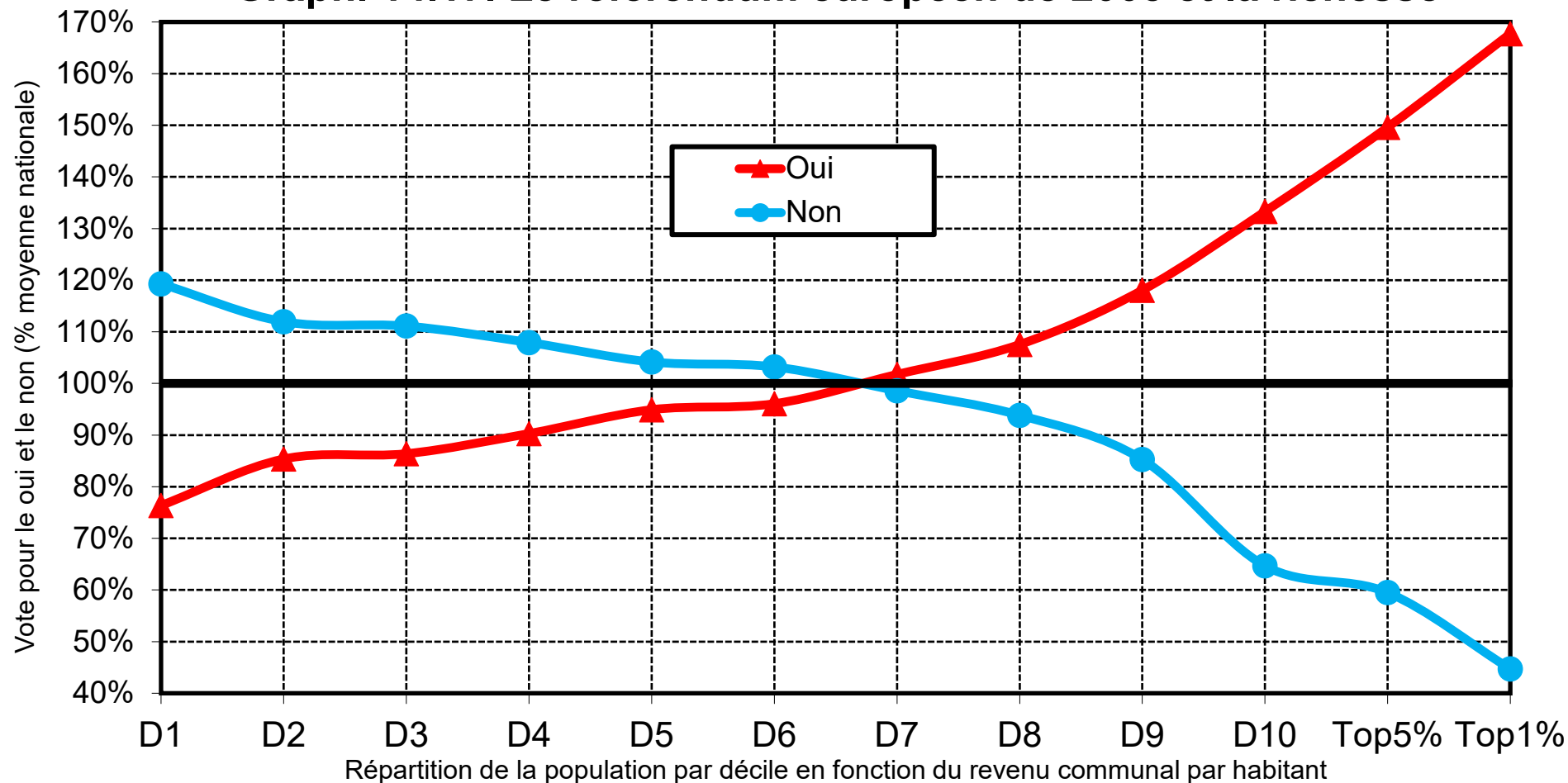
Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE (traité constitutionnel européen), le oui obtient 45% des voix contre 55% pour le non. Le score obtenu par le oui est maximal dans les métropoles (54%), suivies des banlieues (47%), des bourgs (43%) et des villages (41%). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.16. Le référendum de 2005 dans les territoires pauvres et riches



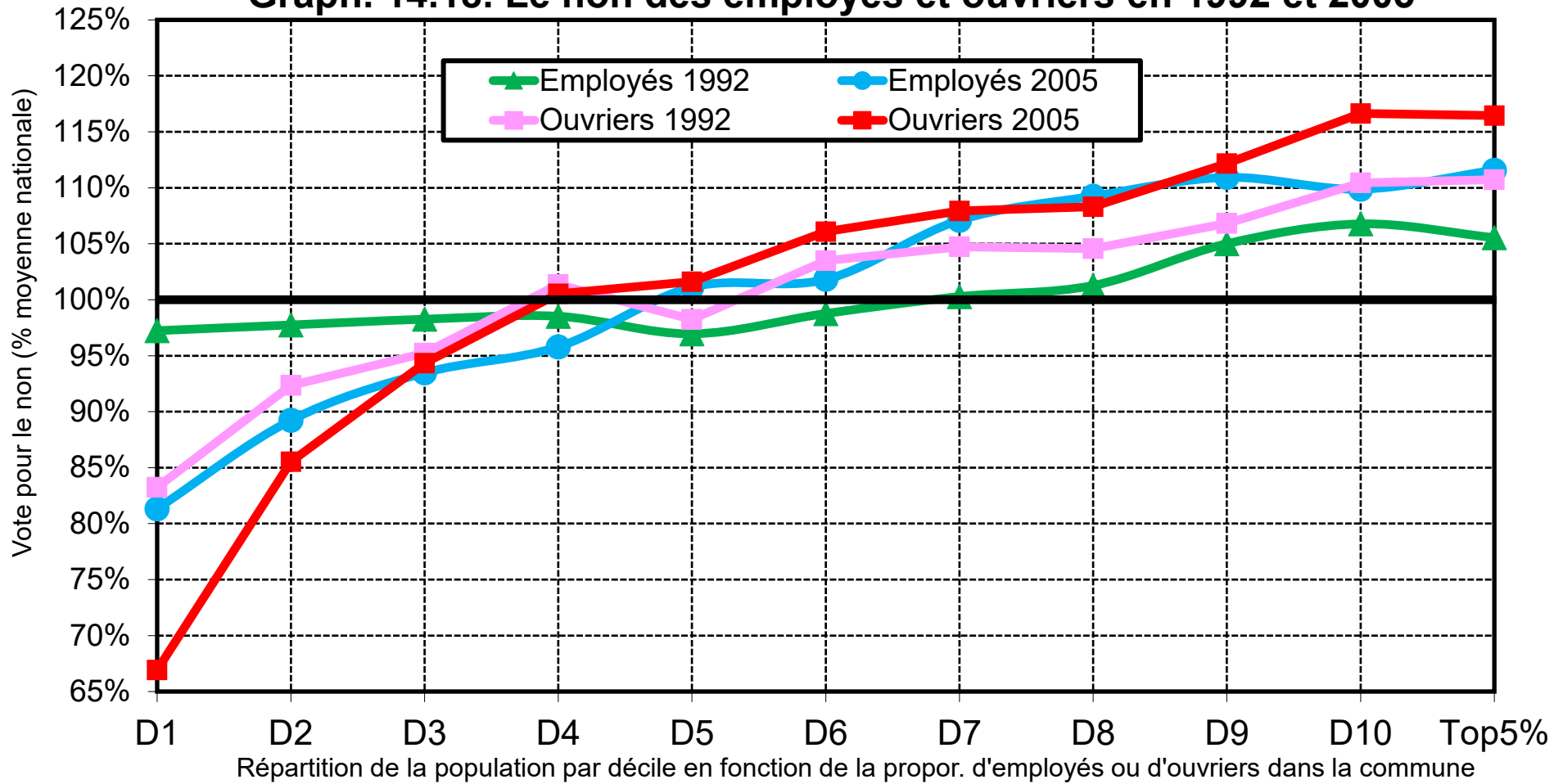
Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE, le oui fait systématiquement un meilleur score dans les villages riches (les 50% des villages les plus riches) que dans les villages pauvres, dans les bourgs riches que dans les bourgs pauvres, dans les banlieues riches que dans les banlieues pauvres, et dans les métropoles riches que dans les métropoles pauvres. Par comparaison à 1992, les écarts entre communes riches et pauvres ont fortement progressé. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.17. Le référendum européen de 2005 et la richesse



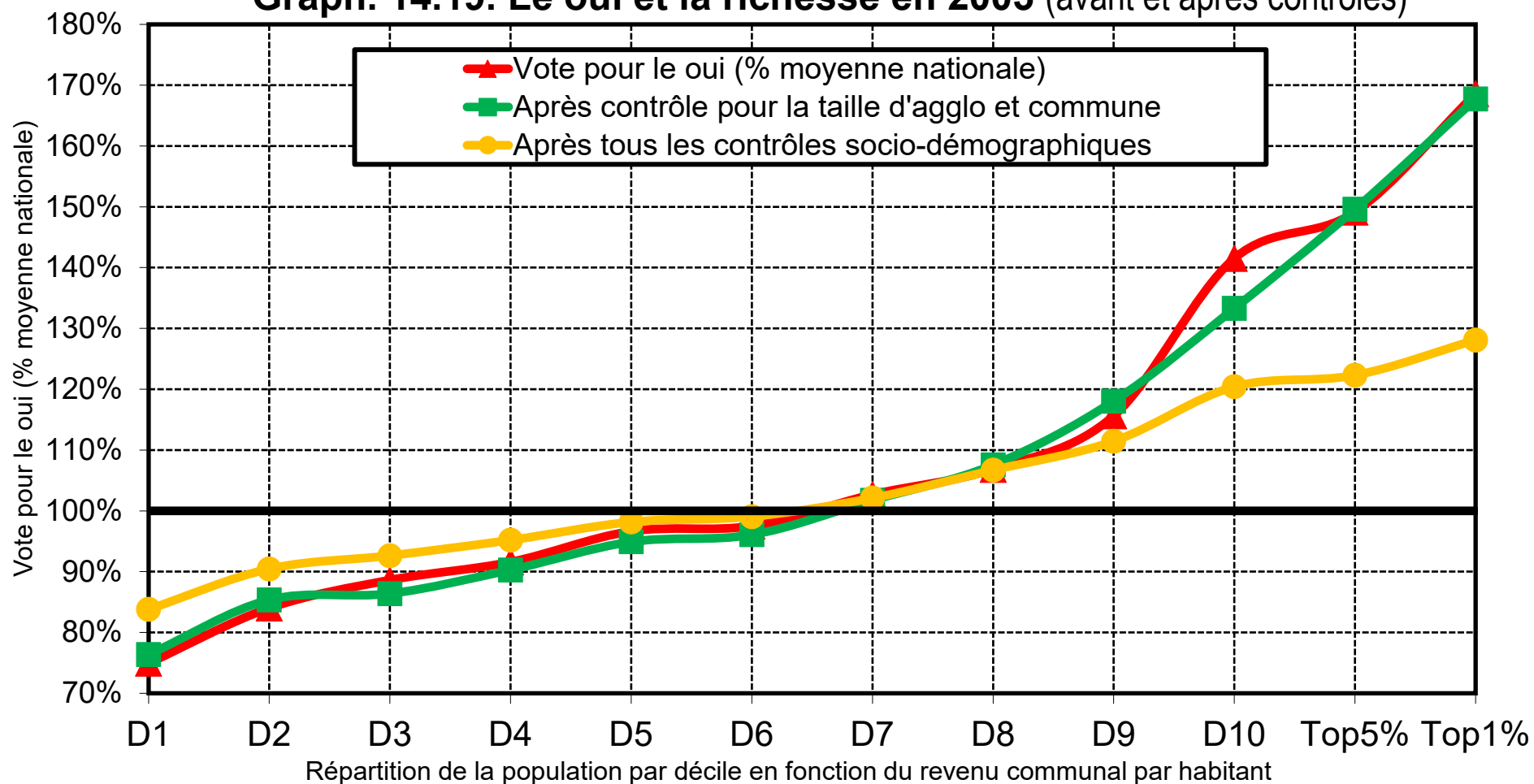
Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE, le score obtenu par le oui est une fonction très fortement croissante du revenu moyen de la commune, alors que le score du non est fortement décroissant. De façon générale, la relation entre le vote la richesse des communes est beaucoup plus forte que celle observée lors du référendum de 1992. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.18. Le non des employés et ouvriers en 1992 et 2005



Lecture. Lors des référendums de 1992 et 2005, le score obtenu par le non est toujours une fonction croissante de la proportion d'employés ou d'ouvriers de la commune. Le pente augmente entre 1992 et 2005, pour les employés comme pour les ouvriers. Par ailleurs, la pente est toujours plus forte pour les ouvriers que pour les employés. **Note :** les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconfitpolitique.fr

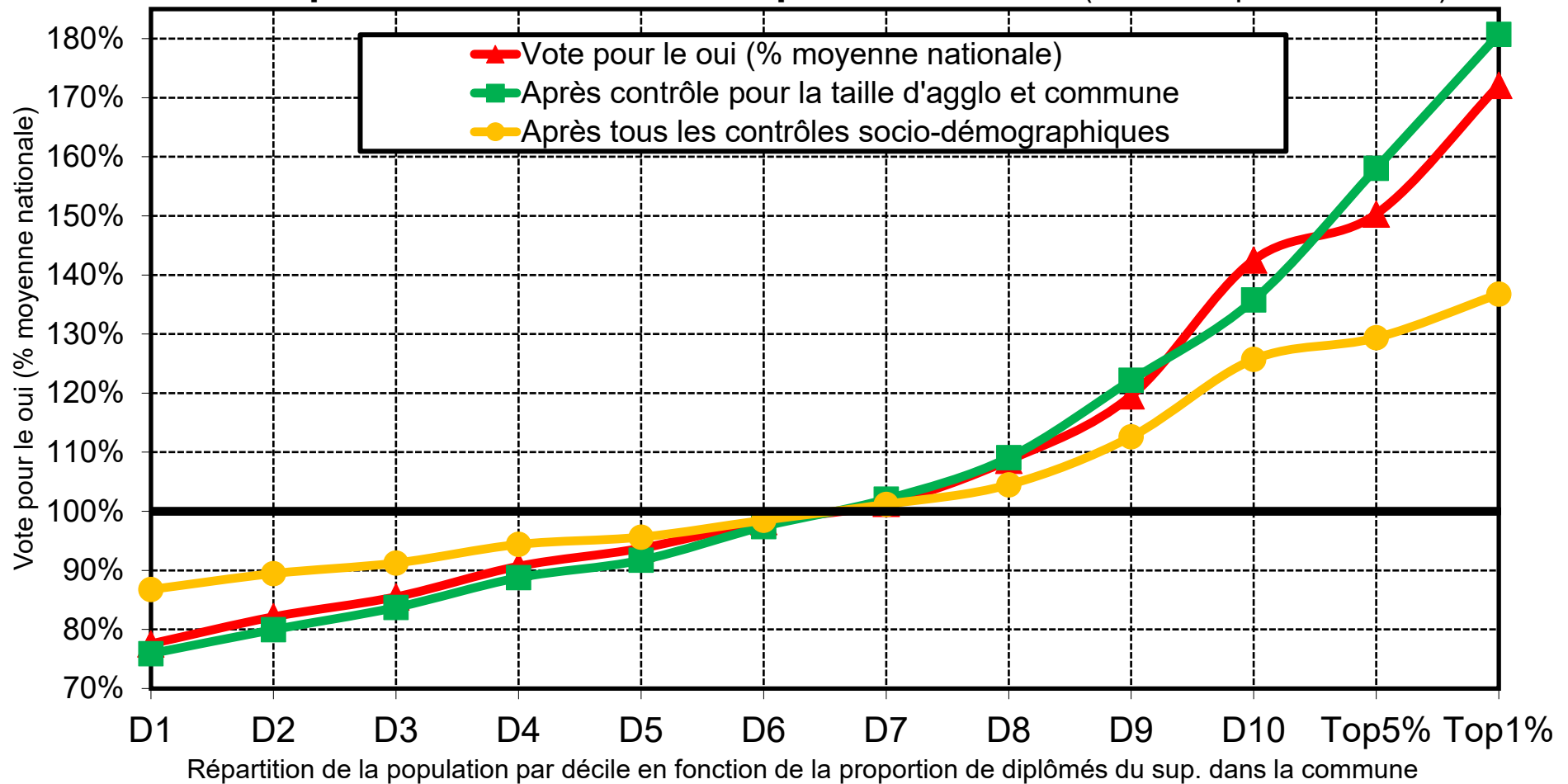
Graph. 14.19. Le oui et la richesse en 2005 (avant et après contrôles)



Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE, le score obtenu par le oui est une fonction fortement croissante du revenu moyen de la commune. L'effet diminue après prise en compte des autres caractéristiques socio-démographiques de la commune (proportion de cadres et de diplômés, etc.) mais reste très important.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

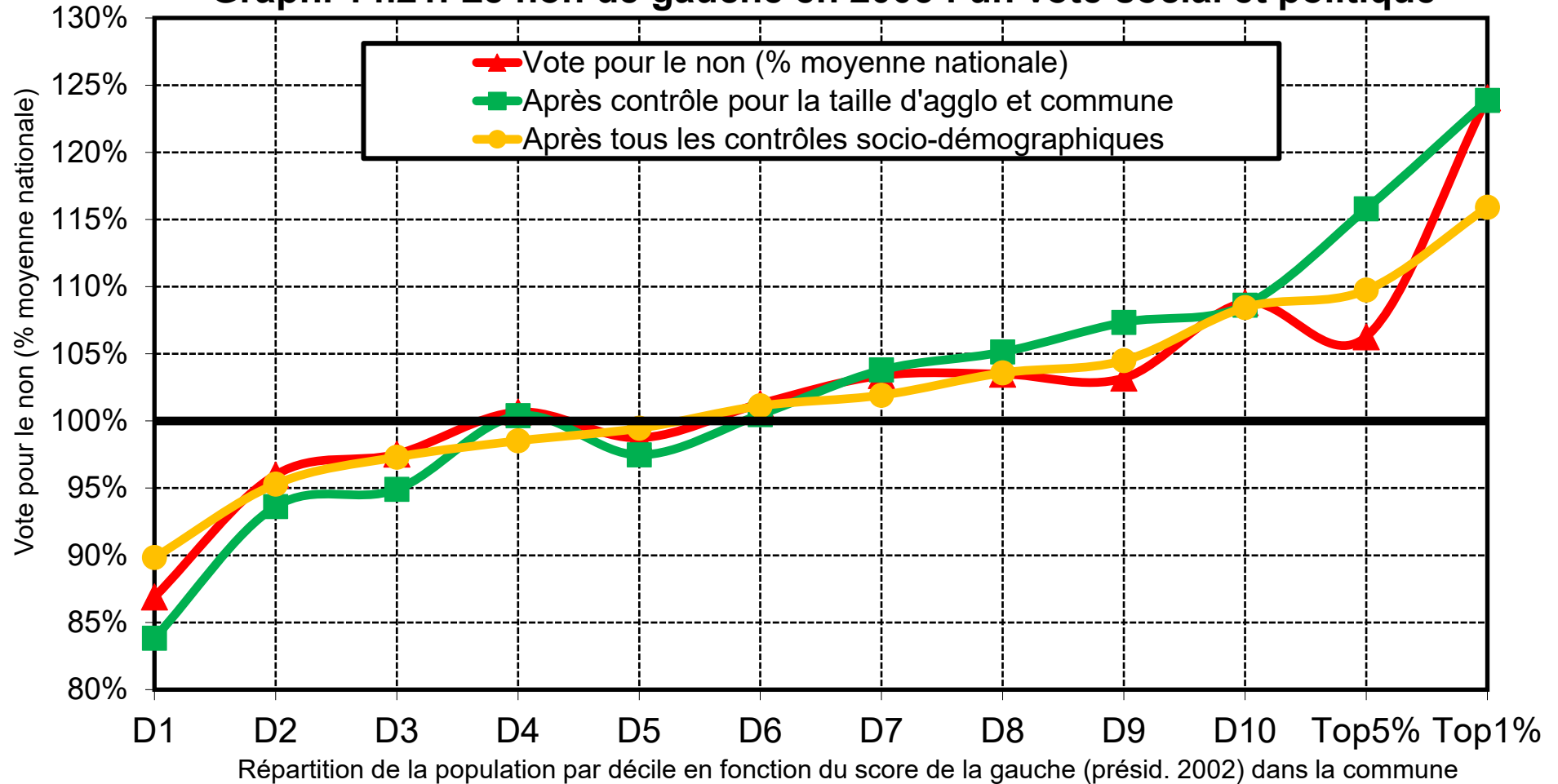
Graph. 14.20. Le oui et les diplômés en 2005 (avant et après contrôles)



Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE, le score obtenu par le oui est une fonction fortement croissante de la proportion de diplômés du supérieur de la commune. L'effet diminue après prise en compte des autres caractéristiques socio-démographiques de la commune (revenu moyen, proportion de cadres, etc.) mais reste très important.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

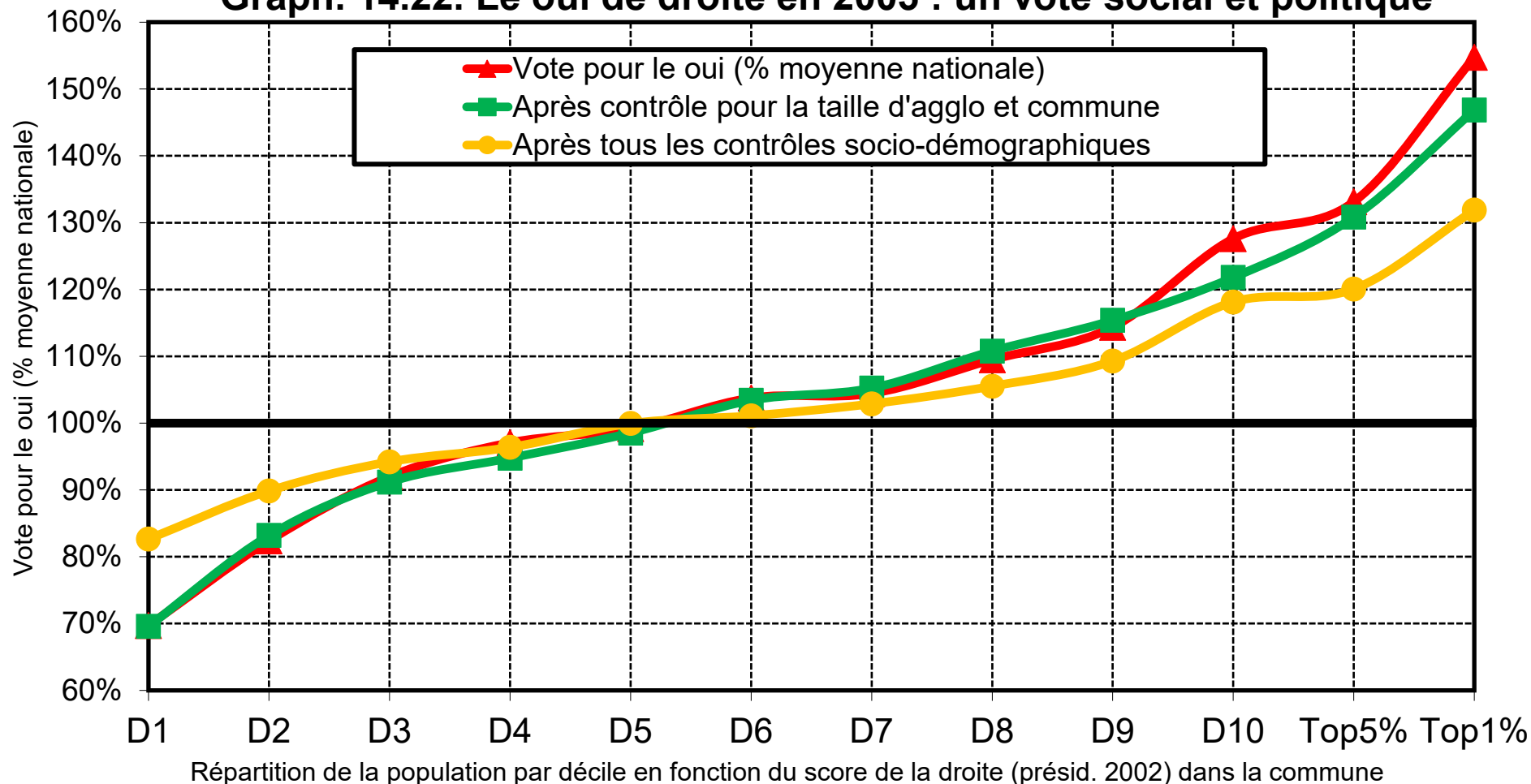
Graph. 14.21. Le non de gauche en 2005 : un vote social et politique



Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE, le non fait un meilleur score dans les communes ayant voté le plus à gauche lors de la présidentielle de 2002, et cet effet ne disparaît que très partiellement lorsque l'on contrôle pour les caractéristiques sociodémographiques de la commune (en particulier le revenu moyen et la composition professionnelle).

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

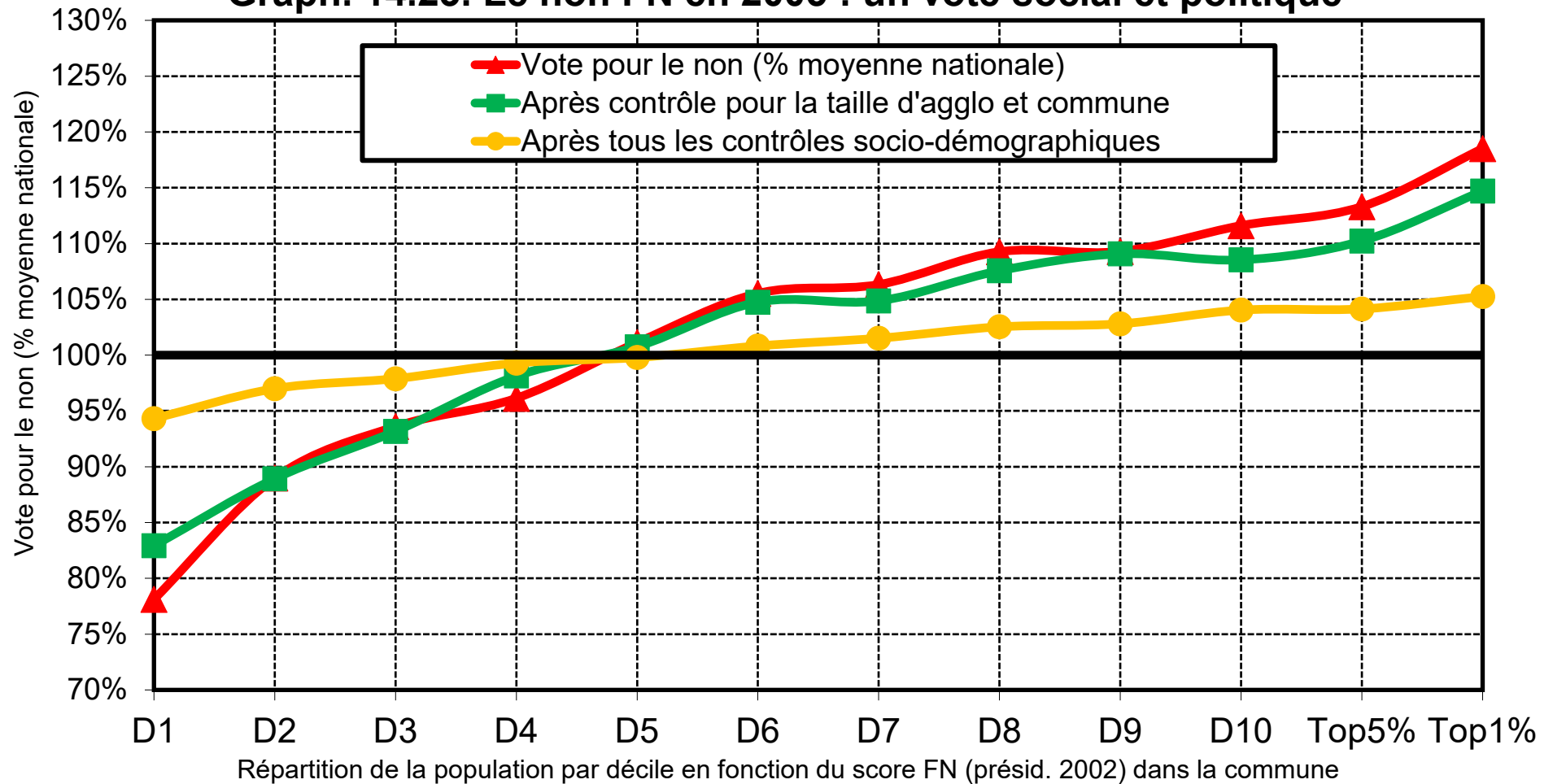
Graph. 14.22. Le oui de droite en 2005 : un vote social et politique



Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE, le oui fait un meilleur score dans les communes ayant voté le plus à droite (hors FN) lors de la présidentielle de 2002, et cet effet ne disparaît que très partiellement lorsque l'on contrôle pour les caractéristiques sociodémographiques de la commune (en particulier le revenu moyen et la composition professionnelle).

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

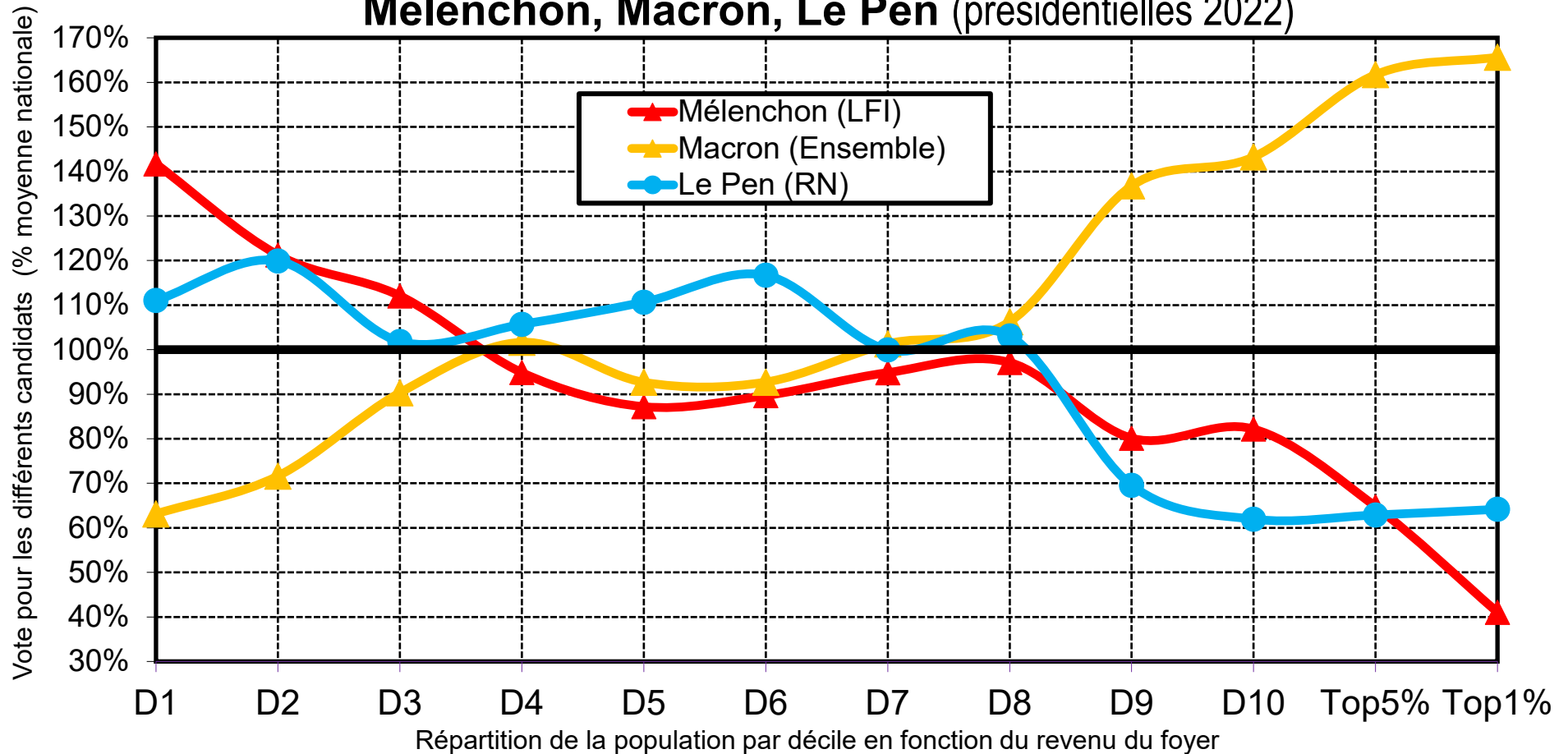
Graph. 14.23. Le non FN en 2005 : un vote social et politique



Lecture. Lors du référendum de 2005 sur le TCE, le non fait un meilleur score dans les communes ayant voté le plus FN et MNR lors de la présidentielle de 2002, et cet effet disparaît en partie lorsque l'on contrôle pour les caractéristiques sociodémographiques de la commune (en particulier le revenu moyen et la composition professionnelle).

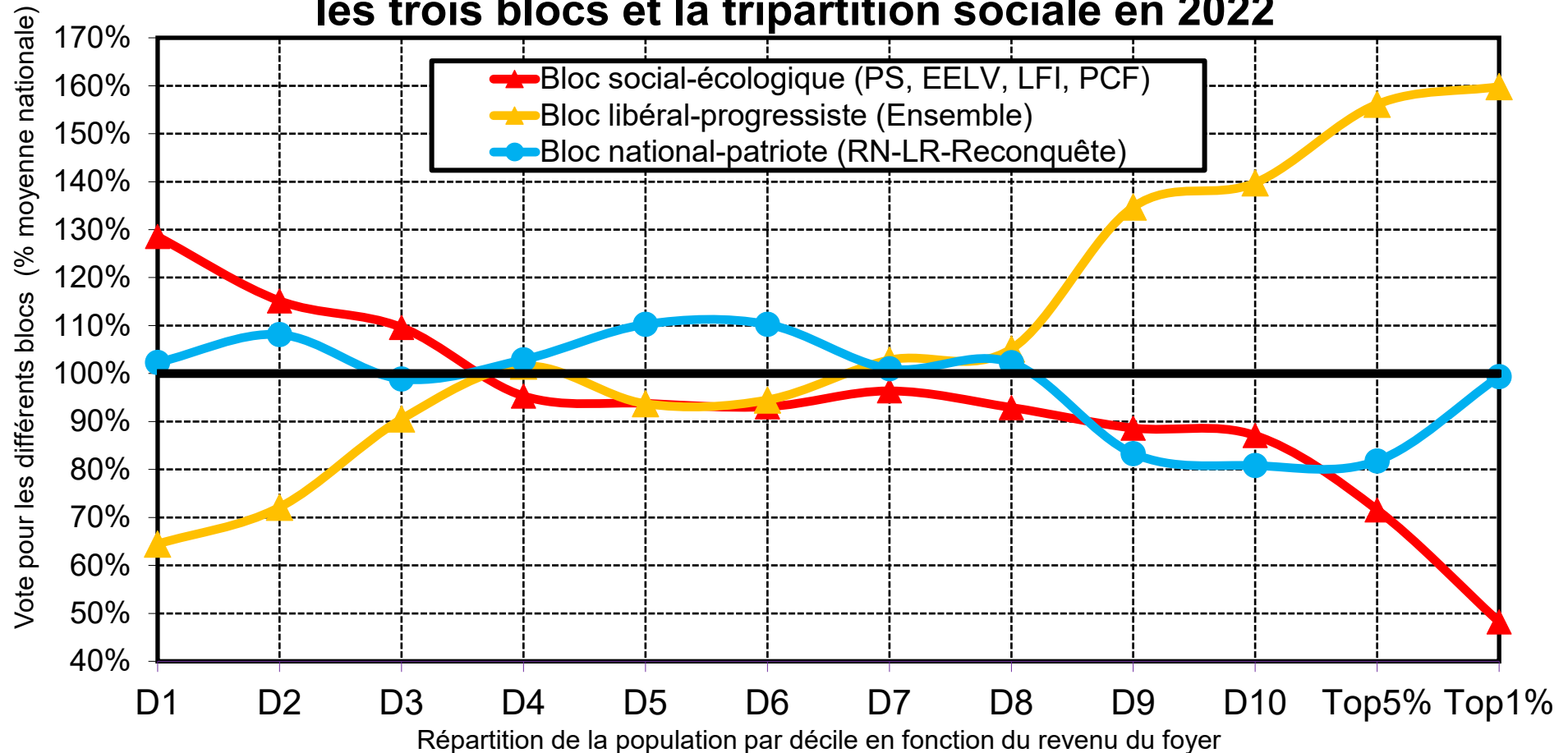
Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.24. Vote populaire et vote bourgeois :
Mélenchon, Macron, Le Pen (présidentielles 2022)



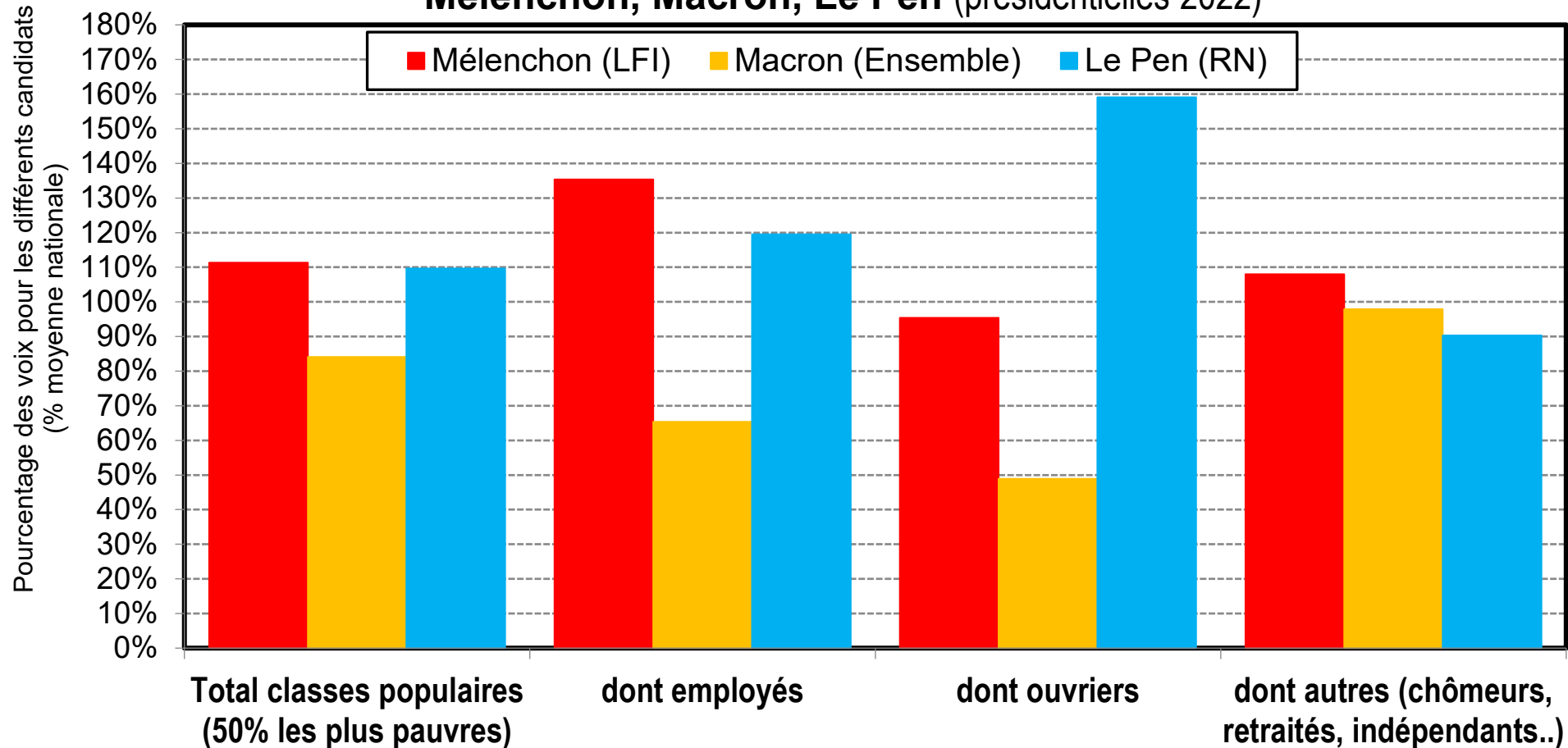
Lecture. Lors des présidentielles de 2022, Emmanuel Macron (Ensemble, 28% des voix au premier tour) réalise un score qui est très fortement croissant avec le revenu du foyer, alors que le score de Jean-Luc Mélenchon (LFI, 22% des voix) et de Marine Le Pen (RN, 23% des voix) diminue avec le revenu. **Note :** les résultats indiqués ici sont issus de l'enquête EnEF 2022 (vague 11, 16-19 mai 2022, échantillon national représentatif de 10487 personnes). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 14.25. Vote populaire et vote bourgeois :
les trois blocs et la tripartition sociale en 2022**



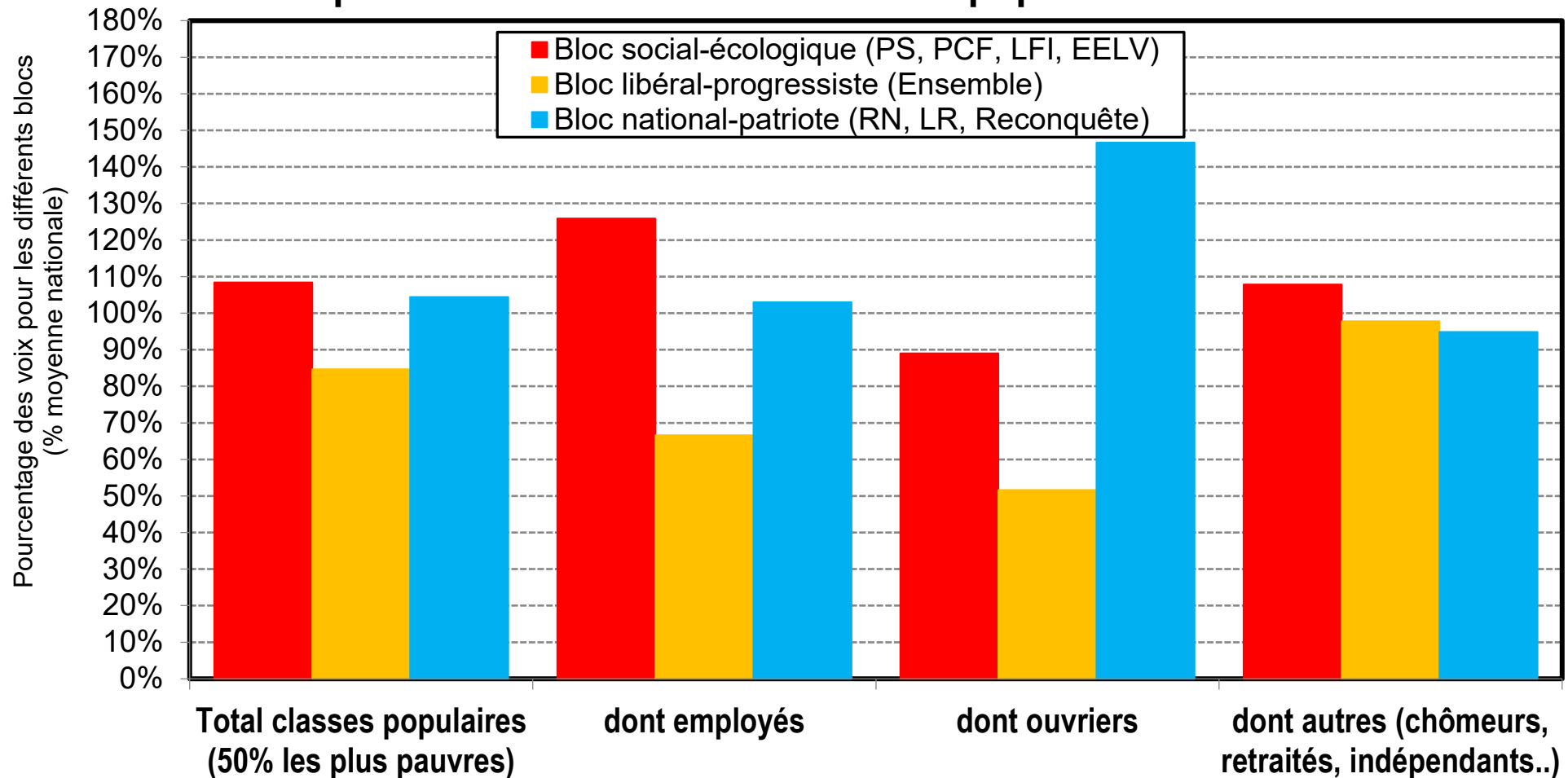
Lecture. Lors des présidentielles de 2022, le bloc libéral-progressiste (28% des voix au premier tour) réalise un score qui est très fortement croissant avec le revenu du foyer, alors que le score du bloc social-écologique (33% des voix) et à un degré moindre celui du bloc national-patriote (39% des voix) diminuent avec le revenu. **Note :** les résultats indiqués ici sont issus de l'enquête EnEF 2022 (vague 11, 16-19 mai 2022, échantillon national représentatif de 10487 personnes). **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

**Graph. 14.26. La division des classes populaires:
Mélenchon, Macron, Le Pen (présidentielles 2022)**



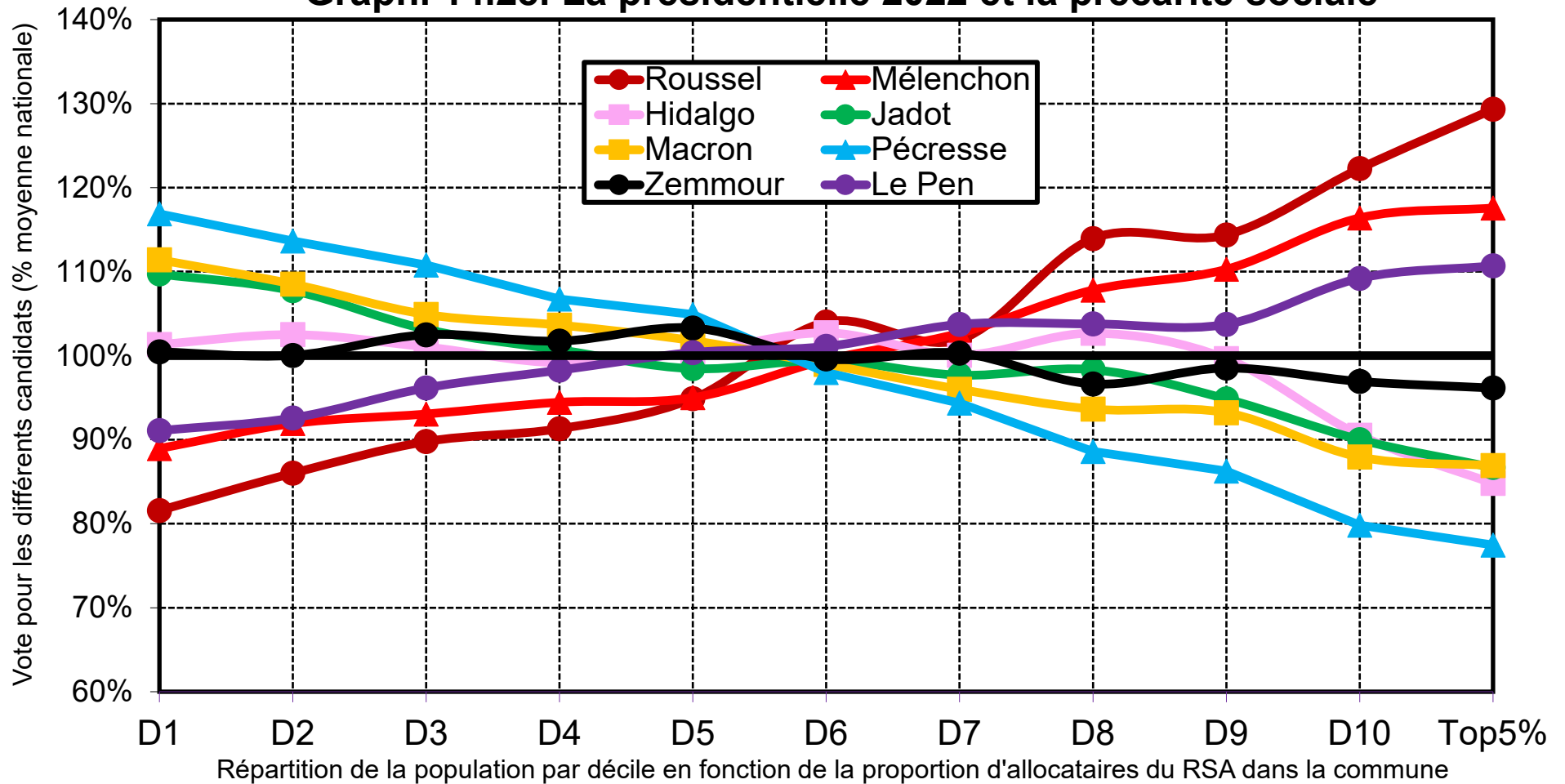
Lecture. En 2022, Mélenchon et Le Pen réalisent un score plus élevé que leur moyenne nationale parmi les classes populaires (définies comme les 50% des ménages les plus pauvres). Au sein de ce groupe, Mélenchon fait son meilleur score parmi les employés, alors que Le Pen fait son meilleur score chez les ouvriers et un score faible dans les autres groupes (chômeurs, retraités, indépendants, etc.). **Note :** les résultats indiqués ici sont issus de l'enquête EnEF. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.27. La division des classes populaires : les trois blocs



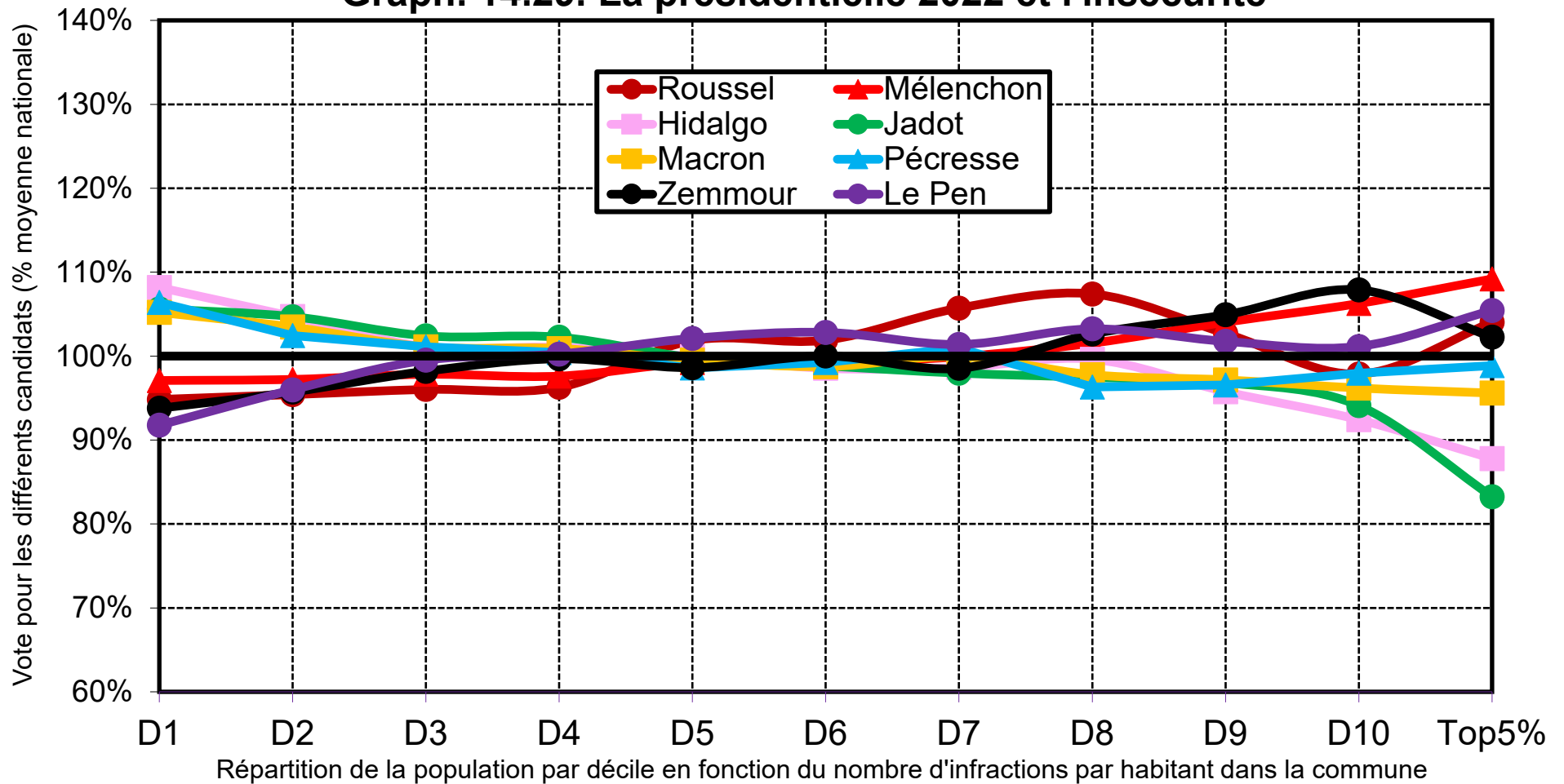
Lecture. En 2022, le bloc social-écologique et le bloc national-patriote réalisent un score plus élevé que leur moyenne nationale parmi les classes populaires (définies comme les 50% des ménages les plus pauvres). Le bloc social-écologique fait son meilleur score parmi les employés, alors que le bloc national-patriote fait son meilleur score chez les ouvriers et un score faible dans les autres groupes. **Note :** les résultats indiqués ici sont issus de l'enquête EnEF. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.28. La présidentielle 2022 et la précarité sociale



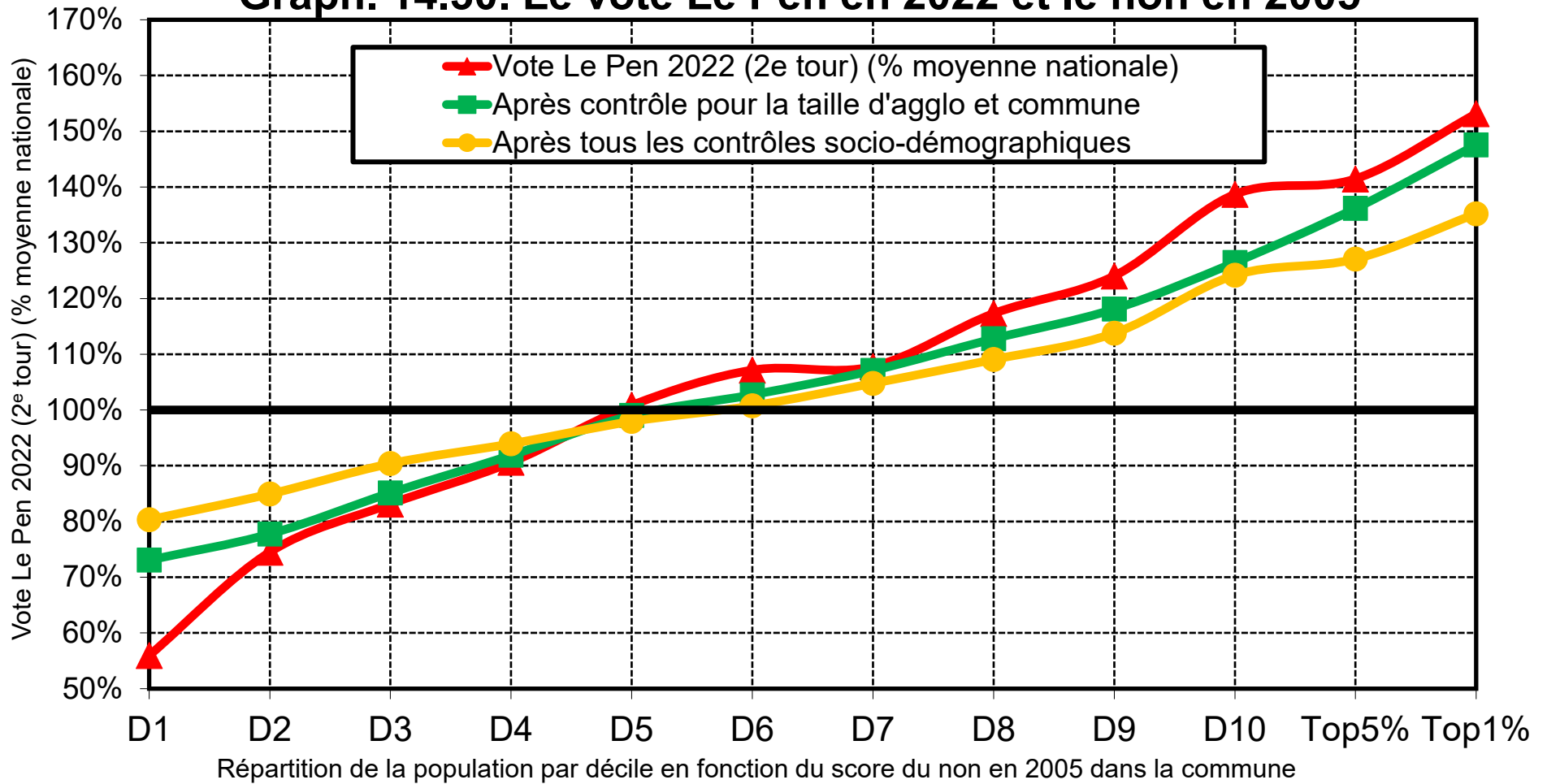
Lecture. Lors du premier tour de la présidentielle de 2022, les votes pour Mélenchon (LFI), Roussel (PCF) et Le Pen (RN) augmentent fortement avec la proportion d'allocataires du RSA dans la commune, y compris après prise en compte de toutes les variables de contrôle socio-démographiques. **Note:** les résultats indiqués ici sont après tous les contrôles (taille d'agglomération et de commune, revenu, professions, diplômes, etc.). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.29. La présidentielle 2022 et l'insécurité



Lecture. Lors de la présidentielle de 2022, les votes pour Mélenchon, Roussel, Le Pen, et Zemmour augmentent très légèrement avec le nombre d'infractions (crimes et délits) par habitant enregistrés dans la commune. Par comparaison à l'effet obtenu avec la proportion d'allocataires du RSA, la courbe est globalement très plate. **Note:** les résultats indiqués ici sont après tous les contrôles (taille d'agglomération et de commune, revenu, professions, diplômes, etc.). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14.30. Le vote Le Pen en 2022 et le non en 2005



Lecture. Lors du second tour de la présidentielle de 2022, Marine Le Pen réalise un bien meilleur score dans les communes ayant fortement voté pour le non au référendum de 2005. Cet effet s'atténue lorsque l'on contrôle pour les caractéristiques sociodémographiques de la commune (revenu, professions, diplômes, etc.) mais reste extrêmement présent.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr